CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n[os] 49 et 50	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-06	p. 06-75	p. 75-99

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03

Nouvelles lois .... p. 04-06

Séances .... p. 06-75

49e séance du mardi 16 mai 2023 p. 06-41

50e séance du mercredi 17 mai 2023 p. 41-75

Questions au Gouvernement .... p. 75-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
12/09/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

L'Ukraine a célébré son Jour de l'indépendance

De gauche à droite : Mme Romaine Etgen-Goethals, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'Ukraine en Belgique et au Grand-Duché, M. Christian Muller, chargé d'affaires du Luxembourg en Belgique, et M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés

« Je n'aurai de cesse de le répéter : le Grand-Duché de Luxembourg est pleinement solidaire avec l'Ukraine. Il ne peut y avoir de compromis quant à votre liberté. » C'est ce qu'a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son allocution à l'occasion de la célébration des 32 ans de la Déclaration d'indépendance ukrainienne du 24 août 1991 qui a officialisé la sortie du pays de l'Union soviétique.

La cérémonie s'est tenue à l'abbaye de Grimbergen en Belgique, en présence notamment du bourgmestre de Grimbergen, M. Bart Laeremans, de la Présidente de la Chambre des représentants de Belgique, Mme Éliane Tillieux, de Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'Ukraine auprès du Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, de M. Vsevolod Chentsov, chef de la mission de l'Ukraine auprès de l'Union européenne (UE), et de Mme Kelly Adams-Smith, chargée d'affaires de la mission des États-Unis auprès de l'UE.

Le Président de la Chambre a encore assuré que le Luxembourg continuerait à soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien sur les plans humanitaire, financier et militaire face à la guerre que leur mène la Russie.

Recherche scientifique au Parlement

Le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national et international

Résumé

Partout dans le monde, ceux qui promeuvent, protègent et défendent les droits de l'homme sont régulièrement intimidés et persécutés. En 2022, plus de 700 parlementaires ont été victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux.

De par ses pouvoirs de contrôle et d'adoption des normes nationales et la transposition de normes internationales, le Parlement luxembourgeois a la capacité de garantir le respect des droits de l'homme. En effet, le Luxembourg a ratifié plusieurs traités, conventions et protocoles en matière de droits de l'homme. Les obligations contenues dans ces accords internationaux lient la Chambre des Députés au même titre que tout autre démembrement de l'État luxembourgeois. Alors que les parlements jouent un rôle clé dans le processus de défense des droits de l'homme, peu sont ceux qui ont institutionnalisé un programme de soutien aux défenseurs des droits de l'homme.

Une série de recommandations et de solutions ont été suggérées par des organisations internationales et institutions européennes afin de promouvoir les droits de l'homme, par exemple en mobilisant l'opinion publique, en instaurant un environnement favorable à la protection des droits de l'homme et en contrôlant le Gouvernement de manière plus efficace.

En 2003, le Bundestag s'est engagé à soutenir les parlementaires et les défenseurs des droits de l'homme menacés dans le cadre du programme « Parlamentarier schützen Parlamentarier » (PsP). Avant l'admission à ce programme de parrainage, le Secrétariat de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire (Ausschuss für Menschenrechte und humanitäre Hilfe) évalue, sur proposition d'un député et de manière impartiale et objective, la situation de toute personne menacée. Tout député du Bundestag, indépendamment de sa spécialité, peut soutenir cette initiative et décide de la mise en œuvre d'un parrainage dans le cadre du programme PsP. Pendant la législature du 20e Bundestag (élu en 2021), plus de 80 parlementaires ont parrainé des personnes dans le cadre de ce programme. Parmi les personnes parrainées figurent des hommes et des femmes politiques de l'opposition, des médecins, des avocats, des journalistes et des militants pour la paix, pour l'environnement et pour les droits des femmes.

De nombreux parlements prennent des mesures spécifiques pour donner suite aux décisions et recommandations résultant des activités et décisions de l'Union interparlementaire. L'Union interparlementaire (UIP), en l'occurrence, regroupe les parlements de 179 pays et sert de plateforme pour le dialogue, la coopération et l'action interparlementaire et supporte les parlements à préserver les droits de l'homme. Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP est le seul mécanisme international ayant pour mandat de traiter des plaintes relatives à des violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires nationaux.

Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire propose d'accompagner la Chambre des Députés en cas de mise en place d'un programme de parrainage politique. Il conviendrait notamment de préciser les conditions d'admission et d'exclusion et de mener une recherche approfondie sur le défenseur des droits de l'homme ou le parlementaire menacé. De plus, le choix de la meilleure approche de soutien politique mérite une réflexion éclairée et une compréhension approfondie des enjeux politiques et doit tenir compte des connaissances et de l'expérience d'institutions nationales et internationales des droits de l'homme.

Note de recherche scientifique par M. Pauly et A. Rollinger : « La solidarité parlementaire : Le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national et international », *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 4 juillet 2023*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Électricité et gaz naturel

7876 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; 2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Le projet de loi 7876 apporte des modifications à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et transpose en droit national la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE. De plus, le projet de loi intègre des modifications relatives à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

Les principales adaptations opérées par le projet de loi sont :

Autoconsommateurs d'énergies renouvelables et communautés énergétiques

Considérant que la loi du 3 février 2021 a introduit les concepts « d'autoconsommateurs d'énergies renouvelables », « d'autoconsommateurs d'énergies renouvelables agissant de manière collective » et de « communauté d'énergie renouvelable », le projet de loi vise à clarifier ces concepts et à les aligner avec les concepts plus larges du client actif et de la communauté énergétique citoyenne préconisés par la directive en fusionnant la communauté d'énergie renouvelable (de la directive (UE) 2018/2001) avec celle de la communauté énergétique citoyenne (de la directive (UE) 2019/944) pour retenir le concept plus général de la « communauté énergétique ». Les nouveaux concepts visent à refléter que le rôle simple du consommateur d'électricité est en pleine mutation vers un rôle plus actif, celui du prosommateur pouvant agir indépendamment sur les marchés d'électricité.

Agrégateurs

Le projet de loi adapte le concept existant d'agrégateur en prévoyant que l'agrégation consiste en une fonction exercée par une personne physique ou morale qui combine, en vue de la vente, de l'achat ou de la mise aux enchères sur le marché de l'électricité, de multiples charges de consommation ou de production d'électricité. En outre, il introduit l'activité d'agrégateur indépendant, donc l'agrégateur qui n'est pas lié au fournisseur du client, garantissant une indépendance maximale par rapport au fournisseur du client.

Projets à caractère expérimental

Le projet de loi introduit la notion de projet à caractère expérimental pour donner un cadre à des projets pilotes ou projets de démonstration visant à concrétiser ou faciliter la transition énergétique, à augmenter l'efficacité énergétique, à développer la digitalisation des réseaux électriques, à augmenter la résilience du système électrique ou à contribuer à la mise en œuvre des objectifs fixés dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat. De tels projets testent des concepts qui ne sont pas prévus dans le cadre régulatoire actuel. C'est pourquoi la création d'un cadre spécifique pour de tels projets, basé sur des dérogations au cadre régulatoire limités dans le temps, permet de tester de nouvelles approches innovantes et de faire avancer le développement technique et, le cas échéant, le cadre régulatoire lui-même. Les dérogations visées peuvent par exemple toucher des aspects techniques, comme les conditions de raccordement ou des aspects plus commerciaux tels que la structure des tarifs d'utilisation du réseau. Afin de recevoir le statut de projet à caractère expérimental de la part du régulateur, le projet doit répondre à certaines conditions, comme la poursuite des objectifs clairement définis et fondés sur une approche et un suivi scientifiques ou encore l'implication des acteurs ayant les capacités techniques, professionnelles et organisationnelles requises pour mettre en œuvre les objectifs du projet.

Petites installations de production d'énergies renouvelables

Le projet de loi introduit une modification quant aux propriétaires de petites installations de production ou d'autoproduction d'une puissance électrique nominale installée inférieure à 800 watts, qui seront désormais exemptés de devoir les connecter à un compteur et de la déclaration au gestionnaire de réseau concerné qui lui devrait inscrire l'installation dans un registre national des centrales de production.

Activités accessoires des gestionnaires de réseau

Le projet de loi crée aussi un cadre pour l'exécution d'activités accessoires des gestionnaires de réseau qui ne font pas partie de leurs activités principales.

Mobilité électrique

Le projet de loi modifie également les dispositions relatives à la mobilité électrique pour les adapter aux nouvelles donnes de la directive, qui prévoit comme règle générale l'interdiction aux gestionnaires de réseau de distribution d'être propriétaire d'une infrastructure de charge, de la déployer, de la gérer, de l'exploiter ou de l'entretenir, et autorise une dérogation à cette interdiction générale sous réserve de conditions de fond et procédurales déterminées.

Plateforme informatique nationale de données énergétiques

Le projet de loi prévoit une adaptation des dispositions existantes pour la mise en œuvre d'une plateforme informatique nationale de données énergétiques qui servira à la fois de registre central, de base de données sur l'utilisation des réseaux d'énergie et de plateforme d'échange des données et informations nécessaires au bon fonctionnement des réseaux.

Gaz naturel

Le projet de loi apporte également des modifications à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, en introduisant de nouvelles notions et en mettant en œuvre une disposition du Règlement (UE) 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/09/2021
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

16/12/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23/12/2022	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 288, page 1

Élaboration des listes électorales

8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Suite aux élections pour la Chambre de Commerce de 2019, les communes, par l'intermédiaire du Syvicol, ont exprimé le souhait d'être déchargées de l'élaboration des listes électorales. Le Gouvernement a accepté cette demande et a déposé le présent projet de loi. Celui-ci vise à modifier la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce et la procédure électorale y afférente.

Dorénavant, l'élaboration des listes sera confiée au bureau électoral (institué auprès du ministre ayant la Chambre de Commerce dans ses attributions). Les administrations communales n'interviendront donc plus dans l'organisation de ces élections. La notion de « domicile électoral » devient superfétatoire. L'inscription sur les listes se fera obligatoirement par voie électronique. Le projet de loi vise, par ailleurs, à assurer une plus grande flexibilité dans la détermination de la date exacte des élections.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07/06/2022
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

02/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données
11/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 286, page 1

Réseau transeuropéen de transport

8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Le projet de loi vise à transposer en droit national une partie de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), en insérant dans la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement un nouvel article 19bis.

Ce réseau transeuropéen de transport comprend une structure à deux niveaux composée du réseau global, d'une part, et du réseau central, d'autre part. Le réseau global assure la connectivité de toutes les régions de l'Union européenne. Le réseau central se compose des parties de ce réseau global qui présentent la plus haute importance stratégique pour l'Union européenne.

L'objectif de la directive (UE) 2021/1187 est d'accélérer l'achèvement du réseau transeuropéen de transport, en simplifiant les procédures d'octroi des autorisations et en synchronisant les procédures y relatives à travers les États membres. Entre autres, elle requiert qu'un traitement prioritaire soit accordé aux projets relatifs à la réalisation du réseau central en imposant un délai maximal des procédures d'autorisation fixé à quatre ans.

Afin d'assurer la conformité avec le droit de l'Union, le présent projet de loi inscrit dans la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement le traitement prioritaire des projets concernés et le délai maximal de quatre ans.

À noter que la transposition de l'article 8 de la directive (UE) 2021/1187 concernant les marchés publics dans les projets transfrontaliers est effectuée par une modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Le projet de loi se borne dès lors à transposer les articles 1er, 3, 5, et 9, paragraphe 1er, de la directive précitée.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

10/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 15 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 316, page 1

Programme « Medium Earth Orbit Global Services »

8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir et exploiter des capacités de communication satellitaire sur une orbite terrestre moyenne (« Medium Earth Orbit » (MEO)), des composantes terrestres et des services associés.

Le programme MGS fait partie de l'effort de défense luxembourgeois qui vise 1 % du Produit intérieur brut en 2028, objectif annoncé dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans le cadre de l'effort de défense, la Stratégie spatiale de défense prévoit précisément, comme indiqué à l'exposé des motifs du projet de loi, « la mise en place d'une capacité stratégique opérationnelle dans le domaine des communications satellitaires ». Le programme MGS est complémentaire par rapport au satellite luxembourgeois GovSat-1 qui est géostationnaire.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 21/02/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

23/02/2023	Présentation du projet de loi
30/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 296, page 1

Responsabilité pénale des membres du Gouvernement

8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution

Le projet de loi n° 8173 a comme objet de mettre en œuvre l'article 94 de la Constitution.

L'article 94 de la Constitution révisée, tel qu'il est issu de la loi du 17 janvier 2023 portant révision des Chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution, règle le régime de la responsabilité des membres du Gouvernement. Plus particulièrement, ses paragraphes 3 et 4 posent les principes de la responsabilité pénale de ceux-ci pour des « actes commis par eux dans l'exercice de leur fonction ». La nouvelle disposition constitutionnelle modifie le système actuel des poursuites pénales contre les membres du Gouvernement en les soumettant au droit commun, sauf sur deux points :

– l'exclusion du déclenchement de l'action publique par une personne […] se présentant comme victime de l'infraction,

– et l'obligation, sauf en cas de flagrant délit, de l'autorisation préalable par la Chambre des Députés avant l'arrestation d'un membre du Gouvernement.

Le projet de loi n° 8173 entend prendre la relève de la loi du 3 mars 2023 sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, issue de la proposition de loi n° 8049[1] sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, qui, en vertu de son article 14, cessera d'être applicable à partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée du 17 janvier 2023, fixée au 1er juillet 2023. Il reprend toutefois l'essentiel des dispositions de la loi du 3 mars 2023.

Les différences essentielles entre le projet de loi n° 8173 et la loi précitée du 3 mars 2023 consistent dans le fait que les dispositions particulières entourant actuellement la nécessité d'une autorisation préalable de poursuite par la Chambre des Députés ainsi que celle d'un rapport à cette même Chambre des Députés en vue d'une autorisation de renvoi devant le juge du fond sont abandonnées, eu égard au renvoi de principe aux dispositions du Code de procédure pénale, ainsi que dans l'introduction d'une procédure particulière limitée aux seuls mandats d'amener ou d'arrêt émis par le juge d'instruction, soit dans le cadre d'une procédure nationale, soit dans le cadre d'une procédure menée à l'initiative du Parquet européen, qui restent soumis à une autorisation préalable par la Chambre des Députés.

La procédure prévue dans le présent projet de loi est destinée à constituer une solution conforme à la Constitution et aux engagements internationaux liant le Luxembourg, notamment la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

01/03/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
03/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 299, page 1

Dépenses importantes de l'État

8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire un nouvel article 80bis dans la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État afin de répondre à l'exigence fixée par l'article 117 de la Constitution révisée qu'une loi générale doit déterminer « les conditions et modalités pour financer les travaux préparatoires » liées aux dépenses importantes de l'État.

1 Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification : 1° du Code pénal ; 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Afin de renforcer la sécurité juridique, le projet de loi précise les cas exacts auxquels le nouvel article 80bis de la loi précitée du 8 juin 1999 devra s'appliquer, à savoir les travaux préparatoires nécessaires et en relation directe avec (i) un grand projet d'infrastructure ou de construction d'un bâtiment considérable, mais aussi (ii) toute aliénation ou acquisition d'une propriété mobilière ou immobilière et (iii) tout engagement financier important de l'État dès lors que le plafond fixé à l'article 80, paragraphe 1er, lettre d), de cette loi est dépassé.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 297, page 1

49e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis et M. Sven Clement** p. 07
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   M. François Bausch, Vice-Premier Ministre
   M. Sven Clement (parole pour fait personnel) | M. François Bausch, Vice-Premier Ministre
6. **Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden** p. 09
   Exposé : M. Léon Gloden
7. **8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)** p. 09
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (interventions de M. Fernand Kartheiser, Mme Stéphanie Empain et M. Michel Wolter) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Mars Di Bartolomeo) | M. le Ministre François Bausch | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch | M. Jean-Marie Halsdorf (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch
   M. Yves Cruchten
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8157 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen (interventions de M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Jean-Marie Halsdorf
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
8. **7876 – Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;
   2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 16
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7876 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Déclaration gouvernementale relative au projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)**
   Heure d'actualité au sujet des implications du projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023) sur l'actuelle répartition du Fonds de dotation globale des communes p. 20
   Déclaration : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (interventions de M. Léon Gloden et M. André Bauler)
   Exposé : M. Jean-Paul Schaaf (interventions de M. Dan Kersch)
   Débat : M. Max Hahn | M. Carlo Weber | Mme Semiray Ahmedova (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Taina Bofferding) | Mme la Ministre Taina Bofferding (interventions de M. Jean-Paul Schaaf) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Taina Bofferding | M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de Mme Martine Hansen et M. Jean-Paul Schaaf) | Mme la Ministre Taina Bofferding | M. Dan Kersch (intervention de M. Jean-Paul Schaaf) | M. Jean-Paul Schaaf (parole pour fait personnel) | M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes (interventions de M. Jean-Paul Schaaf et M. Dan Kersch) | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | Mme Semiray Ahmedova (parole pour fait personnel) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de M. Dan Kersch)
   Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 mai 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8207 – Projet de loi
1° portant transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement ;
2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/05/2023

8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 05/05/2023

8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'Établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10/05/2023

8210 – Projet de loi portant prolongement de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :
1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;
2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;
3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;
4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;
5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 10/05/2023

8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

8212 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Rumelange

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/05/2023

8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 11/05/2023

8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/05/2023

8216 – Projet de loi relative au droit de préemption en faveur de la promotion de l'habitat et modifiant
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° loi modifiée du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie et introduisant différentes mesures administratives et fiscales en faveur de la promotion de l'habitat

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/05/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2755 – Demande de pétition publique : Pour une interdiction d'émettre des certificats de virginité

Dépôt : Mme Sandra Dessi, le 02/05/2023

2756 – Demande de pétition publique : Rechenschaftspflicht für Banken in Bezug auf die öffentliche Meinung und Kundenbewertungen

Dépôt : M. Paul Kipchen, le 04/05/2023

2757 – Demande de pétition publique : Arbeitszeitverkürzung im Krankenhaus- und Pflegesektor / Réduction du temps de travail dans le secteur hospitalier et médico-social

Dépôt : M. Jean-Paul Molitor, le 07/05/2023

2758 – Demande de pétition publique : Autorisation de congé parental pour une famille d'accueil

Dépôt : Mme Laeticia Monadjemi, le 10/05/2023

2759 – Demande de pétition publique : Permettre aux ONG de continuer à donner et à partager de la nourriture pour réduire la faim au Luxembourg

Dépôt : Mme Maria Concepcion Zubizarreta, le 11/05/2023

2760 – Demande de pétition ordinaire : Mütter und ihre Kinder im Umgangsrecht

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 12/05/2023

2761 – Demande de pétition publique : Miete berechnen

Dépôt : M. Robert Majerus, le 11/05/2023

2762 – Demande de pétition publique : Améliorer et moderniser les solutions de paiement du parking à Luxembourg

Dépôt : M. Sébastien Delmas, le 11/05/2023

2763 – Demande de pétition publique : Obtenir la nationalité luxembourgeoise en tant que résident modèle après 5 ans et ne connaissant pas la langue luxembourgeoise !

Dépôt : M. Laurentiu Ichim, le 12/05/2023

2764 – Demande de pétition publique : Les crimes contre l'Économie doivent être punis

Dépôt : M. Leo Benkel, le 12/05/2023

2765 – Demande de pétition publique : Introduction d'un nouveau genre de contrat de travail nommé CDI ESS pour la reconnaissance officielle de l'engagement social et environnemental des personnes vulnérables, afin de faciliter de recevoir un contrat de bail chez un propriétaire privé

Dépôt : Mme Triana Esperanza Hilgersom, le 14/05/2023

2766 – Demande de pétition publique : Nouvelles règles pour les chien agressifs

Dépôt : Mme Delia Cristiana Beian, le 14/05/2023

2767 – Demande de pétition publique : Les actes de naissance gratuits

Dépôt : Mme Sabrina El Behri, le 15/05/2023

2768 – Demande de pétition publique : Faire reconnaître la langue portugaise comme quatrième langue nationale

Dépôt : M. Michel Van Aken, le 16/05/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an dem Artikel 43 vum Beamtestatutt vun der Chamber gëtt der Madamm Manon Krieps, Redakter, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hire Funktiounen zouerkannt. Mir wënschen der Madamm Krieps eng schéin a wuelverdéngte Pensioun.

(Applaudissements)

5. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis et M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un d'Madamm Nathalie Oberweis an un den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), coauteure | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Éier ...

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da géife mer d'Sitzung kuerz ënnerbriechen, bis mer dann deen technesche Malaise behuewen hunn.

(La séance publique est suspendue à 14.04 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.07 heures.)

Mir géifen da weiderfuere mat der Sitzung. An d'Wuert ass fir d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), coauteure | Elo geet et. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng Éier, dës Proposition de loi anzeleeden.

Wéi de 24. Abrëll 2013 d'Gebai Rana Plaza zesummegefall ass, stoung d'ganz Welt ënner Schock. Dir all erënnert Iech un déi fierchterlech Biller vu virun allem jonke Fraen a Männer, déi begruewe waren ënnert den Trümmer. Dräi vun aacht Etagë waren illegal gebaut an déi néngt Etage war amgaangen, gebaut ze ginn.

Rana Plaza steet haut symbolesch fir desolat Aarbechts- a Sécherheetsbedéngungen an der ganzer Textilindustrie. Ni méi sollt esou eppes passéieren. Meng Gedanke ginn dofir och haut bei déi iwwer 1.130 Mënschen, déi do ëmkomm sinn, an hir Familljememberen, mee och all déi, déi haut nach ëmmer an änleche Konditioune schaffen.

Ech selwer hunn deemools als Freelance-Journalistin de Sujet couvréiert an och zivillgesellschaftlech fir de Sujet u sech matgeschafft. Ech ka mech gutt un d'Diskussiounen erënneren, déi no dëser Katastroph opkomm sinn: Globaliséiert ekonomesch Aktivitéiten, déi en negativen Impakt op d'Aarbechtsbedéngungen hunn, Zwangsaarbecht, zum Beispill, oder och Kanneraarbecht, mee och Landraub vun indigeene Vëlker an d'Ausbeutung vun natierleche Ressourcen oder en negativen Impakt op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit sollten endlech en Theema ginn a sollte reguléiert ginn.

Vill vun dëse wirtschaftlechen Aktivitéite ginn am globale Süde fir – ganz nom koloniale Muster – de globalen Norden bedriwwen. An de concernéierte Länner ass d'Regulatioun an d'Norm ganz dacks immens schwaach, méi schwaach wéi bei eis.

2018 hu sech du 17 zivillgesellschaftlech Acteuren zesummegedoen, fir d'Initiativ fir den Devoir de vigilance ze lancéieren. Dës Plattform plädéiert fir e Gesetz. Dir all kennt si a wësst, wéi wichteg a richteg hir Aarbecht ass.

D'Regierungskoalitioun hat jo och an hirem Koalitiounsaccord vir, d'Méiglechkeet ze iwwerpréiwen, ob ee kéint legiferéieren, an dat ass och gemaach ginn. An dobäi ass erauskomm, dass e Gesetz wuel duerchaus méiglech wier.

Doriwwer eraus hu Sondagen ënnerstrach, dass esou e Gesetz, dat d'Entreprisë mat Sëtz zu Lëtzebuerg obligéiert, Mënscherechter an Ëmweltrechter an der ganzer Liwwerketten ze respektéieren, vun de Gefroten erwënscht ass. Mee och d'Entreprisë selwer gesinn dës Initiativ positiv. 50 Entreprisen hunn esou e Businessstatement ënnerschriwwen, andeem si esou e Gesetz fuerderen, eebe grad a well si eebe fir Konditioune plädéieren, déi esou e Level-Playingfield géife mat sech bréngen: Et géif jo garantéieren, dass d'Entreprisen alleguerten déi selwecht Norme misste respektéieren.

Am Ausland gëtt et dann och schonn zum Deel esou Liwwerkettegesetzer, zum Beispill a Frankräich an och an Däitschland. Et ass also machbar.

Et muss einfach Schluss si mam Dumping bei de Mënscherechter an Ëmweltrechter. An et geet net duer, d'Verantwortung op de Consommateur ofzewälzen. D'Politick muss hir Verantwortung huelen, well d'Reguléierung gëtt hei am héijen Haus gemaach. A mir wëlle keng Entreprisen, déi Mënschen- an Ëmweltrechter mat Féiss trieden. Dat ass dësem Land net wierdeg an dës Regierung soll hir Verantwortung huelen.

Och d'EU-Kommissioun huet 2022, wéi Der et wësst, eng Proposition de directive erausginn zum Devoir de vigilance. Dës Proposition de loi, déi mir deposéieren, preparéiert gewëssermoossen den Terrain fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv. Et ass méiglech, esou eppes esou ze maachen, an et wär gutt, wann déi concernéiert Acteuren dann och eng Longueur d'avance fir d'Transpositioun vun der Direktiv hätten.

Et ass wichteg, dass all d'Secteuren an dësem Gesetz mat dra sinn a besonnesch, dass d'Finanzplaz als Risikosecteur och mat dran ass. Fräiwëlleg Moossname ginn net duer. Mir wëssen, et geet net duer, mir brauchen obligatoresch Moossnamen, well mir dierfen net naiv sinn: Mir brauchen e Gesetz, fir eebe grad dës toxesch an net nohalteg Aktivitéiten ze ënnerbannen!

An ech ginn dem Sven Clement d'Wuert, fir op den Text anzegoen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung verweist op d'EU-Direktiv, fir Mënscherechter ze schützen. Ech si perséinlech der Meenung, datt een u sech net muss op d'EU, op e Konsens waarden, fir Mënscherechter ze schützen, mee datt mer u sech international Traitéën, déi mer alleguerten akzeptéiert hunn, déi mer ratifizéiert hunn, déi Lëtzebuerg mat verhandelt huet, och musse bannend maache fir eis Entreprisen. Dozou gehéiert de Paräisser Klimaaccord, dozou gehéieren US-Traitéën iwwer Mënscherechter, iwwer Kanneraarbecht. dozou gehéiert u sech de de gudde Wëllen, dat ze maachen.

A mir mussen eis bewosst sinn, datt et kee Prezedenzfall ass, wa mer haut eng Proposition de loi deposéieren, éier eng EU-Direktiv de Wee duerch d'Instanze geholl huet. Well d'Regierung huet et an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht, Projet-de-loien ze stëmmen, déi u sech Mënscherechter ageschränkt hunn, déi u sech vun der Cour de justice européenne souguer als mënscherechtswidreg deklaréiert goufen, éier déi passend EU-Direktiv, déi dann duerno kasséiert gouf, koum. A jo, ech schwätze vun der Virratsdatespäicherung. Dat heescht, et ass e bësse komesch, datt mer hei eng Situatioun hunn – an dofir och haut d'Proposition de loi –, wou, fir Mënscherechter ze verletzen, Projet-de-loie ganz séier kommen, wärend et dann, wann et drëm geet, d'Mënscherechter ze schützen, ganz laang dauert, fir iwwerhaapt eppes ze maachen.

Am Projet geet et ganz konkreet drëm, datt déi grouss Firme mat méi wéi 250 Leit, méi wéi 50 Millioune Chiffre d'affaires, méi wéi 43 Millioune Bilanssomm, mussen e Plan de vigilance opstellen; e Plan de vigilance, dee virgesäit, wéi se hir Obligatiounen, déi aus internationalen Traitéën decouléieren, déi haut schonn Obligatioune sinn, ëmsetze wëllen.

Et ass keng Revolutioun, et ass eng Evolutioun vun eisem Rechtskader. Fir dat Ganzt gouf sech op ganz vill bestoend Direktiven, op bestoend Gesetzer a Frankräich, Däitschland, Norwegen, der Schwäiz – komescherweis méi progressiv wéi Lëtzebuerg –, England – säit 2015 méi progressiv wéi Lëtzebuerg – baséiert. An dofir mengen ech, datt dat heite keng Revolutioun ass, mee eng Common-Sense-Evolutioun vun eisem Rechtskader.

Här President, ech iwwerreechen Iech eis Proposition de loi.

8217 – Proposition de loi relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis, merci, Här Clement. An da géif ech d'Wuert ... Den Här Vizepremier freet d'Wuert.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Just ganz kuerz. Ech wollt soen, datt ech mech natierlech net zu deem Inhalt do wëll äusseren. Perséinlech ass dat mir éischter sympathesch, wat hei proposéiert gëtt. Mee ech fannen et awer e bëssen onfair, datt dat doten elo – wat vun der Approche hier, mengen ech, wierklech eppes ass, wat derwäert ass ze diskutéieren – vermëscht gëtt mat anere Gesetzer a Verglacher gemaach ginn, déi, mengen ech, awer net ganz korrekt sinn. Dofir wollt ech dem Här Clement dat just soen. Ech fannen dat schued, eigentlech, mee dat eent huet mat deem aneren eigentlech näischt ze dinn, wat Der hei verglach hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, all Deputéierten huet jiddefalls ëmmer d'Recht, am Ufank vun der Sitzung eng Motioun, eng Resolutioun, eng Proposition de loi ze deposéieren, an dat ass u sech d'Prozedur, ...

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | ... wéi se hei am Haus üblech ass.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här President, ech wollt dat och guer net a Fro stellen, mee och d'Regierung ka sech d'Wuert froen, fir dann awer an engem Saz eppes ze soen, wa se der Meenung ass, datt dat, wat proposéiert ginn ass, net nëmmen den Inhalt war vun deem Text, mee och eppes anescht domat insinuéiert gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Jo, Här President, ech invoquéieren de Fait personnel, ech gouf namentlech genannt. Ech wollt als Éischt emol froen, a wéi engem Modell den Här Bausch d'Wuert geholl huet, well normalerweis gëtt d'Regierung am Ufank vun der Sëtzung gefrot, ob se eppes ze soen hätt. Dat war net de Fall. An no engem Depot vun engem Projet de loi oder enger Proposition de loi gesäit eise Riedezäitmodell net vir, datt d'Regierung d'Wuert ergräift.

An ech constatéieren einfach, datt et wuel e wonne Punkt ass, datt dës Regierung et net fäerdegbruecht huet, esou e Projet de loi séier op den Instanzewee ze bréngen. An ech fannen et nach méi speziell – well den Här Bausch elo dat politiséiert huet –, datt de Moie bei der Presentatioun vun deem Projet e Vertrieder vun déi jonk gréng, deen dat Ganzt ënnerstëtzt, derbäisouz an och gesot huet, datt dat heiten en exzellenten Text wier, datt elo de Vizepremier François Bausch hei mengt, e misst nach e politesche Statement maachen zu deem, wat ech gesot hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Bausch freet nach eng Kéier d'Wuert an e kritt et och.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Fait personnel, Här President. Éischtens emol wollt ech dem Här Clement soen: Ech hu mer d'Wuert net geholl, ech hu mer et virdru fréndlech beim President gefrot, an ech hunn et kritt.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | An zweetens, Här Clement, Dir sidd Spezialist dran, fir ëmmer an aner Richtungen ze deviéieren a fir Saachen ze dréinen, wéi se net sinn.

Une voix | Dir och.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Et geet net ëm den Inhalt vun deem doten Text, deen Der haut hei deposéiert hutt, Dir an d'Madamm Oberweis, mee et geet drëms, dass Der eppes an deem Kontext gesot hutt, wat mat deem Text näischt ze dinn huet. Bon, dont acte.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

6. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden

An dann huet den Här Léon Gloden d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech deponéieren am Numm vun der CSV-Fraktioun hei eng Motioun betreffend déi Problematik vun der C1/B1-Karriär an der Police vun deene Leit, déi en Treizièmes- oder Premièresdiplom als Ofschluss hunn. Do gëtt et eng ganz Serie vu Jugementer, an dee leschten Arrêt, dee geschwat ginn ass an där Affär, ass dee vum 2. Mee dëses Joers vun der Cour administrative, wou d'Cour festgestallt huet, datt am Gesetz vun 2018 eng Lacune ass. An ech deponéieren hei eng Motioun, fir de Policeminister an d'Regierung opzefuerderen, déi Lacune ze verbesseren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– vu les lois modifiées (i) du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et (ii) du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

– vu les jugements du tribunal administratif (n° du rôle 42846, 42861, 42862, 42866, 42905 et 42944) à la base desquels se trouvent des recours contre des décisions du ministre de la Sécurité intérieure en matière de promotion ;

– vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 9 décembre 2022 (n° du registre 00174) ;

– vu les arrêts de la Cour administrative du 2 mai 2023 contre les jugements du tribunal administratif (n° du rôle 42846 et 42861), relatifs au reclassement des policiers diplômés de l'enseignement secondaire ;

– considérant qu'il n'existe pas de base légale pour le reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, d'un diplôme de fin d'études secondaires générales, voire d'un diplôme équivalent, dans le groupe de traitement B1 ;

– rappelant que le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé, lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 7 mars 2023, être prêt à entamer des discussions avec le Ministre de la Fonction publique concernant le reclassement des policiers diplômés de l'enseignement secondaire ;

– soulignant que le gouvernement a annoncé à plusieurs reprises vouloir attendre l'arrêt de la Cour administrative, qui est désormais disponible,

invite le Gouvernement

– à présenter, dans les meilleurs délais, un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, disposaient déjà du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1.

(s.) Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

7. 8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)

Da komme mer elo zum Projet de loi 8157 iwwert d'Finanzéierung vum MGS-Programm. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir hunn d'lescht Woch an der Chamberskommissioun déi nei Ligne directrice de la défense virgestallt kritt, an ouni elo do an den Detail ze goen, steet an deem Dokument eeben dran, dass nieft de konventionellen an nukleäre Menacen, eeben och déi asymmetresch an hybrid Menacë souwéi och de Beräich Cyber an de Beräich Space an de Fokus réckelen.

Eis europäesch an transatlantesch Partenariater ginn hei an deem Dokument och ervirgehuewen. An an deem Sënn gëtt och d'Gewiicht geluecht op Pooling and Sharing, also gemeinsam Projeten.

En anert Zil, dat an dësen neie Lignes directrices ugesteiert gëtt, ass deemno och den Effort de défense, dee jo soll – dat hate mer jo och schonn e puermol diskutéiert – op 1 % vum PIB eropgeschraubt ginn.

Fir dëst ze maachen, ass et awer wichteg, sech op Projeten ze konzentréieren, wou mir als klengt Land awer och eng grouss Plus-value kënne bidden. A genau an deem Kader beweegt sech och dëse Projet de loi. Hei si mer am Beräich Space ënnerwee. De Volet Espace ass scho laang net méi just en ziville kommerzielle Beräich, mee kritt och ëmmer méi Bedeitung am militäresche Beräich. An hei huet Lëtzebuerg jo och schonn zwee Projete lancéiert. Bekannt sinn hei virun allem d'Projete vum LUXEOSys, wat en Observatiounssatellitt ass, an zum Beispill och vum GovSat, wou et ëm Satellittekommunikatioun geet.

An am Kader vun eiser Spacestrategie huet Lëtzebuerg sech verschidden Ziler gesat, zum Beispill d'Kooperatioun mat Partnerlänner, d'Entwécklung vun Dual-Use-Capacitéiten, also souwuel zivill wéi och militäresch Capacitéiten, d'Resilienz vun eise Spaceaktivitéiten ofzesécheren a Ressourcen effikass mat eise Partner ze geréieren. Stéchwuert hei och erëm: „Pooling and Sharing".

An dëse Kader reit sech dann och dëse Projet an, deen ech elo ganz kuerz wëll virstellen. Mir sinn hei, wéi gesot, am Beräich vun der Satellittekommunikatioun – mir si jo schonn zënter enger Zäitchen an deem Beräich aktiv, zënter 2012, fir méi prezis ze sinn –, an zwar geet et hei elo ëm eng nei Generatioun vu Satellitte vun SES, genannt O3b mPOWER, zu där mer eis heimadder Accès verschafen a wou mer dës Capacitéiten zesumme mat den USA wëllen exploitéieren.

Dës nei Satellitte bidden eng grouss Flexibilitéit, eng méi schnell Transmissioun vun den Informatiounen an och eng méi grouss Couverture vun der Äerd. Virun allem stellt dëse System och e souveräne Reseau duer. Dëse Programm ass complementaire zum GovSat-Projet, dee sengersäits geostationär ass. Par rapport zu engem geostationäre Satellitt huet déi heiten nei Technologie 40-mol méi Capacitéiten disponibel.

Bon, ech wëll elo net ze vill an déi technesch Detailer goen. Et war ustrengend genuch bei der Presentatioun vum Projet an der Kommissioun. Et ass effektiv, esou gesinn, e ganz, ganz technesche Projet. Mee d'Detailer dozou – e bësse méi Detailer dozou – fannt Der och a mengem schrëftleche Rapport.

Partner bei dësem Projet sinn elo an enger éischter Phas d'USA. An herno kënnen dann an enger zweeter Phas aner Partnerlänner dem Programm och bäitrieden. Wichteg ass, heibäi ze soen, dass d'Defense natierlech och d'Recht huet, esou Partenariater ze refuséieren.

Méi allgemeng gesinn, muss een och festhalen, dass et sech hei ëm e Produit oder e Projet vun der SES handelt, déi hir O3b mPOWER-Capacitéiten och hirersäits commercialiséiert, woubäi d'Defense dann net impliząéiert ass.

D'SES huet och schonn esou Satellitten an där Konstellatioun an der Luucht, deemno ass et och d'SES, déi hei d'Risike vum Projet dréit. Et ass bei dësem Projet esou, dass et de Lëtzebuerger Staat ass, dee sech zesumme mat den USA Capacitéiten akeeft. Dës ganz Ofwécklung vum Akaf vu Capacitéite leeft dann iwwert d'NSPA, well et esou och méi einfach ass fir aner Partnerlänner, fir sech da spéiderhi kënnen anzekafen.

D'Ziler vum Projet nach emol: D'Resilienz vun eise Spacecapacitéite soll gestäerkt ginn, gläichzäiteg soll och eis Zesummenaarbecht an deem Beräich mat den USA verdéift ginn, ënner anerem och, well mer eis do schonn als seriöe Partner en Numm gemaach hunn. Et soll dann och e Projet sinn, un deem sech aner Partner bedeelege kënnen a wou mer eng sënnvoll Kontributioun am Kader vun eisem Effort de défense maachen an an deem Kader och dann eis national Industrie stäerken. Mer dierfen nämlech net vergiessen, dass et sech hei net just ëm en nationalen Invest handelt, mee dass och d'USA hei eng ganz héich Investitioun tätegen, wat eiser nationaler Industrie natierlech dann och erëm zegutt kënnt.

Wa mer dëse Projet haut stëmmen, kéint dës Capacitéit, wann alles gutt leeft, Enn des Joers oder Ufank nächst Joer operationell sinn. D'SES ass, wéi gesot, zoustänneg fir d'Exploitatioun, mee wa mer dann awer an d'Zukunft kucken, ass och net ausgeschloss, dass eis Arméi sech hei ronderëm kéint eng Filière opbauen a Leit ausbilden, déi dann och mat deene Capacitéiten, déi mer elo akafen, schaffe kënnen.

Wat de Projet de loi als solchen ubelaangt, deen ass relativ kuerz. Et ass e Finanzéierungsgesetz, wouranner festgehale gëtt, dass mer fir dëse Projet e Maximum vun 195 Milliounen Euro, an dat iwwer zéng Joer, kënnen zur Verfügung stellen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet de loi ass den 21. Februar 2023 deposéiert ginn. Mir kruten den 23. Februar an der Kommissioun d'Presentatioun gemaach. De Conseil d'État huet säin Avis schonn de 14. Mäerz ofginn. Dësen hu mer dunn och an der Sëtzung vum 30. Mäerz analyséiert. De Conseil d'État hat keng Remarken um Fong vum Projet, soudass mer dann dëse Rapport och ugeholl hunn.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren, fir d'Matschaffen an der Kommissioun a

ginn heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt der Rapportrice, wéi dat ëmmer üblech ass, Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech kann och scho virausschécken, dass mer dëst Finanzgesetz als CSV wäerte stëmmen.

Mee well et eeben an d'Stratégie spatiale vun der Defense passt, well och den NSPA, also eis fréier NAMSA an NATO-Agence vun der Cap, associéiert ass, an och well et Retoure gëtt fir den SES – dee Kader ass gutt –, Retouren, déi awer nach net chiffréiert sinn – Här Minister, vläicht hutt Der do eng Iddi, a wéi eng Richtung dat geet –, a well mer elo just virun de Wale sinn, soe mer: Et wäert jo alt net esou goe wéi beim Militärsatellitt, wéi bei Ärem Virgänger. Ech mengen net, dass et esou geet, dat mengen ech wierklech net. Mee firwat soen ech dat? Well et u verschiddene Garantië feelt, u verschiddene Prezisiounen.

Am Gesetz steet, dass de Projet sécher reusséiert, wann d'USA sech associéieren. A si wäerten dat och maachen. Mee et steet just am Gesetz „un investissement significatif". Wat ass en Investissement significatif? Ech mengen, do bräichte mer Prezisiounen. Et gëtt och kee Kontrakt, wéi dat Ganzt dann herno soll fonctionéieren. Et gëtt och kee Cahier de charge. Wat sinn d'Besoinen? Also et stinn nach vill Frogezeichen do a mir wëssen och de Moment nach net, wat mat de Capacitéite geschitt. Vläicht kënnt Der eis do haut scho Prezisioune ginn, e Katalog oder esou? Et komme jo Antennen, sougenannt Passerellen oder Gatewayen. Déi komme jo net an eist Land, mee soss duerch d'ganz Welt. An dofir wäert ech och eng Motioun deposéieren, eeben dass ech frou wär, wann Dir als Minister eis reegelméisseg kéint an d'Bild setzen, wéi dee Projet hei weidergeet, well eeben nach vill Froen opstinn. Mir sti positiv dozou, mir mengen och, dass et eng gutt Saach ass, mee mir mussen awer am Bild bleiwen, wat herno do kënnt oder wat herno do net kënnt.

De Projet kascht 195 Milliounen, wéi d'Madamm Rapportrice och gesot huet, e Käschtepunkt, dee sécherlech nach wäert an d'Luucht goen, well am Gesetz steet jo och dran „tel que déterminé par l'évolution de l'indice des prix". Wann de Präisindex wäert an d'Luucht goen, da wäert et och nach méi deier ginn. Et ass e Constat, deen ech maachen. En anere Constat, deen ech awer och maachen, dat ass d'Personal. Wat gëtt do gebraucht u Personal, fir dat doten ze maachen? Oder geet dat automatesch mat deem Personal, wat mer elo hunn? Dat waren e puer Froen, déi ech Iech, Här Minister, wollt stellen.

An ech wollt da Merci soe fir Är Opmierksamkeet. A wéi gesot, d'CSV wäert dëse Projet stëmmen, an ech deposéieren dës Motioun. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance du projet « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS) pour la sécurité nationale ;

– considérant que le programme MGS fait partie de l'effort de défense luxembourgeoise dans le cadre de l'OTAN ;

– considérant le budget important du programme,

invite le Gouvernement

– à informer la Chambre des Députés régulièrement sur l'état d'avancement et l'évolution des coûts du programme « Medium Earth Orbit Global Services ».

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, den extreem schlëmme Krich, dee mer de Moment an der Ukrain erliewen, dee beweist ganz kloer, datt et nach ëmmer Leit gëtt, deenen hir Hegemoniebestriewungen einfach net ze bremse sinn. An entre-temps huet sech erausgestallt, datt de Putin e ganz geféierleche Mann ass an datt all déi ziviliséiert Länner mussen nach méi wéi jee zesummestoen, fir dee Krich do gestoppt ze kréien.

Ech wëll elo an deem Kontext och nach eng Kéier op déi zéng EU-Sanktiounspäck hiweisen, déi bis elo geholl gi sinn. Dat sinn eng plus ou moins 11.500 Mesüren. Sécher muss een hei ënnerstráichen, datt d'Ekonomie a Russland vläicht domadder elo net onbedéngt an d'Knéie gedréckt ginn ass, mee et kann een awer och net soen, datt déi Mesüre bis elo ouni Konsequenze bliwwe sinn.

Eppes ass sécher, an dee Krich hei beweist dat besonnesch: Mir brauchen eng ganz staark Verteidegungsgemeinschaft, an da si mer natierlech och ganz séier bei der NATO. Et ass nach net esou laang hier, do hu Leit gesot, d'NATO wier obsoleet. Anerer hu gesot, si wier gehierdout. Ech mengen, déi sinn all Lige gestrooft ginn. An och dee leschte Pazifist muss haut erkennen, datt mer eng ganz staark Verteidegungsgemeinschaft, wéi gesot, wéi d'NATO brauchen. Just Klammer op: D'NATO-Parlament wäert iwwregens den nächste Weekend hei zu Lëtzebuerg siegéieren. Klammer zou.

Datt esou Länner wéi Schweden a Finnland, déi grad ëmmer op hir Neutralitéit an all deene Joerzéngte gepocht hunn, och d'Demande gestallt hunn, fir an d'NATO ze kommen, och dat seet ganz villes aus. Datt Schweden nach net gréng Luucht kritt huet, dat läit jo dann un de Walen an der Türkei, wou mer jo dann hoffen, datt a 14 Deeg do wäert eng Ännerung kommen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier op de Sommet vun 2014 zréckkommen, wou deemools jo festgehale gi war, datt d'Länner méi Efforte sollte maachen, fir sech un den NATO-Depensen ze bedeelegen. Lëtzebuerg huet deemools gesot, datt et bis den Horizont 2028 op 1 % géif kommen. Ech soen dat awer ganz éierlech hei: Dat soll net onbedéngt eist Endzil sinn. Wann d'Situatioun sech um internationale Plang nach weider sollt verschlechteren, an dat ass leider net auszeschléissen, da muss een awer och als klengt Lëtzebuerger Land driwwer nodenken, ob een net soll eng Kéier déi Grenz vun 1 % zumindest iwwerdenken.

Doweinst ass dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren an dee mer och wäerte stëmmen, ganz wichteg. Et geet jo ëm d'Medium Earth Orbit Global Services, an eppes ass kloer: De Besoin u Satellittekommunikatioun, deen ass an deene leschte Joren immens an d'Luucht gaangen, dee wäert och nach an d'Luucht goen.

Mir hu jo als Lëtzebuerg och do e gewëssenen Knowhow. Da si mer och ganz séier bei der SES, déi jo ouni Zweifel e Maartféierer ass. Mir hu jo och op dëser Plaz den 10. Dezember 2014 de GovSat gegrënnt, wat och eng ganz wichteg Decisioun war. A mir si jo och Member an der Agence européenne de défense, dat ass eng sougenannt Agence d'achat. Duerfir musse mer dat Potenzial, wat mer als klengt Land zur Verfügung hunn, och ausnotzen, fir eis, wéi gesot, prioritär an den Déngscht vun der NATO ze setzen, well um klassesche militäresche Plang kënne mer jo natierlech kee groussen Obolus leeschten, an doweinst ass et eebe wichteg, datt d'Zuel vun de Benotzer vun eisen eegene Capacitéiten, fir iwwer Satellitten ze kommunikéieren, nach weider muss ausgebaut ginn. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt d'Digitalisatioun eng ëmmer méi grouss Roll spillt, och wat d'Notzung vun de Satellitten an der Defense ugeet.

Ech wëll dann awer och ervirhiewen, datt den MGS och fir d'EU an aner Partner, wéi d'Madamm Empain, där ech och Merci soe fir hire Rapport hei, schonn ervirgehuewen huet, datt dat eis och déi Méiglechkeet gëtt, och op deem Niveau ze kollaboréieren. An et kann een dat net oft genuch hei ënnerstráichen: Grad e Land wéi Lëtzebuerg muss sech, wéi gesot, um internationale Plang iwwer esou Weeër abréngen.

An dann, wat de Käschtepunkt ubelaangt, och dat sollt een awer hei ënnerstráichen: 195 Milliounen iwwer zéng Joer, wa mer dat dividéieren duerch zéng, da komme mer op knapp 20 Milliounen ouni TVA. Och dat, muss een awer hei soen, ass awer net onbedéngt elo esou en horrende Chiffer. Ech mengen, dat soll eis et als Land och wäert sinn. A wéi gesot, et ass virun allem vis-à-vis vun eisen internationale Partner e ganz kloert Zeeche gesat, datt Lëtzebuerg gewëllt ass, sech, senge Moyenen no, och do bei de Sécherheetsfroen ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech stellt sech och hei d'Fro vun der Responsabilitéit vun dem Lëtzebuerger Staat an der ganzer Defensepolitick. Da si mer och ganz séier bei den Dronen. Mir haten dat jo och an der Kommissioun thematiséiert, krute jo och do eng Rei Explikatiounen. Mee och do soll een zwar net esou naiv sinn! Et weess een net, wat awer och spéider nach eng Kéier ka geschéien, wat den Asaz vun Dronen ubelaangt.

Jiddefalls, mat dësem Projet leeschte mer e wichtege Beitrag, net nëmmen um Niveau vun der Defense allgemeng, mee och, wéi gesot, wat eise Beitrag fir d'NATO ugeet. An deementspriechend bréngen ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Finanzéierungsgesetz consolidéiere mir als Lëtzebuerger eis Positioun als dynameschen Acteur an als fiabele Partner am Spaceberäich. A mat deem MGS-Programm hu mir d'Méiglechkeet, eis Stratégie spatiale de défense ze valoriséieren, wat mir als LSAP-Fraktioun begréissen. Dat ass an eisen Ae wichteg, dass mir eis zesumme mat eise Partner am Weltraum engagéieren, aleng scho fir sécherzestellen, dass de Weltall friddlech genotzt gëtt an dass d'internationaalt Recht respektéiert gëtt. Dass dat keng Selbstverständlechkeet ass, dat brauch ech heibanne jo kengem ze soen.

Mat deem Kommunikatiounssatellitt, deen ugeschaaft gëtt, kritt d'Lëtzebuerger Defense remarkabel Capacitéiten, déi weltwäit kënne genotzt ginn, an dat bréngt wierklech eng considerabel Verbesserung vun der Performance an der Resilienz vun eise Satellittekommunikatiounssystemer.

Et ass schonn hei vu menge Virriedner gesot ginn: Mir si jo amgaang, als Lëtzebuerg eng Strategie opzestellen, mat där mer eis Defensedepensen iwwert déi nächst Jore progressiv an d'Luucht setzen, wat mat Bléck op déi international Solidaritéit ganz wichteg ass. An do gehéiert fir eis derzou, an dat ass och esou an der Kommissioun diskutéiert ginn, dass mer wëllen nohalteg investéieren, spréch esou investéieren, dass et och fir eist Land sënnvoll ass. Do ginn natierlech da Capacitéite mat double Usage besonnesch interessant a ginn dofir och vun eiser Regierung privilegiéiert, wat mir begréissen.

Op där enger Säit valoriséieren a promouvéiere mir e Savoir-faire, deen hei zu Lëtzebuerg schonn do ass an an deem mir ganz kredibel sinn, nämlech am Spacean am Satellitteberäich. An op där anerer Säit mécht deen heiten Investissement an den MGS d'Dier op fir weider international Kooperatiounen, op déi mir natierlech als Land ugewise sinn. D'USA stinn am Raum, an eisen Aen ass et awer och wichteg, nach weider multilateral Kooperatiounen unzestriewen.

A voilà, dat wier et. Ech konnt ganz kuerz sinn, dat och dank deem ganz ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport vun eiser Presidentin, der Madamm Empain. Ech ginn also den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee a soe Merci fir d'Attentioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech muss ëmmer erëm soen, datt esou Debatte wéi déi hei mech awer faszinéieren! An zwar net onbedéngt wéinst dem Inhalt, mee politesch!

Wann ech esou op mäi Liewen zréckkucken – jo, et ass heiansdo interessant zréckzekucken –, da waren et dach ëmmer déi gréng, déi vehement géint esou Projete waren.

(Brouhaha)

Ech erënnere mech u meng Zäit an der Arméi, wéi mer do ugegraff goufe vun eisen deemolegen ... – ech war jo dunn nach net an der Politick –, vu Membere vun deene Gréngen. Et ass ganz interessant, déi Mutatioun matzeerliewen – ech mengen, et ass eng philosophesch Diskussioun, eng politesch Diskussioun –, wéi déi Partei sech geännert huet, zënter datt se an der Regierung ass.

Bon, hei hu mer elo e Projet. Ech soen der Madamm Empain Merci; Merci fir hire Rapport a Merci, datt se mer erlaabt huet, nach eng Kéier op mäi Liewen zréckzekucken an déi dote Konklusioun ze zéien.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Gären!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci och! Also, mir hunn hei e Projet fir 195 Milliounen. 195 Milliounen, dat ass enorm vill Geld, quitte datt et sech op eng Rei vu Joren erstreckt! A mir wëssen, datt mer international ganz staark ënner Drock sinn, fir op 2 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt do eropzegoe fir Militärdepensen. D'ADR seet Jo zu 1 %, mir notéieren awer, datt déi eng oder aner Partei elo schonn undeit, datt se och bereet wär, iwwer 1 % erauszegoen. Dat sinn enorm Zomme fir e Land, wat jo awer u sech an enger Situatioun ass – loosse mer emol eescht sinn –, wou et sech net ka verdeedegen, wou et selbstverständlech soll e Bäitrag leeschten zu enger kollektiver Verdeedegung, dat stelle mer net a Fro, mee wou ee sech awer muss froen: Wou ass dat gesond Mëttelmooss an där Diskussioun?

Also deen 1 %, wou mir och als ADR gesot hunn, mir wieren d'accord, mengen ech, sollt awer wierklech eng iewescht Limitt sinn, zemools well mir keng Rüstungsindustrie hei am Land hunn, wou mer vill Retombéeë kéinten hunn. An domat wär ech da scho bei där éischter Consideratioun: Wat sinn dann iwwerhaapt d'Retombéeë vun deem Projet, deen eis hei vun der Regierung proposéiert gëtt? Déi sinn extreem kleng! Se sinn, fir emol unzefänken, extreem kleng fir eis Arméi. Et gëtt der wuel politescher Natur, well mer vun deem engen oder aneren op d'Schëller geklappt kréien, well dat hiren Interesse vläicht méi entsprécht wéi eisen. Mee op jidde Fall sinn d'Retombéeë kleng. A mir froen eis ëmmer: Gëtt et dann net aner militäresch Projeten, wéi e Militärspidol, wou mer och kéinten d'Dispositioun hunn, fir anerer mat opzehuelen, wou mer och Retombéeë politescher Natur hätten a wou mer och kéinten eng international Unerkennung kréien?

Fir eis Arméi ass hei näischt dran. An et iergert eis ëmsou méi, Här Minister, well mer hei eng Diskussioun hunn – déi wäerte mer an den nächste Wochen och nach féieren –, wou mir soen, datt eis eegen Zaldoten ënnert dem Mindestloun bezuelt ginn. An ech weess, Dir hutt eng aner Interpretatioun dovunner, mee mir wäerten dat hei awer nach eng Kéier diskutéieren. Mir bezuelen eisen Zaldoten net de Mindestloun, mir ginn hei awer 195 Millioune fir eng Satellitteninfrastruktur aus.

Et ass och vun eiser Säit net bestridden, ech wëll dat ausdrécklech soen, datt mer eng Solidaritéit an der NATO wéi och an der Europäescher Unioun a Sécherheetsfroe musse weisen. Dat approuvéiere mir als ADR! Mir droen dat absolutt mat, datt mer déi Solidaritéit mat eise Partnerlänner hunn. Dat hei ass awer e Projet, dee weltwäit ass! Dat ass eppes anescht wéi just en Engagement am Kader vun der NATO. Hei gëtt eng weltwäit Capacitéit erméiglecht, also inklusiv, fir e Beispill ze nennen, wat China ugeet oder aner Beräicher, wou elo déi lëtzebuergesch Verdeedegungsinteressen net grad ganz héich sinn. An och do muss ee sech Froe stellen: Hätte mer dann net besser, eis op Projeten ze konzentréieren, déi wierklech eisem direkten Ëmfeld géife méi entspriechen?

Da gëtt gesot: „Et si souverän Reseauen", d'Madamm Empain hat dat och nach kuerz ugedeit. Mee wat heescht dat? Dat heescht, datt mir absolutt keng Anung hunn, wat mat deene Méiglechkeete geschitt, déi mer aneren zur Verfügung stellen. Mir wëssen et net. An et ass och esou ugeluecht, datt mer et net kënne wëssen! An dat gëtt am Rapport als Avantage duergestallt vum Projet.

Anescht ausgedréckt, mir hunn zwar eng Responsabilitéit am Droit international public als Staat, deen de Satellitt enregistréiert, awer mir wëssen net, wat domat geschitt. Mir wëssen net, wat domat gemaach gëtt. An dat huet och eng Bedeitung, well Lëtzebuerger Satellitten ..., wéi gesot, mir sinn enregistréiert. Da gëtt gesot – mir haten déi Diskussioun –: „Jo, d'SES ass eng privat Entreprise." Dat spillt iwwerhaapt keng Roll! De Staat enregistréiert de Satellitt, an datt eng privat Entreprise, an där de Lëtzebuerger Staat och nach eng wichteg Roll spillt, do mat derbäi ass, dat spillt international iwwerhaapt keng Roll. Dat heescht, eis Responsabilitéit ass engagéiert bei eppes, wou mer net wëssen, wat anerer mat deene Capacitéite maachen, déi mir zur Verfügung stellen.

An dat ass ëmmer méi wichteg hautzudaags: Kommunikatiounsfrequenzen, -capacitéite sinn néideg, fir zum Beispill Dronen ze steieren, ob déi Ugrëff fléien oder net, ob se mat Waffen ekipéiert sinn oder net! Also kënne mer hei eng Lëtzebuerger Participatioun och un offensiven Operatiounen ausserhalb vum NATO-Territoire net ausschléissen! An dat gëtt eis hei an Zäit vu fënnef Minutte mat engem Modèle de base dann duergeluecht, ouni eng approfondéiert Diskussioun, ob dat iwwerhaapt am Interessi vum Land ass! D'selwecht mat neien Typpe vu Waffen, déi eventuell och kënnen op déi Manéier agesat ginn.

Här President, léif Kolleegen, mir si selbstverständlech derfir, datt mir en ugemiessene Verdeedegungsbäitrag leeschten als Lëtzebuerger Land, an ech betounen: Verdeedegungsbäitrag! Mir sinn net sécher, datt dëse Projet deene Krittären entsprécht an dofir wäerte mir en och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kuerz virun de Walen 2018 hat den deemolege Verdeedegungsminister, den Étienne Schneider, nach schnell d'Finanzéierung vun engem Spionagesatellitt duerch d'Parlament gejot. Mir wëssen, wat duerno koum: De sougenannte LUXEOSys war eng Kaz am Sak an d'Parlament huet virun zwee Joer missen eng riseg Rallonge stëmmen, fir de Projet ze retten.

Dëse Projet de loi, iwwert dee mer hei schwätzen, erënnert eis staark dorunner. Eigentlech schéngt dëse Projet nach méi onduerchsiichteg a problematesch ze si wéi deemools de LUXEOSys. Ontransparent ass virun allem fir eis, wat do hannert de Kulisse fir Negociatioune gelaf sinn tëscht der SES, den USA an der lëtzebuergescher Regierung.

(Brouhaha)

Laut Exposé huet d'SES de Projet 2017 ëffentlech ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Laut Exposé huet d'SES de Projet 2017 ëffentlech lancéiert. Et geet ëm en Netzwierk vun eelef Satellitten, déi Konnexioune mat stateschen a beweeglechen Objete kënnen hierstellen, an dat mat engem enorm héijen Debit. Domadder kann een also zum Beispill militäresch Drone steieren. Dat ass u sech scho ganz problematesch wéinst de Mënscherechtsverstéiss, déi zumindest an der Vergaangenheet domadder gemaach goufen.

Ech ginn emol dovunner aus, dass d'SES hire wirtschaftleche Calcul ënner anerem dorobber baséiert huet, en Deel vun de Capacitéiten duerno der US-amerikanescher Defense ze verkafen. Den US-Rüstungsmarché ass extreem lukrativ an d'SES huet sech jo scho méi laang do a Stellung bruecht. Wéi et schéngt, hunn d'USA awer nach kee Kontrakt ënnerschriwwen an nach guer net decidéiert, ob a wéi vill se schlussendlech wëllen op den Dësch leeën. Vläicht hänkt dat jo mam Wiessel am Wäissen Haus zesummen. An ech ka mer gutt virstellen, datt déi Responsabel bei der SES nervös ginn.

Laut Exposé ass et elo esou, dass d'Amerikaner kloergestallt hunn, datt se nëmme wäerte matmaachen, wann de Lëtzebuerger Staat sengersäits eraklëmmt an eng Enveloppe op den Dësch leet, woubäi et do och nach net kloer ass, a wéi enger Héicht sech d'Amerikaner iwwerhaapt wäerte bedeelegen. Dat heescht, de Lëtzebuerger Staat leet emol mat dësem Projet de loi eppes dohinner an der Hoffnung, datt d'Amerikaner dann nozéien. Alles dat schéngt eis zimmlech onduerchsiichteg. Kloer ass och, dass mir dës Satellittecapacitéiten am Moment guer net brauchen. D'Lëtzebuerger Arméi huet aktuell keng Verwendung fir esou grouss Capacitéiten.

Et gëtt da gesot, mir géifen déi Capacitéiten der NATO oder aneren Organisatiounen oder och Alliéierten – woubäi et engem do ka kal de Réck eroflafen, deemno, u wéi eng Alliéiert een do denkt – zur Verfügung stellen. Ob awer do tatsächlech en Interessi besteet oder ob dat elo mol einfach esou ugeholl gëtt, ass fir eis net kloer. De GovSat ass, souwäit ech weess, jo och net de grousse Succès.

Donieft soll da mat deene bal 200 Milliounen eng Buedemstatioun gebaut a bedriwwe ginn, net noutgedrongen, mee dat ass jo emol d'Zil. Wou déi Buedemstatioun schlussendlech soll hikommen, wësse mer anscheinend nach net. Sécher ass just, datt se zimmlech no beim Äquator muss sinn. Dat heescht, mir mussen noutgedrongen nach mat engem anere Land negociéieren. Och do stelle sech e ganze Koup Froen, déi an dësem Projet de loi net beäntwert ginn, schonn eleng, well keng detailléiert Opstellung vun de Käschten doranner enthalen ass an d'Käschte bei esou Projeten emol ganz schnell gären no uewen explodéieren.

Mir hu schonn an der Vergaangenheet déi reng quantitativ Logik vun der NATO kritiséiert, déi eis hei zwéngt, riseg Depensen ze maachen, ouni datt se engem konkreete Besoin entsprieche. Ech verstinn, datt, wann een d'Sue souwisou iergendwou muss lassginn, ee se da léiwer hält, fir enger lëtzebuergescher Entreprise ze hëllefen, mee dat mécht dat Ganzt fir eis awer net besser.

Des Weidere liest sech dëst Gesetz, fir mech zumindest, wéi en Alignement op d'US-amerikanesch strateegesch Interessien. Et geet jo vill rieds vu strateegeschen Interessien a Besoinen, ouni dass kloer gesot gëtt, wéini vu lëtzebuergesche strateegeschen Interessie rieds ass a wéini vun den US-amerikanesche strateegeschen Interessie rieds ass. Fir eis ass dat och net onproblematesch, wann ee weess, wéi eng Roll d'USA scho mol an der Welt gespillt hunn.

Mir wäerten dëse Projet op jidde Fall net matstëmmen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Zënter dem leschte Joer huet sech d'Sécherheetssituatioun an Europa an an der NATO dramatesch verännert duerch d'Invasioun vu Russland an der Ukrain. Dat bréngt och nei Erausfuerderunge fir d'NATO. A mir als Piraten stinn och ganz kloer zu der NATO.

Et muss een awer, och wann een zur NATO steet, eng Kéier déi Diskussioun féieren, ob deen 1 % vum PIB nach ëmmer dee richtege Berechnungsmodell ass, well Lëtzebuerg huet, an dat wësst Der jo alleguerten, en immens héije PIB, verglach mat den anere Länner, och mat den aneren NATO-Memberen – huele mer Litauen, Lettland, Estland oder Island, déi alleguerten hanner eis leien, also wierklech herno och pro Kapp manner mussen an d'Defense investéieren.

Kuckt een am Moment déi aktuell Statistiken, si mir weltwäit op der aachter Plaz, wann ee kuckt, wéi vill pro Awunner an d'Defense investéiert gëtt. An do kënne mer scho ganz houfreg drop sinn. D'Fro ass eeben elo – wat de Minister ugekënnegt huet –, ob mer do wierklech mussen an nächster Zäit op 1 Milliard pro Joer eropgoen oder ob mer net sollten awer eng Kéier diskutéieren, ob déi PIB-Reegel nach ëmmer ubruecht ass, well de PIB eeben zimmlech relativ ass a grad zu Lëtzebuerg e schwierege Berechnungsmodell ass a par rapport zu den Awunner.

Zu dësem Satellitt, deen net, wéi meng Virriedner gesot hunn, een eenzege Satellitt ass, deen eropgeschoss gëtt, mee wat e ganzt Netz ass vu Satellitten, déi herno wäerten am Weltraum ronderëmdréinen, soudass et net op een eenzegen hei wäert ukommen: Et ass och hei esou, muss ee soen, dass d'Regierung, zumindest de Minister hei, den aktuelle Minister, den Här Bausch, aus de Feeler vum Virgänger geléiert huet. Well hei ass et esou, dass een op e garantéierte Partner zréckgräift, an zwar d'SES! Et gëtt keen op der Welt, dee méi Erfarung huet an de Satellitten, dee méi weess, wéi een do d'Kommunikatioun richteg opbaut an deen och nach eng Lëtzebuerger Firma ass!

Dat heescht, mir liwweren hei der NATO Kapazitéiten, déi herno iwwer eng Lëtzebuerger Firma wäerten ofgerechent ginn, wat natierlech eng Retombée ass fir eist Land. Dofir wäerte mir Piraten och haut dëse Projet matstëmmen, well en ass ganz wichteg fir eis Satellittenentwécklung, fir d'SES. An Dir wësst alleguerten, d'SES muss gestäerkt ginn, et steet eng Fusioun am Raum. A wann d'SES do gutt Partner hei am Land huet, ass dat och eng Sécherheetsgarantie, fir dass d'SES herno ka soen, datt hir Satellitten an hire Siège zu Lëtzebuerg bleiwen. Duerfir ass et gutt, dass d'Regierung zu dësem Moment der SES de Réck stäipt.

Dann zu dësem Projet: Deen ass eis och ganz sympathesch, well dëse Projet wäert an der Ukrain nei Méiglechkeete schafe fir d'Kommunikatioun. Jo, ech hat et an der Kommissioun gesot, leider e bëssen ze spéit: Et wäert Enn des Joers sinn. Et ass am Moment schonn en aneren SES-System, deen aktiv ass, dee manner schnell ass, dee manner Kapazitéiten huet, deen een awer och elo scho kéint der Ukrain zur Verfügung stellen. Well am Moment, musst Der wëssen ..., d'Ukrain ass am Moment e bëssen ofhängeg. Et ass fei gewiescht, dass den Elon Musk seng Kapazitéiten direkt am Ufank zur Verfügung gestallt huet, mee et ass awer nun emol eng privat Entreprise, déi am Moment der Ukrain d'Méiglechkeeten zur Kommunikatioun zur Verfügung stellt.

An dës Satellitten, déi herno wäerten operativ sinn ... An ech hoffe wierklech, dass et ganz schnell wäert goen – well d'Ukrain brauch se schnell – an dass se fir Enn des Joers wäerten operativ sinn. Déi wäerten dann och nach eng Kéier der Ukrain, wa mer deenen d'Kapazitéiten zur Verfügung stellen – an ech hoffen, dat wäert d'NATO maachen –, do kräfteg hëllefen, fir d'Russe vun hirem Territoire ze verdreiwen.

Dofir wäerte mir dat haut matstëmmen. An ech verstinn och déi aner Parteien, déi esou géint e Satellitt sinn, well wann ech hir Ukrain-Positioun kucken, dann ass dat heiten alles an enger Linn. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Merci alle Riedner fir hir Interventiounen an der Madamm Rapportrice fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll vläicht fir d'éischt ufänke mat enger Remark, déi den Här Kartheiser gemaach huet, wou e gesot huet, hie kéint sech nach ganz gutt erënneren un déi Zäit, wéi hien an der Arméi gewiescht wär, wat do d'Positioun war vun deene Gréngen déi Zäit. An do hunn ech natierlech misse schmunzelen, well den Här Kartheiser, dee war jo an der Arméi – wa meng Zuele richteg sinn, déi ech elo séier gegoogelt hunn – bis 1989.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass richteg esou.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat heescht – déi gréng sinn 1983 gegrënnt ginn –, bis 1989, ech weess net, ob ... Also ech selwer deele ganz sécher net méi vill Positiounen oder ech deele ganz vill Positiounen net, déi déi gréng vertratt hunn tëschent 1983 an 1989. Mee ech weess awer net, ob dat duergeet vum Historique hier, fir kënnen e Bou ze maachen op d'Situatioun vun haut, well d'Situatioun vun haut geopolitesch – do musst Der mer zumindest Recht ginn – awer weesentlech geännert huet par rapport zu virun 1989. An donc schéngt et mer net anormal ze sinn, datt eng Partei, déi sech selwer seriö hëlt, natierlech am Joer 2023 eng aner Positioun huet wéi 1988 oder 1989.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass déi éischt Bemierkung.

M. Michel Wolter (CSV) | Zumindest, bis Der nees an d'Oppositioun kommt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wa mer déi Positioun nach hätten, Här Wolter, richteg, da misste mer erëm an d'Oppositioun kommen. Do hutt Der honnertprozenteg Recht!

(Hilarité)

Mee gottseidank hu mer déi jo net méi!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Am Oktober kucke mer dat.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Bon, Här Kartheiser, am Oktober, wësst Der, dat kuckt Dir net, dat kucken d'Wielerinnen an d'Wieler. A kommt, mir loossen déi emol gewäerden, wat se decidéieren am Oktober.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Zweete Punkt ass: Wann hei iwwer Retombéeë geschwat gëtt, net Retombéeën, iwwert dat, wat mer hei iwwerhaapt maachen, da mengen ech – an dat deet mer e bësse leed, well mir hunn eis vill Méi ginn, et an der Kommissioun ze erklären –, datt bei verschiddene Leit nach ëmmer net esou richteg verstane gëtt, wat mer da wierklech hei maachen!

Well et gëtt nämlech e groussen Ënnerscheed tëschent deem, wat mer haut hei decidéieren an där Enveloppe financière, an deene Projeten, déi Dir schonn, déi d'Chamber schonn iergendwann eng Kéier gestëmmt huet: Beim LUXEOSys, do hu mir selwer decidéiert, e Gesetz ze stëmmen, fir da selwer e Satellitt eropzeschéissen. Beim LuxGovSat war et och esou. Hei schéisse mir selwer kee Satellitt erop, hei schéisst d'SES Satellitten erop a se bleiwen och d'Proprietéit vun der SES. Dat heescht, et bleiwen honnertprozenteg privatrechtlech, kommerziell Satellitten, déi natierlech och vill agesat ginn. An ech mengen, d'SES hat eng gutt Nues, fir fréi heiranner ze investéieren, an déi do Richtung, fir a Medium Orbit déi doten Zort vun innovativen neien Telekommunikatiounssatellitten eropzeschéissen. Da bleift dat och esou.

An dat Eenzegt, wat mir hei maachen, dat ass: Mir kafen hei eigentlech eng Déngschtleeschtung an. Mir kafe jo Capacitéit an. Fir 190 Milliounen, elo iwwer zéng Joer, wéi et schonn hei gesot ginn ass, kafe mir eng Déngschtleeschtung an.

A mir kucken och nach am Kontext vun där Déngschtleeschtung hei, ob mer niewent deem, wat mer hei als Lëtzebuerg decidéiert hunn, net och nach méi e grousse Partner, dee ganz staark interesséiert ass, d'Vereenegt Staaten, kënne fannen, fir mat deenen zesummen och nach e Krack méi wäit ze goen. Woubäi natierlech, bei der Demande, kënnt Der Iech virstellen, wann déi dat maachen – an d'Chancë stinn awer ganz gutt, datt se et maachen, well si hu schonn éischt Decisioune geholl –, do schwätze mer vu ganz aneren Zomme wéi déi 190 Milliounen, vun deene mer hei schwätzen, iwwer zéng Joer!

An da kommen ech och schonn direkt bei dee Punkt, wou Der sot: „Do si keng Retombéeën!" Also ech ka mech jo nëmme wonneren!

(Brouhaha)

Wann hei keng Retombéeë si fir Lëtzebuerg! Et ass eng honnertprozenteg Lëtzebuerger Entreprise, déi dat heite bedreift, déi jo och d'Recette herno kritt fir dat, wat hei u Capacitéite verkaf gëtt, u wien och ëmmer. Jo gutt, da musst Der mer erklären, wat mer da solle maachen, fir Retombées économiques zum Beispill ze hunn!

Dat hei ass nu wierklech e Beispill, wou mer der SES als enger vun deene wichtegen Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg opgebaut gi sinn an de leschte Joerzéngten, eppes ginn, wou se wierklech ekonomesch net nëmme kann hir Fachkompetenz weisen, mee herno natierlech och eppes do verdéngt. Bon, a wann d'SES eppes do verdéngt, da kënnt Der Iech jo virstellen, da wäert de Lëtzebuerger Staat och nach eng Kéier eppes do verdéngen, well déi bezillt jo schlussendlech Steieren hei zu Lëtzebuerg.

Also, et kann ee jo vill Projete kritiséieren an der Defense aus deem dote Bléckwénkel – wat ech awer net maachen, mee Dir maacht dat jo hei systematesch! Mee ech mengen, datt éischter d'Hannergrënn déi sinn, déi den Här Goergen a sengem leschte Saz gesot huet, wéi datt Der seriö Ursaache vläicht hutt. Mee dann hätt Der bei all deenen anere Saachen …, do kann een dat nach mindestens novollzéien, mee bei deem heiten ass et wierklech net nozevollzéien, well, wéi gesot …

An da kommen ech zu deem anere Punkt: Duerfir fannen ech et och schued, datt nach ëmmer hei, bewosst oder onbewosst, ech weess et net – also vläicht musse mer et an der Kommissioun dann nach eng Kéier erklären, mee ech mengen awer, mir hu vill erkläert –, datt nach ëmmer erëm dat heite vermëscht gëtt mat Projete vu virdrun. Dee Projet hei huet wierklech näischt ze di mat deene Projeten, déi mer virdrun an der Chamber hei decidéiert hunn, also LUXEOSys oder och nach LuxGovSat, well, wéi gesot, et geet drëms: Mir kafen eng Déngschtleeschtung an.

An dat heiten ass och eppes, wat näischt ze dinn huet domat, datt Lëtzebuerg just géif einfach de Vereenegte Staate wëllen hannendrulafen, also datt mir alles géife maachen, wat déi gären hätten. De Space a Cyberspace, dat sinn zwee essentiel Sujeten an alle Verteidegungsinstanzen de Moment, ob et d'Europäesch Unioun ass … Dir kënnt Iech d'Méi maachen, gitt emol eng Kéier kucken op den Internetsite vun der Kommissioun an da kuckt Der emol, wat zum Beispill den Här Thierry Breton a leschter Zäit alles virgestallt huet am Numm vun der Europäescher Kommissioun an deem heite Beräich. Dir kënnt och kucke goe bei den Haut Représentant vun der Europäescher Unioun, den Här Borrell, wat deen an deem Beräich hei seet. Dir kënnt och an d'„Bussole stratégique" noliese goen, wat do steet. Do steet extreem vill heiriwwer dran.

Dat nämmlecht ass bei der NATO, d'NATO-Strategie 2030, déi jo ugeholl ass. Do ass de Space een essentielt Feld, wou Sécherheetsfroe sech an Zukunft wäerte stellen. An dat ass och normal, well vill kritesch Infrastrukturen op der Äerd hunn an der Zwëschenzäit – däers si mer eis net ëmmer all esou bewosst – mam Espace ze dinn. An duerfir, wa mer gären déi kritesch Infrastrukturen op der Äerd protegéieren, da musse mer se virun allem och am Espace protegéieren, well se gi vun do gesteiert!

Duerfir, am Defenseberäich ass et relativ kloer, datt dat doten ee vun deene wichtegste Punkte gëtt an der nächster Zäit. An duerfir sinn och d'NATO an och d'EU immens dankbar, datt Lëtzebuerg – well Lëtzebuerg den Knowhow huet, d'Industrie huet – grad hei sech investéiert a Suen an de Grapp hëlt an eppes mécht – fir eis gemeinsam Sécherheet! Well wat richteg ass: Lëtzebuerg – a kee Land, an Europa scho guer net, mee ech géif souguer doriwwer erausgoen – ka sech haut an där komplizéierter Welt, an där mer sinn, eleng verteidegen. An duerfir, wat mer hei maachen, dat ass e Beitrag am Kader vun enger europäescher respektiv transatlantescher Verdeedegungspolitick. Et ass e wichtege Beitrag, fir dee mer och vill felicitéiert kréien a wou mer dann …, an dat ass déi lescht, déi politesch Retombée, déi hei enorm ass, déi mer hei hunn. Déi ass enorm positiv! Mir ginn nëmme gelueft wéinst grad esou Projete wéi deem heiten, an doriwwer sinn ech op alle Fall ganz frou.

Dann och nach zum Personal: Mir sinn duerfir och hei an engem anere Cas de figure wéi bei anere Projeten, well hei natierlech den Haaptdeel vum Personal jo bei der SES ass. Et ass jo d'SES, déi d'Déngschtleeschtung bréngt. Natierlech ass bei eis an der D7 d'Ekipp Space, déi mer jo kontinuéierlech ausgebaut hunn an och wäerte weider ausbauen. Natierlech spillt déi och eng Roll hei, dertëschent, mee den haaptoperativen Deel fënnt awer bei der SES statt, an eeben net an der Defense selwer.

An et ass och net richteg ze soen, déi 190 Milliounen, déi Capacitéiten, déi mir hei kafen, datt mat deene kéint iergendeppes gemaach ginn, wou mir net selwer kéinte matdecidéieren. Iwwert déi 190 Millioune kënne mir matdecidéieren! A mir kënnen zu all Moment decidéieren, e Partenariat zum Beispill ze refuséieren oder och een erëm ze annuléieren, wa mer der Meenung sinn, datt dat, firwat déi Capacitéit benotzt gëtt vun deem Partner vun eis … An do schwätze mer och wierklech net vu Partner, déi mer net kennen – zemools wa mer mat eise Capacitéite rechnen –, mee hei schwätzen ech éischter vun europäesche Partner oder am Kader vun der NATO. Mee mir kënnen zu all Moment decidéieren, datt mer Saache wëllen zréckzéien, respektiv kënne mer soen: „Mir deelen dat do net, duerfir soll et net benotzt ginn."

Mee souwéisou, wa gären e Land eppes mécht ausserhalb vun der EU, zum Beispill, oder souguer ausserhalb vun der NATO, déi kënnen … Éischtens ass dat selbstverständlech net deen Eenzegen, dee weltwäit operéiert mat esou enger Technologie wéi där do, mat esou Satellitte wéi deenen do. An zweetens, déi kënne sech dat jo selwer och nach doriwwer eraus akafe goen, wa se wëllen eppes maachen, wou se net wëllen hunn, datt mir eppes driwwer gewuer ginn, oder wou se fannen, datt eis Konditiounen ze streng sinn, déi mir stellen, fir datt een zum Beispill kann op eis Capacitéiten zréckgräifen. Ma da kann een déi einfach um fräie Marché akafe goen, dat ass och schonn haut méiglech.

A by the way wëll ech Iech iwwert dat, wat de Moment an der Ukrain stattfënnt, soen: Wësst Der, ech fannen et net ëmmer gutt, wa mer iwwer alles schwätzen, wat mer maachen. Mir sinn transparent bei deem, wat mir liwweren, mir sinn iwwerhaapt transparent bei deem, wat mer maachen, bei der Form, wéi mer der Ukrain hëllefen. Mee ech mengen, et gëtt awer och Momenter, wou ee sech einfach seet: Bon, et muss een net ëmmer onbedéngt iwwer alles zu all Moment schwätzen. Just dozou!

Bon, dann zu deem 1 %, just ofschléissend nach zwee Sätz doriwwer. Dir kennt jo meng Meenung zu deem Prozent, ech hu se schonn oft virgestallt. Dir kennt och der Regierung hir Meenung. Déi steet elo ënner anerem och an de Lignes directrices dran. Dat ass och déi Meenung, déi mer vertrieden an den internationale Gremien, do wou mer sinn. An natierlech versiche mer ëmmer erëm, op déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg hinzeweisen.

Mee mir mussen eis awer och näischt virmaachen, dat ass awer och net esou einfach! Wann Der an deem Gremium sëtzt an Dir musst eng Ried halen an der NATO an et sinn zwee Drëttel oder souguer dräi Véierels vun de Länner net Ärer Meenung, dat ass net ëmmer bequeem, zemools, wann Der vläicht net dat politescht Gewiicht hutt wéi anerer. Mee et ass awer akzeptéiert! Et ass awer keen, deen eis seet, well mer déi Meenung hunn, misste mir elo … Et gëtt jo keng Sanktioun géint déi Decisiounen. Mee et ass awer Drock do, dat muss ee soen. An dat muss een awer och zum Deel novollzéien, well do gëtt et jo ganz ënnerschiddlech Argumentatiounen, firwat déi eng fir 2 % sinn, anerer souguer fir 3 % sinn oder mir oder zum Beispill och e Land wéi Kanada – Kanada ass éischter an eisem Boot – där Meenung sinn, an déi hei Richtung ze goen. Iwwregens ass, niewebäi bemierkt, dat Land, wou de Generalsekretär hierkënnt, Norwegen, selwer och net op 2 %. Dat ass jo och net grad e Land mat engem klenge PIB.

Also, déi Diskussioun ass komplizéiert. Ech hoffen nach ëmmer, datt mer et fäerdegbréngen, eng Kéier eng méi sereine Diskussioun ze féieren doriwwer, wat da wierklech Sënn mécht, wa mer Suen ausginn.

Datt mer musse méi fir eis Verteidegung maachen, schéngt mer kloer, do ass och jiddweree sech eens. Mee et geet net drëms, einfach Suen auszeginn, et geet drëms, Suen auszegi fir eppes, wat Sënn mécht. An esou solle mer et och diskutéieren, dat ass op alle Fall der Lëtzebuerger Regierung hir Meenung. An duerfir hu mir deen 1 % elo definéiert bis 2028; bon, dat ass scho sportlech genuch, fir déi agehalen ze kréien.

Voilà! An da sinn ech gespaant, wat déi nächst Regierung decidéiert. Dat kucken ech da mat vill Interessi, wéi deen nächste Minister sech domadder erëmplot, wéi et dann duerno weidergeet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech hunn dem Här Bausch ganz gär nogelauschtert, wéi esou dacks. Ech wollt en natierlech un e puer Saachen erënneren, awer och, well ech mech gutt un déi Zäit erënneren.

Mir ware bis 1989 am Kale Krich. Mir haten deen Abléck fir Westeuropa nach eng vill méi geféierlech Situatioun, wéi mer se am Abléck duergestallt kréien.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass, nee, et war eng ganz aner Zäit. Ech mengen, hei sinn der vill, déi hunn dat net materlieft. An ech erënnere mech, datt

déi gréng Beweegung eng ganz pazifistesch war – dat war eng vun hiren Haapttribfiederen – an datt déi och zum Beispill an där deemools dominanter Debatt ëm en nukleaart Gläichgewiicht an Europa eng ganz aktiv Roll gespillt huet. Also et war schonn esou, datt och déi gréng do vun Ufank un aus hirem pazifistesche Reflex eraus eng ganz aktiv Roll gespillt hunn.

1991 dunn, um Enn vum Kale Krich, dat eigentlech vun 1989 un – ech sinn aus der Arméi erausgaang, wéi de Kale Krich eigentlech eriwwer war –, hate mer dann déi Diskussioun, déi och zu engem groussen Deel aus grénge Kreesser koum, iwwert d'Ofschafung vun der Lëtzebuerger Arméi.

Dat ass esou wäit gaangen, datt och d'Kolleege vun der sozialistescher Partei deemools op engem Kongress doriwwer geschwat hunn. An ech erënnere mech, datt mer an den Affaires étrangères deemools, do waren d'Sozialisten an der Regierung, laang Diskussiounen doriwwer haten, wat dat fir Konsequenzen hätt a wéi kéint argumentéiert ginn, inklusiv op engem sozialistesche Parteikongress, ob d'Lëtzebuerger Arméi sollt kënne weider bestoen oder net. Dat war déi Atmosphär dunn, déi Mentalitéit, wéi se deemools war. Et ass ganz interessant. Ech si frou, datt ech dat materlieft hunn. Well wann een dat mat haut vergläicht, si mer an enger anerer Situatioun.

An da vläicht nach eng lescht Bemierkung, Här Minister. Ech brauch net zréckzegoen op 1989 oder 1991, fir mer Gedanken ze maachen iwwert d'Geschicht vun Ärer Partei. Ech brauch nëmme bis 2018 zréckzegoen, wou ech nach ganz gutt Äre Walprogramm fir d'Europawalen am Kapp hunn. An deem stoung, an dat war e Walprogramm, dee war da fir déi aktuell Mandatsperiod am Europaparlament: keng Waffeliwwerungen a Krisegebitter. Och dat ass nach net laang hier, mee och dat ass eppes, wat déi gréng wierklech net representéieren.

Wat elo d'NATO ugeet, do muss ech Iech soen ...

Jo, ech hu jo Parole après ministre, da Parole après député ...

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre si fënnef Minutten.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Et dauert awer scho relativ laang. Ech wëll jo näischt soen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift? Ech hunn dat do net matkritt. Ech hunn dat do leider net matkritt. Ech hätt gär matgelaacht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, ech hat gesot, Dir wäert jo Duebelagent; da kritt Der och duebel Riedezäit.

Une voix | Oh là là!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Iwwregens gehéiert ... Dat ass ganz interessant, datt Der dat sot, Här Mars Di Bartolomeo. Ech gehéiere warscheinlech zu deene ganz sielene Lëtzebuerger, déi sech aktiv géint d'Sowjetunioun engagéiert hunn. Dat heescht, all déi Leit, déi mech haut esou gär kritiséieren ..., mee ech gehéieren zu deene ganz wéinegen, déi dat gemaach hunn an ech sinn houfreg dorobber. Voilà!

Wat awer elo d'NATO ugeet, wollt ech dem Här Minister awer och nach soen: Ech begréissen u sech dat, wat en elo gesot huet iwwert déi Unerkennung, datt dat unerkannt gëtt, wann e Land an der NATO eng aner Positioun huet. Well Dir sot ëmmer – Dir sot et dacks, ech weess net, ob Der et ëmmer sot –, datt mer mussen hei an do zum Beispill beim belsch-Lëtzebuerger Batailloun ... Mir musse guer näischt! Mir sinn e souveräne Staat an ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung kann decidéieren, opgrond vun hiren Erwägungen, muss et och am Interessi vun dem Lëtzebuerger Land maachen, wat wierklech déi bescht Optioun wär.

Mir wäerten iwwert dee belsch-Lëtzebuerger Batailloun nach méi laang diskutéieren, dat ass jo net de Sujet vun haut. Mee mir mussen dat net maachen a mir vertrieden awer déi Meenung, datt et besser Optioune géif ginn, fir e Verdeedegungsbudget auszeginn a fir Verdeedegungsoptioune fir dëst Land ze huelen, wéi déi do.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här President, et wonnert mech e bëssen, den Här Kartheiser war jo da bis 1989 selwer Militär a weess jo dann och, wéi d'NATO fonctionéiert a wéi innerhalb vun der NATO decidéiert gëtt, wat am Fong, éischtens, d'Prioritéite si vun der NATO fir déi Joren duerno, fir déi Perioden, déi kommen, respektiv wat fonnt gëtt, wat déi eenzel Länner an engem Solidaritéitsgedanke misste kënne leeschten am Kader vun deem Bündnis.

An da misst e jo och wëssen, datt et déi Decisioun zum Beispill fir dee Bataillоun ..., deen hu mir net erfonnt zu Lëtzebuerg, deen ass och net an der Belsch erfonnt ginn. Mee do gëtt et eppes, dat nennt sech NATO Defence Planning Process. Dat ass am Fong eng Verhandlungsprozedur, déi leeft en continu. Déi huet elo zwee Joer gedauert. An an där ass festgehale ginn, datt d'Belsch mat Lëtzebuerg e Reconnaissancebataillоun am Mediumberäich hei sollt opstellen, well dat gebraucht géif gi vun der NATO, datt dat wichteg wär.

Natierlech kënnt Dir als Lëtzebuerg, mir kéinten och, Dir kënnt och proposéieren, datt mer aus der NATO sollen erausgoen. Maacht eng Kéier eng Propositioun, da kucke mer emol, wéi déi Diskussioun da gëtt, wann Dir dat fannt. Dat ass Äert Recht.

Dat ass awer net meng Meenung, och net der Regierung hir Meenung. Mee ech mengen awer, datt wann een an esou engem Gremium ass an et do Diskussiouns- an Decisiounsprozesser gëtt an déi bis eng Kéier arrêtéiert sinn an et huet een déi matarrêtéiert, et awer normal ass, datt een och versicht, sech herno an der Ëmsetzung un dat ze halen, wat ee virdrun do matdecidéiert huet. Et schéngt mer logesch ze sinn. Dofir, dat ass net eng Erfindung vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzebuerger Regierung, mee dat ass eppes, wat festgestallt ginn ass als e Besoin a wou gesot ginn ass herno an deem ganze Prozess, deen iwwer laang Zäit diskutéiert gëtt mat de Länner, datt Lëtzebuerg an d'Belsch dat zesumme maache sollen. Duerfir, dat ass relativ kloer.

Dat zweet ass: Wësst Der, éischtens emol, also mir kënnen natierlech och elo nach nokucke goen, wat d'sozialistesch Partei virum Zweete Weltkrich gesot huet, oder anerer heibannen – mee wat huet dat mat haut ze dinn?

D'Welt huet komplett geännert zënter 1989, dat hunn ech Iech schonn eng Kéier gesot, wou Dir nach an der Arméi waart, a wéi gesot, jiddwer Partei huet hiren Historique. Meng Partei huet hiren, d'CSV huet hiren, jiddwereen huet säin. Mee wat elo interesséiert, dat ass dat, wat mer haut decidéieren, ob mer dat richteg fannen oder ob mer dat falsch fannen.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dat, fannen ech, ass dat Eenzegt, wat Sënn mécht ze decidéieren. An d'Regierung fënnt, datt dee Projet hei Sënn mécht an d'Regierung freet sech doriwwer, datt eng grouss Majoritéit vun dësem Parlament dat d'nämmlecht gesäit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Kartheiser.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech muss mech awer entschëllegen, an zwar bei de Kolleege vun der sozialistescher Partei, net well dat falsch war, wat ech virdru gesot hunn, mee well ech weess, datt Der den Owend en Engagement hutt, an dofir wëll ech dat elo net ze laang an d'Längt zéien.

Mee et geet mer elo drëm, dem Här Bausch nach zwou Äntwerten ze ginn. Dat éischt ass, datt mir guer net wëlles hunn, aus der NATO erauszegoen. Ech hunn dat virdrun och betount: Mir bekennen eis zur NATO.

Dat zweet ass, datt et bei deem belsch-Lëtzebuerger Bataillоun net duergeet, datt do e Planungsausschuss vun der NATO zu der Konklusioun kënnt, datt dat eng gutt Saach wär, well dat grad feelt. Mee et muss een éischtens wëssen: Firwat kann et gebraucht ginn? An ech soen Iech, datt mer weeder d'Personalstäerkt hunn, fir dat kënnen ze maachen, nach d'Logistik, nach déi personell Reserven, fir esou eng Unitéit opzestellen, an datt hiren Asaz an der Praxis warscheinlech iwwerhaapt net méiglech wär. Dofir géif ech mengen, datt mer déi Planung vun der NATO, déi ganz abstrakt ass, vu Leit, déi sech net kënne virstellen, wéi d'Realitéiten hei am Land sinn, notamment wat de Rekrutement vu Personal ugeet, sollten op jidde Fall ëmmer hannerfroen. Dee belsch-Lëtzebuerger Bataillоun, fir eng mëttelstaark oder eng mechaniséiert – wéi och ëmmer –, liicht mechaniséiert Reconnaissanceaarbecht ze maachen, ass kee fiabele Projet. An et ass, well en a mengen Ae militäresch net fiabel ass, déi éischt a gréisste Objektioun vun aneren Absichten, politescher oder anerer Natur. Dat muss een nach weiderdiskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Jo, ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Verdeedegungsminister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech wëll dem Här Kartheiser soen – Här President, ech hat et vergiess, entschëllegt mech duerfir –: Der CSV hir Motioun, also d'Chamber stëmmt, wéi se wëllt, mee ech hunn iwwerhaapt kee Problem domadder. Ech hunn dat souwisou versprach an der Kommissioun. Ech mengen, déi sollt een unhuelen. Dat ass meng Meenung. Dat fannen ech eng gutt Saach, déi Motioun.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech hu just nach eng Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Halsdorf freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Just eng kuerz Fro un Iech, Här Minister. Är Ausféierunge ware ganz gutt. Et huet just eppes gefeelt a mengen Aen. Dat ass ..., well et steet jo dran, d'Amerikaner géifen eng signifiant Form engagéieren. Ass dat eng Conditio sine qua non, dass de Projet aboutéiert, oder net? Dat ass d'Fro an dat wollt ech héieren, an et ass awer wichteg, dass een dat awer weess an dass een dat hei seet. Duerfir déi Fro.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass berechtegt, dass Der déi Fro stellt. Mee ech mengen, mir wëllen eis fir déi do Suen engagéieren, esou oder esou. Ech mengen, dat ass och d'gutt Recht. Dat ass net, well elo d'Amerikaner och duerno nach wëllen eppes maachen, mee mir ginn awer dovun aus – a mir hunn awer gutt Informatiounen –, datt déi och bereet sinn, och nach eppes zousätzlech ze maachen. Dat ass am Fong dee richtege Wording.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister. An da kritt d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll awer kuerz drop reagéieren, wat den Här Kartheiser virdru gesot huet.

Ech mengen, dass ee sech net brauch ze schummen, wann een an de leschte Joerzéngten, besonnesch no dem Fall vun der Berliner Mauer an dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun, fest dru gegleeft huet, dass mer op deem Kontinent hei méi sécher géife ginn a méi a Fridde liewen, wéi dat an deene Joerzéngte virdru war. Mee et gehéiert awer gradesou dozou, och haut ze erkennen, dass d'Situatioun d'lescht Joer geännert huet, dass mer eeben net méi an esou enger sécherer Welt op engem séchere Kontinent liewen, wéi mer et vläicht alleguerte gehofft hätten, dass et duerfir leider och muss en Ëmdenken an der Politick ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8157. Den Text steet am Document parlementaire 8157[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8157 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun, déi den Här Halsdorf deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Bon, ech mengen, den Här Minister huet scho gesot, hien hätt kee Problem domadder. Mir hunn och kee Problem domadder, vläicht just ënnert der Konditioun, dass Der herno net dat als Ären Erfolleg duerstellt, dass dat gemaach gëtt, wéinst dëser Motioun, well dësen ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha général)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ui, ui, ui! Fakt ass, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Empain huet d'Wuert. D'Madamm Empain huet d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech waarden, bis dass Der Iech berouegt hutt, well et schéngt jo ... Firwat ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Firwat mécht een eng Motioun, wann et net ass, fir sech herno op de Fändel ze schreiwen, dass een eppes erreecht huet? Sou.

(Brouhaha)

An ech wëll just soen, dass mer e Verdeedegungsminister ... Sot, ...

Une voix | Pscht! Pscht!

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | ... ech héiere mech jo bal selwer net! Mir hunn e Verdeedegungsminister, deen extreem op Transparenz spillt, deen ëmmer zur Verfügung steet, dee méi Kommissiounssëtzungen an der Defense ofgehalen huet, wéi dat warscheinlech jeemools virdrun de Fall war, deen all Projet en amont presentéiere kënnt. An ech mengen, dass et e bësselche wäit hiergeholl wier, elo ze fäerten, dass een hei net géif en cours de route informéiert ginn iwwert de Projet a wéi en avancéiert.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Bon, ech gesinn d'Motioun elo net esou positiv wéi d'Madamm Empain, well ech och net wierklech gesinn, wat iwwerhaapt de Sënn an Zweck vun där Motioun do soll sinn. Ech mengen, dass de Minister souwisou déi ganzen Zäiten d'Chamber informéiert. Also ech si jo elo an der Oppositioun, ech sinn net am Verdacht hei, dem Minister Partie ze halen, mee bis elo war dat awer ëmmer de Fall.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz (CSV) | Dat ass Péitenger Walkampf hei.

(Interruption par M. Jean-Marie Halsdorf)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, nee. Dat war bis ... Här Halsdorf, dat huet guer näischt mat Péiteng ze dinn, et ass einfach eng Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech mengen jo net, dass Dir se eleng geschriwwen hutt.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et si fënnef Signaturen drop.

M. Fernand Etgen, Président | Hei nee, hei wannechgelift! Kommt, dat doten ass perséinlech!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Elo si mer um Här Kersch sengem Niveau.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen huet d'Wuert, awer komme mer erëm zu deem gewinnten, normalen Ëmgangstoun.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Etgen, ech zielen hei fënnef Ënnerschrëften, an dat hunn ech elo gesot. Also ech weess net firwat ... Dir hutt bei der Madamm Empain schonn déi ganzen Zäit dertëschtgejaut. Ech weess net, wat haut op där Bänk do lass ass.

Ech wollt just soen, dass esou eng Motioun eigentlech iwwerflësseg ass an dass een déi guer net misst heihinnerbréngen, an dofir hätt ech se och am léifsten net matgestëmmt. Mee bon, wann d'Regierung elo, also d'Majoritéit seet, dat wär de Fall ...

(Interruptions)

Ech wëll nämlech soen: Bei dësem Projet mengt een, d'CSV hätt net verstanen, ëm wat de Projet geet. Et keeft een nämlech hei eng Capacitéit, dat heescht, déi Käschte kënnen net an d'Luucht goen deementspriechend. Et keeft een eng Capacitéit. Dat kann ech Iech eng Kéier e bësse méi einfach erklären: Dat ass, wéi wann Der bei der Post géift eng Internetleitung kafen. Dat mécht d'Regierung elo bei SES. Hei gëtt kee Satellitt eenzel an d'Luucht geschoss oder soss eppes. Hei keeft een einfach zu engem fixe Präis eng Telefonsleitung, fir et e bësse méi almoudesch ze erklären. Hei geet et eeben ëm méi komplex Daten.

Dofir ass déi eigentlech iwwerflësseg. Mee mir kënne se awer matstëmmen. Mir ginn och gär gewuer, wat de Minister an der Kommissioun dozou ze soen huet. Mee e kënnt souwisou op all Invitatioun.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen? Den Auteur wëll nach d'Wuert froen.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech wollt dem Här Goergen soen, e soll mat den Ënnerstellungen ophalen, ze soen, ech hätt déi net eleng geschriwwen. Dat hutt Der gesot, Här Goergen. An dat Zweet, wat ech Iech wollt soen, dat ass, dass ech ... Ech mengen, Dir hat mer justement do nogelauschtert, justement de Minister huet mer eng Äntwert ginn op meng Fro, an zwar déi: Hänkt dee ganze Projet of dovun, ob d'Amerikaner mat eraklammen oder net? Wéi eng Roll spillt dat?

Dat hänkt elo net dovun of. An deem Sënn spillt dat manner. Mee et ass awer net schlecht, wann ee bei esou engem Projet weess, wéi deen evoluéiert. Dofir fannen ech Är ganz Remark e bësse superfetatoire.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

Wien ass d'accord, dës Motioun à main levée ofzestëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

8. 7876 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7876, eng Ofännerung vun de Gesetzer iwwert de Stroum- a Gasmarché souwéi d'Upassung vun enger Bannemaartdirektiv. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill, huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Enn 2016 gouf de Gesetzespak „eng propper Energie fir all Europäer/inne" virgestallt, deen dorops ofzielt, d'Kompetitivitéit vun der EU hisiichtlech der Verännerung op de globalen Energiemäert ze erhalen am Kader vum Ëmgang mat propperer Energie.

Mat dësem Pak wëll d'Europäesch Kommissioun d'EU un d'Spëtzt vun der Energietransitioun féieren an dobäi d'Verflichtunge vun der EU am Kader vum Paräisser Klimaaccord vum Dezember 2015 erfëllen.

Ufanks war d'Zil, bis 2030 d'Treibhausgasemissiounen ëm 40 % ze reduzéieren am Verglach zu 1990. Mëttlerweil gouf dëst Zil gehuewen op minus 55 % bis 2030.

Gläichzäiteg wëll d'Kommissioun déi europäesch Wirtschaft moderniséieren, Aarbechtsplazen a Wuesstum fir all d'Europäer/inne schafen. Dës Propose si konform mat de Gouvernancereegele fir d'Energieunioun souwéi mat de fënnef Piliere vun der EU, wat d'Energie ugeet, nämlech: d'Energiesécherheet, d'Schafung vun engem Bannemaart fir Energie, eng verbessert Energieeffizienz, Dekarboniséierung vun der Wirtschaft an d'Stäerkung vun der Fuerschung, der Innovatioun an der Kompetitivitéit.

D'EU, also och Lëtzebuerg, steet viru wichtegen Erausfuerderungen am Energieberäich. Mir befannen ons an engem historeschen Energiewandel vun engem zentraliséierte System mat fossillbaséierte Grousskraaftwierker hin zu engem mailléierten, dezentralen an intelligente System, opgebaut op erneierbaren Energien.

Dësen Energiewandel, an deem mir ons souwisou scho befonnt hunn, gëtt elo nach verschäerft an acceleréiert duerch de russeschen Ugréffskrich an der Ukrain.

De Projet de loi 7876, dee mir haut hei stëmmen, steet am Kontext vun der Lëtzebuerger Klima- an Energiepolitick mat hiren éiergäizegen nationalen Ziler fir d'Reduktioun ëm 55 % vun den Treibhausgasemissiounen, der Entwécklung vu 25 % erneierbaren Energien an der Steigerung op 40–44 % vun der Energieeffizienz bis 2030.

Den aktualiséierten Energie- a Klimaplang, dee viru Kuerzem presentéiert ginn ass, proposéiert ausserdeem, eis Ziler am Beräich vun erneierbaren Energien ze erhéijen, dëst vun aktuell 25 % op 37 % bis 2030.

D'EU-Direktiv 2019/944, déi hei transposéiert gëtt, huet als Zil, gemeinsam Reegele fir e gutt funktionéierende Stroummaart festzeleeën, an deem sech Flexibilitéit an Innovatioun lounen a sech erneierbar Energien duerchsetzen.

Dëst soll ënner anerem geléngen duerch e verbesserten Zougang zu erneierbarem Stroum duerch déi noutwendeg Flexibilitéitsléisunge fir d'Späichere vum Stroum oder iwwer Aggregatioun, déi eng verstäerkt aktiv Participatioun vun de Verbraucher/innen un der Energietransitioun erméiglecht.

Ech gi kuerz op déi Haaptelementer vun der Direktiv an a verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport. Eng zentral Roll spillen d'Verbraucher/innen, déi an Zukunft eng méi aktiv Roll um Stroummaart spille sollen an zu engem zentralen Acteur ginn. Dofir gesäit dës Direktiv eng Stäerkung vu Verbraucherparticipatioun vir, andeems si besser an transparent Informatiounen iwwer hire Verbrauch an hir Rechter kréien.

Hei kuerz déi verschidden Ännerungen: d'Recht, fräi e Fournisseur ze wielen, d'Recht op en Zougang zu engem Präisvergläichstool, d'Méiglechkeet, enger Communauté énergétique bäizetrieden, dynamesch Tariffverträg, d'Recht op onofhängeg Aggregatiounsverträg, d'Recht, Stroum individuell oder iwwert den Aggregator ze produzéieren, de geziilte Schutz fir vulnerabel, energieaarmutsgefäerdet Verbraucher/innen, d'Recht fir déi vu Stroumausfäll Betraffen, am Viraus Informatiounen iwwer alternativ Léisungen ze kréien, d'Recht, u Flexibilitéits- an Energieeffizienzprogrammer deelzehuelen, kloer, detailléiert an transparent Rechnungen.

Wat d'Aggregatoren ugeet, gesäit d'Direktiv vir, datt si hire Clientë kënnen Aggregatiounsverträg ubidden, ouni dass dës d'Averständnis vun hirem Fournisseur mussen hunn. Esou soll garantéiert ginn, datt jiddereen/t gläichberechtegt a fair un alle Stroummarchéen deelhuele kann.

Am Beräich vun der Elektromobilitéit gesäit d'Direktiv d'Schafung vun engem regulatoresche Kader vir, deen d'Verbindung tëschent Luedepunkte fir Elektrogefierer mam Verdeelungsnetz erliichtert. Doriwwer eraus dierfen Netzbedreiwer nëmmen dann Opluedepunkten entwéckelen, exploitéieren a besëtzen, wa keen aneren Acteur um Marché interesséiert ass.

Zu den Haaptpunkte vum Projet de loi. Mat dësem Gesetz klarifiéiere mir d'Konzepter vum Autoconsommateur d'énergie renouvelable agissant de manière collective an der Communauté d'énergie renouvelable, déi mir am Gesetz vum 3. Februar 2021 agefouert hunn.

Mir alignéiere si och mam méi breede Konzept vum Client actif, andeems d'Konzept vun der Communauté énergétique citoyenne mam Konzept vun der Communauté énergétique renouvelable verschmëlzt an zu der méi genereller Notioun „Communauté énergétique" gëtt. Soumat gi mir iwwert déi zwou Direktiven eraus, aus deenen déi zwou Definitiounen hierkommen.

Dës Konzepter solle refletéieren, datt aus engem passive Verbrauch en aktive Prosumer gëtt. Nieft senge Méiglechkeeten, Autoconsommateur ze sinn, kann en och eleng oder mat aneren un Energieeffizienz a Flexibilitéitsprogrammer deelhuelen, soulaang dës keng kommerziell Aktivitéit oder Haaptprofessioun sinn.

Eng Communauté énergétique ass eng Personne morale, wou d'Memberen oder d'Aktionäre Personnes physiques oder morales sinn, wouzou och lokal Autoritéite gehéiere kënnen.

Bei den Entreprisë gëtt et natierlech Limitten, wéi grouss datt d'Entreprisë kënne sinn. D'Haaptzil vun der Energiegemeinschaft ass et, der Gemeinschaft ekologesch, wirtschaftlech a sozial Virdeeler ze bidden, an net, finanziell Profitter ze maachen.

De Projet de loi gesäit ausserdeem vir, dat bestoend Konzept vum Aggregator unzepassen, andeems festgehale gëtt, dass d'Funktioun vun enger Personne physique oder enger Personne morale ausgeüübt gëtt an dëst, en vue vum Verkaf, Akaf oder enger Versteigerung um Energiemarché, verschidde Stroumverbrauchs- oder Stroumproduktiounschargë matenee kombinéiert.

All Ennverbraucher/inne kënnen direkt oder iwwer Aggregatoren um Marché deelhuelen, andeems se zum Beispill hire Verbrauch entspriechend de Maartsignaler upassen an esou vu besseren Tariffer profitéieren.

De Client final kritt esou d'Méiglechkeet, e Stroumvertrag mat dynamescher Präisgestaltung ze notzen an esou säi Verbrauch u Präissignaler en temps réel unzepassen.

De Projet de loi féiert och d'Notioun vu Projete mat experimentellem Charakter an, dëst fir e Kader fir Pilot- oder Demonstratiounsprojeten ze schafen, déi d'Energietransitioun konkretiséiere respektiv erliichteren, d'Energieeffizienz erhéijen, d'Digitaliséierung vum Stroum, vun de Stroumnetzer weiderentwéckelen, d'Widderstandsfäegkeet vum Stroumsystem erhéijen oder zur Ëmsetzung vun den Ziler, déi am PNEC festgehale goufen, bäidroen.

Esou maache mir eng Dier op, fir eebe Konzepter ze testen, fir ze kucken, ob a wéi se kënne fonctionéieren, och wann den aktuelle reglementäre Kader et net hiergëtt. E Beispill wier d'Konzept „vehicle to grid". Fir de Status vun esou engem Projet vum Regulateur accordéiert ze kréien, mussen natierlech verschidde Konditiounen a Krittären erfëllt ginn. Dës wieren zum Beispill d'Verfollge vu kloer definéierten Ziler, déi op enger wëssenschaftlecher Approche berouen, an d'Abanne vun Acteure mat den néidegen techneschen, professionellen an organisatoresche Capacitéiten.

De Projet de loi gesäit och Ännerunge vir fir Besëtzer vu klengen Anlage mat enger Produktioun vu manner wéi 800 Watt, wéi zum Beispill deene sougenannte Balkonsanlagen, déi elo net méi mussen un en Zähler ugeschloss ginn a vun der Deklaratiounsflicht beim Netzbedreiwer befreit ginn. Eng richteg a wichteg administrativ Vereinfachung!

Dëse Projet de loi gesäit och vir, datt e Kader geschafe gëtt, fir d'Accessoiresaktivitéite vum Netzbedreiwer ze reegelen, wéi zum Beispill seng Tätegkeete mat engem anere Reseau wéi dem Stroumnetz oder och nach dem Betrib vun Energiespäicheranlagen.

Säit 2012 hunn d'Netzbedreiwer de Chargy-Borne-Reseau opgebaut an ausgeweit op eng 600 Luedestatiounen an 32 Schnellluedestatiounen, déi sougenannt Super-Chargyen. A wéi ech virdru sot, dierfe laut der Stroumdirektiv d'Netzbedreiwer net méi de Chargy-System opbauen, verwalten oder bedreiwen.

Dëse Projet de loi gesäit also vir, en Test de marché ze maachen, wou an enger Consultation publique den Interessi um Marché, fir de Chargy-Borne-Reseau ze exploitéieren, gekuckt gëtt. An enger Ausschreiwung gëtt da gekuckt, och eeben dee Successeur ze fannen. Wa sech een oder méi fannen, déi eeschten Interessi drun hunn, dës Luedeinfrastrukturen ze iwwerhuelen, da vergëtt de Minister dës mat enger Concessioun, an där séchergestallt gëtt, datt den neie Proprietär genausou weiderfiert ewéi bis elo.

De Regulateur ILR huet och ëmmer en Abléck an d'Prozedur, fir eng Fakeausschreiwung ze verhënneren. D'Iddi ass hei, de System net a Gefor ze bréngen an datt et fir den Notzer an d'Notzerinnen normal weidergeet.

De Chargy-System gëtt esou zur Grondinfrastruktur, déi dann och net méi ënnert dem Numm Chargy ka wuessen. Wichteg ass, datt eeben och Bornen, déi

vläicht net esou rentabel sinn, wéi zum Beispill am ländleche Raum, weider bestoe bleiwen.

De Projet de loi gesäit och d'Adaptatioun bei der Ëmsetzung vun der nationaler Energiedateplattform vir, déi als zentrale Regëster, Datebank fir Energieinfrastruktur an Informatiounsaustausch funktionéiert. Den Iwwerdrounsnetzbedreiwer gëtt fir d'Implementéierung an d'reiwungslos Bedreiwung vun der Plattform verantwortlech.

D'Stroum- a Gasentreprisë si fir d'Bereetstelle vun Date verantwortlech. D'Plattform erméiglecht en effizienten a sécheren Zougang zu Date fir all Acteuren um Marché, d'Netznotzer an ëffentlech Behërden. Si zentraliséiert och d'Energiedate fir Fuerschungszwecker an d'Ëffentlechkeet via Open Data. D'Plattform vereinfacht d'Maartkommunikatioun, gewärleescht d'Datekonsistenz, erliichtert d'Vertragsëmsetzung a stellt Statistiken iwwert d'Iwwerwaachung vum Secteur bereet.

De Projet de loi ännert dann och d'Gasmarchésgesetz, andeems en nei Notiounen an nei Bestëmmunge beim Späichere vum Gas aféiert, déi am Kontext vum Ukrain-Krich duerch en europäescht Reglement agefouert gi sinn.

All EU-Membersstaat gëtt dozou opgeruff, Mesüren ze ergräifen, fir d'Energieversuergung virun allem am Hibléck op den nächste Wanter ze garantéieren. Ënnerierdesch Gasspäicheren droe laangfristeg zur Sécherheet vun der Gasversuergung bäi. Dofir verankere mir elo, dass d'Fournisseure bis den 1. November op d'manst 15 % vun deem, wat se duerchschnëttlech an de leschte fënnef Joer järlech u Gas un hir Clientë geliwwert hunn, enzwousch stockéiert mussen hunn.

Well mir zu Lëtzebuerg keng esou ënnerierdesch Stockagen hunn, mussen d'Fournisseuren an aneren EU-Länner dëst garantéieren. De Staatsrot huet a sengem éischten Avis den 22. Februar 2022 e puer legistesch Umierkunge gemaach an huet awer och eng Rei Oppositions formelles formuléiert, dëst op e puer Plazen, wou e jugéiert huet, datt den Text d'Direktiv net konkreet transposéiert. Dëse Remarke gouf Rechnung gedroen a parlamentareschen Amendementer.

Opgrond vun dëse koum de komplementaren Avis vum Staatsrot den 31. Mäerz 2023 mat e puer Ëmformuléierungsproposen an Oppositions formelles, deenen erëm Rechnung gedroe gouf.

Ier ech zu den Aarbechten an der Kommissioun kommen, bleift mir nach ze soen, datt Avise vun der Chambre des Salariés, dem Syvicol an der nationaler Dateschutzkommissioun erakoumen. Hinne louche virun allem Sujete vum Dateschutz, dem Accès vum Verbraucher zu Informatioune souwéi de Verbraucherschutz an d'Ëmsetzung vun der ëffentlecher Luedeinfrastruktur op Gemengenterrain um Häerz. Fir den Detail verweisen ech och hei op mäi schrëftleche Rapport.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt den Energieminister dëse Projet de loi den 2. September 2021 an der Chamber deposéiert an de Staatsrot säin éischten Avis den 22. Februar 2022 gemaach huet. De 16. Dezember 2022 hu mir de Projet de loi wéi och dem Staatsrot säin Avis analyséiert an ech selwer gouf zur Rapportrice ernannt.

Den 23. Dezember hu mir du parlamentaresch Amendementer adoptéiert. Doropshi krute mir den 31. Mäerz 2023 de complementairen Avis vum Staatsrot.

De finale schrëftleche Rapport gouf dunn an onser Kommissiounssëtzung d'lescht Woch ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech dann nach eng Kéier op mäi schrëftleche Rapport, soen op dëser Plaz nach jidderengem Merci, deen un dësem wichtege Projet de loi matgeschafft huet, a ginn den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President. An och villmools merci dem Jessie Thill fir de mëndlechen a fir de schrëftleche Rapport. Et ass e grousst Gesetz ginn. Et ass eigentlech eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv an et ass hannen um Enn awer elo hei e relativ techneschen Text ginn – ech mengen, et ass en Text vun 287 Säite gewiescht –, dee mer an der Kommissioun an e puer Sëtzungen dann am Detail duerchgaange sinn, well et awer trotzdeem ganz vill Theeme sinn, déi an deem Text do regroupéiert sinn.

An d'Madamm Rapportrice ass och drop agaangen: Et si ganz vill Saachen an deem Text dran, zum Beispill eeben déi Froen, déi sech elo och gestallt hu mat der Elektromobilitéit, mam Bornesystem, mam Stockage vum Gas an esou weider an esou virun. Et ass en Text, dee geet och mat eis duerch all déi Niveaue vun all deene Leit, déi implizéiert sinn, engersäits d'Gestionnairë vum Reseau, anerersäits d'Fournisseuren, d'Consommateure vum Reseau an esou weider an esou virun. An do kann natierlech jiddwereen dann an deem Gesetz hei och déi Akzenter setzen, déi fir hien oder si wichteg sinn. An ech mengen, dass et e Prinzipp ass, deen an dësem Gesetzestext ëmmer erëm no vir kënnt, e Prinzipp, dee mer d'lescht Joer schonn hei lancéiert hunn, nämlech dee vum Prosumer, also vun deem, dee selwer erneierbar Energie produzéiert a se dann och selwer consomméiert an dee Prinzipp vum Prosumer eeben ausweit, ausbaut hin zu deene Begréffer vun der Autoconsommation collective oder vun der Communauté énergétique.

Dat heescht, am Prakteschen herno gëtt et fir de Consommateur a fir de Bierger a fir d'Biergerin trotzdeem eng Rei interessant Ännerungen, déi eebe grad, well se esou interessant sinn, och gutt musse kommunizéiert ginn, fir dass d'Leit wierklech wëssen, wat fir Virdeeler elo op se duerkommen a wat se alles kënnen oder wéi se kënne profitéiere vun dësem neien Text, dee mer elo haut hei dann zesummen ofstëmmen.

Et ass e Prinzipp, de Prosumerprinzipp, deen am Energieberäich héchstwarscheinlech zukunftsweisend ass, well et natierlech vu Virdeel ass, iwwerhaapt erneierbar Energien auszebauen, wann da jiddweree vun eis kann iergendwéi matmaachen, souguer déi, déi selwer keng erneierbar Energien iergendwéi kënne produzéieren, sech keng Anlage kënne leeschten oder wéi och ëmmer sech net kënne placéieren, fir erneierbar Energien ze produzéieren, déi dann eeben iwwer eng Communautéit, eng Kollektivitéit kënne matmaachen an enger Produktioun vun erneierbaren Energien. An et ass natierlech iwwerhaapt och e Prinzipp, deen an Zukunft, mengen ech, ëmmer méi wäert droen: selwer ze produzéieren, wat een da consomméiert.

Ech hu gesot, et wier e relativ techneschen Text, an trotzdeem, wat ech wëll an eisem Numm erausgräifen, ass eeben d'Tatsaach ... oder dee Message, deen an dësem Text besonnesch dran ass, ass deen: Den Zougang zu den erneierbaren Energië soll ëmmer nach méi einfach gemaach ginn. Et soll ëmmer nach méi einfach méiglech gemaach ginn. Et sollen ëmmer nach méi Méiglechkeete geschaf ginn, fir erneierbar Energien ze produzéieren an dann och ze consomméieren.

Interessanterweis gëtt iwwregens och an dësem Gesetzesprojet iwwer sougenannt experimentell Projete geschwat, wat och interessant ass, well et do da méi einfach soll Derogatioune gi vis-à-vis vun Autorisatiounen, fir kënnen esou Projeten ze probéieren, wat mir och immens begréissen, well mer mengen, dass iwwerhaapt an deem dote Beräich, a vläicht och an aneren, dann iergendwann eng Kéier de Prinzipp muss méiglech sinn, dass een eeben, well een eppes ausprobéiert, ob et kéint funktionéieren, da kann déi Derogatiounen do ginn.

Ech erlabe mer just, dräi kleng Froe bezéiungsweis Remarken ze maachen. Dat Éischt ass: D'Direktiv, déi europäesch – an d'Madamm Rapportrice huet et ënnerstrach –, soll jo virun allem d'Rechter vum Consommateur stäerken, zum Beispill och, dat steet do dran, fir esou e Präisvergläichsinstrument ze hunn, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg schonn hunn duerch de Calculix. An do hannendru steet dee grousse Prinzipp vun der Transparenz. Et soll ee wëssen, wou een drun ass, wat fir eng Energie ee consomméiert, wéi vill se kascht an och ... Ech mengen, dofir ass et och wichteg, dass mer iwwerhaapt dee Prinzipp „Transparenz" an dësem Beräich vun der Energieproduktioun a -consommatioun ganz grouss schreiwen. Wat kascht d'Energie? Wat kascht se mech? Wat kascht se de Produzent? Wat kascht se de Fournisseur? A wéi ginn och déi Präisser do zesummegestallt a gestalt a wou si mer dru mat deene Präisser, wéi se de Moment um Marché sinn?

Dat Zweet ass: Mir haten an der Kommissioun och eng Diskussioun iwwert de Schutz vun den Daten, well natierlech eng Datebank hannendrun opgebaut gëtt. A mir goufen do awer rassuréiert. Ech wëll dat awer an eisem Numm nach eng Kéier soen, dass eis dat wichteg ass, dass mer do wierklech rassuréiert sinn, dass keng sensibel Donnéeën eebe vun de Consommateuren no bausse kënnen dréngen, well natierlech do Donnéeë mussen am Ëmlaf sinn, soubal een eng Communautéit oder eng Kollektivitéit do grënnt.

An dat Drëtt – an ech wëll nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech schonn am Ufank gesot hat –: Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eng proaktiv kloer Kommunikatioun ginn, vläicht esou e Vademecum, iergendwéi en Depliant och de Leit an d'Boîte ginn, well zum Beispill hate mer eng Diskussioun doriwwer, dass et jo elo méiglech ass fir e Syndic vu Koproprietären, esou eng Autoconsommation collective ze maachen. Wéi geet dat, wann eng Koproprietéit entscheet: „Majo, op eisem Daach gëtt dann elo zum Beispill eng PV-Anlag installéiert"? Als Personne juridique kann een dat umellen, kann een dat verlaangen. Wat muss dann am Haus selwer dovu consomméiert ginn, fir dass een iwwerhaapt eng Autoconsommation collective huet? Mir haten do gesot kritt: „Dat ass dann am Trapenhaus zum Beispill. Do gëtt da schonn eppes fir d'Kollektivitéit consomméiert", dass een de Syndicken zum Beispill kloer kommunizéiert, wéi si kënne bei deene Saachen hei matmaachen a wéi d'Bierger an d'Biergerinne kënnen dorun deelhuelen.

Voilà! Ech ginn domadder och den Accord vun eiser CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass deen honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Déi energeetesch Transitioun ass ouni Zweifel ee vun deene

gréissten a wichtegste Chantieren an den nächste Joren. Den Ëmbau op erneierbar Energië bréngt eng komplett Reorganisatioun a Reorientéierung vun eisem Stroumreseau mat sech.

Mir komme vun engem System, deen zentral geréiert ass, wou grouss Produzente Stroum aspeisen a wou de Stroum och just an eng Richtung fléisst, vum Produzent bei de Konsument, hin zu engem System, dee vill méi oppen a vill méi flexibel ass.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | An deem Kader ass vill rieds vu Smart Grid a Prosumer, vun enger dezentraliséierter Stroumproduktioun. Den Ennverbraucher spillt an deem System vill méi eng wichteg Roll, well e gläichzäiteg selwer och Produzent ka sinn, deen entweeder säi Stroum selwer verbraucht oder an d'Netz aspeist.

Dës Transitioun bréngt natierlech vill Erausfuerderunge mat sech. Mee ofgesinn dovun, dass se absolutt noutwendeg ass, fir eis Klimaziler ze erreechen, bitt se och vill Chancen.

Wann ee selwer säi Stroum produzéiert, ass een zu engem groussen Deel onofhängeg vum Stroumpräis um Marché an et kann ee sech selwer versuergen. D'Autoconsommatioun vun der selwer produzéierter Energie, ob eleng oder am Kader vun enger energeetescher Gemeinschaft, stellt deemno en zentrale Volet vun dëser Transitioun duer.

Esou gesi schwätze mer u sech vun enger Demokratiséierung vun der Energieproduktioun. Bal jiddereen kann en aktiven Acteur um Stroummaart ginn. D'Stroumnetz selwer wäert also an Zukunft vill méi komplex an zum Deel oniwwersiichtlech gi mat vill méi verschiddenen Acteuren. Dofir ass et absolutt noutwendeg, e klore Kader ze schafen, wou d'Rechter an d'Flichte vu jidder Eenzelnem festgeluecht ginn.

Wat eis als DP an deem Kader awer ganz besonnesch um Häerz läit, ass, dass jiddereen och d'Méiglechkeet soll kréien, un dëser Demokratiséierung vum Stroum, vun der Stroumproduktioun deelzehuelen.

Wéi déi aktualiséiert Versioun vum PNEC virgesäit, soll op all Wunngebai eng Fotovoltaiksanlag kommen. De Staat iwwerhëlt d'Käschte fir déi Leit, déi sech et net leeschte kënnen. Als DP begréisse mer déi Mesür natierlech an hoffen, dass se och zäitno ëmgesat ka ginn.

E weidert Element an deem Kader sinn déi sougenannte Balconsanlagen, dat heescht Installatioune vun enger maximaler Leeschtung vun 800 Watt.

Als DP si mir natierlech ëmmer frou iwwer administrativ Vereinfachungen, fir méi séier virunzekommen, an dat ass hei natierlech och net anescht. Eng grouss Fotovoltaiksanlag um Daach ass natierlech besser wéi eng kleng Installatioun, mee och esou kleng Minifotovoltaiksanlage kënnen e Bäitrag leeschten.

Mir wëssen allerdéngs, dass et dacks komplizéiert ass, fir den Accord vun der Gemeng ze kréien oder och vum Syndic, fir esou eng Balconsanlag ze installéieren. Hei mussen nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, zum Beispill duerch d'Ausschaffe vun engem Règlement type.

Här President, et géif zu dësem, jo ganz spannenden, Theema nach ganz vill ze soe ginn. Ech hu mech op e puer eenzel Punkte misse beschränken. Alles an allem ënnerstëtze mir als DP natierlech dëse Projet de loi an ech kann dowéinst och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, net awer, ouni der Rapportrice, dem Jessie Thill, e grousse Merci ze soe fir seng zwee gutt Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi och dee mëndlechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bedéngt duerch déi politesch Situatioun, déi mer elo mëttlerweil säit 15 Méint erliewen, ass d'Energieversuergung, a méi generell d'Energiepolitick, erëm an de Fokus vum ëffentlechen Interessi geréckelt. Dëst muss fir d'Europäesch Unioun an domat och fir Lëtzebuerg eng Geleeënheet sinn, fir eis Energietransitioun ze acceleréieren.

Wie vun Energietransitioun schwätzt, dee schwätzt och ëmmer vun enger méi dezentral organiséierter Produktioun vun eiser Energie. Dofir brauche mer natierlech Gesetzer, déi eis eng adequat Rumm gi fir all dës Verännerungen.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn eng Partie Notiounen aus eiser Legislatioun, wéi beispillsweis den Autoconsommateur, méi kloer definéiert. Dëst weist, dass d'Roll vum Konsument vun Energie an engem déifgräifende Wandel ass. De Konsument ass net méi just an enger passiver Roll, mee e gëtt ëmmer méi selwer aktiv.

Grenzen tëschent Konsument a Produzent verschwannen hei ëmmer méi an den aktive Konsument gëtt zu engem richtegen Acteur um Energiemarché, deen ëmmer méi onofhängeg agéiere kann.

Als LSAP si mir natierlech besonnesch frou, dass d'EU-Direktiv nach eng Kéier d'Rechter vum Konsument ënnerstrach huet. Bestoend Rechter si gestäerkt ginn an zousätzlech sinn nei Rechter derbäikomm. Ech géif hei beispillsweis den Accès zu enger Vergläichsplattform vun Energiepräisser ervirsträichen, d'Recht, säi Fournisseur fräi ze bestëmmen, d'Recht, enger Communauté énergétique citoyenne bäizetrieden an och ouni Strofen erëm aus esou enger Communauté kënnen auszetrieden, och d'Recht vum Konsument, ier et zum Ofschalte vu Stroum oder Gas kënnt. Och wäit am Viraus iwwer alternativ Paiementspläng informéiert ze ginn, schéngt eis en eminent wichtegt Uleies. Mir si frou festzestellen, dass an dësem Fall verstäerkt den Akzent energeetesch Berodung an e vereinfachten Zougang zu erneierbaren Energien soll geluecht ginn.

Ech ginn deemno am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP, den Accord zu dësem Gesetzesprojet. A merci der Rapportrice, dem Jessie Thill, fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, a merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Bon, merci, Här President. Ech wëll och ufänken an e Merci soen un d'Rapportrice fir de grousse Rapport an och déi vill Wierder iwwert dee ganze Projet, deen dann awer och ganz grouss a komplizéiert ass. An ech wëll allgemeng soen, dass hei an dësem Projet eng ganz Partie Saache sinn, déi mir absolutt begréissen an déi och wichteg si fir eist Land.

Et ass dach awer och esou ..., an ech wëll do vläicht op e méi prezise Punkt agoen, dee mer awer Gedanke mécht. Et kann ee sécherlech soen: „Jo, et ass gutt, dass mer déi Leit ënnerstëtzen, déi hiren eegene Stroum wëllen doheem hierstellen an och benotzen." Mir mussen awer och déi Leit ënnerstëtzen an däerfen net déi vergiessen, besser gesot, déi de Stroum net produzéieren, mee déi de Stroum einfach bezéien, dat heescht, akafen. An ech wëll och einfach drop opmierksam maachen, dass et och an Zukunft sollt esou sinn, dass jiddwereen esou vill Stroum ka bezéien, wéi e wëll, wann en dat dann och bezilt, ouni dass e gesot kritt vun iergendengem, dat wier ze vill, an ouni dass en iergendwann och do gebremst géif ginn.

An do kommen ech e bëssen op dat zréck, wat dann och d'Dateschutzkommissioun bemängelt huet, an d'Dateschutzkommissioun huet un dësem Projet relativ vill bemängelt a si seet zum Beispill och, dass se besuergt ass, dass déi Donnéeën, déi da mat den intelligente Compteure kënnen ofgelies ginn, gehale ginn an dass déi kënne benotzt ginn, fir e „profilage extrêment détaillé des habitudes des individus" hierzestellen. An do geet et eis awer dann trotzdeem och ze vill an d'Richtung vum gliesene Bierger, a grad mat deem, wat mer trotzdeem awer esou lues a lues héieren, wou ëmmer méi Gedanken opkommen, wéi een duerno kann Energie spuere respektiv esouguer Leit mat Zwangsmoossnamen derzou bréngen, Energie ze spueren, maache mer eis Gedanken doriwwer. An duerfir wäerte mer eis och bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir waren a sinn der Iwwerzeegung, dass d'Energieversuergung net enger Marchéslogik däerf ënnerworf sinn. Generell ass fir eis d'Versuergung mat liewenswichtege Gidder a Servicer d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand, sou wéi och beim Waasser.

D'Produktioun an d'Verdeelung vun der Energie engem Zesummespill vu Maartkräften ze iwwerloossen, féiert eeben net, wéi d'Verfechter vun den europäeschen Energiemarchéen dat ëmmer erëm behaapten, zu méi déiwen a previsibele Präisser fir d'Produzent/innen an d'Konsument/innen. Et huet och net bewierkt, datt d'erneierbar Energië staark ausgebaut goufen – am Géigendeel souguer: Et ass d'Interventioun vun de Staaten iwwer Subventiounen, garantéiert Tariffer a steierlech Mesüren, déi den Ausbau vun den erneierbaren Energië beschleunege konnt. An et ass och net dat ongestéiert Spill vun de Maartkräften, dat d'Präisser previsibel a stabill hält säit engem Joer, mee d'Awierke vun de Staaten iwwert d'Präisbremsen.

De Gesetzesprojet, deen eis haut hei virläit an deen op enger iwwerschaffter europäescher Direktiv berout, gouf geschriwwe virum Iwwerfall vum Putin sengem Regimm op d'Ukrain, also bevir d'Präisser vum Stroum massiv an d'Luucht geschoss sinn an d'Staate méi oder manner concertéiert Mesüren ergraff hunn, fir d'Marchéen erëm an de Grëff ze kréien. Virun deem Hannergrond liese sech verschidde Passagë vum Gesetzesprojet hei och elo mol mat engem nawell ganz interessante Bäigeschmaach, zum Beispill, wa vun de Präisschwankunge rieds geet an der sougenannter „dynamescher Tarifikatioun". Zolidd a séier Präisschwankungen hu mir jo entre-temps kennegeléiert, an doduerch wäert et och kee groussen Interessi fir Client/eën ginn, op esou eppes zréckzegräifen, ausser – esou wéi d'CSL et och fäert –, wann déi klassesch Tariffer dann ëmmer méi deier ginn.

Prinzipiell ass jo d'Iddi, d'Konsument/innen derzou ze inzitéieren, verschidden Energieconsommatiounen – Wäsch- oder Spullmaschinne lafen ze loossen – zu

enger Auerzäit ze maachen, wou de Stroum grad bëlleg ass an e wéineg gebraucht gëtt. Net vu virera verkéiert: E Stot kann esou Sue spueren an d'Charge am Reseau gëtt och ausgeglach. Allerdéngs huet dat awer och seng Limitten. Besonnesch problematesch ass fir eis éischter d'Mënschebild, wat do gepräägt gëtt, an zwar dat vum Homo economicus an alle Liewenslagen, an dat, obwuel dat Konzept sozialwëssenschaftlech guer net haltbar ass an der mënschlecher Natur widdersprécht, jo souguer zur Entfriemung vum Mënsch vu sech selwer bäidréit.

An Zukunft soll de Mënsch als Virzeigekonsument also d'Stroumtariffer daagsiwwer am Bléck hunn, esou wéi e Broker, deen d'Aktiecoursë suivéiert. Entweeder e mécht et esou oder en huet intelligent Geräter, déi dës Decisioun fir hien treffen. Déi hunn awer en zolitte Präis a sinn nach laang net fir jiddereen zougänglech.

Stéit, déi hir Stroumrechnungen net bezuele kënnen, kréie vum Stroumfournisseur oder op Initiativ vum Office social e spezielle Compteur installéiert, iwwert deen am Virfeld de Stroum bezuelt gëtt. Dee Paragraf, dee virgesinn huet, dass de Fournisseur unilateral an op Distanz an esou Fäll kann d'Stroumzoufuer drosselen, gouf glécklecherweis erausgeholl aus dem Text, an dat, well all Stot genuch Stroum muss hunn, fir kënnen ze liewen.

Bedenklech ass awer op alle Fall d'Richtung, an déi et hei geet: Net bezuelen ze kënnen, dat ass en energiepolitescht Problem, deen iwwer Gesetz geregelt muss ginn; vill ze vill Energie ze verbrauchen, do ass et awer ganz egal, soulaang ee bezuele kann! Fir eis gëllt op alle Fall: Zougang zu Energie ass e Recht. Energie ze verbëtzen awer ass kee Recht, och kee Recht, wat ee sech soll kafe kënnen.

De Problem beim bestoenden Dispositif ass – a mir soen dat net fir d'éischt –, dass nëmmen e Stot, dee Recht op Sozialhëllef huet, de Compteur mat Virbezuelung ka kréien. Dat steet jo och an deem entspriechende Gesetz esou dran. Wann all Stot d'Recht huet op déi Basisstroumfourniture, da versti mir dat universell an net selektiv opgrond vun engem Statut am Gesetz iwwert d'Sozialhëllef. Dass dat an der Praxis offensiichtlech och e Problem ass, weise jo och d'Zuele vun den Dekonnexiounen, déi an de Joresberichter vum ILR drastinn an och vu Sozialverbänn wéi der Caritas ugeprangert ginn. Dobäi kënnt, dass déi genannt speziell Compteuren och nach deem betraffene Stot verrechent ginn. Déi sinn also duebel bestroft.

Här President, mat der méiglecher Drosselung op Distanz via e Smartmeter, déi am ursprénglechen Text ugedeit ginn ass, hu mir also gesinn, wéi eng Dier kéint opgestouss ginn. Mir hu kee generelle Problem mat Smartmeters, wa se dann agesat ginn, fir en Energiesystem am allgemengen Interessi ze stabiliséieren, awer net fir Stéit op de finanzielle Limitte potenziell ze schikanéieren.

Ech bleiwen zum Ofschloss och nach kuerz bei der Digitaliséierung vum Energienetz. Den Haaptkonflikt bei de Smartmeters war jo vun Ufank un d'Souveränitéit vun de Leit iwwer hir eegen Donnéeën. D'CSL, mee och virun allem d'CNPD bemängelen an dësem Kontext, datt déi Passagen am Gesetz ze flou bleiwen an d'Finalitéite vun dëser Datesammlung an déi méiglech Notzunge vun dëse privaten Donnéeën net genuch géifen anengen. D'CNPD werft doniewent d'Fro op, firwat net eng ëffentlech Agence d'Verantwortung iwwert dës Plattform kritt, mee e privatrechtleche Gestionnaire vum Energienetz.

Wann d'Digitaliséierung vun den Energienetzer sécherlech derzou bäidroe kann, dass d'Energietransitioun hin zu enger méi dezentraliséierter Produktioun a Späicherung vun Energie méi effikass ka vollzu ginn, sou stellt sech fir eis awer hei d'Fro, ob et net besonnesch wichteg gewiescht wier, dës Aspekter am Gesetz nietan nagelfest ze schreiwen an dat och an Zesummenaarbecht mat der CNPD, grad och, well vill Leit hei eng Aart Kontroll an Abléck vu baussen an hire Stot fäerten.

Well mir hei generell wéi och punktuell ganz seriö Bedenken hunn, stëmme mir dëse Projet net mat.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir Piraten begréissen, dass de Projet haut net nëmmen derfir suergt, dass eis Systemer a Fournisseure prett si fir d'Energië vu muer, mee dass och Sécherheete géint d'Energieknappheet am Wanter geholl gi sinn an dass déi erneierbar Energië sollen ausgebaut ginn, virun allem och d'Tatsaach, dass d'Leit, déi maner wéi 800 Watt produzéieren, sech net méi mussen un de Reseau uschléissen. Ausserdeem responsabiliséiert een d'Leit doduerch, dass et hire Stroum ass a si dann och direkt dervunner profitéiere kënnen. Et ass wichteg, dass opgehale gëtt, d'Leit ze bremsen, wa se erneierbar Energië wëlle selwer produzéieren.

Esou Projete mussen an Zukunft weider ënnerstëtzt ginn, well si sinn et, déi e wichtege Bestanddeel vun der Ofsécherung vum Stroumnetz sinn a vum Klimaschutz. Am Moment géif eist Stroumnetz et net packen, wann op eemol bei all Haus eng Born géif stoen. Wann awer all Haus eng Solaranlag hätt an doduerch seng Born op d'mannst zum Deel selwer mat Stroum beliwwere kéint, géif dat den Drock vun de Leitungen an de Stroosse reduzéieren. A well ech esou eng doheem hunn, kann ech Iech soen, dass dat super fonctionéiert, dass, wann d'Sonn schéngt, Ären eegenen Elektroauto kann opgeluede ginn. An de flotten Nieweneffekt ass: Dir fuert och nach mat Gratisstroum!

Et ass och gutt, dass Plaz gemaach gëtt fir innovativ Projeten, wat d'Notzung an d'Verdeelung vum Stroum ugeet. Mir Piraten sinn eng Partei, déi Léisunge sicht, an do muss een ëmmer oppe si fir nei Weeër. Jo, Solarbalcone sinn ee vun de Weeër, wann ee bedenkt, wivill Residenze mir hunn. Mee en anere Wee – an deen hat ech och an enger Question parlementaire schonn eng Kéier ugeschwat –, dat sinn déi Solarfelder iwwer Autobunnen, déi schonn zoubetonéiert sinn, an déi géife ganz vill Energie liwweren.

Här President, mir Piraten sinn als Digitalpartei natierlech och drop opmierksam ginn, wat den Dateschutz ugeet. Hei deele mir d'Bedenke vun der CNPD an der Chambre des Salariés, déi si geäussert hunn zu der neier Plattform. Déi soll gläichzäiteg en Zentralregister an en Outil sinn, fir anzeschätzen, wat de Stroumverbrauch ass, an eng Austauschplattform vun Donnéeën zur Notzung vum Reseau.

Och wa mir Piraten ëmmer begréissen, wann eppes digitaliséiert gëtt, esou schéngt eis déi Plattform awer virun allem e Risendatestaubsauger ze sinn. Well am Gesetz nach ëmmer keng fest Krittäre festgehale sinn, wéi déi verschidden Acteuren an d'Plattform sollen erakommen, besteet hei de Risiko vun Datelücken oder vläicht souguer vu Mëssbrauch. Mir Piraten sinn dofir, gradewéi och d'CNPD, dass hei muss e Logsystem, also Logfiles, agefouert ginn, fir kloer nozevollzéien, wie wéini op wéi eng Daten zougegraff huet. Och dass keng Späicherzäite festgehale ginn, fanne mir natierlech net gutt.

Dës Plattform schéngt also bis elo nach e grousst schwaarzt Lach ze sinn, wou d'Gestioun an den Notzen nach net 100 % kloer sinn. Wa se dann den 1. Juli online geet, musse verschidde Saache gekläert sinn. An da wëlle mir Piraten, dass hei gutt opgepasst gëtt an an Zukunft och nach eng Kéier nogebessert gëtt, wat déi zentral Plattform ugeet, an dat esou schnell wéi méiglech. Well eng Digitalisatioun dierf net bedeiten, dass den Dateschutz net méi respektéiert gëtt!

Wéi Dir gesitt, si mir Piraten trotzdeem positiv agestallt géintiwwer deene ville gudde Saachen an dësem Text. A mir wäerten den Text och matstëmmen, fir esou méi Energie ze produzéieren hei am Land.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt emol der Deputéierter Jessie Thill e grousse Merci fir de Rapport. Hei geet et ëm eng ganz komplex Matière: Et ass d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv iwwert de sougenannte „Marketdesign", an ech mengen, Dir hutt dat gutt beschriwwen. Et geet eigentlech drëm, dass de Stroummarché fit gemaach gëtt fir déi Zäit, wou d'erneierbar Energien am Mëttelpunkt stinn. Déi erneierbar Energien, dat sinn net e puer Honnert grouss Kraaftwierker, mee dat si Millioune Kraaftwierker, an doduerch demokratiséiert sech de System. Mir wëllen e méi no bei d'Bierger bréngen an natierlech kënnt och méi Flexibilitéit an de System. Dat erméiglecht dann och d'Autoconsommatioun. An ech mengen, dat, wat opgeworf gëtt, dat begréisse mer alleguerten.

Mir mussen elo kucken, dass mer dat gutt kommunizéieren a mir schaffe mat der Klima-Agence un enger Strategie, fir dat méi einfach ze maachen an der Kommunikatioun. An Dir hutt och Recht, dass mer dat virun allem och musse bei d'Syndicke bréngen, wa mer wëllen, dass déi och do méi eng grouss Roll spillen.

Balcons-PV ass och ugeschwat ginn. Do sinn also eng, zwou Hürden. Ech mengen, Max Hahn, dat ass och mir wichteg, dass mer do weiderkommen, an do wäert an nächster Zäit och nach eppes geschéien. Mir sinn do amgaang, nach zwee kleng Steng aus dem Wee ze raumen a wäerten dann och nach eng Kéier dozou kommunizéieren, dass dat ... Et ass eng einfach Form och fir Leit, déi net d'Méiglechkeet hunn, eppes um Daach ze maachen. Mir kënnen awer dann op hirem Balcon eppes maachen.

Eng vun de groussen neie Méiglechkeeten heiranner sinn esougenannten „Aggregateuren", dat heescht, dat si Firmaen, déi sech drop spezialiséieren, grouss a kleng Clienten ze bündelen an hinnen domadder eebe Servicer unzebidden, fir Stroum ze spueren oder awer och eng Masse critique opzebauen, fir de Präis vum Stroum ze verhandelen. Dat ass eppes, woufir mer hei zu Lëtzebuerg elo ganz, ganz wäit d'Dieren opmaachen, well dat och eppes ass, wat eigentlech eng gewëss zousätzlech Konkurrenz an de Marché erabréngt, a wat awer och all deenen – also net nëmmen deem klenge Client – hëlleft, mee natierlech och engem grousse Bürosgebai, och de klengen a mëttleren Entreprisen an och eisen Industriellen.

D'Recht op d'Innovatioun an d'Experimentatioun ass ugeschwat ginn. Dat ass mir och ganz wichteg, dass mir dat elo hei verankeren, fir dass mer eeben den Netzbedreiwer méi Méiglechkeete ginn, fir déi Erausfuerderungen, déi virun hinne sinn, och emol mat Saachen ze testen. Ech denken do un esou eppes wéi Vehicle-to-Grid, dat heescht, an Zukunft wäerten

d'Autoen, d'elektresch Autoen, kënnen an d'Netz aspeisen, an déi eng Richtung, an déi aner Richtung. Wann ee gär esou ee Projet test, dann hätte mer eigentlech am Moment immens héich Hürden, bürokratesch Hürden, fir esou en Test ze maachen. An heimadder schafe mer eis elo als Land d'Méiglechkeet, fir do méi Innovatioun ze maachen.

An insgesamt wëlle mer Lëtzebuerg opstellen als e Virreider vun der Digitaliséierung an der Intelligenz am Stroumsystem. Duerfir ass och déi lescht Méint ganz intensiv geschafft ginn, virun allem op der Säit vun der Creos, fir déi national Energiedateplattform virunzebréngen.

Dat bréngt eis méi Transparenz a méi Disponibilitéit vun den Donnéeën. Dat gëtt och de Clientë méi Méiglechkeeten, well se méi Donnéeën hunn an dann och méi selwer kënnen aktiv ginn. Dat vereinfacht och d'Wiesselen, wann ech emol bei en anere Stroumfournisseur wëll goen, an dat gëtt eigentlech eng Plattform och fir all déi Méiglechkeeten, fir zum Beispill mat engem Drëtten dann a mengem Bürosgebai oder a menger Entreprise Stroum ze spueren.

A wat och ganz wichteg ass: Et hëlleft och der Autoconsommatioun. Wann ech an engem Appartementshaus zu e puer eng Solaranlag maachen, kann ech dann heiriwwer vill méi einfach déi ganz Ofrechnunge maachen. Déi Energieplattform, déi wäert virum Summer mat zwee éischte Servicer aktiv ginn. A well et do jo nach eng Rei Froen hei am Raum gëtt, géif ech einfach virschloen, dass mer eng Kéier mam President vun der Kommissioun kucken, dass mer Iech dat dann, wann et esou wäit ass, eng Kéier am Detail virstelle kommen, fir dass mer och op déi Froen, déi Der hutt, kënne gutt Äntwerte ginn.

Dann hu mer hei nach eppes vun der Elektromobilitéit dran. Ech mengen, do musse mer eis conforméiere mat den europäesche Reegelen. A beim Chargy, do wäerten d'Gemengen och agebonne ginn dee Moment, wann dat eescht gëtt, dat ass eréischt an e puer Méint. Dat heescht, d'Gemenge wäerten de moment venu do ganz enk agebonne ginn an informéiert ginn.

An dann hu mer hei nach beim Gas eng Mesür ëmgesat: Et ass esou, dass mer als Äntwert op dem Putin säin Aggressiounskrich an Europa d'Gasspäicher, déi bis dohinner reng marktwirtschaftlech fonctionéiert hunn, an eng Obligatioun geholl hunn, dass déi musse gefëllt ginn, an do hu mir och Obligatiounen, och wa mir hei am Land keng Gasspäicher hunn. An iwwert dëst Gesetz erméiglechemer eeben, dat och ëmzesetzen.

Dat hei si ganz vill technesch Detailer, mee am Endeffekt geet et hei drëm, et den erneierbaren Energië méi einfach ze maachen op deem europäesche Stroummarché an de Bierger – awer och allen anere Konsumenten – méi Rechter ze ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7876. Den Text steet am Document parlementaire 7876[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7876 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 53 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7876 est adopté par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Déclaration gouvernementale relative au projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)

Heure d'actualité au sujet des implications du projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023) sur l'actuelle répartition du Fonds de dotation globale des communes

Mir héieren haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert de Programme directeur vun der Landesplanung, de PDAT, an eng Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass iwwert d'Implikatioune vum PDAT op déi aktuell Repartitioun vun de Gemengefinanzen. Uschléissend féiert d'Chamber eng gemeinsam Debatt, fir déi d'Riedezäit e Modell 1 mat der Riedezäit fir eng Aktualitéitsstonn ass. An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Minister fir Landesplanung, den Här Claude Turmes.

Déclaration

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President, merci, léif Deputéiert, merci och Taina Bofferding, der Inneministesch, déi och de Mëtteg mat an der Debatt derbäi ass an och zum Schluss wäert intervenéieren.

Haut diskutéiere mer doriwwer, wéi mer dee klengen Territoire vun eisem Land an Zukunft wëllen entwéckelen, an dat gëtt festgeluecht am sougenannte PDAT, am Programme directeur d'aménagement du territoire.

Fir déi Debatt vun haut beschtméiglech virzebereeden, hutt Dir als Deputéiert am Laf vun der leschter Woch de Rapport vun der Consultation publique geschéckt kritt, an de Projet selwer vum PDAT ass jo eigentlech säit September 2022 bekannt.

De Programme directeur d'aménagement du territoire ass eis national Strategie mat konkreeten Ziler, konkreete Projeten, awer virun allem och mat ganz vill Dialog iwwert d'territorial Entwécklung an eebe ganz vill Zesummenaarbecht zwëschent der Regierung an de Gemengen, fir eeben eist Land territorial méiglechst gutt déi nächst 20 Joer ze entwéckelen. Et geet eigentlech hei ëm d'Koordinatioun vun de Secteurpoliticken an natierlech dann och ëm d'Schnëttstell mat de Gemengen.

Den aktuelle PDAT, deen nach gëllt elo, dat ass dee vun 2003, sengerzäit de Landesplanungsminister Michel Wolter, an dat war vun den Iddien hier wierklech e ganz gudde Programm. A mir hunn eis ganz vill dorobber baséiert a mir hunn natierlech och d'Erfarungen um Terrain aus de leschte Joren nach do mat afléisse gelooss, fir eng Rei Verbesserunge virzeschloen.

Firwat en neie Programme directeur? Vläicht dräi Haaptgrënn:

Dat Éischt, dat sinn natierlech eis Wirtschaftsdynamik an eis Bevëlkerungsdynamik. Eist Land huet 177.000 Awunner méi kritt iwwert déi lescht 15 Joer. Dat ass en Zouwuess vu 37 %. Wou ass déi Populatioun, wou huet déi sech niddergelooss? Si huet sech vill an der Stad a ronderëm niddergelooss a si huet sech ganz vill a ländleche Gemengen niddergelooss, souguer iwwerproportionell. An dat, wat eigentlech am PDAT vun 2003 ugeduecht war, dass ganz vill Populatioun sech am Süde vum Land sollt nidderloossen an och an den CDAen, an de sougenannten „zentralen Orten", dat ass eigentlech net esou geschitt, wéi dat deemools virgesi war. Dat heescht, et ass eigentlech, obwuel dat ugeduecht war, net zu där Stäerkung komm vun den „zentralen Orten" an deelweis och populatiounsméisseg net zu der Stäerkung vun der Nordstad respektiv der Stäerkung vun der Südregioun.

Bei den Aarbechtsplazen ass et esou, dass de Gros vun den Aarbechtsplazen – an dat sinn der plus ou moins 10.000 pro Joer –, nach ëmmer an der Stad Lëtzebuerg an an de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geschitt. Positiv ass awer, dass de Süden eng besser Evolutioun huet wéi déi Jore virdrun an dat kann ee ganz kloer festmaachen um Projet Belval. Dat heescht, déi politesch extreem couragéiert Decisioun vum deemolege Landesplanungsminister Michel Wolter, fir de Belval als en zweete Pol, och aarbechtsplazméisseg, vum Land ze entwéckelen, huet sech herno konkreet um Terrain als eng gutt Iddi erwisen an huet och e besseren Equiliber elo geschaf am Beräich vun den Aarbechtsplazen.

Dat, wat awer immens héich bleift, ass eise Buedemverbrauch. Mir verbrauchen 180 Hektar pro Joer. Dat sinn 240 Fussballsterrainen, déi mer all Joer zousätzlech artificialiséieren – 240 Fussballsterrainen! –, 0,5 Hektar pro Dag, an dat huet natierlech en negativen Impakt op d'Biodiversitéit; et ass ee vun de Grënn vun den Iwwerschwemmungen. Mir ginn déi nächst Joer mat Klimaverännerunge confrontéiert, dat heescht, wa mer esou vill géife versigelen, da kréiche mer Erhëtzungen. De Buedem ass och wichteg fir d'CO_2-Speicherung, an – an dat war och an dem Avis vun der Chambre d'Agriculture an och vum FLB ass dat ervirgestrach ginn –, mir vernichten och ganz vill Hektare gutt Land fir d'Landwirtschaft an och fir de Geméisubau.

Dat heescht, obwuel de PDAT vun 2003 gutt Usätz hat, hu mer eigentlech dee fulgurante Wuesstum net

duerch déi Instrumenter, déi mer bis elo haten, an de Gréff kritt, a well d'Wirtschaftsprognose vum Statec och net drop hiweisen, dass mer déi nächst Jore manner Aarbechtsplaze géife kreéieren, mengen ech, si mer einfach an der Situatioun, dass dat, wat mer bis elo hunn, net duergeet, fir eeben eng gutt Landesplanung hinzekréien, och wann et – an dat hat ech virdrun erwäänt –, duerch eeben de Belval, dee ganze Projet vun der Uni, d'Startuppen do ronderëm, zu engem gewësse Rééquilibrage komm ass bei den Aarbechtsplazen.

Dat heescht, eis aktuell Landesplanungspolitick ass net gutt genuch, well eis Defien natierlech och grouss sinn. Mir wëlle méi Logement, fir datt eis Kanner nach doheem en Doheem fannen. Mir wëllen de Schutz vun eise Liewensraim, fir datt mer nach propper Loft a proppert Waasser hunn. Mir wëllen awer och genuch Raum fir eng Landwirtschaft a fir wirtschaftlech Aktivitéiten. An eist Land wiisst awer net mat. Dat heescht, mir hunn do wierklech Zilkonflikter, déi mer musse probéieren, duerch eng gutt Landesplanung, duerch eng Optiméierung, besser an de Gréff ze kréien. Eng inexistent oder eng ze schwaach Landesplanung, dat féiert zu Stau, dat féiert zu méi Verschmotzung an et kritt och deen héije Wuesstum – virun allem déi negativ Konsequenzen dovunner – net an de Gréff. Dat wëlle mer net an dat kënne mer eigentlech och net zouloossen. An duerfir, mengen ech, brauche mer fir d'Landesplanung insgesamt méi en héije Stellewäert.

Fir dass d'Landesplanung méi en héije Stellewäert huet, brauche mer e Konsens iwwert d'Prioritéiten a mir mussen eis un den Dësch setzen. Dat ass net ëmmer einfach, mee et ass extreem wichteg an et funktionéiert och. D'Ziler an d'Planung, déi ech Iech elo méi am Detail nennen, dat ass dat eent. Mee dat, wat nach vill méi wichteg ass, dat ass den Dialog, d'Kooperatioun virun allem och zwëschent der Regierung an de Gemengen an dann natierlech och ëmmer méi mat der Abannung vun de Bierger, awer och vun de Wirtschaftsacteuren.

Aus der Erfarung vun deene leschte Joren, an deenen ech d'Chance hat, Landesplanungsminister ze sinn, an aus ville Gespréicher och an aus vill Zesummenaarbecht mat de Gemenge sinn ech zur Konklusioun komm, dass mer véier Prinzippie brauchen, fir déi Landesplanung ze verbesseren:

Dat Éischt ass: manner Buedem verbëtzen.

Dat Zweet ass: Do plangen a bauen oder esou plangen, dass mer do bauen, wou et Sënn mécht, fir dass mer den Trafick an de Gréff kréien. Dat heescht, mir mussen do bauen, wou mer gutt Chancen hunn, den ëffentlechen Transport effikass ze organiséieren.

Eis Landschaften, eis Natur schützen an dann awer och et méiglech maachen, dass Servicer, déi d'Leit brauche fir eng gutt Liewensqualitéit, d'Schoulen, d'Medezinn, d'Liewensmëttel, déi staatlech a kommunal Administratiounen, de Sport, dass déi no bei de Leit sinn. An duerfir brauch een eeben eng gewësse Prioritéitesetzung.

Déi zwee éischt Objektiver sinn nëmmen ëmzesetzen an engem enken a strukturéierten Dialog zwëschent Staat a Gemengen, well eis Gemengenautonomie ass eis wichteg. Awer op där anerer Säit brauche mer och eng staark Landesplanung. Dat heescht, mir kréien déi Enner nëmme beieneen, wa mer zwëschent der Regierung an de Gemengen eng gutt Zesummenaarbecht hunn.

An da gëtt et e véierte Punkt, mengen ech, wou ech och hoffen, dass mer e Konsens kréien: Mir mussen och grenziwwerschreidend handelen, well mir si keng Insel, a villes géif sech eigentlech iwwert d'Grenze besser organiséieren. Mir hunn 220.000 Frontalieren, mir hunn och ëmmer méi Staatsbierger, déi op där anerer Säit vun der Grenz liewen, also hu mer en Interesse, dass déi Grenze fir de Bierger am Alldag esou wéineg wéi méiglech sichtbar sinn. An dat musse mer organiséieren, eeben och iwwert d'Landesplanung.

Dann ass d'Fro: Hu mer en anere Politickberäich, wou mer eis kënnen inspiréieren? Wéi bréngen mer eng héich wirtschaftlech Dynamik eebe quasi ressourcëschounend zesummen? Ech mengen, dass mer dat fäerdegbréngen an eiser Klima- an Energiepolitick, well mer dräi Saachen do maachen: Mir setzen Ziler, mir probéieren, méi effizient ze sinn, a mir hunn erneierbar Energien.

An ech wëll vläicht eng Parallell maachen zu deem, wat mer an der Landesplanung kënne maachen. Och do brauche mer konkreet Ziler. Mir mussen eise Buedemverbrauch reduzéieren an d'Iddi ass: vun 0,5 Hektar pro Dag op 0,25 an da Richtung Netto-Null bis 2050. Et ass e bëssen esou, wéi mer dat beim Klimaschutz maachen: 55 % Reduktioun bis 2030 an da Richtung Netto-Null.

An d'Verdueblung vun der Energieeffizienz, wann een dat elo bei der Ressource Buedem kuckt, dann ass dat eigentlech näischt aneres wéi Buedem, dee scho genotzt ass, besser notzen. A mir hunn d'Chance, dass mer immens vill Frichen hunn an ech wäert herno nach eng Kéier do méi an den Detail goen, dat heescht, déi Frichen notzen ass eeben eng zousätzlech Effizienz eigentlech am Beräich vun der Landesplanung.

An da sinn d'erneierbar Energië vun der Landesplanung eigentlech de Multiuse; dat heescht, datt ech, wann ech e Gebai hunn, wann ech eng Schoul hunn, nach aner Notzung derbäi hunn, dass déi Schoulinfrastrukturen, déi Sportinfrastrukture virun allem, net nëmme vun der Schoul genotzt ginn, mee och vun de Bierger a vun de Veräiner. Dat heescht, och do hu mer en Optiméierungspotenzial.

An déi aner Parallell mat eiser Klima- an Energiepolitick: Firwat si mer do erfollegräich? Ma well mer e Klimapakt hunn, bei deem mer strukturell mat de Gemengen zesummeschaffen. A wa mer bei der Landesplanung wëllen erfollegräich sinn, da brauche mer eigentlech en Urbanismuspakt zwëschent der Regierung an de Gemengen. An dat ass och dat, wat ech am Kapp hunn, fir eeben, wa mer de PDAT bis ugeholl hunn, wéi mer sollen zesummeschaffen. Dat heescht, kloer Ziler festleeën, Projeten an Instrumenter a virun allem eng ganz enk Kooperatioun mat de Gemengen. De Buedemverbrauch eebe probéieren ze halbéieren, also vun 0,5 Hektar op 0,25 pro Dag bis d'Joer 2035. Mir sinn net déi eenzeg, déi dat maachen. D'Fransousen hunn dat schonn an engem Gesetz verankert, d'Belsch an déi Däitsch sinn amgaang, drun ze schaffen.

Dat heescht net, dass mer eis net méi entwéckelen a mir hunn e puer Zifferen, e puer Zuele recherchéiert. Wa mer déi dote Reduzéierung maache vun dem quasi Neibauen op der Grénger Wiss, dann hu mer nach 2.400 Hektar op der Grénger Wiss. Mee do derzou kommen awer nach eng Kéier 1.900 Hektar, also bal déi selwecht Zuel Hektaren, déi mer op de Frichen hunn oder innerhalb vun de Perimeteren. Dat wësse mer, well mer mat de Gemengen de Raum+-Prozess hunn, bei deem mer mat all Gemeng eeben déi Flächen analyséiert hunn.

Dat heescht, mir hunn en immense Potenzial op deene Frichen an dee solle mer och notzen: Diddeleng, Metzeschmelz, Rout Lëns, Axe central zwëschent Dikrech an Ettelbréck, Wolz, Porte de Hollerich, Miersch, Dummeldeng. Dat heescht, mir hunn do immens vill Méiglechkeeten. An do wäerten och nach nei Frichen derbäikommen. Zum Beispill si mer amgaang, zu Féiz ze kucken, wéi mer kënnen déi immens Parkingsflächen do notzen, fir eeben och do eng aner Urbaniséierung ze kréien. Oder Plaze wéi Maarteleng, Rodange, Waasserbëlleg, wou haut immens vill Tankstelle sinn, wäerte warscheinlech mat der Zäit iwwert d'Elektromobilitéit, wou jo de Gros vum Tanken doheem geschitt, wichteg Fläche sinn. An déi Gemengen, mengen ech, kënnen och schonn ufänken nozedenken, wat een eigentlech op engem Deel vun deene Fläche ka maachen.

Gutt, an dat anert ass eppes, wou ech fannen, dass mer eis kënnen un der Schwäiz inspiréieren. D'Schwäizer hunn e ganz groussen Deel, besonnesch vun hiren Aarbechtsplazen, iwwert déi lescht zéng, zwielef Joer ronderëm d'Garë konzentréiert. An dat ass och en Exercice, wou mer amgaang sinn ze kucken: Wou kënne mer ronderëm Garë verdichten an dann eeben do d'Aarbechtsplazen hibréngen, och de Coworking hibréngen? Dat heescht, d'Garen, déi un der Peripherie si vum Land, si wichteg. An ech mengen, dat bréngе mer jo och scho fäerdeg. Wann ech elo eleng kucken: d'Gare Howald, d'rue des Scillas, ... ech mengen, wou Hesper an d'Stad Lëtzebuerg ..., wat mer do fir eng, géif ech soen, flott Verdichtung fäerdegbréngen, an da gesäit een, wat do ronderëm d'Garen eigentlech fir e Potenzial do ass. An dat wäerte mer och nach op e puer anere Plaze maachen.

Dat anert, dat wichteg ass, fir ze gesinn, dass mer wierklech d'Entwécklung net beschneiden, sinn déi aktuell Pläng vum Logement, also de Plan sectoriel „Logement" an de Plan sectoriel vun de „Zones d'activités économiques". Déi bleiwe voll bestoen a se gi souguer optiméiert. Zu Diddeleng ass an de Gespréicher, mam Buergermeeschter geschitt et, eng gewësse Verdichtung op deem Areal, wou d'Schmelz fréier war zu Diddeleng. An dat bleift awer en immens flotte Projet mat vill Gréngs, manner Autoen, vill méi Rou. An déi Projeten, déi am Plan sectoriel „Logement" sinn, si jo alles Projeten, wou mer mindestens 30 % Logement abordable kréien. An déi wäerte mer zügeg ëmsetzen. Do ass e grousst Potenzial. A mir hunn zesumme mam Inneministère e Guide éco-urbanisme a mir hunn och e Planungshandbuch, fir d'PAPen an eeben och déi grouss Projeten ze optiméieren. Dat heescht, eng gewëssen Densitéit kann, wann et gutt gemaach ass, an dat beschreiwe mer an deene Guiden, eeben och kombinéiert gi mat enger ganz, ganz héijer Liewensqualitéit.

Dat selwecht gëllt fir d'Aktivitéitszonen, wou mer mam Franz Fayot och e Guide gemaach hunn a wou mer elo amgaang sinn, déi Ressourceterrainen an deenen Aktivitéitszone vill besser ze notzen. A mir hunn eigentlech schonn zwee gutt Beispiller: d'Schëfflenger Gemeng „Op Herbett" an dann den Automotive Campus zu Biissen, wou en zentraalt Parkhaus ass, zentral Versammlungsraim an esou weider, dat heescht, wou mer eigentlech Terraine vill méi sënnvoll notzen, wéi datt mer einfach op enger plakeger Fläch eng Versigelung hunn, fir Autoen drop ze stellen. D'Autoe sinn do nach ëmmer wichteg, mee si sinn a Parkhaiser an doriwwer spuere mer Plazen.

An och bei de grousse staatleche Projeten, virun allem bei de Schoulen, wëlle mer nei Weeër goen. Op Metzeschmelz gi Schoulen op méi Stäck gebaut an dat gëtt vun Ufank un esou gemaach, datt effektiv déi ganz Sportinfrastrukturen, d'Schoulhäff och do si fir d'Leit, déi am Quartier wunnen an och fir d'Veräiner.

An dann hunn ech ... An all deenen doten 1.900 Hektar ass net dran: d'Régénération urbaine vun de Quartiers existants, ob dat elo Gaasperech ass, Lampertsbierg, Bouneweg oder zu Esch-Lalleng oder Quartieren zu Déifferdeng. A mir ginn dovun aus – also mir sinn do amgaang, elo ze kucken, dass mer méi prezis Zuelen hunn, dass mer ongeféier 10 % vun eiser Bevëlkerung einfach och doduerch, dass an deene Quartieren

Evolutioune sinn, déi mer awer musse besser plange wéi an der Vergaangenheet –, dass och do e grousst Potenzial ass.

Ech mengen, eng Rei Froen och vun de Gemenge si komm zu deem, wat mer technesch „seuils théoriques communaux maximaux d'artificialisation du sol" nennen. Dat si jo Riichtwäerter. Eng Fro war: „Jo wann elo bei mir d'Aktivitéitszon ass, dann ass dat jo onfair, dass déi mir ugerechent gëtt." Déi wäerte mer esou maachen, dass dann eeben de Schlëssel ass vun all deenen, déi Member sinn an där Aktivitéitszon, well dat jo méi fair ass. An eng selwecht Approche musse mer och fannen, wann et zum Beispill ëm e Lycée geet.

Wichteg ass, dass dat, wat mer do an de Raum stellen, eng Orientéierung ass. An déi Orientéierung soll mat de Gemengen dann, déi jo den Terrain am beschte kennen, am Detail da gekuckt ginn a virun allem och deelweis räumlech, dat heescht iwwert d'Gemengegrenzen ewech, well mer déi Iddien, mengen ech, um Terrain just lande kënnen, wa mer ganz enk mat de Gemengen zesummeschaffen.

Zweete Punkt ass: Do bauen, wou et Sënn mécht. Dat sinn déi sougenannten „armatures urbaines". Déi hu mer quasi eent zu eent iwwerholl, och vun 2003, well mer déi nach ëmmer richteg fannen. A mir hunn zwou Ännerunge gemaach. Mir hu Mondorf derbäigeholl, well dat einfach an der Realitéit eng wichteg Entwécklung ass ënnen am Süden oder am Südosten, a mir hunn Ierpeldeng un der Sauer derbäigeholl, well dat eigentlech de Kär ass vun der Nordstad.

Mir hunn eng Rei Gemengen, déi wollten och CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction) ginn. Mir hunn dat awer net kënnen ophuelen, well CDA kann een net bradéieren, kann een net verwässeren. CDA ass en Anker an enger Géigend a mir kënnen do net jiddwereе CDA maachen, well soss mécht dee Status kee Sënn méi.

A wat awer wichteg ass: Mir mussen déi Zesummenaarbecht zwëschent enger Uertschaft, déi e CDA ass, an dem Ëmland besser organiséieren. An duerfir hu mer och elo eng zéng Espaces d'action kreéiert, fir eeben déi Schnëttstell zwëschent engem zentralen Uert an der Géigend ronderëm besser ze maachen.

A fir Iech ee Beispill ze ginn: Am Réidener Kanton hu mer eng Etüd Visioun 2035 mam Réidener Kanton, an do kucke mer elo, ob mer zu Réide kënnen eppes maache wéi e Guichet unique, fir eebe fir déi Suerg, déi heiansdo do ass, dass d'Leit mengen, d'Servicer wieren net méi no genuch un hinnen, eng praktesch Léisung ze fannen.

An dat anert, wat mer gemaach hunn, sinn dräi Visions territoriales fir d'Nordstad, fir de Süden a fir d'Agglozentrum – eng ganz flott Aarbecht iwwert déi lescht dräi Joer mat eeben dem Prinzipp Buedem gutt notzen, Verkéier besser plangen, Logement abordable an esou weider an esou weider. An domadder hu mer schonn eng gutt Basis quasi fir haut en Territoire vun 63 % vun eiser Bevëlkerung.

Wa mir wëssen, wou de Wuesstum stattfënnt, da kënne mer déi noutwendeg Infrastrukture schonn éischter bauen. An dat ass jo genee dat, wou mer net esou gutt waren déi lescht Joren. Mir lafen eigentlech déi ganzen Zäit der Evolutioun hannendru mat de Kläranlagen, mat de Schoulen, mat aneren Infrastrukturen. An d'Iddi vun enger staarker Armature urbaine, déi mer dann och méi konsequent anhalen, ass eeben, dass dat eis och hëlleft, bei den Infrastrukturen zäitlech besser ze sinn, an dat spuert och Geld, wa mer déi Infrastrukturen optiméieren.

An dat anert, wat jo och schonn 2003 ugeduecht war, ass de Lien zwëschent dem Urbanismus an der Verkéiersplanung. Dee ganze Plan national de mobilité vum François Bausch sengem Ministère ass op der Armature urbaine opgebaut. Dat heescht, déi Zentren, déi „mobility hubs", déi am Plan national de mobilité stinn, sinn eent zu eent gespigelt mat der Armature urbaine.

Grenziwwerschreidend Planung: Ech mengen, ech brauch net méi ze erklären, firwat déi wichteg ass. Ech si frou, dass ech iwwert den Interreg 50 Millioune fonnt hunn, soudass mer elo endlech an enger anerer Envergure kënne mat de Nopeschregioune schaffen. A mir probéieren, e Konzept ze definéieren, dat nei ass. Dat ass d'Aire fonctionnelle de l'économie du Grand-Duché de Luxembourg. Dat heescht, do huele mer och all d'Gemengen eran, wou 50 % vun den Aarbechter oder Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg sinn, obwuel dann d'Leit an engem anere Land sinn. An dat gëtt e Complement zu der Grande Région. A genee mat deene Regioune schaffe mer elo zesummen, mat deene Gemenge mat siwe Brécken, déi mer eigentlech vu Lëtzebuerg aus an d'Groussregioun maachen, am Süde bei Esch, Suessem an dann op der franséischer Säit zu Déifferdeng, op där anerer Säit zwou nei Kooperatioune mat der Wallonie, eng op der Musel an dann eng mat der däitschsproocheger Gemeinschaft uewen am Norden an nach eng, déi eigentlech den däitschlëtzebuergeschen Naturpark spigelt. An och do hu mer dann endlech aner finanziell Moyenen, fir eebe mat deene Grenzregiounen zesummenzeschaffen.

Dir wäert soen, Pabeier wier gedëlleg. Ech gesinn dat och esou. Dat heescht, dat wichtegst bei der Landesplanung ass d'Ëmsetzung an der Praxis. An duerfir ass et wichteg, dass mer natierlech an der Regierung eis Koordinatioun hunn an déi Schnëttstell mat de Gemengen. An ech wollt eigentlech elo nach zum Schluss e bësse weisen, wéi eng grouss Projeten dass mer zesummen déi lescht Joren entwéckelt hunn a firwat ech eigentlech och esou optimistesch sinn, dass mer bei der Landesplanung déi nächst Jore wäerte gutt weiderkommen.

Mir hu virun zwou Woche mat Unanimitéit am Escher an am Schëfflenger Gemengerot d'Metzeschmelz, d'PAG-Ännerunge gestëmmt. Dat ass d'Resultat vu véier Joer enker Zesummenaarbecht vu siwe Ministèrë mat deenen zwou Gemengen. An ech mengen, dat gëtt en immens flotte Projet an dat weist eeben och, dass e ganz wäitreechend neien Urbanismus eeben och mat de Gemengen do zesummen erschafft ginn ass. Mir schaffen och um Crassier Terres Rouges mat der Escher Gemeng a mat dem franséische Géigepart. Mir hunn e ganz, ganz flotte Projet zu Féiz. Do ware mer an de Gemengerot. Déi sinn och dermat d'accord, dass mer elo e Masterplang maachen, fir eeben dee Zoning commercial zu Féiz no an no progressiv ëmzebauen an en interessante Quartier mixte, wou vill méi Leit kënne wunnen, wou awer och Coworking ass an awer och weiderhi Geschäfter sinn.

Mat de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg – d'Stad Lëtzebuerg an déi Gemenge ronderëm – hu mer eng Aarbecht am Moment, déi ech och wierklech super interessant fannen. Dat ass e Konzept vun enger Ceinture verte vun der Stad Lëtzebuerg. Mir hunn déi immens Chance, mir hunn de Bambësch, mir hunn de Gréngewald. Mee mir hunn awer och Autobunne gebaut, déi et hei zu Stroossen de Leit net méi erméiglechen, fir eigentlech an de Bambësch ze kommen. A mir schaffen elo drun, dass mer mat deene Gemengen e Konzept kréien, wéi mer aus de Quartieren an d'Natur kommen a wéi d'Natur awer och eran an d'Uertschafte kënnt, fir eebe sécherzestellen, dass mer op deene Plazen, wou vill Leit wunnen a liewen a schaffen, och vill Natur hunn. Well dat ass menger Meenung no eng Saach vun der Akzeptanz. Ech kann net d'Leit an d'Stied bréngen ... a si wëllen net dohinner, wann et net och do eng immens héich Naturqualitéit eigentlech gëtt, an dat wëlle mer iwwert dee Projet sécherstellen.

An der Nordstad – ech gesinn hei de Buergermeeschter vun Ettelbréck – hu mer ganz gutt zesummegeschafft déi lescht fënnef Joer, och do fir eng Visioun. Wat do wichteg ass, ass Héichwaasserschutz. Et ass eng Regioun, wou et net einfach ass mam Héichwaasser. Dat verbessere mer. Et ass eng Stad, déi eigentlech an der Natur läit, a si gëtt awer haut immens geschiedegt duerch d'Mobilitéiten, wou mer och eng ganz enk Zesummenaarbecht hunn, fir eeben e Contournement de proximité ze maachen, fir de Leit an der Nordstad eng gutt Liewensqualitéit ze bréngen.

An dann e Beispill vu Régénération urbaine probéiere mer elo zu Déifferdeng: 4.000 Haiser analyséiert, Schnëttstell mam Denkmalschutz, och mat den Handwierker, mat de Banken, fir elo déi Gebaier ze renovéieren an da parallell dozou och Quartiersrenovéierung ze maachen zu Déifferdeng. A mir haten deslescht an der an eiser Reunioun mat der Stad Lëtzebuerg, also mat dem Regionalforum Zentrum, der Stad Lëtzebuerg an de Gemengen ..., do war och de Buergermeeschter vun Hesper, den Här Lies, a mir haten do eng gutt Diskussioun iwwert d'Erausfuerderung, wéi mer an de Quartier-existanten eigentlech déi Planungskultur, déi mer schonn elo hunn an den neie Quartieren, och dohinner kënne bréngen. Dat ass méi komplex, well ech jo do manner Mainmise hunn iwwert Terrainen a wat do geschitt. Mee trotzdeem, mengen ech, ass dat awer esou, dass mer alleguerten en Interêt drun hunn an och erkennen, dass mer dat mussen an Zukunft besser maachen.

(Interruption)

Nach e Wuert zum ländleche Raum: An den dräi Naturparke wäerte mer ...

(Interruption)

Ass Gréiwemaacher ländleche Raum? Et ass eng Région ultrapériphérique Gréiwemaacher, oder?

(Hilarité)

M. Léon Gloden (CSV) | Mir sinn d'Metropol am ländleche Raum.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, ok.

M. André Bauler (DP) | Et ass d'Muselmetropol.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Déi dräi Naturparken – fir eeben och do matzehëllefen de Gemengen – kréien elo dräi, also jiddwereе kritt en Urbanist oder eng Urbanistin, fir eeben do op de Wee ze goen.

An och am Réidener Kanton schaffe mer jo un enger Visioun.

An ech ginn Iech zwee Projeten, bei deenen ech fannen, dass och do urbanistesch eng gutt Qualitéit ass. Gemengt ass e Projet, dee scho méi laang hier ass zu Pëtschent, wou eng Kéier eng schéi Siidlung gemaach ginn ass am ländleche Raum, an déi aner ass eng, déi elo an der Gemeng Sëll zu Schweebecher Bréck entsteet, wou d'Autoen ausserhalb stinn. Dat gëtt där Strooss eng besser Wunnqualitéit an et gëtt och manner Fläch versigelt.

Zum Schluss: Dee PDAT wäert nëmmen e Succès hunn, wa mer gemeinsam déi Ziler uginn. Et ass eng Leitlinn. Et ass en Dokument, dat op den Erfarunge berout, och op de gudden Erfarunge vun der Zesummenaarbecht vun de leschte Joren. An et ass eigentlech e Mëttelwee zwëschent der Gemengenautonomie op där enger Säit, déi mer respektéieren, a gläichzäiteg awer och

den Defie vum Land, déi mer mat der Landesplanung mussen ugoen. Et gëtt eng Direktioun, et gëtt eng Richtung un, an déi mer Lëtzebuerg wëllen a kënnen entwéckelen. An et setzt op dat, wat d'Qualitéite vu Lëtzebuerg ausmécht: sech eens ginn, matenee schwätzen, och emol iwwert d'Partei- a Gemengegrenzen ewech gesinn an zesumme Projete maachen. An dat sinn eis Erfarungen aus Krisenzäiten.

Mir hunn dat an der Tripartitt fäerdegbruecht, dass mer eeben all Acteuren zesummebréngen, dat heescht, dass mer, wann et drop ukënnt – an ech mengen, bei der territorialer Entwécklung vum Land muss et och elo drop ukommen –, zesummeschaffen. Duerfir hoffen ech hei op Är Ënnerstëtzung fir eng staark Landesplanung aus, géif ech soen, enger gewësser Léift zu eisem schéine Land.

Merci.

Plusieurs voix | O!

D'autres voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat do war terribel.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn an d'Wuert huet den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Sou, merci, Här President. Merci awer virun allem dem Minister fir déi Deklaratioun, déi mer elo haten – ech muss hei e bëssen an d'Luucht goen, da geet et besser –, mee virun allem och fir dee Projet vum PDAT an och fir déi Diskussiounsméiglechkeet, déi mer haut hei hunn.

Et ass net méiglech, fir an 30 Minutten déi 300 Säiten, déi mer kruten, an déi 70 Säiten, déi mer virun enger Woch nach derbäikruten, am Detail hei ze analyséieren. Duerfir wëll ech dat eigentlech an e puer Bemierkunge maachen, duerno vläicht awer och e puer Sätz zu den Ziler an de Moyene soen a schliisslech op d'Konklusiounen agoen.

Et ass jo och meng Aufgab, fir net nëmme Luef, mee och emol deen een oder aneren zousätzleche Gedanke konstruktiv kritesch hei zur Saach auszeschwätzen.

Zu de generelle Consideratiounen: De PDAT vun 2023 kënnt also 20 Joer nom leschte Landesplanungskonzept an 19 Joer nom IVL (ndlr: Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) – et ass gesot gi vum deemolege Landesplanungsminister Michel Wolter. Dat war eigentlech e fachlechen Input vu grousser Qualitéit an en huet eis wierklech vill gehollef an dësem Land. Dat muss een einfach réckbléckend soen, och wa sech déi Zenarien, déi doranner festgehale waren, net esou developpéiert hunn, wéi een dat gemengt hätt, wann also d'Vitess vum Developpement eng aner ginn ass.

An am Géigesaz zum IVL vun deemools mécht dëse PDAT jo keng Entwécklungszenarien, mee e geet vun enger konstanter weiderer Entwécklung vum Land aus, an dat mat där Vitess, déi mer elo hunn, an där Vitess am Fong och, déi de Statec virrechent.

De Statec huet e puer Varianten opgelëscht an Dir hutt Iech zur Grondlag geholl, fir déi vun engem PIB-Wuesstum vun ongeféier 4,5 % konstant bis 2060 mol virun Aen ze féieren. Dat géif also heeschen, dass dann de Grand-Duché 1.162.000 Awunner an 870.000 Aarbechtsplazen hätt. Dat ass d'Grondlag an da geet et drëm fir ze soen: „Wéi kréie mer dat do um Terrain organiséiert?"

Op der Säit 35 vun deem Dokument, dat mer d'lescht Woch kruten, steet interessanterweis awer och, dass et net d'Aufgab ass vum Aménagement du territoire, fir Wuesstumsobjektiver ze fixéieren. Si ginn also fixéiert an Dir sot, et wär awer net eis Aufgab, fir se ze fixéieren. Bon!

Dann hu mer d'Fondation IDEA, dee Thinktank vun der Chambre de Commerce, deen e ganz interessante Projet eigentlech och ronderëm d'Landesentwécklung gemaach huet, e flott Dokument presentéiert huet an deen eigentlech en aneren Ausgangspunkt gewielt huet, deen einfach seet: „Ech kucke just déi ekonomesch Entwécklung, Parametere wéi de PIB, den Aarbechtsplazewuesstum, d'Produktivitéitsentwécklung vun hei a vu ronderëm, de Rhythmus, an deem an deene leschte Jore geschafft ginn ass, wéi d'Investissementer waren et cetera." Déi ekonomesch Parameteren … Ech sinn net Ekonomist, fir dat besser kënnen ze beschreiwen, wéi ech et elo gemaach hunn. A si nennen dat dann, wann et an där Vitess weidergeet, also en Developpement „au fil de l'eau", wéi se dat nennen, also wéi e Waasserlaf, dee kontinuéierlech a senger Vitess viruleeft. Da komme si zu e bëssen aneren Zuelen nach wéi de Statec.

D'Fondation IDEA ass an der Bevëlkerungsentwécklung och bei 1,1 Milliounen ukomm, seet awer souguer, dass ee kéint Richtung 955.000 Aarbechtsplazen an dovunner 500.000 Frontaliere kommen. Eigentlech en Zuelespill, bei deem se gläichzäiteg dovir warnen, andeems se et soen, dat net als eng ideal Situatioun duerstellen, mee eng, wou se eigentlech dat beschreiwen, wéi wann dat dem Land seng Capacitéite géif iwwerschreiden. Mee, wéi gesot, dat ass eng reng ekonomesch Situatioun.

Eng zweet Feststellung, wa mer bei den Zuele sinn, wëll ech awer och nach maachen. An dat ass: Ech hu gekuckt, de Bilan technique vum Régime de pension vun der IGSS vum leschte Joer, dee geet vun aneren Zuelen aus. Dee seet, am Joer 2070 kéint ee mat 785.000 Awunner rechnen. De Statec geet awer ewell 2050 vun enger Millioun aus. De selwechte Rapport, dee seet dann eeben och, dass d'Land an och d'Aarbechtsplaze vill méi lues wuessen an dass si 2015 (veuillez lire: 2050) hire Plaffong erreechen a bis 2070 eigentlech sech stabel géifen entwéckelen, ongeféier bei 630.000 Aarbechtsplazen.

A wa mer dann nach den nationale Stabilitéitsplang kucke vun der Regierung, dee seet op Säit 8, ech liesen et vir: „À moyen terme, la croissance du PIB luxembourgeois devrait connaître une progression moyenne de 2,6 %." Mir sinn also do net bei de 4,5 % vun der Hypothees. „En même temps, l'emploi devrait croître d'environ 2,3 % et le taux de chômage devrait légèrement repartir à la hausse pour atteindre 5,7 % en 2027." Et ass also och do jo en anert Zuelespill wéi dat, dat ech virdru beschriwwen hunn.

Eng drëtt Remark nieft den Zuelen, dat ass déi: Wärend eigentlech mir hei am Land mat engem Wuesstum rechnen, geet een awer gläichzäiteg dovunner aus, an dat steet op Säit 101 vum PDAT, dass d'Bevëlkerung an der Groussregioun liicht wäert zréckgoen an den nächste Joerzéngten.

Wéi komme mer eigentlech dorobber, dass mer soen, dass mer beim ekonomesche Wuesstum esou sécher sinn, datt deen esou kënnt? An erkenne mer dat un, dat, wat eigentlech d'Konklusioun ass vun deenen Zuelen, déi ech elo genannt hunn? Dat ass déi, dass mer eigentlech e Grondsaz hei virfannen, an dat ass deen, dass déi ekonomesch Entwécklung decidéiert, wéi eis demografesch Entwécklung wäert ausgesinn.

Elo wësse mer natierlech, dass – an dat ass, mengen ech, och nach eng wichteg virauszeschéckend Remark – de Wuesstum am Land eigentlech eng immens Chance hat, sech immens glécklech konnt entwéckelen an deene leschte Joerzéngten. Mir waren an der eemoleger glécklecher Chance, dass an deene 40 leschte Joer ongeféier Industriefläche fräi goufen. Dir hutt Belval genannt, zum Beispill eng Industriefläch, déi een emol kann an där Form notzen. Et kann een awer och nach anerer nennen. Et kéint ee soen: „Hei, voilà, mir hunn déi vum Kierchbierg oder vum Ban de Gasperich an anerer." Déi sinn emol do, also grouss Industrieflächen, Wunnengen, déi eidel stoungen. Et gouf e grousse Potenzial vu Frontaliere ronderëm eis an et gouf och esouguer Flächen an de Gemengen an och an den Industriezonen, déi op Investore gewaart hunn.

Déi Zäit ass eriwwer. D'Virbedingung fir déi nächst Joerzéngten ass net méi déi selwecht. Duerfir ass et erlaabt, einfach ze soen: „Wat maache mer, wann d'Ekonomie sech anescht entwéckelt, wéi een dat elo unhëlt?" An elo kann een natierlech soen: „Bon, mir hu keng Glaskugel, dat wësse mer net." Nee, déi huet keen. Mee well mer hei ënnerschiddlech Expertisen an ënnerschiddlech Zuele virfannen, wier et gutt, wann d'Regierung déi do Leit, déi Fachleit géif consultéieren, déi dat do besser wësse wéi mir Politiker, déi jo de Risiko hunn, dass mer heiansdo gär soen, wat mer wëllen héieren. An d'Fachleit soen dat, wat fachlech richteg ass. Duerfir soll een och hei de Fachleit emol eng Kéier nolauschteren an hinnen d'Missioun ginn, fir aus deene verschiddenen Zenarien emol déi warscheinlechst opzeléschten. An ech bleiwen derbäi, datt och Zenarie gutt sinn, well wann een Zenario an eng Richtung geet, deen aneren an eng aner Richtung geet, da muss een eng Correction de tir no enger Rei Jore kënnen ënnerwee maachen, fir säi Rhythmus ze iwwerpréiwen an d'Konsequenzen nei ze kucken.

Dann hu mer ee Beispill …, ech wëll och déi Remark gäre maachen. D'Saarland gëtt jo heiansdo als Beispill duergeholl, datt ee seet: „Voilà, do hu mer e Land an eiser Gréisst, dat eng Millioun Awunner huet, wat richteg ass, an dat ouni Schwieregkeete schéngt ze stemmen." Da muss een awer natierlech kucken: Ass dat esou? Mee d'Saarland wiisst net. D'Saarland ass e Land, dat 1970 säi Creneau erreecht hat mat 1,121 Milliounen Awunner an huet haut 982.000 Awunner, also 12 % manner a 50 Joer. Et ass stabel mat enger liichter Tendenz no ënnen an et huet ongeféier 400.000 Aarbechtsplazen. Dat ass och eng aner Donnée wéi eis. Mir kënnen also net eent zu eent do vergläichen. Et gëtt nach aner Ënnerscheeder, wéi datt se manner Densitéiten hunn a méi eng gläichméisseg Densitéitsverdeelung wéi bei eis am Land. Duerfir, och dat ass elo net …, dat geet net duer, dat als Beispill ze huelen. Also wann et do klappt, klappt et hei och. Mir mussen also, mengen ech, e bëssen anescht eis dat iwwerleeën.

Sou, dofir ass ass eigentlech d'Fro, wéi déi Perspektive kënnen ausgesinn. Dat si jo déi Grondperspektiven, déi mer hunn. An ech kennen eigentlech elo just eng Instanz, déi scho laang amgaangen ass, e bësselchen dat do ze thematiséieren. Dat ass de Mouvement écologique. Et schéngt mer e bëssen deen eenzegen Acteur ze sinn, deen ëmmer déi Fro iwwert d'Ofhängegkeet vum Wuesstum stellt a se wëllt ëffentlech diskutéieren. Dat schéngt mer awer elo vun der Regierung net onbedéngt opgegraff ze ginn, déi doten Thematik.

D'CSV, dat wëll ech awer däitlech soen, ass fir den ekonomesche Wuesstum an och fir en

demografeschen Zouwuess, och wann e méi lues geet. Déi béid si souwisou matenee verbonnen an et kann een deen een net ganz vun deem aneren trennen, obwuel mer beim ekonomesche Wuesstum awer wuel esou vill vun der Produktivitéit solle schwätze wéi vun engem Flächeverbrauch.

Eng modern Ekonomie, eng staark Wirtschaft, dat ass de Garant fir gesond Staatsfinanzen, fir Aarbechtsplazen, fir Wuelstand, fir Ëmverdeelung, also och fir de Sozialstaat. An deen nohaltegen an inklusive Wuesstum muss en Zil sinn. Keen dierf dobäi op der Streck bleiwen a mir brauchen e ganz staarke Sozialstaat an dësem Land, dat wësse mer alleguer, an deen däerf och net geaffert ginn an dësen Diskussiounen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Eng lescht Remark nach vläicht hei: A véier Woche si Gemengewalen an an deene Gemengewalen, do wäerte jo déi nei Gewielten, gradewéi elo d'Kandidaten, sech op dat fokusséieren, wat an hire PAGen drasteet. Déi PAGe si vun der Regierung geneemegt ginn, soudass se rechtskräfteg sinn an domadder verbindlech. D'Inneministesch ka vläicht herno erklären, ob dat wierklech esou ass oder ob do Saachen änneren dran. Mäi Gefill ass et awer allerdéngs, dass et op verschiddene Plazen aner Zenarie gëtt wéi déi vum PDAT, dass d'Gemengen alleguer wuel wëlle wuessen, vläicht awer net an deem selwechte Mooss a Rhythmus, wéi se eigentlech elo et hei als Orientéierung virgi kréien.

Fazit vun där Geschicht PAG ass eigentlech deen, dass et ganz bedauerlech ass, wéi d'Virgeeënsweis eigentlech hei war. D'Gemengen hunn hir PAGe gemaach. Du sinn d'Plan-sectorielle komm. Du koum de PDAT mam Plan national de mobilité 2035. Et hätt een et eigentlech just ëmgedréint misse maachen, da wier et gutt gewiescht. Dann hätt een d'Landesplanung gehat mam Festleeë vun de Wuesstumsentwécklungen an de Kärgebidder. Et hätt een d'Ziler an d'Moyenen definéiert. Dann hätt een den nationale Mobilitéitsplang, mee awer och iwwerhaapt sektoriell Pläng, Leitpläng gehat, zesumme mat eeben dem PNM35, an dann hätten d'Gemengen duerno eigentlech mat deenen doten nationalen Eckdaten hir PAGe kënnen erneieren. Dat wier Landesplanung gewiescht, wéi mir eis se gewënscht hätten. Mir gesinn also dorauser, dass d'Regierung nach net an alle Beräicher esou op d'Landesplanung fokusséiert ass an hir dee selwechte Stellewäert gëtt. Et ass also schued, dass et esou gaangen ass, esou laang gedauert huet. Elo probéiere mer all zesummen – an den „Zesummen" ass wichteg –, dat Bescht draus ze maachen.

Meng zweet Remark, dat ass déi zu den Ziler vum PDAT. Se sinn elo just vum Minister nach eng Kéier ernimmt ginn. Dat sinn dräi Haaptziler. A fir et direkt ze soen: D'CSV ënnerstëtzt déi dräi genannten Ziler.

Der Rei no: Dat ass d'Reduzéierung vum Zouhuele vun der Versigelung, also dass dat vun haut 180 Hektar pro Joer an zwielef Joer bei 90 Hektar läit, fir dann 2050 idealerweis bei 0 Hektar Neiversigelung sollen ze sinn. Da gëtt mer gesot oder Dir hutt et och geschriwwen, dass innerhalb vun de Perimeteren de Moment nach 3.750 Hektar fir Logement ausgewise sinn, 600 Hektar Frichen, also e maximaalt Potenzial fir 300.000 nei Bierger innerhalb vun deene Perimeteren, déi do sinn. Déi rechnen ech of vun deene 411.000, déi hei chiffréiert sinn. Dat wier dann duerch eng Noverdichtung.

No 2050 wier jo dann eng demografesch Entwécklung just nach duerch en Zouhuele vun der Densitéit ëmzesetzen. Dat mécht natierlech enger Rei Leit Angscht, wann een dat esou seet. Mee et soll een et awer hei mam Numm nennen. Do fäerte jo elo d'Leit, datt d'Dierfer vläicht hiert Gesiicht verléieren, dass dat op eemol Appartementsresidencë ginn, dass de Präis vum Bauland nach méi explodéiert, well en nach méi rar wäert ginn an esou weider. Mir hypothekéieren also, mir gi mat enger Hypothees am Laangzäitmodus aus, fir eis haut Angschtgefiller ze projezéieren. Dat ass eigentlech kee gudde Wee.

Mir deelen also d'Reduzéierung vun der Versigelung. Mir zweifelen awer e bëssen un der Iddi, dass wierklech kee Perimeter méi soll erweidert ginn, well et wäert ëmmer Fläche ginn, fir déi eng Ouverture sënnvoll ass.

Ech erënneren dorunner, dass hei am Haus jo mat vill Luef de Projet Elmen diskutéiert gouf, wou nei Wunnengen entstane sinn, well se gebraucht ginn. No 2050 wier jo dann e Projet wéi deen do net méi méiglech an dësem Land.

Une voix | Richteg!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat muss een dann einfach ... Wann een d'Theorie esou géif ëmsetzen, wéi se geschriwwen ass, wier dat doten d'Geschicht.

An da si mer natierlech direkt beim Wunnengsbau, wourëm ee sech richteg Suerge mécht. Duerfir ass eise Wonsch, dass ee sech gutt iwwerleet, wéi een do mat der Gemengenautonomie, mat der Ausnam ëmgeet, an dass Der Iech eng Ouverture iwwerleet fir esou exzeptionell Geschichten, wou ee seet: „Do ass awer eppes sënnvoll", an eng Prozedur dozou, wéi datt dat soll gemaach ginn.

Dat selwecht betrëfft awer net nëmmen de Wunnengsbau, mee et betrëfft och d'Aarbechtsplazen. Et ka sech duerchaus eppes änneren an de Schwéierpunkter vun den Aarbechtsplazen hei am Land. An da mécht et Sënn, dass do, wou d'Aarbechtsplaze sinn, och Leit sinn an dass net jiddereen e wäite Wee muss maache fir op seng Aarbechtsplaz.

Duerfir nach eng Kéier deen Appell, fir sech do am Aklang mat den nationalen Ziler Adaptatiounsméiglechkeeten ze ginn, eng Plaz, wou een dat kann zesumme mat de Gemengen, sollt et dofir Demandë ginn, och diskutéieren an och net radikal soen, dat kéint alles net a Fro kommen.

An dann ass dat zweet Zil d'Entwécklung op deene Plazen, déi dofir am beschte gëeegent sinn. Jo, de PDAT iwwerhëlt – de Minister huet et elo virdru gesot – am Fong geholl d'Grondprinzippien aus dem IVL. Duerfir brauch ech dorobber net méi anzegoen. Déi dräi Agglomeratiounszentren – Zentrum, Süden, Nordstad – sollen dann de Gros och ophuelen, net nëmme vun de Service- an Aarbechtsplazeleeschtungen, mee och vun den Awunner. Zwee Drëttel vun der Populatioun géifen 2050 an dësen dräi Ballungsraim liewen an dräi Véierel vun den Aarbechtsplaze wieren do konzentréiert, esou ass et ze liesen.

Duerfir: Prinzipiell deele mer als CSV dës Approche vun enger méi konzentréierter Entwécklung op verschiddene Plazen. Dat ass och d'Approche vum IVL, déi hei confirméiert gëtt. Mee de ländleche Raum dierf dobäi net vergiess ginn. An en dierf och net zu deem ginn, wat de Gilles Roth deslescht hei op dëser Tribün als Fräiliichtmusée bezeechent huet. De ländleche Raum soll net zu engem Fräiliichtmusée ginn.

Et ass richteg, well nieft deenen dräi Agglomeratiounszentre gëtt et jo och elo nach aner Zentren, et gëtt nach aner CDAen, et gëtt national a regional a lokal Aktivitéitszonen. Et gëtt also och nach Plazen, déi eng Entwécklung viru sech hunn.

Ech sinn duerfir frou, datt de Minister elo a sengem rezenten Dokument vun där linearer Joer zu Joer Reduzéierung vun der Baulanderschléissung ewechkënnt, fir ze soen: Do gëtt et e Package, e Volumen an och de Rhythmus ka vun der Gemeng virgi ginn. Dat ass e Schratt an d'Gemengenautonomie. Merci dofir, dat ass de richtege Wee!

Zur grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht. Ech muss do ëmmer dorunner denken, wéi deemools den Ikea sech zu Arel néiergelooss huet a wat fir e Shitstorm do duerch d'Land gaangen ass, wou d'Leit sech eigentlech alleguer driwwer opgereegt hunn, datt deen elo op där falscher Säit vun der Grenz wier, well Lëtzebuerg Steierrecetten an Aarbechtsplaze géife verluer goen an d'Lëtzebuerger en plus nach géifen hir Suen dohinner droen. Dat ass dann haart thematiséiert ginn. Wann ech dorunner zréckdenken, da soen ech mer: Wa mer grenziwwerschreidend denken, da musse mer och eppes an eise Käpp beweegen. Da musse mer och dermat d'accord sinn, dass eng Aktivitéit op enger anerer Plaz ass wéi just bei eis an eisem Raum. Dat ass also bei eis am Kapp, wou déi Bereetschaft dozou muss entstoen. Dorunner musse mer schaffen. Dat schéngt mer kloer.

Et geet dann och net duer mat e puer Pilotprojeten. De Minister huet der eng Rei opgezielt, déi ech begréissen. Dat ass ganz kloer. Mee de PDAT ass awer nach e bësse vag an e mécht haaptsächlech eigentlech och eng Analys vun de méigleche Rechtsforme vun den Interregstrategien an esou weider. Dat ass nach e bësselche flou. Gradesou flou ass och nach e bësselchen, wéi déi grenziwwerschreidend Mobilitéit kann optimiséiert fonctionéieren an der Zukunft.

Voilà, mee d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht: Jo, mir stinn dozou a mir fanne se och extreem wäertvoll a wichteg!

Ech wëll awer nach e puer Sätz soen zu den Aarbechtsplazen, well mer dat Zil jo hunn, Wunnen, Schaffen, Fräizäit an och Akafen no beieneen ze bréngen, also eng liewenswäert Stad, eng „Uertschaft vu 15 Minutten" gëtt ëmmer gesot, ze erméiglechen. Domat ass jiddereen averstanen. Mir wëssen och, datt dat net an all kleng Uertschaft, Duerf am Land méiglech ass.

Awer wa mer eis just fokusséieren op de Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques", deen nach eng Reserv vu 456 Hektar landeswäit huet, da feelt eis awer eng Analys vun der Qualitéit vun deenen Aarbechtsplazen. Wou sinn déi industriell Aarbechtsplaze verdeelt? Wou sinn anerer verdeelt? Wou schaffen haaptsächlech Frontalieren? Wéi geet dat? Wat ass op wat fir enger Plaz? Mécht et Sënn, dass e Betrib, deen zum Beispill 80 % Frontalieren huet, an der Mëtt vum Land ass? Wier deen net besser méi no bei enger Grenz? Et cetera. Et kann ee ganz vill Iwwerleeungen dozou féieren.

An dann: Virun allem awer feelt eis de Projet vun der Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen. Ech wëll duerfir zwee Beispiller ginn, fir dat ze konkretiséieren. Dat éischt, dat ass Wolz – ech huelen der zwee aus dem Norden, déi kennen ech besser: Wolz, „Wunne mat der Wooltz". Op der Friche industrielle zu Wolz entsti mam Fonds du logement an e puer Phasen 1.100 Wunnengen. De Projet verléiert awer knapps e Wuert iwwer Aarbechtsplazen. Wann 1.100 Logementer entstinn, da wäerten awer op d'mannst 1.000 Leit do sinn, déi schaffen, déi also eng Aarbechtsplaz brauchen. An da si mer dann zu Wolz awer an enger vun deene Gemengen, déi den héchste Chômagetaux am Land hunn. Da kënne mer eis net zefridde ginn domat, dass mer soen, mir schafen do 1.100 Wunnengen a mir këmmeren eis net ëm d'Aarbechtsplazen. Mir iwwerloossen dat entweeder dem Zoufall, ...

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | … der Gemeng oder mir soen: „Bon, do gëtt et jo en Zuch, da klammt Der all an den Zuch an da fuert Der éierens schaffen." Also do feelt mer e Konzept hannendru fir ze soen: „Wann ech dat do wëll hunn, da muss ech dat och zesumme plangen an denken a mech net just op de Wunnengsbau fokusséieren, mee ech muss dann och iwwerleeën, wat fir eng Zort Leit dohi kommen, wat fir eng Aarbechtsplazen ech do schafe muss a wat ech och als Regierung do ënnerhuele kann, fir Aarbechtsplazen ze dezentraliséieren op esou Plazen."

Zweet Beispill: Dat ass e Projet, deen ech nach besser kennen, dat ass Ettelbréck ONE. Dat ass do, wou d'Zigarettefabrick zu Ettelbréck stoung. Do ass de Moment en administratiivt Gebai am Bau, dat dohinner kënnt. An do sinn ech ganz frou derfir an der Regierung dankbar, dass och staatlech Verwaltungen dra kommen. Ech sinn och frou, dass mer als Gemeng …, hätte mer dat gär esou gehat. Mir hätten de Choix eigentlech quasi gehat fir ze soen: „Mir wëllen do Wunnengen oder mir wëllen do Aarbechtsplazen." Mir hu gesot: „Mir wëlle keng Wunnengen op deen do Site. Mir hätten do gär Aarbechtsplazen, well déi einfach landesplaneresch wichteg a wäertvoll sinn." Op den zentrale Plazen hätte mer gär, dass déi entstinn, also keng eenzeg Wunneng an deem Gebai. Soss hätten et der e puer Honnert kënne sinn.

Natierlech verléiere mer ganz vill Suen do. Da sinn ech bei de Gemengefinanzen. Ech kommen herno drop zréck, well mer vum Inneministère jo dann natierlech näischt kréie fir keng Awunner an eng Grimmel kréie fir Aarbechtsplazen. Esou ass dat nun emol haut. Trotzdeem hu mer dat dote gemaach. Dat ass gutt!

Elo ass et awer esou, dass do e Risiko derbäi läit, well wann nämlech dee staatlechen Deel herno genotzt gëtt, fir aus dezentrale Plazen Antennen am Norde vum Land, Administratioune vum Staat zu Ettelbréck ze zentraliséieren, dann hu mer de Contraire vun deem geschafft, wat ech mir erhofft hunn. Ech hat mer gewënscht, dass mer déi iwwerhëtzte Konzentratioun um Territoire vun der Haaptstad e bëssen als Stad briechen a soen: „Ma mir zéien do Administratiounen och a CDAen erof. An do, wou se an deene méi regionale CDAe sinn, maache mer se och net zou, mee déi gi mer au contraire stäerken."

Duerfir, dat do feelt mer bei den Aarbechtsplazen.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat betrëfft elo net just den Norden. Dat ass am Osten, am Westen, am Süden, och an de ländlechen Ecker. Et ass iwwerall d'selwecht. An ech mengen, datt d'Regierung do beispillhaft muss virgoen a wierklech muss soen: „Do schafen ech wierklech Plazen, wou eigentlech Administratioune sech erëmfannen, well se haut an enger digitaliséierter Approche net méi mussen do sinn, wou de Griffel läit, mee awer och enzwousch anescht kënne sinn, …

(Interruption)

… méi no bei sech doheem schaffen." Dofir, wannechgelift, do ass nach, mengen ech, e bësselchen Aarbecht. Et kéint een esou Déngschtleeschtungszentren an de CDAe sech duerchaus virstellen an da wannechgelift iwwerall, déi eng méi grouss, déi aner méi kleng, fir dass mer an der Mobilitéit e Stéck virukommen, well dat ass jo deen aneren Haaptproblem an déi Haaptsuerg vun de Mënschen am Land, dat ass déi Mobilitéitsfro, déi mer einfach hunn, de Plan national de mobilité, dee virläit, dee gutt ass, mee deen awer ganz duuss, hunn ech d'Impressioun, amgaangen ass, e bëssen ëmgesat ze ginn. Also dat ass awer … Ech si gespaant, wou mer 2035 domadder ukomm wäerte sinn.

Ech kommen zu de Konklusiounen an da kommen ech awer och nach zu der Fro vun de Gemengefinanzen. Meng éischt Konklusioun wier déi: Den Aménagement du territoire muss gestäerkt ginn. Dir hutt, Här Minister, eng kleng a ganz héich kompetent an héich motivéiert Ekipp. Awer dat geet net duer. Dir hutt net genuch Leit fir déi Erausfuerderungen, déi hei beschriwwe sinn. Dat ass meng éischt Konklusioun.

Déi zweet, mengen ech, ass, datt d'Landesplanung muss Prioritéit kréien an der Regierungsaarbecht. Si muss also och an deene sektorielle Politicken hiren Nidderschlag fannen an et kann dann och net méi sinn, fir nach eng Kéier e Beispill ze ginn, dass wann eng Industriezon seet: „Hei mir brauchen eng Erweiderung fir eis Betriber, datt dat da landesplaneresch Sënn mécht", vläicht en anere Ministère seet: „Dat wëll ech net." Da kann et net weider sinn, dass d'Gemeng muss do heesche goen a froe goen a sech ploe goen, fir datt dat ass. Da muss d'Landesplanung dat an de Grapp huelen an d'Regierung koordinéieren. An da muss ee soen: „Mir maachen dat. Oder mir maachen dat aus iwwerzeegende Grënn net." Do brauchen och d'Gemenge wierklech eng ganz konsequent Handreechung op deem dote Punkt.

(Interruption)

Duerfir: Meng weider Konklusioun wier déi, dass d'Landesplanung sech sollt dezentraliséieren. An déi dräi Haaptentwécklungszentre gehéieren Antennen, déi sech ëm déi Detailplanungen do këmmeren an déi och d'Gemenge begleede bei där net ëmmer einfacher Aufgab.

Déi ugeduechten Entwécklungen, déi elo beschriwwe sinn an de Gemenge ronderëm déi Zentren, déi musse fachlech begleet ginn. Do muss déi national Wëssenschaft hibruecht ginn, also wannechgelift eraus aus dem Héichhaus an erof op den Terrain. Well wéi sollen och soss déi Aktiounsraim, déi queesch duerch d'Land sollen entstoen, animéiert ginn, wéi sollen déi begleet ginn. Dat kann een net zentral aus der Stad maachen. Pardon, nee do muss een awer schonn erwaarde kënnen, dass dat wierklech sur place geschitt.

Eng fënneft Konklusioun, mengen ech, a menger Opzielung ass déi, datt de Wunnengsbau muss eng national Bedeitung hunn. Hei muss de Staat séier agräifen a mir ënnerstëtzen als CSV dat, wat déi véier Jugendparteien elo rezent an hirem Appell lancéiert hunn. Déi Fuerderunge gehéieren alleguerte wierklech ënnerstëtzt.

Et kann een nach eng drunhänken. Mam PDAT kënnt jo laangfristeg och e gewëssent Element vun Onsécherheet an de Secteur vum Wunnengsbau. Deene jonke Leit vun haut mudde mer vill zou. Si ierwe vun eis eng Welt an der Klimakris; eng Biodiversitéit, déi ofhëlt; eng Sozialversécherung, déi méi Froen huet wéi Äntwerten; an elo och nach déi Angscht, datt se sech ni wäerten eng Wunneng kënne leeschten. Duerfir muss d'Politick, d'national Politick an de Wunnengsbau d'Gespréich och siche goe mat deene jonke Leit, mat hire Suergen, an et muss se ganz eescht huelen.

An derbäi kënnt dann nach eppes aneres beim Wunnengsbau. Dat ass, datt et jo am ländleche Raum eng Rei vu Gemenge gëtt, déi eigentlech nach vill Potenzial hunn oder fir sech selwer vill gesinn zumindest, also déi mat engem endogeene Wuesstum beschriwwe sinn, deen eigentlech ganz lues soll goen. Dat soll een awer och punktuell kënnen a Fro stellen, hannerfroe virun der nationaler Erausfuerderung, wou mer mam Wunnengsbau mussen an Ofsprooch mat der Landesplanung selbstverständlech awer déi eng oder aner Adaptatioun eventuell erméiglechen.

Eng sechst Remark: Wann d'Regierung de PDAT ugeholl huet, dann ass dat net den Ofschloss, mee dann ass dat den Ufank. Dat neit Landesplanungskonzept ass jo dann net méi de Pabeier vun engem Minister eleng, mee dat gëtt dann en Dokument, un deem sech déi ganz Regierung orientéiert a muss moosse loossen. A jidderee muss a sengem Secteur dann och där Landesplanung Rechnung droen. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

Eng siwent Remark: Am Dokument steet och, dass eng ganz Rei vu Gesetzer mussen ugepasst ginn a Kollaboratiounen entstoen. Ech wëll just zitéieren: „Pour transposer cet objectif […]", do goung et ëm de Logement, „une panoplie d'adaptations légales, réglementaires et autres sont nécessaires." Oder op enger anerer Plaz: „Dans la phase qui suivra l'approbation et la publication du PDAT, il s'agira de préciser ensemble avec tous les acteurs concernés, en particulier pour les politiques sectorielles et les communes, les outils et instruments permettant de le mettre en œuvre. Ceci impliquera soit :
– la modification des législations actuelles,
– l'élaboration de nouvelles législations,
– le développement de nouvelles formes de coopération."

Ech wëll Iech just soen: D'CSV ass gäre bereet, konstruktiv heirunner matzeschaffen, a mir ënnersträichen och absolutt d'Wichtegkeet vun der Landesplanung an hirer koordinativer Roll. Awer mir sinn net averstane mat dem Constat fir ze soen, ech zitéieren erëm: „Il n'est donc pas possible au stade actuel d'indiquer un calendrier précis pour la mise en œuvre du PDAT en tant que tel."

Dach, Här Minister, e Kalenner muss sinn. Well et muss ee jo Etappen an engem Kalenner definéieren. An elo hei hutt Der schonn d'Missiounen an Objektiver si formuléiert, da muss een och d'Etappe maache fir ze soen: Wat geschitt elo do der Rei no, wie mécht wat zu wat fir engem Zäitpunkt? Wie stellt déi Gremien op? Wie mécht d'Koordinatioun? Wat fir eng Gesetzesännerunge sinn domadder gemengt? Si sinn nämlech net ausgefouert. Wéi verdeele mer d'Responsabilitéiten? Wéi geet d'Koordinatioun mat de Gemengen? Wie schwätzt do mat wiem? Wann ee seet: „Mir schwätze mat de Gemengen", wéi geet dat? Wien ass dat? Do muss ee Gremien, wéi gesot, schafen an och eppes ganz Einfaches: Formatioune maache fir déi nei Politiker, déi an engem Mount en Amt untrieden a vu Landesplanung vläicht manner héieren hu bis dohinner wéi mir heibannen.

An da kommen ech zu de Gemengefinanzen: Jo, déi mussen ugepasst ginn – dat, mengen ech, ass kloer mëttlerweil fir eis – an zwou Etappen. Jo, et ass vläicht éischter un d'Madamm Minister, wou ech mech elo adresséieren. Mam Budgetsgesetz 2024 misst de Fonds de dotation globale des communes all de CDAen aus der Landesplanung Rechnung droen. Et kann net sinn, dass Dir als Regierung en Dokument unhuelt an dat dann op deem dote Punkt net ëmsetzt.

Dat betrëfft déi Gemengen, déi nei opgeholl sinn, dat ass kloer. Et betrëfft allerdéngs och déi Gemenge vun der Nordstad, Dikrech an Ettelbréck notamment, déi zënter 2003 de Statut vum CDA d'ordre moyen hunn, mee déi awer bei der Gemengefinanzreform aus Grënn, déi kee Mënsch kennt, refuséiert gi sinn.

Zweetens muss dann 2024 natierlech séier déi Opdeelung vun de Gemengefinanzen nei iwwerduecht ginn. Do soll ee sech awer wierklech ganz seriö Gedanken doriwwer maachen, well wa mer de Wuesstum steieren an de Wuesstum ass d'Grondlag fir 82 % vun de Suen, déi ausbezuelt ginn, da muss een awer

kucken, wat mat deene Gemenge geschitt, deenen hire Wuesstum an engem méi niddrege Rhythmus geschitt, nämlech dem ländleche Raum, deen awer den Usproch huet ..., wou d'Mënsche selbstverständlech den Usproch, d'Erwaardung an och d'Recht hunn, déi selwecht Qualitéit vun Déngschtleeschtungen ze hu wéi op anere Plazen am Land.

An och dem Landschaftsschutz, den Aarbechtsplazen, muss eng aner Bedeitung zoukomme wéi bis elo, well ... An ech hunn et virdrun a mengem Beispill vun deem Gebai Ettelbruck ONE gesot. Wa mir gesot hätten: „Do komme Wunnengen, Aarbechtsplaze brauche mer net, well do kréie mer keng Suen derfir", da wier et eis finanziell besser gaangen an d'Leit hätte sech alt méi wäit beweegt, fir schaffen ze goen. Dofir muss een och dat seriö kucken. Och dee Passus, dee feelt an de Gemengefinanzen.

An da wëll ech e klengen Exkurs maachen an déi Interpellatioun, déi ech ugefrot hat. Ech hat déi am Dezember ugefrot, viru fënnef Méint. Leider, leider ass et net derzou komm. Mee bon, dann ass dat esou. Firwat hunn ech se dunn ugefrot? Mee ech hu se dunn ugefrot, well dat dee Moment war, wou d'Gemengen hiren Avis geschriwwen hunn an doriwwer nogeduecht hunn: „Wat heescht déi Landesplanung elo fir eis?" An all déi, déi dat Wuert CDA do gelies hunn, déi hu sech natierlech Froe gestallt. Voilà!

Eng Rei vun Äntwerte sinn am Dokument, wat mer virun enger Woch kritt hunn, dran, mee awer och net alles. Do gouf nämlech festgehalen am éischten Dokument, dass de Krittär vum CDA net méi op d'Gemeng, mee op d'Lokalitéit géif gekuckt ginn. An do hunn ech dann eng gekuckt, vum Kolleeg Emile Eicher vu Clierf. Ech hunn emol gekuckt: Wivill Uertschaften huet hien? Ma dat sinn der 17. Do hunn ech geduecht: Ok, wann elo de Statut vum CDA net méi fir déi gesamt Awunnerzuel aus deene 17 Uertschaften, mee just nach fir eng Uertschaft – Clierf –, gëllt, dann ass dat jo speziell.

Elo liesen ech dann am adaptéierte Modell, dass mer do nach Maarnech an Hengescht derbäihuelen. A meng Fro ass jo dann natierlech, ob dat elo esou richteg ze verstoen ass, Madamm Minister, dass da fir de PDAT oder de CDA a senger Entwécklungsdynamik déi dräi Uertschafte vun deene 17 gëllen, mee awer fir d'Gemengefinanzen déi 17 Uertschafte gëllen? Well esou liesen ech et. Et steet notamment eeben och am Dokument dran: „Étant donné que le FDGC est toujours attribué [aux communes]", soudatt ech unhuelen, dass d'Gemenge sech doriwwer keng Suergen ze maache brauchen. Ech wollt awer wëssen, ob dat wierklech esou ass.

An dann, jo, well ech op eng Question parlementaire vum Dezember keng Äntwert vun Iech kritt hunn, Madamm Minister ... Bon, ech hunn eng kritt, mee déi seet mer awer net, wat eigentlech d'Grënn waren oder wat haut d'Grënn sinn, firwat datt ee vun 2003 oder 2004 un an der Nordstad Dikrech ... Oder de Bipol, also den duebele Pol, Dikrech an Ettelbréck, dat war jo kloer, et weess ee jo, wat dat heescht. Dat ass ee Pol, dee besteet aus zwee Elementer, déi musse sech d'Chargen deelen. Domat gi se och eens. Mee datt dee Pol CDA d'ordre moyen ass an dann nach just bei der Gemengefinanzreform vun 2016 net zréckbehale ginn ass – an ech hunn ni verstane firwat. Do wollt ech Iech emol eng Kéier froen, firwat datt dat esou war an ob Der wëllt dobäi bleiwen.

A wann Der net derbäi bleift, wannechgelift, dann ass et fir 2024 ëmzesetzen. Et kann een net higoen a soen: „Dat dote geet esou virun", well mir bréngen et wierklech net fäerdeg, finanziell net fäerdeg, fir déi Erausfuerderungen, déi am PDAT stinn an déi mer onbedéngt wëlle wouerhuelen, fir déi mat lokale Mëttelen eleng ze schëlleren.

Ech wëll elo net do e laangen Exposé halen iwwer alles dat, wat mer u regionalen Ausgabe schëlleren, vun Industriezonen iwwer Aktivitéiten, iwwer all déi Betriber, déi mer ophuelen, déi staatlech Verwaltungen, Klinicken et cetera, well d'Kläranlagen, déi gi mer net un d'Klinicke facturéieren, déi facturéiere mer un d'Stad Ettelbréck – just fir Iech ze soen, dass all déi Saachen do richteg dramatesch sinn! Ech hunn eng Kéier zesummegerechent, dass et zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert d'Gemengefinanzéierung bis haut inklusiv fir d'Stad Ettelbréck e Manque à gagner – wa mer de Statut kritt hätten – vun 39,92 Millioune ass.

(Interruption)

Dat ass ... Voilà! A mir gi Sue léinen, fir den Terrain fir eng Schoul kënnen ze bauen. Ech weess nach net, wéi mer d'Sue solle jeemools zréckbezuele vun der Schoul, déi mer nach net gebaut hunn.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Pardon, wollt Der eng Fro stellen?

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann ech däerf. Ech muss de President froen.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech freeë mech op Är Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch kritt d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt just froen, ob Der och ausgerechent hutt, wat Der duerch d'Gemengefinanzefong bäikritt hutt als Gemeng par rapport zu deem, wéi et fréier war virun 2016.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, ech kann Iech dat direkt beäntweren ..., leider, ech hat dat gefrot um Inneministère, well wéi d'Gemengefinanzreform 2017 oder 2016 decidéiert ginn ass, dunn ass gesot ginn: „Voilà, dat dote kritt Der hypotheetesch 2017 an da vergläicht Der dat mam Kont vun 2015." Do hunn ech gesot: „Wannechgelift rechent mir just aus, wat mer ouni d'Finanzreform am Joer 2017 gehat hätten!"

Une voix | Vill méi!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | An do krut ech gesot: „Dat däerfe mir net rechnen." Voilà, c'est tout!

(Interruption)

Jo, jo. Ech ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Nee, ech hätt dat jo net kënne rechnen. Also, ech gesi jo, datt Der insistéiert.

(M. Jean-Paul Schaaf montre une documentation.)

Hei ass déi Courbe vun der Entwécklung vun der Gemengefinanz vun der Stad Ettelbréck. Do ass kee Krack dran, wéi d'Gemengefinanzreform komm ass.

(Interruption)

Voilà! Déi ass en ligne vun der Evolutioun ouni.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Just fir Iech dat ze soen. Déi ass hei dertëschent geschitt an do ass guer net e Sprong duerch de Plaffong fir eis. Mir sinn also an der Linn vun der Augmentatioun, déi ouni Finanzreform virdru war. Et gëtt een Ënnerscheed, Här Kersch, et gëtt een Ënnerscheed, an dat ass eng liicht Augmentatioun; ech sinn d'accord. Mee et gouf awer och schonn Exercicen, wou d'Evaluatioun driwwer war.

Ech soe jo och net, datt mer manner kritt hunn. Ech soe just, datt de Krittär vun der Landesplanung net respektéiert ginn ass an ech net weess, firwat datt Der dat gemaach hutt, well Dir hutt deemools gesot: „Jo, Dir sidd jo näischt als Nordstad. Wat maacht Dir da méi wéi eng aner Regioun?" An dunn ass gesot ginn: „Jo, esou laang wéi Der net fusionéiert ..." Nee, virdrun ass eng Kéier gesot gi vun engem Regierungsmember, deen huet Camille Gira geheescht, kann een an der Press nach noliesen ..., an engem Artikel huet e gesot: „A wann de Syndicat à vocation multiple bis steet an dann och do kënne méi Aufgabe wouergeholl ginn, da mussen d'Gemengefinanzen dat och berücksichtegen." Ass natierlech net geschitt. Duerno ass gesot ginn: „Jo, nee, Dir musst fusionéieren." Dat steet weeder an enger Landesplanung nach soss iergendwou dran!

Mir kréie vun der Regierung, zënter datt et de Pacte Logement gëtt, de Krittär CDA, ënnerschriwwe mat der Regierung: „Dir sidd CDA". Ech kann Iech déi Pabeiere weisen, Konventiounen, wou dat drasteet. Also et ass besser, Dir stellt mer net ze vill Froen doriwwer, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... well ech war vun Ufank un derbäi, Här Kersch!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch wëllt awer nach eng Fro stellen, wann Dir d'accord sidd.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dir hutt awer besser, Dir maacht et net.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech sinn awer frou, datt Der zumindest elo bestätegt hutt, dass et e Grond gëtt, firwat dass Der dat net kritt hutt. Virdrun hutt Der esou gemaach: „Et weess kee Mënsch ..."

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et gëtt keen!

M. Dan Kersch (LSAP) | „Et gëtt kee Grond, et weess kee Mënsch, firwat dass mer dat net kréien." Elo kommt Der heihinner a sot ... D'Äntwert hutt Der elo selwer geliwwert, nämlech de Fait, dass et net zu där geplangter Fusioun vun deene fënnef Gemenge – net vun zwou Gemengen, mee vu fënnef Gemenge komm ass –, déi an der Landesplanung vun Ufank u virgesi waren.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Nee, eeben net.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass de Problem an dat war d'Argumentatioun 2016.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Eeben net.

M. Dan Kersch (LSAP) | An dat ass se och haut, Här Schaaf!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass falsch!

M. Dan Kersch (LSAP) | Méi ass et net, net méi an net manner.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass falsch: Am PDAT vun 2003 an och am IVL vun 2004 steet näischt vun der Fusioun dran. Do steet näischt vun der Fusioun dran. Gitt et noliesen, do steet näischt dran!

M. Dan Kersch (LSAP) | Als CDA steet d'Nordstad dran. Jo oder nee?

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et steet och net als CDA d'Nordstad dran. Et steet de Bipol Dikrech/Ettelbréck dran. Bon.

(Interruption)

Mee gutt, et ass esou. Mee d'Madamm Minister ka mer jo herno op d'Fro äntweren, ob se bereet ass, fir esou wéi et 2019 war, iwwert de Wee vum Budgetsgesetz déi dote kleng Adaptatioun ze maachen an déi Lëscht vun deenen ..., dass Mondorf, Ierpeldeng/Sauer bei déi derbäikommen, an Dikrech an Ettelbréck derbäikënnt, ob Der bereet sidd, fir dat ze maache vun deem

Moment. Dat soll elo net den Haaptsujet si vun haut, mee et war awer dee vu menger Interpellatiounsfro.

Ech wëll hei ofschléissen. Ech wëll wierklech nach eng Kéier eis Ënnerstëtzung fir de PDAT ginn. Dëst Konzept vun der Landesplanung ass vu wierklech grousser Wichtegkeet. An ech mengen, datt d'Leit am Land alleguer frou sinn dofir, datt sech d'Regierung an déi politesch Verantwortlech bis an d'Gemengen erof Gedanken doriwwer maachen, wéi mer eis als Land an der Zukunft developpéieren.

E chineesescht Spréchwuert seet jo: „Wann de Wand vun der Verännerung bléist, da gëtt et der, déi baue Maueren, an et gëtt Der déi baue Wandmillen."

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | D'Landesplanungskonzept ass jiddefalls keng Baugeneemegung fir Maueren a mir freeën eis op de frësche Wand.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Schaaf.

An dann éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. De Lëtzebuerger Modell ass eng Erfollegsgeschicht. Wärend Joerzéngten huet eis Wirtschaft geboomt, eist Land huet sech rasant weiderentwéckelt an dee Wuelstand geschaf, vun deem mer haut profitéieren.

Et ass dëst zolidd wirtschaftlecht Fundament, dat et eis erlaabt huet, och gréisser Krisen, wéi d'Pandemie an déi aktuell Energiekris, am internationale Verglach zimmlech gutt ze iwwerstoen. Et ass dës staark Ekonomie, déi eis et erméiglecht huet, keen am Ree stoen ze loossen, mee mat historeschen Hëllefsmesüre Leit a Betriber ze ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg ass nach ëmmer ganz attraktiv, an dat ass och gutt esou. Méi nach: Mir mussen alles derfir maachen, dass dat och esou bleift. Als DP soe mer nämlech ganz kloer: Mir brauche Wuesstum. Mir mussen eist Land weiderentwéckelen, weider gutt Aarbechtsplaze schafen an och weider innovativ Firmen an Talenter unzéien. Mir brauche Wuesstum, fir eise Wuelstand ofzesécheren an eise staarke Sozialstaat ze garantéieren.

D'Fro ass manner ob, mee éischter wéi ee Wuesstum mer wëllen a wéi mer dëse Wuesstum gestalten. Fir eis als DP gëllt do d'Stéchwuert „intelligenten an nohaltege Wuesstum". Wa mir haut déi Problemer hunn, déi mer hunn, an der Mobilitéit, am Logement – déi mer iwwregens schonn zënter 20 Joer hunn –, dann, well der Entwécklung an där ganzer Zäit nogekuckt gouf. Et gouf reagéiert amplaz anticipéiert, an esou hu mir e Retard accumuléiert, dee wärend de leschten zéng Joer versicht ginn ass opzehuelen.

Liewensqualitéit beschränkt sech net op materielle Wuelstand, dorop, wéi héich de Lëtzebuerger PIB ass oder wéi vill d'Leit an der Moyenne verdéngen. Wann een Dag fir Dag stonnelaang am Stau steet, ganz Dierfer am Trafick, Kaméidi a Gestank ënnerginn, jonk Leit trotz Unisdiplom keng Wunneng fannen an de lokalen Handel ëmmer méi aus den Uertschafte verschwënnt, dann hëlleft engem och eng déck Pai net ganz vill.

Et stelle sech haut eng ganz Partie Froen, déi iwwert déi lescht Joren näischt u Relevanz verluer hunn: Wéi kréie mer Wirtschaft an Nohaltegkeet ënnert een Hutt? Wéi kënne mer sécherstellen, dass och eis Kanner e gutt Liewen hei am Land kënne féieren? Wéi kënne mer fir eng héich Liewensqualitéit suergen, mat liewegen Uertschaften a Quartieren, enger gesonder Natur, bezuelbarem Wunnraum an enger Mobilitéit, déi een zouverlässeg a bequeem vun A op B bréngt?

Dat si schlussendlech och alles Facteuren, déi wichteg fir eis wirtschaftlech Attraktivitéit sinn, well déi qualifizéiert Aarbechtskräften, déi mir unzéie wëllen, kommen entre-temps just nach, wann de Gesamtpackage stëmmt. Dat heescht zum Beispill, dass se vläicht léiwer enzwousch anescht manner verdéngen, mee dofir net mussen zwou Stonnen all Dag am Verkéier verbréngen. Eng intelligent Landesplanung ass dowéinst aus méi Grënn absolutt noutwendeg. Well och wann d'Bevëlkerung weider wiisst an eis Wirtschaft sech weider entwéckelt, d'Gréisst vun eisem Land, déi bleift déi selwecht. Mir brauchen dowéinst e kloert Konzept, wéi mir mat eiser begrenzter Plaz an eise limitéierte Ressourcen am effikassten ëmginn, fir d'zukünfteg Entwécklunge beschtméiglech ze anticipéieren an ze gestalten.

Eleng d'Tatsaach, dass mir elo endlech no 20 Joer en neie Programme directeur um Dësch leien hunn, ass dowéinst vun eiser Säit aus ze begréissen.

Här President, et ass grad am Beräich vun der Mobilitéit, wou mer d'Schwächte vun eiser landesplanerescher Organisatioun am beschten erkennen. Et ass net verwonnerlech, dass, wann Dausende Gefierer aus der Peripherie all Dag an den Zentrum vum Land wëllen, dann eis Stroossen iergendwa komplett iwwerlaascht sinn.

A grad an dësem Constat sinn och schonn zwee grouss Feeler dran, déi mer net widderhuelen dierfen: „Dausende Gefierer" an „Zentrum". Besonnesch am Hibléck op de Pendlerverkéier musse mer konsequent op den ëffentlechen Transport an d'Dezentraliséierung setzen.

Fir d'éischt emol ass dee Verkéier dee beschten, deen een evitéiere kann. Dat bedeit fir d'DP: Mir musse Wunnen a Schaffe méi no beienee bréngen. Grad déi ëffentlech Verwaltunge kënne bei der Dezentraliséierung mam gudde Beispill virgoen, andeems een op méi Plazen am Land Antenne fir hir Mataarbechter schaaft.

Als DP setze mir eis derfir an, eis Uertschaften nees méi ze beliewen an de lokalen Handel ze förderen. Och dat ass Liewensqualitéit: En Duerf, wou eppes lass ass, mat Plazen, wou Leit sech ophalen a begéinen, wou ee verschidde Kommissioune maache kann an am beschten nach Produite vu lokale Produzente fënnt.

Dezentraliséierung ass awer net gläich Dezentraliséierung. Mir sinn effektiv der Meenung, dass eis Dierfer am ländleche Raum hire ländleche Charakter och behale sollen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Et geet net drëms, dass eis Uertschaften alleguer maximal wuesse sollen, éischter am Géigendeel. D'Entwécklung soll do geschéien, wou et Sënn mécht, do, wou et zum Beispill schonn e gudden Uschloss un den ëffentlechen Transport gëtt. Dat heescht, engersäits geet et drëms, d'Schaffe bei d'Wunnen ze bréngen – Stéchwuert Teletravail, deen et weider ze fërdere gëllt –, mee et geet eeben och drëms, an Zukunft d'Wunne méi no bei d'Schaffen ze bréngen, dat heescht, op deene Plaze Wunnraum ze schafen, wou et schonn eng gewësse wirtschaftlech Dynamik gëtt, wou och scho gebaut ass a wou deemno eng Noverdichtung méiglech a sënnvoll ass. Dat si virop déi dräi Polen Nordstad, Zentrum a Süde mat de verschiddene regionale CDAen. Hei gëllt et, Ureizer ze schafen an d'Gemengen ze ënnerstëtzen.

Wa mir vu Landesplanung schwätzen a spezifesch vu Mobilitéit, da kann dat just an engem grenziwwerschreidende Raum geschéien, vu dass e relativ groussen Deel vum alldeegleche Verkéier aus eisen Nopeschlänner kënnt.

Mir sinn dowéinst och ganz frou, dass mer mat eisen Nopeschlänner lues awer sécher Fortschrëtter gesinn, wat den Teletravail betrëfft. Net méi spéit wéi virun zwou Wochen, hu mer den Accord mat Frankräich ratifizéiert, deen d'Unzuel vun Deeg vun 29 op 34 Deeg eropsetzt. Wa mir et géife fäerdegbréngen, dass dësen Accord mat allen dräi Nopeschlänner ze fanne wier, fir dass all Frontalier een Dag Homeoffice an der Woch kéint maachen, da wier scho vill gewonnen.

Parallell dozou musse mer kucken, de Verkéier esou gutt et geet an der Grenzregioun opzefänken, zum Beispill iwwert d'Schafe vu Coworkingspaces, mee virun allem iwwert de konsequenten Ausbau vun Opfangparkingen a vum ëffentlechen Transport.

Als DP si mir der Meenung, dass mir hei musse grouss gesinn. D'Efforte vun de leschte Jore ginn absolutt an déi richteg Richtung – ech erspueren Iech eng Oplëschtung vun all de Projeten, déi ëmgesat goufen oder an der Ëmsetzung sinn –, mee mir dierfen hei net stoe bleiwen. Mir gesinn, wéi laang et dauert, bis dass Infrastrukturprojeten ëmgesat sinn, an dowéinst musse mer haut schonn un iwwermuer denken.

Op den Haaptachse vun der Bunn muss e Service garantéiert sinn, op deen d'Leit sech verloosse kënnen. Am Idealfall geet een op d'Gare an et kann ee sech sécher sinn, a spéitstens 15 Minutten en Zuch ze kréie fir zum Beispill an d'Stad. Dat selwecht gëllt fir d'Expressbuslinne vum RGTR. Zouverlässegkeet, Flexibilitéit a Confort, dat si fir eis als DP d'Stéchwierder fir den ëffentlechen Transport iwwert d'Grenzen eraus méi attraktiv ze maachen. An dat geet nëmmen, andeems mer déi néideg Suen an de Grapp huelen an d'Verkéiersinfrastrukture konsequent ausbauen, net just op fënnef, zéng Joer gekuckt, mee doriwwer eraus. Mir wëssen, wéi laang et dauert, bis esou Projeten ëmgesat sinn. Dofir musse mir haut déi richteg Weiche stellen, virun allem wa mer wëssen, dass den Zuch a ganz Europa d'Transportmëttel vun der Zukunft ass.

Den Zuch wäert nach vill méi an den Zentrum réckelen, fir innerhalb vun der EU ze reesen. Mir mussen derfir suergen, dass Lëtzebuerg kee wäisse Fleck op der Landkaart ass, mee dass mer gutt Verbindungen an all déi wichteg Stied an der Regioun an doriwwer eraus hunn.

Här President, mir musse konsequent derfir suergen, den Duerchgangsverkéier aus eisen Dierfer erauszekréien. Als DP si mer sécher net derfir, Stroossen ze bauen, just fir Stroossen ze bauen. Mee op genuch Plazen am Land komme mer einfach net derlaanscht, wa mer gäre liewenswäert Uertschaften hätten. Well wann déi Stroosse bis gebaut sinn, da kënne mer oft eng reell Verkéiersberouegung am Duerfkär ëmsetzen, da kënne mer e Shared Space maachen, den Zentrum begréngen an zu enger liewenswäerter Plaz maachen, mat lokalem Handel, a wou d'Leit sech ganz gären ophalen. Den Zentrum vu Bartreng, Här Colabianchi, ass, mengen ech, heifir e ganz gutt Beispill.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Et ass nämlech dat, wat mir als DP ënner Liewensqualitéit verstinn a wéi mir eis Uertschafte wëlle gestalten.

Här President, bei der Landesplanung spillt de Logement natierlech eng zentral Roll. Et steet fir eis als DP ausser Fro, dass méi gebaut muss ginn. Deen eenzege Wee, fir de Logementsproblem an de Grëff ze kréien, ass, dass mir d'Offer massiv an d'Luucht setzen, an do si mir de Moment an enger nach méi

schwiereger Situatioun wéi virdru schonn. Virun allem duerch d'Zënshaussë kréie vill Leit net méi dee Montant geléint, dee se brauchen, fir sech eng Wunneng ze leeschten. Dobäi kënnt nach, dass d'Baue selwer och iwwert déi lescht Méint ëmmer méi deier ginn ass. D'Resultat heivunner ass eng Demande, déi esou niddreg ass wéi scho ganz laang net méi. D'Unzuel u Baugeneemegungen a VEFAen ass dramatesch zréckgaangen. D'Baufirme riskéieren, an e puer Méint keng Aarbecht méi ze hunn.

Mir mussen also fir d'éischt emol derfir suergen, dass weider gebaut gëtt, zum engen, well mir eis et einfach net leeschte kënnen, dass de Retard am Logement nach méi grouss gëtt, zum aneren, well mir evitéiere mussen, dass et zu enger Wull vu Faillitte kënnt, Aarbechtsplaze verluer ginn a qualifizéiert Aarbechtskräfte sech anescht orientéieren.

Mir gesinn haut nach d'Konsequenze vun der Pandemie am Horeca-Beräich. Och hei hu sech vill Leit en neien Job gesicht a sinn net méi erëmkomm. Dëst gëllt et elo beim Bau ze verhënneren, fir de Mangel un Aarbechtskräften net nach weider ze verschäerfen.

Fir d'DP ass kloer, dass déi ëffentlech Hand deem net einfach nokucke kann. De Staat muss seng Verantwortung iwwerhuelen an d'Offer, esou gutt et geet, stäipen. Eng Méiglechkeet ass, dass d'Projeten um private Marché opkaf ginn. Eng weider Méiglechkeet ass, dass de Staat grouss Appels d'offres mécht, fir seng eegen Terrainen esou séier wéi méiglech ze bebauen.

Dat, wat eis virun allem wichteg ass, dat ass, dass net ze vill Zäit verluer geet. Als DP begréisse mir dann dofir och ganz kloer d'Annonce vun der Regierung a vum Premier fir eng „Taskforce Logement a Konstruktioun" an d'Liewen ze ruffen, déi sech der Problematik an hirer Globalitéit unhëlt. Mir erwaarden eis vun de betraffene Ministèren, déi an där Taskforce versammelt sinn, natierlech och konkreet Resultater. Wéi den Numm et seet: Eng Taskforce ass keen Aarbechtsgrupp. Et geet drëms ze handelen, an net nach laang ze studéieren oder ze diskutéieren.

Wa mir vu Landesplanung schwätzen, stellt sech natierlech och d'Fro, op wéi eng Géigenden am Land sech d'Entwécklung an de Wunnengsbau konzentréiere sollen.

Fir eis als DP ass et, wéi gesot, dat Gescheitst, virop op deene Plazen ze wuessen, wou et schonn eng gewëssen Infrastruktur an Urbaniséierung gëtt, fir esou eng ze staark Zersidelung vum Land ze evitéieren.

Mir mussen an Zukunft méi an d'Héicht an och méi dicht bauen. Iwwert de Wee vun der Noverdichtung ka relativ einfach zousätzleche Wunnraum geschaf ginn. Ausserdeem geet ee Problemer, nämlech deene vun der Mobilitéit, e Stéck wäit aus de Féiss an et schaaft een och eng Masse critique, fir dass de lokalen Handel entstoen a bestoe kann.

Och al Industriefrichen nei ze viabiliséieren, ass eng wichteg Approche, besonnesch well déi sech an der Reegel hautdesdaags am urbane Raum befannen, huele mer nëmme Projete wéi d'NeiSchmelz zu Diddeleng oder d'Rout Lëns zu Esch.

Alles dat heescht awer an eisen Aen net, dass net och eis Dierfer wuesse kënnen a sollen. Verschidde Gemengen am Land wëllen hire ländleche Charakter halen an dat ass och ganz gutt esou. Anerer wëllen duerchaus zu engem gewëssenen Deel nach wuessen, an och dat ass ok.

Eigentlech misst nämlech d'Äntwert op d'Fro „Wou solle mer wuessen?" déi heite sinn: Do, wou Bauland ass! Mir hunn zu Lëtzebuerg net manner wéi 3.700 Hektar am Bauperimeter, op deene gebaut ka ginn. Firwat geschitt dat net?

Als DP soe mer kloer: Bauland ass Bauland an dorop soll gebaut kënne ginn. Et sinn, wéi esou oft, och d'Prozeduren, déi Projeten an d'Längt zéien an déi maachen, dass mer nëmme lues virukommen. Hei mussen nach vill Efforte gemaach ginn, sief et bei der Vereinfachung oder bei der Digitaliséierung vun de Prozeduren.

Et ass evident, dass d'Besëtzer vun eidelen Terrainen an Zukunft och méi staark an d'Verantwortung musse geholl ginn. Den entspriechende Gesetzestext vun der Mobiliséierungssteier ass jo um Instanzewee.

Et dierf een awer och an deem Kader net vergiessen, dass de Staat an d'Gemengen och vill Land besëtzen, vill Bauland besëtzen. Als DP fanne mer, dass déi ëffentlech Hand och bei sech selwer muss ufänken, fir hir Terrainen ze mobiliséieren.

Fir Situatiounen ze evitéieren, wou Bauland bewosst brooch leie gelooss gëtt, hu mer an noer Zukunft d'Instrument vum Baulandvertrag – eng laangjäreg Fuerderung vun der DP. Hei hu mer nämlech d'Garantie, dass, wann zousätzlech Terrainen an de Perimeter kommen, dës och zäitno bebaut ginn. Och hei ass de Projet um Instanzewee, allerdéngs scho relativ laang, dofir hoffe mer, dass mer do geschwë virukommen.

Här President, déi lescht Joren hunn eis d'Auswierkunge vum Klimawandel däitlech virun Ae gefouert. Extreem Wiederphenomeener wéi Dréchenten an Iwwerschwemmungen heefe sech a wäerten an Zukunft mat Sécherheet nach méi dacks op eis duerkommen. D'Landesplanung muss deem Rechnung droen. Mir kënnen net nëmme weider Fläche versigelen an d'Landschaften zerschneiden. Mir mussen d'Resilienz vun eisen Ekosystemer stäerken an derfir suergen, dass d'Leit weiderhi gutt an eisen Dierfer a Stied liewe kënnen.

Et ass fir eis als DP evident, dass mer musse kucken, d'Buedemversigelung an den nächste Joren esou gutt et geet ze begrenzen. Manner Steng, méi Gréngs, dat muss d'Zil sinn. D'Virdeeler dovu leien op der Hand: Doduerch, dass mir méi Natur an eis Uertschafte bréngen, maache mer eppes fir d'Ëmwelt a mir steigere ganz konkreet d'Liewensqualitéit vun de Leit. Beem maachen am Summer Schiet a killen eis Véierelen of. Daachbegréngunge sinn net nëmme gutt fir d'Biodiversitéit, si fonctionéieren och als natierlech Isolatioun. Am Wanter hale se waarm, am Summer kille se d'Gebaier of. Donieft spächere Planzen allgemeng Waasser. Wann et dann ze vill reent, hëllefe se och am Fall vun Iwwerschwemmungen.

Et gëtt vill esou Beispiller, wou mir usetze kënnen, fir eis Uertschafte méi klimaresilient ze maachen. De Staat, dee soll hei mam gudde Beispill virgoen a bei all senge Projeten dës Consideratioune mat afléisse loossen. Mee donieft solle besonnesch d'Gemengen ënnerstëtzt an encouragéiert ginn, esou Mesüren ëmzesetzen. D'Politick um nationalen Niveau muss zesumme mat der Politick um lokalen a regionalen Niveau kucken, d'Ziler vum PDAT ze erreechen.

Als DP setze mer an deem Kader op Ureizer schafen, op Ënnerstëtzen a Beroden, op eng Politick vun der Zesummenaarbecht an net vum Diktéieren.

Här President, mir mussen och eng gewësse Flexibilitéit behalen a mat enger gesonder Portioun Pragmatismus a Mënscheverstand un déi Saach erugoen. Mir hunn an de véier Plan-sectoriellen lauter Terraine fir Logement, fir Mobilitéitsprojeten, fir Industrie- an Aktivitéitszone reservéiert. D'DP géif et begréissen, wa mer déi och ëmsetze kéinten. Mee an der Praxis wësse mer, dass dat net ëmmer esou einfach ass, an do muss een dann och kënne soen: „Mir erweidere vläicht dës Aktivitéitszon an déi eng Richtung, wa mer deen aneren Terrain net kënne kréien."

Här President, zur Landesplanung géif et nach ganz vill ze soe ginn. Et ass en immens komplexe Sujet, bei deem et quasi onméiglech ass, an esou kuerzer Zäit all Aspekter ze beliichten. Als DP si mir der Meenung, dass mer e Gesamtkonzept brauchen, dat den Erausfuerderunge vun eiser Zäit Rechnung dréit. An dobäi geet et virun allem drëms, nohalteg ze wuessen, eis Resilienz ze stäerken a gläichzäiteg eng innovativ a modern Wirtschaft ze förderen. Et geet drëms, den haitegen an zukünftege Generatiounen eng héich Liewensqualitéit ze garantéieren, mat liewegen Dierfer a Quartieren, mat vill Gréngs a Plazen, wou ee sech gären ophält.

Als DP ënnerstëtze mer prinzipiell déi verschidden Ziler vum PDAT voll a ganz, och wa sech bei der Ëmsetzung vläicht nach déi eng oder aner Fro stellt.

Et ass evident, dass mir déi Ziler nëmmen erreeche kënnen, wa mir all an déi selwecht Richtung zéien. D'Gemenge si wichteg Partner, fir déi Ziler ze erreechen an déi Visioun ëmzesetzen. Mee dat kann nëmmen am Dialog an an der Kooperatioun tëscht nationalem a lokalem Niveau geschéien. Mir mussen d'Gemengen dofir ënnerstëtzen, hinnen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, wéi mir dat zum Beispill am Kader vum Natur- a vum Klimapakt maachen. Dat ass dee richtege Wee fir eis: am Dialog – an net vun uewen erof.

Ech soen Iech, léif Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren, der Regierung Merci fir hir Deklaratioun an och e grousse Merci un de Kolleeg Jean-Paul Schaaf, deen dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat huet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den aktuelle Programme directeur de l'aménagement du territoire geet op d'Joer 2003 zréck a säitdeem huet sech d'Welt e gutt Stéck verännert. Mir sti virun neien Erausfuerderungen. Den neie PDAT muss engersäits drop Rücksicht huelen a gläichzäiteg muss et geléngen, eist Land fir d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer suedelfest ze maachen.

Den Här Minister ass virdrun drop agaangen, wat den neie PDAT alles mat sech bréngt. Wichteg ass, kloer ze maachen, wat d'Visioun fir d'Zukunft a fir Lëtzebuerg ass. Mat dësem PDAT leeë mer nämlech d'Schinnen an déi Richtung, an déi et goe soll.

An Zäite vum Klimawandel a vun der Ressourcëknappheet, muss et eist Zil sinn, eist Land méi resilient ze plangen. Um Enn mussen optimal Liewensbedingunge fir jiddereen an eng nohalteg a stabill Entwécklung vum ganze Land derbäi erauskommen. Genau an deem Sënn baséiert de PDAT dofir op wichtege Grondprinzippien: den territorialen, sozialen, wirtschaftlechen Zesummenhalt an d'optiméiert Notzung vun natierleche Ressourcen an d'Klimaneutralitéit. De PDAT vun 2003 huet de Prinzipp vun enger Déconcentration concentrée virgesinn, déi urban Zentren definéiert, déi méi staark sollen entwéckelt ginn a bestëmmt Missiounen och fir d'Nopeschgemenge mat iwwerhuelen.

Am Kontext vum PDAT mécht et absolutt Sënn, déi Uertschaften als CDA ze bezeechnen, déi sech besonnesch staark sollen entwéckelen a wou de Staat prioritär an Infrastrukturen investéiert, déi der ganzer Regioun zegutt kommen. D'Gemengefinanzéierungsgesetz gesäit duerno vir, dass d'CDAen Usproch

op eng Majoratioun bei der Ëmverdeelung vum Fonds de dotation globale vun de Gemengen hunn.

PDAT Uertschaften ... Wichteg ass et, fir elo ze wëssen, wéi et mat där geplangter Fusioun och virugeet. Wärend der Pandemie ass de Prozess hei – ech schwätzen elo vun der Nordstad – e bëssen an d'Stocke komm. An et schéngt de Moment och net iwwerall an der Opinion publique eng grouss Begeeschterung derfir ze ginn. E knappe Mount virun de Gemengewalen ass et allerdéngs e schlechte Moment, fir anzeschätzen, wéi et am Moment och virugeet an der Nordstad.

Onofhängeg vun der Fro ass et net a Fro gestallt, dass d'Nordstad am Kontext vun der Landesplanung eng wichteg Roll fir déi ganz Regioun ze spillen huet an dass de Staat hei massiv investéiert, sief et an d'Schinn, an d'Strooss, an ëffentlech Gebaier wéi Lycéeën, d'Spidol oder nach Verwaltungsgebaier fir de Staat.

Zu der Gemengenautonomie: Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Entwécklung vum Land, notamment vun de CDAen, ass eng Prioritéit. Déi aner besteet doran, de Flächeverbrauch op e Minimum ze reduzéieren. An Zäite vun der Ressourcëknappheet an dem Klimawandel, deen eis all Dag am Genéck sëtzt, muss drop opgepasst ginn, dass net alles versigelt gëtt.

Oft gëtt de Klimawandel als Gefor relativéiert. Et gëtt och Leit, déi mengen, Lëtzebuerg kéint do kee Beitrag leeschten. Mee awer huet den Observatoire de l'environnement naturel festgestallt, dass duerch d'Versigelung an d'Artificialiséierung vum Buedem och bei eis am Land d'Unzuel un den Insekte massiv erofgaangen ass. D'Insektestierwen huet dobäi en direkten Impakt op d'Landwirtschaft an op d'Bongerten.

Aner negativ Effekter, déi mer ëmmer méi spieren, sinn extreem Wiederphenomeener wéi déi grouss Iwwerschwemmunge virun zwee Joer oder den extreem dréchene Summer d'lescht Joer. Virun allem an de Stied mierkt een, wéi wichteg Gréngfläche sinn. All Gréngfläch, all Meterkaree bedeit eng Beräicherung, an eng flott Plaz mat Beem ass eng Beräicherung fir d'Leit, besonnesch – et war virdrun ugeschwat ginn – bei staarker Sonnenastralung, wou d'Leit sech an dem Schiet kënnen ophalen.

Als LSAP si mer dofir fir eng konsequent Begréngung vun de Stied a fir eng Reduktioun vun der Buedemversigelung. Eng Haaptmesür vum PDAT ass et, den Netto-Flächeverbrauch bis 2050 op null ze reduzéieren. Bis 2035 soll d'Versigelung halbéiert ginn. Wat ideologesch gutt kléngt, setzt d'Gemenge virun eng grouss zouen Dier, well se dru gehënnert ginn, autonom ze wuessen. D'LSAP huet sech ëmmer fir eng grouss Gemengenautonomie agesat. Den neie PDAT 2023 wäert dës Autonomie nees méi a Fro stellen.

Virun allem kleng Gemengen hunn net ëmmer d'Ressourcen, fir bei all de bestoende Pläng, Programmer, Virgaben a Verwaltungen nach en Iwwerbléck ze behalen. Dofir ass et wichteg – et gouf virdrun ugeschwat –, dass d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun den Ziler vum PDAT gehollef kréien.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi meng Kolleegin Cécile Hemmen an der Heure d'actualité zum PDAT sot, ass et och wichteg, datt d'Hierarchie vun deene verschiddene Pläng, Gesetzer a Reglementer an dee jeeweilege richtege Stellewäert kloer sinn.

Am Prinzipp hu mer iwwert eis Gesetzer zum Aménagement du territoire an zum Aménagement communal zimmlech gutt Instrumenter, fir ze bestëmmen, wou ka gebaut ginn – an dach entwéckelt sech net alles esou wéi geplangt.

De PAG setzt eng kloer Grenz, wou ka gebaut ginn a wou net. Dat heescht awer net, dass all d'Baupotenzial innerhalb vum PAG genotzt gëtt. Et ass och richteg, dass all Gemeng sech beméit, en Equiliber ze schafen tëscht Wunnen an Aarbechtsplazen, mat der Iddi, dass d'Leit méi no bei hir Aarbecht solle wunne kommen.

D'Decisioun doriwwer, wou a wat wie baut, hänkt natierlech och vum Portmonni vun de Leit selwer of. Doriwwer eraus kann ee PAG festleeën, a wat fir engen Zonen Eefamilljenhaiser oder Residenze kënne gebaut ginn.

Eng vun de groussen Erausfuerderungen ass et, engersäits massiv neie Wunnraum ze schafen an anerersäits de Flächeverbrauch erofzesetzen, dee bis 2050 laut PDAT quasi op null gesat soll ginn.

D'LSAP begréisst et, dass de PDAT ausdrécklech festhält, dass et net dorëms geet, d'Entwécklung vum Land auszebremsen. Et ass kloer, dass, wann een en Haus oder eng Strooss baut, een net derlaanscht kënnt, déi Flächen ze versigelen. Dat soll awer virun allem op deene Flächen innerhalb vum PAG paséieren. Et geet hei awer primär dorëms, d'Bauzonen net weider an Zone-verten auszedeenen. An och hei gesäit de PDAT d'Méiglechkeet fir Ausname vir, wann dat am allgemengen Interessi ass. Dat bleift an der Logik vum PDAT, och vun 2023. Zil ass et, dass d'Baupotenzial innerhalb vum PAG optimal genotzt gëtt.

D'LSAP wier frou, wann déi Terrainen am Bauperimeter, déi an ëffentlecher Hand sinn, esou schnell wéi méiglech bebaut géife ginn. An deem Kontext passt d'Strategie, de Wunnraum an ëffentlecher Hand däitlech auszebauen. D'Qualitéit vum Urbanismus a vun der Architektur ass e wichtege Facteur, wann et ëm d'Akzeptanz vun enger Verdichtung vun de Wunngebidder geet.

Déi, déi fannen, dass de Staat sech aus dem Logementsmarché sollt eraushalen, sollten net vergiessen, dass et am Moment de private Bausecteur ass, deen d'Interventioun vum Staat fuerdert. An och wann d'Gemeng oder de Staat de Bauhär ass, sinn et jo ëmmer nach Privatentreprisen, déi hei bauen. Elo, wou déi privat Investisseuren ofsprangen an d'Baubranche fäert, net méi genuch Opträg ze hunn, ass et eng Geleeënheet, fir seriö Fortschrëtter ze maache beim ëffentleche Wunnengsbau.

Gläichzäiteg musse mer Drock maachen, fir dass och privat Terrainen am Bauperimeter bebaut ginn. Wann de PDAT, iwwert dee mer schwätzen, am Joer 2030 wéinstens usazweis Realitéit soll ginn, brauche mer eventuell eng Mobiliséierungssteier, déi et onattraktiv mécht, Bauterrainen iwwer Joren a Joerzéngte broochleien ze loossen. Heibäi muss een natierlech Eltere berücksichtegen, déi Bauplaze fir hir Kanner broochleie loossen.

Mir wëssen all, dass esou e komplexe Gesetzesprojet net an zwee Méint gestëmmt ass, mee d'Efforte mussen iwwert dës Legislatur eraus weidergoen, fir zu engem gudde Resultat ze kommen, well et dauert jo nach eemol eng Rei Joren, bis deen Text e spierbaart Resultat bréngt, souguer wann e bis gestëmmt ass. Nëmme wann et eis geléngt, schnell op deenen Terrainen ze bauen, déi haut schonn derfir ausgewise sinn, hëlt den Drock of, Wisen an Akerland a Bauland ëmzeklasséieren.

Zum Gléck gëtt allgemeng d'Bewosstsi méi grouss, dass net nëmme Bëscher a Biotoper musse geschützt ginn, mee och déi landwirtschaftlech Flächen. E gudde Buedem, op deem een eppes kann ubauen, ass och eng endlech Ressource, déi net einfach erëm kann hiergestallt ginn, wa se eemol zerstéiert ass. Déi rezent Krisen a Klimaverännerunge maache méi visibel, dass et net selbstverständlech ass, dass mer genuch Liewensmëttel kënnen éiweg hierstellen. Zum Schutz vun de landwirtschaftleche Fläche gehéiert och eng Agrarpolitick, déi d'Transitioun hin zu enger méi nohalteger Landwirtschaft ënnerstëtzt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bei der Ekonomie ass et dat absolutt Ziel vum PDAT , esou gutt et geet mat de begrenzte Flächen, déi deels eisem klenge Land zur Verfügung stinn, eens ze ginn. Déi vehement Sich no Bauterrainen huet dozou gefouert, datt déi verloossen Industriebrooche mat aneren Ae gekuckt ginn. Séier gouf kloer, wéi vill Potenzial hei läit. An déi lescht Jore konnt dofir immens vill Terrain nees fir de Wunnengsbau – dorënner virun allem sozial Wunnengen – zréckgewonne ginn. Ech denken hei besonnesch un d'Projete „Wunne mat der Wooltz", NeiSchmelz zu Diddeleng, Metzeschmelz zu Esch-Schëffleng a Belval.

Déi grouss Erausfuerderung ass, de bestoende Raum ekonomesch ze notzen, dat am duebele Sënn: ressourcëschounend an awer produktiv. Op där enger Säit muss de versigelte Raum spuersam genotzt ginn, dat heescht, d'Industriefriche musse revaloriséiert ginn an de Leit nees zur Verfügung gestallt ginn. Am beschte Fall geschitt dat iwwregens och an engem participative Prozess, wou d'Biergerinnen a Bierger mat agebonne ginn.

Op där anerer Säit mussen déi nei Zones d'activités économiques effizient an nohalteg geplangt ginn. Hei denken ech zum Beispill un d'Initiative vum Wirtschaftsministère, fir Plazen ze schafen, op deene sech Betriber aus engem Secteur kënnen usidelen, fir esou zesumme méi vernetzt a méi resilient ze schaffen.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | De PDAT huet als Zil, d'Landesplanung esou ze kadréieren, dass den Impakt op eis natierlech Ressourcen esou kleng wéi méiglech gehale gëtt. Déi Iwwerleeung geet Hand an Hand mam Modell vun der Kreeslafwirtschaft. Och hei geet et jo drëms, méi rationell mat de Ressourcen ëmzegoen. Wichteg ass et an deem Sënn och, dass d'Ressourcë keen onnéideg wäite Wee zréckleeë mussen an dass mer méi standardiséiert, méi effikass, méi rationell ëmgi mat deem, wat mer hunn.

Eng nohalteg effizient an accessibel Mobilitéit an der Landesplanung spillt och eng wichteg zentral Roll, fir eng harmonesch an equilibréiert territorial Entwécklung ze erméiglechen. Duerch d'Integratioun vu Mobilitéitspläng an nohalteg Mobilitéitsléisunge kann een den urbane Raum méi agreabel gestalten.

Am PDAT ass et virgesinn, datt d'Mobilitéit a Fonctioun vun de CDAen organiséiert gëtt. Aus där Perspektiv misst een alles derfir maachen, datt d'CDAe besser vum ëffentlechen Transport desservéiert ginn. Mee mir kënnen eis nëmmen doriwwer freeën, wann endlech aus der Mobilitéitsperspektiv regional CDAen, zum Beispill wéi Wolz, bei der Planung vun de Mobilitéitsservicer an Infrastrukturen eng aner Bedeitung kréien.

Zousätzlech misst een, wéi och am neie PDAT als Zil uginn, zu engem Rééquilibrage tëschent der Verdeelung vun der Aarbecht a Populatioun innerhalb vu grousse Ballungszentren an de festgeluechte CDAe kommen.

Här President, wann ee vun der Mobilitéit am landesplaneresche Sënn schwätzt, dann dierf ee sech net eleng op d'geografesch Limitte vun onsem Land limitéieren. Mir mussen d'Grenzregiounen als en essenziellt Element vun der Landesplanung an alle Beräicher vun der Politick verstäerkt matabezéien,

esou wéi et virdru vum Minister ugeschwat gouf. Dofir ass et ze begréissen, datt am neie PDAT eng grenziwwerschreidend territorial Visioun ugestriefs gëtt, notamment mam neie Konzept „Aire fonctionnelle transfrontalière".

Am Hibléck op déi nei Erausfuerderungen am Zesummenhang mat der ekologescher Transitioun an d'Ufuerderungen am Beräich vun der Mobilitéit, besonnesch wa mer wëssen, datt all Dag méi wéi 200.000 Frontalieren iwwer eis Grenz kommen, fir hei ze schaffen, ass et evident, datt mer an deene Beräicher méi enk musse mat politeschen Acteuren aus dem noe Grenzgebitt zesummeschaffen a konkreet Infrastrukturprojeten am Sënn vun eiser Populatioun an de Grenzgänger realiséieren.

Beim Travail: Wa mer iwwer Landesplanung schwätzen, musse mer och iwwert d'Aarbecht schwätzen. E signifikativen Deel vun eiser Gesellschaft, ongeféier 270.000 Residenten, verbréngt een Deel vum Dag op der Aarbecht oder um Wee zréck oder dohinner. D'Aart a Weis, wou a wéi mer schaffen, huet en Afloss dorop, wou a wéi mir akafe ginn, wéi mer eis deplacéieren, wéi mer eis Fräizäit plangen, eist Familljeliewen organiséieren a villes méi. D'Landesplanung kann hei lenkend wierken an d'Aarbechtsorganisatioun kann hei och hire Beitrag leeschten.

Den Haaptdeel vun den Administratiounen, de politeschen an den ekonomeschen Acteure sinn an der Stad beheemescht. Mir mussen awer kucken, datt déi ekonomesch Entwécklung an Dynamik awer och anere Regiounen hei am Land zegutt kënnt. Dowéinst ass et wichteg a richteg, datt mir nach déi zwee Entwécklungspolen Esch an Nordstad hunn, fir ënner anerem och d'Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten. Service-publiquen a staatlech Verwaltunge konnte sech an deenen zwou sougenannte CDA nidderloossen. Dat ass bis ewell awer éischter leider wéineg gemaach ginn. Dowéinst fuerdere mer, déi Dekonzentratioun vun deene staatlechen Administratioune weiderzedreiwen.

De PDAT 2023 huet dann och eelef Espaces d'action nationaux et transfrontaliers identifizéiert. Um Niveau vun deenen eenzelnen Espaces d'action soll dann och eng prezis territorial Strategie entwéckelt ginn. Och hei steet d'LSAP ganz derhannert.

Weider Strategien an esou Richtunge kënne Coworking- respektiv Shared Space-Strukture wéi och den Teletravail sinn. D'Pandemie huet gewisen, wéi wichteg et ass, datt et Aarbechtsforme gëtt, déi un d'Besoine vun de Salariéen adaptéiert sinn an och fir d'Patrone vu Virdeel sinn, zum Beispill well hir Salariéë manner gestresst sinn, well se manner Zäit an Energie am Stau verléieren.

Ee Beispill ass den Teletravail. Den Teletravail bitt vill Virdeeler, wéi zum Beispill méi Flexibilitéit, wat d'Vereenbarkeet vu Famill an Aarbecht ugeet. Teletravail erlaabt et och dem Salarié, Zäit ze spueren. Well den Deplacement ewechfält, gëtt manner CO_2 ausgestouss an et gëtt nach vill aner Punkten, déi och fir den Teletravail schwätzten.

Mir mussen natierlech och an Zukunft kucken an eis doriwwer Gedanke maachen, wat den Impakt vu verschiddenen Aarbechts- a Liewensformen op eis Gesellschaft an eist Zesummeliewe wäert sinn. Datt den Teletravail hei och kann eng Chance bidden, weist d'Argumentatioun vum PDAT. Deemno schwätzt dëse sech fir breet Raimlechkeeten, och „tiers-lieux" genannt, aus. Dës Strukture sollen et erlaben, zesummenzekommen a sech auszetauschen.

Wéi ech virdru scho gesot hunn, dierfe mer an dësem ganzen Discours déi iwwerregional Komponenten net aus den Ae verléieren. All Dag kommen eng 220.000 Frontalieren op Lëtzebuerg schaffen. Et gëtt wuel kaum en anert Land an Europa, wou d'Frontalieren esou een héijen Undeel um Total vun de Salariéen ausmaachen. Dat bréngt bedeitend Konsequenze mat sech, dowéinst musse mer dësen Aspekt matbetruechten a virun allem kucken, datt mer net nëmme Léisungen um nationale Plang fannen, mee och um Niveau vun der Grossregioun. E Beispill sinn d'Bestriewungen tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner, Reegelungen am Travail, de Steieren an der Sécurité sociale ze fannen, fir den Teletravail zum Beispill an der Groussregioun ze reegelen.

Et gëtt vill Aspekter, déi hei ze berücksichtege sinn. Den Travail ass e wichtegen Aspekt an dëser Debatt, well d'Landesplanung e groussen Afloss op eist Schaffen huet, mee eis Aart a Weis ze schaffen huet och en indirekten Impakt op déi ganz Landesplanung.

Här President, et ass fundamental wichteg, dass d'Zivillgesellschaft bei der Ausaarbechtung vun dësem PAG consultéiert gouf. D'Biergerbedeelegung ass den Haaptbestanddeel vun enger Demokratie a suergt fir méi Verständnis an Akzeptanz bei de Leit. Bei dësen Zilkonflikter an engem positive Konsens muss e positiven Dialog fonnt ginn.

Am Ufank vu menger Ried hunn ech vu Schinne geschwat, déi mer mam PDAT leeën. Och d'Leit mussen um Enn e Vertrauen doran hunn, dass et an déi richteg Richtung geet. Deemno e grousse Merci u jiddereen, deen hei matgeschafft huet, och e speziell grousse Merci un d'Gemengen. Merci och, well déi ganz Landesplanung e wichtegen Deel ass, wat eng angeneem Liewensqualitéit betrëfft. Ech mengen, et ass dat, wourop d'Leit waarden, a mir sinn dat der nächster Generatioun schëlleg.

Domat soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Sorry fir mäi bëssen Hickhack. Ech hunn e bëssen eng schlecht Noriicht kritt: Ee vu menge beschte Frënn ass gëschter Owend gestuerwen an ech hunn net déi richteg Konzentratioun. An dofir wäert ech muer de Mëtteg net kënnen un der Sitzung deelhuelen an ech soen dem Tess Burton villmools Merci, datt si muer hei mäi Projet iwwerhëlt. An deem Sënn nach eng Kéier villmools merci fir Är Opmierksamkeet an d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Carlo Weber an eist Matgefill. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, elo muss ech eng Kéier schlécken.

Lëtzebuerg huet sech an de leschte Jore rasant entwéckelt op demografeschem Plang, awer och op ekonomeschem Plang. Zousätzlech si mir mat enormen ekologeschen Defie konfrontéiert, wéi zum Beispill der Klimakris, Biodiversitéitsverloschter, der Logementskris. Mir hu grouss an divers Besoinen a gläichzäiteg dierfe mir net vergiessen, datt eisen Earth Overshoot Day mëttlerweil schonn de 14. Februar ass, dat heescht, datt mir op eis lëtzebuergesch Ressourcen ab deem Datum net méi kënnen zielen an éischter op Käschte vum Planéit liewen.

Fir eis, awer och fir déi nächst Generatiounen, brauche mir intakt Ökosystemer, Natur a Bëscher, wou Biodiversitéit sech kann ausbreeden, mee déi mindestens zum Deel och als Noerhuelungsgebidder fir d'Mënsche mussen déngen. Mir brauche Weeden, Ackerland, Uebst- a Geméisubau hei zu Lëtzebuerg, gläichzäiteg awer och zousätzleche Wunnraum, Plaze fir eis Betriber an e performante Mobilitéitsreseau, fir méiglechst vill Mënsche méiglechst effikass an nohalteg vun A op B an op C kënnen ze féieren.

Et gëtt deemno ganz vill parallell an deelweis konfliktuell Besoinen, déi ee muss erfëllen an et kann een déi Besoinen och net isoléiert, eenzel, kucken. Si hänken all zesummen a wa mer un eng Stellschrauf dréie ginn, huet dat natierlech automatesch en Impakt op ganz aner Beräicher. Genee dat ass jo och d'Essenz vun engem System an och vun engem natierlechen Ökosystem. Duerfir ass et haut ëmsou méi wichteg, eis ronn 2.500 Quadratkilometer mëttel- a laangfristeg esou rationell, sënnvoll an intelligent wéi méiglech ze plangen.

D'Visioun vum leschte PDAT, dem Programme directeur d'aménagement du territoire, vun 2003 gouf leider net erreecht. An och beim IVL koum et net zu engem vu béiden Entwécklungszenarioen, Awunner- oder Grenzgängerzenario, mee zu béide gläichzäiteg.

Och den ale PDAT huet schonn op eng Strategie gesat, mat där Lëtzebuerg sech sollt op eng polyzentresch an equilibréiert Aart a Weis entwéckelen. Mee zënterdeem huet d'Fragmentéierung vun eisem Land awer net nëmme weider zougeholl, mee sech och nach verschnellert a Wunnen a Schaffe sinn nach méi wäit auserneegeréckelt.

Fir all eis Besoinen op eisem klengen Territoire kënnen ënnert een Hutt ze bréngen an eng gutt Liewensqualitéit an eisem Land ze erhalen, brauche mir dofir éischtens dréngend eng aktualiséiert a virun allem eng kohärent an eng konsequent Strategie. An zweetens: Mir brauchen e kollektive politeschen Effort, fir dëse PDAT och tatsächlech um Terrain ëmzesetzen. An dat heescht an dësem Fall, datt an Zukunft all eenzelne Ministère de Wëllen, awer och de Courage muss hunn, dës Zilsetzungen a seng Politickfelder ze integréieren, soss wäert sech eise Problem nach méi verschlëmmeren.

Mat dësem neie PDAT ënnersträiche mir d'Wichtegkeet vun enger intakter Natur an engem Klima am Gläichgewiicht. A genau deen Usaz ass eis Gréng ganz wichteg, genau esou wéi déi dräi politesch Ziler fir en neie Planungsmodell, deen de PDAT u sech virgesäit.

Wat d'Ausschaffe vum neie PDAT ugeet, ass et wichteg ze soen, datt hei vill Input aus sämtleche Biergerbedeelegunge koum, ënner anerem vum partizipative Prozess 2018 an de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050. Fir d'Bierger ass et kloer, datt d'Regierung – mee net nëmmen, och mir als Chamber – am Kader vun der Transitioun agéiere mussen an eis national Ziler musse ginn, an dat am Kader vun der Ëmwelt, vun der Mobilitéit an natierlech och an der territorialer Transitioun.

Domadder kommen ech zum éischten Zil vum PDAT. De PDAT huet als éischt politescht Zil, de Flächeverbrauch progressiv ze reduzéieren. Ech wëll hei eng kleng Klammer opmaachen: 12 % vun eisem Territoire sinn elo scho versigelt. Mir urbaniséieren all Dag en hallwen Hektar an dovunner gëtt d'Hallschent versigelt. Dat sinn 2.500 Meterkaree pro Dag, déi versigelt ginn. Am Joer si mer da ronn bei engem Quadratkilometer – a just als Erënnerung: Mir hunn der ganzer 2.586!

Et ass also urgent, de Verbrauch vun eisem Buedem ze reduzéieren, d'Transformatioun vun eisem natierleche Raum oder Versigelung vum Land ënner ... Ech fänken nach eng Kéier vu vir un, sorry. Also: D'Transformatioun vun eisem natierleche Raum oder d'Versigelung vum Land ännert däitlech d'Biodiversitéit an ass eng Bedroung fir de Liewensraum vun Déieren- a Planzenaarten.

Doriwwer eraus huet dat Ganzt en negativen Impakt natierlech och op eis Mënschen an och op eis Aktivitéiten. Mir schafen esou Hëtztinselen an de Stied an Dierfer mat negativen Effekter op d'Gesondheet vun de Leit. Notamment eeler Leit hu Schwieregkeete mat

tropeschen Nueschten, déi ëmmer méi heefeg ginn. En erhéichte Risiko vun Iwwerschwemmungen – ech sinn net dat Éischt, wat et seet, an ech si frou, datt d'Leit dat och esou gesinn –, well de Buedem eeben de Reen net méi kann ophuelen, oder d'Reduzéiere vum Potenzial vum Land fir d'Landwirtschaft.

Léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, weidert grouss-flächegt Versigele vun eisem wäertvolle Buedem mécht eis Stied an Dierfer deemno manner klimaresistent. An dofir ass et wichteg, datt eis Generatioun ëmdenkt, awer och agéiert, fir datt mer eise Kanner an Enkelkanner eng änlech gutt Liewensqualitéit kënne bidde wéi déi, déi mer elo am Moment nach hunn.

Dofir begréisse mir, datt de Projet, de PDAT, ganz konkreet eng Halbéierung vum Flächeverbrauch op 0,25 Hektar bis 2035 virgesäit, fir en da bis 2050 op 0 ze reduzéieren. Och eng EU-Strategie fir de Buedemschutz gesäit dëst Zil vun der „Zéro artificialisation nette" vir. Dat ass och, wat d'Bierger an d'Biergerinnen dobausse froen. D'Resultater vun zwee ILReS-Sondagen, déi am Kader vun den Aarbechten zum PDAT ausgefouert gi sinn, bestätegen och, datt 83 % vun de Befrote fir eng Aféierung vun der Limitt vun der Buedemversigelung sinn. D'Reduzéierung vum Flächeverbrauch gouf och vum Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 gefuerdert.

Elo kann ee sech déi Fro stellen: Bedeit dat elo fir eist Land, datt mer mussen e Baustopp hunn? Natierlech net! An ech wëll op dëser Plaz wierklech betounen: Mir mussen a wäerte weider Logementer, awer och Infrastrukture bauen, mee eeben anescht, méi ëmweltbewosst a raimlech méi sënnvoll verdeelt.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Mir hunn doriwwer eraus och nach e staarkt Entwécklungspotenzial op scho versigelte Plazen. Mir hu ganzer 3.700 Hektar zur Verfügung mat de Frichen a mat dem Plan sectoriel „Logement", wou mer nach ëmmer eng ronn 300.000 nei Awunner kënnen hikréien.

Mir brauchen eng nei Planungskultur: Amplaz ëmmer nëmmen op der Grénger Wiss ze bauen, musse mir och hei ëmdenken an och op eng Flächekreeslafwirtschaft iwwergoen. De PDAT gëtt eis och hei déi néideg Leitlinnen, fir dat kënnen ze maachen.

Ech kommen domadder zum zweeten Zil: Entwéckelen, wou et fir eist Land a fir eis ganz Gesellschaft am sënnvollsten ass. Wa mir wëssen, wou soll entwéckelt ginn, da kënne mir schonn am Virfeld déi néideg Infrastrukturen en place setzen an natierlech och déi Plazen esou am PAG virgesinn, amplaz der Entwécklung an der Zersiidlung vun eisem schéine Ländchen stänneg just hannendrunzelafen – Stéchwuert „Anticipatioun vun der Entwécklung".

Wa mir wëllen, datt rural Uertschaften hire Charakter behalen, mee och d'Gréngzone wëllen erhalen, da muss sech d'Entwécklung vu Wunnraum an Aarbechtsplazen op urban Zentre konzentréieren. Mir mussen ënnerbenotzt Fläche rekonvertéieren, Frichë benotzen, Gebaier multifunktionell plangen, awer och an enger Économie circulaire bauen, d'Densitéit eropschrauwen – an do wëll ech soen, datt d'Gemengen natierlech musse matspillen, well si hunn e wichtege Rôle, hei matzeschwätzen a matzespillen – a mir mussen och zoubetonéiert Plazen der Natur deemno wéi zréckginn – Stéchwuert „Parkplazen".

D'Vergaangenheet weist eis, datt eng Strategie aleng leider net duergeet. Mir brauche méi staark Instrumenter, déi eng Entwécklung a Richtung vun Inneverdichtung a vum Erhalt vu räichen Ökosystemer stäipen, an dofir ass et wichteg, datt de PDAT eng ganz Rei potenziell Instrumenter, awer och Outilen nennt, déi a Fro kéinte kommen, fir d'Notzung vum Buedem ze verbesseren.

Ech wëll hei d'Transferable Development Rights nennen, en Instrument, dat et engem kéint erlaben, de Bau an d'Notzrechter vun engem manner adaptéierten Terrain op e méi adaptéierten Terrain ze transferéieren an esou och d'Besëtzer an d'Besëtzerinne vun dësem Terrain ze kompenséieren.

Par rapport zum PDAT vu virun 20 Joer huet sech awer och nach eng aner Dimensioun enorm entwéckelt. Dat ass déi Interdependance mat all eise Grenzgebidder. An dat féiert zum drëtten Zil vun eisem PDAT: eng verstäerkt Prise en compte vun de grenziwwergräifenden Dimensiounen.

Stellt Iech vir, Dir kuckt op enger Kaart an et ass keng déck Linn gezeechent, wou eeben eng Grenz ass. Als Planer oder als Planerin géif Der dann esou plangen, wéi et kohärent wier an natierlech nom Besoin, an net kucken: „Do muss ech ophalen." Vill Etüden, déi eis demografesch Entwécklung als Sujet hunn, soen, datt an Zukunft eis Plankultur vis-à-vis vun Nopeschlänner sech muss änneren. Et muss vill méi grenziwwergräifend geschafft ginn, an dat net nëmmen, fir Park&Riden ze bauen. E regionalen Urbanismus, eng méi regional Gestioun vun der Mobilitéit, vun den Infrastrukture wéi zum Beispill Schoulen oder Piscinnen, eng harmonesch an nohalteg Preservatioun vun de grénge Korridoren, Gestioun vum Waasser, gemeinsaamt Iwwerleeën, och wéi d'Frichë kënnen entwéckelt ginn, wou et Sënn mécht, op wéi enger Säit Wunnengen ze bauen a wou mer Betriber kënnen usidelen, an dat Ganzt natierlech an enger Iwwerleeung vun der Entwécklung vun der Ekonomie vun dëser Regioun.

Alles, wat ech hei zielen, ass keen Neiland. Et gëtt scho super Beispiller heifir, wéi zum Beispill de Projet „Grand Genève", en Territoire partagé, wou et drëms geet, grenziwwergräifend Projeten ze entwéckelen an de Beräicher Transition écologique, Mobilitéit, Urbanismus an Agrikultur.

De PDAT gëtt eis siwen Espace-fonctionnel-transfrontalieren un, wou Gemenge vun där enger a vun där anerer Säit méi staark kënnen zesummeschaffen. Dofir begréisse mir ausdrécklech – an dat huet den Här Minister virdrun och gesot –, datt de Minister Turmes hei 50 Milliounen iwwert den Interreg-Programm an de Grapp hëlt, fir eng Zesummenaarbecht ze strukturéieren a méi kohärent ze gestalten. Beispill: D'Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", wou elo rezent 6,8 Milliounen Euro iwwert den Interreg-Programm zur Verfügung gestallt gi sinn, fir eng Kooperatioun zwëschent Lëtzebuerg, Rheinland-Pfalz an dem Saarland duerch konkreet Initiativen am Beräich vun der Gesondheet, vum ëffentlechen Transport an der Siidlungsentwécklung kënne weiderzedreiwen.

Och huet no den Avisen zum PDAT de Minister d'Kapitel zu der grenziwwergräifender Kooperatioun nach verstäerkt an deen Aspekt méi staark beliicht. Fir d'Gemengen an och aner Organisatioune wéi der IDEA an dem Mouvement écologique schéngt et noutwendeg, eng strukturéiert Zesummenaarbecht mat de Grenzregiounen ze féieren a sech natierlech och déi néideg finanziell, awer och mënschlech Ressourcë kënnen ze ginn, fir Projete kënnen ëmzesetzen.

Fir den neie PDAT ass och immens vill Wäert dorop geluecht ginn, en inklusive Prozess ze féieren. Ech hunn et schonn e puermol ernimmt, mee dofir wëll ech och nach eng Kéier soen: dofir ass hei eng breet a strukuréiert Participatioun ausgeschafft ginn. Wichteg ass, datt déi Konzepter an déi konzeptuell Iddien, déi bei Luxembourg in Transition ugestouss gi sinn, weidergefouert ginn, esou zum Beispill déi Ceinture verte ronderëm eis Stad oder d'Ëmgestaltung vun der Zone commerciale zu Féiz.

An et ass kloer, datt, fir de PDAT konkreet um Terrain kënnen ëmzesetzen, mir weider op Participatioun a Kollaboratioun musse setzen zwëschent deene verschiddene Ministèren, Gemengen a privaten Acteuren.

Ech kommen heimadder, well déi Heure d'actualité zum méiglechen Impakt vum PDAT op d'Gemengefinanze gestallt ginn ass, direkt dozou, fir och e puer Wuert heizou ze verléieren. An ech soen direkt dem Här Schaaf Merci derfir, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, ier ech dat vergiessen.

De PDAT gëtt eis Ziler, wéi mer schounend an ëmweltbewosst mat eisem Territoire sollen ëmgoen. Dofir muss een op dëser Plaz betounen, datt de Gemengefinanzéierungsmodell dës Objektiver vum PDAT net däerf a Fro stellen. Ech hoffen, datt d'Fro vum Impakt vum PDAT op d'Gemengefinanzen, déi u sech d'CSV opgeworf huet, elo net als Alibi benotzt gëtt, fir déi ambitiéis Ziler an der Landesplanung nees a Fro ze stellen.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | D'Fro opzewerfen, ass ganz sécher legitimm an och ganz pertinent, mee kee Grond, fir net d'accord ze si mam neie PDAT. Éischter ëmgedréint: Mir brauche sécherlech hei eng detailléiert Analys vun de méiglechen Impakter bei verschidde Gemengen an da soll och de Finanzéierungsmodell am Kader vun enger Evaluatioun vun de Gemengefinanzen no der Reform vun 2017 mat der Prioritéit vum PDAT an Aklang bruecht ginn.

Ech hu schonn ugangs betount: Wann dëse PDAT soll am Ënnerscheed zu sengem Virgänger en tatsächlechen an nohaltegen Impakt op d'Liewensqualitéit an op d'Zukunftssécherheet vun eisem Land hunn, da brauche mir e kollektive politeschen Effort, wou all Ministère opgefuerdert gëtt, dës landesplaneresch Leitlinnen a senge jeeweilege Politickfelder ze iwwerhuelen – an natierlech hei och den Inneministère.

Fir enger gudder Liewensqualitéit an deemno engem qualitative Wuesstum Rechnung ze droen, mussen d'Gemengefinanzen natierlech hiert Entwécklungspotenzial an hir Missiounen erëmspigelen. Si mussen de Besoine vun eiser Gesellschaft gerecht ginn, well als Gréng si mir fir staark a professionell opgestallte Gemengen, déi all de Bierger a Biergerinnen am Land eng méiglechst gläichwäerteg a modern Offer u Servicer kënnen ubidden.

An ech erënneren an dësem Kontext och un de Principe de connexité. Et ass e ganz wichtege kommunalen Novum an eiser Verfassung, déi an e puer Woche wäert a Kraaft trieden. Dëse Prinzipp beseet jo, wierklech ganz kuerz erkläert, datt fir d'Erfëlle vun enger kommunaler Missioun d'Gemengen och déi passend Moyene musse kréien.

Als Konklusioun zu dësem Sujet vun de Gemengefinanzen, wëll ech soen, datt et fir eis Gréng deemno wichteg ass, de PDAT méi fest an de Gemengefinanzen, an den nationalen Institutiounen, an den Infrastrukturen, an der Siidlungspolitick ze verankeren. A mir verschléissen eis deemno och net enger Iwwerpréiwung vum Verdeelungsschlëssel a gegeebenefalls enger noutwendeger Upassung vun de Finanzen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dierf ech eng Fro stellen?

Une voix | Eng Fro ...?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, entschëllegt! D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech hu just eng Fro. Ech hunn dat do elo gutt

nogelauschtert a wann ech dat richteg verstanen hunn, hutt Der gesot, datt Der dat, wat am PDAT festgehalen ass, och gäre wëllt bei de Gemengefinanze berücksichtegen. Wat huet dat konkreet als Konsequenze fir esou ländlech Gemenge wéi zum Beispill Wëntger, wann Der dat nach méi staarkt wëllt gäre berücksichtegen? Dat hutt Der jo gesot.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat, wat am PDAT hei steet, dat wëllt Der am Prinzipp och bei de Gemengefinanzen, bei der Berechnung vun de Gemengefinanze berücksichtegen. Dann ass meng Fro: Wat huet Är Ausso als Konsequenz fir ländlech Gemengen, zum Beispill fir d'Gemeng Wëntger?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ech kann Iech dat elo net esou beäntweren. Ech mengen, et gëtt cas par cas gekuckt. Dir kuckt mech esou, Här Roth. Ech weess et net. Mee mir mussen déi Objektiver vum PDAT betruechten an déi matabannen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Am PDAT steet, si solle sech manner ... Am PDAT steet am Prinzipp, datt déi Gemenge sech jo nach manner sollen entwéckelen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, ech mengen, mir loossen elo mol ...

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Fait personnel. Ech sinn ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fait personnel?!

M. Gilles Roth (CSV) | Majo, ech sinn ernimmt ginn!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, ech gesi kee Fait personnel, et deet mer leed. Dat war dee falsche Paragraf. Madamm Ahmedova, fuert weider!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt froen: Si huet ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, dat war kee Fait personnel.

M. Gilles Roth (CSV) | Ma si huet gesot: „au cas par cas". Heescht dat elo, deen do, dee kritt elo esou vill an deen anere kritt esou vill?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, nee, nee. Et ass kee Fait personnel, et deet mer leed. Madamm Ahmedova, fuert weider!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Här President, ech kommen dann elo ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt dee falschen Artikel erwëscht.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat kann dach net sinn!

(Hilarité)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här President, ech kommen dann elo zu der Konklusioun zum PDAT. De PDAT muss eng strateegesch Orientéierungshëllef gi fir all déi concernéiert Acteuren. Mir mussen eis Instrumenter ginn an hei hu mer e Programm mat extreem villen Aktiounspisten, un deenen elo weider ka geschafft ginn. Dëst bleift e liewegt Dokument, wëll ech awer betounen, a mir mussen eis elo déi néideg Moyene ginn, fir déi nei Planungskultur kënnen ëmzesetzen, zesumme mat all lokalen, nationalen, privaten Acteuren an natierlech och mat der Bedeelegung vun eise Bierger a Biergerinnen.

Ech deposéieren elo gären an deem Kontext och eng Motioun an déi Motioun ass och vu sämtleche Parteien hei an der Chamber gedroe ginn, ausser vun der ADR, mee ech wëll awer trotzdeem deenen anere Merci soen. An an deem Sënn fuerdere mir d'Regierung op, de PDAT esou séier wéi méiglech ze arrêtéieren, konkreet d'Ëmsetzung vun de Moossnamen an Outilen, Pilotprojeten, déi natierlech den Objektive vum PDAT entspriechen, Rechnung ze droen an de leschte Punkt ass dann, dem Landesplanungsministère déi néideg Moyenen ze ginn, fir säi Rôle als Koordinateur kënnen ze erfëllen.

Motion 1

« Relative au projet de programme directeur d'aménagement du territoire »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la politique d'aménagement du territoire du Luxembourg vise à garantir le respect de l'intérêt général en assurant à l'ensemble de la population des conditions de vie optimales par une mise en valeur et un développement durable de toutes les parties du territoire national, tel qu'établi par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;

– que la politique d'aménagement du territoire doit aussi répondre aux défis de la transition écologique ;

– les enjeux découlant des développements démographiques, économiques et territoriaux du pays ;

– que le projet de programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) définit une stratégie intégrée des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et qu'il arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement et des communes à prendre à cet égard ;

– le rapport du ministre de l'Aménagement du territoire concernant d'une part, les avis et observations reçus dans le cadre des consultations portant sur le projet de PDAT et le rapport sur les incidences environnementales (RIE) y relatif, et d'autre part, les propositions des suites à réserver auxdits avis et observations ainsi que de modifications du projet de PDAT,

saluant que le projet de PDAT

– a l'ambition de préparer le territoire aux futurs développements en définissant une stratégie territoriale, alliant protection et mise en valeur du territoire ;

– définit trois objectifs politiques devant contribuer à l'atteinte de la neutralité climatique et énergétique, à savoir :

• la concentration du développement aux endroits les plus appropriés, et dans ce contexte, la définition d'une armature urbaine, qui se compose de centralités comprenant les grandes agglomérations et les centres régionaux (centres de développement et d'attraction – CDA) ;

• la réduction de l'artificialisation du sol ;

• une planification territoriale transfrontalière plus poussée ;

– poursuit l'objectif transversal d'un renforcement de la coordination intersectorielle, ainsi que de la coordination des politiques entre l'État et les communes,

invite le Gouvernement à

– arrêter le nouveau PDAT dans les meilleurs délais ;

– concrétiser et implémenter les outils et mesures proposés dans le projet de PDAT permettant la mise en œuvre des principes, des objectifs et de la stratégie du PDAT, en étroite concertation avec tous les acteurs concernés ;

– soutenir la réalisation de projets pilotes répondant aux objectifs du PDAT ;

– doter le ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions des ressources et des moyens nécessaires à l'exécution de son rôle de coordination des politiques sectorielles à impact territorial.

(s.) Semiray Ahmedova, Myriam Cecchetti, Marc Goergen, Max Hahn, Jean-Paul Schaaf, Carlo Weber.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci villmools. An dat alles gesot, soen ech Iech och Merci fir d'Nolauschteren an et war mir eng Freed, fir iwwert de PDAT hei op dëser Plaz kënnen ze schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, wann ech den Här Minister richteg héieren hunn zum Schluss vu senger Ried, dann huet e gesot: „an eisem schéinen, léiwe Land". An do hunn ech am Fong spontan geduecht: „Jo, das war einmal."

(Exclamations)

Et gouf emol eng Zäit, wann ech zréckkucken, an ech soen emol einfach elo 30, 40 Joer zréck, ...

(Interruption)

... do konnt een hei am Land, wann een en Aarbechter war, sech en Haus leeschte mat engem Gaart.

(Interruption par M. Charles Margue)

Här Margue, Dir kënnt Iech dach bestëmmt dorun erënneren an Dir wunnt jo bestëmmt och net an engem Appartement an Dir hutt bestëmmt och eng schéi Garage! Mee dorop kommen ech nach zréck.

Mee et gouf eng Zäit viru 40 Joer, do konnt sech en Aarbechter hei am Land ..., eng Famill mat enger Pai, déi konnt sech hei en Haus leeschte mat engem Gaart, mat enger Garage a mat de Kanner do wunnen. Dat war Liewensqualitéit. Wa se an d'Stad gefuer sinn a se hunn net onbedéngt op 30 Kilometer gewunnt, mee soe mer emol hei ronderëm d'Stad, dann hu se 10 Minutte gebraucht fir op de Glacis. Dat war eng Liewensqualitéit, déi mer haut leider esou hei am Land guer net méi fannen. A fir ganz vill Leit ass déi Situatioun souwisou komplett onbezuelbar an haut muss een zu zwee schaffe goen an da bréngt een et vläicht fäerdeg, an en Appartement wunnen ze goen – a warscheinlech nach gutt wäit ewech vun der Aarbechtsplaz.

Duerfir sinn ech net ganz dermat d'accord, wann ee seet: „an eisem schéinen, léiwe Land". Ech mengen, ganz kloer un dësem Beispill ze illustréieren, dass d'Situatioun net besser ginn ass.

Lëtzebuerg wiisst a wiisst: Am Joer ëm duerchschnëttlech 12.000 Awunner elo déi lescht Joren, an dat mécht 2 % aus. Fir de Verglach: Hei an Europa leien déi Länner, déi am meeschte wuessen – ausser mir – bei 1 %. Wa mer dat héichrechnen, dat heescht, wa mer dat wierklech esou wëlle weidermaachen a wann dat och geschitt, da steigere mer eis vun haut 650.000 Awunner op iwwer 1 Millioun Awunner am Joer 2050. Verschidden Etüde gi souguer nach méi wäit.

An dat, léif Kolleegen, dat ass am Fong a mengen Aen an och an den Ae vu ganz ville Leit de Wansinn! An e schrecklech onkontrolléierte Wuesstum, deen zu deene bekannte Problemer féiert, wou mer duerno probéieren, se ze léisen, amplaz d'Problemer un der Wuerzel unzepaken. An déi Problemer sinn dann: déi extreem héich Wunnengspräisser, déi duerch de Wuesstum kommen; de Verkéier, ëmmer méi Stau, moies, mëttes an owes, néierens geet et méi. Dir mierkt quasi wéi Der vu Joer zu Joer fir déi selwecht

Trajeten eng Minutt méi, zwou Minutte méi braucht. Dir mierkt, wéi et méi schlëmm gëtt.

D'Zoubëtonéierung vun der Natur; de Manktum, dee mer hunn un Infrastrukturen, Schoulen, u Klinicken an esou weider; d'Problemer, déi mer hunn och am soziale Liewen – sozial Kohäsioun, dat ass och e Wuert, wat virkënnt am Dokument –, der Identitéit, der Kultur; Patrimoine, dee verschwënnt. Trotz all deem Wuesstum, deen eis déi negativ Konsequenzen do bréngt, hu mer dann awer nach hei am Land immens vill Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen, an dat ass am Fong eppes, wou ee sech muss wierklech d'Fro stellen, ob dat wierklech dat ass, wat mir hei fir Lëtzebuerg wëllen!

Ech ginn Iech dann e bësse méi Detailer: Zwëschent 1981 an 2021 ass d'Bevëlkerung vun 365.000 op 650.000 Leit elo gewuess. Dat ass immens, immens schnell. Am Duerchschnëtt hu mer aktuell pro Joer 25.000 Immigranten a 15.000 Emigranten, en immense Va-et-vient, dee ganz vill Problemer mat sech bréngt.

Mir hu Wunnengspräisser, déi an de leschte Jore reegelméisseg ëm 5 % pro Joer geklomme sinn, obwuel ganz vill gebaut ginn ass. Meeschtens gëtt esouguer méi kleng an och manner schéi gebaut. Trotzdeem hu mer 50.000 Lëtzebuerger, déi mëttlerweil am noen Ausland wunnen, hannert der Grenz. Déi lescht Joren hate mer netto iwwer 2.000 Lëtzebuerger, déi d'Land verlooss hunn, déi ausgewandert sinn. A wann et esou weidergeet mat deem Wuesstum, da wäerten d'Präisser egal wéi weider klammen. D'Präisser klamme wéinst dem Konkurrenzdrock, deen immens staark ass, well eng immens grouss Demande do ass, well immens vill Leit hei zu Lëtzebuerg wëlle schaffen an dann och hei wëlle wunnen a wëllen heihinnerkommen.

Parallell zum Bevëlkerungswuesstum ass d'Zuel vu motoriséierte Gefierer eropgaange vun 200.000 am Joer 1990 op haut iwwer 500.000. Pro Joer gëtt et hei am Land 10.000 Autoe méi wéi dat Joer virdrun. Dozou koumen dann nach d'Autoe vun de Frontalieren, an d'Zuel vun de Frontalieren huet zougeholl vu 50.000 am Joer 1995 op haut iwwer 220.000. D'Verkéierssituatioun wäert sech also weider dramatesch verschlechteren.

Kommt, mir maachen eis näischt vir: Weeder den ëffentlechen Transport nach de Stroossebau kommen deem onkontrolléierte Wuesstum hannendrun. Dobäi kënnt nach, dass mer hei oft de Feeler maachen, dass grad déi ländlech Gemengen och nach vill méi séier wuessen.

D'Zoubetonéierung vun der Natur: Mir hu vun 1990 bis 2015 – dat si 25 Joer – méi Terrain hei am Land verbaut wéi an deenen 2.000 Joer virdrun. Am Joer 1990 ware 4,3 % vun eisem Territoire verbaut. Am Joer 2015 waren et 10 % an haut si mer bei ongeféier 12 %. Dass de Plang heirop ageet, fir dat ze reduzéieren, kann ech nëmme begréissen, mee richteg gleewe kann ech et bei deem Wuesstum net.

Wat ass d'Konsequenz? Wou steiere mer hin? 1 Millioun Awunner am Joer 2050, an dann? 1,1, 1,5, iergendwa vläicht dann 2 Millioune? Mir mussen eis bewosst sinn, dass eleng, wa mer op 1 Millioun Awunner kommen – elo si mer op 650.000 –, da musse mer jo quasi alles, wat mer hei am Land hunn, plus 30–40 % setzen, oder quasi verduebelen, wa mer wëllen op 1,2 Millioune Awunner kommen, wat jo hei als e realisteschen Zenario duergestallt gëtt. Dat wieren dann duebel esou vill Wunnengen, duebel esou vill Schoulen, duebel esou vill Geschäfter, duebel esou vill Klinicken, duebel esou vill Waasserversuergung, duebel esou vill Offall, duebel esou vill Sportshalen, Stroossen, Schinnen, Kläranlagen, Bussen, Léierpersonal, Polizisten et cetera!

Mir hunn eng Diddelenger Autobunn, déi hat véier Spueren. Elo gëtt se ausgebaut op sechs Spueren. A wa mer elo Richtung 800.000 Awunner ginn, da musse mer se vläicht op zéng Spueren ausbauen. A wa mer weiderginn, da musse mer se op zwielef Spueren ausbauen. A wa mer weiderginn a wa mer op 1,5 Millioune Awunner kommen, ma da musse mer 16 Spueren hunn op der Autobunn. Dat ass d'Konsequenz, déi kënnt.

A mir kommen dem Tempo guer net hannendrun. Mir bauen e schnellen Tram fir op Esch, dee plange mer, dee soll 2035 fäerdeg sinn, wat warscheinlech net wäert geschéien. Mee wann ee sech dann emol iwwerleet, déi Zäitspannen, déi mer brauchen, fir elo e Projet wéi e schnellen Tram op Esch ze realiséieren ..., an da schwätzen ech emol guer net vun der Ëmgeeungsstrooss zu Hesper oder zu Käerjeng, wou mer 20, 30 Joer brauchen, an da kënnt et nach net. Wéi solle mir deem Wuesstum hannendrukommen, dee mir aktuell hunn, wa mer esou lues virginn?

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ech mengen, dass mer einfach dee Wuesstum hei am Land net kënne packen. An ech mengen och, dass duerch dee Wuesstum, dee mer hei hunn, eis Liewensqualitéit grav erofgeet. An ech wëll Iech do zwee Beispiller ginn, déi een och an deenen Texter ka fannen:

Dat éischt ass dat vum Haus – an ech kommen op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn –: Et gëtt da gesot: „Mir musse vill bauen, mir musse verdichten, mir musse méi héich bauen." Dat heescht, d'Leit kommen an Appartementer wunnen, drëtte, véierte, fënnefte, sechste Stack; kollektiivt Parken, well Garagë wëlle mer och net méi. Keng Privatsphär méi, kee Gaart méi, kee private Parking méi ... Mir widderhuelen am Fong Feeler, déi am Ausland, a Frankräich, viru Joerzéngte gemaach gi sinn. Mir bauen einfach grouss Siidlungen, wou d'Leit dann hikommen, an dat ass am Fong ... Do kënnt Der mer net soen, dass dat eng méi héich Liewensqualitéit ass wéi en Haus mat Gaart, wou ee fir sech ass!

D'selwecht mat den Autoen: Et gëtt da gesot: „Den Auto muss ewech vun den Haiser, eraus aus deene Stroossen, Opfangparkinge wéi elo zu Elmen." Mee Dir kënnt mir jo awer och net soen, dass dat Liewensqualitéit ass. Ech mengen, d'Liewensqualitéit ... An déi meescht vun Iech si warscheinlech am Fall, dass se mam Auto aus der Garage kommen – an dann net mam ëffentlechen Transport hei an d'Chamber kommen, mee eebe grad mam Auto – an duerno erëm zréckfueren a vläicht nach derzwëschent akafe ginn. Dat ass jo awer d'Liewensqualitéit, déi mir hunn. A wann Der dat wëllt, wéi am Plang virgesinn, wann Der den Auto ëmmer méi wëllt ofschafen an do eraushuelen, da geet d'Liewensqualitéit erof.

An duerfir: Dee Wuesstum, dee mer hunn, an d'Liewensqualitéit, déi zwou Saache ginn net zesummen. Dat ass kontradiktoresch, genau esou wéi sech d'Liewensqualitéit an d'CO_2-Neutralitéit widdersprieche n. Wa mer wierklech CO_2-Neutralitéit wëllen – a wësst Der, wat dat alles géif bedeiten, wat mer do mussen alles maachen, wat mer do mussen abéissen? –, dann hëlt d'Liewensqualitéit of. An de Wuesstum widdersprécht och dem Naturschutz, egal wéi mer bauen. An och wa mer soen: „Mir gi manner Flächen elo ausserhalb versigelen", och wa mer innerhalb vun den Uertschaften déi lescht Gréngflächen – déi Verschiddener „Baulücken" nennen, anerer nennen dat da vläicht „wäertvoll innerurban Biotoper" –, och wa mer déi verbaue ginn, da maache mer eppes géint d'Natur.

Dat Ganzt ass am Fong hei ..., dee ganze Plang ass e bëssen d'Quadratur vum Krees, déi probéiert gëtt. An ech froe mech, ob Der wierklech mengt, dass dat alles, wat Der hei gesot hutt, esou machbar wier an esou gutt wier!

Den Här Turmes huet dervu geschwat, dass d'Landesplanung net gutt genuch geklappt huet, déi vun 2003. Dat ass sécherlech richteg, villes ass schifgelaf. Mee d'Prognose waren deemools ganz falsch: Erënnert Iech, dat war déi Zäit, wéi de Staatsminister Juncker iwwert de 700.000-Awunnerstaat geschwat huet, an d'Leit hu geduecht: „O Mamm, dat kënnt dach net, dat ass dach verréckt, dat ass wäit, wäit, wäit ewech!" Dat konnt sech deemools ni ee virstellen. An dass mer an esou kuerzer Zäit op 700.000 Awunner komm sinn, dat war deemools an de Prognosen absolutt net esou virgesinn.

Dir hutt vun de Frichë geschwat, vum Belval och – eng gutt Saach. Ech muss awer soen, an ech si warscheinlech net deen Eenzegen, dee seet, dass een esou nei Quartieren oder esou nei Stied wéi de Belval oder och wéi d'Cloche d'Or awer trotzdeem och aneschters ka gesinn, a verschidde Spezialisten nennen dat ganz einfach „urbanistesch Echecken".

Interessant ass och, dass Der gesot hutt – an net nëmmen Dir –: „Mir wëlle méi Logement." Jo, dat kléngt gutt dobaussen, „Mir wëlle méi Logement", mee d'Fro ass jo: Fir wien? An eigentlech, wann Der sot: „Mir wëlle méi Logement", heescht dat jo, wann ech dat richteg verstinn, dass nach méi Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, dass de Wuesstum also nach méi acceleréiert gëtt. Dat heescht, mir bekämpfen e Problem mam Problem. Mir hunn duerch dee staarke Wuesstum Problemer. Wat ass d'Léisung? Nach méi Wuesstum! Ech mengen, dat muss dach awer jiddweree mierken, dass dat net ka fonctionéieren. 300.000 zousätzlech Awunner, esou vill Plaz hätte mer. Mee kommt, mir maachen emol eppes fir déi al Awunner, dass déi kënnen hei emol wunne bleiwen!

Gemengenautonomie a Landesplanung, natierlech widdersprécht dat sech komplett. Mir kënnen hei alleguerten elo schéi soen: „D'Gemenge musse mat de Ministèrë schwätzen an zesummeschaffen." Mee d'Realitéit ass jo, dass dat sech widdersprécht. Déi national Interesse sinn am Endeffekt warscheinlech ganz anerer wéi déi lokal Interessen. A wann Der hei ... Et gëtt oft gesot: „d'Gemengen, d'Gemengen ..." Ech froe mech ëmmer, wat ee mengt mat „Gemengen". Mengt Der mat de Gemengen de Buergermeeschter? Oder mengt Der mat de Gemengen d'Awunner vun der Gemeng? Well och do gëtt et oft Kontradiktiounen. A wann een emol vläicht d'Awunner vun de Gemenge géif froen, da kéim vläicht eppes aneschters derbäi eraus, wéi dat, wat mir eis hei alleguerte virstellen – oder haaptsächlech Dir Iech virstellt.

Den Här Weber huet gesot, d'Biergerbedeelegung wier wichteg. Absolutt! Mee gitt hin a frot d'Bierger! Da frot Der emol, maacht e Referendum, da frot Der: „Hei, wëllt Der weider wuessen hei an Ärer Gemeng? Oder wëllt Der e bësse méi lues maachen?" Da kucke mer emol, wat derbäi erauskënnt, well déi meescht Leit si sech ganz wuel bewosst, dass méi staarke Wuesstum hir Liewensqualitéit duerno erofsetzt.

Dir hutt och gesot, héich Densitéit kéint kombinéiert gi mat enger ganz héijer Liewensqualitéit. Also, et si sécherlech Leit, déi gären an Appartementer liewen – ech schwätzen elo mol vläicht vun eelere Leit oder Jonken –, mee dee ganz groussen Deel vun der Bevëlkerung, deen ass awer sécherlech der Meenung, dass déi Liewensqualitéit an enger héijer Densitéit net esou grouss ass wéi an enger niddreger Densitéit. An duerfir si jo och déi Quadratmeterpräisser do, wou niddreg Densitéite sinn, méi héich.

Do hutt Der gesot, mir géifen hannendrulafen, mir sollten zäitlech besser si mat den Infrastrukturen. Ganz richteg. Ech hunn dat virdrun ernimmt: Mir brauchen onendlech laang. Dir hutt gesot, Dir wäert optimistesch. Dir hutt vu Wolz geschwat, mengen ech, vu Metzeschmelz. Wolz: 1.100 Wunnengen, – den Här Schaaf huet och dervu geschwat, ganz richteg –, keng Aarbechtsplazen, mee dat sinn 1.100 Wunnengen. Mir hunn e Wuesstum pro Joer vun 12.000 Leit – a wéini ass dat fäerdeg? An d'selwecht d'Metzeschmelz, do stellt sech déi Fro jo och.

Den Här Schaaf huet nach zwou Saache gesot, op déi ech wollt kuerz agoen. Dir hutt vum Saarland geschwat, dat ass ganz richteg. Oft gëtt dat Beispill geholl vum Saarland. Huelt dat wannechgelift net. D'Saarland ass ganz schnell gewuess, dat war virun 100 Joer zur Zäit vun der Industrialiséierung an do hate si och enorm Problemer. An elo wuesse si net méi an dat huet sech elo iergendwann gefestegt an elo geet et besser. Well d'Fro ass jo net: Kënne mir hei am Land 1 Millioun, 2 Milliounen, 3 Millioune Leit hunn? Mir kënnen och hei wéi Singapur sinn. De Problem ass d'Vitess, mat där mer wuessen. D'Vitess ass de Problem!

Déi aner Saach ass déi: ekonomesche Wuesstum, demografesche Wuesstum. Bedeit ekonomesche Wuesstum automatesch demografesche Wuesstum? A mengen Ae muss dat net onbedéngt sinn. An ech mengen och, dass, souguer wann hei den ekonomesche Wuesstum aktuell géif ofhuelen, dann den demografesche Wuesstum awer géif héich bleiwen, well mer awer esou vill Leit hunn, déi wëllen op Lëtzebuerg wunne kommen oder souguer zréck wunne kommen.

Ech kommen elo zum Schluss. D'Fro ass ganz einfach, an ech mengen, dat ass déi wichteg Fro, déi bis elo nach kee gestallt huet: Wéi vill Awunner wëlle mir iwwerhaapt zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2050? Dat ass d'Fro. An da muss mer einfach kucken, fir den ekonomesche Wuesstum vun deem demografesche Wuesstum lasszekoppelen. Do gëtt et Méiglechkeeten. Et ass och vu Produktivitéit geschwat ginn. Mee ech mengen, wa mer esou weiderfueren, da kënne mer esou vill Pläng maachen, wéi mer wëllen, mee da renne mer riicht an d'Mauer!

Ech soen Iech Merci an ech soen och Merci dem Här Schaaf an dem Här Minister fir déi Debatt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir hu virun e puer Wochen an enger Aktualitéitsstonn iwwert de Plan directeur (veuillez lire: Programme directeur) ënnerstrach, datt eis déi breet ugeluechten Analys vum Dokument ganz gutt gefält. D'Erausfuerderunge mat deenen ënnerschiddlechen Zesummenhäng gi gréisstendeels erkannt an erausgeschafft, virewech natierlech d'Klima- an d'Biodiversitéitskrisen, d'Zerstéckelung vum Territoire an déi wuessend Versigelung, den héije Ressourcëverbrauch, mee och déi sozial, ekologesch Dimensioune ronderëm d'Mobilitéit, d'Aarbechtswelt an natierlech d'Wunnen.

Dobäi gëtt och verstäerkt de Bléck op déi grenziwwerschreidend Kooperatioun mat der Belsch, Däitschland a Frankräich geluecht, eng Zesummenaarbecht, déi onbedéngt ausgebaut muss ginn. D'Wirtschaft gëtt als dee klengsten Ensembel gesinn, deen ouni Gesellschaft an eng intakt Ëmwelt net méi existéiert. Doduerch gëtt implizitt unerkannt, dass sozial Gerechtegkeet engersäits an de Schutz vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen anerersäits ekonomeschen Iwwerleeungen iwwergeuerdent musse sinn.

Am Landesplanungsministère sëtzen also sécherlech Leit, déi d'Problemer richteg erkannt hunn an duerchaus och richteg Schlëss zéien. Sou wäit, sou gutt. Mee de Programme directeur bleift leider immens vag. En entwéckelt interessant Iddien, mee beim Liese stellt ee sech noutgedrongen d'Fro, ob hei net Wonschvirstellungen entwéckelt ginn, ouni e Farplang derbäizedenken, deen eis dann och dëser Virstellung méi no bréngt. Natierlech brauch ee Visiounen an der Politick, mee vun der Regierung erwaarde mir eis awer dann och, dass politesch Mesüren d'Ëmsetzung vun esou Visiounen och virubréngen.

Den éischte Problem hei ass natierlech, dass de Programme directeur zwar gesetzlech virgesinn ass, mee en awer keng Verbindlechkeet huet. Wéi d'Iwwerleeungen an deem Programme directeur elo a sektoriell Pläng afléissen oder net, ass eis net ganz kloer an domadder ass dann och nach net gekläert, ob de Programme directeur e schéinen Text bleift oder tatsächlech eng Kéier an d'Realitéit ëmgesat ka ginn.

D'politesch Praxis vun dëser Regierung – mee och vun de Virgängerregierungen – ass a war nämlech eng, déi contraire zu dëser Strategie leeft. Wann ech mech elo just op d'politescht Zil vum Flächeverbrauch beschränke respektiv op d'Entwécklung vun de Stied an den Zentrum vun den Uertschaften, dann ass an der Vergaangenheet jo hei éischter de Géigendeel gemaach gi vun deem, wat elo als Ziler am Text steet. Elo seet d'Regierung warscheinlech: „Jo, mee mir änneren dat ab elo." Da stelle mir eis d'Fro: „Mee wéi maacht Dir dat da gären?" D'Auteure vum Text stellen de Méiwäert vun hirem Entworf fir d'politesch Praxis an deem Kontext selwer a Fro, andeem se uprangeren, datt et konstitutionell Hürde gëtt, hannert deene sech d'Gemenge verstoppe kënnen, fir bei hirer kommunaler Planung net iwwert de Rand vun der eegener Gemeng erauszekucken. Domadder ass natierlech d'Autonomie communale gemengt.

Wann een esou wëll, dann huet de Ministère en Dokument virgeleuecht, dat eng ökologesch Planung vum Land als wënschenswäert deklaréiert, ouni awer kënnen ze soen, wien déi Planung da maache soll. De Landesministère ass et jo manifestement net.

Här President, Stadzentre bidden ëmmer manner vun de wichtegste Fonctioune fir d'Leit, déi do wunnen. Ëffentlech Servicer gi liberaliséiert a rationaliséiert, wouduerch Post- oder Bankfilialen no bei de Leit e raren Artikel ginn. Kleng Commercen an de Stied stierwen aus. An de meeschten Dierfer gëtt et guer näischt méi, mol kee Bäcker. D'Geschäfter ginn éischter a grousse Surfacë zentraliséiert mat Riseparkingen derbäi, déi an éischter Linn Trafick schafen an de Konsumerismus befeieren.

An der Stad muss ee laang sichen, fir nach eng Ersatzbier oder e Pak Schrauwen ze fannen. D'lokal Produzente vu Liewensmëttel hunn et schwéier. Aktuell gerode grad dës ënnert d'Rieder, och well se bei grousse Supermachéë keng Abnehmer fanne fir hir Produkter.

Wéi eng Strategie huet d'Regierung hei, fir dergéint virzegoen? Mir kenne se net. De Grondsaz, datt d'Wirtschaft net iwwer Sozial- an Ëmweltbelanger priméiere kann, ass dowéinst an eisen Ae just e schéint Bild, dat den Text un d'Mauer werft, mee dat awer a kengster Weis bei d'politesch Praxis passt.

Wann d'Zilsetzung déi ass – an déi ass fir eis och richteg –, dass déi wichteg Servicer an Infrastrukturen no bei de Leit sinn, déi se benotzen a brauchen, da muss et och Weeër an Outile ginn, fir dat deementspriechend ëmzesetzen. Mee och hei stellt sech dann d'Fro, ob grondleeënd Prinzippie vun eiser Gesetzgeebung deem net am Wee stinn.

Wéi soss erkläert ee sech, datt an den Duerf- a Stadzentren déi eenzeg verbliwwe Geschäftslokaler vun Immobilienagencen a Versécherunge besat sinn? Ma ganz einfach: Well hei déi helleg Liberté commerciale spilt, wou de Meeschtbiddenden an der Reegel den Zouschlag kritt. Wann eng Stad- a Quartiersentwécklung no dësem Schema lafe gelooss gëtt, dann ass an der Armature urbaine eebe keng Plaz fir déi sënnvoll Servicer an Infrastrukturen unzesidelen, déi d'Leit am Alldag brauchen, fir déi se sech haut ëmmer méi wäit musse fortbeweegen.

Dat ass awer d'Zilsetzung vun dësem Programme directeur. Ech widderhuelen nach eng Kéier, dass dat an eisen Aen déi richteg Zilsetzung ass, déi vill Liewensqualitéit fir d'Leit brénge kann a vill Trajete géif spueren, mee politesch gesinn hu mir awer keng kloer Beweegung an déi Richtung.

Här President, dass am Zweifelsfall wirtschaftlech Interessie priméieren, dat weist sech och an der Wirtschafts- an Industriepolitick. Firwat eng Regierung, déi dës Landesplanungsstrategie virleet, alles drusetzt, fir en Energiefrësser a Waassersëffer wéi e Google-Datacenter op Lëtzebuerg ze kréien, muss si eis emol erklären. Et goufe jo och aner Beispiller, zum Beispill FAGE zu Diddeleng/Beetebuerg, wou sech Froe ronderëm d'Waasser an d'Ofwaasser gestallt gi sinn. Béid Projete goufe verhënnert respektiv leien elo mol op Äis. Mee dat verhënnert awer net, dass mir eis d'Fro stelle mussen, ob esou Konzepter vun der Landesplanung och zur Flichtlektür vum Wirtschaftsministère gehéieren oder net.

Bei de Logementer ass de Constat dee selwechten. Bauterrainen am Zentrum leie brooch an déi nei steierlech Mesüren, fir géint dëst Zréckhale vu Bauterrain virzegoen, wierke fréistens a 15 bis 20 Joer. D'selwecht bei de villen eidel stoende Wunnengen. Wärenddeem gesi mir éischter e weidere Flächeverbrauch op der Grénger Wiss a Landgemengen.

De Problem hei ass, datt et keng Handgab op staatlecher Säit gëtt, well d'Gemengenautonomie eng méi räsonabel Entwécklung oft verhënnert an déi helleg Kou hei am Land, de private Besetz, eng méi rational Buedempolitick einfach onméiglech mécht.

Eng staatlech Mainmise gëtt et just bei de grousse Projeten am sektorielle Plang op de Frichë wéi NeiSchmelz oder Esch-Schëffleng. Hei ginn 30 % abordabel Wunnenge gebaut. Hei gëtt d'Mobilitéit mat a Betruecht gezunn, et sollen Aarbechtsplazen am Quartier entstoen an et gëtt och keen neie Buedem versigelt.

Mee de Gros vun de Mënschen an den Aktivitéiten ass a scho bestoende Stied, Dierfer, Quartieren an Aktivitéitszonen an do gëtt och weider vill gebaut, ouni dass dobäi Krittäre vun enger nohalteger Landesplanung maassgeeblech zum Droe kéimen. An do bleift et bei Iddien an Annoncen ouni konkreet Handhab.

Interessant fanne mir d'Ausso, datt d'natierlech Ressourcen d'Limitten duerstelle fir de Flächeverbrauch an d'wirtschaftlech Entwécklung. Wat an eisen Aen awer do net gesot gëtt, ass d'Feststellung, dass mir déi Limitte jo haut schonn testen, respektiv se deelweis längst iwwerschratt hunn, entre autres wat den Zäregasausstouss an d'Aartevillfalt ugeet.

Et misst also séier zu engem fundamentalen Ëmdenke kommen. Mee parallell zum dach éischter luesen Ausbau vum ëffentlechen Transport an der duusser Mobilitéit, gëtt weider immens vill Budget an de Stroossebau gepompelt, dee contraire zu Klima- an Aarteschutz leeft. Nei Stroossen, Contournementen,

Ausbau vun Autobunnen neutraliséieren all déi aner luewenswäert Efforten an der Mobilitéit a suerge fir en onräsonabele Flächeverbrauch. Eraus kënnt eng Form vu Status quo, wou den individuellen Auto fir déi Allermeescht weider am attraktiivste bleift.

Här President, wann een d'Regierungsaarbecht e bësse Revue passéiere léisst, da stellt ee fest, dass immens vill Strategien, Visiounen an Aktiounspläng entwéckelt ginn a goufen. Viru Joren huet sech d'Chamber misse mat enger Rifkin-Strategie ronderëmklappen, déi entre-temps komplett verschwonnen ass. Duerno gouf iwwer harmonesch a chaotesch Landesplanungszenarioen debattéiert.

Am Kader vu Luxembourg in Transition an dem Klima-Biergerrot goufen deels ganz seriö Iddien a Mesüren ausgeschafft. Parallell sondéiert de Wirtschaftsministère de Leit hir Preferenze fir d'Zukunft an entwéckelt Strategien, fir de Megatendenzen entgéintzewierken. An d'Chamber ass gebieden, fir heiansdo och nach en Avis ofzeginn.

Virun e puer Wochen duerfte mer iwwert dem Wirtschaftsministère säin Output schwätzen, haut dann iwwert dem Landesplanungsministère seng Iddien. Wat ass dës Regierung? Eng Usammlung vu Thinktanks, kéint ee bal mengen.

Här President, zum Ofschloss resüméieren ech nach emol eis Haltung zum Text. Mir fanne ganz vill an deem Dokument, wat eis vum Prinzipp hier richteg erschéngt. Déi dräi Ziler vum Dokument kënne mir esou och ënnerstëtzen. Allerdéngs gesi mir net, wéi se kéinten ëmgesat ginn. An d'Regierung kann eis do och net richteg iwwerzeegen, well se selwer seet, datt se dat net ëmsetze kann.

Am Ufank muss eng Visioun sinn, ganz, ganz richteg. En Diagnostic diskutéiere mer säit zéng Joer a méi, eng Visioun dréit scho säit Joren a verschiddenen Ausformuléierunge ronderëm. A wat se méi laang dréit ouni politesch Mesüren hannendrun, wat se ëmmer méi onrealistesch gëtt.

Fir eng Visioun vun nohalteger Planung brauche mer och Instrumenter fir eng nohalteg Planung. Hei e puer Pisten, déi mir privilegéieren:

Eng Strategie fir d'Notzung vun de bestoende Logementer ausschaffen, ouni op d'Steiermesüren am Joer 2035 waarden ze mussen. Dozou gehéiert och d'Finanzéierung vun energeetesche Renovatioune vu Gebaier, oft eng Noutwendegkeet bei Gebaier, déi scho laang eidel stinn. Dem Bau vun abordabele Wunnengen an den Zentre Prioritéit ginn, no bei de Servicer an de Basisinfrastrukturen. D'Méiglechkeet fir d'Gemengen, fir méi Geschäftsflächen ze kafen, fir do Basisservicer a -commercen an den Zentren ze halen an unzesidelen. Eng Hëllef vum Staat, esou wéi et se an anere Beräicher och gëtt, ass dofir fir vill Gemengen néideg, muss awer natierlech u bestëmmt Krittäre geknäppt ginn. Wuesstumszwäng an de rurale Gemengen esou wäit wéi méiglech reduzéieren, zum Beispill, andeem de Käschtendeckungsprinzipp bei Waasser a beim Ofwaasser ofgeschaaft gëtt, dee bei den néidege grousse Investitiounen an d'Waasserinfrastrukturen an eisen Aen ëmmer méi zu engem Problem gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech hat kee Riedner méi hei stoen, mee et schéngt awer, wéi wann nach een ënnerwee wär. Den Här Marc Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et dann och zimmlech kuerz.

De Programme directeur setzt sech mat der raimlecher Organisatioun vum Land auserneen. Mam Haaptzil kënne mir Piraten nëmmen d'accord sinn. Et geet drëm, eisen Territoire, eiser Natur an eiser Bevëlkerung net méi zouzemudden, wéi ee verdroe kann. Dofir brauche mir e gudde Kaderprogramm, de Programme directeur.

Dräi grouss politesch Ziler ginn am Dokument genannt. De Buedemverbrauch, e grousse Problem hei am Land, soll ageschränkt ginn. Dat wäert net einfach ginn. D'Entwécklung soll sech op Plaze konzentréieren, déi sech am beschten derfir eegenen. Schliisslech soll d'Raumplanung grenziwwerschreidend ginn.

Här President, Agglo-Zentrum, Agglo-Süden, Nordstad, Grüngürtel, Kompensatiounsflächen, Dezentraliséierung an esou weider, mir sollten net esou maachen, wéi wann dat alles nei wier. Den éischte Programme directeur ass schonn am Joer 1978 erauskomm an dann an den 1980er goufen déi éischt raumplaneresch Direktive veröffentlecht.

Och hei goufe scho follgend Saache festgehalen: Et soll net egal wou, egal wéi a laanscht d'Stroosse gebaut ginn. Den Duerfkär soll gestäerkt ginn, op de Patrimoine architectural soll opgepasst ginn, nei Lotissementer solle sech harmonesch an déi bestoend Strukturen am Land afügen. Fréier war also scho vill Wichteges gesot. Et huet just missen ëmgesat ginn. Genee do louch d'Kromm an der Heck. Et ass net geschitt!

Villes dovun, fir net ze soen, dat meescht, ass einfach net ëmgesat ginn. Raumplaneresch Virstellunge ware bis elo meeschtens Wonschvirstellungen.

Ech hunn et schonn e puermol hei gesot, de Programme directeur ass u sech d'Bibel vun der Raumplanung zu Lëtzebuerg. Déi beschte Bibel daacht allerdéngs näischt, wa kee sech drun hält. D'Raumplanung gëtt dofir oft als „Papiertiger" bezeechent. Mee firwat gëtt d'Raumplanung nëmme ganz seele konkreet? Well se nëmme ganz seelen u wichteg Dossieren erugelooss gëtt. Entweeder sinn et aner Ministeren, déi d'Soen hunn, oder et si Gemengen, déi sech net wëllen draschwätze loossen. De Programme directeur kann nämlech net einfach duerchgeboxt ginn, d'Kompetenze vun den anere Ministèren däerfe jo net beschnidde ginn.

Et ass e klasseschen Dilemma vun der Raumplanung. Wa se net stéiert, agräift an och emol eppes verbitt, da bréngt se näischt. Da brauche mer se net. Da ginn déi aner Ministèrë vëlleg duer. A wa se stéiert an agräift, wëll kee se hunn.

A ville Riede gouf gefuerdert, der Raumplanung méi Gewiicht ze ginn. Dat stoung och schonn an den 1990er an de Regierungserklärungen. Ech hu leider d'Zäit net, fir elo dee ganze Programme directeur auserneenzeplécken. Ech konzentréiere mech dofir op d'Ëmweltprüfung, d'wirtschaftlech Entwécklung, d'demografesch Entwécklung an de Wuesstum.

Ech hu mir d'strateegesch Ëmweltprüfung ugekuckt, déi am Kader vun der Ausaarbechtung vum Programme directeur ausgeschafft gouf. Do stellt ee sech awer och verschidde Froen.

Eng stabill a gesond Ëmwelt soll mat der Raumplanung erauskommen. A wann een d'Analys vun den Auteure vun der Ëmweltprüfung liest, da kléngt dat leider nach zimmlech vag. Ech zitéieren: „D'Moossname schéngen den Ëmweltziler net ze widderspriechen." „D'Ziler si grondsätzlech positiv." „Et sinn haaptsächlech positiv Auswierkungen ze erwaarden." „D'Moossnamen hunn entweeder eng positiv oder eng neutral Wierkung." „D'Moossname wierken haaptsächlech weeder eendeiteg negativ nach eendeiteg positiv." An esou weider. Dat kléngt wéi: „D'Wieder gëtt entweeder esou oder esou oder awer anescht."

Zur wirtschaftlecher Entwécklung. Hei ass et fir eis Piraten kloer: Mir kënnen a mir sollen net alles zu Lëtzebuerg maachen. Beispill FAGE, wou vill Krokodilstréinen herno gefloss sinn. E Betrib kënnt aus Steiergrënn op Lëtzebuerg, d'Matière première, d'Mëllech, gëtt importéiert. D'Produktioun, de Jugurt, gëtt erëm exportéiert. Och d'Main-d'oeuvre gëtt gréisstendeels importéiert. Ee Beispill vu villen. Et gëtt also zimmlech alles importéiert an dann erëm exportéiert. Dat ass eng absolutt kënschtlech Produktioun fir eis. Wann een dann nach de Landverbrauch, de Waasserverbrauch, de Stroumverbrauch an de Verkéier kuckt, da geet d'Rechnung einfach net méi op.

Zur demografescher Entwécklung: Ech sinn an deem Dokument vun der Raumplanung drop gestouss, wat viru bal 30 Joer geschriwwe gouf mam Titel „Quel Luxembourg pour demain ?". Schonn deemools ass vun enger komplett neier Geografie vum Land geschwat ginn. Ech zitéieren: „Zanter 20 Joer erlieft Lëtzebuerg en exzeptionelle Bevëlkerungswuesstem." „D'Changementer hunn déifgräifend raimlech Auswierkungen, déi mir erkennen, verstoen a corrigéiere mussen." „Mir hunn en exzessive Landverbrauch." „Lëtzebuerg ass amstand, däitlech méi Awunner ze verkraaften", an deemools waren et der 400.000, „mee da musse mir déi regional Verdeelung komplett iwwerdenken." „Mir mussen ophalen, eis Landschaften ze verschandelen, Aktivitéitszonen egal wou ze plangen." An dat war en Dokument vu virun 30 Joer. Den Toun huet sech zënterdeem net vill geännert. Wat deemools wouer war, stëmmt och haut nach.

Dann nach zum Wuesstum: Mir bräichten e gesonde Wuesstum, heescht et. Ënner krankem Wuesstum ass da wuel dee Wuesstum ze verstoen, deen zu Verkéierschaos, zur Logementskris, zu dem Verloscht vun der Biodiversitéit an zur Äerderwiermung gefouert huet. De Problem ass net de Wuesstum u sech, mee d'Form vum Wuesstum. Mir sinn elo schonn dat mat am meeschten zersidelt an zerschniddent Land an der EU. Terrainen, déi virun 20 Joer nach net an engem Iwwerschwemmungsgebitt louchen, sinn elo matzendran. D'Natur schléit zréck.

Kee Wuesstum ass awer och keng Alternativ. Dat muss och net sinn. Mir kënnen e Wirtschaftswuesstum hunn, mee net op Käschte vun der Natur oder sou, dass de Logement onbezuelbar gëtt. Duerch eng gemeinsam intelligent Wirtschafts- an Usiidlungspolitick an der Groussregioun kéint een d'Problemer vum Wuesstum zumindest e bëssen ausbremsen. Lëtzebuerg brauch heifir eng Dezentraliséierung, déi och schonn zanter 30 Joer ugekënnegt gëtt. Si soll verstäerkt dem Süden, der Nordstad an der Grenzregioun zeguttkommen.

No de ganzen Debatten iwwert de Programme directeur stellt sech no iwwer 30 Joer nach ëmmer d'Fro: Firwat schwätze mer esou laang iwwert d'Landesplanung? A firwat maache mir et dann net?

Fir Landesplanung ze maachen, muss se net an der Verfassung stoen. Mir brauchen och kee Superministère. Wat gebraucht gëtt, si follgend Saachen: den néidege politesche Wëllen, e Grondvertrauen an d'Raumplanung, Transparenz, d'Bereetschaft, och emol op eppes ze verzichten, zum Beispill wann e Projet beim Noper méi Sënn mécht.

Ech soen awer op dëser Plaz och nach eng Kéier eisem Conseiller politique bei de Piraten, dem Claude Gengler, e grousse Merci fir seng Hëllef beim Ausschaffe vun dësem Dokument, well och hie war selwer 30 Joer am Raumplanungsministère an e wäert elo am Juni no all de Jore fir d'Raumplanung seng wuelverdéngte Pensioun untrieden. Him alles Guddes an der Pensioun an Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, ech géif gären op e puer Froe reagéieren, déi mer gestallt goufen, respektiv Punkten, déi a mäi Ressort falen. An duerno wäert dann den Här Turmes op déi aner Punkten agoen an dann de Schluss maachen.

Ben, fir d'éischt wëll ech emol soen: De PDAT ass e ganz wichtegt Orientéierungsdokument fir d'Entwécklung vun eisem Land a vun eise Gemengen. An un de Krittäre vun der Landesplanung, an do kann ech eng Rëtsch Leit heibanne berouegen, dorun orientéiere mir eis och am Interieur, notamment meng Servicer, wa se de PAG aviséieren, an evidenterweis och ech, wann ech en herno muss oder soll approuvéieren.

PAG ass d'Stéchwuert. Do gouf och d'Fro gestallt: Wéi een Impakt huet de PDAT op PAGen? Ben, et ass esou, de PDAT kuckt just do, wou eng Modifikatioun vum PAG gemaach gëtt. Dat, wat haut an de PAGen approuvéiert ass, bleift natierlech och esou bestoen, bleift och esou approuvéiert.

Och an Zukunft sinn – an dat wëll ech och nach gären ënnerstäichen – Perimetererweiderunge méiglech, do wou et sënnvoll ass. Och déi Handhabung hu mer jo haut, wou mer kucken, wou et eebe sënnvoll ass, dass mer de Perimeter opmaachen. Dat ass jo an der Reegel do, wou zum Beispill Schoule sinn, wou Servicer sinn, wou Équipement collectif ass, wou d'Mobilitéit ugeschloss ass, och an deem Esprit maache mer weider an dat ass am Fong geholl elo näischt wierklech Neies, wat hei kënnt.

Da géif ech gären e Wuert zur Densitéit soen, wat e bëssen esou ugeklongen ass, wéi wann dat esou e Schreckgespenst wär. An dat soll eigentlech guer kee Schreckenszenario sinn, ganz am Contraire. D'Noverdichtung am urbane Raum ass eng gutt Saach. Et ass ganz wichteg. A mir brauchen och deen urbane Charakter an de Stied. An dofir musse mer och déi städtebaulech Densitéit erreechen, déi néideg ass, fir dass mer eeben och do dat ëffentleche Liewe weider kënnen entwéckelen.

D'Stéchwuert ass hei d'Stied vun de kuerze Weeër: Dir wësst, déi 15 Minutten, an deenen ee vun iwwerall soll alles erreechen. A fir dat eeben ze realiséieren, muss een eng gewësse Mindestunzuel vu Leit hunn, déi no beienee wunnen, soss rentéiert sech dat alles net. D'Resultat – an dat kenne mer –, dat sinn eidel stoend Geschäftsraim, eidel Plazen, an dat ass jo just de Contraire vun deem, wat mer wëllen erreechen. Domadder wëll ech soen, dass dat Konzept Noverdichtung an awer och gläichzäiteg Liewensqualitéit assuréieren, garantéieren, dass mer dat nach vill méi mussen diskutéieren a virun allem och vill méi konkreet musse ginn, dat zesumme mat deene Gemengen, wou dat duerchaus méiglech ass.

An do sinn ech och mat menger Ekipp vum Aménagement communal amgaangen ze kucken, wéi mer och déi Berodung do de Gemengen nach weider kënnen offréieren. D'Stéchwuert ass virdrunner gefall vun de Formatioune fir déi Neigewielten. Dat ass ganz wichteg, direkt do op deem Niveau unzefänken. An esou wäerte mer nach hei eng ganz grouss Sensibiliséierungsaarbecht och vum Interieur aus maachen. A mir hunn och decidéiert, dass déi nächst Accisë vum MINT, déi am Hierscht ustinn, dass mer déi ganz an d'Zeeche vun der Densitéit an der Noverdichtung wäerte setzen an do och mat Experten an Expertinnen, déi mer komme loossen, mat de Gemengen dat zesummen eeben undiskutéieren.

Dann en anert Stéchwuert, an dat ass eigentlech mäi lescht Stéchwuert: d'Gemengefinanzen. Natierlech gëtt och ëmmer iwwert d'Finanzen diskutéiert. An hei wëll ech soen, dass d'Gemengefinanzen och haut ..., de System och haut d'Krittäre vun der Landesplanung considéréiert, dat säit der Reform vun 2016. Virdrunner hu ganz vill Inneministere sech un där Reform d'Zänn ausgebass. A wichteg ass elo, dass mer déi Reform hunn. D'Gemenge spieren, wat déi Virdeeler vun där Reform sinn a virun allem ass et och gutt, dass mer hei de landesplaneresche Krittäre Rechnung droen.

(Interruption)

Dir wësst awer och: Den FDGC ass en zouent Däppen. Dat heescht, wann eng Gemeng méi rauskritt, geet dat op den Detriment vun deenen aneren. Dat heescht, déi aner kréie manner eraus, just fir eng Kéier ze soen, wéi de System fonctionéiert.

Dann ass d'Fro gestallt ginn, inwiefern elo, wann de PDAT dann an der Regierung ugeholl gëtt, dat dann och de Gemengefinanze respektiv dem System d'Adaptatioun do ugepasst gëtt.

Prinzipiell passe mer deen och deementspriechend un. Do ass jo elo Munneref déi Gemeng, déi elo op d'Lëscht kënnt mat de 5 %, woubäi se dann och déi zousätzlech Dotatioun wäert kréien. A wann d'Nordstad dann och eng Fusioun sollt maache respektiv dann och herno eng definitiv Gemeng gëtt, dann ass och virgesinn, esou wéi mer dat ëmmer festgehalen haten, dass se och déi Sue kritt.

An da wëll ech och direkt soen, Här Schaaf, Dir hutt dat richteg verstanen: D'Dotatioun gëtt un d'Gemeng ausbezuelt, net un d'Lokalitéit. Et ass ganz kloer, dat ass esou, wéi de System hei ass.

Firwat ass dat esou? Mee well mer jo gären eng kohärent Entwécklung hätten. An dofir brauche mer eng kohärent Struktur. An et ass nun emol esou, dass d'Suen un eng Gemengenadministratioun ausbezuelt ginn an net un eenzel Lokalitéiten. Duerfir mécht dat schonn duerchaus Sënn, dass de System esou opgebaut ass. Ech wëll awer nach eng Kéier op d'Nordstad, d'Fusioun agoen, well och virdrun et esou geklongen huet, wéi wa kee wéisst, firwat deemools bei der Gemengefinanzreform Ettelbréck an Dikrech net als CDA mat 25 % ausbezuelt gi waren.

Ech wëll just do drop hiweisen, dass am Commentaire des articles vum Ausféierungsreglement ganz kloer steet, dass wann déi fënnef Gemenge sech zesummendinn, dee Moment och d'Dotatioun géif gekuckt ginn an deem och Rechnung gedroe géif ginn. An dat Verspriechen ass nach ëmmer d'selwecht. An der Regierung hu mir och do eis Meenung net geännert; ganz am Géigendeel, mir stinn nach ëmmer hannert där Fusioun. Ech mengen, dat hu mer och bewisen, andeems mer de Subsid carrement verduebelt hunn a mir wären nach ëmmer frou, wann et zu där Fusioun géif kommen, well mer absolutt der Meenung sinn, dass dat och der Regioun ganz vill wäert bréngen. Ech mengen do hu mer scho vill Stonnen zesumme verbrueecht, an deene mer doriwwer diskutéiert hunn. Mee ech muss awer och ganz éierlech soen, dass de Ball och elo bei deene fënnef Gemengen do läit.

An ech hunn nach de Moien de Buergermeeschter vu Schieren héieren, deen och gesot huet, dass en nach un där Fusioun do festhält, dass et wichteg ass, dass déi fënnef Gemengen do fusionéieren. An dat bleift nach ëmmer bei deem Prozess. Wann déi fënnef Gemenge fusionéieren, da gi se consultéiert mat deene plus 25 % a kréien dat dee Moment och aus der Dotatioun eraus.

Wann et allerdéngs net zu där Fusioun sollt kommen, wat ech natierlech net hoffen, dann hu mer en neie Moment an da musse mer dat och aneschters consideréieren. Mee bis elo hunn ech nach net héieren, dass déi Fusioun gestuerwe wär. An ech weess, dass ganz viller nach dorunner festhalen. Wéi gesot, d'Ënnerstëtzung vun der Regierung ass nach ëmmer do a mir hoffen, dass et zu där Fusioun kënnt. An dee Moment hu mer jo eng nei Fusiounsgemeng an da wäerte se jo och dee Moment déi Dotatioun kréien, déi hinnen zousteet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Ministesch. Wann Der erlaabt, de Jean-Paul Schaaf hat sech gemellt an huet och disziplinéiert gewaart, bis dass en d'Wuert kritt. An en huet et elo.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Richteg. Merci, merci, Här President. Also Madamm Minister, ech wëll dat einfach zréckweisen, et steet néierens, weeder am IVL nach am PDAT vun 2003, dee bis haut nach applikabel ass, dran, ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... datt dee Bipol Dikrech/Ettelbréck just ee CDA wier, wann en eng Fusioun wier. Do ass deemools emol guer net vun Ierpeldeng rieds gaangen, néierens. Dat ass duerno komm, wéi den deemolege Landesplanungsminister gekuckt huet: Wéi setzen ech dat ëm? Dunn eréischt koum iwwerhaapt dee Konzept vun der Nordstad. Dee gouf et 2003 net. Wannechgelift, dat gouf et net! Dat heescht, Dir sot elo einfach: „Mir hunn eng nei Bedingung erfonnt. Mir mengen, et wier gutt, wann déi fusionéieren an esoulaang, wéi se net fusionéieren, kréie se keng Suen."

Ech wëll Iech just soen, d'Differenz – ech soen et nach eng Kéier: d'Differenz –, wann ee seet: „Dir sidd CDA d'ordre moyen", a mir kréien dat iwwerall gesot, mir kréien et a Konventioune mat dëser Regierung a mat där vu virdrun ënnerschriwwen, wou et dra steet ... Ech sammelen Iech déi Pabeieren an ech weisen Iech déi.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ka jo net sinn. Et kann dach net sinn, dass de Logement eis schreift: „Dir sidd dat", dass d'Uni Lëtzebuerg a Rapporten et schreift, dass de LISER et schreift, dass et iwwerall drasteet, iwwerall, souguer beim Aménagement du territoire vun haut, iwwerall drasteet ... Ech ginn op Workshoppen ... All Mënsch seet: „Dir sidd CDA d'ordre moyen." Wéi d'Natur- an Ëmweltverwaltung en neie Site gesicht huet, do krut se vun der Regierung gesot: „Dir gitt an ee vun deenen dräi CDA d'ordre moyen." D'Direktioun – de Lucien Lux war Ëmweltminister –, déi ass op Ettelbréck komm.

Une voix | Dat ass laang hier.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | En huet gesot: „Mäin Optrag ass et, jo, fir an de CDA d'ordre moyen ... Ech kommen elo op Ettelbréck an ech kommen op Dikrech. Dir sidd deen an ech komme kucken, wou mer dat kënne gutt installéieren." En ass elo gutt zu Dikrech installéiert ginn. An den Optrag war: „Dir gitt an ee vun deenen dräi CDA d'ordre moyen." Elo kommt Dir heihinner a sot: „Dir sidd et net!"

(Hilarité)

Nee, pardon, also ech hunn ëmmer gemengt, mir hätten eng Regierung an net sechs. Ech si wierklech ausser mer an där doter Fro, well, an ech soen Iech dat just eng Kéier, ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | O, Här Schaaf!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... an domadder halen ech op, nee domadder halen ech op. Ech wollt einfach der Ministesch soen: Si läit falsch. Domadder halen ech op.

Wann ech d'Differenz maachen – an Dir hutt se souguer an enger Question parlementaire beäntwert –, da mécht dat 5,7 Millioune pro Joer aus fir d'Stad Ettelbréck, déi mer net hunn. Sou. Mir droen d'Käschte vun engem Conservatoire de musique zesumme mat Dikrech fir Kanner, Schüler, déi aus 70 verschiddene Gemenge kommen, just mat lokale Mëttelen. Dat sinn 1,5 Milliounen ouni d'Gebai pro Joer. Jo? Sinn dat keng regional Aufgaben? Keng national Aufgaben? Dat ass just e Beispill.

Da kënne mer de CAPe zielen, da kënne mer d'Lycéeën zielen, déi mer hunn, da kënne mer all eis Busarrêten opzielen, da kënne mer déi ganz Infrastrukturaarbechten huelen, déi mer maachen. An alles dat ass absolutt näischt? „Wann Dir net fusionéiert, sidd Der näischt a mengen Aen."

Mee pardon, esou kann ech net méi bei d'Leit goen, wierklech net!

Wa mir elo eng Schoul bauen, da musse mir 50 Millioune léine goen, well mir hu keen eenzegen Euro, deen eis iwwregbleift. A pro Joer sinn et ongeféier 4 Milliounen, déi mir vun eisen ordinären Ausgaben a regional Infrastrukture stiechen. Dat mécht exakt, Här Kersch, 110.512 Euro pro Woch, déi d'Differenz pro Woch wier zënter dem 1. Januar 2017 bis haut, déi mir net kréien, well mir net klasséiert sinn als CDA d'ordre moyen. Ech refuséieren déi doten Argumentatioun vun Ärer Säit!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech weess, dass Dir déi doten Argumentatioun ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet d'Madamm Ministesch d'Wuert fir ze äntweren.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech weess, datt Der déi doten Argumentatioun refuséiert. An do si mer eis net eens. Mee wann Dir mir Texter weist, da weisen ech Iech och den Text, eeben d'Ausféierungsreglement vum FDGC, wou genau dat dote schwaarz op wäiss am Commentaire festgehale ginn ass. Dat ass och an de Procès-verballe vun de Kommissiounen zréckzefannen. Elo maacht net, wéi wann dat en neie Moment wär. Also dat fannen ech zwar och elo net fair vun Ärer Säit.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Nee, ech ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mir sinn eis vläicht do op deem Punkt ni eens.

Une voix | Dat huet e jo net gemaach.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mee trotzdeem, wann dat elo ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech freeë mech op Är Aluedung, fir bei Iech ze kommen.

Merci.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Bon, ech hunn Iech nach ëmmer gären invitéiert. Et ass jo net déi éischte Kéier, wou Der bei mir sidd.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Roth, Parole après ministre.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Parole après ministre an ech hunn eigentlech zwou Froen. Déi éischt Fro ass déi, dass d'Inneministesch awer soll kloer soen, wat dat heescht. Et sinn eng Rei vu Versigelungsfacteuren, déi an deem Dokument dra stinn, a wivill Bevëlkerung eng Gemeng kann eigentlech an den nächste Joren als Zouwuess hunn. Elo ass meng Fro: Wéi verbindlech ass dat? Dach, dat steet dran. Déi Versigelungsfacteure si pro Gemeng eenzel opgezielt. De Syvicol huet 43 Säiten Avis doriwwer erstallt.

An elo ass meng Fro: Wann eng Gemeng eng Perimetererweiterung mécht an dee Versigelungsfacteur fir déi Gemeng géif depasséiert ginn, ginn da vun dem Interieur an Zukunft déi Perimetererweiterunge refuséiert?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Minister.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech kommen op dat zréck, wat ech virdrunner gesot hunn. Do, wou et sënnvoll ass, kann och an Zukunft weiderhin de Perimeter opgemaach ginn. Dat heiten – nach eng Kéier – ass en Orientéierungsdokument, dat eebe seet, a wéi eng Richtung ee sech kéint entwéckelen. Dat heescht awer net, dass eng Gemeng elo gehalen ass, hoergenau dee Koeffizient do ze erfëllen, respektiv huele mer net d'Rechemaschinn eraus a soen: „Elo sidd Der driwwer, elo geet dat net."

Ech mengen, bei all deenen Approbatioune kucke mer souwisou mam Artikel 2 vum Aménagement-communal-Gesetz. Dat ass, mengen ech, den Artikel 1 vum Landesplanungsgesetz. Ech mengen, déi mussen ëmmer konform sinn an dat ass nach ëmmer d'selwecht.

Nach eng Kéier: Hei ass eng Orientéierung, déi et gëtt. Et ass awer net d'Gesetz, wann eng Gemeng elo doriwwer erausgeet, dass ech da géif eng Modifikatioun vum PAG dee Moment net approuvéieren. Dat ass net domadder gemengt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Roth nach eng Kéier an dann den Här Kersch. Fir d'éischt den Här Roth, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, gär.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hunn dann nach eng zweet Fro, wat awer och e bëssen an déi Richtung geet vun dem Här Schaaf. An ech konnt virdrun net op de Fait personnel reagéiere vun der Madamm Ahmedova, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wat kee war.

M. Gilles Roth (CSV) | ... wéi si gesot huet: „Dir kuckt mech esou." Mee ech hu se erstaunt gekuckt, well op déi Fro, wéi geet dat mat de Gemengefinanzen, do huet si gesot: „Dat muss een au cas par cas kucken." Also ech hoffen awer net, dass herno au cas par cas decidéiert gëtt, wivill eng Gemeng an enger Gemengefinanz soll bäikréien oder net.

An do stellen ech Iech eng konkreet Fro och vun de CDAen: Ech hunn d'Chance, Buergermeeschter ze sinn oder nach Buergermeeschter ze si vun enger Gemeng, déi dräi Lycéeën huet, dräi Lycéeën, ...

(Interruption)

... dont eng Europaschoul, en normale Lycée, wou gefrot gëtt, deen och nach auszebauen, wat ech absolutt sënnvoll fannen, an nach e Sportslycée. Do sinn eng ganz Rei vu staatleche Verwaltungen, well et ass déi Gemeng mat engem Kantonalhaaptuert, déi eenzeg, déi net CDA ass. Eis gouf ëmmer gesot, an der Zäit souguer vun Ärem Virgänger, dee Fait, dass eng Rei vu Lycéeën do sinn, dass eng Rei vu staatlechen Infrastrukturen do sinn, dass déi Gemeng mëttlerweil op 11.000 Awunner geet an dass muss erweidert gi fir déi Leit, déi do an d'Lycéeë ginn, dass déi och déi Proximitéit hunn ... Elo stellen ech fest, dass Mondorf elo e CDA gëtt.

Mme Martine Hansen (CSV) | Komesch.

M. Gilles Roth (CSV) | D'Stad Ettelbréck mat Dikrech, déi musse fusionéieren, soss gëtt et kee CDA. An déi Gemeng, wou ech d'Chance dann hunn, nach Buergermeeschter ze sinn, do steet och näischt. Dat heescht, déi fonctionéiert och ouni CDA.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | À la tête du client.

Mme Martine Hansen (CSV) | Genau dat.

M. Gilles Roth (CSV) | Ass dat awer elo net esou ze interpretéieren, wann ech Är Ausso plus déi vun der Madamm Ahmedova zesumme gesinn, dass dann au cas par cas decidéiert gëtt, wou dann e CDA kënnt oder net? Ech mengen, dat wär keng kohärent Landesplanung.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nee, ech mengen, do gëtt et ganz kloer Krittären. Bon, ok. De Claude wäert dorop reagéieren, wat d'Upassung vun de Finanze betrëfft. Ech mengen, dass domadder wollt gesot ginn, eebe wéi Munneref, dass se elo op déi Lëscht do kommen. Fir de Rescht wëll ech just soen, dass mer e Bilan gezunn hunn iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen, wou ech och deemools ganz kloer gesot hunn, d'Ziler wären erreecht ginn an dass mer do elo net méi wäerten dru fréckele goen. Also fir mech, sou laang ech zumindest do sinn, hunn ech net wëlles, elo um Verdeelungsschlëssel oder soss um System eppes do änneren ze goen. Dat ass fir mech scho ganz kloer.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dann. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Kersch an da kënnt ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Well ech direkt ugeschwat gi si vum Här Schaaf. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass een awer elo hei eng Kéier rappeléiert, wéi d'Gemengefinanze verdeelt ginn hei am Land. Dat geet net, wéi den Här Roth et elo ausgedréckt huet „au cas par cas" oder „à la tête du client", wéi Dir elo en Tëscheruff gemaach hutt, mee dat geet opgrond vun engem Gesetz, wat dës Chamber hei an engem demokratesche Vott festgehalen huet. Dat ass emol dat Éischt, wat muss gesot ginn.

Dat gefält deenen engen an deenen anere gefält et manner. Deemools, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, ware mer eis eens, dass déi allermeeschte Gemenge gagnant waren, ënner anerem well de Staat och selwer 90 Milliounen, an Tëschenzäit sinn dat iwwer 100 Milliounen, méi an d'Dëppe geluecht huet, wéi fréier dra waren. An dann ass et esou, dass, wann een eng Ëmverdeelung mécht, an dat war et zum groussen Deel, déi eng gagnant sinn an déi aner perdant, an d'Situatioun huet sech net geännert. Deemools waren déi, déi e bësse verluer hunn, rosen. Haut si se nach ëmmer rosen. An déi, déi gewonnen hunn – an do sinn der vill och op Äre Bänken –, déi si frou an déi sinn haut ganz roueg. Dat bedaueren ech, soss géife se Iech emol soen, wat si alles vun där Gemengefinanzreform haten a wat si an hire Gemenge mat deenen zousätzleche Mëttelen, déi de Staat fräigestallt huet, konnte realiséieren.

Dat ass dat Eent. An ech mengen awer, wa mer iwwert d'Fro vun de CDAe schwätzen a firwat dass dat deemools esou decidéiert ginn ass – iwwregens a laangen Diskussiounen, och mat deene betraffene

Gemengen –, dann ass et jo, well de Staat ganz kloer de Projet vun enger Fusioun vun de Gemengen, notamment an der Nordstad, hei wollt ënnerstëtzen an net wollt e falschen Incitatif ginn an deene Gemengen, déi concernéiert sinn, nämlech fënnef Gemenge praktesch en Incitatif ginn an hinnen d'Sue schonn an de Grapp ginn, éier se iwwerhaapt déi Fusioun gemaach hunn. Ech mengen, dass dat dat falscht Zeeche gewiescht wier, och am Hibléck op dat, wat den IVL wollt, nämlech dass mer zu méi Gemengefusiounen am Land kommen, dass mer virukommen, dass mer manner Gemenge kréien. Genau dat war d'Iddi an dofir ass dat och deemools esou gemaach ginn.

An da gëtt et awer och nach e ganz anere Grond. Dir maacht jo elo hei esou, wéi wann Dir einfach d'Suen net géift kréien. Et muss een awer soen, wann Der déi Sue géift kréien, da géift Der se natierlech op Käschte vun all deenen anere Gemengen hei am Land kréien.

(Interruption)

An dat ass dat, wat hei an dëser Diskussioun nach net gesot ginn ass.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Firwat kréien d'Stad Lëtzebuerg an Esch eppes?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ma genau dat wollt ech Iech … Ech ginn Iech elo e Beispill vun Esch. Ma d'Stad Esch ass an der Landesplanung, esou wéi Der et virdru gesot hutt, als CDA mat regionalem Charakter erfaasst ginn an huet duerfir e Koeffizient an der Gemengefinanzreform kritt.

Mee wann Är Logik richteg wär, da misste jo déi Nopeschgemengen niewendrun – ech huele Suessem –, déi e Riseprojet vun der Lëtzebuerger Landesplanung gemeinsam maachen, nämlech Belval, jo deen nämmlechte Koeffizient kréie wéi d'Stad Esch. An d'Stad Schéffleng, wou mer elo e weidere grousse Projet maache vun der Landesplanung, déi misst jo dann deen nämmlechte Koeffizient kréie wéi d'Stad Esch. Déi kréien deen awer net, well se eeben net fusionéiert hunn! Dat ass genau déi nämmlecht Argumentatioun wéi bei Iech. Duerfir wannechgelift, probéiert d'Diskussioun net nëmmen duerch den Ettelbrécker Bréll ze kucken a probéiert e bëssen d'Situatioun vum ganze Land ze kucken, da kommt Der och op besser Resultater!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, also …

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat war elo keng … Mir hunn do e Fait personnel, ech géif gären ee Saz, just zwee Sätz, ee Gedanken awer soen, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dat ass an der Rei. Mee Dir wësst, dass mer …

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dann hale mer op.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir wësst, dass mer eng Dispositioun am Reglement hunn, dass keen Orateur méi wéi zweemol an eng Debatt agräift. Ech ginn Iech nach d'Wuert fir ee Saz. Maacht dat, Här Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech wëll dem Här Kersch just soen, dass et mir drëm geet, dass d'Landesplanung an net den Interieur decidéiert, wie CDA ass. A wann d'Landesplanung dat decidéiert, da muss den Interieur dat esou ëmsetzen.

An dësem PDAT, dee mer haut diskutéieren, steet dran, dass de CDA d'ordre national, wéi en dann neierdéngs heescht, besteet aus de Stied Ettelbréck, Dikrech an Ierpeldeng/Sauer. D'accord? Dat steet an deem Dokument. Den Här Minister kënnt elo dohinner. Hie kann dat elo wannechgelift confirméieren, soss stellen ech ëm duerno nach d'Fro. An et steet dran, datt Mondorf an déi regional gehéiert. Sou, dat sinn der also véier, fir déi d'Reegel ännert.

Wann Dir elo hikommt an Dir sot: „Mir mengen awer elo, datt mer nach de Krittär vun der Fusioun derbäisetzen", dann hätt Der dat virdru misse maachen oder da musst Der dat mat der Regierung proposéieren, well dat steet elo net esou dran.

Et steet dran, dass et fir déi zwou Gemenge Bettenduerf a Schieren esou ass, datt se elo net CDA sinn, awer datt se am Fall vun der Fusioun géifen derzougehéieren. Mee déi dräi Kärgemenge sinn et vun deem Moment un, wou dës Regierung de PDAT guttheescht. Dat ass den Text an ech hätt just gär, dass d'Madamm Inneminister den Text ëmsetzt. Dat war meng Fro. Voilà!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci. Dat war de Saz an ech ginn dann direkt d'Wuert weider un de Landesplanungsminister. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Villmools merci. Ech mengen, wat wichteg ass: Mir hunn e gewëssene Wuesstum am Land. An dat, wat mer … Ech mengen, dee Wuesstum huet och positiv Säiten. An et si verschidde Leit, déi maachen, wéi wann dat nëmmen negativ wier, datt dee Wuesstum jo och Suen erabréngt, fir warscheinlech deen ambitiéiste Sozialsystem, deen et an der ganzer Welt gëtt, op d'mannst emol an Europa gëtt, ze finanzéieren. An dat, wat, ech mengen, Här Keup, wat Dir do erzielt, dat ass typesche Populismus, well Der eppes sot, …

Plusieurs voix | O!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | … wou een herno keng Konsequenz muss doraus hunn. Well Dir sidd d'Partei vun de fënnef Sechstel a maacht Iech awer keng Suerg, wéi an Ärem Zenario dann d'Pensiounen nach géife bezuelt ginn.

An dat anert ass, wat ech jo wierklech och scho bal eng Frechheet fannen, fir Belval, Kuebebierg, Metzeschmelz an aner modern Quartieren, déi mir hei zu Lëtzebuerg elo gebaut hunn oder bauen, mat Gettoe vu Paräis ze vergläichen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat fannen ech wierklech eng Frechheet fir all déi Gemengen, déi dat en place gesat hunn an och fir déi Leit, déi do wunnen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dann zur … Also ech versti Verschiddener, déi soen: „Lauschter, geschitt dann elo endlech eppes?"

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech ginn Iech awer elo nach eng Kéier konkreet Beispiller. Ech mengen, de PDAT debattéiere mer haut a mir huelen en elo un an der Regierung, mee et ass awer net esou, wéi wa mer net och um Terrain scho géife schaffen. Beim Plan sectoriel „Logement" probéiere mer all déi Projeten, déi do dra sinn, esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Mir bauen deelweis souguer méi héich Densitéiten elo, awer an engem ganz flotte Kader, 30 % abordabel. An ech wëll elo d'Projeten …, ech kéint se natierlech elo all opzielen: Diddeleng, Wolz, Kierchbierg an esou weider an esou weider. Dat heescht, mir maache Logementspolitick am grousse Stil an dësem Moment a virun allem gëtt méi abordabele Logement kreéiert, wéi es an 30 Joer, déi lescht 30 Joer, kreéiert ginn ass.

Zu den Aktivitéitszonen: Mir optiméieren zesumme mam Franz Fayot d'Flächennotzung a mir optiméieren zesummen, dass mer eebe soen, an där doter Industriezon wëlle mer virun allem déi doten Acteuren, dat, wat jo och eng Optiméierung ass a wou mer eigentlech Prinzippien, déi elo am PDAT stinn, elo schonn ëmsetzen.

Mat de Stadzentren: Mir maachen eis alleguerten an all eise gréissere Stied … Zu Ettelbréck hu se extra een agestallt, fir sech iwwert d'Animatioun vum Stadzentrum Gedanken ze maachen. Si hunn eng Librairie op Ettelbréck, si hunn de Supermarché an den Zentrum bruecht. D'Stad Lëtzebuerg stellt sech déi Froen, Esch, Diddeleng. Wat ass de Punkt? Mee gutt, et ass awer och net einfach, well am Zäitalter vun der Digitaliséierung, vum E-Commerce, hutt Der natierlech eng komplett Ännerung. Mee mir schaffen Hand an Hand zwëschent der Regierung an de grousse urbane Raim, fir eeben eng besser Maîtrise ze kréien, virun allem vun de Rez-de-chausséeën an eise Stadzentren.

An haut si jo schonn eng ganz Rei Stied, déi ufänken do, och Wolz zum Beispill, bewosst Meterkareeën am Rez-de-chaussée opzekafen, fir dann eebe Geschäfter oder aner Aktivitéiten zu engem méi gënschtege Loyer an de Stadzentren erëm méiglech ze maachen. Dat si genee déi Äntwerten, déi mer musse ginn. An dat wëlle mer och an deenen nächste Jore vill méi konsequent maachen an do schaffe mer och ganz enk zesummen, den Inneministère, mäi Ministère, den Ekonomiesministère, fir eeben d'Classes moyennes, fir an déi Richtung eis Stied, déi am Wandel si wéinst dem E-Commerce an deem Ganzen, fir eeben do aner Akzenter ze setzen. An am ländleche Raum gëtt et natierlech och dat Gefill …, op eemol ass … Mee gutt: Wie geet nach op d'Post? Wie geet nach …

(Interruptions)

Nee, kuckt d'Statistiken! A mir hunn elo e Bericht, de Minister vun der Fonction publique huet jo rezent e Bericht erausginn. Den absolutte Gros vun den Interaktiounen zwëschent de Bierger an der Regierung geschitt mëttlerweil digital. Dat wëll net heeschen, dass mer elo guer keng physesch Presenz méi hu vor Ort. Mee mir brauchen eng aner physesch Presenz an duerfir kucke mer zum Beispill elo am Réidener Kanton am Gespréich mat de Gemengen, fir ze identifizéieren: „Wat brauche mer dann nach?" An dat ass warscheinlech éischter e Guichet unique, wou s de gewëssen Deeg an der Woch e Service ubitts fir déi Leit, déi net esou gutt digital ënnerwee sinn an dann natierlech och do d'Schnëttstell siche mat enger Post, mat enger Spuerkeess, wat jo staatlech Acteure sinn, fir dass do nach e Grondservice do ass. Mee och do si mer amgaangen, fir op eng Problematik, déi net einfach ass wéinst der Digitaliséierung vun der Gesellschaft, eng Äntwert ze fannen.

An dann, bei der Weiderbildung: Dat maache mer. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, deen den Här Schaaf och opgeworf huet. Ech mengen, d'Inneministesch huet elo schonn en Deel vun der Äntwert ginn. Mir wëllen de Prozess Luxembourg in Transition weiderféieren, well do ganz gutt Iddien do sinn an déi och konkreet um Terrain mat de Gemengen ëmsetzen, wéi zum Beispill zu Féiz mat elo engem Masterplang. Dat ass eng Iddi, déi doraus entstanen ass, déi mer elo ëmsetzen. Mir hunn d'Planungshandbuch zesumme mam Interieur, fir dass mer gutt PAPen hikréien a mir hu scho Formatioune gemaach fir d'Gemengentechniker. A mir wäerten där nach maachen, soudass mer do wierklech och elo schonn

déi Zesummenaarbecht, fir eng besser urban Qualitéit oder eng besser Planung hinzekréien ... Déi leeft och elo schonn.

An dann, zwee nei Instrumenter, wou mer dann och Gesetzesännerunge bräichten, dat sinn d'Transferable Development Rights fir an engem Land, wou d'Privatproprietéit extreem staark geschützt ass iwwert d'Verfassung, dass mer tausche kënnen, Terrainen, wou mer fannen, datt se net op enger gudder Plaz leien, mat Terrainen, déi oft am Zentrum och vun engem Duerf leien. Do hu mer schonn e Groupe interministériel a mir kucken elo, op wéi enge Plaze mer misste Gesetzer änneren, fir dass dat méiglech gëtt.

An dat anert ass, mengen ech, och eng Realitéit, wou mer eng Äntwert drop fanne mussen: Wa mir entwéckelen, dann hu virun allem d'Promoteure ganz vill Akommes doduerch a mir als Staat an als Gemenge mussen dann duerno Schoule bauen, Kanäl verstäerken, Kläranlagen an esou weider. An an der Schwäiz ass et eeben esou, dass, wann iwwert eng Décision administrative eng Plus-value geschaaft gëtt, da muss de Promoteur en Deel vun deene Suen an en Däppe ginn, fir dass eeben dann déi ëffentlech Infrastrukturen entstinn. An dat ass eppes, wat an den Avise vun de Gemengen zu ganz, ganz groussen Deeler gedeelt ginn ass, also wat d'Gemengen och wëllen, dass mer un deem Instrument schaffen. An och doru wäerte mer elo schaffen.

An da vläicht nach eng Kéier zréck zum Wuesstum: Also, eng gutt Landesplanung, déi hëlleft bei 750.000 Awunner, bei 850.000, bei 950.000. Dat heescht, all Planung hëlleft a kee weess, wéi vill Awunner dass mer hunn an 20, 25 Joer. A mir waren als Virbereedung och, wéi mer dat alles erstallt hunn, zweemol an d'Schwäiz. D'Schwäizer hunn, mengen ech, méi fréi eigentlech hir Landesplanung gestäerkt, an déi soten zu eis: „Dir hutt eigentlech ëmmer Interêt, vun där gréisstméiglecher Zuel auszegoen, well wa se net kënnt, hutt Der awer déi richteg Infrastrukture geschafen an Dir sidd de Saachen net hannendrugelaf." An duerfir: Et mécht elo kee Sënn, fir hei Schreckgespenster un d'Mauer ze mole mat 1 Millioun, 1,1 Milliounen. Mee wa mer och nëmmen 850.000 Leit hunn a mir hunn eng besser Landesplanung elo ëmgesat, dann huet dat fir d'Liewensqualitéit vun alle Leit am Land e Virdeel.

An dann, déi Grondfro: Wéi vill Wuesstum brauch dat Land hei iwwert déi nächst Joerzéngten? Mir hunn elo de PDAT, wat eng gutt Basis ass fir eng Optiméierung. Mir hu „Luxembourg Stratégie", wou elo den Ekonomiesministère amgaangen ass ze finaliséieren a wou mer jo och dat, wat hei Verschiddener undenken, dass mer méi Produktivitéit mussen hunn, fir eng gewëssen Entkoppelung ze kréien zwëschent Wirtschaftsaktivitéit an Aarbechtsplazen. Déi ass jo och do ugeduecht, och Ressourcëschounung. An dann hu mer jo och als Regierung eng Etüd um Wee, fir ze kucken, wéi robust eis Sozialsystemer och an der Finanzéierung sinn. Also hu mer elo dräi Dokumenter um Dësch, wou mer kënnen eng objektiv Debatt doriwwer féieren, wéi vill Wuesstum méiglech ass a wéi mer deen och kënne steieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Landesplanungsminister Claude Turmes. Parole après ministre fir de Jean-Paul Schaaf, fir de Fred Keup a fir de Gilles Roth. Fir d'éischt de Jean-Paul Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Voilà, merci dem Minister. Ech kommen nach eng Kéier op déi viregt Fro zréck, well mer jo confirméiert kruten, dass et un der Landesplanung wier, fir ze definéieren, wie CDA wier a wien net CDA wier. Ech liesen Iech, wat am Dokument, wat mer déi lescht Woch kruten, op der Säit 47 steet iwwert de CDA Ettelbruck/Erpeldange-sur-Sûre/Diekirch. Do war eng Demande do, fir d'Lokalitéiten ze preziséieren.

Do steet dann dran: „Le CDA d'importance nationale Ettelbruck/Erpeldange-sur-Sûre/Diekirch se compose des localités d'Ettelbruck, d'Erpeldange-sur-Sûre, d'Ingeldorf et de Diekirch. Les localités de Schieren, de Burden, de Gilsdorf et de Bettendorf n'en font pas partie. En cas de fusion communale, le statut de CDA concernera toujours ces mêmes localités." Dat heescht, et si se, a bei enger Fusioun ännert dat bei de Lokalitéiten näischt. An da kënnt nach e Saz: „Étant donné que le FDGC est toujours attribué à l'échelle communale, il est à attribuer aux communes d'Ettelbruck, d'Erpeldange-sur-Sûre et de Diekirch, et en cas de fusion, il devrait être attribué à la ‚nouvelle' commune Nordstad."

Eendeiteg, et ass kloer: Den FDGC huet de CDA d'importance nationale ab sofort, wou dat heiten, e Regierungsdokument, ugeholl ass, ze respektéieren. Meng Fro un de Minister: Ass dat do esou, wéi ech dat elo interpretéieren? Oder gesitt Dir do nach eng aner Konditioun?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Schaaf. An ech ginn d'Wuert un de Landesplanungsminister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Déi dräi Uertschaften ..., mee mir hu keen aneren CDA, wou mer dräi Uertschaften hunn. An déi dräi Uertschaften Dikrech, Ettelbréck, Ierpeldeng, déi kënnen och nëmmen als CDA fonctionéieren, wa se ..., deen Dag, wou se fusionéiert sinn. Ech hunn dat jo elo fënnef Joer matgemaach, wéi eng Dynamik do ass. An déi Dynamik ass an allen Éieren net gutt genuch ... An all Statisiken ... D'Nordstad huet net genuch Aarbechtsplaze kritt, huet net genuch Wunnengsbau geschaf, a mir brauchen – mir brauchen! – déi Fusioun. An dann ass et natierlech esou: Wat heescht CDA? CDA heescht, dass mer dann zu Dikrech, zu Ierpeldeng, zu Angelduerf an zu Ettelbréck ..., dat ass de Kär. An do soll dann och méi Densitéiten ... a méi urbaniséiert ginn. Bierden soll net wuessen, Gilsdorf soll net wuessen, well et net zentral ass. An ech mengen, mir si guer net ..., mir sinn eis komplett logesch, dass, wann déi Fusioun do ass ... a mir ënnerstëtze se jo och nach ausserhalb vun der Dotatioun dann, déi mer hei ginn, nach extra.

Also, ech mengen, mir hunn als Regierung iwwert all déi Aussoen, déi mer gemaach hunn, fir Iech ze ënnerstëtzen ..., plus, an elo wëll ech net ufänken opzezielen: Moderniséierung vun der Gare Ettelbréck, d'Lycéeën, CGDIS an esou weider an esou weider.

(Interruptions diverses)

Dat heescht, mir investéiere massiv, massiv an d'Nordstad.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Wéi an all aner Gemeng am Land!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | A wann d'Nordstad soll fonctionéieren, wierklech, da brauche mer déi Fusioun. A mir stinn als Regierung do hannendrun.

M. Dan Kersch (LSAP) | D'Regierung mécht hir Aarbecht. Maacht Dir Är och!

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert ass elo fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Minister awer do trotzdeem soen ... Dir hutt gesot, ech hätt gesot „d'Ghettoe vu Paräis" an ech hätt Belval domadder verglach. Nee, Belval entsprécht absolutt net der Definitioun vun engem Ghetto. An ech hunn dat Wuert och net gesot an ech hunn et och net esou gemengt. Dat ass dat Éischt.

Dir schwätzt vill vun der Schwäiz. Effektiv ginn et vill Parallellen zwëschent Lëtzebuerg an der Schwäiz. Si hunn och e staarke Wuesstum, allerdéngs trotzdeem nach däitlech manner wéi mir. Dat féiert awer zu änleche Problemer: Verkéier, Zersiidlung, zemools an deene groussen Däll zwëschent de Stied an natierlech och déi héich Wunnengspräisser. An dat huet iwwregens, just fir dat als Klammer ze soen, derzou gefouert, dass d'Schwäizer 2014 an engem Referendum esou wäit gaange sinn, dass se souguer d'Awanderung wollte begrenzen.

An dat anert, wat ech am Fong wollt froen: Dir sot jo, mir wiere géint de Wuesstum. Dat wier e Problem natierlech fir eis sozial Systemer, fir eis Renten. Do hutt Der net ganz Onrecht, dat ass absolutt richteg. A mir kommen och net derlaanscht, fir iergendwann eng Kéier do eng Reform ze maachen. Well Dir wësst jo awer och: Mir hunn elo 500.000 Leit, déi schaffen. Mir wäerten eng Kéier an e puer Joerzéngte warscheinlech 500.000 Leit an der Pensioun hunn, an da brauche mer 1.250.000 Leit, déi schaffen, fir deenen hir Pensioun ze bezuelen. A wa mer 1.250.000 Leit brauchen, déi schaffen, da brauche mer jo 1 Millioun Awunner méi plus nach 500.000, 600.000 Frontalieren. An da geet dat jo ëmmer weider. Da brauche mer duerno 2 Millioune Leit, déi schaffen.

Dat heescht, wat ass dann Är Léisung? Wéi komme mer dann do aus där Wuesstumsspiral eraus? Oder ass dat Iech egal an Dir sot: „O, dat ass net schlëmm, mir maachen ëmmer esou weider"? An ass dat dann awer fir Iech dann déi nohalteg Politick, déi Dir de Leit hei wëllt vermëttelen?

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert geet erëm eng Kéier zréck un den Här Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, déi einfach Äntwert vu mir wier ze soen: „Dat do ass jo interessant ze héiere vun der Fënnef-Sechstel-Partei, déi sech jo dann net vill Gedanke mécht, wou déi fënnef Sechstel hierkommen, wou déi Suen hierkommen derfir."

Ech mengen awer, dass Der ... Et gëtt e Punkt a mir brauchen eng objektiv Diskussioun doriwwer, wéi dat soll weidergoen. An duerfir hu mer jo als Regierung dräi Dokumenter elo, fir déi Debatt ze objektivéieren. Mir hunn dat Dokument, wou mer kucken: Eis Sozialsystemer, wéi kënnen déi finanzéiert ginn, a wat sinn dann do d'Parameteren? An dat heescht, do gëtt jo elo de Wirtschafts- a Sozialrot och en Avis derzou. Dat ass een Dokument.

Dat zweet Dokument ass dat Dokument vum Wirtschaftsminister iwwert „Luxembourg Stratégie", wou et jo drëm geet: Wéi eng ekonomesch Aktivitéite virun allem an Industrien oder am Mëttelstandsberäich hu mer?

An de PDAT ass och en Deel vun der Äntwert, well en ..., en attendant, dass mer zu där dote Fro méi an der Déift wierklech eng kohärent Äntwert hunn. An ech mengen, mir sinn eis all bewosst hei, dass déi politesch net esou einfach ass. Mir hunn e PDAT, deen eis eng Optiméierung méiglech mécht op versigelte Flächen iwwert flott Bauen, wou mer eebe wierklech eppes fäerdegbréngen. Wat ee ka fäerdegbréngen, dat ass eebe Quartieren, modern Quartieren ze bauen, déi eng gewëssen Densitéit hunn, wou awer

vill Gréngs dran ass. A well d'Autoen net do ronderëmfueren, mee an engem Parkhaus sinn, hunn ech eng immens Rou an och doriwwer eng immens Liewensqualitéit. A well ech eng gewëssen Zuel vu Leit hunn, ass d'Chance, datt ech eng Epicerie hunn, e Bistro hunn, e Restaurant hunn, eng Dokteschpraxis hunn, natierlech méi grouss, wéi wann ech eng ganz ..., wéi wann ech keng Dichtheet hunn.

Dat heescht, mir hunn als Regierung dräi Dokumenter, wou mer eis mat där dote Fro ganz seriö beschäftegen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An da wier et um Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wéilt dem Landesplanungsminister dann déi selwecht Fro stellen, déi ech der Inneministesch virdru gestallt hunn a wou ech keng Äntwert krut. Ech kommen nach eng Kéier op de „cas par cas" vun der Madamm Ahmedova zréck, firwat dass d'Gemeng Mamer net CDA ass. Dat ass fir mech net novollzéibar, well all Kantonalhaaptuerter si CDA. Dat ass eigentlech novollzéibar, well am Prinzipp an engem Kantonalhaaptuert staatlech Verwaltunge sinn.

Zweete Krittär, deen Der awer notamment bei Mondorf ugewant hutt, dat ass dee fir ze soen: „Mee do si Schoulen an et si Sportsinfrastrukturen." An där Gemeng, déi ech virdru genannt hunn, do si mëttlerweil dräi Lycéeën, wann een de Sportslycée mat bäihëlt, an dee Lycée, deen do ass, dee gëtt nach vergréissert, an et ass eng Europaschoul, wou 2.500 Schüler sinn.

An duerfir stellen ech Iech d'Fro, well dat bedéngt jo och, dass déi Gemeng forcement muss méi wuessen. Well wann Dir sot, déi Leit, déi sollen no bei hir Aarbechtsplaz kommen, déi sollen no bei enger Schoul wunnen, da musse se jo och Plaz hunn, wou se sech kënnen néierloossen.

An do, wou ech Iech net Recht ginn – ech soe Jo zu enger Noverdichtung –, mee Dir kënnt keen zwéngen, säi Haus ofzerappen, a soen: „Dir baut elo e véierstäckegt Appartement dohinner!" Dat geet net. An duerfir stellen ech Iech déi Fro ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat behaapt Dir elo! Hunn ech dat iergendeng Kéier gesot?

(Interruption)

Dat behaapt Dir! Dir behaapt dat! Ech hunn dat net gesot.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee Dir schreift an Ärert Dokument d'Noverdichtung dran. An Noverdichtung heescht, dass ech do verdichten ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | O, dat do ass awer och liicht populistesch, sorry!

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, dat ass net liicht populistesch! Jo, wat Iech net passt, dat ass dann eebe populistesch!

(Interruption)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt. Mee ech ginn Iech ...

M. Gilles Roth (CSV) | De Syvicol huet dann an Ärer Optik e liicht populisteschen Avis geschriwwen, well dat, wat ech Iech zitéieren, ass genau dat, wat de Syvicol a sengen 43 Säite schreift; wat ech iwwregens e ganz gudden Avis fannen.

An duerfir stellen ech Iech d'konkreet Fro: Wat war de Choix bei Mondorf fir ze soen: „Dat gëtt elo en neie CDA"? A wat sinn d'Argumenter fir ze soen, dass d'Gemeng mat dem Kantonalhaaptuert Cap, wat deen eenzegen ass, deen net bis elo CDA ass, wou eng ganz Rei vun Infrastrukturen, notamment dräi Lycéeë bäikomm sinn ..., firwat dass deen net CDA gëtt?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. D'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Mamer, Bartreng, Walfer, all déi Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg sinn en Deel vum Regionalforum Zentrum, wou mer jo zesummen eng Konventioun ënnerschriwwen hunn. Dat heescht, Mamer an all déi Gemenge ronderëm d'Stad hunn als Anker vun eeben all de Servicen d'Stad Lëtzebuerg. Dat heescht, do ass e CDA an Dir sidd do mat dran.

(Interruption)

An duerfir hu mir jo och déi Zesummenaarbecht organiséiert zwëschent der Stad Lëtzebuerg an deene Gemenge ronderëm. An Dir sidd als Mamer net aneschters. Ech mengen, den Här Kersch huet do dat richtegt Beispill ginn: Suessem huet de Belval ze stemmen – huet schonn e Lycée a kritt nach e Lycée. Schëffleng stemmt zesumme mat Esch Metzeschmelz. Dat heescht, Esch ass do de CDA. Deen Dag, wou déi eng Kéier géife fusionéieren déi dräi Gemengen, ech mengen, da wier dat eng aner Situatioun. Mee de CDA ass den Anker fir déi Gemenge ronderëm. A mir hunn néierens am Land, dass mer niewent e CDA nach e CDA maachen, well dat mécht kee Sënn. Dat gëtt et net.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir si keng Nopeschgemeng vun der Stad Lëtzebuerg!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, mee gutt. Jo, da musst Der awer do ..., dat sinn awer dann ... Da sot Der mer eng Kéier, wivill Kilometer dat sinn!

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mee, lauschtert, Dir sidd ... Mir hunn de Prinzipp vun der Agglo Zentrum an Agglo Zentrum heescht: Mir hunn de CDA Stad Lëtzebuerg am Zentrum, an dee bespillt all déi Gemenge ronderëm. An duerfir schaffe mer jo och zesummen am Regionalforum, fir eeben déi Zesummenaarbecht do ze optiméieren, grad esou, well natierlech kéint een och soen: Firwat ass Käerjeng kee CDA? Oder firwat ass Péiteng kee CDA? Firwat ass Beetebuerg kee CDA? Ma well mer am Süden dräi CDAen hunn an eeben och d'Zesummenaarbecht iwwert de PRO-SUD. Dat heescht, mir hunn dräi CDAen, déi eng Rei aner Gemenge bedéngen, an dat ass de Prinzipp.

Mir hunn dat selwecht och ... Ech mengen, House wollt e CDA ginn, Clierf ass schonn e CDA. Dat heescht, du méchs dann net ..., soss op eemol mécht dee Begrëff vun „zentraler Ort", wou ech ganz bewosst wëll Saachen hibréngen, einfach kee Sënn méi, wann ech dee verwässeren an einfach multiplizéieren. Ech brauch eng Logik, well soss hunn ech keng Logik méi.

M. Gilles Roth (CSV) | Well d'Logik ass déi ... Däerf ech nach eng Kéier eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Nee. Fir d'éischt kënnt d'Madamm Ahmedova drun an duerno kënnt Dir nach eng Kéier drukommen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech muss soen, am Ufank hunn ech mer geduecht: „Komm, reagéier net drop, well dat sinn Diskussiounen, dat huet keen Enn an et huet keen Interêt. Mee elo, wou fir d'drëtt mäin Numm gefall ass, hunn ech mer geduecht, muss ech eppes soen.

Ech fannen et net richteg, an dofir wëll ech dat richtegstellen: „du cas par cas" soll hei net pejorativ gekuckt ginn, mee da just am Sënn, datt all Gemeng, all Duerf, all Stad hei zu Lëtzebuerg ënner verschidde Charakteristike vum PDAT fält a muss aneschters traitéiert ginn. An dofir hunn ech gesot „du cas par cas". An Dir benotzt „du cas par cas" synonym zu „à la tête du client". Dat ass net déi Ausso, déi ech wollt maachen. Meng Ausso ass: Mir hunn e legale Kader, deen eis seet, wéi mer wëlle wuessen, dat ass eng Richtlinn. An ech mengen, et ass scho soss fir de Rescht alles gesot gi vum Här Minister an och vum Här Kersch.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Elo däerf den Här Gilles Roth nach eng Kéier d'Wuert kréien.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Dir hutt versicht, mer eng Äntwert ze ginn, mee Dir hutt net gesot, firwat dass Mondorf da CDA gëtt. An zweetens hunn ech gesot: D'Gemeng Mamer ass de Siège vun dem Kanton, Haaptuert vun dem Kanton Capellen. A firwat ass dat déi eenzeg Gemeng, déi net CDA ass an all déi aner si CDA, wou e Kantonalhaaptuert ass? Dat kann ech net novollzéien.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, gutt. Ech hunn Iech dat erkläert.

M. Gilles Roth (CSV) | A well mir elo Agglo LUX sinn.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Well et mécht kee Sënn, dass ... Mir hunn d'Stad Lëtzebuerg, Dir sidd awer wierklech an der Sphère d'influence vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, wann Der dat ..., also, ech mengen, frot iergendee vu Mamer, deen ... Also Dir sidd am Anker, an der Sphère d'influence vum Anker Stad Lëtzebuerg. An do si verdammt vill gutt Servicer ugesidelt. Duerfir gesi mir net an, firwat mer och elo nach aus Mamer sollen e CDA maachen.

A firwat ass Mondorf e CDA ginn? Well mer an deem Deel vum Land wierklech eng Schwächt haten an – dat ass deen Deel Fréiseng, also zwëschent Diddeleng an der Musel – do ass kee CDA gewiescht, deen einfach déi Roll assuméiert huet. An duerfir huet Mondorf elo dee Rôle kritt, well se dee Rôle kënne spillen.

Une voix | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Et ass ..., also, mir hunn eng Logik. An natierlech verstinn ech, dass déi Buergermeeschteren, déi elo ugefrot hu fir e CDA, dass se enttäuscht sinn. Mee mir hunn eng Logik a mir musse bei där Logik bleiwen, well soss, wéi gesot, wann d'CDAe verwässert ginn, da mécht dat kee Sënn méi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci ...

M. Gilles Roth (CSV) | Här Minister, ech wëll Iech just soen, dass déi Gemengen awer aneschters gesot hunn a gesot hunn: „Mir iwwerhuelen eng iwwerregional Roll", wéi Der komm sidd, fir d'Lycéeën dohinnerzehuelen. Mir hu se gär geholl.

M. Dan Kersch (LSAP) | Maache mer elo Kommunalpolitick oder maache mer Nationalpolitick?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass awer d'Fro esou lues. Steet elo hei jiddwer eenzele Buergermeeschter op an zielt eis d'Wiertsfro vu senger Gemeng?

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, datt d'Diskussioun elo ofgeschloss ass.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen, ouni iwwert d'Motioun ze befannen.

Wëllt nach een zu där d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer direkt ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer. An et feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 49 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf (par M. Jean-Paul Schaaf), Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Jean-Paul Schaaf et Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Kersch), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton (par M. Carlo Weber), Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Lydia Mutsch), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. François Benoy) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.33 heures.)

50e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 42
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Cécile Hemmen** p. 42
   Exposé : Mme Cécile Hemmen
3. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg** p. 42
   Exposé : M. Marc Spautz
   Débat : M. Max Hahn | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
4. **8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement** p. 47
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8144 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution** p. 49
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8173 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce** p. 50
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | Mme Semiray Ahmedova | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8022 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État** p. 51
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Roy Reding | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8196 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Résolution de M. Yves Cruchten au sujet de l'arrêt immédiat des exécutions en Iran et introduction dans les lois des normes internationales régissant les droits de l'homme** p. 53
   Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten
   Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | Mme Myriam Cecchetti | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten
   Vote sur la résolution (adoptée)
9. **Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du bilan de l'année écoulée au niveau des différentes politiques en faveur du développement du milieu rural et des principaux défis que doivent relever les régions excentrées de notre pays** p. 55
   Exposé : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. André Bauler | Mme Tess Burton | M. Léon Gloden (parole pour fait personnel) | Mme Chantal Gary (interventions de Mme Octavie Modert, M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Mme Martine Hansen, Mme Stéphanie Empain et M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire) | M. Jeff Engelen (dépôt des motions 2 et 3) | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen | Mme Carole Hartmann
   Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Aly Kaes et M. Dan Kersch) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Léon Gloden (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Léon Gloden | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (interventions de M. Jean-Paul Schaaf et M. Léon Gloden) | M. Léon Gloden (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Motion 1 : M. Léon Gloden (interventions de M. Gilles Baum, Mme Josée Lorsché et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gilles Baum (intervention de Mme Octavie Modert) | Mme Josée Lorsché | M. Marc Goergen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Mars Di Bartolomeo | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Gilles Baum (intervention de M. Gilles Roth) | M. Marc Goergen | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jeff Engelen, M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, Ministre | Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Cécile Hemmen

M. Fernand Etgen, Président | Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Cécile Hemmen (LSAP), auteure | Jo, merci. Merci, Här President. Ech si ganz houfreg, haut de Mëtteg eng Proposition de loi ze hannerleeën. An zwar geet et drëms, et de Majorzgemengen ze vereinfachen, am Fall wou wärend der Mandatsperiod een, zwee oder méi Sëtz sollte fräi ginn am Gemengerot, dass da keng Komplementarwale méi sollen organiséiert ginn, mee dass dann e bësse wéi nom Prinzipp vun de Proporzgemengen deen nächste Kandidat op der Wallëscht kéint noréckelen.

Wannechgelift.

8219 – Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen.

(Brouhaha)

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert den Drëtten Alter, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass opgedeelt, wéi dat bei enger Aktualitéitsstonn am Reglement virgesinn ass. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Drëtten Alter ab 60, de Véierten Alter ab 80 – wat kënnt nach?

Une voix | O!

(Brouhaha)

Une autre voix | De fënneften ...

M. Marc Spautz (CSV) | D'Entwécklung vun der Medezinn huet mat sech bruecht, dass d'Madamm Familljeministesch bal all Woch engem 100-Järege ka felicitéiere goen. Wéi domat ugefaange ginn ass, viru 40 Joer, waren et der zwëschent dräi a véier d'Joer. Haut si mer do op anere Weeër.

Wa mer vum Drëtten Alter schwätzen, schwätze mer meeschtens heibanne iwwer Altersstrukturen, iwwer Pensiounen, iwwer Alters- a Fleegeheemer an iwwer regional Opdeelunge vun Alters- a Fleegeheimer. Mir sinn de Moment amgaang, an der Kommissioun – an dat wäert net méi allze laang daueren, ginn ech emol dovun aus – iwwer Qualitéitskrittären ze schwätzen, déi missten do erfëllt ginn an den Alters- an an de Fleegestrukturen. Well et ass do wéi iwwerall: 99 % hale sech un alles an 1 % hält sech un näischt. An dofir muss een awer eng Infrastruktur maachen, fir dann och ëmmer deen 1 % ze kontrolléieren an deen 1 % erauszefannen.

Ech wollt awer haut weeder iwwert déi 100-Järeg schwätzen nach iwwert d'Alters- an d'Fleegeheimer nach iwwert d'Pensiounen, well do gëtt et sécher nach aner Geleeënheete heibannen, fir doriwwer ze schwätzen, mee ech wollt emol haut doriwwer diskutéieren: den Drëtten Alter, an e limitéiert sech jo net nëmmen dodrop, mee den Drëtten Alter, do geet et och ëm Kultur, do geet et ëm Mobilitéit, do geet et ëm Bildung, Digitaliséierung, Sécherheet a Berodung; och dat sinn d'Interête vu Leit am Drëtten Alter.

A mir hunn et och fäerdegbruecht – ech hunn et scho virdru gesot – duerch d'medezinnesch Entwécklung an och duerch all déi Fleegedéngschter, dass d'Leit méi laang kënnen doheem bleiwen an och méi laang d'Méiglechkeet hunn, doheem kënnen an hire véier Wänn ze wunnen an och ze liewen. Well mer stelle jo och fest bei den Alters- a Fleegeheimer, dass et do ganz grouss regional Ënnerscheeder gëtt, a wann haut Demandë sinn, fir an Alters- a Fleegeheimer ënnerdaach ze kommen, sou kënnen déi méi stänneg Kolleegen heibanne sech drun erënneren, dass dat emol an der Zäit ëmmer eng Diskussioun war, dass net genuch Better do waren, dass d'Leit hu missen an d'Ausland goen. Haut ass et éischter, ob se kënnen an hirem Eck, an hirem Ëmfeld bleiwen oder ob se déi musse wiesselen, well net déi néideg Better do sinn.

Wa mer vun den eelere Leit schwätzen, gëtt et der och, déi Schwieregkeeten hu mat der Digitaliséierung. Mir wëssen awer gläichzäiteg, dass ëmmer méi Saachen digital ugebuede ginn. Ech denken do och un d'Finanzdéngschtleeschtungen. An et si jo genuch Kolleegen heibannen, déi wëssen, datt mer ëmmer déi Diskussiounen haten: „D'Post gëtt zougemaach", „d'Bank gëtt zougemaach", „de Schalter ass fort an d'Leit kommen dann net méi un hir Suen op déi Aart a Weis, wéi si dat gewinnt waren". An alles dat sinn och Belaaschtunge fir déi eeler Leit.

Mir hunn de selwechte Punkt: Et ginn ëmmer méi Servicer ugebueden, mee déi meescht Servicer ginn haut awer och elektronesch ugefrot. Wann der nämlech bei den Dokter uruffft, geet meeschtens de Repondeur: „Wann Der gär e Rendez-vous hätt, wannechgelift fuert iwwert den Doctena a maacht alles mam Computer!" An alleguerten déi Leit – an där gëtt et, bei deene 60+ vläicht manner, mee bei deenen ab 70+ gëtt et der awer ëmmer méi –, déi net wëssen, wéi se da mat der Informatik ëmginn a wéi se sech déi Rendez-vouser huelen ...

Mir hunn a verschiddene Géigende vum Land ganz aktiv Amiperasen, Club-Senioren a lokal Strukturen, déi deene Leit och hëllefen, wou och d'Méiglechkeete besti vun esou Internetformatioune respektiv vun Internethëllef. Mee awer och bei deene Leit ass awer eng gewësse Retizenz, fir dann de Geheimcode weiderzeginn, fir Bankoperatiounen ze maachen, wat ech awer och ganz normal fannen – ech wëll dat direkt hannendrusetzen –, an déi Leit hu Schwieregkeeten.

An déi Schwieregkeete sinn awer net am Lëtzebuerger Land iwwerall d'selwecht. Op verschiddene Plazen ass dat iwwerhaapt kee Problem, do gitt Der an eng Agence vun der Bank e bësse méi wäit, a bei aneren, do sëtzt Der Iech dann an de Bus an da fuert der 30 Kilometer, bis Der eng Agence fannt, wou Der och kënnt erakommen. An et ass dofir, mengen ech, wou et wichteg ass, dass mer eis och mat deene Problemer beschäftegen.

An dat selwecht gëllt fir kulturell a sportlech Aktivitéiten. Et si vill Gemengen – gréisser Gemengen, och klenger –, déi vill maachen, fir e Kulturprogramm an e Sportsprogramm fir hir eeler Matbierger unzebidden. Et sinn awer anerer, déi hu guer näischt respektiv heescht et dann: „Dann hëls de de Bus an da fiers de bis an d'Philharmonie oder du fiers bis op Dikrech" – op Ettelbréck, pardon, Här Schaaf! – „an de Centre des Arts Pluriels, da klëmms du dräimol ëm an du fiers mëttes um véier Auer fort, fir owes um aacht Auer do ze sinn." Ech hunn et elo e bëssen iwwerspëtzt formuléiert, mee dat si Problemer, déi sech stellen.

An da kënnt eppes do derbäi, dat nennt ee „sozial Isolatioun". An ech hunn dofir och nach eng Kéier eng Zeitung matbruecht vu leschtem Samschdeg, eng däitsch Zeitung, d'„Süddeutsche Zeitung", déi ënnerstrach huet, dass d'Einsamkeet amgaang ass, de gréisste Problem ze ginn, deen et gëtt. An déi Einsamkeet heescht net nëmmen, dass e Mënsch eleng lieft, mee do sinn och Leit, déi hu reegelméisseg Kontakt, mee se fille sech awer einsam, well dat och eppes Emotionales ass – an déi Gefiller, ob ee sech eleng spiert oder net, dat si subjektiv Gefiller –, an dass do ganz vill Leit och an d'Krankheet falen, dass et do virun allem Häerz-Kreeslaf-Krankheete gëtt, dass der ëmmer méi och an eng Sucht falen, déi 70 Joer keng Sucht haten an dann op eemol ufänken, sief et mam Alkohol, sief et mat Medikamenter, well se de Problem soss net méi gebändegt kréien.

A wann ech dat liese fir Däitschland – huelt mer et net iwwel –, da mengen ech, dass d'Steigerungsrat hei zu Lëtzebuerg vun där Problematik héchstwarscheinlech

net wäert vill Ënnerscheeder mat sech bréngen, mee dass och déi Prozentsätz wäerte weidergoen an dass mer do och als Politick gefuerdert sinn, eppes ze maachen, fir deene Leit, deenen eelere Leit, och dat kënnen entgéintzebréngen an hinnen och ze weisen, dass den Interêt, dee mir vis-à-vis vun hinnen hunn, sech och net nëmmen op déi Haiser bezitt.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass dat net ..., vun deenen Theemen, déi ech elo ugefouert hunn, huet d'Madamm Minister der u sech net vill an hire Kompetenzen: Si ass weeder Mobilitéitsminister nach Digitalminister nach Minister vun der Kultur a vum Sport. Mee si ass awer déi Persoun, déi d'Seniorepolitick hei zu Lëtzebuerg chaperonnéiert, an dofir ass et och, dass ech gemengt hunn, dass mer déi Diskussioun sollte mat hir féieren an dass et och wichteg wier, déi Diskussioun ze féiere virun dem 11. Juni, well ech der Meenung sinn, dass och do d'Gemengen eng relativ grouss Aufgab a grouss Charge domat hunn.

An ech hunn och verzicht op eng Motioun, déi souwisou vläicht mat 31:29 ofgeleent gi wier – oder mat 60:0 ugeholl gi wier, ech weess et net. Mee ech wollt awer Suggestioune maachen, well no Walprogrammer, déi si jo meeschtens geschriwwe ginn, gëtt et jo awer och nach Koalitiounsprogrammer, an dass ee sech vläicht an de Gemengen och domat beschäftegt, ech weess, dass et dat a verschiddene Gemenge gëtt, d'Seniorekommissioun u sech, dass déi sollen iwwerall sinn, dass e Seniorekoordinator ... – mir hu jo elo als Gemenge gesot kritt vum Sportskoordinator, wou och de Staat en Deel vun den Ausgaben iwwerhëlt –, fir och e Seniorekoordinator ze maachen, fir domat och de Leit kënnen entgéintzekommen. Ech weess, dass et dat a verschiddene Stied a Gemenge scho laang gëtt, mee dass dat awer net flächendeckend ofgedeckt ass. Déi eng kënnen d'Ham an der Mëllech kachen an déi aner hunn iwwerhaapt näischt.

A wa mer ëmmer déi Diskussioun féieren: Wéi solle mer eis organiséieren? Soll ee vläicht déi Saache mat op de Wee huelen? E Seniorerot? Mir maachen iwwerall e Kannergemengerot, e Jugendgemengerot, mee ob mer net och sollten e Seniorerot maachen, wou mer och déi eeler Matbiergerinnen a Matbierger an de Gemenge matabannen, dass och si hiren Input kënne kréie bei deene Projeten, déi mer realiséieren. Mir hu jo an der Chamber virun net allze laanger Zäit e Gesetz gestëmmt iwwert den allgemengen Zougang zu den ëffentleche Gebaier – wat hinne sécherlech gehollef huet –, mee och op anere Plazen, dass ee si do och kéint mat eranzéien. An da, wéi gesot, kéint déi Persoun sech och mat drëm bekëmmeren, fir d'Leit aus der sozialer Isolatioun erauszehuelen.

A wann ech soe „sozial Isolatioun": Nach eng Kéier, et ass net, ob do all Dag ee bei ee geet a mat deem zwee Wuert schwätzt oder net, oder ob de Bäcker an de Mëllechmann laanschtginn, mee eng sozial Isolatioun ass, wann déi Leit keng sozial Kontakter méi hunn, keng sozial Verbindunge méi hunn doduerch, dass se u kengem Veräinsliewen, u kengem Familljeliewe méi kënnen oder wëllen deelhuelen. An do ass et wichteg, dass mer eppes maachen, an ech mengen, dass och souwuel der Gemeng wéi dem Staat do alles muss dru leien, fir deene Leit, déi awer Lëtzebuerg dohinnerbruecht hunn, wou mer haut sinn, och an Zukunft kënnen ze hëllefen.

An dofir nach eng Kéier, wéi gesot, mäin Appell: Mir hunn alleguerten déi Kolleeginnen a Kolleegen, dass een dat mat dem Seniorekoordinator, de Seniorekommissiounen an dem Seniorerot och mat eranhëlt, fir och domat der eelerer Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg awer dee Secours an déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi se brauch, an dass mer net nëmmen dann u se denken, wa mer iwwer Fleege- oder Alterheimer schwätzen, mee dass mer se och fir de Rescht matabannen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Lëtzebuerger Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al – dat ass och gutt esou. Déi allgemeng Liewenserwaardung vun eisen Awunner läit nämlech am Moment bei ronn 83 Joer, Tendenz steigend. Ronn 20 % vun eiser gesamter Bevëlkerung hunn iwwerdeems iwwer 60 Joer an dëse Prozentsaz wäert an Zukunft och nach weider an d'Luucht goen.

D'Seniore sinn dann och alles anescht wéi en homogeene Grupp. Hir Interessien, Besoinen a Charakterzich sinn immens vilfälteg. Hei derbäi kënnt, dass déi eeler Leit och um sozio-kulturellen Niveau ëmmer méi ënnerschiddlech ginn. Een Drëttel vun de Leit iwwer 60 Joer hunn eng auslännesch Nationalitéit. Dofir brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Seniorepolitick, déi genee dëser Vilfalt Rechnung dréit.

Den Iwwergang vun der Aarbecht an d'Pensioun ass e wichtegen Dréipunkt am Liewe vun all Mënsch. Et ass e Moment, op dee sech, jo, ganz vill Leit scho jorelaang am Viraus freeën, mee deen och gutt preparéiert muss ginn; schliisslech bréngt dës nei Liewensphas eng ganz Rei Changementer mat sech. Wärend déi eng Leit ganz gutt mat hirer nei gewonnener Fräizäit zurechtkommen, gëtt et och Fraen a Männer, déi sech mat hirem neien Alldag iwwerfuerdert respektiv ënnerfuerdert fillen.

Als Politick musse mer dofir suergen – a jo, Här Spautz, an dat um nationalen an och um kommunalen Niveau, do ginn ech Iech ganz Recht –, dass dës Leit sech weiderhi vun hire Matmënsche gebraucht spieren, dass si weiderhin Ziler hunn, op déi si hischaffe kënnen, Aktivitéiten hunn, déi hinne Spaass maachen, an dass si d'Gefill hunn, en integralen Deel vun eiser Gesellschaft ze sinn a virun allem och respektéiert ze ginn.

An de leschte Joren hu mer hei am Land eng transversal Seniorepolitick op d'Bee gestallt, déi déi eeler Generatioun proaktiv beim Alginn begleet an hire wichtege Rôle fir eis Gesellschaft ënnersträicht. D'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vun de Seniore stinn hei am Mëttelpunkt. Gemeinsam mat den Acteuren aus dësem Beräich huet d'Regierung eng ëmfaassend Active-Aging-Strategie ausgeschafft, déi sech souwuel mat der Transitioun vum Beruffsliewen an d'Pensioun, de Kompetenzen, dem Benevolat an de Fräizäitaktivitéite fir Seniore befaasst, wéi och Mesüre fir d'Integratioun vun eelere Migranten a preventiv Moossname géint d'Isolatioun vun eelere Mënsche proposéiert. De fairen Accès an d'Qualitéit vun den Alters- a Fleegeservicer sinn natierlech och en Deel vun dëser Strategie.

Här President, wa mir d'Wuelbefanne vun den eelere Matmënsche wëlle garantéieren, da musse mir hinnen erméiglechen, esou laang wéi méiglech autonom kënnen ze liewen. Mir mussen eis Ëmwelt an eis Infrastrukturen esou gestalten, dass d'Senioren hiren alldeeglechen Aktivitéiten eleng oder mat Hëllef vu bausse kënnen nokommen.

An deem Kader sinn ech immens frou, dass mir d'lescht Joer an der Chamber zwee Gesetzer gestëmmt hunn, déi engersäits déi ëffentlech Gebaier an anerersäits vereenzelt Produiten a Servicer méi accessibel gemaach hu respektiv maache wäerten.

D'Pandemie huet gewisen, dass d'Digitaliséierung e wichtegt Instrument fir eeler Leit ka sinn, fir de soziale Kontakt zu hire Matmënschen net ofbriechen ze loossen. Dofir begréissen ech, dass de Minister Marc Hansen 2021 den nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun lancéiert huet, deen ënner anerem d'Weiderbildung an Informatiounscampagnen iwwert déi nei Kommunikatiounstechnologië fir eeler Leit proposéiert. Nieft der Mise en place vun neien digitale Servicer fir Seniore musse mir allerdéngs sécherstellen, dass Leit, déi sech weiderhi fir den analoge Wee entscheeden, net benodeelegt ginn.

Dëst Joer wäerten dann nach zwee wichteg Gesetzer gestëmmt ginn, déi ech nëmme begréisse kann: éischtens dat neit Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit, mat deem mir fir eng gréisser Präistransparenz an deenen eenzelen Haiser a fir eng besser Prise en charge vun de Seniore suergen, an zweetens d'Reform vum Accueil gérontologique, mat där mir deene Leit ënnert d'Äerm gräifen, déi de Pensiounspräis am Altersheem selwer net méi bezuele kënnen.

Doriwwer eraus investéiert de Staat weider an den Ausbau an an d'Renovéiere vun Infrastrukture fir eeler Leit. De Familljeministère schaaft dëst Joer ausserdeem en nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice am Senioreberäich, fir déi eeler Leit iwwer sämtlech Mesüren, déi si betreffen, a Kenntnis ze setzen.

Här President, jidderee muss kënnen an all Alter Acteur vu sengem eegene Liewe sinn a fräi wiele kënnen, wou a wéi hie liewe wëll. Am Numm vun der DP schwätzen ech mech kloer fir eng modern a proaktiv Seniorepolitick aus, déi d'Liewensqualitéit an d'Wuelbefanne vun den eelere Leit garantéiert!

Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren, ganz besonnesch dem Kolleeg Marc Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Just nach vläicht ee Wuert: Hien huet geschwat vu Motiounen, wéi gesot; dat kéint 31:29 ofgeleent ginn oder 60:0 ugeholl ginn – et hänkt eigentlech nëmme vum Inhalt of, Här Spautz.

Dëst gesot, Iech nach eng Kéier villmools merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, merci och direkt dem Marc Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn iwwert den Drëtten Alter ugefrot ze hunn, an et ass eng gutt Geleeënheet, fir eis mat dësem wichtege Sujet ze befaassen. Leider hu mer alleguerten net allze vill Zäit, fir op all Aspekter am Zesummenhang mam Drëtten Alter anzegoen.

Ech géif awer dann e puer Wuert driwwer soen, an zwar: Den Drëtten Alter beschreift u sech eng Liewensetapp, déi sech an de leschte Joerzéngte staark verännert huet. Duerch de medezinnesche Fortschrëtt an déi steigend Liewenserwaardung ass et jo sou, dass mer am Duerchschnëtt ëmmer besser an a besserer Form méi al ginn – och wann dat awer leider net fir jiddwereen de Fall ass.

Den Undeel vun de 60+ an der Populatioun mécht de leschten Zuelen no iwwer 20 % aus. Si stellen also deemno méi wéi ee Fënneftel vun der Bevëlkerung duer, soudass et och net verwonnerlech ass, dass och d'Wirtschaft déi sougenannt Silver-Economy als Zilgrupp entdeckt huet. D'Leit sinn dacks nach fit an hu méi Zäit, dat ze maachen, wouvu se schonn ëmmer gedreemt hunn. A vill vun hinnen, nodeems dann d'Kanner aus dem Haus sinn an eventuell, am beschte Fall, d'Wunneng bezuelt ass, hunn dann och d'Moyen-en, fir sech en Deel vun dësen Dreem ze erfëllen.

Fir vill vun hinnen ass awer den Iwwergang tëscht Schaffliewen a Pensioun net ëmmer esou ganz einfach. Et ass net evident, fir vun haut op muer einfach opzehale mat schaffen, an ouni Struktur, ouni Flichten an Aufgaben, déi ee joerzéngtelaang erfëllt an op d'mannst och beschäftegt hunn. Et wier gutt, wann deen Iwwergang méi fléissend kéint gemaach ginn, soudass ee lues a lues kéint aus dem Beruffsliewen erausklammen an d'Entreprise awer och weiderhin op de wichtegen Know-how an d'Erfarung vun dëse Leit kéint zielen.

Och a virun allem no der Pensioun ass et wichteg, aktiv ze bleiwen. Et ginn duerch d'Land, duerch d'ganzt Land, vill a ganz verschiddenaarteg interessant an attraktiv Aktivitéiten ugebueden. Ech denken do – ech mengen, et ass schonn dovunner geschwat ginn – och un d'Club-Senioren duerch d'Land. An och de Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit wäert hei eng méi kloer Rumm a Struktur erabréngen.

Leider fille sech vill eeler Leit vun dësen Aktivitéiten net ugeschwat an ech denken, dass mer do mussen all zesumme kucken, wéi een d'Leit besser erreeche kann, well u sech ass ëmmer fir jiddereen eppes derbäi.

Generell ass déi éischt Prioritéit awer, d'eeler Leit an d'Liewe vun der Gemeng anzebannen. An dofir musse mer och de Benevolat an d'Mataarbecht an de Veräiner an Associatioune förderen, op lokalem Niveau Strukture schafen an déi dann och matenee vernetzen. Et geet doréms, de Kontakt mat den eelere Leit ze halen a se dann och au besoin ze begleeden – nach virun oder zousätzlech zum Maintien à domicile an der Assurance dépendance.

Mir hunn, wéi d'Enquête vun der Satisfaktioun d'lescht Joer gewisen huet, eng ganz gutt Fleegeversécherung, déi eng héichwäerteg Betreiung a Fleeg garantéiert an et de Mënschen erlaabt, esou laang wéi méiglech ënner gudde Konditiounen an de gewinnte véier Wänn wunnen ze bleiwen. Zousätzlech brauche mer awer nach Initiativen a Programmer, fir d'Autonomie ze erhalen a géint den Isolement virzegoen. Och do sinn d'Gemenge gefuerdert mat Servicer wéi „Senior Plus", déi et, wéi den Här Spautz oder den Här Hahn virdru gesot hunn, och scho gëtt a ganz ville Gemengen, awer nach net genuch. Oder och e Beispill ass de „Service Iris" vun der Croix-Rouge, deen och ganz wäertvoll ass, fir nëmmen déi hei ze nennen. Et gëtt der nach, mee ech hunn elo nëmmen déi genannt.

Am Logement fanne mer et och interessant, nei Iwwergangsofferen ze schafen, sou eng Tëschenetapp tëscht dem alen Doheem an enger Struktur. Aner Wunnforme wéi Alters-WGen, partizipatiivt Wunnen, Logement encadré, déi gëtt et jo schonns, mee si musse legal encadréiert a finanziell, organisatoresch a prozedural ënnerstëtzt ginn. Staat a Gemenge sinn do alle béid an der Responsabilitéit.

Vläicht wär och sou eng Zort Guichet unique eng Iddi, fir den Drëtten Alter ze thematiséieren an eeben och hei Hëllefen unzebidden.

Do dernieft brauche mer dann awer qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukturen, déi ee sech dann awer och leeschte kann. Dës Strukture mussen an d'Gemengen agebett sinn, si musse vun der Gréisst an der Organisatioun hier iwwersiichtlech sinn an och op déi individuell Besoine vun de Leit kënnen agoen.

Mir brauchen do Konzepter, wéi deene Leit hir Autonomie erhalen an och nees opgebaut ka ginn, wou se dat, wat se nach ëmmer kënne maachen, hei och nach dierfe maachen, och wann et da vläicht e bësse méi lues geet.

Wat de Präis vun dëse Betreiungsstrukturen ubelaangt, do ass jo och e Projet de loi 7524 iwwert d'Qualitéit, dee bréngt do jo méi Transparenz eran. A mir mussen oppassen, dass d'Leit sech dat dann eeben och alles leeschte kënnen.

Wuel wëssend, dass mer dëse Projet de loi um Ordre du jour hunn – also et ass elo dee vun der „Allocation complémentaire personnes agées", vun deem ech schwätzen, deen u sech den Accord déontologique ersetzt, wou d'Hëllefen dann och wäerten eropgoen –, musse mer eis bewosst sinn, dass et Leit wäert ginn, déi am Alter Problemer hunn, sech hiert Liewen sou ze gestalten, wéi si sech dat eventuell virgestallt hunn.

Generell ass d'Altersaarmut och e Problem, dee mer virun allem virum Hannergrond vun eiser Energiekris an der Inflatioun mussen am A behalen. Besonnesch Leit mat klenge Pensioune brauchen do méi Hëllef a méi Ënnerstëtzung.

Ee wichtegen Aspekt wollt ech Iech zum Schluss awer nach soen, ech wollt dat uschwätzen elo kuerz virun de Walen: dass ab 75 Joer jo keng Walflicht méi gëllt, mee e Walrecht. Mir als LSAP fannen et wichteg, och hei de Message ze ginn, dass een dat Recht ze wielen och am Alter sollt wouerhuelen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer soen, dass d'Kanner an d'Jugend eis Zukunft sinn, dann däerfe mer net vergiessen, dass alles, wat mer haut hunn, vun de Generatioune virdrun erkämpft, erschafft an opgebaut gouf. Mir mussen alles maachen, fir dass si gutt, an Dignitéit, autonom, selbstbestëmmt an ënnert de beschte Konditioune kënne liewen an um gesellschaftleche Liewen kënnen deelhuelen. Dat si mer hinne schëlleg!

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och merci dem Marc Spautz fir d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Besoine vum Drëtten Alter – vast Thematik, wéineg Zäit –, en Theema, mat deem ech mech awer schonn, wann ech zréckblécken, iwwer 35 Joer laang beschäftegen, notamment als jonke Mënsch, als Member vun der ALGG, der Association luxembourgeoise de gérontogériatrie, deemools mam Josée Thill a mam Dokter Jean-Claude Leners.

Eng vun de Suerge war deemools, fir e gudden Iwwergang vum Beruffsliewen an d'Pensioun ze plangen, fir dass et net zu enger Deprimm bei de Leit sollt kommen, dass se net sollten an dat berüümt Lach falen, wouduerch den Alterungsprozess massiv riskéiert, verstäerkt ze ginn.

Zënter den 90er-Joren ass zu Lëtzebuerg munches geschitt an et gëtt vill Angeboter, fir den Iwwergang aus dem Beruffsliewen besser ze meeschteren an eng mat Sënn a Freed gefëllten Zäit ze erliewen.

Fir eis Gréng ass et wichteg, dass jiddereen, ob Kand, Jugendlechen, Erwuessenen, méi oder manner eelere Mënsch, eng vollwäerteg Plaz an eiser Gesellschaft huet. Jiddereen ass Member vun dëser Gesellschaft, ob e gesond ass oder Suerge mat der Gesondheet huet, egal wou e gebuer ass a wéi eng Sproochen e schwätzt. An all Liewensmoment heescht et fir eis Gréng, derfir ze suergen, dass jidderee seng Plaz huet a seng Plaz fënnt!

Wann ee sech d'Resultater vun der Vollekszielung vum 8. November 2021 ukuckt, da stellt ee fest, dass eis Bevëlkerung wiisst, duerch d'Awanderung vu Mënschen an de beruffflech aktive Generatiounen, an zur selwechter Zäit ëmmer méi al gëtt, also vereelzt. Den Duerchschnëttalter vun de Lëtzebuerger Matbierger ass dräi, véier Joer méi héich wéi dee vun den Netlëtzebuerger, awer déi Differenz gëtt méi kleng: Virun zéng Joer war se nach sechs Joer.

Deemno – et ass gesot ginn – gëtt déi eeler Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ëmmer méi kosmopolit. Mentalitéiten an Erwaardunge vun den eelere Semester ginn also ëmmer méi divers, ënnerschiddlech a vill vun hinne kënnen och net op e breede Familljekrees hei am Land zielen, voire Patrimoine.

D'Offer fir Senioren ass an de leschte Joerzéngte staark ausgebaut ginn: Club Senior an Dagesfoyeren uechter d'Land, nei a renovéiert Altersheemer a spezifesch Heemer wéi z. B. fir eis alzheimerkrank Matbierger. Via flächendeckend Reseauen, fir d'Leit doheem ze versuergen, hu mer och de Maintien à domicile quasi zum Lëtzebuerger Modell gemaach – erméiglecht natierlech duerch d'Fleegeversécherung.

Mee dëse Modell, erlaabt mer, charakteriséiert duerch esou laang wéi méiglecht Doheembleiwen engersäits, anerersäits am héijen Alter eréischt an d'Altersheim ze goen – awer net fir laang, ouni wëllen zynesch ze sinn; als Demograf sinn ech gewinnt, Liewenserwaardungen ze analyséieren, an déi an engem Altersheim ass dräi Joer, konstant zënter enger ganz laanger Zäit … Dëse Modell, dëse Lëtzebuerger Modell vum Maintien à domicile, stéisst u seng Grenzen.

An d'Grenze sinn: d'Isolatioun vun den eelere Matbierger bei sech doheem, „Alterseinsamkeit" op Däitsch, d'Elengsinn, wat fir déi physesch Gesondheet ka geféierlech sinn a fir dat psychescht Wuelbewunne wierklech zur Katastroph ka ginn; wéineg Kontakter, wéineg Stimulatioun, ëmmer manner Liewensloscht, ëmmer manner Liewensfreed. Vill vun den eelere Matbierger liewen oft eleng, respektiv zu zwee, wa se nach an der Koppel sinn, a Wunnengen – Wunnengen, déi hire Besoinen net méi entspriechen: ze grouss, net altersgerecht, oft richteg deier am Ënnerhalt fir eeben eng bis zwou Persounen. An anere Wierder: wann déi eege Wunneng net méi ugepasst ass respektiv zur Laascht gëtt.

Déi Gréng proposéieren, aus där Fal erauszekommen! Dës Situatioun erfuerdert nei Modeller, fir dass mer déi eeler Matbierger weider abannen an dat gesellschaftlecht Liewen. Duerfir triede mir Gréng fir Méi-Generatiounen-Haiser an, wou d'Zesummeliewen ënner Generatioune gestäerkt gëtt An deem Sënn ass och de Modell vu Seniore-Wunngemeinschaften ze entwéckelen. Béid Konzepter si komplementar a stellen eng Alternativ zu den aktuellen Altersheimer oder änleche Strukturen duer respektiv se sinn eng zousätzlech Offer. Natierlech musse mer an eise Gemengen derfir suergen, dass den Urbanismus dës Entwécklung méiglech mécht.

A béide Fäll kommen déi eeler Leit aus hirer Sozialisolatioun eraus. Si hunn eng méi lieweg Noperschaft, si

kréien altersgerecht Wunnengen, wou si weiderhin an hirem eegenen Heem sinn. Wa mer alles richteg maachen, liewe se an engem Wunnquartier mat kuerze Weeër, mat Geschäfter, Gesondheetsdéngschter, Restauranten, kulturellen Offeren a wa méiglech engem gudden ëffentlechen Transport.

Ech komme gläich zum Schluss.

Et ass also och en Element vun der Debatt iwwert den Amenagement du territoire, wéi mir se gëschter gefféiert hunn, fir altersgerecht Quartieren unzeleeë respektiv besteeënd Quartieren esou ze amenagéieren.

Wéi soll dat goen? Wéi dëse Mentalitéitswandel ënnerstëtzen? Eng Berodung vu Famillje soll agerriicht ginn, wou Froe wéi déi vu Besëtz an Ierfschafte kënne proaktiv an ouni Ängschten ugeschwat ginn. Eng Transitioun wéi déi muss sech a Rou virbereeden. D'Erfarung weist, dass de Modell méi einfach ze realiséieren ass, wa mir Mietwunnengen hunn, am beschten an ëffentlecher Hand, wou de Loyer u sozial Krittäre gekoppelt ass. Och dowéinst brauche mer méi Locatiounswunnengen an der ëffentlecher Hand respektiv an der Hand vun de Sozialträger.

Esouwäit mäi Bäitrag aus grénger Siicht. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll ufänke mat engem Merci och un den Här Spautz fir dës Heure d'actualité. Mir hunn effektiv zu Lëtzebuerg eng Bevëlkerung, déi méi al gëtt. Mir hu warscheinlech déi héchst Liewenserwaardung, déi et hei jee ginn ass. Mir leie bei de Frae bei 84 Joer, e bëssen driwwer souguer, bei de Männer, déi gi manner al: 80 Joer Liewenserwaardung. Et kann ee soen, dass déi, déi do driwwer sinn, wéi virdru scho gesot, dann de sougenannte „Véierten Alter" wieren.

De Véierten Alter, déi Leit, déi iwwer 80 Joer hunn, do muss ee sech virstellen, dat ass am Fong déi lescht Generatioun, déi och nach de Krich matgemaach huet, déi ganz vill Verännerungen erlieft huet, déi Lëtzebuerg opgebaut huet an déi am Fong de Grondstee geluecht huet vun deem Wuelstand, vun deem mer haut zum gréissten Deel profitéieren, vun eiser Fräiheet. An ech mengen, dofir ass et ganz besonnesch wichteg, deene Leit och Merci ze soen a se esou respektvoll wéi méiglech ze behandelen.

D'Welt, an där mer liewen, ass eng, déi sech schnell verännert, an dat ass schwiereg fir vill Leit, och fir Jonker, an et ass besonnesch schwiereg och fir vill eeler Matbierger. Net alleguer, do sinn der ...; mir kennen alleguer bestëmmt Beispiller vun eelere Leit, déi sech ganz gutt upassen, Leit, déi nach mat 95 Joer TikTok a Facebook an ech weess net wat alles benotzen. Mee dat ass awer eng Raritéit. A ganz vill Leit, déi kommen do net méi mat, an déi dierfe mer net vergiessen!

Do si mer beim Punkt vun der Digitaliséierung, déi sécherlech ganz vill Virdeeler kann hu fir eeler Leit, déi domadder eens ginn, mee och Nodeeler mat sech bréngt fir déi Leit, déi eeben net domadder eens ginn. A ganz wichteg ass eeben an deem Kontext, dass mer do de Service um Client – deen traditionellen analogen, wann Der esou wëllt – bäibehalen, dass mer et och nach ëmmer fäerdegbréngen, dass mer an eisen Dierfer, Uertschaften, Quartieren esou vill wéi méiglech Banken, Posten et cetera hunn, mat Guicheten, wou d'Leit kënnen hir Geschäfter dann erleedegen.

En anere Punkt ass d'Mobilitéit. Mir hunn effektiv hei – an dat war eng ganz gutt Saach – d'lescht Joer zwee Gesetzer gestëmmt fir déi Leit mat ageschränkter Mobilitéit, fir deenen hir Situatioun ze verbesseren. An elo kommen am Fong hei zwou Saachen openeen an ech fannen, dass een déi zwou net sollt vergiessen.

Déi éischt ass dat, wat och elo hei scho gesot ginn ass: den ëffentlechen Transport. Grad fir déi méi eeler Leit ... Do gëtt et jo och nach speziell Saache wéi Ruffbus et cetera, mee ech mengen, den ëffentlechen Transport ass natierlech do immens wichteg, well bei den eelere Leit si souwisou Leit, déi ni e Fürerschäin haten, an et sinn der och, déi kënnen net méi mam Auto fueren.

Mee grad och fir eeler Leit ass den Auto ganz oft immens wichteg. A grad fir eeler Leit, déi och eng ageschränkte Mobilitéit hunn, déi vläicht net iergendwou an engem Zentrum liewen, wou se déi kuerz Weeër hunn, an och déi kuerz Weeër vläicht guer net méi meeschtere kënnen, ass den Auto immens wichteg. An dofir sollte mer och bei eiser ganzer Planung, souwuel an de Gemenge wéi landeswäit, den Auto net vergiessen, deen eng wichteg Roll spillt.

Et ass geschwat gi vu sozialer Isolatioun. Jo, dat ass och e Problem, deen et vläicht haut méi gëtt wéi nach viru Joerzéngten. Ech schwätzen elo vu viru 50 Joer, wou mer nach richteg gewuessen Duerfstrukturen haten, Quartiersstrukturen, wou d'Leit an Haiser gewunnt hunn iwwer Generatiounen, wou se sech kannt hunn, wou se d'Nopere kannt hunn. Dat ass eng Situatioun, déi ass haut dach awer net méi esou do.

Ech hat de Face-à-face d'lescht Woch gelauschtert vu Walfer, ganz interessant, an do huet dat, wat de Journalist gesot huet, mech am Fong am meeschten nach interesséiert. Dat war nämlech dat, dass an der Gemeng Walfer bei 10.000 Awunner an de leschte sechs Joer 5.000 Leit rausgeplënnert sinn a 5.000 Leit bäikomm sinn. Dat heescht, d'Hallschent vun der Bevëlkerung huet changéiert, an dat ass natierlech och eng Erausfuerderung, grad, soen ech elo mol, fir eeler Leit, wa se permanent konfrontéiert ginn och mat neien Noperen, wou et dann eeben eventuell och net méi esou einfach ass. An dat ass eppes, wat ganz wichteg ass, fir der Isolation géintiwwerzestoen: eng gutt Noperschaft, eventuell d'Famill, wa se do ass, déi sech ëm d'Leit këmmert, Veräiner, Kultur, ass gesot ginn, Sport. All déi Saache kënnen hëllefen.

Net vergiesse sollte mer och d'Sproochen, déi wichteg sinn. Och hu mer de Problem, dass souwisou eng Partie eeler Leit an de Sproochen net immens gutt sinn. Mir hunn nach ëmmer ganz vill Leit, déi do haaptsächlech am Lëtzebuergesche gutt sinn. Mir hunn och Leit, déi am méi héijen Alter hir Sproochekompetenzen an enger Sprooch verléieren. Dat kënnt och oft vir. An do sollt een nach am Fong dorop agoen, dass een et de Leit esou angeneem mécht wéi méiglech. An dann och eeben, well et och ëmmer méi Auslänner betrëfft, muss een do op eng gutt Méisproochegkeet achten a besonnesch dann och op d'Lëtzebuergescht.

Zum Schluss nach e leschten Tipp, dat ass awer elo esou eng Iddi: Mir hunn elo vill pensionéiert Leit scho mat, ech soen, 65 Joer, an do sinn awer Leit, déi och nach vläicht wéilten aktiv sinn. An d'Iddi ass am Fong, oder d'Fro: Wier et net eng Iddi, fir esou Leit, déi dat nach wéilten, déi Méiglechkeet och méi laang nach ze ginn, bis an den héijen Alter eran, wann dat sech ubitt, zum Beispill an de Gemengen oder beim Staat verschidde Plazen – et gi jo och ëmmer Leit gebraucht –, verschidden Aarbechten ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt wëll ech dem honorabele Marc Spautz e grousse Merci soe fir dës Heure d'actualité. Déi Lénk sti fir eng solidaresch Gesellschaft an do gehéieren alleguer d'Leit dozou, alleguer d'Matbierger a Matbiergerinnen. A mir wëllen net, dass si sech selwer iwwerlooss ginn, a mir wëllen, dass si e mënschewierdegt Liewen an der Pensioun kënne gebuede kréien.

Déi eeler Generatioun muss kënne selbstänneg funktionéieren a sech och um soziale Liewe bedeelegen. Si muss kënnen iwwer sech selwer entscheeden an och kënne selwer decidéieren, wat fir eng Déngschter se wëll a wat fir eng eeben net.

Här President, am Drëtten Alter ass dat awer alles net ëmmer esou einfach. Leit, déi e Liewe laang geschafft hunn, déi ëmmer fir eis do waren, déi zum Räichtum vum Land bäigedroen hunn, sinn op eng Kéier net méi an dëser Gesellschaft integréiert, well se net méi schaffe ginn. An eiser kapitalistescher Gesellschaft gëtt sech anscheinend just duerch déi bezuelten Aarbecht definéiert, duerch e gestressten, produktiven Dag, a wann dat net méi zoutrëfft, dann drift ee lues a lues, awer sécher un de Rand vun der Gesellschaft of.

D'Altersaarmut zu Lëtzebuerg hëlt awer alljoers och zou. Aktuell sinn 9,5 % vun den eelere Leit vun dëser Aarmut betraff. Ze kleng Renten an en ongerechte Steiersystem fir Wittleit droen hiren Deel dozou bäi. Wien an de jonke Jore scho vum Aarmutsrisiko betraff war, bleift och am Rentenalter aarm. Ech erënneren un déi Rekordzuel u Working Poor, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat sin déi nächst Generatiounen, déi am Alter wäerte struewelen, wann d'Salairen net endlech klammen an d'Logementspräisser net endlech gebremst ginn.

Här President, Altersaarmut an Aarmut allgemeng betrëfft och virun allem erëm Fraen. Ech erënneren hei drun, dass de Pensiounspaygap zu Lëtzebuerg dee gréissten an der Europäescher Unioun ass mat 43 Prozent. Dat heescht, zu Lëtzebuerg hu Fraen iwwer 65 Joer 43 % manner Rent wéi d'Männer an hirem Alter. Leit, déi sech méi oder manner 40 Joer de Bockel kromm geschafft hunn, déi och zum Deel doheem bliwwe sinn, fir d'Care-Arbecht ze leeschten, dat heescht, fir hir eege Kanner an hir Elteren ze versuergen, stinn op eemol do mat klenge Renten, mat Renten, déi net méi duerginn, fir d'Enner beieneenzekréien.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dofir setzen déi Lénk sech a fir eng Mindestrent um Niveau vum Mindestloun, an zwar fir jiddereen. Fir de Wäert vun de Rente géigeniwwer vun de Léin ofzesécheren, fuerderen déi Lénk eng automatesch Upassung vun de Renten un d'Lounentwécklung!

Här President, wann eis eeler Bierger/inne bis ufänken, gebriechlech ze ginn, da geet de Calvaire eréischt richteg lass: ëffentlechen Transport, deen inexistent ass, jee nodeems, wou ee wunnt, deen net op déi Plaze fiert, wou een hi muss, wou d'Takter schlecht sinn; domadder ass den eelere Leit net méi gehollef. Autofueren ass fir si net méi dran, Taxifueren ass fir si net ze bezuelen. Wann een al a gebriechlech gëtt, sinn och Hausaarbecht a Gaardenaarbecht net méi anstänneg ze maachen. Déi eege Kanner, wann een der dann huet, si selwer iwwerlaascht mat hirer Aarbecht, well

haut brauch een zwou Paien iwwer 40 Joer, fir sech iwwerhaapt eppes leeschten ze kënnen, an do bleift engem wéineg bis guer keng Zäit, fir sech ëm déi eeler Familljememberen ze këmmeren.

Här President, mëttlerweil mussen d'Leit hiert Haus verkafen, fir sech eng Plaz an engem Altersheem kënnen ze leeschten! Mee wa se dann net Proprietär sinn, well se hiert Liewe laang ni dozou komm sinn, da sti se op eemol am Alter virum Ofgrond. Wa fir si d'Altersheemer ze deier sinn, wa keng Plaze fräi sinn, da gëtt et näischt aneschters, wéi doheem ze bleiwen. Mee wa se Pech hunn, kréie se de Loyer gehéicht. An dann? Elo sot Dir: „Ma da kënnt jo de Fonds de solidarité op. Et gëtt hei keen erhéngere gelooss." Mee ganz éierlech, Här President, wéi muss ee sech do am Alter fillen, wann een op seng lescht Deeg net emol kann normal liewen, ouni all Cent mussen zéngmol ëmzedréinen a mussen ze wëssen, datt een iergendengem op der Täsch läit. Ech fannen dat schrecklech!

An da kommt, mir schwätzen iwwert d'Konditiounen a verschiddenen Heimer! Ech wëll hei kengem eppes ënnerstellen. Et ass en immens schwéiere Beruff, oft sinn net genuch Leit do fir den Encadrement op der Plaz. Mee dofir kënnen awer leider d'Residenten och net. Wéi oft héiert een, datt d'Leit schonn um siwen Auer owes an d'Bett geluecht ginn an dann de Plaffong bis siwen Auer moies kucken, datt se net genuch ze iesse kréien, datt se schlecht behandelt ginn? Jo, och dat gëtt et alles. A wa keng Kanner a keng Famill méi do sinn, si si ganz einfach deem ausgeliwwert.

Ech betounen hei nach eemol, datt ech weess, datt et net iwwerall esou ass an datt déi Leit, déi do schaffen, ganz oft e schwéiere Stand hunn. Et ass keen einfachen Job an et gëtt och Plazen, wou et sécherlech net esou ofleeft. Och dat ass eng Saach vun de Moyenen, déi ee sech gëtt, fir d'Residenten ze encadréieren, well wa genuch Personal do ass, sinn déi och net iwwerfuerdert. Sécher ass, dass eng Privatiséierung vun den Heimer an deem Punkt och net vill Guddes bréngt.

Här President, déi Lénk sinn der Meenung, datt déi eeler Generatioun selwer misst kënnen decidéieren, wéi si déi lescht Jore vun hirem Liewe wëll verbréngen. An do gëllt et dann, och aner Wunnformen en place ze setze wéi zum Beispill Betreutes Wohnen, intergenerationell Wunnstrukturen, WGen, déi genau op dës Besoinen zougeschnidde sinn, d'Fërdere vu sozialen Initiative wéi Noperschaftshëllef, Gemengendéngschter mat hiren Assistant-sociallen, Service-Senior-Plussen, Club-Senioren. Dës all kënnen hëllefen, datt een zumindest esou laang wéi méiglech doheem liewe kann an esou wäit wéi méiglech autonom decidéiere kann, wat ee wëll a wat een net wëll.

Här President, eis Gesellschaft ka just uerdentlech funktionéieren, wa mir all eis Matbierger/innen eescht huelen, wa mir se all respektéieren, wa se all kënnen e würdegt Liewe féieren, vum Ufank u bis zu hirem Enn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Villes, wat mer haut als Gesellschaft kënne genéissen, ass op der Aarbecht opgebaut, déi eis Grousselteren an d'Generatioune virdru geleescht hunn. Dass et eis haut esou gutt geet, kënne mer och all deene Leit verdanken. An dofir heescht dat net nëmmen, Merci ze soen, mee et ass och esou, dass mer eis Politick, eis Gesellschaft esou mussen opbauen, dass si kënnen zefridden hire Liewensowend verbréngen.

Dozou gehéiert och, dass se méiglechst laang kënnen doheembleiwen. Dat ass ee vun de gréisste Wënsch, wann ee mat Leit, déi an den Alter kommen, schwätzt, déi se hunn, dass se méiglechst laang an hiren eegene véier Wänn kënne bleiwen, dass se méiglechst an hirem Ëmfeld kënne sinn.

Dozou gehéiert och, dass et eis Aufgab als Politick ass, hirer Famill méi Zäit ze ginn, fir sech ëm d'Leit ze këmmeren, fir bei de Leit op hirem Liewensowend ze sinn, awer och déi Aktivitéiten, sief et kommunal oder national, unzepassen, fir dass d'Seniore kënnen drun deelhuelen. An dat ass net nëmmen, dass se passiv kënnen drun deelhuelen, mee och de Senioren d'Méiglechkeet ze ginn, dass se nach aktiv an de Veräiner, an der Gesellschaft kënnen hiert derzou bäidroen, well si hunn de grousse Virdeel, datt si d'Erfarung, d'Liewenserfarung hunn, wéi et funktionéiert. An et ass och dat, wat een am Alter nach fit hält: wann ee kann aktiv sinn!

Dozou gehéiert och d'Mobilitéit. An an deene fënnef Minutte kann ech net op alleguerten d'Feeler vun zum Beispill engem Adapto agoen, wou allеguerten d'Problemer sinn a wat ganz vill Senioren betrëfft, mee mir komme sécherlech als Chamber nach eng Kéier drop zréck, op allеguerten déi Problemer, déi no der Reform vum Adapto elo opgetaucht sinn. Dat ass och e Projet, wou mer net onbedéngt eise Generatioune virdru Merci soen, mee hinnen am Moment d'Liewe méi schwiereg maachen.

A mir maachen hinnen och d'Liewe méi schwiereg an eisem aktuelle Rentesystem. Ech hat eng Question parlementaire virun dräi Méint gestallt, well mech emol interesséiert huet, wéi vill Pensiounen iwwerhaapt ënnert dem Aarmutsrisiko ausbezuelt ginn, well dat ass jo och en interessante Fakt. Mir schwätzen ëmmer vum Aarmutsrisiko an dat läit bei 2.177 Euro laut Statec. An et ass mer e bësse kal de Réck erofgelaf, wéi ech dunn d'Äntwert krut. Huele mer zum Beispill eng Alterspensioun an der Steierklass 1a. Do kréie 14,4 % hei am Land manner Rent wéi den Aarmutsrisiko. Dat heescht, mir bezuelen eis Pensiounen esou aus, dass déi Leit schonn d'office an den Aarmutsrisiko falen. Huele mer elo nach zum Beispill d'Witwerent an der Steierklass 1. Do sinn et 12,7 %. Huele mer d'Invalidepensioun an der Steierklass 1, sinn et 23,3 %, huele mer d'Invalidepensioun an der Steierklass 1a, sinn et 35,9 %, déi all Mount esou ausbezuelt ginn, dass se schonn ënnert den Aarmutsrisiko falen, deen de Statec festgehalen huet.

Dat heescht, deementspriechend musse mer och eng Kéier doriwwer schwätzen, ob mer eis Minimalrenten ..., ob mer de Leit hire Liewensowend net anescht erméiglechе sollten, wéi dat am Moment de Fall ass. Well wann déi, déi d'ganzt Liewe geschafft hunn, herno net d'Méiglechkeet hunn ... An ech schwätzen elo mol nach guer net dervun, dass se vläicht och nach mussen e Loyer bezuelen oder eng Seniorie. Well ech weess jo net, wou der, wann der manner wéi 2.177 Euro Rent de Mount kritt, dann nach wëllt higoen. Dat ass e ganz grousse Problem. Mir kënnen esou vill Aktivitéite lénks a riets maachen, wéi mer wëllen, mee wann ...

Huele mer emol duerchschnëttlech – Dir hutt mer och den Total ginn – zum Beispill d'Steierklass 1: Hëlt ee se allеguerten zesummen, sinn et 12,7 %, déi ënnert den Aarmutsrisiko falen. 12,7 % kënnen also guer net un all deene Mesüren deelhuelen, déi hinnen ugebuede ginn, well se einfach net genuch Geld hunn, fir hei am Land ze iwwerliewen. An dat ass sécherlech e Sujet, deen een als Politick eng Kéier muss upaken, fir dass ee seet: „Mir gi wéi beim Mindestloun net ënner e gewëssene Seuil, fir dass déi Leit awer op d'mannst op hirem Liewensowend, fir dee se d'ganzt Liewe geschafft hunn, kënnen an engem würdegen Ëmstand liewen."

Dann d'Alters- a Fleegeheemer: Jo, et kascht. Wann een eng gutt Betreiung wëll, ass dat normal, a mir musse jo och gutt Personal gutt bezuelen. De Problem ass just, dass déi Käschten am Moment allеguerten op d'Bewunner ëmverdeelt ginn. A gi mer mol net nëmme vun deenen aus, déi eng Pensioun ënnert der Aarmutsgrenz kréien, mee vun deenen, déi vläicht och nach eng Pensioun kréien, déi bei 3.000, 3.500 Euro läit – wat jo elo keng schlecht Pensioun ass: Dass déi mol net méi an de Seniorien iwwert d'Ronne kommen, doriwwer muss mer eis och eng Kéier Gedanke maachen. Mir mussen eis eng Kéier Gedanke maachen, ob et wierklech esou ass, dass een op sengem Liewensowend an der Seniorie muss alles rechnen, ob een nach e Jugurt kann iessen oder net, ob et nach duergeet herno, fir iwwerhaapt eppes niewelaanscht ze maachen, wann et mol iwwerhaapt net duergeet, fir säin Zëmmer ze bezuelen. Dat sinn alles Strukturen, déi mer eng Kéier mussen op de Leescht huelen, an ech hoffen, déi nächst Regierung bréngt do méi Léisungen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Villmools merci och un den honorabelen Deputéierte Marc Spautz fir dës Heure d'actualité, déi ganz interessant ass an, wéi Dir héieren hutt, e bësselchen an all Richtung geet. Dofir wäert et schwéier sinn, op alles elo ze äntwerten, mee ech wäert dat awer probéieren.

Wéi wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mir den Alter liewen? Wéi stelle mer ons dat vir? Ass dat fir déi Leit, déi elo 50, 60 oder 70 Joer al sinn, nach ëmmer d'selwecht wéi fir déi, déi elo 80, 90 Joer al sinn? Nee, warscheinlech net. Mir liewen haut aneschters, mir hu méi Confort – et muss ee soen – wéi d'Nokrichsgeneratioun. Mir si méi en héije Confort gewinnt, an dat ass och dat, wat mer warscheinlech am Alter wëllen.

Wat mer am Alter och wëllen, dat ass, selbstbestëmmt ze liewen. Esou ze liewen, wéi mir et fir richteg fannen, an net, wéi en aneren et fir ons fir richteg fënnt. Mir wëllen esou liewen, wéi mir wëllen, an dofir ass et, mengen ech, indispensabel, dass et verschidde Servicer gëtt – an et sinn der e puer opgezielt ginn an ech wäert op e puer Detailer agoen –, op déi ee kann zréckgräifen, wann ee se brauch, sief dat, well ee krank ass, sief dat, well ee soss iergendeng Hëllef brauch. Da muss et déi Servicer ginn, wou ee sech déi virun engem Buttek kann akafen oder beschafen, fir dass een do kann drop zréckgräifen.

Mir schwätzen ëmmer dervunner, dass mer eng inklusiv Gesellschaft wëllen – an dat wëlle mer och! An eng inklusiv Gesellschaft kritt een natierlech net, wann een déi eng Leit op déi eng Säit tässelt an déi aner op déi aner Säit. Dat kann een natierlech vill detailléieren. Et kann een entweeder soen: „déi Jonk op déi eng Säit, déi méi eeler op déi aner Säit!" Et kann een och soen: „déi Behënnert op déi eng Säit an déi Netbehënnert op déi aner Säit!" Mee mir wëlle jo am Fong just de Contraire. Mir hätte gären eng inklusiv Gesellschaft an dofir musse mer eeben déi Hürden do ofbauen, wou se sinn, fir dass jiddwereen do ka liewen an esou ka liewen, wéi e wëll.

Ee vun de Sujeten, deen haut an der Heure d'actualité besonnesch ëmmer nees ervirgestrach ginn ass,

dat ass dee vum Isolement; den Isolement, d'Elengsinn. An ech mengen, den honorabelen Deputéierte Marc Spautz huet dat och ganz richteg gesot: Et ass net, well moies an owes e Reseau laanschtkënnt, dass een net eleng ass doheem. Dann ass ee ganz vill eleng. Et ass net esou, wann d'Kanner all zweeten Dag eng Stonn laanschtkommen, dass een dann net eleng ass. Mee dann ass ee schrecklech vill eleng, well wann een eng Stonn laanschtkënnt, dann ass een der nach ëmmer 23 am Dag eleng. An do musse mer usetzen, fir géint den Isolement virzegoen, well et wëll net jiddwereen an eng Struktur – an dat war jo haut och net de Sujet elo beim Marc Spautz –, et wëll net jiddwereen onbedéngt an en Alters- oder an e Fleegeheem goen. E muss kënnen eng Plaz kréien, wann e se wëll a wann e se brauch!

An ech kann och ëmmer nëmme soen: Wann ee wëll goen, soll ee mat Zäit goen, wann een nach plus ou moins gutt ass gesondheetlech.

Mee mir mussen awer och kucken, wéi mer géint den Isolement social kämpfe vun de Leit, déi doheem sinn. An dat Doheemsinn, ech mengen, den Här Margue huet et gesot: Wéi wëlle mer dann och doheem liewen am Alter? An ech hunn do virun e puer Wochen eng Associatioun kenne geléiert, ech nenne se och hei: d'Beienhaus. Dat si Leit iwwer 60 Joer, déi sech zesummegedoen hunn an déi soen: „Mir wëllen zesummeliewen, jiddweree bei sech, dat heescht, jiddwereen huet seng eege Schlofkummer, Salon, Kitchenette, Buedzëmmer, mee mir hunn awer och e Gemeinschaftsraum, wou mer Aktivitéite kënne maachen zesummen, wou mer dann net eleng sinn." Respektiv gëtt et dat och am Ausland, wou ee kann Aktivitéite maache fir e ganze Quartier zum Beispill, wou ee sech ëm d'Kanner am Quartier ka këmmeren, wou een Hausaufgabe mat de Kanner ka maachen.

An dat bréngt mech zu eppes, dat, ech mengen, warscheinlech dat Allerwichtegst ass, dat ass de Benevolat. Wann een e bësse méi al gëtt, dann huet een och e bësse méi Erfarung, dann huet ee scho relativ vill erlieft am Liewen. An do ass de Benevolat eppes ganz, ganz Wichteges. An ech kommen do op déi Sujeten, déi den Här Spautz ugeschwat huet: dat Digitaalt, de Sport, d'Kultur. Et ass richteg, ech si weeder Digitaliséierungsminister nach Sportsminister nach Kulturministesch, mee op där anerer Säit ass et esou, dass ons Club-Senioren an d'Associatiounen, déi am Beräich vun den eelere Leit täteg sinn, och ganz aktiv sinn.

An ech géif awer och hei gäre kuerz virun de Gemengewalen eng Kéier un all déi Gemengeverantwortlech och en Appell maachen: Et ass och un de Gemengen, ze kucken, dass déi eeler Leit matagebonne sinn. Et ass un de Gemengen ze kucken, dass, wann en neie PAP gemaach gëtt, esou gebaut gëtt, dass een eeben och Strukture virgesäit, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, wou eeler Leit nach ëmmer kënne bei sech liewen, mee vläicht e bësse méi kleng wéi an engem Risenhaus ganz eleng. An dat Risenhaus, do si se bestëmmt och frou, dann enger méi grousser Famill dat dann dee Moment ze verlounen oder iwwert d'Gemeng ze kucken, wien dat am meeschte brauch.

Dat, mengen ech, ass de Wee, dass och d'Gemengen hir Responsabilitéit sollen hunn, an dat gëllt och am Benevolat. Dat gëllt am „Pakt vum Zesummeliewen" zum Beispill. Firwat sollt een do ëmmer alles trennen? Firwat sollt ee soen: „Majo, den Drëtten Alter ass eng Prioritéit", oder: „Déi Jonk ass eng aner." Mee do kann ee jo intergenerationell Theemen och materanhuelen. An och dat ass dann en Appell vu mir un déi, déi an de Gemengen aktiv sinn: Denkt drun, déi intergenerationell Theeme matzehuelen, well dat läit eis ganz, ganz vill um Häerz! Och an de Kommissioune muss ee jo déi Senioren net à part behandelen, mee et kann ee jo kucken, dass een eng Mixitéit an de verschiddene Kommissiounen huet, och am Alter. An ech mengen, da funktionéiert dat op jidde Fall ganz gutt.

Ech géif awer nach gär kuerz op dat Digitaalt zeréckkommen, well Der do besonnesch den Accent geluecht hutt. Et ass richteg, dass een am Alter warscheinlech méi Schwieregkeeten huet, sech ze adaptéieren un nei digital Funktiounen, déi et dann op eemol gëtt.

Mir hunn do zum Beispill eng Konventioun mat GoldenMe, wëll ech hei eng Kéier kuerz ervirhiewen. Déi këmmere sech effektiv drëms, dass Leit am Pensiounsalter eeben den Ëmgang mat digitale Medien erliichtert kréien, dass se dat léieren, dass se och sensibiliséiert gi par rapport zu Geforen, déi am Internet awer och emol kënne sinn. Dat maache se a Collaboratioun mat BEE SECURE.

Et geet och drëms, fir d'Kluft tëschent Jonken an Eeleren an der Gesellschaft ze reduzéieren. Et geet och drëms, déi sozial Isolatioun ze prevenéieren. Et geet drëms, ze kucken, dass d'Leit och wëssen, wéi se déi digital Medie kënnen notzen, an et fërdert de Benevolat. Well si maachen och Begleedung vun eelere Leit duerch eeler Leit an déi schwätzen déi nämmlecht Sprooch an déi kënne genau soen, wéi eppes muss geschéien, oder si kënnen et ganz genau erklären, well se déi nämmlecht Sprooch schwätzen, well se vun der selwechter Generatioun sinn.

Dat selwecht gëllt zum Beispill fir de Kompetenzzenter GERO, deen och ënnerwee ass am ganze Land, och bei iech an de Gemengen iwwerall, fir eeben de Leit ze erklären, wéi een op de Webbanking zum Beispill ka goen, wéi ee kann digital e Formulaire op MyGuichet ausfëllen oder rausprinten oder se iwwerhaapt emol siche goen. An ech mengen, dat sinn alles Saachen, déi funktionéieren!

Da géif ech gär e bësse Reklamm maachen, ech wëll net soen „an eegener Saach", well et ass keng eege Saach, mee et ass eng vun ons alleguerten: D'Theema vun de Benevolatsassisen – déi sinn den 29. Juni –; dat ass de Benevolat als Preventioun géint den Isolement am Alter. An do si mer jo hei voll an deem Sujet dran. Dat ass den 29. Juni. Dir sidd natierlech all häerzlech invitéiert, fir do ze participéieren an derbäi ze si bei de Benevolatsassisen, well ech mengen, dass de Benevolat wierklech de Schlëssel ass, fir dass d'Leit eng Aufgab hunn, fir dass d'Leit sech nëtzlech fillen, fir dass si hiert Wësse kënne weiderginn, fir dass se sech kënne weiderhin an der Gesellschaft asetzen, an och fir aner Leit kennen ze léieren, fir mateneen Zäit ze verbréngen a fir eeben ze kucken, d'Gesellschaft och mat weiderzebréngen.

Da vläicht nach e lescht Wuert awer als Äntwert zu deem, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet. Éischtens emol: Wann Dir wësst, dass d'Leit schlecht behandelt ginn, Madamm Cecchetti, da musst Dir eng Plainte maachen, wann Der dovunner Bescheed wësst. Dat hutt Der jo hei gesot. Da musst Dir dat maachen. Ech sinn extreem vill an den Alters- a Fleegeheemer ënnerwee. Ech ginn och ganz dacks, ouni e Rendez-vous ze hunn, einfach emol era Moie soen. Mir ass dat an deem Sënn net opgefall. Mee wann Dir dovunner Wëssen hutt, dann, mengen ech, ass et Är Flicht, fir do eng Plainte ze maachen.

Dann ass et esou, dass d'Gesetz vum Accueil gérontologique ënnerwee ass, wou mer dat reforméieren, well et ass einfach net wouer, dass Leit sech en Alters- oder Fleegeheem net leeschte kënnen. Wa se sech et net leeschte kënnen, da spréngt den Accueil gérontologique an. A bei deem Gesetz, dat elo um Instanzewee ass, do geet et eeben och drëms, dass d'Leit och nach eppes iwwregbehalen, e bëssen Täschegeld, fir dass se kënnen och nach dignement liewen. An ech sinn elo scho frou, fir kënne mat Iech doriwwer an der Kommissioun och ze schwätzen, wa mer de Projet de loi nees hei um Dësch leien hunn.

An ech mengen, dat ass jo dat, wat ons all beschäftegt: Wéi kënne mir et maachen, dass d'Generatiounen zesummekommen? Wéi kënne mer et maachen, dass Leit, deenen et am Alter gesondheetlech net méi esou gutt geet, awer nach ëmmer un eiser Gesellschaft kënne participéieren, nach ëmmer nëtzlech kënne sinn?

Wësst Der, och wann ee ganz um Enn vu sengem Liewen ass a wann ee palliativ ënnerwee ass, da kann een och nach e Liewensplang hunn, da kann een och nach Projeten hunn. An ech mengen, däers muss ee sech bewosst sinn, dass een zu all Ament kann e Projet hunn, dass een zu all Ament kann nëtzlech sinn, dass een zu all Ament eppes weidergëtt, dass een, egal wéi al een ass, fir dës Gesellschaft extreem wichteg ass, fir jiddwereen.

Do solle mer weider dru schaffen a mir sollen dru schaffen, zesumme mat de Gemengen, dass d'Leit esou kënne liewen, wéi si et fir richteg fannen, dass et hire Choix soll sinn an dass mir hinnen déi Servicer offréieren, déi se brauchen, fir kënnen esou ze liewen, wéi si et fir richteg fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

4. 8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8144, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Bewäertung vum Ëmweltimpakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, mam Gesetzesprojet 8144, deen ech Iech elo presentéieren, integréiere mer am Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktstudien eng Dispositioun, déi verschiddene Projeten am Kader vum transeuropäeschen Transportreseau e prioriséierten Traitement mat enger Autorisatioun bannent véier Joer ... Et handelt sech heibäi ëm d'Transpositioun vun engem Volet vun der europäescher Direktiv 2021/1187.

D'Realisatioun vum transeuropäeschen Transportreseau RTE-T ass en zentraalt Element vun der europäescher Transportpolitick. Et geet drëms, d'Verbindungen iwwert d'Stroossen, d'Schinnen an d'Waasser, tëscht Häfen a Flughäfen ze verbesseren a Barriären ofzeschafen, dat bis 2030 respektiv bis 2050.

Lëtzebuerg ass concernéiert mat der Zuchstréck tëscht Bréissel a Stroossbuerg. Dës Weideren ass Lëtzebuerg concernéiert mat den Tracen a Richtung Amsterdam, Marseille a Basel, déi och ënnert d'Direktiv falen, wann d'total Käschte vum Projet bei iwwer

300 Milliounen Euro leien, sief et op der Strooss, der Schinn oder iwwert d'Waasser.

D'Direktiv gesäit vir, dass d'Demandë vun dësem Projet mat enger Prioritéit mussen traitéiert ginn an dass d'Autorisatiounsprozedur maximal véier Joer dierf daueren, gezielt vun der éischter Notifikatioun bis zur Autorisatioun vum Projet.

Mir passen also eis national Gesetzgeebung heirunner un duerch eng kleng Ännerung vum Ëmweltimpaktstudiegesetz, wou d'Prioriséierung an den Delai vu véier Joer integréiert ginn. Et kann een nach bemierken, dass administrativ oder juristesch Recoursen net an deene véier Joer matagerechent ginn. Dat Ganzt applizéiert sech ab dem 10. August.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ëmweltministesch huet d'Gesetz de 27. Januar deposéiert. De Staatsrot huet de 25. Abrëll säin Avis ginn, deem seng legistesch Remarke mir den 10. Mee an der Kommissioun consideréiert hunn. An zwee Deeg drop gouf mäi Rapport ugeholl, op deen ech verweise fir weider Detailer.

An ech profitéieren dann nach dervun, fir den Accord ze gi vun der grénger Fraktioun, a soen Iech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Mir ginn och eisen Accord fir dëse Projet. Ech soen och dem Rapporter, dem François Benoy, villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Hien huet dat ganz gutt resüméiert.

Wat jo interessant ass un dësem Projet, ass, dass et ëm en iwwergräifend Zuchnetz duerch ganz Europa geet, also e sougenannte Reseau global, deen also ganz Europa soll iergendwéi gerecht a fair ofdecken, an dann awer och de Reseau central, wou da Knuetpunkten definéiert ginn. An dass Lëtzebuerg eeben do dann op enger Streck, op der Streck Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg mat derzougehéiert, ass natierlech eng ganz gutt Noricht. An an deem Sënn ass et natierlech gutt, dass mer an den Ëmweltimpaktstudien hei dann déi Saache méi einfach maachen.

Merci villmools, den Accord vun eiser Säit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An da geet d'Wuert un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir seng zwee ganz gutt Rapporten. Et bleift just nach ze soen, dass mir als DP natierlech all Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozedure begréissen. Ech mengen, et ass e bëssen eng Affär: Et muss een e bësse wëssen, wat ee wëll. Wa mer wëllen nohalteg Mobilitéit fërderen, dann ass dat hei de richtege Wee. Et kann een driwwer streiden, ob véier Joer net awer nach laang ass an ob dat doten net och nach sollt e gudden Ureiz si fir an anere Voleten, déi eis ganz um Häerz leien – ech denken un erneierbar Energien, ech denken un de Wunnengsmarché –, ech mengen, fir och an deem dote Sënn d'Prozeduren ze adaptéieren, ze beschleunegen, ze digitaliséieren, fir dass mer och an deenen Dossiere méi séier kënne virukommen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Benoy fir d'Presentatioun vu sengem ganz detailléierte Rapport. Als LSAP-Fraktioun sti mir natierlech och hannert dem Projet, well eis den Ausbau vum Zuchreseau ganz wichteg ass an all Vereinfachung vun de Prozeduren, déi den Ausbau vum europäeschen Zuchreseau virundreift, och eng wichteg Etapp ass an och an déi richteg Richtung geet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An elo ass et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Merci och un den Här Rapporter, den Här Benoy, a mir ginn als ADR och eisen Accord fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir säin detailléierte Rapport. Natierlech gi mer och eisen Accord hei derzou, well et ass immens wichteg. Wann een nohalteg Mobilitéit denkt, da muss een och eppes maachen, fir datt et an deem Beräich méi séier weidergeet. A virun allem musse mir hei gutt ugebonne ginn, hei am Lëtzebuerger Land, un international grouss Stied a Strecken. An et soll och einfach alles méi séier goen an dofir kënne mir dat hei just begréissen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Jo, et soll méi séier goen, domat si mir och averstanen. Et däerf awer net den Androck herno entstoen oder esou gemaach ginn, dass vläicht manner streng kontrolléiert gëtt, well et vläicht fir eng gutt Cause ass, fir eng Zuchstreck oder iergendeppes. Den Ëmweltschutz ass awer nach wichteg an et muss ee sech déi néideg Zäit huelen an et muss een déi néideg Kontrolle maachen, fir awer net der Natur herno méi ze schueden, wéi een et och mat enger neier Linn géif maachen.

Mir stëmmen deem zou, awer mat dem klengen Hiweis, dass ee weiderhi soll immens streng kucken; ech weess, mir hunn heiansdo Diskussiounen, wou mer gäre méi streng géife kucken, wéi dat de Moment am Ëmweltministère de Fall ass, mee dass och an Zukunft vill méi streng gekuckt gëtt, fir der Ëmwelt net ze schueden. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effikass Autorisatiounsprozedure si mer en Uleies a se sinn och en Uleies vun dëser Regierung, dëst och am Beräich vun eiser Transportinfrastruktur, wou ee sech d'Moyene muss ginn, fir geplangte Projete schnell kënnen ëmzesetzen, fir den alldeeglече Besoine vun der Populatioun hei am Land an duerch ganz Europa gerecht ze ginn.

Mat dësem Projet de loi soll d'Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Evaluatioun vun den Auswierkungen op d'Ëmwelt – och EIE-Gesetz genannt – ugepasst ginn, fir eng europäesch Direktiv ëmzesetzen. D'Direktiv ass scho genannt ginn, et ass déi vun 2021, Nummer 1187 vum Europäesche Parlament a vum Conseil, déi den 11. Juli 2021 ugeholl gi war, iwwert d'Straffung vun de Moossname fir déi schnell Realiséierung vum transeuropäeschen Transportreseau. Wéi hiren Numm et scho seet, ass d'Haaptzil vun dëser Direktiv den Ausbau vun engem Transportreseau duerch ganz Europa – op Franséisch och „RTE-T" ofgekierzt – ze beschleunegen.

Dësen transeuropäeschen Transportreseau ass ee vun de Pilieren vun der europäescher Verkéiersrpolitick. Den Objektiv ass d'Kreatioun vun engem effikassen EU-wäite multimodale Verkéiersreseau – an dozou zielen d'Schinn, d'Strooss an d'Waasserweeër, déi mat urbanen Zentren, Häfen, Fluchhäfen an och Gidderterminalen an der ganzer Europäescher Unioun solle verbonne ginn.

Dësen Transportreseau setzt sech aus zwee Niveauen zesummen, och dat ass schonn ugeklongen: op där enger Säit dem Niveau global, dem Gesamtnetz, dat bis 2050 soll fäerdeggestallt ginn, an op der anerer Säit dem Niveau central, dem Kärnetz souzesoen, dat bis 2030 soll fäerdeggestallt ginn an déi allerwichtegst Konnexiounen ëmfaasst. Fir dass d'Kärnetz eebe bis 2030 effektiv ëmgesat ka ginn, gesäit d'Direktiv, déi hei transposéiert gëtt, eeben eng Rei Moossname vir, fir dass d'Transportinfrastrukturprojete méi séier kënne realiséiert ginn.

Éischtens sollen d'Memberstaate fir all Transportprojet eng zoustänneg Autoritéit designéieren, déi Uspriechpartner soll si fir de Bauhär an dëse bei sengen Demarchë ënnerstëtzen. Och dat hu mer zum Deel schonn ëmgesat, dofir ass och herno d'Ëmsetzung relativ séier.

Zweetens sollen d'Autorisatiounsprozedure vun der staatlecher Säit prioritär behandelt ginn an déi sollen net méi laang wéi véier Joer daueren, an dat vun der éischter Notifikatioun vum Projet duerch de Bauhär bis zur endgülteger Autorisatioun vum Projet.

Drëttens soll d'Autorisatiounsprozedur kloer an transparent sinn, an dat ass an eisem Fall och schonn de Fall. D'Direktiv applizéiert sech awer net op all Infrastrukturprojet vum transeuropäeschen Transportreseau, mee just op eng ausgewielten Unzuel dervun.

Fir Lëtzebuerg sinn dat éischtens, et ass schonn ugeklongen, d'Zuchstreck Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg, déi explizitt an der Annex vun der Direktiv genannt ass, an dat onofhängeg vun der Héicht vun de Käschte vum Projet, an zweetens och Projeten, an dat net begrenzt op d'Schinn, mat Käschte vun iwwer 300 Milliounen Euro, an dat op den dräi folllgenden ausgewielten Tracéen: eemol Amsterdam–Lëtzebuerg, zweetens Lëtzebuerg–Marseille an drëttens Lëtzebuerg–Metz–Stroossbuerg–Basel; déi gehéieren zu deem scho genannte Reseau central.

Dës Direktiv mécht eng Ännerung vum bestoenden EIE-Gesetz noutwenneg, an dat, well verschidden Transportinfrastrukturen zu deene Projete gehéieren, fir déi een eng EIE muss maachen. An deem Gesetz ass d'Autorisatiounsprozedur fir déi Projete genee gereegelt an d'Sektioun 2 vum Gesetz gesäit an den Artikelen 12 bis 19 e spezielle Regimm fir Transportinfrastrukturprojete vir. D'Spezifissitéit vun deem Regimm ass, dass hei eng Zort gebündelt Autorisatioun virgesinn ass.

Ech erlabe mer, dëse Regimm kuerz a senge grousse Linnen ze presentéieren.

Op Basis, éischtens, vun engem Scoping-Avis, mat deem de Kader gesat gëtt, wat wéi ze ënnersichen ass an dem Kontext vun deem Projet, schafft de Bauhär en EIE-Rapport aus, an deem d'Auswierkunge vun de méigleche Variante vum Projet op d'Ëmwelt beschriwwe ginn. Deen EIE-Rapport ass ëmfaassend an dee gëtt och ëmmer aviséiert vun enger Rei vun Autoritéiten. Dat heescht, et ass wierklech eppes, wou mer sécher sinn, dass mer do keng gréisser

Impakter jiddefalls verpassen – ech kann do verschidden Inquietuden da berouegen.

De Projet, en Avant-projet sommaire dovunner – dat heescht, dass et och nach e Sommaire ass an net an all Detailer geet – an de Rapport vu sengen Auswierkungen, déi si komplett, déi ginn an enger Enquête publique zesummen, éier den Ëmweltministère als zoustänneg Autoritéit de Projet a Form vun enger Conclusion motivée bewäert. D'Conclusion motivée ass d'Bewäertung vun allen ëmweltrelevanten Auswierkunge vun engem Projet, onofhäneg dovun, wéi eng Zort Projet et ass.

Duerno geet de Projet an de Regierungsrot, wou dann decidéiert gëtt, wéi eng Projetsvariant soll realiséiert ginn, an och d'Envergure vun de Kompensatiounsmoossname festgeluecht gëtt. Doropshin schafft de Bauhär en detailléierte Projet, en Avant-projet détaillé, aus, op Basis vun deem ech als Ëmweltministesch eng Decisioun huelen, an där déi genee Konditioune fir d'Exploitatioun an d'Amenagement vun deem Projet festgeluecht ginn an och den Detail vun de Kompensatiounsmoossname preziséiert gëtt.

Dës Decisiounen – sou gesäit et den Artikel 19 vum EIE-Gesetz vir –, dispenséiere vun enger Rei vu Geneemegungen, déi aner Gesetzer verlaangen, zum Beispill Naturschutzgeneemegungen, Waassergeneemegungen, Commodo-Geneemegungen a Baugeneemegungen. Déi Dispens ergëtt sech dorauser, dass all déi dofir noutwenneg Aspekter am Avant-projet détaillé musse mat consideréiert ginn an deemno och an den Decisioune berücksiichtegt ginn. Dat ass keng Nouveautéit, dat ass elo scho säit enger Rei Joren esou de Fall an dem EIE-Gesetz.

Dat ass och de Grond, firwat d'Ëmsetzung vun der Direktiv just nach eng kleng Adaptatioun vun der nationaler Legislatioun noutwenneg mécht an och just een eenzegen Artikel an dat bestoend EIE-Gesetz bäigesat soll ginn, den Artikel 19bis.

Mat deem Artikel soll éischtens am Gesetz verankert ginn, dass déi concernéiert Projete vun der zoustänneger Autoritéit, dem Ëmweltministère, solle prioritär traitéiert ginn. Dës Prioriséierung wäert och an Zukunft nëmme méiglech sinn, wann natierlech déi dofir noutwenneg Leit dann och do sinn, fir den Dossier nach ze behandelen, fir dass do keng Ongläichheete geschéien.

Zweetens gesäit de geplangten Artikel 19bis vir, dass d'Autorisatiounsprozedur net méi wéi véier Joren daueren däerf. Als Startpunkt fir dësen Delai gëllt de Moment, wou de Bauhär de Projet nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz den Ëmweltministère fir déi éischt Kéier notifiéiert ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, et wär gutt, wann et e bësse méi roueg heibanne wier!

Une voix | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dësen Delai gëllt, wéi gesot, vun deem Moment un, wou de Bauhär nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz den Ëmweltministère fir déi éischt Kéier notifiéiert, fir e Scoping-Avis unzefroen. Sou e Scoping-Avis huet, wéi gesot, zum Objektiv, den Ënnersichungskader fir den EIE-Rapport festzeleeën.

Hei wëll ech gär betounen, dass d'Festschreiwe vun dësem Maximaldelai eng Formalitéit duerstellt, fir eisen europäesche Verflichtungen nozekommen. Och mam bestoende legislative Kader an deene fir déi verschidden Tëschenetappe virgesinnenen Delaie louch d'Dauer vun dëser Prozedur wäit ënnert deene véier Joer.

Och wëll ech nach gär preziséieren, dass dësen Delai vu véier Joer just fir déi Schrëtt gëllt, an deenen déi kompetent Autoritéiten, eeben d'Autorités compétentes, déi fir eng EIE zoustänneg sinn an agebonne sinn, um Ball sinn, also wou bei hinnen den To-do läit. Wann de Ball beim Bauhär ass, gëtt den Delai ausgesat; deen ass suspendu laut dem Text vun der Direktiv an och vun där Gesetzesännerung. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Ausschaffung vum EIE-Rapport, dem detailléierte Projet oder beim Noliwwere vun den noutwennegen Informatiounen. Fir d'Dauer vun deenen Aarbechte vum Bauhär ass keen Delai virgesinn an déi kompetent Autoritéiten hunn och keen Afloss dorobber.

D'Mataarbechter am Ministère an an de Verwaltunge stinn zur Verfügung, fir d'Bauhären iwwert d'Prozeduren ze informéieren a se ze begleeden. An och an der Zukunft wäert ëmmer gekuckt ginn, wou an a wéi enge Prozedure nach weider ka vereinfacht ginn, fir einfach méi kloer an transparent kënnen ze sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8144. Den Text steet am Document parlementaire 8144[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8144 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 8173 iwwert d'Responsabilité pénale vun de Regierungsmemberen. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass esou festgeluecht, wéi d'Kommissioun et gewollt huet. An ech ginn elo d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President – de Basismodell, dee mer zréckbehalen hunn, nodeem mer och diskutéiert haten, wéi gesot, dass mer eis haut géife kuerzfaassen an direkt zum Vott géifen iwwergoen.

Wéi gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 8173 ass en Ausféierungsgesetz vun eiser neier Verfassung, déi elo Ufank Juli, wéi mer wëssen, a Kraaft trëtt. Den Avant-projet de loi gouf der Justizkommissioun den 1. Mäerz virgestallt. D'Justizministesch Sam Tanson huet de Projet de loi den 13. Mäerz 2023 deposéiert. De Staatssrot huet säin Avis de 25. Abrëll ginn, mir hunn en den 3. Mee an der Justizkommissioun zur Kenntnis geholl an de Rapporter genannt. De Staatsrot hat eng Opposition formelle a sengem Avis, déi awer direkt konnt behuewe ginn, well hie fréndlecherweis eng nei Textpropos matgeliwwert huet. Den 10. Mee hu mer dunn de schrëftleche Rapport ugeholl.

Am Projet de loi 8173 geet et drëms, d'Ausféierungsbestëmmunge vum Artikel 94 aus der neier revidéierter Verfassung festzeleeën. Dësen Artikel reegelt de Regimm vun der Verantwortung vun de Membere vun der Regierung, de Ministeren a gegeebenenfalls Staatssekretären. Et geet hei besonnesch an de Paragrafen 3 a 4 ëm „actes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions". Déi nei Verfassungsdispositioun gesäit vir, dass penal Poursuitte géint Ministeren dem Droit commun ënnerleien.

Et gëtt do just zwou Ausnamen. Éischtens: Wann eng Persoun oder eng Associatioun virstelleg gëtt a sech als Affer deklaréiert vun enger Aktioun vun engem Regierungsmember, da gëtt d'Action publique net direkt declenchéiert. Zweetens: d'Obligatioun, dass d'Chamber muss hiren Accord ginn, wann e Minister soll verhaft ginn, ausser mir hunn et mat engem Flagrant délit ze ginn. Dësen Accord ass néideg, egal ob et sech ëm eng Ufro vun eisen nationale Jurisdiktiounen handelt oder ëm e Mandat d'arrêt européen oder eng Demande d'extradition.

Wann esou eng Demande virläit, statuéiert d'Chamber an enger net ëffentlecher Sitzung doriwwer. D'Deputéiert an all d'Membere vun der Chamberverwaltung, déi Kenntnis vum Dossier kréien, ënnerleien dem Secret professionnel. Et ass de Chamberpresident, deen no bausse kommunizéiert a just d'Entscheedung vun der Chamber bekanntmécht.

De Projet de loi 8173 hëlt d'Relève vum Gesetzprojet 8049, dee mer hei op dëser Plaz de 7. Februar gestëmmt hunn, iwwert d'Responsabilité pénale vun de Regierungsmemberen. Den 8049 ass gëlteg bis den 1. Juli, deemno komme mer defintiv duerno an den neie Regimm an déi zwee Gesetzer ginn natlos aneneen. De 7. Februar, wéi gesot, hate mer eng ausféierlech Diskussioun geféiert, mat engem Modell 1, dowéinst ware mer eis eens an der Kommissioun, dass mer d'Diskussioun am Fong net bräichten ze widderhuelen.

Den Ënnerscheed tëscht den zwee Texter besteet haaptsächlech doranner, dass am aktuell gëltege Regimm d'Chamber nach muss gefrot ginn, fir prealablement hir Autorisatioun ze ginn an e Rapport ze

formuléieren, fir dass e Renvoi virun de Riichter ka gemaach ginn, e Riichter, deen dann am Fong kann urteelen.

Déi Prozedur, déi mir an dësem Gesetzesprojet festhalen, ass eng Léisung, déi konform ass mat der reviséierter Verfassung a konform ass mat eisen internationalen Engagementer wéi der Konventioun vum Respekt vun de Mënscherechter an de Grondrechter.

Voilà, domadder sinn ech schonn um Schluss vu mengem mëndleche Rapport. E puer méi Detailer sinn an deem schrëftlechen, op deen ech verweisen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert direkt un d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, villmools merci. Merci och de Membere vun der Justizkommissioun. Et ass schonn ugeklongen: Et ass virun net allze laanger Zäit hei am Detail iwwert deen heite Sujet schonn diskutéiert ginn, dat am Kader vun der Proposition de loi Nummer 8049. Dir hutt Iech e Gesetz ginn am Moment, dat déi Situatioun reegelt; d'Gesetz, un deem mer eis och konnten inspiréieren, fir deen heiten Text dann op de Wee ze ginn.

Wat ech awer extreem wichteg fannen, ass, dass mer elo hei en zäitgeméissen, wierklech rechtsstaatlechen Text hunn, deen awer eng Responsabilitéit reegelt, déi natierlech kann engagéiert ginn, mee déi awer och muss esou engagéiert ginn, dass se alle wichtege Prinzippien entsprécht. An dofir ass et awer och nach eng Kéier gutt, ze ënnersträichen, dass et kruzial ass, dass d'Chamber sech elo och deen heiten Text ginn huet, dee jo dat ausféiert, wat an der Verfassung zréckbehale ginn ass.

Dofir merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An hoffe mer, dass deen Text esou mann wéi méiglech applizéiert muss ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8173. Den Text steet am Document parlementaire als 8173[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8173 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. A mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Mir kommen elo zum Projet de loi 8022, enger Ofännerung vum Walverfare vun der Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. An dësem Projet de loi geet et ëm d'Wale vun der Chambre de Commerce, déi all fënnef Joer stattfannen. Méi prezis geet et hei ëm d'Walprozedur an d'Elaboratioun vun de Lëschten. Bis elo sinn d'Gemengen dofir zoustänneg. Iwwert de Syvicol hunn d'Gemengen d'Regierung awer gefrot, fir an dësem Punkt entlaascht ze ginn.

Effektiv sinn et mëttlerweil bal 100.000 Membere vun der Chambre de Commerce, déi derzou opgeruff ginn, eng 25 Representanten aus sechs Walgruppe fir d'Assemblée plénière ze wielen. Déi nächst Wale sinn ufanks nächst Joer an dofir ass et natierlech wichteg, datt mat dësem Gesetzesprojet elo dofir eng legal Basis geschafe gëtt.

Op dëser Plaz wëll ech och ernimmen, datt d'Chambre de Commerce e wichtegen Acteur bei der Ausschaffung vum Projet de loi war, zu deem och e Reglement grand-ducal gehéiert, fir deen ech op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

D'Zil vun dëser Reform ass, wéi gesot, engersäits, d'Gemengen ze entlaaschten, anerersäits soll déi ganz Prozedur och vereinfacht ginn. Et gëtt manner komplizéiert, fir sech als Wieler anzeschreiwen, an doduerch gëtt sech erwaart an erhofft, datt och d'Bedeelegung un dëse Beruffschamberwalen an d'Luucht geet.

Bis elo huet een, fir sech op eng Lëscht anzeschreiwen, missen op déi Gemeng goen, wou ee gewunnt huet. Leit, déi am Ausland wunnen, hu sech an där Gemeng missen aschreiwen, an där d'Societéit hire Sëtz huet, am sougenannten Domicile électoral, wat déi ganz Prozedur, déi souwisou schwéierfälleg ass, nach méi komplizéiert mécht. Dofir imposéiert sech hei eng Simplification administrative.

Mat dësem Projet gëtt d'Aufgab, fir d'Wielerlëschten opzestellen, dem Walbüro iwwerdroen. De ganze Prozess gëtt digitaliséiert, dat heescht, et muss ee sech d'office op MyGuichet aschreiwen. Wichteg ass dobäi virun allem, datt jo och d'Date geschützt ginn.

Mat der neier Prozedur gëtt den Domicile électoral iwwerflësseg. D'Resortissantë vun der Chambre de Commerce kréien net méi vun de Gemengen, mee vum Walbüro eng Invitatioun heemgeschéckt. An dësem Schreiwes fanne si en Identifiant, mat deem se sech online an d'Wallëschte kënnen aschreiwen. Fir de Walgrupp ze wiesselen, brauch den Delegéierte keng Kopie méi vun der Autorisation d'établissement respektiv keng Kopie méi vun de Statutte vun der Personne morale. Déi Donnéeë leie jo scho beim Staat.

Wat d'Recoursen ugeet, sou mussen d'Gemengen och näischt méi maachen; alles leeft zentral iwwert de Walbüro an d'Friddensgeriicht an der Stad. Déi nei Prozedur gesäit also vir, dass d'Gemengen net méi fir d'Wale vun der Chambre de Commerce zoustänneg sinn. Déi jeeweileg Tâchë gi vum Walbüro iwwerholl.

E Bléck op d'Statistiken, déi mer op Nofro vum honorabelen Deputéierten André Bauler kruten, weist, datt d'Walbedeelegung bis elo net héich war. Déi mannst Aschreiwungen, 1 % respektiv 3 %, gëtt et an de gréisste Walgruppen, also an de Beräicher SOPARFI a Banken. Déi meescht Aschreiwungen, bal 22 %, gëtt et bei den Assurancen, déi awer an engems de klengste Grupp duerstellen. Mee och dat ass net wierklech en héijen Taux de participation, an dofir, wéi gesot, elo d'Hoffnung, datt mat enger Vereinfachung vun der Prozedur d'Bedeelegung an engems an d'Luucht geet.

Zu den Avisen nach: D'Chambre des Métiers hat beim initiale Gesetzprojet dorop higewisen, datt d'Definitioune vun „Electeurs" an der „Eligibilitéit" mëssverständlech wieren. D'Kommissioun huet den Artikel 3 dowéinst reformuléiert.

D'Chambre de Commerce huet sech, wéi gesot, ganz zefridde mam Projet de loi gewisen, un deem si selwer matgeschafft hat. An hirem Avis complémentaire weist se sech och averstane mat den Amendementer.

D'Commission nationale pour la protection des données schléisst sech an hirem Avis zum Deel der Analys vum Staatsrot un.

De Conseil d'État hat genee wéi d'Chambre de Commerce Bedenke bei den Definitioune vum Artikel 3 an och wann et keng Opposition formelle gouf, huet de Staatsrot ënner anerem drop higewisen, datt bei der Datenerhiewung de Grondsaz gëllt, just déi absolutt néideg Donnéeën ze erhiewen. Et sollt och definéiert ginn, wien d'Verwaltung vun den Daten iwwerhëlt. D'Kommissioun huet doropshin Amendementer ugeholl, déi alle Bedenke Rechnung gedroen hunn, an dat gouf och an den Avis-complementairë bestätegt.

Fir méi Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn heimadder natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. An ech géif och mat engem grousse Merci un eis Présidente-rapportrice vun dësem wichtege Projet ufänken. Si huet eis am Detail geschildert, wat un der Walprozedur vun der Chambre de Commerce ännert. Dat si wichteg Ännerunge fir eng Chambre professionnelle, déi wéi all déi aner Chambre-professionellen och ëmmer méi eng grouss Bedeitung huet. Mir bleift eigentlech soss näischt, wéi den Accord zu dësem Projet ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice, der Madamm Francine Closener, en häerzleche Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si huet dat wierklech esou zügeg an zilstreebeg gemaach, dass ech eigentlech bal näischt méi bäizefügen hunn.

D'Demokratesch Partei, eis Fraktioun, freet sech iwwert déi administrativ Vereinfachung, déi domadder verbonnen ass, an ech kucken op de President vum Syvicol, dee bestëmmt och ganz frou ass, dass d'Gemenge méi wéi entlaascht ginn. Ech ka mech drun erënneren, wéi eis Beamten ëmmer op deem Dossier souzen; si hätten déi Zäit vläicht léiwer eppes anescht gemaach.

Da wollt ech nach soen: Jo, Dir hat mech do erwäänt mat der Statistik. Ech wollt einfach just nofroen, wéi vill Resortissantë stëmme ginn a wat fir eng Kategorien et sinn, a virun allem och, wéi se zesummegesat ginn, no wat fir enge Krittären, och wéi d'Unzuel un de Sëtzer determinéiert gëtt, an do krute mer dat vun de kompetente Beamte vum Ministère bis an den Detail erkläert. Wéi gesot, hei setzt sech d'Unzuel vun de Sëtzer, déi an all Wielergrupp sinn, no Krittären zesumme wéi zum Beispill der Unzuel vun de Resortissantë vum jeeweilege Wielergrupp, dem Bruttoméiwäert, deen de Wielergrupp generéiert, an der Beschäftegung, déi de Wielergrupp méiglech mécht.

Et sollt ee vläicht awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze ënnersträichen, datt d'Chambre de Commerce eng wichteg Institutioun an eisem Staat ass, datt se och am legislative Prozess ee vun de wichtegen Acteuren ass, gradwéi déi aner Kummeren, an och eng wichteg Roll spillt, wann et drëms geet, derfir ze suergen, dass eis Wirtschaft attraktiv a kompetitiv bleift. An zu hiren zentralen Aufgabe gehéiert natierlech och d'Promotioun vun eiser Ekonomie, vun eisem Wirtschaftsstanduert an, en particulier, och eisem Finanz- an Industrie- an Handwierksstanduert.

Voilà, mir begréissen d'Moderniséierung vun deem Gesetz, d'Upassung un déi aktuell Gegebenheeten a ginn natierlech mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun soen ech natierlech der Rapportrice Madamm Francine Closener och e grousse Merci fir de schrëftlechen an natierlech fir de mëndleche Rapport. Et war wierklech explizitt. Ech mengen, mir hu keng weider Remarken a keng weider Froen. Et ass jo och largement an der Kommissioun diskutéiert ginn an et ass alles gesot ginn. Ech ginn domat den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da wär et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Och mir als ADR soen der Rapportrice häerzlech Merci fir deen exzellente Rapport. Ech mengen, d'Wichtegkeet vun der Chambre de Commerce fir eist Land muss een net méi ënnersträichen. Dat Gesetz hei ass gutt, et ass eng Vereinfachung, an dofir stëmme mer mat Freed mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci der Rapportrice fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, d'Gemenge sinn immens frou, dass se dat do net méi musse maachen. Et ass eng Vereinfachung a mer kënnen deem do just nach zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och merci un d'Madamm Rapportrice fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dat heite Gesetz gëtt eis endlech e legale Kader, deen d'Chambre de Commerce an d'21. Joerhonnert bréngt, an ech mengen, dat ass wichteg. Mir begréissen, datt et net méi néideg ass, dat do bei de Gemengen ze maachen. Mir fannen, datt d'Digitaliséierung e groussen a wichtege Schrëtt hei war an u sech e bëssen iwwerfälleg.

D'Prozedure gi vereinfacht, dat ass ze begréissen, datt ee keng komplett Lëschte méi muss hunn. Ech mengen, dat ass eppes, wat et bei de Chamberwale scho laang gëtt an elo dann och bei der Chambre de Commerce. Och dat ass, mengen ech, ze begréissen.

A schlussendlech, an dat muss een einfach soen, géife mir als Piraten eis freeën, wa méi oft Gesetzer esou eng breet Zoustëmmung vum Terrain hätte wéi dat heite Gesetz, well dat ass awer rar, dass wierklech all d'Resortissanten, all déi consultéiert Parteien, hei wierklech zefridde ware mam Gesetz, an dat ass eleng schonn u sech e Grond, firwat een deem Gesetz zoustëmme muss. An domat ginn ech eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, Här President, och vu menger Säit e Merci un d'Rapportrice fir hire ganz gudden a komplette Rapport. Merci och un all d'Riedner an d'Fraktioune fir d'Zoustëmmung zu dësem Text, deen effektiv eng wichteg Moderniséierung an der Prozedur vun de Wale vun der Chambre de Commerce bréngt, e wichtege Projet de loi. An, wéi gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung heizou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8022. Den Text steet am Document parlementaire 8022[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8022 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen dann elo bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8196, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorie vum Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, wéi Dir alleguer wësst, gi vill Texter, déi mer an der Finanz- a Budgetskommissioun bespriechen an analyséieren, op europäeschem Plang ausgeschafft, dofir hu mer an der Cofibu gréisstendeels europäesch Direktiven a Reglementer op der Dagesuerdnung.

Haut stellen ech Iech awer e Gesetzesprojet vir, deen e reng nationale Charakter huet, et geet och dobäi ëm eis Verfassung. Dir erënnert Iech, am Januar hat ech Iech schonn en änleche Projet virgestallt.

Et geet nämlech ëm den Artikel 99 vun der jëtzeger, der haiteger Verfassung. Duerch d'Verfassungsreform bedéngt musse jo och e puer Gesetzer an Aklang mat dëser bruecht ginn. Dat gëtt dann och mat dem Gesetzesprojet vun haut gemaach. Den Artikel 99 vun der haiteger Verfassung erkläert, a wéi enge Fäll de legislative Pouvoir, also d'Chamber, a puncto Staatsfinanze gefuerdert ass an agräife muss. Dat ass de Fall bei gréissere Projeten, bei gréisseren Transaktiounen, déi d'Chamber guttheesche muss.

D'Verfassung gesäit vir, dass esou eng Transaktioun ëmmer vun enger Loi spéciale muss autoriséiert ginn, ausser wa se ënner engem bestëmmte Montant läit, engem Montant, deen an engem Spezialgesetz, enger Loi spéciale, festgehalen ass (veuillez lire: deen an enger Loi générale festgehalen ass). Dës Loi générale ass d'Gesetz vun 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat.

An deem Kader stellen ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet 8196 vir. De Gesetzesprojet, deen de 5. Mee (veuillez lire: de 5. Abrëll) vun der Finanzministesch Yuriko Backes deposéiert gouf, hëlt eng kleng Ännerung um Budgetsgesetz vun 1999 vir. Déi nei Verfassung, an där den haitegen Artikel 99 an Zukunft Artikel 117 heescht, gesäit nämlech elo vir, dass d'Konditiounen an d'Modalitéite fir de Finanzement vun, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, Virbereedungsaarbechten – am Text steet „travaux préparatoires" –, déi am Zesummenhang mat wichtege Staatsausgabe stinn, gesetzlech gereegelt ginn.

Fir also déi juristesch Sécherheet, d'Sécurité juridique, ze stäerken, preziséiert de Gesetzesprojet, wéi eng Virbereedungsaarbechten an de Limitte vun de verfügbare Budgetskreditter kënne finanzéiert ginn. Domadder si gemengt, mat Bezuch op den Artikel 80 vum Gesetz vun 1999: éischtens Virbereedungsaarbechte fir e groussen Infrastrukturprojet oder de Bau vun engem considerabele Gebai, awer och, zweetens, Virbereedungsaarbechte betreffend all Kaf oder Verkaf vu gréisseren Immobilien a Mobilien – Dir erënnert Iech, dat hate mer schonn am Januar geännert – a schlussendlech och, drëttens, all Travaux préparatoires ronderëm all gréissere finanziellen Engagement vum Staat, an dat, bis datt de Plaffong aus dem Artikel 80, Paragraf 1, Buschtaf d erreecht gëtt. Den Ament läit dës Limitt, wéi mer, mengen ech, alleguer wëssen, bei 40 Milliounen Euro.

Dës Ausgabe fir d'Virbereedungsaarbechte kënnen also iwwert de Budget bezuelt ginn, bis zu deem Montant vu 40 Milliounen, an der Limitt vum disponibele Budgetskreditt.

Et kënnt effektiv vir, dass déi verschidde Ministère schonn am Viraus gewëssen Ausgabe maache mussen. Ech ginn Iech e puer konkreet Beispiller vun Ausgaben, déi ufale kënnen: zum Beispill divers Studien, beispillsweis zu der Ëmwelt, der Ëmsetzbarkeet, dem Notzen, mee och Architektekäschten natierlech, Maquetten a sou virun a sou weider.

D'Gesetz trëtt de selwechten Dag wéi d'Verfassung, déi nei Verfassung, a Kraaft. Fir Detailer verweisen ech natierlech op mäi schrëftleche Rapport.

D'Kommissioun krut och zwee Avisen, oder eng Rei Avisen, geschéckt – zwee Avisen, déi ech hei wëll relevéieren. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Abrëll keng Remarken, keng Observatiounen zum Fong gemaach. D'Staatsbeamtekummer huet an hirem Avis vum 5. Mee 2023 gesot, datt déi nei Verfassung an e puer Hisiichten onkloer an inkoherent wier, mam Resultat, dass dat sech och am Gesetzesprojet, deen eis hei virläit, widderspigelt. D'Staatsbeamtekummer fënnt, datt et net noutwenneg ass, dass e Gesetz d'Konditiounen an d'Modalitéite fir de Finanzement vu Virbereedungsaarbechte fir all Zort vun Operatioun am Sënn vum Artikel 117 reegelt, och wann d'Verfassung dat net formell ausschléisst. Ënner Virbehalt vun hire Remarken huet si awer hir Zoustëmmung zu dësem virleiende Gesetzesprojet ginn.

Nach en drëtten Avis, dat ass dee vun der Handelskummer: Si huet an hirem Avis festgestallt, datt de Projet als Zil huet, d'Sécurité juridique ze stäerken, wann et drëm geet, fir Virbereedungsaarbechten ze finanzéieren. De Seuil vu 40 Milliounen Euro wier relativ héich ugesat, mengt d'Handelskummer. An da freet se sech, ob den Text net misst ausgebaut gi fir de seelene Fall, wou d'Virbereedungsaarbechten iwwer 40 Milliounen Euro kaschte géifen. Schlussendlech weist d'Chambre de Commerce sech mam Gesetzesprojet d'accord.

Fir Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech soen och op dëser Plaz der Finanzministesch Yuriko Backes an hire fläissegen Beamten aus dem Ministère Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. A meng Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, géif dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter André Bauler Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och dem André Bauler Merci fir säi Rapport. Dat kléngt éischter technesch, mee et geet awer hei ëm d'Fundament vun der Demokratie, nämlech: Wéi wäit ass d'Chamber agebonnen a gréisser Depensen, déi d'Regierung mécht? A mir kënnen dat matdroen.

Zousätzlech géing ech soen, dass ee sech och an abseebarer Zäit eng Kéier misst domadder ausernanersetzen, wéi een, entweder am Chamberreglement oder an dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999, déi Fro definitiv eng Kéier tranchéiert, wa bei engem gréisseren Infrastrukturprojet verschidden Ëmännerungen en cours de route kommen. Well dann hätt een déi selwecht Spezifikatiounen, déi een elo mécht fir déi Virbereedungsaarbechten, zum Beispill Ëmweltstudien, zum Beispill gréisser Statikstudien, da kéint een dat och do mat reegelen.

Ob dat nach an dëser Legislaturperiod duergeet, weess ech net, mee Dir hutt gesinn, opgrond vun engem spezielle Fall, nämlech vum Contournement vu Käerjeng, dass et utile ass, dass een dat ee fir alle Mol eng Kéier reegelt, gradewéi ee sech och eng Kéier muss d'Fro stellen, ob dee Montant vu deene 40 Milliounen – et sinn och nach anerer, déi bei den Ausschreiwunge sinn, well ab 60.000 Euro muss de Staat oder d'Gemengen ..., falen déi ënnert déi richteg Soumission-publicken –, dat muss ee kucken, opgrond vun der gréisserer Inflatioun, déi iwwert déi lescht Méint war, net och nach eng Kéier deementspriechend misst no uewen adaptéiert ginn. Ech mengen net méi, dass dës Chamber dat mécht, mee dat kënnt awer op de Leescht stoe vun enger nächster Regierung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an och merci dem Här André Bauler fir säi wéi gewinnt ganz komplette Rapport. Selbstverständlech gi mer dozou d'Zoustëmmung. An ech schléisse mech och de Wierder u vum Här Roth, wat en elo grad gesot huet iwwert déi Montanten, déi mir an de Gesetzer stoen hunn. Déi sinn einfach net adaptéiert ginn an deene leschte Joren an dat bréngt mat sech, dass mer elo ëmmer méi dacks heimadder befaasst ginn. An do mécht et duerchaus Sënn, dass mer déi Montanten eng Kéier der Realitéit upassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da wär et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Déi Diskussioun ass scho méi oft gefouert ginn. Mir schléissen eis natierlech och der Meenung un, dass déi Montante sollen diskutéiert ginn, well se net méi der Zäit entspriechen, mat der Inflatioun, déi mer kennen zanter Joren. Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der gréngger Fraktioun a soen dem André Bauler Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit villmools merci un de Rapporter fir dee ganz klore Rapport a mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginen a Kolleegen, ech mengen, den André Bauler huet a sengem exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport duergeluecht, firwat dat Gesetz ugepasst gëtt a firwat mer u sech elo bei de Loi-spécialle méi Transparenz kréien.

Ech fannen dat perséinlech als Éischt emol eng grondsätzlech gutt Saach, datt déi Etüden, Avisen, déi dee Projet brauch, beim Finanzement matgerechent ginn, mat derbäikommen. Dat gëtt der Chamber awer méi Abléck a verschidden dach ganz deier Projeten.

Et gëtt heiansdo esou salopp gesot: „Wat de Projet méi deier gëtt, wat mer hei an der Chamber u sech manner an der Plenière nach driwwer diskutéieren." Et ass heiansdo esou, dass mer fir déi ganz bëlleg Projeten oder Projeten, wou net vill Geld derhannertstécht, ganz laang, ganz grouss Debatten hunn, a wann et dann ëm ganz, ganz vill Geld geet, sinn et kuerz Debatten. Et ass e bëssen de Bikeshed-Problem ëmgedréint.

Dofir fannen ech et ganz gutt, datt mer hei bei de Loi-spécialle méi Transparenz kréien. Ech hoffen och, datt mer doduerjer an Zukunft ëmmer dann eng Loi spéciale virgeluecht kréien, wann och eng néideg ass, an datt mer net, wéi an der Vergaangenheet, bei Projeten ex post musse feststellen: „Léif Regierung, Dir hätt misse mat engem Gesetz kommen, fir dat doten ze finanzéieren." A virun allem géife mir eis wënschen, wann eppes muss ex post legaliséiert ginn, datt een och eng grondsätzlech Diskussioun eng Kéier driwwer hätt, wéi een dat ausschreift a sou weider.

Ech mengen, dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall an ech hunn d'Hoffnung, datt duerch méi Transparenz e méi breeden Debat ka stattfannen, och dann an der Chamber, iwwert d'Sënnhaftegkeet vu verschhiddenen Depensen.

An ech ginn dem Kolleeg Gilles Roth absolutt Recht, wa gréisser Ännerungen u Projete sinn, wou natierlech an Zukunft dann och d'Dokumenter Bestanddeel vum gestëmmte Gesetz sinn, datt mer dann och mussen nach eng Kéier op déi Dokumenter zréckkommen. A wann déi änneren, da musse mer vläicht och d'Gesetzer eng Kéier nei stëmmen oder amendéieren, well soss ass et awer e bëssen de l'art pour l'art, wa mer hei higinn a mir ginn engersäits beim éischte Vott ganz Etüden, ganz Dossiere matstëmmen a wann herno eppes geännert gëtt, da gëtt d'Chamber net méi gefrot. Dat ass, mengen ech, eppes, wou d'Chamber dann och muss hiert Gewiicht wierklech weisen.

Dat gesot hoffe mer, datt et an Zukunft zu méi Transparenz kënnt, a mir stëmmen dëse Projet mat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu menger Säit dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Wéi gesot, hei geet et dann effektiv weider drëms, déi néideg Sécurité juridique ze schafen, déi am Kader dann och vum Akraaftriede vun der neier Verfassung néideg ass. Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht op dëser trotzdeem wichteger Upassung.

Et ass mentionéiert ginn: „Ëmännerungen en cours de route", ech mengen, do wäerte mer nach driwwer

schwätzen, och: „de Montant upassen"; dat si sécherlech Gespréicher, déi ee soll féieren, och dat ass wichteg an ech stinn Iech natierlech do zur Verfügung. An ech soen Iech wierklech fir déi heite gutt Zesummenaarbecht Merci, nach eng Kéier dem Rapporter Merci. Ech mengen, déi Avisen, déi mer kruten, déi hu jo och keng gréisser Problemer erwäänt, dofir merci fir Är Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8196. Den Text steet am Document parlementaire als 8196[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8196 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet de l'arrêt immédiat des exécutions en Iran et introduction dans les lois des normes internationales régissant les droits de l'homme

Ech ginn elo dem Här Yves Cruchten d'Wuert fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. An ech si ganz frou, déi Resolutioun hei kënnen am Numm vun all de Kolleege vun alle Fraktiounen hei ze deposéieren. Si huet och en aktuellen Ulass, de leschte Méindeg huet Amnesty International nämlech säi Rapport publizéiert iwwert d'Doudesstrof an der Welt – dee Rapport, deen all Joer erauskënnt –, a leider war dat lescht Joer kee ganz gutt Joer. D'Zuel vun den Exekutiounen an der Welt ass bannent deem Joer ëm iwwer 50 % geklommen. 883 Mënschen uechter d'Welt goufen higeriicht an et ass unzehuelen, dass d'Donkelziffer nach vill, vill méi héich ass.

No China kënnt den Iran op déi traureg zweet Plaz an deem Ranking. Zejoert goufen op d'mannst 576 Exekutiounen am Iran eleng dokumentéiert. An dëst Joer gesäit leider nach méi schro aus: Den Zuele vun der UNO no sinn zanter ugangs Januar all Woch ëm déi zéng Leit higeriicht ginn – dat ass natierlech erschreckend! Nach méi Suerge mécht, datt déi iranesch Autoritéiten d'Exekutiounen an och zum Beispill d'Erhänke vun de Mënschen an der Ëffentlechkeet notzen, fir déi iranesch Populatioun souzesoen anzeschüchteren.

Am Iran sti beispillsweis d'Blasphemie oder d'„Corruption sur terre" ënner Doudesstrof. Oppositoun zum Regimm gëtt hei net toleréiert. D'Ausübe vun der Meenungsfräiheet an dem Demonstratiounsrecht, wéi mir et kennen, ass am Iran leider liewensgeféierlech. Esou musse Journalisten, Kënschtler, Aktivisten an all déijéineg, déi sech trauen, ëffentlech eppes géint den iranesche Regimm ze soen, ëm hiert Liewe fäerten.

De kurdesche Rapper Saman Yasin ass schonn e puermol zur Doudesstrof verurteelt ginn, well e souzesoen e Krich géint Gott géif féieren. Och de Rapper Toomaj Salehi riskéiert d'Exekutioun, well hien a senger Musek de Regimm kritiséiert huet. Bei de Manifestatiounen, déi duech den Doud vum Mahsa Amini ausgeléist gi sinn, solle ronn 750 Leit gestuerwen a wäit iwwer 20.000 Leit verhaft gi sinn.

Seriö Geriichtsprozesser schéngt et am Iran hei net ze ginn. Déi Ugeklot duerfe sech hiren Affekot net eraussichen a kréien och keen Abléck an hiren Dossier. Déi Prozesser respektéieren also dat internationaalt Recht iwwerhaapt net. Geständnisser, déi wuel ënner Folter zustane komm sinn, ginn op der Tëlee iwwerdroen, fir esou d'Exekutiounen ze rechtfertegen.

Dat Ganzt ass natierlech fir eis inakzeptabel. An nodeems mir als Chamber am September an am November zejoert eis Solidaritéit mat de villen Demonstranten am Iran a mat dem iranesche Vollek als Ganzt ausgedréckt hunn, wëlle mir mat dëser Resolutioun d'Exekutioune verurteelen, déi den Ament am Iran leider op der Dagesuerdnung stinn. A mir ruffen den Iran dozou op, mat den Exekutiounen opzehalen an déi international Norme vun de Mënscherechter ze applizéieren. A mir bieden eise Chamberpresident, dës Resolutioun u säin Homolog am Iran weiderzereechen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

réitérant

– sa résolution du 28 septembre 2022 dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– sa motion du 9 novembre 2022, dans laquelle elle a constaté la brutalité des répressions des autorités iraniennes et a appelé le Gouvernement luxembourgeois à poursuivre ses efforts pour sanctionner les personnes et entités responsables de violations des droits humains,

constatant

– que, selon les informations des Nations Unies, depuis le début de l'année, plus de dix personnes sont exécutées en Iran chaque semaine ;

– que, malgré les appels répétés d'organismes de défense de droits humains de la communauté internationale, les autorités iraniennes condamnent à mort et exécutent de nombreuses personnes à la suite de procès iniques pour motif de leur participation aux manifestations du peuple iranien déclenchées par la mort de Mahsa Amini et de l'expression en public de leur opinion ;

– que les autorités iraniennes recourent à l'exécution, parfois publique, afin d'intimider et de réprimer la population iranienne,

considérant

– que la peine de mort constitue un châtiment cruel, inhumain et particulièrement dégradant,

condamne avec la plus grande fermeté

– le recours à la peine de mort pour réprimander les participants aux manifestations récentes du peuple iranien,

appelle les autorités iraniennes

– à arrêter immédiatement toutes exécutions ;

– à introduire dans les lois les normes internationales régissant les Droits de l'Homme et à les faire appliquer par les instances judiciaires,

charge

– le Président de la Chambre des Députés à faire transmettre la présente résolution au Président du parlement iranien.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Wëll een zu dëser Resolutioun Stellung huelen? Den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Et ass effektiv, wéi ech elo héieren hunn, alles gesot driwwer, mee ech wëll dem Yves Cruchten trotzdeem Merci soen, datt hie se erabruecht huet. Also fir eis ass et ganz kloer, datt mer hannert där Motioun do wëlle stoen, datt mer se mat ënnerschriwwen hunn, well et evident ass, datt mer an deem Kampf, dee mer scho säit e puer Méint hei kloer féiere géint dat, wat am Iran geschitt, musse kontinuéierlech weisen, datt mer do hannendrustinn.

Ech bewonnere par ailleurs de Courage vun deene Leit, déi, wann een d'Norichte kuckt, all Dag dohanne resistéieren, déi op d'Strooss ginn a Konditioune respektiv an enger Geforesituatioun, wou se hiert Liewe riskéieren den Dag selwer, mee déi och, wa se arrêtéiert ginn, hiert Liewe riskéieren, entweeder duerch d'Doudessstrof respektiv doduerch, datt se méintelaang am Prisong verharren, an och vun deene Leit, déi d'Decisioun geholl hunn, en anere Wee ze goen, déi d'Decisioun geholl hunn, ze flüchten, aus dem Iran erauszekommen, an Europa, an aner Länner ze goen an hire Kampf hei weiderzeféieren. Dat ass scho bewonnerenswäert, wat déi Leit alles op sech huelen, fir e wéineg méi Gerechtegkeet an deem Land ze kréien.

Do wëll ech hannendru soen, dass ech mer net vill Illusioune maachen iwwert d'Effikassitéit vun eise Resolutiounen. Op där anerer Säit soen ech mer awer och hannendrun, datt et awer fir déi Leit, déi kämpfen, e klengt Zeechen ass, datt se net eleng sinn. A schonn eleng aus deem Grond sinn ech der Meenung, datt mer et solle maachen, en Zeeche vu Solidaritéit setzen, fir datt déi Leit, déi de Courage hunn, hiert Liewen op d'Spill ze setzen, wëssen, datt mer gesinn, wat se maachen, wëssen, datt mer hannert hinne stinn, a wëssen, datt mer se ënnerstëtzen. Dofir stëmme mer selbstverständlech mat Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. E grousse Merci un den Yves Cruchten. U sech misste mer hoffen, dass mer esou Resolutiounen net bräichten. Mee leider brauche mer se. Leider ass et wichteg, als demokratesch gewieltent Parlament Stellung ze huelen, wann et ëm Mënscherechter geet, ëm d'Recht, ze demonstréieren, ouni Angscht ëm säi Liewen ze hunn, d'Recht, eng aner Meenung ze hu wéi d'Staatsoberhaupt, well och dat ass deelweis am Iran ënnert dem Term vu Blasphème scho verurteelt ginn, einfach nëmmen d'Recht, eng aner Meenung ze hunn.

An ech mengen, dofir deet et mer leed, datt mer déi Resolutioun haut mussen abréngen an ofstëmmen, mee ech fannen et awer ganz gutt, datt mer hei e kloert Signal schécken, e kloert Signal, dat u sech an enger klorer Linn steet vun deem, wat mer an de leschte Méint, Jore gemaach hunn, eppes, wat an der klorer Linn vun eiser Aussepolitick steet, wou mer kloer soen: Mënscherechter mussen héichgehale ginn!

D'Resolutioun fuerdert elo, datt Dir, Här President, den Text un Ären Homolog am Iran weiderleet. An ech mengen, do ass e bëssen de Couac dann iergendwann: Ech maache mer net vill Illusiounen, datt déi iranesch konsultativ Assemblée, wéi se heescht, vill wäert un der Situatioun änneren. Si gëtt vun enger Partei mat enger absolutter Majoritéit dominéiert, eng Partei, déi dem Staatsoberhaupt ganz no steet, an eng Partei, déi an der Vergaangenheet d'Doudesstrof fir ganz vill vun deene Prisonéier gefuerdert huet, fir déi mir eis hei asetzen.

Nichtsdestotrotz ass et wichteg, dass se den internationalen Drock spieren a spieren, datt dat, wat se maachen, net op der Welt akzeptéiert gëtt. Et ass ëmmer einfach als Parlament ze soen: „Mir hunn d'Recht, alles ze maachen, wat mer wëllen." Jo, mee mir mussen awer och ëmmer kucken, fir mat eise Kolleeginnen a Kolleegen international eens ze ginn. Ech mengen, et ass e wichtegt Zeechen, datt mir hei als Chamber parlamentaresch Diplomatie üben an dann eeben och enger elengherrschender Partei am Iran soen: „Esou net! Mënscherechter si fir eis wichteg!" An dofir sinn ech frou, dës Resolutioun haut kënne matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen et ëmmer gutt, datt dëst Parlament sech och mat internationale Problemer beschäftegt. Sécher si mir net e Parlament mat deem ganz groussen Afloss a mir sollen eis och kengen Illusiounen higinn, datt dat, wat mir elo hei decidéieren, warscheinlech wäert zu engem Äerdbiewen am Iran féieren. Mee op där anerer Säit solle mer awer e ganz kloert Zeeche setzen. Dofir soen ech och dem Yves Cruchten e ganz grousse Merci, datt hien elo déi Initiativ hei geholl huet.

Et ass jo elo net déi éischte Kéier, datt mer eis leider mat deem Land do musse beschäftegen. Mir wëssen, datt dat e Land ass, wou d'Mënscherechter alles aneschters wéi respektéiert ginn. Et ass hei geschwat gi vun dem Fall vun der Madamm Mahsa Amini an zu wat fir Konsequenzen dat gefouert huet. Ech wëll drop hiweisen, datt am September 2021 zum Beispill d'Enseignanten op d'Strooss gaange sinn, fir fir méi héich Salairen ze demonstréieren, an datt dat och bluddeg geendegt huet; eng Entwécklung, déi an eisem Wierkungsfeld net virstellbar ass. An dofir solle mir als Lëtzebuerger Parlament och ëmmer esou Regimmer ganz staark kritiséieren.

Et däerf een och net vergiessen, datt déi Leit keen Urecht hunn op e korrekte Prozess. Et muss een hei och ënnerstraichen, dass zum Beispill den Internet, den Accès zum Internet, an deem Land extreem geréng ass, fir net ze soe bal praktesch ni méiglech ass. An dowéinst solle mer dat och ganz kloer no bausse manifestéieren.

Dann nach vläicht e leschte Punkt: Et muss een awer och op de Rôle hiweisen, deen dat Land de Moment am Ukrain-Krich spillt, déi Noheet, déi et vis-à-vis vu Russland ëmmer méi ze spiere kritt. A wat engem och ze denke gëtt, ass, datt den Iran elo erëm en neie Schulterschluss mat Saudiarabie gemaach huet. Dat ass jo och e Land, dat net onbedéngt bekannt ass fir d'Anhale vun de Mënscherechter.

Dowéinst ass et fir eis als Demokratesch Partei evident, datt mer eis Zoustëmmung hei ginn an datt Dir als President dat sollt Ärem Homolog weiderginn. D'Fro ass effektiv ze stellen, ob een net souguer vläicht dem Ambassadeur vum Iran, dee jo zu Bréissel ass, och nach soll eng Kopie zoukomme loossen, fir datt se wierklech spieren, datt Lëtzebuerg dat do ënner kengen Ëmstänn esou kann akzeptéieren an datt mir all Regimm, deen drop hinziilt, fir d'Mënscherechter anzeschränken, ganz kloer verurteelen.

An deem Sënn Merci – an, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech huele just kuerz d'Wuert, well am Fong geholl war alles gesot gi vum Här Cruchten, deem ech och nach eng Kéier villmools Merci soe fir seng Initiativ hei.

Ech wollt just zréckkommen op dat, wat den Här Wiseler ganz am Ufank gesot huet, nämlech wat fir e limitéierten Impakt vläicht esou e Bréif huet. An zoufällegerweis hat ech haut de Moien nach e Zoom-Meeting mat Representanten, mat iranesche Representanten, déi am Exil liewen an déi ëm Ënnerstëtzung gebieden hunn. An ech hunn hinnen dunn erzielt, dass de Mëtteg den Depot vun där Resolutioun géif stattfannen. Ech hunn och gesot: „Bon, ech ginn dervunner aus, dass et kee groussen Impakt wäert hunn, mee mir maachen, wat mer kënnen."

An d'Äntwert vun hinnen dorobber war eebe fir ze soen: „Ënnerschätzt den Impakt dovunner net!" Well et ass fir den iranesche Regimm duerchaus wichteg, gutt dozestoen international, an dat setzt si duerchaus ënner Drock. Dat heescht net, dass mer muer e Changement an hirer Politick hunn, mee et bedeit awer wuel, dass, wa mer alleguerten zesummen, all d'europäesch Parlamenter, op dee Wee ginn, dat awer och en Impakt op d'Warneemung vun der Situatioun huet. An ech mengen, eleng dowéinst soll een Aktioune wéi déi net onbedéngt ze kleng denken oder ze kleng rieden.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wär et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Ech wollt och e grousse Merci soe fir déi hei Resolutioun an ech ginn an déi nämmlecht Schinn wéi d'Madamm Empain elo grad. Et ass immens wichteg, datt mer eis hei no bausse solidaresch weise mam Vollek. Et ass immens wichteg, datt mer dat do condamnéieren!

Ech hat och eng Entrevue mat deene Leit an déi hu gesot: „Et ass ganz wichteg, wann e ganzt Parlament hannert hinne steet!" An dofir ass dës Resolutioun wichteg.

Ech wollt och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt Dir als Deputéiert eng Petitioun geschéckt kritt hutt fir ze ënnerschreiwen. Hei si scho ganz Fraktiounen, déi déi ënnerschriwwen hunn, an anere Fraktiounen hu just eenzel Leit se ënnerschriwwen. Ech hat och do nach eng Kéier e Mail gemaach, dass Dir Äre Leit nach eng Kéier sollt soen, si sollen déi Petitioun ënnerschreiwe wannechgelift.

Et gëtt och e Free Iran Global Summit, deen elo organiséiert gëtt am Juli. Do sinn Dausende vu Leit, déi un enger Zoom-Konferenz deelhuelen. Do huelen och ganz Parlamenter aus dem Ausland deel. Et ass wichteg, datt mer eis dodran aschreiwen! Et ass wichteg, datt mer der Welt weisen, datt mer mat deem dote Regimm net d'accord sinn an datt et och net geet, datt si manigancéieren. Dat war schonn eng Kéier esou, datt een Diktator vun engem aneren ofgeléist ginn ass, an dat ganzt Spill dierf sech net nach eng Kéier widderhuelen!

Wa si do kënnen eng fräi Regierung kréien, da musse mir als fräi Länner, als fräi Parlamentarier, déi hei dierfe fräi schwätzen, déi Leit do mat alle Moyenen ënnerstëtzen. An ech denken och, datt een dee Bréif och soll un den Ambassadeur an der Belsch schécken. Et soll een all, all, all Moyenen huelen, déi een nëmme kann huelen, fir dat doen einfach ze condamnéieren, well et ass grujeleg, wat do an eisen Zäiten nach geschitt!

Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech mengen, et ass sielen, dass mer eis all esou eens sinn iwwer e Sujet wéi deen heiten. Ech wëll emol ufänken an dem Här Cruchten Merci soen. Ech huelen un, et war hien, deen déi éischt Initiativ geholl huet, wou mir all ënnerstëtzen, datt en dat gemaach huet. Ech mengen, et éiert dat Lëtzebuerger Parlament, datt mer hei och an enger Eestëmmegkeet den Eescht vun der Situatioun am Iran uschwätzen.

Et war eng enttäuschten Hoffnung, wéinstens bis elo, well mir hunn all déi Biller nach an Erënnerung, wou vill Fraen – well si hunn ugefaangen! – am Iran sech gewiert hunn, wou sou vill Hoffnunge waren a wou mer gesinn hunn, wéi awer den iranesche Regimm leider mat Geschéck et fäerdegbruecht huet, eng Desinformatioun, eng Desorientéierung vun den Oppositiounsmouvementer an d'Weeër ze leeden, begleet vun enger ëmmer méi brutaler Repressioun, wat schlussendlech derzou féiert, datt mer eis net vill Illusioune kënne maachen iwwert d'Zukunftsperspektiven vun deem protestatäre Mouvement, dee mer elo do gesinn hunn.

Et ass awer un eis, fir vläicht e puer Konklusiounen am Abléck ze zéien. Déi éischt ass: Et ass schwéier, fir eis als auslännescht Parlament an den interne Prozess am Iran anzemëschen, an deem Sënn, datt mir solle Partei huele fir déi oder déi Oppositioun. Et gëtt am Iran e Mosaick un Oppositiounsparteien, bannent dem Iran a baussent dem Iran, déi och deelweis a Konkurrenz zuenee stinn. An ech kann Iech soen, datt, wa mer Kontakt hunn zu deenen – an et sinn der relativ vill, déi eis besiche kommen –, da plädéiere mir och ëmmer derfir, datt déi Oppositiounsmouvementer sollte méi zesummefannen, well ech mengen,

et géif hinne vläicht d'Saach erliichteren, et géif och eis d'Saach erliichteren, fir dat ze ënnerstëtzen, wat den Iran brauch, an dat ass eng politesch Erneierung!

Eng zweet Observatioun, déi ech wéilt maachen, ass vläicht déi, datt mer hei eng Resolutioun huelen, wat déi parlamentaresch Demokratie sécher stäerkt, mee datt ech awer och den Här Chamberpresident bieden, d'Regierung ze informéieren – mir hätten och näischt géint eng Motioun gehat –, datt och d'Regierung um diplomatesche Plang nach eemol, an dat eent schléisst dat anert och net aus, Här President, géintiwwer den iranesche Regierungsautoritéiten, net nëmme géintiwwer dem Parlament, kloermécht, wat d'Lëtzebuerger Positioun an dësem Beräich ass!

Mir gesinn och – an ech mengen, den Här Graas hat dat ugeschwat –, duerch déi ganz komplizéiert international Entwécklungen, déi mer am Abléck an der Welt hunn, datt déi relativ Positioun an den Afloss vum Iran éischter méi grouss ginn am Abléck an der Welt, mat allem, wat dat un destabiliséierenden Tendenze ka mat sech bréngen, inklusiv regional am Noen Osten an inklusiv eng Erneierung vum atomaren Entwécklungspotenzial vun deem Staat, wat eis warscheinlech alleguer éischter Suerge mécht wéi soss eppes.

Ech mengen, et ass gutt, datt mer elo iwwert den Iran schwätzen, datt mer haut déi Geleeënheet geholl hunn, fir eng grouss Solidaritéit, eng mënschlech Solidaritéit, mat deem Vollek auszedrécken, datt mer en Appell fir méi Humanitéit maachen, an datt mer och sollte baussepolitesch kucken, datt mer dat Land am A behalen a méiglech Menacen esou entgéinttrieden, wéi et sech gehéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Yves Cruchten als Auteur.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Jo, Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier fir déi grouss Zoustëmmung heizou. Ech wollt just soen, nodeems den Här Kartheiser geschwat huet; wat Dir gesot hutt: Selbstverständlech sollte mer och d'Regierung informéieren iwwert dat, wat mer hei als Chamber decidéieren! Ech wëll just an deem Kader nach eng Kéier drun erënneren, dass mer nämlech den 9. November schonn eng Motioun gestëmmt hunn, déi d'Regierung opfuerdert, géint déi Brutalitéit an déi Repressiounen ze protestéieren an och déi Leit ze sanktionéieren, déi zum Beispill responsabel si fir déi Mënscherechtsverletzungen am Iran.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Kënne mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl, déi ech da wäert un de President vum iranesche Parlament weiderginn, a selbstverständlech och un déi iranesch Ambassade zu Bréissel. An et wäert natierlech och eng Informatioun un d'Regierung goen.

Merci jiddefalls fir déi breet Zoustëmmung an déi grouss Solidaritéit.

9. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du bilan de l'année écoulée au niveau des différentes politiques en faveur du développement du milieu rural et des principaux défis que doivent relever les régions excentrées de notre pays

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert de Bilan vum ofgelafene Joer um Niveau vun de verschiddene Politicke fir d'Entwécklung vum ländleche Raum an d'Haapterausfuerderunge vun den ofgeleeëne Regiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Merci, Här President. Den 11. Februar 2020 hat ech déi lescht Interpellatioun iwwert de ländleche Raum hei an der Chamber. Ech hat Iech deemools d'Geschicht vum „klein Leo" verzielt ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité et brouhaha)

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Mir sinn elo Mee 2023. Aus „klein Leo" ass e Bouf ginn, mee de Bouf wunnt nach ëmmer am ländleche Raum. Wat huet sech, Här President, zënterhier geännert? Ech wëll op dräi Punkten agoen: d'medezinnesch Versuergung, d'Mobilitéit an d'Offer vu staatleche Servicer, d'Presenz vu Geschäfter an Déngschtleeschtungen am ländleche Raum.

Komme mer zum éischte Punkt, zu der medezinnescher Versuergung. Nom Februar 2020 ware mer an der Covidkris. A wärend der Covidkris hate mer vläicht schonn am ländleche Raum d'Chance, datt mer do net esou openeegehaangen hunn, wéi dat eeben am urbane Raum ass. A mir hunn alleguer solidaresch gekämpft, zesummen, d'Regierung, d'Gemengen, verschidde Verwaltungen, Institutiounen an d'Gesellschaft, fir dësem Virus Meeschter ze ginn.

D'Ironie vun der Geschicht: De ländleche Raum huet duerch d'Covidkris un Attraktivitéit gewonnen. D'Leit si bei eis spadséiere komm, sief et am Mëllerdall, op der Musel oder am Éislek. An et wollten erëm méi Leit an de ländleche Raum wunne kommen. D'Leit hunn och erëm Lëtzebuerger Wäin a Cremant entdeckt an aner Produits du terroir. Et war souzesoen e „back to the roots".

Et sinn och Covidzenteren am ländleche Raum opgebaut ginn, et sinn Teststatiounen an Impfstatiounen opgeriicht ginn, ëmmer a Kooperatioun tëschent der Gemeng an dem Gesondheetsministère an der Regierung.

An du koum erëm esou lues a lues de Wee zur Normalitéit zréck. An ech hu mir du geduecht, opgrond vun deenen Erfarungen, déi mer konnten aus der Covidkris zéien – net genuch Maison-médicallen, net genuch Dokteschpraxissen am ländleche Raum –, géif d'Regierung elo de Virage ambulatoire huelen, a ganz schnell. An ech hunn nach eng Kéier de Koalitiounsaccord gelies zu der Santé, wou steet: „Les zones rurales seront soutenues par une revalorisation des noyaux villageois par le biais d'une politique d'encouragement pour y implanter des services élémentaires." A bis elo – à part e bësse Gepléischters – huet d'Regierung net ganz vill ënnerholl, mee si fiert riicht virun an d'medezinnesch Mauer.

A besonnesch am ländleche Raum, Här President, ka kee Mënsch verstoen, firwat op eemol dee Géigewand komm ass géint de Centre médical mat IRM, Röntgen a Scanner um Potaschbierg. Ech hunn nach eng Kéier den Avis vum Staatsrot zu dem Projet de loi iwwert d'Gesondheetspolitick gelies, wou besonnesch nach eng Kéier op deen Arrêt vum Verfassungsgeriicht vun 2019 higewise gëtt, wou nach eng Kéier op d'Liberté d'exercice vun den Dokteren higewise gëtt, wou nach eng Kéier gesot gëtt, datt de Käschtepunkt keen Argument ass, besonnesch wann en Dokter sech wëllt verschidden Apparater uschafen, well a fortiori dat jo och bei der Uschafung de Steierzueler näischt kascht.

Och aner Problemer hate mer am ländleche Raum: D'Maternité zu Ettelbréck ass op eemol temporär zougemaach ginn, duerno waren op eemol net méi genuch Kardiologen do.

Här President, fréier hu mer iwwer esou Sendunge wéi „Der Landarzt" am Fernsee geschmunzelt. Haut si mer frou, wann en Dokter an enger Uertschaft am ländleche Raum do ass. Et hate souguer dräi Petitiounen et gepackt hei an d'Chamber, fir iwwert den IRM, iwwert d'Mammografie an eng Maternité an eng Pédiatrie d'urgence fir 24 Stonnen op 24 Stonnen am Norden ze diskutéieren.

Mat der CSV wäert et dat eng Kéier ginn. Mir si fir den Ausbau vun der lokaler Offer vun ambulante Gesondheets- a Fleegeservicer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Mir wëllen als CSV, datt Ekipementer wéi IRM, Scanner, Röntgen oder soss Apparater kënne vun Dokteschpraxissen ugeschaaft ginn. Mir wëllen als CSV, datt d'Praxissen a Kooperatioun mat Spideeler, ouni ënner hirer Tutelle ze sinn, kënne schaffen. Dat ass eng Éischtklassmedezinn fir jiddereen an net eng Zweetklassmedezinn, wéi mer se haut hunn.

(Brouhaha)

A mir wëllen als CSV d'Gemengen ënnerstëtzen, datt Centres médicaux dohinner kommen. Ech hunn elo gëschter d'Madamm Gesondheetsministesch op engem LSAP-Happening héieren: Si wëllt elo eng Offensiv maachen. Mee Madamm Ministesch, Dir, Är Partei, hat 30 Joer laang Zäit, fir an d'Offensiv ze goen!

(Brouhaha)

Ech héieren – si sëtzt elo net hei – d'Koparteipresidentin ...

(Interruption)

Loosst mech emol ausschwätzen. Et lauschtert een no! D'Koparteipresidentin ...

(Interruption)

Jo, Iech kann een et ëmmer erëm soen, mee et geschitt näischt!

(Interruption)

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | D'Koparteipresidentin sot an der LSAP-Walcampagne fir d'Gemengen: „Mir setzen eis elo fir Dokteschpraxissen an den Uertschaften an!" Ech huelen hei d'Beispill vum Kolleeg Aly Kaes a senger Gemeng. Dee kämpft fir e Centre médical, deen huet Depensen als Buergermeeschter gemaach, dee wëllt och nach eng Apdikt dohinner kréien, wou och en Apdikter wëllt dohinner kommen. Liest den Avis vum Conseil, vum Conseil de la concurrence! Et muss e Virage an där ganzer Geschicht kommen! Mir fueren an d'Mauer mat der rouder Gesondheetspolitick!

Mir wëllen als CSV Proximitéitsservicer wéi ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann déi ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift e bësse méi Disziplinn!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Här Mars Di Bartolomeo, Är eege Leit hunn et elo gesot. Ech hunn Iech jo virgelies, wat se soen!

Mir wëlle Proximitéitsservicer wéi Seniorentaxi an Telealarm ausbauen.

Här President, d'CSV deelt d'Suerge vun de Leit, besonnesch am ländleche Raum, an huet bewisen, an huet bewisen, ...

(Brouhaha)

... datt se konkreet Léisunge fir eng besser medezinnesch Versuergung am ländleche Raum realiséiere kann.

(Interruption)

Den Theema ass ländleche Raum.

Zweete Punkt: Mobilitéit. Jo, et sinn eng Rei Verbesserunge komm. D'Modifikatioun vum RGTR-Plang an d'Diskussioune mat de Bierger a Biergerinnen hunn eng Rei Verbesserunge bruecht. Et bleiwen awer nach eng Rei Saachen ze ënnerhuelen. Jo, et ass gutt a flott, datt den ëffentlechen Transport gratis ass, mee wat notzt mer de gratis ëffentlechen Transport, wann ech net kann drop zréckgräifen? A wann ech kann op en zréckgräifen, brauch ech oft méi laang wéi mam Auto.

Här President, mir hunn et och schonn e puermol als CSV gesot: Den Auto däerf net verdäiwelt ginn! Well do, wou den ëffentlechen Transport net hikënnt oder schlecht organiséiert ass, brauch de Mënsch nun emol den Auto. Mir ginn oft drop ugesprach, datt am ländleche Raum et leider keng Busverbindunge gëtt tëschent klengeren Uertschaften oder tëschent klengeren Uertschaften a gréissere Ballungsgebidder. Mir brauche besser Verbindungen tëschent den Uertschaften an ugepasst Horairen. D'CSV fuerdert d'Schafung vu Ruffbussen als Verbesserung vun der Mobilitéit a finanziell Ënnerstëtzung vun de Citybussen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | D'CSV fuerdert, datt endlech déi jorelaang diskutéiert Ëmgeeungsstroossen, zum Beispill Iechternach, Réimech, gebaut ginn, datt d'Nordstrooss op véier Spueren ausgeweit gëtt, datt d'Streck vum Fridhaff riicht erop bis op Wäiswampech zwou plus eng Spuere kritt.

Här President, de Problem vum Schieburg-Tunnel féiert eis virun Aen, datt praktesch eng ganz Regioun lamgeleuecht gëtt an datt d'Leit mussen dräi Stonnen Auto fueren, fir da schaffen ze kommen. Work-Life-Balance gesäit fir d'CSV anescht aus. An ech erënneren un déi Emissioun mam Här Adrien Wouters op RTL, dee ganz kloer sot: „D'Leit am Éislek si frustréiert a fille sech am Stach gelooss." Duerfir, do, wou et méiglech ass, datt den Zuch op zwee Gleiser ausgebaut gëtt, muss dat geschéien!

Jo, ech weess, meng nächst Iddi klèngt verréckt, mee d'Iddi vum IRM hunn och vill Leit fir verréckt gehalen an ech krut se awer duerchgesat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Firwat net Iwwerleeungen ustellen, fir an der Mëtt vun der Autobunn Monoraile fueren ze loossen, déi aus dem ländleche Raum, zum Beispill dem Osten, kënnen iwwert d'A1 op de Kierchbierg fueren, oder fir eng Busspuer op der A1 anzeféieren?

Weider brauche mer e méi intensiven Asaz, fir iwwerregional Léisunge fir de Grenzverkéier mat den auslänneschen Autoritéiten ze sichen. D'Regierung – peu importe la couleur politique – huet dat net eleng an der Hand, mee mir mussen endlech, zum Beispill am Osten, weiderkomme mat enger eventueller Autobréck iwwert den Hafen oder mam Moselaufstieg, well mir ginn ënner am Verkéier.

Dann zum drëtte Punkt: Servicer an Déngschtleeschtungen. An hei kéint ech meng Ried vun 2020 widderhuelen. Huet sech eppes verbessert säit 2020? Net wierklech. Weider Bankfilialen a Postguichete sinn zougemaach ginn. D'Büroe vun der CNS am ländleche Raum sinn oft net méi op oder just nach e puer Stonnen. Souguer ëmmer méi Bankautomate ginn ausser Betrib geholl. Här President, och wa mer am ländleche Raum liewen – an Dir wunnt jo och am ländleche Raum –, bezuele mer do awer net mat Steng, mee wéi all déi aner mat Euroen.

Et ass esou wichteg, datt mer d'Service-primairen och a klengen Uertschaften erhalen. Wann déi bis net méi do sinn, fält de gesamten Handel an enger Uertschaft zesummen. Wann ech kee Bäcker méi hunn – an d'DP wëllt jo, datt erëm waarm Bréidercher an Uertschafte gebak ginn, si haten awer och elo zéng Joer laang Zäit, fir dat ze maachen, hunn awer och do näischt gemaach –, wann also kee Bäcker méi do ass, kee Postschalter méi do ass, kee Bankguichet méi do ass, da brauch ech net méi an d'Uertschaft akafen ze goen, da fueren ech op d'Gréng Wiss. Da verschwannen och d'Kleedergeschäft, den Zeitungsbuttek an all déi aner Geschäfter.

Dezentralisatioun ass fir d'CSV de Mot d'ordre. Mir brauchen och regional Guichete fir d'Betriber. An, Här President, am ländleche Raum hu mer vill Véier-Stären-Hoteller fir Fliedermais, mee wéineg Véier-Stären-Hoteller fir d'Touristen.

(Brouhaha)

De Max Hengel ass rezent an der Debatt iwwert den Tourismussecteur dorobber agaangen. Dofir fuerdere mer – an ech widderhuelen eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV – eng Public-private-Partnership tëschent dem Staat an der Wirtschaft.

Eng vun den CSV-Fuerderungen huet de Minister Delles endlech ëmgesat. Jorelaang hunn ech derfir plädéiert, datt e Kadaster opgestallt gëtt, wou d'Leit gesinn, wat fir Geschäfter an enger Uertschaft sinn a wat eeben net do ass. Opgrond vun dësem Kadaster kann een als Gemeng Betriber unzéien, strateegesch Iwwerleeunge maachen, fir Betriber unzelackelen. Esou e Kadaster huet de Minister Lex Delles dëst Joer endlech am Kader vum Pakt PRO Commerce virgestallt.

De ländleche Raum ass e gudden Espace fir sougenannt Coworking-Espacen. Mir kënnen an der Kreativwirtschaft aktiv ginn. Iwwert d'Policepresenz wëll ech elo net spezifesch hei schwätzen, do hu mer déi lescht Wochen hei an dësem Haus vill driwwer geschwat.

Jo, de ländleche Raum ass schéin ze kucken. D'Natur bléit, d'Villercher sangen an et kann ee flott spadséiere goen. Mee et wunnen eeben och Leit do. An déi Leit wëllen do wunnen, schaffen an hir Fräizäit verbréngen. An hei wëll ech och just d'Stéchwuert „Trëntengerdall" soen – meng Kolleegin, d'Octavie Modert, hat an dësem Haus doriwwer geschwat. Hei wollt den Ëmweltministère vun uewen erof de Baueren, de Wënzer an deene Leit, déi do wunnen, ganz schaarf Restriktiounen operleeën. Et ass sech vill dogéint gewiert ginn an ech krut och confirméiert, datt elo konstruktiv Gespréicher do gefouert ginn. Wa keng konstruktiv Gespréicher sinn an net mat de Leit zesummegeschafft gëtt, dann erodéiert eis Naturlandschaft.

An am ländleche Raum muss et och méiglech sinn, datt zum Beispill d'Gemengen Installatioune kënnen an enger Zone verte opriichten. Do ass jo och eng Exceptioun am Gesetz, datt, wann eng Infrastruktur d'intérêt public ass, een dat ka maachen. Dofir verstinn ech, Här President, net e konkreet Beispill, wat meng Gemeng betrëfft. Do ass en zougeschottenen Tipp, deen an enger Zone verte läit, déi ënner Natura 2000 leeft, wou eng Bëtonsdall drop ass, wou haut e klengen Depot ass, dee mer wëllen ausbauen, wou mer mussen d'Bëtonsdall vergréisseren. Do gëtt einfach aus dem Ministère gesot: „Dat ass net méiglech!" Dat ass en Dialogue des sourds.

Stéchwuert: Plans sectoriels. Mir hunn als CSV bei de Plans sectoriels, besonnesch fir d'Industriezonen, déi regional Industriezonen, drop higewisen deemools, datt eng Rei Erweiderungen einfach net méiglech sinn, well mer dann de Baueren – besonnesch de Baueren! – hir Agrarflächen ewechhuelen. Et ass net op eis gelauschtert ginn. Elo op eemol kënnt de Wirtschaftministère a seet: „Dir hutt Recht! Mir mussen elo dee Plan sectoriel ëmänneren." Et soll einfach méi op déi verschidde lokal Gegeebenheeten agaange ginn an op eis gelauschtert ginn.

Ech wëll als Konklusioun soen, datt fir d'CSV d'Gemengen e wichtege Partner sinn, wann et ëm d'Ekonomie an d'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum geet. D'CSV steet fir wirtschaftlech Diversifikatioun an Dezentraliséierung. Eist Zil ass et, keng Inegalitéiten tëschent de Regiounen a Gemengen ze schafen, och net finanziell.

Här President, jo, et wäert ëmmer esou sinn, datt een an enger Stad aner Virdeeler huet wéi d'Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Grondleeënd Servicer, déi all Mënsch brauch, mussen awer fir jiddereen garantéiert ginn. Wann urban Zentre méi finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir zum Beispill d'Konsequenze vum Wuesstem ze verkraaften, da mussen am ländleche Raum méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir iwwerall gutt Servicer kënnen unzebidden.

An deem Sënn deponéieren ech och eng Motioun, déi op déi verschidde Punkten ageet, déi ech elo hei virbruecht hunn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que l'évolution démographique de ces dernières années entraîne une importance croissante de l'aménagement du territoire ;

– constatant qu'une grande partie de la population souhaite habiter dans les milieux ruraux ;

– considérant que l'augmentation considérable du trafic qui encombre nos réseaux routiers est due à une importante concentration d'emplois autour de la capitale et des grandes villes ;

– considérant qu'il est impératif de mieux coordonner les domaines logement, lieu de travail, transports ainsi que protection des espaces naturels ;

– constatant encore que de plus en plus de services de base tels que les bureaux de poste, les agences bancaires ou les commissariats de police ne sont plus assurés, voire ont déjà fermé dans de nombreux villes/villages ruraux ;

– considérant qu'il y a un potentiel de croissance économique considérable et durable dans les régions excentrées du pays ;

– considérant que de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) seraient disposées à s'installer dans les régions excentrées du pays ;

– constatant toutefois que les connexions du réseau des transports publics entre les communes rurales ne sont pas toujours adaptées aux besoins de la population et des entreprises qui souhaiteraient y habiter respectivement s'y implanter ;

– considérant que le télétravail devient de plus en plus une option intéressante pour les entreprises au motif que de nombreux salariés – en particulier les frontaliers – ne souhaitent plus passer un temps précieux dans les embouteillages ;

– constatant in fine qu'il existe une inégalité au niveau de l'accès aux soins des personnes suivant qu'elles habitent en milieu rural ou urbain, et ce au détriment des premières,

invite le Gouvernement

– à réévaluer la politique du Gouvernement en faveur des régions rurales ;

– à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire englobant toutes les régions du pays ;

– à élaborer une stratégie de développement économique des milieux excentrés du Grand-Duché ;

– à œuvrer pour trouver un juste équilibre entre la protection de l'environnement et la mise en œuvre des procédures administratives permettant la création de zones artisanales, commerciales et industrielles dans les régions rurales ;

– à veiller à ce que les agriculteurs et les viticulteurs dans le « Trëntengerdall » aient toujours la possibilité d'exploiter leurs terrains et par conséquent à ne pas les classer tous comme zones protégées ;

– à autoriser davantage de zones économiques pour PME dans les régions rurales ;

– à continuer les efforts à organiser un réseau des transports publics en assurant des lignes directes d'une cadence plus ou moins régulière entre les communes rurales d'une part, et entre les villages/villes ruraux, d'autre part ;

– à organiser une meilleure coordination des lignes de transport entre gares régionales et les centres économiques régionaux ;

– à évaluer régulièrement, par exemple tous les deux ans, la réorganisation du réseau RGTR ;

– à réaliser dans les meilleurs délais notamment les contournements Nordstad, Remich et Echternach ;

– à analyser l'impact du trafic transfrontalier sur la qualité de vie des habitants et sur la qualité de l'air des communes concernées ;

– à réaliser la mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL ;

– à réaliser la mise à 2 x 2 voies du tronçon entier de la N7 ;

– à multiplier les efforts nécessaires afin de promouvoir le télétravail ;

– à implanter plus d'antennes des administrations publiques dans les régions rurales afin de promouvoir la décentralisation des emplois publics ;

– à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste ou agences de banque ;

– à organiser une vaste offre de soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales ;

– à promouvoir de manière accentuée la décentralisation des soins médicaux en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Max Hengel, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Léif alleguer, wa mer iwwert déi ländlech Entwécklung schwätzen, musse mer eist Land als e Ganzt gesinn. Mir sinn territorial net méi grouss wéi e franséischen Departement an dofir solle mer de klassesche Gruef tëscht Stad a Land iwwerwannen an eist Land eeben als e Ganzt gesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | All Regioun huet hire Stellewäert, all Géigend hir Spezifissitéiten an och hir Erausfuerderungen. Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt de ländleche Raum hei zu Lëtzebuerg net déi Problemer kennt wéi strukturschwaach Géigenden a Mecklenburg-Vorpommern, a Süditalien oder am déiwe ländleche Frankräich. An trotzdeem, de ländleche Raum huet och heiheem seng Bedeitung a seng Roll ze spillen an en huet och seng Defiziter, seng Suergen a seng Contrainten.

Wann ech zum Beispill d'Entwécklung vum Clierfer Kanton an de leschten 30 Joer kucken, dann ass dat villfach eng Erfollegsgeschicht: Erfolleg a puncto wirtschaftlech a kulturell Entwécklung – „Gott sei Dank!" wénkt den Här Eicher mam Kapp –, Erfolleg, jo, d'Landflucht, also den demografesche Réckgang an den 1980er-Joren ass gestoppt an ëmgedréit ginn. De Cliärrwer Kanton an de Weeltzer Kanton sinn iwwerduerchschnëttlech staark gewuess, méi séier wéi aner Géigende vum Land. Dat huet och mat de Logementsproblemer ze dinn, déi derzou gefouert hunn, datt vill Leit eng Bauplaz oder eng Wunenng am ländleche Raum gesicht a fonnt hunn. De ländleche Raum ass also nees méi bewunnt a beléift ginn. Am Prinzipp ass dat gutt esou. Domadder riskéiert déi klassesch demografesch Pyramid net op d'Kopp gestallt ze ginn, well eebe vill Jonker eng Regioun musse verloossen. An den 1970er- an 1980er-Jore war dee Risiko am ieweschten Éislek awer ganz grouss.

An dach wëllt dës favorabel Entwécklung säit den 1990er-Joren net soen, datt elo alles am Botter wier. Och de ländleche Raum behält seng Suergen an dofir ass et wichteg, verschidden Aspekter a Problemer net aus dem Bléck ze verléieren.

Éischtens, den urbane Raum an d'ländlech Géigende mussen iwwert den ëffentlechen Transport op innovativ a virun allem zouverlässeg Manéier matenee verbonne sinn a bleiwen. Hei stelle sech awer ettlech Contrainten a puncto Bus-Zuch-Korrespondenzen, wat iwwregens an de leschte Méint dacks zu Onmutt an der Bevëlkerung gefouert huet. Et besteet hei also en däitlechen Nobesserungsbedarf.

Zweetens, mir hunn dräi grouss regional Zentren: d'Haaptstad, Esch-Uelzecht an d'Nordstad. Mir brauchen awer och regional Zentren iwwer Land – gëschter ware mer jo an där Diskussioun. D'Gemeng Wolz wäert sou zum Beispill op demografeschem Plang stramm wuessen, dofir muss een och do administrativ Servicer erhalen a personell opstocken. Opstocken, net reduzéieren oder ofzéien, dat ass Dezentraliséierung.

Et geet drëm, fir ëffentlech Servicer an der Regioun ze halen. Am Interessi vun de Leit solle perséinlech Kontakter mat der Verwaltung méiglech bleiwen a gestäerkt ginn, well sech eeben net all Problem digital léise léisst. D'Digitaliséierung ass eng wäertvoll Hëllef an Erliichterung, denke mer nëmmen un d'Gestioun vun de Rendez-vousen an den Testzentere wärend der Pandemie. Ma d'Digitaliséierung huet och hir Grenzen. Komplex Froen, déi de Bierger huet, setze viraus, datt een och Beamte begéine kann, fir sech auszetauschen a Saachen ze klären oder Léisungen ze fannen. D'Dezentraliséierung op Verwaltungsplang muss also groussgeschriwwe ginn. D'Leit aus de ländleche Raim sinn eeben op regional Ulafstellen ugewisen.

Gëschter huet den Här Turmes, mengen ech, vun engem Guichet unique – Guichet administratif, wéi och ëmmer – am Réidener Kanton geschwat. An deem Sënn ass et zum Beispill richteg, datt d'Steierverwaltung personell opgestockt gëtt an datt den Accueil fir d'Bierger verbessert soll ginn, och fir d'Personal, dat op Dossiere schafft, ze entlaaschten.

Drëttens, de ländleche Raum brauch sécher a komfortabel Stroossen. Dofir ass et essenziell, datt zum Beispill d'Nationalstrooss tëschent Dikrech an der Wemperhaart erneiert an ofgeséchert gëtt. Dozou hu mer jo e Gesetz heibanne gestëmmt. De Spuetstéch vum Contournement Housen Ufank Juni misst eigentlech elo de Startpunkt si fir eng séier Moderniséierung vun dëser wichteger Verkéiersachs, der Verkéiersaorta vum Norden.

Véiertens, eis Dierfer sollen Dierfer bleiwen. An deem Sënn muss och iwwert d'Baukultur an de ländleche Géigenden nogeduecht ginn. Eng staark Verdichtung géif ouni Weideres de Charakter an d'Séil vun eisen Dierfer beschiedegen an de gesellschaftlechen Zesummenhalt hypothekéieren. Elo scho wiisst a villen Dierfer d'Anonymitéit. Dat mécht et schwéier, nei Biergerinnen a Bierger kennen ze léieren a si ze beweegen, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen an zesummenzehalen.

Wann d'Dierfer sollen Dierfer bleiwen, dann ass et och wichteg, fir de Patrimoine an hinnen ze valoriséieren. Do wär et gutt, wann den Här Landwirtschaftsminister eis vläicht e kuerze Bilan vun den Investitiounen op deem Plang géif liwweren. Säi Virgänger war jo ganz aktiv an deem Beräich. Attraktiv Duerfplazen, d'Erhalen ...

(Brouhaha)

Et ass den Developpement rural, dee fält och ënner Är Kompetenz, Här Landwirtschaftsminister. Ok, mir sinn eis eens.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Attraktiv Duerfplazen, d'Erhale vun historesch wäertvoller Bausubstanz souwéi d'Notze vun ale Schoulen, Molkereien oder soss Gebailechkeeten, déi de Cachet vun engem Duerf ausmaachen, zum Beispill als Versammlungssall, alles an deem Sënn dréit zur Liewensqualitéit vun den Awunner bäi.

E pertinent Beispill liwwert zum Beispill Housen. Hei ass den ale Kär vun der Uertschaft ronderëm dat fréiert Fraeklouschter revaloriséiert ginn. Wann de Contournement bis fäerdeg ass, wäert d'Traversée duerch House berouegt ginn an da gëtt d'Haaptstrooss nei gestalt, als Wunnstrooss, mat Plazen, wou ee sech a Sécherheet an op agreabel Manéier begéine kann.

En anert Beispill vu Beliewung vun ale Gemaier liwwert zum Beispill Branebuerg, wou mer déi grouss Freed an Éier haten, op der Aweiung ze si vun der vill besichter École du goût – e laangjärege Projet, deen dann elo konnt an d'Liewe geroden.

Fënneftens, de ländleche Raum brauch eng zouverlässeg Gesondheetsversuergung an e modernen Noutdéngscht, virun allem am Éislek, wou duerch den akzidentéierten Terrain oder Territoire d'Weeër méi beschwéierlech sinn an een eebe méi Zäit brauch, fir sech ze deplacéieren. Meng Kolleegin Carole

Hartmann wäert nach zum Theema Gesondheetsversuergung schwätzen.

Léif alleguer, denkt een un de ländleche Raum, denkt een direkt un eis Ardennen. D'Éislek wiisst op demografeschem Plang, ma a puncto Mobilitéit si mer nach ëmmer an enger spezieller Situatioun. Ech schwätzen elo mol net vum Misär mam Tunnel bei Kautebaach. Datt deen zesummegebrach ass, dofir ka kee Politiker. Ma et gëtt virun allem hei e Problem bei de Bus-Zuch-Korrespondenzen, déi eeben dacks net klappen. Et versteet och zum Beispill keen, wann een aus dem Zuch geklommen ass, datt dann de Bus zwou Minutte méi spéit engem virun der Nues fortfiert, an dat x Kéieren den Dag iwwer, méintelaang, ouni datt eppes geschitt, an trotz villen Interventioune vun Deputéierte vu Majoritéit an Oppositioun. Dat suergt eebe fir Onzefriddenheet an der Bevëlkerung. An dat muss een eescht huelen, well et geet ëm déi daagdeeglech Suerge vun den einfache Leit.

D'Problematik vun de Bus-Zuch-Korrespondenzen am ländleche Raum ass net geléist. Och wann e Bus oder en Zuch keen Taxi ass, wéi dat ëmmer vu ministerieller Säit gesot gëtt, sou kann et awer net sinn, datt d'Korrespondenzen äussert knapp gerechent ginn, soudatt d'Leit se kaum ënner gudde Bedéngungen notze kënnen, virun allem déi Jonk, déi aus dem Norde kommen an eeben duerch bestëmmt Ëmstänn hei an der Stad an d'Schoul musse goen.

Léif alleguer, geheie mer e Bléck op eis Wirtschaft. Den ekonomeschen Tissu am ländleche Raum huet sech an de leschte Joerzéngten diversifizéiert – jo, „Tissu", entschëllegt, dat ekonomescht Netz, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen. Nei Aktivitéitszone mat villen Aarbechtsplaze sinn nieft der Eisebunn entstanen, ginn awer deelweis net vum Zuch bedéngt, well keng Haltestell do ass, sou zum Beispill zu Schëtter/Nidderaanwen. Do misst d'Netz vun den Eisebunnshaltestellen iwwerpréift an ugepasst ginn, fir d'Accessibilitéit vu wichtegen Zonen aus dem ländleche Raum ze verbesseren.

All Regioun hei zu Lëtzebuerg huet hiert eegent Potenzial, ech hunn et gesot, hir soziokulturell Eegenaart an hiren ekologesche Stellewäert. Et ass wichteg, datt all d'Regiounen am Land iwwer Basisservicer verfügen, déi dem Bierger Confort a Sécherheet a sengem normalen Dagesoflaf garantéieren. Dofir musse mer an Zukunft weider dezentral plangen, ouni d'Land weider ze zersidelen, well d'Dezentraliséierung steet och a grad fir eng nei Dynamik am ländleche Raum. Jo, ech hunn et gesot, eis Dierfer sollen Dierfer bleiwen, ma si sollen awer och lieweg Dierfer sinn. An dat setzt viraus, datt de ländleche Raum iwwer gutt Konditiounen a puncto Mobilitéit an Infrastrukture verfüügt.

Och d'Digitalisatioun ass e wichtege Facteur, fir de ländleche Raum méi attraktiv ze maachen. Déi digital Kohäsioun spillt ëmmer méi eng wichteg Roll; mat digitaler Kohäsioun mengen ech, datt all Bierger soll Zougang hunn zu enger gudder Internetverbindung an digitale Servicer an datt déi digital Infrastrukture solle robust sinn.

Fir meng Fraktioun ass et dann och wichteg, datt déi digital Kohäsioun an allen Deeler vum Land gefërdert gëtt. Fir Iech e Beispill ze ginn: Mat der Breetbandstrategie 2021-2025 soll erreecht ginn, datt jiddwer Bierger, egal a wéi engem Deel vum Land e wunnt, Zougang kritt op déi beschtméiglech Konnexioun. Och d'5G-Infrastruktur, déi am Moment opgebaut gëtt, soll méi flächendeckend gräifen. Mir mussen hei nach, denken ech, weider Ustrengunge maachen, fir datt all Haushalt gutt konnektéiert ka sinn.

Mir soen och ëmmer, datt mënschlech Interfacen, wéi zum Beispill Guicheten, musse bestoe bleiwen, wéi ënner anerem an enger Bank oder bei enger ëffentlecher Verwaltung. Et kënnt eeben op de perséinleche Kontakt un. Déi analog Alternativ muss garantéiert bleiwen, dëst gëlt eeben och fir de ländleche Raum. Firwat net och sécherstellen, datt eng bestëmmt Zuel u Bancomate pro Kanton erhale bleift?

En anere wichtege Sujet am Kontext vun der Entwécklung vum ländleche Raum ass zum Beispill d'Promotioun vum Tourismus. Mam eelefte Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, engem Gesetz, dat mir virun e puer Wochen hei am Plenum gestëmmt haten, wäerten eng Rei vu Projeten am ländleche Raum am Tourimus wärend deenen nächste fënnef Joer kënne subventionéiert ginn. D'Zil ass et, fir déi nei Tourismusstrategie, déi partizipativ mam Secteur entwéckelt gouf, ëmzesetzen. An do gëtt et eng Rëtsch vu Projeten zur Beliewung vum ländleche Raum, déi an der Maach sinn. Den Tourismus ass däitlech gepräägt vun der Haaptstad als zentralen Ulafpunkt fir Gäscht aus dem Ausland. Mee grad am Outdoor- an Aktivberäich fënnt een an de ländleche Regiounen déi richteg Viraussetzungen. Mat der Tourismusstrategie wäert och d'Moderniséierung vun den Ënnerbréngungsméiglechkeeten am ländleche Raum gefërdert ginn. Am Sënn vu méi Attraktivitéit a Qualitéit wäert den Tourismus an deene Géigenden also weiderentwéckelt ginn.

Wann een un den Tourismus denkt, dann denkt een och un d'Musel an un de Wäibau. Wichteg bleiwen och hei d'Ustrengungen am Beräich vum Marketing, souwuel zu Lëtzebuerg wéi am Ausland. Dës solle gemeinsam bedriwwe ginn, fir eeben doduerch méi Wierkung ze hunn. Schwätzt ee vun der Musel, gëllt et och, ons Wäiregioun als Tourismusdestinatioun ze fërderen, Stéchwuert: Önotourismus. Hei gëtt et sécher nach Loft no uewen, vläicht och am Beräich vum Agritourismus.

Wichteg ze erwäne sinn am Kontext vun de ländleche Regiounen des Weideren de Schutz an d'Opwäertung vun der bestoender uertstypescher Bausubstanz, vun Denkmäler a lokalem Kulturierwen. Si gehéieren zum Kulturtourismus a si Botschafter vun eiser architektonescher Vergaangenheet an Eegenaart.

A last but not least musse mer de landwirtschaftleche Secteur, dat heescht d'Landwirtschaft, de Wäibau, den Uebst- a Geméisubau, weider ënnerstëtzen, fir datt e senger Aufgab als Produzent vu qualitativ héichwäertege Liewensmëttel gerecht gëtt. Konkreet bedeit dat ënner anerem, de landwirtschaftleche Betriber e passend Akommes ze sécheren, d'Bäihëllefen an éischter Linn un d'Familljebetriber ze verdeelen an d'landwirtschaftlech Produktioun, souwäit dat méiglech ass, méi staark ze diversifizéieren.

Ofschléissend wëll ech dann nach eemol drun erënneren, datt de ländleche Raum en Deel vun der Landesplanungspolitick ass. Fir datt dëse Raum liewenswäert bleift, mussen Dierfer Dierfer bleiwen a regional Zentre mussen am ländleche Raum als Serviceprovider gestäerkt ginn. Ëffentlech Déngschtleeschtungen, do, wou sënnvoll, sollen erweidert ginn, fir d'Dezentraliséierung ëmzesetzen.

Liewensqualitéit bedeit och, datt den ëffentlechen Transport méi zouverlässeg gëtt an d'Stroossennetz moderniséiert gëtt. A virun allem ass a bleift d'Gesondheets- an d'Noutfallversuergung weider en Theema, fir datt d'Leit aus de ländleche Raim sech an deem Beräich sécher a gutt versuergt fillen. D'Carole Hartmann wäert nach dorobber spéider agoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt mäi Kolleeg, de Carlo Weber, entschëllegen, deen eigentlech haut zu dëser Debatt och wollt schwätzen, well och hien aus dem ländleche Raum kënnt, mee wéi hie gëscht schonn ugekënnegt huet, huet hien haut leider en traurege Rendez-vous wouerzehuelen an ass net hei.

Här President, et gëtt vill Diskussiounen a Projeten hei an der Chamber, déi en direkten oder en indirekten Impakt op de ländleche Raum hunn. Trotzdeem ass et gutt, vun Zäit zu Zäit méi geziilt en Debat iwwert de ländleche Raum an deene verschiddene Secteuren ze féieren an allkéiers eng Zort Bilan ze zéien, wou ee gesäit, wat mer eis virgeholl haten a wou mer haut stinn. Dofir soen ech dem Léon Gloden, deen eis reegelméisseg dorunner erënnert, Merci fir seng Initiativ.

Effektiv ass et esou, dass d'Leit, déi ausserhalb vun de Ballungsgebidder wunnen, oft d'Gefill hunn, dass hir Besoine vun der Politick net richteg wouergeholl ginn. Dësen Debat gëtt eis d'Geleeënheet, engersäits ze iwwerpréiwen, wou tatsächlech méi Efforte musse gemaach ginn, awer och divers Erwaardungen a Fuerderungen an e Kontext ze setzen an ze objektivéieren.

Et ass nun emol esou, dass et méi deier respektiv manner rentabel ass, Servicer an engem schwaach besidelte Raum mat groussen Distanzen tëscht den Uertschaften unzebidden, wéi an engem dicht bewunnten urbane Raum. Et ass deemno normal, dass een, deen an enger méi entleeëner Géigend wunnt, net déi selwecht Offer u Geschäfter a Servicer huet wéi an der Stad.

De Staat an d'Gemenge mussen awer garantéieren, dass d'Grondversuergung am ganze Land garantéiert ass an dass d'Basisservicer iwwerall accessibel sinn, an dat zu engem räsonabele Präis. Dat ass jo grad de Grond, firwat d'LSAP sech ëmmer konsequent derfir asetzt, dass dës Servicer an ëffentlecher Hand bleiwen an net liberaliséiert ginn. Well do, wou et just ëm d'Rentabilitéit geet, ass et ganz sécher esou, dass d'Besoine vun de Leit an dënn besidelte Gebidder net berücksichtegt ginn.

Well och de Staat rationell mat senge Ressourcë muss ëmgoen, spillt d'Landesplanung, iwwert déi mer gëscht laang geschwat hunn, eng wichteg Roll. Doriwwer gëtt séchergestallt, dass iwwer Land e Reseau un Entwécklungszentren existéiert, déi Missiounen erfëllen, déi iwwer hir Gemengegrenzen erausginn. Och déi verschidde sektoriell Pläng spillen hei mat eran. Op Basis vun deene Pläng muss d'ëffentlech Hand konsequent investéieren, fir dass all eis Infrastrukturen a Servicer Schrëtt hale kënne mat der extreem schneller Entwécklung vun eiser Bevëlkerung an dass dobäi de ländleche Raum net benodeelegt gëtt par rapport zur Haaptstad oder den urbanen Zentren am Süde vum Land.

A wann et ee Beräich gëtt, wou dës extreem schnell Entwécklung vun der Populatioun an deene leschte Jore besonnesch ze spiere war, dann ass et dee vun der Gesondheet. An trotzdeem ass et gelongen, d'Pandemie hei am Land relativ gutt ze meeschteren. Dat weist, dass eise Gesondheetssystem net esou schlecht ka sinn, wéi en heiansdo beschriwwe gëtt. Mee natierlech heescht dat net, dass eise System perfekt ass. Dofir gëtt elo nogerüst, net nëmmen, mee och am ländleche Raum.

Här President, d'LSAP ass fir d'Schafe vu lokale medezinneschen Zenteren, wou niewent Generalisten och aner Gesondheetsberuffler kënnen täteg sinn, wéi zum Beispill Infirmieren, Kinéen oder Apdikter.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Hei ass et wichteg, dass och d'Gemengen hëllefen, esou Initiativen ze ënnerstëtzen, a virun allem och hëllefen, Raimlechkeeten an deene Gemengen ze fannen. Well zum Beispill a menger Gemeng ass effektiv eng Gemeinschaftspraxis, déi d'Gemeng wäert verloossen, well se méi grouss Raimlechkeete brauch an déi net an der Gemeng fonnt huet.

D'LSAP ass awer och fir Zenteren, an deene medezinnesch Aktivitéite ...

(Brouhaha)

... stattfanne kënnen, déi bis elo just a Spideeler stattfonnt hunn, Stéchwuert: Virage ambulatoire. E Beispill ass de Projet „Schlasskéier", deen et erméigleche wäert, datt och zu Wolz Patienten an Zukunft an den IRM goe kënnen. Dee soll, wann alles riichtgeet, nach dëst Joer a Betrib geholl ginn. Dat wäert d'Offer am Santésberäich am Norden enorm stäerken. Iwwerhaapt wäerte bis Enn des Joers viraussiichtlech 13 IRMen hei am Land a Betrib sinn. Um Ufank vun der Legislaturperiod waren et der nach siwen. Et kann een deemno bal vun enger Verduebelung schwätzen.

Mee wa mer eis heibannen eens sinn, datt een déi medezinnesch Offer ausbaue soll, da bedeit dat net, datt een dat zu egal wéi enge Konditioune soll maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Grad am Santésberäich ass et wichteg, sech Reegelen ze ginn, well d'Gesondheet ass keng Wuer ewéi eng aner, et ass dat Wichtegst, wat mer alleguer hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Als LSAP hu mer dofir a puncto Santé fundamental Prinzippien. Et sinn der an der Haaptsaach véier: éischtens, den universellen Zougang zu der Fleeg; zweetens, d'Garantéiere vun qualitativ héichwäertege Gesondheetsleeschtungen, egal wéi ee finanziell drun ass; drëttens, e Santéssystem, deem säi Finanzement op der Solidaritéit baséiert, a véiertens, eng Prise en charge, déi vun der Gebuert un a bis déi lescht Stonne vum Liewe geet.

(Interruption)

All déi Prinzippie gëllen och, wann et drëms geet, nei Zentere mat groussen Apparater opzemaachen, wéi dat zum Beispill um Potaschbierg de Fall war. Well wa bis privat Investisseure medezinnesch Zentere finanzéieren, da stelle sech aus der Siicht vum Patient eng ganz Rei Froen, déi musse gekläert ginn. Ech zielen der elo e puer hei op: Wéi ass de Suivi vun de Patiente gereegelt, wa se no der IRM-Diagnos an d'Spidol mussen oder wann et mol zu engem Noutfall kënnt? Wéi ass et mat de Garden nuets oder um Weekend an esou Zenteren? Wéi gëtt séchergestallt, datt do ausgebilt Gesondheetspersonal schafft, an zu wéi engen Aarbechtskonditiounen? A wéi gëtt séchergestallt, datt d'Akten de Patienten och rembourséiert ginn?

All dës Froen hu sech jo och fir den Zenter um Potaschbierg gestallt. Och wann et wichteg ass, datt all Regioun hir medezinnesch Offer kritt, ass et evident, datt esou elementar wichteg Froen am Virfeld musse gekläert ginn, ier esou eng Struktur opgeet.

Dofir si mer als LSAP frou doriwwer, datt eis Santésministesch an dëser Fro trotz dem Géigewand an de Kriticken, déi et gi sinn, standhaft bliwwen ass an eise Prinzippien trei bliwwen ass, wéi et drëms gaangen ass, eng Léisung fir deen Zenter ze fannen. Eng Léisung, déi dann och fonnt ginn ass, dëst, andeems den Zenter eng Konventioun mam CHL ofgeschloss huet. Doduerch ass an dësem Fall e Lien mat engem Spidol entstanen an op all déi Froen, déi ech virdru gestallt hunn, konnten Äntwerte fonnt ginn. Domadder ass aus enger Nout eng Tugend gemaach ginn, well dësen Zenter elo als Pilotprojet ka geholl gi fir änlech Projeten, déi an Zukunft komme wäerten.

An et wäerte weider esou Zentere kommen. Dofir wäerten zwee Gesetzesprojete suergen, déi aktuell an der Prozedur sinn. Dat ass engersäits de Gesetzesprojet mat der Nummer 8009 zum Virage ambulatoire, zu deem jo elo den Avis vum Staatsrot virläit. Dëse Projet gesäit vir, datt nei Sitten am Land wäerten opgoe kënnen, an deene véier verschidde Gesondheetsservicer wäerte kënnen ugebuede ginn. Dat sinn: d'Imagerie médicale, also ënner anerem d'IRMen, d'Dialys, den Hôpital de jour an d'Onkologie.

Dës Sitte wäerten och kënne vun Doktere bedriwwe ginn. Den Zenter um Potaschbierg a senger haiteger Form weist jo, datt et geet, wann ee sech bis eens ass. Dofir suerge wäert e weidere Projet, de Projet de loi, deen d'Nummer 8013 huet an deen et Dokteren an anere Gesondheetsberuffler erlabe wäert, sech als Gesellschaft zesummenzeschléissen. Dat wäert et ville Gesondheetsberuffler méi einfach maachen, sech grad a gemeinsame Praxissen zesummenzedinn. An dovunner wäert de ländleche Raum natierlech och profitéieren.

Wichteg ass awer och, iwwer e gewëssene Kader ze verfügen. Dës Zentere musse geplangt sinn en fonction vun de lokale Besoinen. Géif een dëst eleng dem private Marché iwwerloossen, da géifen esou Zentere virun allem do opgoen, wou vill Leit wunnen, an net onbedéngt do, wou se gebraucht ginn, an dat wär net am Sënn vun der Entwécklung vum ländleche Raum. Däers muss ee sech bewosst sinn.

Iwwer gewësse Reegelen ze verfügen, ass och nach aus engem weidere Point de vue wichteg. Mir wësse jo alleguer, wéi grouss de Personalmangel haut am Gesondheetsberäich ass. Dat hu mer leider gesinn um Beispill vun der Maternité zu Ettelbréck. Géif een et elo de privaten Zenteren erlaben opzemaachen, ouni datt se weider Oplage betreffend d'Garden hätten, da géife mer riskéieren, datt vill medezinnescht Personal op eemol dohinner géif schaffe goen. Personal, dat mer awer dréngend an eise Spideeler an an eisen Urgencë brauchen, well et steet jo ausser Fro, datt eis essenziell Servicer an de Spideeler mussen oprechterhale ginn. Dofir ass et wichteg, méiglechst eenheetlech Konditiounen ze schafen, fir ze verhënneren, datt esou Strukture géint Spideeler ausgespillt ginn. Dat wier weeder am Sënn vun den Dokteren nach am Sënn vum Patient.

Mee wann dat bis richteg encadréiert ass – a wéi gesot, déi zwee entspriechend Projet-de-loie sinn aktuell um Instanzewee –, dann ass et mir net baang, datt et gelénge wäert, d'Offer u medezinnesche Strukturen am ländleche Raum ze erweideren, dëst no sënnvolle geografesche Krittären an ouni eng Kommerzialisatioun vum Gesondheetsberäich a Kaf ze huelen. Well d'Gesondheet ass keng Wuer wéi eng aner.

Här President, wann ech vu Santé am ländleche Raum schwätzen, da sinn ech och frou, op déi positiv Elementer agoen ze kënnen, déi viru 14 Deeg an der Santéskommissioun annoncéiert gi sinn. Et sinn nämlech eng Rei Entscheedunge geholl gi respektiv Weichen esou gestallt ginn, datt d'Gesondheetsversuergung sech a verschiddene Beräicher relativ séier wäert verbesseren.

Ab dem 1. Juni wäerten IRMen an de Spideeler och um Weekend agesat ginn. Dës zousätzlech Plagë wäerten et erlaben, de Stau ze léisen, dee sech ënner anerem doduerch erginn huet, datt duerch d'Pandemie 2020 an 2021 vill Rendez-vouse reportéiert hu misse ginn. Do dernieft soll och eng zentral Stell ageriicht ginn, wou d'Patienten uruffe kënnen, fir en IRM-Rendez-vous ze kréien. Doduerch wäerten d'Patienten direkt gewuer ginn, wou se am séiersten drukomme kënnen.

An da ginn och déi aktuell siwen Apparater fir d'Mammografien ze maachen duerch aacht neier ersat. Dat si méi modern Apparater, déi et och erlaben, méi séier ze schaffen. Do dernieft ass och eng Reorganisatioun vun de Plagë virgesinn, fir méi Patientinne kënnen a méi kuerzer Zäit betreien ze kënnen.

Dës konkreet Mesüre wäerten zu enger Verbesserung vun der gesondheetlecher Betreiung am ganze Land féieren, an deemno och fir de ländleche Raum.

Här President, ech kommen dann zu engem weideren Aspekt vun der ländlecher Entwécklung. Wann een an der Stad lieft, dann ass een et gewinnt, dass den nächste Bäcker, déi nächst Bank oder d'Post net wäit ewech ass. Villes ass souguer gutt ze Fouss ze erreechen. Um Land gesäit dat anescht aus: Oft ass et esou, dass am noen Ëmfeld kee Büro vun der Post oder vun enger Bank ze fannen ass an dass ee bis an déi nächst gréisser Uertschaft reese muss. Dat ass näischt Neies. Wann een am ländleche Raum wunnt, da gehéieren déi laang Weeër dozou. Ma an der Lescht awer sinn ëmmer méi Büroen, sief et vun enger Bank oder vun der Post, zougemaach ginn. Dat féiert derzou, dass d'Weeër, déi virdru scho laang waren, ëmmer manner zoumuttbar ginn, virun allem fir déi Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn. An dat dréit och derzou bäi, datt ee sech vernoléissegt spiert. Dat ass nëmme verständlech.

Reflexaarteg gëtt dann ëmmer op d'Gemengen an op d'Regierung gekuckt, déi sech fir d'Erhale vun de Filialen asetze sollen. Ma och wann de Staat implizéiert ass, ass d'POST en eegestännege Betrib. Si entscheet selwer, wéi se hire Reseau vu Filialen opbaut. D'Regierung kann also an operationelle Froe leider net direkt intervenéieren. Et ass awer dofir ëmsou méi wichteg, op Dialog ze setzen a sech bei de Verantwortleche fir d'Wënsch an d'Besoine vun de Bierger anzesetzen.

D'POST erkläert, dass se hir Presenz permanent un d'Besoine vun de Clienten upasst. Ma fir déi Leit, déi hir Kommissioune schonn ëmmer op der selwechter Plaz gemaach hunn, ass et natierlech frustréierend, wann d'Agence op eemol hir Dieren zoumécht. Dofir musse mat all Filial, déi verschwënnt, alternativ Léisungen ugebuede ginn.

Dofir ass et fir d'LSAP wichteg, datt d'Zougänglechkeet vun de Postservicer mat de Gemengen ofgeschwat ass. Virun allem awer dierfen déi Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn oder déi net mat den digitale Servicer eens ginn, net duerch d'Schléissung vun enger Filial am Stach gelooss ginn.

An deem Sënn wëll ech och d'Aarbecht vun de Bréifdréier ervirhiewen, déi net just Bréiwer ausdeelen, mee och e wichtege Bestanddeel vun de Servicer vun der POST ubidden. Iwwert d'Bréifdréier ass et zum Beispill och méiglech, Suen opzehiewen oder anzebezuelen, Timberen ze kafen oder Post verschécken ze loossen.

Eng weider Alternativ sinn d'PackUp-Statiounen, déi 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg a Betrib sinn. Hei ass d'Zuel an de leschte Jore landeswäit op 130 Statioune geklommen. Op där enger Säit muss ee vläicht Versteesdemech weisen, wa wéineg besicht Filialen hir

Dieren zoumaachen, op där anerer Säit missten awer och an den Dierfer méi Automaten zur Verfügung stoen, déi et de Bierger erlaben, weiderhin op essentiell Postservicer zréckzegräifen. An natierlech muss et och Optioune gi fir déi Leit, déi net mat esou Automaten eens ginn. Do heescht et, kreativ ze sinn, fir datt keen op der Streck bleift.

Här President, e weidere Sujet, deen ech kuerz uschwätze wollt, ass d'Mobilitéit. Mir wëssen alleguer, datt d'Mobilitéit e Sujet ass, deen d'Bierger aus dem ländleche Raum, besonnesch déi aus dem Norden an aus dem Osten, immens beschäftegt. Hei gëtt och dacks behaapt, datt de Staat net genuch fir de ländleche Raum mécht. Och hei ass sécher nach laang net alles perfekt, mee et muss een awer unerkennen, datt d'Regierung an de leschte Joren immens investéiert huet.

Konkreet, wat d'Investissementer an d'Schinnennetz ugeet, ass Lëtzebuerg Champion, wann een de Pro-Kapp-Verglach mat aneren europäesche Länner mécht. Bis 2026 soll de Staat 2,6 Milliarden Euro an d'Schinnennetz investéieren. Zousätzlech dozou komme mam neie Contrat de service fir d'Period 2025–2039 fir de Schinneverkéier nach eng Kéier 7 Milliarden derbäi. Dat sinn enorm Investitiounen, déi et ënner anerem och méiglech maachen, véier Zich an der Stonn iwwer Waasserbëlleg Richtung Tréier fueren ze loossen amplaz vun zwee, wéi dat bis elo de Fall war.

An och an d'Stroossennetz gëtt investéiert. Sou ass ee vun deene wichtegste Projete betreffend d'Stroossennetz d'Securiséierung vun der N7 mam Contournement vun Housen, awer och mat der Transversale vu Clierf, wat normalerweis bis Enn des Joers misst fäerdeg sinn. All dat wäert fir eng besser Liewensqualitéit an eng Verbesserung vun der Attraktivitéit vun der ganzer Nordregioun suergen.

Här President, ech kommen dann zu engem weideren Aspect: Wie vum ländleche Raum schwätzt, denkt oft un déi schéi Landschaften an un den Tourismus. Den Tourismus ass generell e wichtege Secteur vun eiser Ekonomie, mee en huet grad am ländleche Raum e besonnesche Stellewäert. Mir haten an der leschter Sëtzungswoch eng ausféierlech Debatt iwwert d'touristesch Infrastrukturen an iwwert d'Méiglechkeeten, wéi dës mat Hëllef vum Staat kënnen opgewäert ginn. Ech wëll deemno hei net méi allze laang drop agoen. Fakt ass, dass den Tourismus wärend der Pandemie staark gelidden huet an zum Gléck erëm am Opschwong ass.

D'Qualitéit vun der Offer an d'Investitiounen a Projeten, déi d'Attraktivitéit vun enger Regioun stäerken, sinn natierlech ganz wichteg. Als LSAP begréisse mir, dass de Staat dat esou kloer finanziell ënnerstëtzt. Ganz positiv fir de ländleche Raum ass et, dass an Zukunft och Projete vun Naturparken am Kader vum Plan quinquennal kofinanzéiert kënne ginn.

Nieft esou Projeten ass de ländleche Raum awer virun allem gepräägt vu senge charakteristesche Kulturlandschaften, sief dat Wisen a Felder oder, wéi am Osten, d'Wéngerten. D'Ënnerstëtzung vun der Landwirtschaft an d'Entwécklung vum ländleche Raum sinn enk matenee verbonnen. D'Agrargesetz enthält dofir ëmmer e Volet iwwert den Développement rural. Interessant fir d'Baueren a Wënzer sinn hei besonnesch déi Bäihëllefen, déi si bei der Direktvermaartung vun hire Produkter ënnerstëtzen. Mee och Mikroentreprisen, déi aner lokal Produkter hierstellen, kënnen heivunner profitéieren. An encouragéiert gëtt zum Beispill och d'Schafe vun engem iwwerdaachte Maart. E weidert Standbee fir d'Landwirtschaftsbetriber kënnen natierlech och Chambres d'hôte sinn oder Wäistuffen. Esou Projete sinn eng flott Ergänzung zur touristescher Offer an hëllefen de Produzenten, déi breet Pallett u gudde lokale Produkter méi bekannt ze maachen.

Doriwwer eraus kënnen natierlech och weiderhi Gemengen a Gemengesyndikater iwwert dee Wee Subside kréien, fir hir Dierfer weiderzeentwéckelen. Net ze vergiessen natierlech déi sëllege LEADER-Projeten, déi och iwwert dat nächst Agrargesetz wäerte kënne realiséiert ginn. Perseinlech kennen ech do d'Miselerland-Projete vum LEADER am beschten. Esou Projeten ënnerstëtzen net nëmmen d'Entwécklung an d'Attraktivitéit vum ländleche Raum, mee si fërderen och d'Zesummenaarbecht iwwert d'Grenz eraus. Sou bitt de LEADER-Programm de Kader fir eng gemeinsam Entwécklungsstrategie vum Miselerland an dem moselfränkeschen Deel a Rheinland-Pfalz.

De Staat investéiert deemno net nëmmen a grouss Infrastrukturprojeten, mee ënnerstëtzt iwwer ënnerschiddlech Programmer a Subside lokal Initiativen am Interessi vun der Regioun, sief et vun de Gemengen oder souguer vu Gruppéierunge vun engagéierte Bierger.

Dir gesitt, eng Debatt iwwert de ländleche Raum ass villschichteg a si muss och esou gefouert ginn. Et kann ee se net nëmmen op en IRM-Zenter begrenzen, mee et muss eng Politick sinn, déi global ass, déi vum Gesondheetszentrum iwwert d'Schinnennetz bis zu de Postfilialen a LEADER-Projeten déi verschidden Aspekter duerchliicht.

Wéi ech ufanks gesot hunn, ass et normal, dass een, deen an enger méi ländlecher Regioun wunnt, net déi selwecht Offer u Geschäfter a Servicer huet wéi een, deen an enger Stad wunnt. Mee d'Basisservicer mussen awer iwwerall zefriddestellend ugebuede ginn. An dofir sinn ech frou, an enger Partei ze sinn, déi Prinzippien huet an déi sech derfir asetzt, dass esou Servicer an ëffentlecher Hand bleiwen an datt se net nëmmen enger kommerzieller Logik ënnerstallt ginn.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Burton. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel ... Den Här Gloden huet nach eng Fro fir d'Madamm Burton.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Fait personnel. D'Madamm Burton huet mech perséinlech ugeschwat mat enger ..., wou e Cabinet da géif fortgoe vu Maacher. Éischtens huet d'Madamm Burton vergiess ze soen ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Här Kersch, kënnt Dir emol eng Kéier nolauschteren, amplaz ëmmer dertëschentzeschwätzen?! Dir sidd wierklech penibel! Dir sidd wierklech penibel, soubal een hei vun dëser Säit schwätzt!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert gefrot an huet et och kritt. An hien ass nach net ausschwätze gelooss ginn.

Une voix | Richteg!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Voilà! Merci, Här President. Wou jo en enkste Familljemember vun der Madamm Burton concernéiert ass, huet se dat éischtens net gesot, zweetens hunn ech déi Leit empfaangen op der Gemeng. Ech hunn hinnen zwou Alternativen ugebueden. Déi wollte se net. An drëttens hunn ech dann derfir gesuergt – mir hu jo haut vun deenen eelere Leit geschwat, datt ee sech ëm déi soll bekëmmeren –, datt en Ouerendokter, spezialiséiert op eeler Leit, an déi al Apdikt op Gréiwemaacher säi Cabinet maache kënnt an d'Foussgängerzon.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An dann ass elo d'Wuert fir déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, säit der Pandemie dréit sech den ëffentlechen Debat hei am Land nach méi staark ëm de sozialen Zesummenhalt: den Zesummenhalt ënnert de Bierger a Biergerinnen, den Zesummenhalt tëscht Jonken an Eeleren, tëscht Aarm a Räich an tëscht deenen diverse Beruffssecteuren. Zesummenhalt huet awer och eng raimlech, eng territorial Dimensioun.

Fir eis Gréng gëllt: Nëmmen eng Gesellschaft, déi zesummenhält, ass och kapabel, hir Zukunft nohalteg ze gestalten. Dofir: Och raimlech gesi wëlle mir eng Politick vum Matenee fërderen amplaz eng Politick vum Niefteneen oder souguer Géinteneen, an dat gëllt fir eist ganzt Land, egal ob urbanen oder eebe ländleche Raum.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ech wäert elo an den nächste Minutten eng Rei Beräicher beliichten, wou de sougenannte „ländleche Raum" säi Rôle spille kann, wou e Responsabilitéiten iwwerhuele kann, awer och, wou nach Entwécklungspotenzial ass. Hei dann e Merci un de Léon Gloden fir dat widderhuelt Ufroe vun enger Interpellatioun zum ländleche Raum.

(Hilarité et interruptions)

Wéi gesi mir Gréng also d'Entwécklung vum ländleche Raum? Mir wëllen en Entwécklungszenario usteieren, deen eis Landschaften engersäits esou wäit wéi méiglech intakt hält an anerersäits Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummeféiert. Et geet drëms, en attraktive Raum ze erhalen, deen nieft senger Eenzegaartegkeet och gläichzäiteg bereet ass, seng spezifesch Entwécklungspotenzialer richteg ze notzen.

Ugefaange beim Ëmweltaspekt: De ländleche Raum leescht eisem Land onersetzbar Ëmweltservicer. D'Bëscher sinn d'Longe vum Land an extreem wichteg am Kampf géint de Klimawandel.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Och d'landwirtschaftlech Fläche spillen eng grouss Roll, well d'Biedem an d'Beem hu grousse Potenzial, fir de Kuelestoff aus der Atmosphär ze bannen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | D'Naturlandschaften an eise méi rurale Géigende sinn zudeem en Zentrum vun der Aartevillfalt, well – fir déi, déi sech däers net bewosst sollte sinn – mir hunn nieft enger Klimakris virun allem duerch dat acceleréiert Aartestierwen och eng Biodiversitéitskris! Wann ech also vun eisen Naturlandschafte schwätzen, denken ech un eisen natierleche Patrimoine, un eis wonnerschéin an onersetzbar Naturschutzgebidder, wéi den Haff Réimech zu Riemeschen, de Pällembierg an der Gemeng Wormer, de Manternacher Fiels, an där Beispiller gëtt et eng sëlleg uechtert d'Land.

Et ass wichteg, datt d'ländlech Gemenge fir de Schutz vun eisen natierleche Räichtemer ënnerstëtzt ginn. Si dierfen op kee Fall de Verléierer vun der Landesplanung sinn. Mam Naturpakt hu mir eis e gudden Outil ginn, fir d'Gemengen, déi den Naturschutz op lokalem Niveau virundreiwen, ze valoriséieren a finanziell ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

A wéi meng gréng Fraktiounskolleegin Semiray Ahmedova scho gëschter beim Debat zum PDAT betount huet, gëllt et och, de Gemengefinanzementsschlëssel un déi nei Prioritéite vun der Landesplanung unzepassen an alle Gemengen am ländleche Raum genuch Finanzmëttel zur Verfügung ze stellen, fir hire Missioune gerecht ze ginn.

Eng vun den Achse vum neie Landesplanungsprogramm PDAT 2023 ass d'Stäerkung vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht. An dës Stäerkung ass natierlech och e wichtegen Enjeu fir eis ländlech Gemengen, déi dacks am direkten Echange mat hiren Noperen déi aner Säit vun der Grenz stinn a vun enger méi staarker Ënnerstëtzung vun dëser grenziwwergräifender Zesummenaarbecht kënne profitéieren. Ee Beispill ass d'Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", wou de Landesplanungsminister elo rezent 6,8 Milliounen Euro iwwert den Interreg-Programm zur Verfügung gestallt huet fir d'Ëmsetzung vu regionale grenziwwerschreidende Projeten tëscht Rheinland-Pfalz, dem Saarland a Lëtzebuerg. Hei géif ech gär beim zoustännege Minister nofroen, wat déi nächst konkreet Projete sinn, déi an dësem Beräich virgesi sinn.

Onbedéngt nennenswäert: eis dräi Naturparken Ëewersauer, Our a Mëllerdall. Dës couvréieren een Drëttel vun eisem Territoire. Allen dräi si se räich un Natur- a Kulturpatrimoine, an awer huet all Naturpark seng eege Charakteristiken. Si spillen eng wichteg Roll bei der Vermaartung vum Land a puncto Image, Tourismus a lokal Produiten. D'Zesummebrénge vum natierlechen, vum ländlechen, vum kulturelle Patrimoine mat der wirtschaftlecher Entwécklung vun der Regioun ass eng Aarbecht, déi an den Naturparke schonn zanter Joren developpéiert gëtt. Doduerjer sinn d'Naturparken natierlech eng immens Plus-value fir hir Gemengen, an dës Dynamik musse mir och an den nächste Jore weiderdreiwen.

Da géif ech weider op d'Kulturpolitick agoen. Hei muss de regionalen Aspekt eng Roll spillen, fir datt all Bierger a Biergerinnen onofhängeg vun hirem Wunnuert méiglechst gutt Bedeelegungschancen um kulturelle Liewen hunn. Am Kulturministère gouf d'Zuel vun de Konventiounen an den entspriechende Budgeten an dëser Legislaturperiod méi wéi verduebelt. An et sinn oft Veräiner oder regional Strukturen, déi vun deene Konventioune profitéieren an déi et Mënschen an de méi ländleche Géigende vum Land méi einfach maachen, fir um kulturelle Liewen deelzehuelen.

En zweeten Aspekt vun der Kulturpolitick ass de kulturelle Patrimoine. Wärend dat neit Patrimoinesgesetz um nationalen Niveau ëmgesat gëtt, ass et méi wichteg wéi jee, datt d'Gemengen hir Responsabilitéit fir den Denkmalschutz serió huelen, an dat aus zwee Grënn: éischtens, well deen am Gesetz agebaute „Sécherheetsfilet" bis zur Fäerdegstellung vun den neien Inventairen nëmme gräift, wa Gebaier kommunal geschützt sinn, an zweetens, well den Erhalt vum Patrimoine en Deel vun eiser Liewensqualitéit ass a vun der Attraktivitéit vum ëffentleche Raum, an dat souwuel fir d'Leit, déi hei wunnen, wéi och fir d'Touristen an Touristinnen, déi eist Land besichen.

An domat wier ech beim Tourismus. Wärend der Pandemie gouf et eng reegelrecht Renaissance vum Wander- a Vëlostourismus. Vill Matbierger a Matbiergerinnen hunn d'Schéinheet an d'Attraktivitéit vun eise ländleche Géigenden nei oder iwwerhaapt emol entdeckt. A fir dës positiv Dynamik oprechtzeerhalen, musse mer weider investéieren.

Datt dat sech lount, dofir hu mer an de leschte Méint a Joren direkt e puer markant Beispiller virzeweisen: eist Éislek, dat mëttlerweil offiziell als Qualitéitswanderregioun an Europa ausgewisen ass; de Mëllerdall, deen d'lescht Joer offiziell op d'Lëscht vun den UNESCO-Geoparke gesat gouf, wat e ganz groussen Erfolleg ass; an dann de „Vëlosummer", eng flott Initiativ, déi am Laf vun dëser Legislaturperiod entstanen ass. Säi Succès schwätzt fir sech an d'Demande no weidere Circuits cyclo-touristiques klëmmt permanent weider.

Am Tourismus huet sech déi lescht Joren also vill gedoen. Mam aktuelle Fënnefjoresplang fir den Tourismus ass bis 2027 e Kader gesat. An der Stabilitéit, déi dat erméiglecht, géife mir mat Bléck op déi nächst Legislaturperiod gär eng nach méi déifgräifend Reflexioun doriwwer ustoussen, wéi Nohaltegkeetsaspekter an déi qualitativ Entwécklung vun der touristescher Offer nach besser matenee kënne kombinéiert ginn.

An dësem Kontext kommen ech natierlech net derlaanscht, fir dem Önotourismus seng verdéngte Bün ze ginn. A ville Wäiregiounen ass dës Zort vun Tourismus zu engem feste Bestanddeel vun der Wäikultur ginn. An och op eiser Musel ass nach ganz vill Potenzial. Eis Miseler Kulturlandschafte sinn e grousst Aushängeschëld vum Lëtzebuerger Land. Mat Freed ziele mer jidderengem vun eiser schéiner Musel, vun eise flotte Wäifester, vun eise schéine Wéngerten a virun allem vun deene ville léiwe Wäistuffen, déi mer hunn. Mir hunn also alleguerten Interêt dorun, dës Kulturlandschaften ze erhalen an esou attraktiv wéi méiglech ze presentéieren.

An am attraktiivste sinn eis Wéngerten ouni Glyphosat. Kee wëll mat senge Kanner, mat der Famill oder mam Mupp duerch d'Wéngerte spadséieren, wann d'Bäikraut op eemol brong-giel tëscht de Reien a sech zesummegeet. En plus, grad am Wäibau gëtt et effizient mechanesch Alternativen a souguer och Pilotprojeten, fir mat enger spezieller Ënnerstockbegrünung eng Altenativ zu der cheemescher wéi och der mechanescher Bäikrautreguléierung ze bidden. Nieft enger gewëssener Ënnerstëtzung muss de Wëllen do sinn, de Wëllen, mat derzou bäizedroen, eis Ressourcen ze schützen an och e Virbild fir aner Wäibauregiounen ze sinn.

Dat virun allem och, wann ee weess, datt Wäintouriste respektiv Önotouristen eng besonnesch Verbonnenheet mat der Natur verspiere souwéi dem Wanderen an dem Vëlofuere ganz no stinn. A mir wëlle jo gär méi Touristen an natierlech och nei Clienten unzéien an net verdreiwen. An deem Kader wollt ech den Här Landwirtschaftsminister och froen, ob hie vläicht en vue huet, eis Wënzerinnen a Wënzer ze motivéieren an ze begleeden, fir weider ouni Glyphosat ze schaffen.

Ech hunn ufangs vu menger Ried vun Zesummenhalt geschwat, deen och grenziwwergräifend geschéie soll. Dofir géif ech a puncto Önotourimus nach gären Terroir Moselle erwänen, déi d'lescht Woch zéng Joer gefeiert hunn. Hei komme Lëtzebuerger, däitsch a franséisch Acteuren aus dem Wäibau an dem Tourismus zesummen, déi zesummen den europäesche Museldall vermaarten a weider no vir brénge wëllen. Via mosel' ass ee Beispill, wéi esou ee grenziwwerschreidenden önotouristesche Projet kann ausgesinn. Weider huet Terroir Moselle sech an d'Agenda gesat, fir ee gemeinsame Wäin erauszebréngen, ganz am Sënn vum Sech-zesumme-fir-eng-Saach-Engagéieren.

Här President, domat ginn ech eriwwer bei de Gesondheetssecteur. D'medezinnesch Versuergung kann net ofhängeg dovunner sinn, ob de Patient oder d'Patientin an der Stad, op den Éisleker Koppen oder op der Musel wunnt. Besonnesch musse mer och dorobber oppassen, datt eisen drëtten Alter, mee virun allem och eis Kanner e qualitativ héichwäertegen Accès zu de Gesondheetsservicer hunn. Besonnesch bei de Soins primaires besteet awer Handlungsbedarf, well eis Dokteren a Gesondheetsberuffler a -berufflerinnen ongläichméisseg iwwert d'Land verdeelt sinn an d'Tendenz hunn, sech an urbane Ballungsgebidder ze konzentréieren. Allerdéngs kënne Gemengen hei och selwer eng aktiv Roll iwwerhuelen, fir Generalisten, Pediateren an esou weider an der Gemeng unzesidelen, zum Beispill andeems se Raimlechkeete fir eng Gemeinschaftspraxis zu engem interessante Loyer ubidden.

An da géif ech ganz gär mat der Mobilitéit ofschléissen, engem groussen a wichtege Sujet an eisem Ländchen a virun allem och an eisem ländleche Raum. Mir, déi gréng, huele kengem den Auto fort. Mir, déi gréng, suergen derfir, datt attraktiv Méiglechkeete geschafe ginn, fir d'Fräiheet ze hunn, den Auto och eng Kéier kënne stoen ze loossen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ech wëll just kuerz erklären, wéi ee sech eng modern Mobilitéit haut an eisen Zäite virstelle kann, an zwar schwätzen ech vun engem multimodale Mobilitéitsverhalen. Dat bedeit net, datt ee keen Auto méi fueren dierf, mee dat bedeit, datt een eng méi grouss Flexibilitéit a sengem Mobilitéitsalldag kritt. Mir investéiere Rekordzommen an den Ausbau vum Zuchreseau. Mir hunn e Busnetz, dat esou dense ass wéi soss néierens an Europa. Natierlech kann eng esou déifgräifend Reform wéi déi vum RGTR-Busreseau, déi graduell iwwert déi lescht dräi, véier Joer ëmgesat gouf, net ab dem éischten Dag all Mënsch an all Uertschaft vum Land direkt zefriddestellen. De Minister huet awer hei vun Ufank un extreem vill den Echange mat de Leit an de Responsabelen aus de Gemenge gesicht an hien huet och schonn dacks gesot, datt dës Reform weiderhi lafend a jee no Besoin ugepasst kann a wäert ginn.

Et ass awer haut schonn esou, datt net nëmmen nei Linne bäikomm sinn – grad och Querverbindungen an de ländleche Géigenden –, mee och méi Busser an de Stousszäiten, moies méi fréi an owes méi spéit, a besser Kadenze weekends fueren. A parallel zum RTGR-Reseau hu vill Gemengen déi flott Offer vun engem Ruffbussystem, fir eeben nach verschidden aner Besoinen ofzedecken, an dacks an Zesummenaarbecht mat hiren Nopeschgemengen.

Da ginn d'Vëlospiste weider ausgebaut – allerdéngs muss een hei erwänen, datt déi kommunal Vëlospiste Gemengekompetenz sinn. Et wär awer interessant ze gesinn an ze wëssen, wéi et aktuell mat de Konnexiounen zu den nationale Vëlospisten ausgesäit. A wéi mir all spéitstens zanter der Luxmobil-Etüd wëssen, fueren ëmmer nach ganz vill Leit hir Trajete vun ënner fënnef Kilometer mam Auto – hei ass fir de Vëlo nach ganz vill Potenzial ze huelen. En plus gëtt et attraktiv Subside vum Staat beim Kaf vun engem Vëlo oder vun engem E-Bike.

Här President, ech kommen zu menge Konklusiounen. Dat Éischt: Et ass wichteg, e gudden Equiliber tëscht der Entwécklung vun der wirtschaftlecher Aktivitéit an dem Wunnraum, awer och dem Schutz vum natierlechen a kulturelle Patrimoine ze fannen, en Equiliber, deen un de ländleche Raum ugepasst ass.

Eng weider Konklusioun ass: Kommt, mir sinn e bësse virsichteg, wa mer vum „ländleche Raum" hei zu Lëtzebuerg schwätzen! Jo, eis Dierfer, Stied hunn deelweis just knapps e puer Honnert oder och Dausend Awunner an Awunnerinnen an natierlech gëtt et Regiounen, déi besser ugebonne si wéi anerer oder manner dicht besidelt. Trotzdeem erlaben ech mer ze behaapten, datt de Gros vun eis hei zu Lëtzebuerg

d'Chance huet, eng eenegermoosse gutt Liewensqualitéit ze genéissen, an dat eeben onofhängeg vun der Regioun, an där ee wunnt.

Natierlech ass et eis Responsabilitéit als Deputéiert vun engem nationale Parlament, fir regional Problemer a Verbesserungsméiglechkeeten ze benennen, mee mir däerfen net vergiessen, eist Ländchen trotzdeem ëmmer als e Ganzt ze kucken a virun allem op den Zesummenhalt ze setzen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ob Stad oder Gemengen, jidderee muss seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, well mer nëmmen esou déi beschtméiglech Offer fir eis Bierger a Biergerinnen an eng nohalteg a solidaresch Entwécklung vun eise ländleche Regioune garantéiert kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. Madamm Gary, erlaabt Dir, datt d'Madamm Modert Iech eng Fro stellt?

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Modert, wannechgelift.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci, Madamm Gary. Ech wollt just eng Fro stellen: Wéi kommt Der drop, datt op der Musel an de Wéngerte vill Glyphosat géif agesat ginn? Wou och gewosst ass, datt extreem, extreem vill Wënzer éischtens kee Glyphosat méi benotzen, zweetens, och keen Herbizid gréisstendeels méi benotzen, mee mat mechanescher Onkrautbekämpfung virginn. A wär et dann net besser, dat eigentlech och ervirzesträichen, amplaz e schlecht Liicht op d'Musel an op d'Wënzer falen ze loossen?

Dann hätt ech nach eng zweet Fro: D'Vëlospisten auszebauen, mengen ech, ass eng ganz gutt Iddi. Ass et net awer esou, datt an de Schutzzonen, déi do si respektiv där der jo nach méi solle kommen, grad eeben och an der Géigend vun der Musel oder vum Hannerland, et duerch déi Schutzzonen net méi méiglech ass, déi Vëlospisten op eng Fassong auszebauen, datt se sech gutt fueren?

Merci.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Also ech sinn, wat de Wäibau ugeet, ganz op Ärer Positioun. Ech sinn awer leider déi lescht Deeg a Woche ganz vill duerch Wéngerte getréppelt, an et gesäit een et, et gesäit een et ganz vill an de Reien an et ass dowéinst, firwat ech et erwäänt hunn. Ech hätt et och léiwer ignoréiert a gesot: „Kee benotzt et", mee et ass einfach visibel an dowéinst hunn ech et elo hei och erwäänt. An dowéinst hunn ech den Här Minister och gefrot, ob e wëlles huet, vläicht mat op de Wee ze goen an de Wënzerinnen an de Wënzer weider Hëllefestellungen ..., oder ze sensibiliséieren, datt mer eeben op déi mechanesch Onkrautbekämpfung ginn an net weider Herbizide sprëtzen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Et wär scho gutt, wann et och besser géif e Subsid gi fir déi Maschinnen, datt se iwwerhaapt emol op d'Lëscht géife kommen, ...

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Dat ass eng aner Diskussioun.

Mme Octavie Modert (CSV) | ... well se ware virdru leider net op d'Lëscht komm, woubäi mer ëmmer gesot hunn, se missten drop kommen.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Do musst Der mam Här Minister schwätzen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Ech hunn d'Fro net verstanen, ...

(Brouhaha et interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir kommt herno un d'Rei!

(Hilarité)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | ... op eng Fro äntwerten, wann ech d'Fro verstanen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | De Minister sammelt all seng Froen ëmmer bis no der Diskussioun.

(Brouhaha et interruptions)

Ech mengen awer, datt den Här Minister net déi ganzen Zäit nogelauschtert hat.

(Hilarité et interruptions diverses)

Madamm Modert, kënnt Der dann nach eng Kéier fir den Här Minister Är Fro widderhuelen?

Mme Octavie Modert (CSV) | Dat kann ech gär maachen, ech weess just net, ob e sech u mech oder un d'Madamm Gary gewannt huet. Mee déi gemeinsam Saach war, datt eigentlech bis elo mechanesch Onkrautbekämpfungsmaschinnen net subventionéiert gi sinn, well se net op der Maschinnelëscht stoungen, an ech dat bei dem leschten Agrargesetz a souguer bei der leschter Ännerung vum leschten Agrargesetz ëmmer erëm gesot hunn, datt dat wichteg wär ze maachen. An ech kommen elo net drop zréck, wéi wichteg et ass oder wéi léiwer ech hätt, datt et vläicht keng Maschinnelëscht géif ginn, well de Plaffong ass jo awer do vun der ... Also ech kann och nach e bësse méi wäit aushuelen, wann Der wëllt, mee ech mengen, elo hutt Der verstanen.

M. Fernand Etgen, Président | De Minister äntwert herno dorobber. Dann huet nach d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech hunn eng Fro och zu de Wéngerten, obschonns ech net vum Wäibau kommen, mee ech hat elo grad eng interessant ...

Une voix | De Mikro!

Mme Martine Hansen (CSV) | En ass un. Ech hat elo grad eng interessant Diskussioun an do wollt ech einfach vun Iech wëssen: Wësst Der, wéi de Koffergehalt am Buedem ass an de Wéngerten? Sidd Der Iech och däers bewosst?

(Interruption)

Majo, well dat geet och esou änlech. Wann ech iwwert de Glyphosat schwätzen, mengen ech, da kann ech och iwwert de Koffer schwätzen. De Koffer gëtt als Planzeschutzmëttel virun allem am Biolandbau agesat. Dat ass e Schwéiermetall, dat am Buedem bleift, wat awer, mengen ech, dann och an dësem Fall misst diskutéiert ginn. Sidd Der Iech do ..., also, wësst Der do eppes, hutt Der do Informatiounen? Wann net, den Här Minister huet der vläicht.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Et muss ee beim Koffer – ech maache just eng kleng Klammer, well ech absolutt net dovunner elo hei geschwat hunn –, mee beim Koffer muss een och awer am A behalen, wéi vill dovunner gesprëtzt gëtt, well déi Quantitéit ass extreem, extreem geréng.

(Interruption)

Gelift?

Une voix | Si hat gefrot, wat am Buedem ass.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | A, ech hu keng Buedemprouwen, wou ech Iech elo ka soen ...

(Interruptions diverses et interruption par M. Claude Haagen)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ass et e Quiz oder si mer bei der Debatt vum Ordre du jour?

(Interruptions diverses)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Fir ze froen, wéi vill de Koffergehalt am Budem ass, ma ...

(Brouhaha et interruptions)

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ma wat wëllt Der da wëssen?

Mme Martine Hansen (CSV) | Just: Mir hunn och Problemer mam Koffergehalt am Buedem!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, déi dote Buedemanalys kréie mer haut net méi gemaach.

(Hilarité générale)

Ech soen der Madamm Gary Merci an ech mengen, da gi mer elo vun der Musel an d'Éislek: Den Här Jeff Engelen huet d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Gloden en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun. D'Debatt iwwert d'Entwécklung am ländleche Raum kënnt an dësem héijen Haus periodesch zur Sprooch, wat wichteg an och noutwendeg ass. D'Defie virun allem am Hibléck op d'Infrastruktur si weiderhi grouss an et huet een heiansdo d'Impressioun, datt zwar vill doriwwer geschwat gëtt, awer de politesche Wëlle feelt, fir d'Problemer wierklech unzepaken. Net fir näischt hunn d'Leit, déi am ländleche Raum wunnen – an ech denken hei virun allem un d'Leit aus de Bezierker Norden an Osten –, d'Gefill, wéi e Stéifkand behandelt ze ginn. Dat gëtt dann och nach begënschtegt duerch joerzéngtelaang Diskussiounen iwwer eenzel Projeten, déi an der Maach solle sinn. Ech denken do zum Beispill un de Contournement Housen, wou 30 Joer driwwer geschwat gouf, deen elo gottseidank an déi Phas kënnt, wou en da gebaut gëtt.

En éischte méi wéi ongléckleche Constat besteet doran, datt d'Leit aus dem Norden elo scho méintelaang vum ëffentlechen Zuchtrafick isoléiert sinn. Frustréiert an hëlleflos fille sech grad déi Bierger, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn. Eis si ganz konkreet Fäll zougedroe ginn, wou zum Beispill Schüler, déi vum héijen Norden an den Zentrum musse fueren, fir an de Lycée ze kommen, bis zu véier, fënnef Stonnen den Dag am ëffentlechen Transport verbréngen. Dëst huet natierlech och en Afloss op déi schoulesch Qualitéit. D'Zäit fir Hausaufgabe feelt an un e soziaalt Liewen, zum Beispill d'Veräinsliewen, ass guer net ze denken.

An ech erlabe mer unzemierken, datt dës Problemer net eleng op Ëmstänn zréckzeféiere sinn, op déi ee keen Afloss huet: Nieft dem Astuerz vum Tunnel Schieburg war scho méi laang gewosst, datt och d'Fielsformatioun bei Bierden eng tickend Zäitbomm ass an all Moment verrutsche kéint. Hei ass d'Situatioun awer schleefe gelooss ginn an et gouf verpasst, sech matzäit ëm dëse Problem ze këmmeren. D'Resultat ass, datt der elo nach kommen, a méi grousse Chaos am ëffentlechen Transport am Norde vu Lëtzebuerg.

Mir wëllen eis awer net eleng op d'Kriticke beschränken, mee ech wëll och hei umierken, datt mir als ADR vun Ufank u gefuerdert hunn, datt de Schinnenersatzverkéier besser misst ofgestëmmt ginn. Vun Ufank un hunn d'Leit d'Politick iwwer hir Problemer informéiert. Et goufen zum Deel Minibusser agesat,

mam Resultat, datt Leit stoe gelooss goufen, well net genuch Persounen an de Bus erakoumen oder eragepasst hunn. D'Ofstëmmung tëscht Bus- an Zuchverkéier war zum Deel katastrophal. Mir haten eis an eiser parlamentarescher Aarbecht vun Ufank un derfir agesat, de Schinnenersatzverkéier massiv auszebauen, fir de Leit wierklech attraktiv Léisungen unzebidden.

Dëst schreift sech iwwerdeems an e Kontext an, wou d'Regierung den Individualtransport ëmmer manner attraktiv wëll maachen. Dofir stellt sech elo d'Fro am Hibléck op de Kollaps am ëffentlechen Transport am Norden: Wéi sollen dann d'Leit iwwerhaapt nach op hir Aarbecht oder an d'Schoul kommen? Fir all normal denkende Mënsch, dee sech eleng ausrechent, wéi vill Dausenden an Dausende Gefierer sech all Dag op der Nordstrooss beweegen, misst dobäi kloer sinn, datt laangfristeg just de véierspueregen Ausbau eng wierklech Alternativ ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir fuerderen eng Schnellstrooss mat enger duerchgeeënder Vitess vun 90 km/h oder 110 km/h – an et soll eis kee virhalen, mir hätten eng Autobunn gefuerdert! Am noe Grenzgebitt, zum Beispill op der belscher A4, hu mer iwwregens schonn esou Stroossen, déi och net méi breet sinn, wéi se aktuell scho bal ass.

E weideren Defi am ländleche Raum ass d'Gesondheetsversuergung. Vum héijen Norde bis op Ettelbréck brauch ee – wann alles gutt rullt – 45 Minutten. Derbäi kënnt, datt Ettelbréck sécherlech net d'Wonnerléisung fir alles ass: eng Maternité, déi um absolutte Limitt schafft, eng Urgence pédiatrique, déi just zu gewëssenen Auerzäite funktionéiert, a stonnelaang Waardezäiten an den Urgencen och fir Leit, déi schwéier krank sinn oder blesséiert sinn. Do derbäi feelt et a leschter Zäit och nach u Better. Mir wësse vu ganz konkreete Fäll, wou Leit mat Kanner zu gewëssenen Auerzäiten net konnte gehollef kréien am Ettelbrécker Spidol; dee Moment bleift nach just den Trajet an d'Stad. Do kann et och emol ëm Liewen an Doud goen!

Wéi ass et an deem Kontext ze verstoen, datt d'Regierung ëmmer méi op Ofbau an Zentraliséierung setzt? Dat huet ugefaangen, wéi am Wëlzer Spidol ëmmer méi Servicer ofgebaut goufen an op Ettelbréck verlagert goufen. D'Wëlzer Spidol war iwwerdeems iwwert d'Grenzen eraus bekannt fir seng Maternité, déi no de modernste Standarde funktionéiert huet. Dës Abteilung gouf opwenneg a Stand gesat, fir e puer Joer drop nees zougemaach ze ginn. Als ADR hate mer eis ëmmer derfir agesat, datt d'Gesondheetsversuergung am ländleche Raum sech grad duerch kuerz Weeër auszeechne soll. Et war sécher och mat duerch eisen Asaz, datt de mobille Palliativservice am Ettelbrécker Spidol virun e puer Joer net ofgeschaaft gouf, wéi mir dës Noricht als Éischt opgegraff hunn an den Norde vum Land wakereg geréselt hunn iwwert dësen Ëmstand, wat vill kontrovers Reaktiounen no sech gezunn huet.

Besonnesch problematesch ass an deem Kontext och, datt mer eis just virun Ae mussen halen, datt och am ländleche Raum d'Bevëlkerung permanent wiisst. Ëmmer méi Leit sinn op medezinnesch Strukturen ugewisen. A wa mer elo nach ufänken, Servicer ofzebauen an ze zentraliséieren, wéi soll dat dann an Zukunft ausgesinn? Wann den Norde keng flächendeckend Gesondheetsversuergung ubitt, da mussen ëmmer méi Leit an d'Stad goen, fir gehollef ze kréien; mee och do wiisst d'Bevëlkerung a grousse Schrëtt. Et brauch een net an d'Glaskugel ze kucken, fir ze wëssen, datt dann d'Gesondheetsversuergung am Zentrum iergendwann och wäert iwwerfuerdert sinn.

D'Léisung, fir déi mir als ADR eis weider wëllen asetzen a wäerten, kann also just sinn, medezinnesch Strukture regional beschtméiglech auszebauen. Den Oste brauch eng Maison médicale, zu Wolz mussen nees méi Servicer ugebuede ginn. Et muss ee jo wëssen, datt medezinnesch Qualitéit liwweren ënner anerem och heescht, kuerz Weeër ze assuréieren.

Dobäi ass d'Bevëlkerung am Norde spierbar an d'Luucht gaangen. Esou soll eleng d'Stad Wolz op 11.000 Bierger eropwuessen, da musse mer awer elo schonn am Virfeld fir déi néideg Infrastrukture suergen. Net nëmmen am medezinnesche Beräich, mee och am administrativen a schoulesche Beräich musse mer eng kloer Strategie entwéckelen, fir der Zukunft gerecht ze ginn. Dat selwecht gëllt och am Beräich vun den Aarbechtsplazen, fir där ze schafen am ländleche Raum. Gëschter hate mer jo nach eng Debatt, wou gesot gouf, d'Leit sollten do wunnen, schaffen a Fräizäit verbréngen. Ech mengen, dofir ass et wichteg, ouni awer elo den Agrarsecteur ze vergiessen, well deen ass ëmmerhin de Garant fir eis Liewensmëttelproduktioun. Wat mer méi an de ländleche Raum investéieren, wat mer manner Suergen an den Zentren hunn, wat en Afloss huet op d'Liewensqualitéit vun all eise Bierger.

D'Zentraliséierung betrëfft awer leider net nëmmen de Gesondheetsberäich. Mir gesinn ëmmer méi dacks, wéi Administratiounen aus dem méi héijen Éislek ofgezu ginn an de Raum Dikrech/Ettelbréck. E rezent Beispill ass hei de Büro vun der SNCA, deen deemnächst vu Maarnech op de Fridhaff wäert ofgezu ginn. Parallell ginn dann och d'Fürerschäinexamina dohinner verlagert. Ech mengen, dat kann net sinn, mir mussen do dergéint schaffen! D'Éislek hält normalerweis net zu Ettelbréck an Dikrech op, mee geet nach vill méi wäit erop. Et ass e flächeméisseg grousst Gebitt, wou sech ëmmer méi Awunner néierloossen, och wéinst de verhältnisméisseg nach méi niddrege Logementspräisser.

Eis mécht iwwerdeems Suergen, datt eis kantonal Haaptstied am ländleche Raum ëmmer méi ausstierwen. Hei kann een als Beispill Clierf oder Wolz nennen. D'Post gouf vu Clierf ofgezunn, d'Apdikt gouf ofgezunn an esouguer déi bekannt Bank, wou eise Staat Groussaktionär ass, huet just nach ganz limitéiert Ëffnungszäiten. A Stied wéi Clierf, wou an der Zäit d'Geschäftsliewe floréiert huet, wou mer zwou, dräi Metzlereien, och Bäckeren haten, do ass haut praktesch näischt méi esou an et konzentréiert sech alles op déi grouss Geschäftszenteren.

Hei misst och op Gemengenniveau eng Zort Masterplang ausgeschafft ginn, wéi mer d'Ausstierwe vun deene kantonalen Haaptstied verhënnere kënnen, well déi kantonal Haaptstied hunn och nach – ech denken do u Wolz an u Clierf – touristesch e groussen Atout. Wat maachen dann d'Touristen an enger Stad wéi Clierf oder Wolz, wa se owes oder am Dag näischt ze kafe kréien oder net vill? A si kréien owes emol kee Patt méi ze drénken, deemno wou! An ech mengen, alles dat gehéiert zum Tourismus, a wa mer wëlle Qualitéitstourismus ubidden, musse mer och an déi Richtung schaffen!

Als ADR gi mer souguer esou wäit, datt mer e gesetzleche Kader fuerderen, dee sécherstellt, datt gewësse staatlech Servicer an all Kantonalhaaptstad misste present sinn. Erlaabt mer, an deem Kontext dann eng Motioun ze presentéieren, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– an eise Kantonalhaaptstied – grad am ländleche Raum – ëmmer méi Servicer ofgezu ginn, un deenen de Staat als Aktionär bedeelegt ass, ewéi z. B. eng gréisser Bank an d'Post,

– d'Bank- a Postfilialen och e wichtegen Deel vum sozialen a geschaftleche Liewen an enger Stad a Regioun duerstellen,

– déi ugebueden Ersatzléisungen dës Entwécklungen nëmme kënnen deelweis opfänken an datt besonnesch déi digital Offeren net all Mënsch erreechen,

ass sech bewosst, datt

– dëst grad op d'Liewensqualitéit vun de Bierger, déi am ländleche Raum wunnen, en negativen Afloss huet,

– den Androck entsteet, datt de ländleche Raum ëmmer méi vernoléissegt gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

– dofir ze suergen, datt ëffentlech Etablissementer, déi am Bank- an am Postwiesen aktiv sinn, op d'mannst eng Filial an all Kantonalhaaptstad am Land mussen hunn,

– et net zouzeloossen, datt weider Filiale vun ëffentlechen Etablissementer, déi am Bank- a Postwiesen aktiv sinn, zougemaach ginn,

– an zukünftege Konventioune mat der Post d'Notioun vum „service universel" och territorial ze interpretéieren an domat eng flächendeckend Presenz vu Postfilialen am ganze Land ze garantéieren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | E weidere Problem ass d'Policepresenz am ländleche Raum. Hei si vill Kommissariater net permanent besat. D'Police vum nächste besate Kommissariat muss grad zu deenen Zäiten, wou déi meescht Abréch sinn, wäit Weeër zréckleeën, fir an déi jeeweileg Uertschaft ze kommen. Et ass keng Ausnam, datt een an der Nuecht wäit iwwer eng hallef Stonn waarde muss, bis d'Police emol sur place ass. Ech denken, et ass jidderengem kloer, datt engem d'Zäit da laang gëtt, wa bei engem agebrach gëtt oder bei engem Accident, an et muss een 30 oder méi Minutte waarden, bis d'Police do ass. Da muss een iwwerdeems nach Gléck hunn, datt dat jeeweilegt Kommissariat, wat ronderëm d'Auer besat ass, net grad mat voller Mannschaft op enger anerer Plaz am Asaz ass.

Erlaabt mer, e weidere Punkt unzeschwätzen, deen ons um Häerz läit. Mir kënne schéi Sonndesrieden halen, wéi mer de ländleche Raum nees opwäerte wëllen, mee wéi kann och nëmmen iergendeen dat eescht huelen, wa mer net endlech och dem Norden an dem Osten dat politescht Gewiicht zouschwätzen, dat si verdéngt hunn? Wéi kann et sinn, datt d'Politick an déi grouss Parteie sech elo scho säit Jore weigeren, d'Zuel vun den Deputéierten endlech un déi walberechtegt Bevëlkerung unzepassen?

M. Fernand Etgen, Président | Här Engelen, Dir musst drun denken, zum Schluss ze kommen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech si quasi fäerdeg. Ech hunn nach eng Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Dir sidd schonn 2 Minutten 30 driwwer, iwwert déi normal Zäit. Dann huet een déi duerno net méi, fir bei der Motioun driwwer ze diskutéieren.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Géife mer fair an éierlech rechnen, dann hätt den Norden eelef Deputéierter zegutt an den Osten der néng. Et ass net glafwierdeg, wa mer hei Alibirieden halen, a mir missten och do emol fir Gerechtegkeet suergen! Da géif ech dann och an deem Sënn, Här President, dës Motioun iwwerreechen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– am Artikel 117 vum Walgesetz (LIVRE II. – De la Chambre des députés et des élections législatives – Titre Ier – Dispositions organiques) festgeluecht ass,

• datt de Walbezierk Süden 23 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Zentrum 21 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Oste 7 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Norden 9 Deputéierter wielt,

ass sech bewosst, datt

– bis dato ëmmer nach eng fundamental Ongerechtegkeet besteet am Hibléck op déi zwee Walbezierker Norden an Osten, déi, proportional zur walberechtegter Bevëlkerung, méi Deputéierter misste stellen,

– deemno all Stëmm, déi e Bierger am Walbezierk Zentrum oder Süden ofgëtt, proportional méi politescht Gewiicht huet ewéi eng Stëmm vun engem Bierger aus dem Walbezierk Norden oder Osten,

– dëst eng Violatioun vun eiser Verfassung duerstellt, déi beseet, datt all Lëtzebuerger gläich ass virum Gesetz,

fuerdert d'Regierung op,

– op Basis vun deene rezentste statisteschen Erhiewungen der Chamber e Projet fir eng Ännerung vum Walgesetz virzeleeën, fir d'Zuel vun den Deputéierten an deene véier Bezierker der Zuel vun de walberechtegte Bierger pro Bezierk unzepassen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | An da kéim ech zum Schluss. Als ADR kenne mer d'Defien an d'Problemer vun de Bierger am ländleche Raum a mir wäerten eis weiderhin derfir asetzen, datt d'Leit am ländleche Raum, egal wou, eng gläichwäerteg Liewensqualitéit erwaarde kënnen, wéi dat och an anere Regiounen de Fall ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Formidabel!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Esou vill Enthusiasmus?!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et wor exzellent ...!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hat scho gemengt, et wier fir mech, et wier formidabel, datt ech kéim!

(Hilarité)

Här President, ze oft ginn d'Problemer vun de ländleche Géigende vergiess, wat immens schued ass, well doduerjer, datt am Süden an am Zentrum d'Baupräisser an d'Loyere bal exorbitant an d'Luucht ginn, gëtt et fir eng ganz Partie Leit kee Choix méi a si mussen an den Norden oder Oste vum Land ausweechen, fir iwwerhaapt nach en Daach iwwert dem Kapp ze hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Am Wemper Raum gëtt et awer schonn eng Rëtsch, Honnerte vu Bréifkëschtefirmen, déi leider de Wunnraum accaparéieren an de Präis do an d'Luucht dreiwen. An d'Leit, déi et schonn net einfach hunn, d'Enner beieneen ze kréien, mussen dann awer eng ganz Rëtsch Inconvenienten a Kaf huelen, déi se nees Sue kaschten, wéi zum Beispill en eegenen Auto, héich Energiekäschten oder duerch eng Wunneng, déi net adequat ass. De Resonord huet op RTL matgedeelt, datt esou onmënschlech Wunnengssituatiounen net nëmmen am Zentrum oder Süde vum Land herrschen, mee och am Norde virzefanne sinn.

D'Konzentratioun vun der Bevëlkerung a villen Aktivitéiten op zwou Regioune vum Territoire ass historesch gewuess duerch d'Stolindustrie a Servicer, déi d'Agrikultur bei eis am Süden ofgeléist hunn. Wann der Wirtschaft weider fräie Laf gelooss gëtt, da paséiert dat och weider esou, well d'Aktivitéiten an d'Leit sech géigesäiteg unzéien. Ausser ëffentleche Servicer a reglementéierte Beruffer wéi Nottär oder Apdikter loosse sech Betriber do néier, wou se déi bescht Strukturen an d'Viraussetzunge virfannen, fir esou gutt wéi méiglech ze funktionéieren a Geld ze verdéngen. Gläichzäiteg implantéiere sech Betriber och net op Plazen, wou hir Aktivitéiten net esou rentabel sinn, respektiv Betriber verloossen dës Regiounen. Dëse Prinzipp erkläert ganz vill vun deem, wat Leit a méi rurale Géigende vum Land wéi eng Vernoléissegung virkënnt.

D'Landesplanung begleet dës Entwécklung bis haut éischter nëmmen a setzt keng Jalonen. Den neie Plan directeur seet jo, datt et en Zil ass, méi staark ze verdichten an de bestoenden urbane Raim a gläichzäiteg d'Versigelung vum Buedem bis 2050 op Netto-Null erofzedrécken, wat heescht, datt bis dohinner am Prinzipp och keng nei Flächen erschloss kënne ginn – en Zil, dat déi kleng Gemengen an de sougenannten „exzentréierte" Regiounen an hirer Entwécklung bremse géif.

Vun der Substanz hier stelle mir dës Zilsetzung iwwerhaapt net a Fro, och wa mir net richteg gesinn, wéi dës a kommend Regierungen dëst wëllen ugoen, fir eng weider Artifizialiséierung vum Buedem, d'Zerschneidung vu Gréngzonen an ëmmer méi Trafick uechter d'Land ze verhënneren. Een Usaz muss sécher sinn, fir de betraffene Regiounen a Gemengen ënner d'Äerm ze gräifen, well och wann op landesplaneresch Instrumenter a Reglementatiounen net ze verzichten ass, dierf een net aus den Ae verléieren, datt d'Schafe vun engem liewenswäerte Kader mat Zougang zu Basisservicer a klenge kulturellen Offeren opwenneg ka sinn, sief et finanziell wéi awer och personell.

Ech denken awer och emol an éischter Linn hei un d'Mobilitéit, déi et ze verbesseren an auszebaue gëllt, an dat net just am rurale Raum, mee besonnesch och do. No 15 Joer Aarbechten un der CFL-Nordstreck, déi systematesch Ënnerbriechunge wärend de Schoulvakanze mat sech bruecht hunn, a mam Zesummefale vum Tunnel Schieburg, wat mat sech bruecht huet, datt iwwerhaapt keen Zuch tëschent Ettelbréck an Wëlwerwolz konnt fueren, si sech sécher ganz vill Leit aus dem Norde ganz ofgeschnidde virkomm. Mee och wann déi Strecken nees op sinn, ass de Busreseau an de rurale Géigenden nërdlech vun Ettelbréck net ugepasst un d'Besoinen. An dat trëfft och op den Osten zou an aner Géigenden, wou kee regionale Service besteet wéi d'AVL oder den TICE. De Bus ass do scheinbar éischter geduecht fir den Noutfall respektiv fir Leit, déi et sech leeschte kënnen, op deen ee Bus am Dag ze waarden. Mee wie kann dat schonn? D'Linne ginn dann nach méi ausgedënnt amplaz den Takt eropzesetzen an d'Offer méi attraktiv ze maachen.

Mam multimodalen Hub zu Ettelbréck kann zumindest am Norden eng Verbesserung erziilt ginn, awer nëmmen, wann och de Verkéier an der Regioun domadder verbessert ka ginn, an net nëmmen d'Aller-Retouren an d'Stad. D'Zil ass et, do, wou et Sënn mécht, e Linnebussystem am 30- oder 15-Minutten-Takt anzeféieren. An do, wou et kee Sënn mécht, gëtt et jo och nach aner Léisungen, wéi zum Beispill en interkommunale Ruffbus mat méi klenge Busser, deen dann och direkt vum Staat matfinanzéiert kéint ginn. D'Leit, déi hir Kanner an d'Nopeschduerf an eng Crèche bréngе mussen oder bei den Dokter oder op d'Bank mussen, sollten net op den Auto ugewise sinn.

De Wëlzer Buergermeeschter huet virun e puer Méint gesot, Wolz géif sech zur fënneftgréisster Gemeng am Land entwéckelen. Mee da mussen awer parallell den ëffentlechen Transport, d'Gesondheetsversuergung wéi och d'Grondbedürfnisser an d'Infrastrukturen matwuessen an et muss och gekuckt ginn, wéi dës Gemeng dat da stemme kann.

Här President, wa mir awer d'Gesondheetsversuergung kucken, geet et just an déi aner Richtung. An dat ass eng Zoumuddung fir d'Bevëlkerung am Norden an am Oste vum Land. Och wa mer zu Lëtzebuerg eng relativ dicht Couverture hunn, wat d'Spideeler ugeet, feelt et awer un dezentrale Basisgesondheetsservicer an eisen Dierfer a Quartiere vun de gréissere Stied. Nieft der héich spezialiséierter an technesch opwenneger Medezinn, déi sech haaptsächlech an de Spideeler konzentréiert, brauche mer och eng Médecine d'urgence, déi no bei de Leit ass. Dat wier d'Missioun vun de Maison-médicallen, déi et just op dräi Plazen am Land gëtt am Moment. Dës géifen d'Urgencen an de Spideeler entlaaschten an de Wee fir vill Leit méi kuerz maachen.

Den Oste vum Land huet awer nach ëmmer keng Maison médicale. Zougang zu primäre Gesondheetsservicer an engem Service d'urgence kréien d'Leit aus dem Osten also net direkt sur place. An esou engem Kontext bréngt och e Centre médical wéi deen um Potaschbierg net vill. Well wat hunn d'Leit aus der Regioun vu spezielle Gesondheetsservicer an engem IRM, wa se net emol d'urgence an eng Behandlung bei engem Generalist kënne goen?

De geplangte Virage ambulatoire bezitt sech op eng limitéiert Unzuel u Prestatiounen, déi ausserhalb vum zentrale Spidol a Spidolsantenne kënnen ugebuede ginn. Dialys, onkologesch Behandlungen a kleng Operatiounen an d'Imagerie médicale gehéieren zu deene véier Prestatiounen, déi an Zukunft ambulativ sollen ugebuede ginn. Mee wéi vill där Aktivitéite wierklech gebrauch gi respektiv wéi vill zousätzlech Antennen all Spidol och realistescherweis bräicht a wou genee dës Antenne sollen implantéiert sinn, ass am Moment nach dem Zoufall iwwerlooss.

Iwwerhaapt ass déi ganz Zukunftsplanung vum Gesondheetssecteur eng Navigation à vue. Eng richteg Logik, e kohärenten Zesummenhang tëschent Spidolsplanung an der Entwécklung vun den Aktivitéiten ausserhalb vun de Spideeler, déi sech op déi ambulant Prise en charge vu primäre Gesondheetsprestatioune bezéien, sinn do net ze erkennen.

Misst d'Zil net sinn, den Zougang zu weesentleche Gesondheetsservicer fir jiddereen ze garantéieren? Dat bedeit, dass genee muss analyséiert ginn, op wéi enge Plaze wéi eng Servicer gebraucht ginn. An et bedeit, dass de Wee dohin esou kuerz wéi méiglech soll sinn a beschtefalls och iwwert den ëffentlechen Transport ze realiséiere soll sinn.

Déi geplangt Ëmwandlung vum Wëlzer Spidol an eng reng Dagesklinick wäert zum Beispill bewierken, datt am Éislek déi stationär Behandlungen nach just zu Ettelbréck oder Dikrech méiglech sinn. Et ass awer net kloer, wat zu Ettelbréck am Spidol nach alles méiglech ass a wat net. Déi verschidden Aktivitéite

vum Spidol musse komplementär si mat deenen um Terrain. Eng Gesamtvisioun fir eist Gesondheetswiesen ass batter néideg.

Donieft brauchen d'Leit méi reegelméisseg eng Consultatioun bei engem Generalist, Zänndokter, ORL, Gynekolog oder Psy. Dës Offer wëllen déi Lénk am Kader vun de Gesondheetshaiser erméiglechen. E Gesondheetshaus ass kee liberale Cabinet. Et ass och keng Dokteschgesellschaft. Et ass eng staatlech garantéiert Infrastruktur fir d'Leit aus engem Duerf, engem Quartier, déi op enger Plaz Zougang zu diverse weesentleche Gesondheetsservicer kënne kréien.

Här President, bei de Services de proximité, Post- oder Bankfilialen, ass de Problem nach aneschters gelagert – ech mengen, ech hunn dat och scho gëschter op dëser Plaz gesot. Duerch d'Liberaliséierung vun deene Servicer an déi doduerch entstane Käschtenoptimiséierung sinn an de leschte Jore vill Filialen zougemaach ginn, wat souguer derzou féiert, dass een och an de Stied deelweis wäit no engem Bank- oder Postschalter siche goe muss. Dat ass natierlech en zolitte Problem ginn, mee de Staat hätt awer hei sécher d'Méiglechkeet, dëse Betriber entspriechend Oplagen ze ginn, fir datt de Basisservice och bestoe bleift an och ouni Auto ze erreechen ass. Fir jidderee muss et eigentlech méiglech bleiwen, egal wou e wunnt och ouni Auto esou Basisservicer kënnen ze notzen. Dat gehéiert fir eis an d'Mission de service public mat eran an dës Missioun schléisst déi reng Käschten-Notzen-Iwwerleeung och aus.

Fir eis gehéieren awer och kleng Commercen, Restauranten a Caféen zu de Basisservicer. Si hunn et schwéier a Regioune mat klenger Bevëlkerungsdicht, well se net konkurrenzfäeg sinn duerch ze héich Loyeren oder aner Käschten, déi se net gedeckt kréien, a well awer och parallell Akafszenteren, déi op der Grénger Wiss entstinn, déi nëmme mam Auto erreecht kënne ginn, einfach méi ubidde kënnen.

Hei sinn als éischt d'Gemenge gefrot, fir, wann néideg mat staatlecher Ënnerstëtzung, Lokaler zur Verfügung ze stellen zu engem soziale Loyer – an dëse ka jo och un de Gewënn gekoppelt ginn –, fir u kleng Epicerien a Restauratiounsbetriber ze verlounen, gegeebenefalls gekoppelt u sozial an ökologesch Krittäre wéi d'Regionalitéit a solidarwirtschaftlech Prinzippien, sou eng SIS, also kleng Lokaler a Betriber, déi an der Hand vu Proprietäre sinn, déi sech nach trauen, selbstänneg ze ginn. Dës kleng Lokaler kënne sécherlech och net all Besoinen ofdecken, mee zumindest géif dat awer e Basistissu an enger Uertschaft schafen, ronderëm dee sech aner Aktivitéite kéinte bilden an e soziaalt Liewe kéint erhale bleiwen, an net nëmmen esou Schlofdierfer.

Den duussen Tourismus, bei deem sou iwwerdriwwen, monsterhaft Projete wéi deen um Wämper Séi oder d'Helikopterlandeplaz zu Urspelt keng Chancen hunn, soll och ugestrieft gi mat enger Ouverture fir e Marché vu Sport-, Wander- a Vëlosproduiten. Da missten och d'Naturparken nach vill méi opgewäert ginn, fir dësen Tourismus och unzelackelen.

Alles an allem gesi mir awer net, wéi esou Iddien ëmsetzbar kënne sinn, wann de Staat an d'Gemenge keng méi eng staark Mainmise op d'Planifikatioun vum Terrain huelen. D'Steigerung vun der Attraktivitéit an der Liewensqualitéit vu rurale Géigenden dierf net vun engem Wildwuchs begleet ginn. Dat wier an eisen Ae schiedlech a géif méi Zersiidlung a Versigelung bedeiten. Dofir muss sech beispillsweis iwwerluecht ginn, wéi grouss Flächen aus de Bauperimeteren aus rurale Gemenge kënnen zréckklasséiert ginn, ouni dass awer dës Gemengen e finanzielle Problem kréien, entre autres wat d'Investitiounen an aner wichteg Infrastrukturen ugeet, wéi notamment Waasser, Ofwaasser, Schoulen, Kannerbetreiung, Offallgestioun a sou weider. Dofir muss d'Planifikatioun, déi mir eis virstellen, mat ënnerstëtzende Mesüre vu staatlecher Säit begleet ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An als nächste Riedner ass den Här Marc Goergen ageschriwwen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass gutt, dass mir a reegelméissegen Ofstänn an der Chamber iwwert de ländleche Raum schwätzen. Anerersäits gläiche sech d'Inhalter vun dësen Debatte vu Joer zu Joer. Mat dëser Debatt ass et e bësse wéi mat Mammen- oder Pappendag: Et soll een net nëmmen op deem prezisen Dag un d'Mamm oder de Papp denken. Si verdéngen dat nämlech all Dag, an esou ass et och mam ländleche Raum.

Ech wéilt dann hei a menger kuerzer Ried op e puer Aspekter agoen. Zum Wirtschaftswuesstum: De ländleche Raum, jo, brauch Aarbechtsplazen, Commercen, Servicer an e gutt fonctionéierenden ëffentlechen Transport. Mir wëssen, dass ee grad mat méi Teletravail derzou bäidroe kann, dass méi Aktivitéite vun der Stad an de Ballungszentrumen eriwwer an de ländleche Raum verschiibt kënne ginn. Intelligent agesat kann den Homeoffice derzou bäidroen, datt méi Leit sech méi laang doheem an den Dierfer ophalen an net all Dag an d'Stad oder op hir Aarbechtsplaz pilgere mussen. Dat entlaascht engersäit den Trafick op eise Stroossen a féiert derzou, datt méi Leit sech daagsiwwer an den Dierfer ophalen, vläicht och emol do méi konsuméieren an einfach derzou bäidroen, dass aus enger Schlofgemeng erëm eng aktiv Gemeng ka ginn. Et ass eng Win-win-Situatioun fir méi Liewensqualitéit fir jiddereen an der Gemeng.

Eng aner Méiglechkeet, déi dem ländleche Raum an eisen Aen nach hëllefe kann, si lokal Aktivitéitszonen, wou sech Betriber kënnen néierloossen. A firwat net och an de Grenzgemenge grenziwwergräifend Aktivitéitszone schafen, wou ee sech mat den Nopeschgemengen zesummendeet, fir sënnvoll wirtschaftlech Aktivitéiten hei op d'Plaz ze kréien?

Och d'Aféiere vu Gemeinschaftsbüroen ass an eisen Aen eng Méiglechkeet, fir dass d'Leit net bis an d'Ballungszentre fuere mussen, fir eng Aarbecht ze maachen, déi ee mam Laptop oder vun iwwerall aus ka maachen.

Et gëtt also genuch Méiglechkeete fir d'Gemengen, fir flott Projeten an hire Gemengen ëmzesetzen. D'Fro ass natierlech hei déi vun der Finanzéierung. Hei kéint ee mam Staat zesumme kucken, wat méiglech ass ze realiséieren, eventuell souguer an Zesummenaarbecht mat de Patronen.

Dann nach zu de Servicer am ländleche Raum: Et ass utopesch ze mengen, mir kéinten a sämtlechen Uertschaften hei am Land – an dat sinn der bal 600 – alleguerten d'Servicer ubidde wéi an deene gréissere Stied. Trotzdeem kann een dës Servicer a sämtlechen Ecke vum Land no an no ubidden. Mir hunn zum Beispill d'Iddi, fir dat ze realiséiere mat „mobillen Agencen", vereinfacht gesot. Dir kennt dat vu Foodtrucks, hei just eeben, fir Servicer unzebidden. Déi mobill Agencë géife virun allem deene Leit zeguttkommen, déi net digital ënnerwee sinn. De Stand kéint dann all Dag an eng aner Uertschaft fueren, soudass d'Leit eng Uspriechpersoun an eng Plaz hätten. Hei kéint de Staat mat de Gemengen an zum Beispill mat de Banken zesumme kucken, fir dës Offer auszebauen.

Dann nach zur Medezinn am ländleche Raum: Mir erënneren eis och un d'Problemer an eise Klinicken, grad am ländleche Raum. Och hei gëtt d'Offer vun de Servicer ausgedënnt, d'Urgencë sinn net korrekt besat an et feele Basisservicer. E Beispill dofir sinn d'Dokteschcabineten. Mir hunn a verschiddene Beräicher en Doktermangel. Ech hu mer de Weekend de Site pediatres.lu ugekuckt, wou een eng Lëscht vun de Pediatere fënnt. Vu 75 Pediateren hei am Land sinn d'Hallschent um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ugesidelt. Och wa Lëtzebuerg eis Haaptstad ass, zielt si ronn 20 % vun der Landesbevëlkerung. An de fënnef Nordkantoner – just als Vergläich – wunnen zesummen awer 100.000 Awunner, dat sinn och 15 % vun der Landesbevëlkerung. Gläichzäiteg sinn am Norden dofir awer nëmme knapps zéng Kannerdokteren, a vun deene befanne sech der dräi vu véier am Raum Ettelbréck/Dikrech. Dat geet einfach net duer!

Dat eent ass, wéi vill Doktere mir zu Lëtzebuerg hunn, dat anert ass, wéi se sech regional verdeelen. Et kann net sinn, dass ee mat engem kranke Kand vill Kilometere bis an d'Stad oder de Süde muss fueren, fir gehollef ze kréien! Mir Piraten si ganz kloer fir eng Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer. Et ass falsch, ëmmer ze probéieren, alles op ee Site ze setzen.

Hei proposéiere mir Piraten ganz kloer: Et muss eng Mindestdensitéit un Dokteren an engem Kanton ginn. Bei den Apdikten oder Nottäre schreiwen d'Gesetzer eng maximal Unzuel pro Awunner vir. Firwat net per Gesetz eng Mindestunzuel fir Doktere festleeën? Mir wären och ganz domadder averstanen, wann déi Dokteren, déi bereet sinn, méi wäit wunnen ze goen, dat och finanziell kompenséiert kréichen.

Ech kommen zu mengem leschte Punkt, deem vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht an der Groussregioun. Der Kooperatioun an der Groussregioun sinn u sech keng Limitte gesat, ausser dem politesche Wëllen, fir eppes draus ze maachen. Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass fräiwëlleg. Si kann net vun uewen erof diktéiert ginn. Et gëtt eeben nun emol kee grousse „Chef" iwwert d'ganz Groussregioun. Et geschitt entweeder alles fräiwëlleg an der Ekipp oder et geschitt guer näischt.

Allgemeng gëtt net genuch iwwert d'Grenzen eraus geschafft, grad am ländleche Raum. An dobäi gëtt et Beräicher, wou et wierklech Sënn mécht, op d'mannst e reegelméissegen Austausch ze hunn. Et kann een net zesummeschaffen, wann ee sech net kennt, an dat ass de Problem, soubal een iwwert d'Grenz kuckt. Mee dat alles ass kee Grond, fir net emol seng Füler auszestrecken: Wat maacht Dir zum Beispill an der Grenzregioun fir Är Leit vum Drëtten Alter? Wéi managet Dir Äert Veräinsliewen? Wéi vermaart Dir Är lokal a regional Produkter? Solle mir eis net zesummendinn?

Méi Kooperatioun an der Grenzregioun kéint ville vun eisen Noperen hir Problemer léisen, an och eis, grad am ländleche Raum. Mee d'Initiativ muss vun der Politick kommen. An och national kann ee mat der Groussregioun fir Verbesserunge suergen. Och hei ass d'Medezinn erëm e gutt Beispill. Eng reng nationalistesch oder zentralistesch Gesondheetspolitick bréngt eis net weider, wa mer den Accès op d'medezinnesch Versuergung wëlle verbesseren.

Mir Piraten géifen de Wee goen, zesumme mat eisen Nopeschlänner an der Groussregioun Synergien ze schafen. Vu Wäiswampech aus ass ee méi schnell zu St. Vith an der Belsch wéi zu Stroossen, vu Veiane méi schnell zu Bitburg oder vu Berdorf méi schnell zu Tréier. Firwat net e gemeinsame Pool un Dokteren an

un Infirmiere fir d'Grenzregioun am ländleche Raum, bezuelt aus engem gemeinsamen Dëppen an ëmmer fir d'Leit do?

Et gëtt vill ze verbessere fir de ländleche Raum an déi politesch Verantwortlech mussen et nëmme wëllen ugoen, op Gemengenniveau souwéi an de Ministèren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An eis lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt elo direkt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'DP soll et sech an eisen Uertschaften an Dierfer och an Zukunft gutt liewe loossen. D'Leit solle vun enger héijer Liewensqualitéit profitéiere kënnen, an dat an allen Hinsichten. Ech denken hei un de lokalen Handel, wou een héichwäerteg lokal Produite kritt, un den Accès zu wichtege Basisservicer, grad am Gesondheetsberäich, an u liewenswäert Duerfkären ouni Trafick, mee dofir mat vill Gréngs a flotte Plazen, wou ee sech gären ophält.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Besonnesch d'Verkéiersberouegung ass a villen, dacks ländleche Gemengen en akute Sujet. D'Liewen um Land ass fir vill Leit synonym mat Liewensqualitéit, mat Natur virun der Dier, mat Rou, mat Erhuelung. An awer sinn eng ganz Rei Landgemenge geplot mat Duerchgangsverkéier, sief et Camionsverkéier oder de Beruffstrafick.

Als DP si mer der Meenung, dass déi geplangt Ëmgeeungsstroosse séier a kohärent ëmgesat musse ginn, fir déi jeeweileg Uertschaften ze entlaaschten. Et ass mat Sécherheet net d'Wonnerléisung, fir all d'Problemer bei der Mobilitéit ze léisen, zousätzlech Stroossen ze bauen. Dat soe mir och guer net. Mee hei geet et drëms, d'Viraussetzung ze schafe fir Dierfer, déi de Mënsche gehéieren an net vu moies bis owes vum Trafick dominéiert ginn.

Grad an eise Grenzregioune kënnt et dacks entweeder duerch d'Stroossekonfiguratioun wéi zu Iechternach oder duerch Grenzbrécke wéi laanscht d'Sauer an d'Musel wärend de Stousszäiten zu immensem, densen Trafick voire zu gréissere Stauen.

Zu Iechternach ass dorobber reagéiert ginn, andeems eng Entlaaschtungsstrooss gebaut gëtt, déi zu engem bessere Verkéiersfloss soll féieren. D'Aarbechte vum éischten Deel vun dësem Projet sinn de Moment um Lafen a mir hoffen, dass se och no Plang ofgeschloss kënne ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An anere Gemengen am Land ass leider keng Verbesserung vun der Situatioun en vue. Ech denken dobäi am Osten zum Beispill u Gréiwemaacher oder Réimech, déi an de Moies- an Owesstonne ganz staark vum Verkéier belaascht sinn. Och hei musse weider Iwwerleeunge gefouert ginn, wéi den Trafick ronderëm hir Stadkären dirigéiert ka ginn, zousätzlech Opfangparkingen un de Grenze geschaf, mee och déi eng oder aner weider Bréck ka gebaut ginn.

Heibäi muss och un d'Tracéë vum Schwéiertransport geduecht ginn. Do wou dësen nämlech mëtten duerch eis Stied an Dierfer fiert, sinn d'Lärmbelästegung an d'Loftverschmotzung am héchsten.

Fir d'DP sollt den Transitverkéier primär net duerch eis ländlech Stad- an Duerfkären dirigéiert ginn, mee direkt a Richtung Autobunnsreseau. An déi Camionen, déi sech ëmmer nees net un déi virgeschriwwen Transittrajeten halen, musse méi konsequent kontrolléiert, ofgeschreckt a bei Recidivë méi staark bestrooft ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, zur Entwécklung vum ländleche Raum gehéiert och den Ausbau vun enger qualitativ héichwäerteger Gesondheetsversuergung, an dat no bei de Leit. Wann e Familljemember oder ee selwer krank gëtt, da muss een net nëmmen hoffen, nee, et muss ee wëssen, datt ee séier Hëllef fënnt, ouni sech wäit deplacéieren ze mussen. Am Norden an am Oste vum Land ass dat haut awer fir munchereen nach net Realitéit. Wäit Deplacementer sinn do eng Viraussetzung, wann een en Dokter muss gesinn, virun allem ausserhalb vun de Reegelzäiten, bei Urgencen oder wann e Spezialist consultéiert muss ginn.

D'Dezentraliséierung vum Gesondheetssecteur muss dowéinst virugedriwwe ginn. Projete wéi deen um Potaschbierg zu Maacher sollt een net aus ideologesche Grënn d'office ausbremsen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Esou Initiative sinn am Sënn vun enger flächendeckender Gesondheetsversuergung an éischter Linn ze begréissen. Dës sollte konstruktiv begleet a komplementär an eise Gesondheetssystem agefüügt ginn. Den Hospitalier an den Extrahospitalier mussen zesummeschaffen an dierfe sech net als Konkurrenz gesinn. Duerch den Ausbau an d'Fërdere vu pluridisziplinäre Gruppepraxe vereinfache mir den Accès zu Dokteren, Gesondheetsberuffler an zu wichtege medezinneschen Ekipementer. Dat ass am Sënn vum Patient.

D'Fuerderung no weidere Maisons médicales am ländleche Raum gouf vu menger Fraktioun schonn e puermol opgeworf. Op dëser Plaz widderhuelen ech dës Fuerderung: Den Osten wéi och den héijen Norde vum Land brauchen eng Maison médicale. Dat erlaabt et, d'Weeër fir Patienten ze verkierzen, wa si ausserhalb vun de Reegelzäiten en Dokter musse gesinn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Bei all dësen Iwwerleeungen zu Gesondheetsstrukturen uechtert d'ganzt Land muss awer ee Facteur besonnesch betruecht ginn, an dat ass de Personalmangel, deen e grousse Problem fir den Ausbau vun der Gesondheetsversuergung am ländleche Raum ass.

Esou gouf d'Iddi vu mengem Fraktiounskolleeg André Bauler a mir, eng Maison médicale pédiatrique am Norden opzebauen, eebe just, fir datt d'Elteren net méi de laange Wee bis an enger Stater Klinick musse maachen, mat genee dësem Argument, dat heescht deem vun dem Personalmangel, bis dato verworf.

Mir mussen deemno méi Dokteren an aner Gesondheetsberuffler hei am Land halen a weiderer an d'Land unzéien. D'Offer un neie Studiegäng fir verschidde medezinnesch Spezialisatioune fir Dokteren, awer och fir Infirmieren ass eng éischt Hürd, déi de Minister Claude Meisch geholl huet. An Zukunft géllt et, dës Offer auszebauen a weider Spezialiséierungen unzebidden.

Mee mir mussen eise Gesondheetssecteur insgesamt méi attraktiv maachen. Mir brauchen e Virage ambulatoire, dee säin Numm och verdéngt, wou a klenge Strukturen uechtert d'Land verdeelt den Zougang zu medezinneschen Ekipementer verbessert gëtt an och liicht chirurgesch Agrëff solle kënnen duerchgefouert ginn. Zesumme mat der Méiglechkeet fir Dokteren, sech a Gesellschaften zesummenzeschléissen, wier dat en Atout fir d'Attraktivitéit vun eisem Gesondheetssecteur. An dovunner géife virop déi ländlech Regioune profitéieren.

Här President, d'DP steet fir e ländleche Raum, wou et sech gutt liewe léisst. D'Verkéiersberouegung an den Accès zu gudde Gesondheetsservicer sinn nëmmen zwee Aspekter, déi dobäi e Rôle spillen. Den André Bauler huet virdrun nach weiderer ugeschwat. Et géllt, op allen Niveaue weider Efforten ze maachen, fir eise Bierger eng gutt Liewensqualitéit kënnen ze bidden, an dat iwwerall am ganze Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

(Brouhaha)

Sou, elo huet just nach een d'Wuert, an dat ass d'Vizepremier- a Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn: Et ass gutt, ëmmer erëm u verschidde Fakten ze erënneren. Ech géif och gären domadder ufänken. Eist Land Lëtzebuerg ass extreem gewuess an deene leschten zéng Joer, ëm ronn 25 %. Dat gitt Der a ganz Europa net emol annähernd an iergendengem Land sichen. Dat bedeit natierlech eng extreem Pressioun. Dat bedeit Demanden, déi eropginn. Dat bedeit investéieren an Infrastrukturen an an alles, wat mer esou brauchen, fir als Gesellschaft zesummen ze fonctionéieren.

Wann ech dat zréckbriechen op d'Theema IRM, wat eis hei scho ganz vill beschäftegt huet an dësem héijen Haus, da wëll ech drun erënneren, dass dee Besoin un zousätzlechen Apparaten an enger zousätzlecher Offer erkannt ginn ass, an zwar schonn 2019, virun der Pandemie. Do si mer vu 7 Apparaten deemools eropgaangen op 13 Apparaten, déi mer elo 2023 wäerten hunn. Dat ass e Plus vu 6 Stéck, vu 7 op 13, also quasi verduebelt. Mir hunn nach wärend der Pandemie – an ech wëll och un déi erënneren, och do muss een ëmmer erëm drun erënneren, well de Mënsch d'Tendenz huet ze vergiessen –, déi eis ganz vill mobiliséiert huet, trotzdeem ganz vill Reuniounen ofgehalen op engem Gesondheetsdësch, fir eis Gedanken ze maachen, wéi mer méi strukturell kënne virgoen, fir déi Offer méi eropzekréien hei am Land.

Doraus ass de Projet de loi 8009 entstanen, deen et wäert méiglech maachen – an dat ass eis Ambitioun: déi Servicer méi no bei d'Leit ze bréngen –, no engem selwechte Prinzipp, wou mer vun ëffentlecher Hand a qualitativ héichwäertegt Material investéieren, ausserhalb vun de Spidolsmaueren, also méi no bei de Bierger esou Servicer kënnen opzebauen. Wann ech dat – an dat si vill Servicer, déi concernéiert sinn, mee ënner anerem och dee vun der Imagerie –, wann ech dat dorobber projezéieren, wäert dat bedeiten, dass mat dësem Projet de loi nach eng Kéier kënnen eng ganz Unzuel, also 6 zousätzlech esou Sitte bedriwwe ginn. Dat sinn der vill. Da géife mer vun – wou mer 2019 waren – 7 mat deem dote Projet de loi, wéi en ugeduecht ass, ganz kuerzfristeg op 19 kënne kommen. Dat ass vill.

Wouräms geet et? Ben, et geet drëms, eise Leit eng gutt Qualitéit weiderhin ze bidden no deem Modell, dee mir hei am Land kennen. Mir hunn hei d'Gewunnecht, a gutt Material, an neit Material ze investéieren. Mir kennen dat net, dass mer einfach Occasioune kafe ginn, dass mer spueren. Mir spueren net um Patient! Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg nach ni gemaach,

dat hu mer ni gewollt. An eis Ambitioun ass och, an deem Sënn weiderzefueren.

An deem Sënn wäerten och, et ass gesot ginn, aacht nei Mammografe kommen, déi méi effikass sinn. Déi wäerten et erlaben, op deenen eenzelne Spidolssitten – dat ass haut just am CHL méiglech –, och an deenen anere Spideeler direkt eng Biopsie ze maachen. Se sinn zäitspuerend. Och do kënne mer méi Offer en place setzen.

Ech muss also insistéieren, dass et net den Här Gloden ass, dee sech duerchgesat huet mam Potaschbierg. Wann de Potaschbierg haut funktionéiert, dann ass dat, well vusäite vun engem Spidol ganz vill Efforte gemaach gi sinn, och vusäite vun de Verwaltungen. Do si ganz vill Stonnen dropgaangen, fir en Accord ze fannen, fir e Modèle de financement ze fanne par rapport zu engem Apparat, deen net dee klasseschen ass, wéi mir en hei kennen. Et huet ee misse kucke: Wéi berechne mer dat, wann den Apparat schonn e gewëssenen Alter huet? Wéi maache mer dat?

(Interruption)

Mir wollten och sécherstellen – an dofir ass dat net eppes Ideologesches, wat mer einfach ewechgewëscht hunn –, dass deen Apparat, deen ënnert dem Numm, deen an der Antenn vun engem Spidol fonctionéiert, och der Qualitéit entspréicht, déi mir hei gewinnt sinn. Dass e beispillsweis e CE-Label huet, dat ass eppes, wat Iech elementar schéngt, mee esou eppes kann, deemno wéi, Méint brauchen, ier een déi néideg Dokumenter dann zesummenhuet, fir dat och fir eis Leit sécherzestellen.

Da géif ech gären insistéieren, och erëm eng Kéier drun erënneren, wat d'Delaien ugeet: Ech hat Iech hei am Kader vun der Petitioun en Abléck ginn, wéi d'Delaie sinn; déi sinn nach ëmmer net gutt. Ech mengen, mir hunn dat och schonn oft duergestallt. Natierlech gesäit een net den direkten Effet vun deenen zousätzlechen Apparaten, wann een zäitgläich an enger Pandemie ass, well natierlech villes ausgesat ginn ass.

Entre-temps schaffe mer drun, fir eng Method ze fannen. Mir hunn eisem neien Observatoire dat an Optrag ginn, fir Indicateuren ze hunn iwwert d'Delaien, déi vergläichbar sinn. Dat maache si zesumme mat LIH, si maachen dat also ganz wëssenschaftlech begleet op engem héijen Niveau, wou mer an Zukunft wierklech eng Methodologie wäerten hunn, déi et erlabe wäert ze gesinn, wéi laang d'Delaie sinn, mat där mer dat kënne monitoren. Dat hu mer haut net, mir hunn haut ëmmer nëmmen eng Foto, wa mer bei eis privatrechtlech bedriwwe Spideeler froe ginn. Dat sinn net eis Spideeler, mir musse se froen an da gi se eis déi Donnéeën. Dat ass ëmmer nëmmen eng Foto, déi mer hunn. An Zukunft hätte mer gären eng Vue, mir hätte gären eng Method, déi eis erlaabt, genau ze gesinn, wou mer dru sinn.

Mir sinn am internationale Verglach – ech géif och gären drun erënneren, dat ass och schonn oft ervirgestrach ginn hei, mee drun erënneren ass ëmmer gutt – guer net esou schlecht. Mir sinn op aachter Stell mëttlerweil, wat d'Zuel vun den IRMen ugeet, op éischter Stell an Europa, wat d'Scanneren ugeet, a mir sinn an deene leschte Joren ëm véier Plaze geklommen, wëll ech soen. Dat heescht, mir sinn also net amgaangen, méi schlecht ze ginn am internationale Verglach, de Contraire ass de Fall!

Mir schwätzen och ëmmer ganz gäre vun Zuelen. Also, nach eng Kéier, wéi gesot: Lëtzebuerg ass an enger Situatioun mat engem ganz, ganz grousse Bevëlkerungswuesstum, eis Länner ronderëm hu vill, vill manner, vill, vill manner Wuesstum. Kuckt Iech déi Zuelen eng Kéier un! Bei eis kënnt derbäi, dass Non-résidenten, eis Assuréen, déi iwwer eis Grenzen ewech wunnen, de Wee bei eis ëmmer méi oft sichen. Dat geet steeteg erop, ëm 10 % d'Joer!

D'Zuele vun Non-résidenten, souwuel Däitscher, Belsch wéi Fransousen, déi de Wee op Lëtzebuerg fannen, insgesamt a generell bei eis Gesondheetsdéngschtleeschtungen, mee och spezifesch bei d'IRMen, déi geet erop. Ech kann Iech se gäre ginn, well do gëtt jo ëmmer gären d'Beispill geholl vum Lëtzebuerger, deen an d'Ausland geet. Ben, mir hunn d'Zuelen, wie bei eis kënnt. Dat sinn der vill. Däitsch Leit beispillsweis, dat waren der 2019 nach 611, 2021 waren et der schonn 944. A Frankräich ass dat och ëm ronn 30 % eropgaangen. An der Belsch nawell, an do sinn d'Zuelen nach vill méi héich wéi bei Däitschland.

Wat seet eis dat? Dat seet eis, dass eise Gesondheetssystem wuel guer net esou schlecht ass. Deen huet déi Pandemie iwwerstanen an e steet nach, wärend anerer net méi richteg stinn. Well wann d'Leit heihinner komme mat engem wäiten Ufaartswee, dann ass dat net zum Spaass, dann ass et, well se warscheinlech bei sech net méi dat virfannen, wat se soss emol do virfonnt hunn, a si kommen heihinner, wou se Asuréë sinn. Alles dat dréckt natierlech op eise System a schwätzt derfir, dass mer mussen nach weider ausbauen.

Mir hunn – et ass schonn erwäänt ginn – och derfir gesuergt, dass deeRéckstau, dee mer hunn, ka schnell ofgebaut ginn. An dofir géif ech gären alle concernéierten Acteure vun hei aus och nach eng Kéier Merci soe fir dee gudde Wëllen. Mir wäerte Samschdesplagen opmaachen an an abseebarer Zukunft am CHEM och souguer Sonndesplagen, fir zousätzlech Rendez-vouse kënnen ze ginn, dat alles fir schnellstméiglech de Réckstau ofzebauen. Parallell hoffe mer, dass dee Projet de loi schnell op den Instanzewee kënnt, fir dass mer och d'Offer insgesamt wäerten eropkréien.

Da vläicht nach e Wuert zu deem, wat gemaach gëtt, och do si mer aktiv. Dir wësst, dass Lëtzebuerg 2017 schonn eng Kéier en Audit maache gelooss huet iwwert d'Ordonnancen. Et muss ee jo och kucken, wat verschriwwe gëtt. Do gëtt et Recommandatiounen: Wéini soll en IRM gemaach ginn? Wéini soll eng Röntge gemaach ginn? Alles dat gëtt reegelméisseg gekuckt. Mir stoungen 2017 ganz schlecht do. Dat war net alles no de Règles de l'art. Doropshin ass sensibiliséiert ginn, an am Moment leeft nees eng Kéier en Audit. Ech hoffen, dass mer dee virum Summer oder spéitstens fir den Hierscht och virleien hunn, fir dass mer gesinn, ob mer Progrèse gemaach hunn. Well dat, wat mer net wëllen, ass, dass exzessiv verstraalt gëtt, dass d'Leit onnéideg verschriwwe kréien. Och do soll een derfir suergen, dass sech un d'Recommandatioune gehale gëtt. Wéi gesot, zueleméisseg sti mer ganz gutt do, fir d'Röntgen nach ëmmer un éischter Plaz an Europa a fir d'IRMe mëttlerweil op aachter Plaz.

D'Koordinatioun tëscht den Acteuren, fir fräi Plagë kënne méi effizient ze notzen, dat ass och amgaangen, zustanen ze kommen. Do schaffe mer zesumme mat der FHL, dat heescht, d'FHL schafft mat deenen eenzelne Spideeler zesummen. Mir hunn e Phenomeen, dass ganz vill Rendez-vousen och net wouergeholl ginn, e relativ héije Prozentsaz. Dat sinn natierlech verluere Plagen. Do soll eppes en place kommen, fir dass een déi schnell ka benotzen; mee dat hate mer schonn thematiséiert am Kader vun der Petitioun.

Ech géif vläicht och e Wuert zu de Spideeler soen. Et geet net drëms, alles ze zentraliséieren. Et geet virun allem drëm, d'Spezialisatioune beieneenzebréngen, d'Qualitéit och héich ze halen. Och dat si Recommandatiounen, Tendenzen iwwerall an der Welt, dass ee spezialiséiert Leit beieneebréngt, dass een net alles iwwerall mécht, mee wierklech kuckt, fir eng gutt, eng qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschtung ze ginn.

Ech géif och gäre preziséieren, dass am Norde keng Better ofgebaut gi sinn. Mir hu rezent e ganz flotte Projet presentéiert, dat ass „Schlasskéier" zu Wolz, wou zwee nei Sitte wäerte kommen. Dat ass engersäits eng Geriatrie, déi am Saint Joseph wäert bleiwen, an eng Poliklinick, donieft e ganz neie medezinneschen Zenter. An do ass keng Demande, déi bei eis virläit, fir och nëmmen een eenzegt Bett ofzebauen! Dat muss iergendwou falsch verstane gi sinn. Ech ginn emol dovunner aus, ech ënnerstelle kengem Mauvaise foi. Ech wëll just kloerstellen: Et gëtt kee Bett ofgestallt, absolutt keng Demande an deem Sënn läit vir! Dat kann een esou net behaapten. Dat ass ganz einfach falsch. Et gëtt och do optimiséiert, et gëtt beieneegeluecht, wat beienee passt.

Dann, fir op d'Apdikten ze schwätzen ze kommen: Och do, natierlech brauche mer méi Apdikten. Mir sinn zu méi Leit, also musse mer eis iwwerleeën: Wéi kënne mer méi Apdikten dohinner kréien an eist Land? Do sinn Aarbechten ugelaf, och scho virun der Kris, och elo lafe se weider. Wou sti mer haut? Mir hunn, Dir wësst et, zwee Typpe vun Apdikten hei am Land. Dat sinn engersäits déi privat Apdikten. Déi ginn zréck op eng Gesetzgeebung vun ëm 1840, eppes dorëmmer. Déi sinn am Fong geholl esou gereegelt, dass se do sinn, wou se sinn, an entweeder kann ee se verierwen oder verkafen – mee déi fonctionéieren net nom Modell vun enger Konzessioun.

Donieft hu mer eis Konzessiounen, wou mer da kënnen ausweiden, wou reegelméisseg Demanden un eis erugedroe ginn a wou mir och vun eis aus an engem Aarbechtsgrupp virun der Pandemie ugefaangen an och elo erëm säit dem Fréijoer opgegraff hunn, ze analyséieren an ze berechnen, wou Zousazapdikte géife Sënn maachen. Do wäerte ganz vill nei Apdikten an nächster Zäit kommen.

Mir hunn, fir Iech e Beispill ze ginn, der rezent fënnef Stéck, déi esou gutt wéi prett sinn oder an der Ausschreiwung zum Deel. Dat ass eng Kéier Reckeng op der Mess, déi wäert op Éileng kommen, mir hu Luerenzweiler, fir déi vu Clausen ass de Perimeter erweidert gi Richtung Kierchbierg, mir hunn d'Stauséigemeng an de Findel, dat heescht, den Aeroport wäert och eng Apdikt kënne kréien. Dat sinn déi fënnef, déi schonn an dréchenen Dicher sinn.

Mir hu vun eis aus elo ganz rezent nach véier zousätzlech Gemengen ugeschriwwen. Déi Courriere sinn nach net ukomm bei deene jeeweilege concernéierte Gemengen, duerfir géif ech hei elo vläicht nach net mentionéieren, wéi eng et sinn, well dat ass eréischt an d'Post gaangen. Mee dat sinn nach eng Kéier véier zousätzlech Gemengen. An da si mer effektiv och nach mat dräi Demandë befaasst, dont d'Demande vu Furen, dat ass eng vun den Demanden. Mir hunn och Diddeleng fir NeiSchmelz – dat ass eng Demande, déi vun 2019 ass – a Leideleng. Dat sinn déi dräi Demanden, déi nach unhänken. An dat ass dat, wou mer haut stinn.

Dann e Wuert zu de Maison-médicallen, déi erwäänt gi sinn: Et ass richteg, dass d'Maison-médicalle wuel vun der Santé en place gesat ginn. Mir hunn och zwou nei Maison-médicallen, eng drëtt nei wäert am Norde kommen. Déi fonctionéieren awer mat fräischaffenden Dokteren, dat si keng staatlech Dokteren. Mir hu keng Staatsmedezinn. Déi fonctionéieren am Reseau mat den Dokteren, d'Dokteren organiséiere sech. A mir haten och schonn éfters hei d'Geleeënheet, eis auszetauschen an …

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kaes kann et net erwaarden, fir Parole après ministre ze froen. Normalerweis léisst een de Minister ...

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn eng Fro ze stellen ...

(Brouhaha)

Et deet mer leed, mee muss ech waarden, Här President, bis op d'Parole après ministre, wann ech eng Fro hunn?!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Selbstverständlech. Jo! Ass dat u mir oder ...?

M. Aly Kaes (CSV) | Bon, merci fir d'Wuert, Här President. Merci, Madamm Ministesch, datt Der eng Fro erlaabt. Ech wëll Iech ganz éierlech soen: Wann een enttäuscht ass iwwert dat, wat Der grad an der leschter Vergaangenheet gemaach hutt, dann ass et meng Wéinegkeet! Et kann een net ... An Dir wësst ganz gutt, datt et esou ass: Déi Apdikt zu Fure wäert genau esou kënne geneemegt gi wéi déi aner, mee ganz einfach, well do e Protektionismus vum Collège médical ... Nodeem Dir mir formell zougesot hutt, dat ze maachen! An Dir selwer – dobaussen, do baussent der Dier! – hutt gesot: „Jo, ech hat awer net geduecht, datt ..., ech hat awer net geduecht, datt de Collège médical eng negativ Approche hätt, en negativen Avis géif ginn."

Dir sidd d'Ministesch, Madamm! Dir sidd d'Ministesch an Dir huelt d'Decisiounen, net de Collège médical, mee Dir! A mir erfëllen an allen Hisiichten an deem Centre médical, wou véier Generaliste sinn, ...

(Brouhaha)

... véier Generaliste wäerten dra sinn, wou nach e Labo dran ass, wou e Kiné herno dran ass, wou nach aner medezinnesch Beräicher ofgedeckt ginn, mir erfëllen absolutt d'Konditiounen, och vun der Zuel vun de Leit!

M. Dan Kersch (LSAP) | Sidd Der hei op der Gemeng oder sidd Der hei ...?

M. Aly Kaes (CSV) | Et ass just ...

Une voix | Een nom aneren!

M. Aly Kaes (CSV) | Et ass just ... Net een nom aneren! Hei geet et ëm de Patient! An hei, grad Är Spriecherin vun der LSAP huet gesot: „Mir wëllen ..."

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, hutt Der eng Fro?

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn d'Fro scho gestallt. Ech hunn d'Fro scho gestallt!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

M. Aly Kaes (CSV) | Grad Är Spriecherin huet och gesot vun Apdikten ... Sot mir nach eng Kéier, wannechgelift – Här President, an elo kënnt nach eng Kéier d'Fro, fir datt och Dir drun erënnert gitt, datt ech eng Fro gestallt hunn –, sot mir ganz einfach, firwat dat net kann akzeptéiert ginn!

(Interruption)

Nee, dat kann net akzeptéiert ginn. Ech kann Iech schonn eng Äntwert ginn: Dat kann net akzeptéiert ginn, ...

(Hilarité)

... well zu Veianen Är Partei de Moment nach um Rudder ass.

(Brouhaha et interruptions)

Et ass en Trauerspill, et ass en Trauerspill sonnergläichen!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Kann ech äntweren?

M. Dan Kersch (LSAP) | Där enger Gemeng eppes ewechhuelen, fir bei senger Gemeng eppes bäizemaachen, ëm méi geet et jo net hei!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kaes. An elo geet d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch. D'Wuert huet elo eleng d'Madamm Gesondheetsministesch!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nach eng Kéier, wéi gesot, ech hunn déi lescht Serie vun Apdikten, déi ech ugeschwat hunn, an dat sinn dräi Demanden, déi unhängeg sinn. Do ass och déi vu Furen. Dir hutt vu mir keng formell Decisioun. An dësem Land gëtt eng Decisioun schrëftlech geholl. Dir hutt eng Demande eraginn. Ech ka gären herno am Detail drop agoen. Mir kënnen dat och elo maachen. Ech wollt awer eigentlech meng Presentatioun fäerdeg maachen, mee ech kann awer gären op Furen agoen, am Detail. Mee dat ass eng Demande, déi nach net beäntwert ass. Ech kann awer gären den Historique vu Fure maachen. Dat kënne mer gäre maachen.

(Interruption)

Ech wollt just vläicht fäerdeg maachen, wann Der erlaabt, e Wuert nach zu der Maison médicale: D'Maison-médicallen, wéi gesot, dat sinn Haiser, déi vum Staat finanzéiert ginn. Mir hunn neier gemaach, och wärend der Pandemie. Et gëtt ëmmer gesot: „Wat hutt Der ausser der Pandemie gemaach? Ben, zum Beispill komplett nei Maison-médicallen opgeriicht. Mee bedriwwe gi se vun de fräischaffenden Dokteren. Déi organiséiere sech ënner sech, fir d'Garden ze maachen. An d'Problematik, déi mer hunn, ass, genuch Dokteren ze fannen, déi bereet sinn, dat ze maachen, déi bereet sinn, déi Garde matzemaachen. Dat ass d'Problematik am Osten, fir am Oste genuch Dokteren ze fannen, déi déi Linne maachen. Dat ass de Problem.

Ech hunn awer héieren, an ech kommen herno drop hin, dass verschidde Leit heibanne fir eng Organisatioun oder Haiser plädéieren, déi staatlech bedriwwe sinn, medezinnesch Haiser. Doriwwer kann ee gäre schwätzen. Ech hunn awer och Froen dozou, well mer net alles kloer ass, wat Der Iech do virstellt.

Mat der Maison médicale pédiatrique ass et d'selwecht. Mir hunn et fäerdegkritt: Et ass eng, déi an der Stad funktionéiert; schwiereg, dat war och ganz schwiereg, fir do déi Auerzäiten auszeweiten, well dat ëmmer vun den Dokteren ... Mir hunn déi Dokteren net agestallt, dat si fräischaffend Dokteren. Déi mussen éischtens emol a genügender Unzuel do sinn. Da musse se bereet si matzemaachen, déi Garden ze maachen. Dat ass d'Problematik. Mee d'Maison médicale pédiatrique am CHL, ...

(Brouhaha)

... déi d'ailleurs bei der Kannerklinick derbäi ass, déi funktionéiert ganz gutt. Ech géif mer wënschen, mir hätte Maison-médicallen och an deenen anere Spideeler. Och do sinn nach Retizenzen, fir dat ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann ee géif der Madamm Ministesch nolauschteren!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mee nach eng Kéier: D'Problematik, dat sinn d'Doktere selwer. Mir brauchen der a si feelen, si feelen iwwerall! Ech fannen och d'Iddi ganz lackeleg, e Pool ze maachen iwwert d'Grenzen eraus, mee do feele se nach méi wéi bei eis. Wann Der e bësselchen d'Nouvellë lauschtert an Däitschland, wat do lass ass am Gesondheetssystem: Ech mengen, do si Projeten, fir op den digitalen Dokter iwwerzegoen, well se eebe keng fannen. An ech kann Iech soen, ech hunn ëfters schwiereg Diskussiounen, well mir der hei eeben ofwerben, net nëmme Personal, mee och Dokteren. Esou einfach ass et net, wéi et klénkt, fir e Pool iwwert d'Grenz eraus opzestellen.

An d'ailleurs ass och de beschte Beweis dofir, wa mer gesinn, dass ëmmer méi Leit aus der Grenzregioun bei eis kommen. Dann ass dat sécher net, well do d'Dokteren en masse op kuerz Distanzen disponibel sinn. De Contraire ass de Fall.

Ech géif dann och insistéieren, erëm drun erënneren: Wat ass gemaach ginn? Ben, nieft dem Projet de loi fir d'Zenteren auszebauen, nieft de Maison-médicallen an enger ganzer Rei anere Saachen hu mer och de Projet fir d'Dokteschgesellschaften op de Wee ginn. Deen ass an eisen Aen e Facilitateur fir wierklech Zenteren, fir pluridisziplinär zesummenzeschaffen iwwer Land, fir dat ze fërderen, fir den Dokteren ze erlaben, sech déi Fraisen ze deelen, vläicht d'Plagë méi wäit opzemaachen. Och do gëtt et Subsiden.

An ech si ganz frou, dass hei souzesoen e politesche Schulterschluss ass, dass mer déi Ënnerstëtzung sollen ausweiten. Ech hoffen, dass dee Schulterschluss och do ass, wann ech dann déi Sue froen, fir dat och dann an d'Luucht ze setzen. Dat kascht eis natierlech Suen, wa mer dat subsidiéieren, an am Moment ass deen Ureiz net héich genuch. Mee ech hunn dat héieren, dass dat hei e breede Wonsch ass. Ech kann dat och gären nach eng Kéier thematiséieren. Ech sinn deen éischten, deen Demandeur ass, fir do méi en héije Budget ze kréien an dat méi héich ze ënnerstëtzen. Dofir merci fir d'Ënnerstëtzung.

Dann effektiv zu der Motioun. Ech hu vu Leit, vun deene Lénken, effektiv och vun de Piraten, déi Iddi héieren, dass mer dat méi organiséieren, dass een eeben net fräie Laf léisst. Et ass gesot ginn, wann ee fräie Laf léisst, da ginn d'Dokteren éischter dohinner, wou och vill Leit sinn. Déi ginn net onbedéngt an de ländleche Raum, wou net den Turnover ass. Dat sinn interessant Iddien.

Ech hunn zu der Motioun allerdéngs och eng Fro, well dat geet jo dann a Richtung ewech vun der Privatiséierung an a Richtung méi Organisatioun, dass mer dat staatlech an d'Hand huelen. Dat wär en Novum hei am Land, iwwer Land, ausserhalb vun de Spideeler. Dofir wär meng Fro un d'Kolleege vun der CSV: Dir frot och fir ze organiséieren, eebe fir do d'Medezinn ze organiséieren, an Ärem leschte Bullet op der zweeter Säit. Ass et och dat, wat Iech do virschwieft? Wat erwaart Der Iech ënner „organiséieren" vusäite vum Staat? Ass dat, dass mer Dokteren astellen, dass mer staatlech Zenteren opmaachen?

Ech hunn e bësselche Schwieregkeeten ze verstoen, wann ech den Discours lauschtere vun der Gesondheetspolitick, wéi ech dat alles op ee Leescht kréien. Soll et goen a Richtung vu méi Organisatioun, vu méi Agrëff a Kontroll vusäite vum Staat am ländleche Raum? Oder sidd Der fir méi Privatiséierung, dat heescht fir méi fräie Laf, wéi mer et haut kennen? Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen an ech hunn do e klenge Verständnisproblem.

Ech géif awer vläicht och fir den Aly Kaes nach eng Kéier och hei op den Detail agoen, well de Kontext ass komplex. Ech ginn dat gären zou an ech hunn och näischt do ze verstoppen, an den Aly Kaes weess dat. Am Oktober 2020 si mer befaasst gi mat enger Presentatioun, si mer op Fure geruff ginn, well do e

Centre médical envisagéiert ass – e flotte Projet, wat mir als Santé natierlech begréissen, wa Gemenge medezinnesch Zenteren opmaachen. Am Juli 2021, e bësselche méi spéit, ass den Architekt vu Furen och bei eis virstelleg ginn iwwert e Bréif, an deem e gefrot huet, ob mer e kënne beroden, wéi een esou e medezinneschen Zentrum opbaut. Do hu mer geäntwert: „Do si mir net direkt kompetent, dat ass mat der ITM ze kucken."

Kuerz virdrun awer, am Abrëll 2021, ass e selwechte Projet vun engem anere Buergermeeschter niewendrun ..., do ass och e Centre médical envisagéiert ginn, vu Veianen. Déi sinn och bei eis virstelleg ginn. Dat selwecht, dat heescht, mir hunn do zwou Initiativen, déi allen zwou absolutt begréissenswäert sinn, awer relativ no openeen, wou mir als Santé natierlech näischt dergéint hunn.

D'Komplikatioun kënnt an d'Spill iwwert de Wee vun der Apdikt. An ech géif mech do gären erklären. Mir hunn eng Apdikt zu Veianen, wat eng privat Apdikt ass no deem ale Modell. Déi ass zu Veianen an a priori net enzwousch anescht. Déi kann do verierft ginn, weiderverkaaft ginn. Mir hunn awer eng Demande kritt vu Furen, wou keng Apdikt ass, fir eng nei Konzessioun, also eng zousätzlech nei Konzessioun.

M. Aly Kaes (CSV) | Op Äert Uroden, op Äert Uroden! Vun der Santé, vun deene Leit, déi ...

(Exclamations)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Also, vu mir sécherlech net, Här Kaes! Elo geet et ... Ech mengen, Dir sidd Meeschter fir Är Demanden, déi Der stellt. Dir hutt eis am November 2020 eng Demande – dat ass jo och legitimm, dat ass jo och absolutt kee Problem – gestallt, fir eng nei Konzessioun do ze kréien. Mir hu parallell eng Demande kritt, eng Demande de renseignement vun der Apdikt vu Veianen, ob et méiglech wär, déi Apdikt ze transferéieren. Doropshi krute mer en Avis juridique vun der Gemeng Veianen, déi eng Interpretatioun huet vum Gesetz, déi seet: „Nee, dat ass kloer, dat ass an der Commune, dat ass net enzwousch anescht. Déi kënnen net réckelen."

Mir hunn entre-temps Avise kritt vum Collège médical, déi alleguerte soen: „Eng Apdikt, jo, eng zweet Apdikt ass schwiereg", an et ass do, wou mer am Moment hänken. Mir hunn eeben en alen Text, dee mécht, dass déi Apdikt vu Veianen net do fort kann, a mir hunn eng nei Demande fir eng Konzessioun, déi an der Beaarbechtung ass. An dofir géif ech mer hei gäre virbehalen, net ze soen, wat déi Decisioun ass, och wann Dir mengt, et ze wëssen. Ech weess et haut net! Ech waarden op dee leschten Avis vu menger Direktioun.

An Dir wësst ganz gutt, dass ech probéiert hunn, Iech beieneenzebréngen, och well mer an där dote Situatioun sinn: zwou Gemengen, déi en Zentrum wëlle maachen, eng Apdikt nom ale Regimm, eng Demande fir eng nei, Avisen, déi soen, déi Regioun, no eise Krittären ... An déi sinn objektiv an dat huet iwwerhaapt näischt mat Parteipolitick ze dinn! Déi Krittären, déi applizéiert gi vum Collège médical, dat si säit Joren exactement déi selwecht, mat Awunnerzuelen, mat Turnover, dee gekuckt gëtt. Mir musse jo kucken, ob eng Apdikt potenziell rentabel ass an d'Strooss hält oder net. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Vu datt déi Avisen, déi virleien am Moment, eis soen: „Do sinn zwou Apdikten absolutt net haltbar. Eng ass schonn um Limitt vun deene Krittären, déi mer hunn", hu mer Iech beieneebruecht – an dat war op Beamtenniveau –, fir ze kucken, ob eventuell eppes Gemeinsames do dra wär. Ech hu gesot, ech sinn do fir all Schandtaten oppen, fir e Pilotprojet ze maachen. Dat huet net gefruchtet. A mir sinn am Moment an der Beaarbechtung a mir mussen en Debrief maachen, ob mer nach eng weider Ronn mat Iech dréinen. An da brauch ech deen definitiven Avis vu menger Direktioun zu där Demande, déi Der eraginn hutt, an da wäert Der eng Decisioun kréien, déi motivéiert wäert sinn.

Et ass richteg, mir hu matenee geschwat, natierlech. Dir hutt mech oft op Äre Projet ugeschwat. Jiddweree begréisst, wann d'Gemenge sech aktivéieren. Dat ass dat, wat mer alleguerte wëllen. An et ass och richteg, dass ech effektiv eng falsch Informatioun iwwer Telefon kritt hat, déi ech Iech fälschlecherweis matgedeelt hunn. Dat wäert mech léieren, iwwer Telefon Renseignementer ze froen, wann en Deputéierte mech eppes hei freet, wann ech wéinst eppes anescht hei sinn! Ech hu gesot kritt: „Dat gesäit gutt aus", well jiddwereen dee Projet gutt fonnt huet. Wéi ech awer um Büro ukomm sinn, louch en negativen Avis do vum Collège médical a meng Leit hunn Iech direkt ugeruff, musst Der wuel och fairerweis zouginn, fir Iech matzedeelen, dass dat awer net esou gutt ausgesäit, well deen Avis negativ ass.

Mee wéi gesot, eng Decisioun ass an deem Dossier do nach net geholl. Déi wäert kommen, zäitno, an ech wäert och gesinn, ob mer nach eng Kéier eng Ronn mat Iech dréinen. Mir sinn do gudde Wëllens a wären och bereet, fir effektiv eppes auszeprobéieren. Déi Situatioun mat deenen Apdikten no deem ale Gesetz ass eng net onbedéngt ganz glécklech Situatioun. An och do tausche mer eis mat den Apdikter aus, wéi si dat gesinn – si sinn als Éischt concernéiert –: Kann een do méi large sinn oder net?

Mee dat ass den Dossier, wéi en ausgesäit. Et huet also strictement näischt mat Politick ze dinn, weeder mat Iech, mat Ärer Couleur, nach mat där vu Veianen. Dat ass en Dossier, dee mir sachlech uginn a wou mer kucken, jiddwerengem entgéintzekomme sou gutt, wéi dat geet.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Den Här Kaes fir Parole après ministre – kuerz, wannechgelift!

(Brouhaha)

M. Aly Kaes (CSV) | Madamm, wann Der ee Moment nach hutt, ech wëll och ... Ben, ech sinn eeben en Hitzkopf, dat ass eeben esou. A wann ech iwwerzeegt si vun eppes, dann ass dat nach schlëmmer. An Dir wësst, Dir wësst, datt ech méi wéi Recht hunn, well och vun der Zuel ...,

(Brouhaha)

... och vun der Zuel vun den Awunner kënne mer roueg eng Kéier d'Rechnung maachen: Dann ass dat eng Realitéit! Den Här Kersch huet och nach d'Wuert gefrot, mee elo hunn ech et mol!

(Brouhaha)

Et ass also ganz kloer esou, datt – an Dir hutt et selwer gesot – mir ëmmer méi Grenzgänger hunn, déi op eis Servicer zréckgräifen. Et fiert kee Grenzgänger bei den Apdikter vu Veianen, well do kritt en net eng Parkplaz! Dat ass eng Realitéit! Dat ass einfach en doudegen Aascht, ech muss et esou soen, wéi et ass. Frot d'Leit aus der Regioun, déi soen Iech dat!

Mir hunn ... Wa mer Bettenduerf a Reisduerf huelen, déi souwisou mussen an de Rond-point Bleesbréck fueren, déi hunn et ...

(Interruption)

... genau esou einfach, fir an e Centre médical op Furen ze kommen, mat enger Parkplaz derbäi, wou se nëmme brauchen iwwert d'Strooss ze goen an dann hu se all déi Servicer, déi do ugebuede ginn, ënner engem Daach. Et ass also ganz kloer esou, datt een ... A wa vun der Mobilitéit a vun de kuerze Weeër geschwat gëtt: Ma hei kann ee mam Lift vum Generalist iwwert d'Bluttanalys an d'Apdikt goen, erëm an den Auto goen an heemfueren ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, Parole après ministre limitéiert sech op fënnef Minutten an déi hu mer scho wäit iwwerschratt!

M. Aly Kaes (CSV) | ... a brauch net nach op sechs verschidde Plazen ze fueren, ier een dann all déi Servicer huet. Hei huet eng Gemeng, eng kleng Gemeng, eng ländlech Gemeng de Courage gehat, 4 Milliounen Euro ze investéiere fir de Patient, zum Wuel vum Patient, zum Wuel vum Bierger!

An ech wëll nëmme just nach eppes soen: Dee Centre médical zu Veianen, deen ass dunn an d'Gespréich komm, wéi d'Kolleegen aus der Noperschaft och eng Initiativ geholl hunn, wéi Tandel eng Initiativ geholl huet, fir do eppes ze maachen. Souguer den Dokter vu Veiane seet, datt dat do eng ganz gutt Saach ass a geet vu Veianen zu sengen dach méi eeleren Deeg op Furen, fir a sech dräi jonk Generalisten ze ënnerstëtzen.

(Brouhaha)

Dat ass am Sënn vun der Saach, dat ass am Sënn vum Patient! Madamm Ministesch, Dir braucht just Jo ze soen zu enger Apdikt ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, Dir musst elo zum Schluss kommen!

M. Aly Kaes (CSV) | ... an da si mer absolutt zefridden! Merci!

(Brouhaha et interrruption)

Jo, Dir kënnt roueg rose kucken déisäit, ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Aly Kaes (CSV) | ... dat stéiert kee Pond!

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech hat nach eng Fro. Ech weess net, ob ech déi hunn däerfe stellen, mat der Organisatioun, wéi dat ze verstoen ass.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Wann Der mer gutt nogelauschtert hutt a menger Ried: Mir si jo elo net fir d'Verstaatlechung vun der Medezinn, mir wëllen, datt méi Dokteschpraxisse kënnen opgoen. An et muss esou kënnen organiséiert ginn, datt déi Praxissen – well dat verbitt Dir haut – kënnen och gréissert Material uschafen, fir eeben dem Patient déi beschtméiglech Soins médicaux ze ginn. Do si mer eis net eens. An dat ass dat, wat dat heescht.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat heescht, „organiséieren", dat bedeit fir Iech, dass mer en Tariff en place setze fir en IRM beispillsweis am Extrahospitalier? Dass mer kloer sinn.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Jo, mee deen Tariff muss dee selwechte jo si wéi an engem ... Ech weess net, wat Dir mat den Tariffer do ... Mir hunn ni gesot, datt déi Leit net solle vun der Krankekeess rembourséiert ginn ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nee, mee dofir soen ech: Dat wat Dir „organiséieren" nennt, dat ass, dass eng Demande misst kommen an der Nomenclature an en Tariff kommen. Da si mer kloer. Nee, ech hat geduecht, Dir géift ...

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Den normal denkende Mënsch dobausse versteet net, firwat een en aneren Tariff soll bei engem liberalen Dokter kréie wéi an der Klinick.

(Brouhaha et interruptions)

D'autant plus, Här Kersch, datt, wann den Dokter den Apparat keeft, dat de Steierzueler näischt kascht!

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo komme mer zréck bei d'Diskussioun.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat ass interessant ...

M. Fernand Etgen, Président | Iwwert d'Motioune befanne mer duerno.

An ech ginn elo d'Wuert weider fir d'Regierung un de Landesplanungsminister, den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt. Also, hei si ganz vill Froe gestallt ginn. Mir hunn als Regierung elo nach 15 Minutten, déi ech da wëll fair opdeelen zwëschent mir an dem Claude Haagen.

Ech sinn de Landesplanungsminister an de Landesplanungsminister huet dräi Naturparken, en huet och eng Konventioun mam Réidener Kanton. A mir investéieren also an de ländleche Raum, eleng a Personal 2,8 Milliounen, an iwwert dat Personal maache mer de Bierger an deene ländleche Raim iwwert d'Naturparke wierklech eng Verbesserung vun hirem Liewen.

Ech hunn hei dann d'Chance, de President vum Naturpark Our ze gesinn, ech mengen, dee kann dat bestätegen. Mir haten an den CSV-Reien de Marco Schank, deen eng ganz aktiv Roll am Naturpark Uewersauer spillt, an de Camille Hoffmann vu Beefort. Also, parteiiwwergräifend schaffe mer gutt zesummen an deenen Naturparken an och am Réidener Kanton.

An ech mengen, dass den André Bauler d'Saach op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet, ...

Plusieurs voix | A!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | ... dass et besser ginn ass am Clierfer Kanton. Et ass besser ginn am Réidener Kanton. Et ass besser ginn op der Uewersauer an et ass besser ginn op der Our. Vergläicht dach emol d'Situatioun mat där virun 2013! Dës Regierung huet Schoule gebaut, dës Regierung huet den ëffentlechen Transport massiv ausgebaut – ech ginn herno an d'Detailer –, dës Regierung mécht vill méi fir de ländlechen Tourismus, wéi jee gemaach ginn ass!

(Interruption)

A mir verbesseren och aner Servicer. An ech mengen, ech hunn elo leider net d'Zäit, fir Iech am Detail ze soen, wat mer alles am Naturpark Uewersauer, Our an eeben och am Geopark Mëllerdall gemaach hunn. A merci nach eng Kéier, Madamm Gary, dass Der drun erënnert hutt, wat dat fir e formidabele Succès ass fir eis, dass de Mëllerdall elo op der Weltkaart vum Tourismus ass. Dat spieren och d'Tourismusbetriber schonn am Mëllerdall.

Ee Problem ass hei ugeschwat ginn: Wat maache mer – an engem Zäitalter vun der Digitaliséierung an awer och am Zäitalter vum Pommerlach?! Jeff Engelen, wa mer dann emol eeschthaft schwätzen: Dir sot, Wolz hätt Problemer a sengem Zentrum. Jo, mee firwat? Majo, well mer e Risesupermarché am Pommerlach hunn! De Fotograf ass vu Wolz an d'Pommerlach gaangen. De Coiffeur ass vu Wolz an d'Pommerlach gaangen. All, bal all d'Geschäftsleit, déi zu Wolz an der Foussgängerzon ware virun zéng, zwielef Joer, sinn an d'Pommerlach gaangen. A wann Der emol mam Emile Eicher schwätzt, da wësst Der, dass de Problem vum Zentrum vu Clierf natierlech de Supermarché ass, deen elo uewen zu Maarnech ass.

Dat heescht, wa mer wëllen eeschthaft an net poleemesch Äntwerte fannen, da musse mer driwwer diskutéieren, wat eise Rapport ass zwëschent dem Wéi-vill-Supermarchéen-Hunn, op där enger Säit, an deem, wat mer iwwerhaapt nach an eisen Duerf- a Stadkären hunn. An dat ass natierlech e schwéieren Equiliber.

An dann, an ech mengen, d'Madamm Cecchetti huet drop higewisen, berechtegterweis: Mir hunn och de Problem, dass Postservicer, Bankservicer ëmmer méi digital ginn. An natierlech, wat maachen d'Post an d'Spuerkeess? Si ginn och an de Supermarché zu Réiden an net op eng aner Plaz. Dat heescht, mir hu wierklech de Problem, mir hunn ... Ech soen Iech souguer: Den Zentrum vun der Nordstad, deen ass am Cactus zu Angelduerf!

(Interruption par M. Jean-Paul Schaaf)

Majo, Jean-Paul, et ass esou, well wann et reent, dann ass kee bei Dir an der Foussgängerzon, si sinn all beim Namur am ...

(Hilarité)

Et ass d'Realitéit. Dat heescht, ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et ass awer och een zu Ettelbréck ...

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | ... mir musse gemeinsam iwwerleeën, wéi mer d'Stadzentren an d'Duerfzentren erëm attraktiv maachen. A mir probéieren elo mam Réidener Kanton an der Kantonalhaaptstad dann, also an deem Anker, nozedenken, wéi mer dann iwwer e Guichet unique staatlech Servicer, kommunal Servicer an och Post- a Bankservicer zesummeleeën, fir iwwerhaapt emol erëm eng Masse critique ze kréien. An ech mengen, dat ass eng konkreet Äntwert, déi mer als Regierung op eng konkreet Demande probéieren ze ginn.

A lieweg Dierfer, dat ass immens wichteg. Mee do gëtt et och Gemengen, déi maachen dat super gutt. Ech war elo zu Bauschelt. Bauschelt huet zu Sir e Café, dee gëtt vun engem Veräi bedriwwen, well se net méi d'Masse critique hate fir e kommerzielle Café. Si hunn e mobille Stand, dee vun der Famille bedriwwe ginn ass (veuillez lire: dee vum Familljeministère ënnerstëtzt ginn ass). Dat heescht, wa mir Gemengen hu mat Buergermeeschteren, déi aktiv sinn, da geschitt och eppes um Terrain, a mir als Regierung ënnerstëtze se.

(Interruption)

Wann ech dann op den ëffentlechen Transport kommen, ech hunn elo grad gekuckt, wéi vill Bussen zu Bruechtebaach de Moie fortgefuer sinn: sechs Bussen innerhalb vun 1 Stonn 20! Eisen ëffentlechen Transport kascht 120 Milliounen. Souguer an der Schwäiz hutt Der net deen Takt, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an den Dierfer. Dir hutt e Stonnentakt iwwert d'ganz Woch an en Hallefstonnentakt an de Spëtzenzäiten. Dat kascht 120 Milliounen zesumme mam Schoultransport!

An elo kann ee vill kloen, mee ech mengen, wann een iwwert den ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg schwätzt, och am ländleche Raum, da muss een awer och fair sinn, wat déi lescht Jore vum François Bausch do opgebaut ginn ass. An natierlech ass an där Reform, déi elo gemaach ginn ass, dat eent an dat anert nach ze optiméieren. An all Dag gëtt mat de Gemenge geschwat – wann ech nach eng Kéier op Bauschelt kann zréckkommen: Mir kucken och, dass do elo e Bus kënnt bis uewen op den Hareler Poteau, well do si bewosst Demanden. Mee mir reagéieren déi ganzen Zäit drop.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | An de Moie war ech op der Schweebecher Bréck, um Park&Ride, vum Réidener Kanton virgeschloen: fënnef Bussen d'Stonn! Mir hu mëttlerweil 80 bis 120 Autoen, déi do stinn, wou d'Leit dee super gudde Service do wouerhuelen.

Dass den Tunnel agebrach ass, duerfir kann de Minister net. Dat, wat de Minister mécht, ass, en Ersatzverkéier organiséieren. Hien hätt och nach méi Bussen, mee en huet net méi Chauffeuren! Also, nach eng Kéier, d'CFL an de Ministère maachen alles, fir dat esou gutt wéi méiglech ze organiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | A fir Iech ze weisen, a wéi eng Detailer mer ginn: Mir féieren elo, oder si féieren elo an enger Woch en extrae Busarrêt an hannert der Pattonsbréck, wann s de vun Angelduerf op Ettelbréck kënns, fir dass déi Leit, déi vun House mussen am Moment bis eroffueren, a vu Clierf, bis op Ettelbréck, dass déi do kënnen erausklammen an den Zuch nach kréien. Dat heescht, et gëtt déi ganzen Zäit probéiert, fir deem Misär entgéintzewierken. An ech mengen, natierlech si mer all frou, wann den Tunnel geschwë kann opgoen.

Ruffbus: De Mobilitéitsministère kuckt am Detail an en ass och amgaang ze iwwerleeën, fir do e gréisse Pilotprojet ze maachen. An den Housener Contournement: Ech gesinn Iech elo geschwënn all hannert dem Bändchen! Da gëtt en no 30 Joer Realitéit, an dat ass och de François Bausch, deem een do ka Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha et interruptions)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | An dann nach vläicht zréck bei d'Muselmetropol, op Gréiwemaacher. Léiwen Här Gloden, Dir sot, d'Regierung soll dach emol „endlech" eppes maachen am Grenzverkéier. Dir selwer sidd Member vum Entwicklungskonzept Oberes Moseltal. Dir selwer wësst, dass mer am Moment scho Garen op der däitscher Säit identifizéiert hunn, wou mer elo Mobilityhubs himaachen. Dir wësst, dass Gespréicher lafen zwëschent der Lëtzebuerger Regierung an der däitscher Regierung an dass mer och iwwert den Interreg déi Projete wäerte finanzéieren. Firwat sot Der et net?! Firwat maacht Der hei, wéi wann net do géif eppes geschéien?

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Also do hutt Der zwar net gutt nogelauschtert, well ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Gloden!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Pardon.

M. Fernand Etgen, Président | Wann ee gär d'Wuert hätt, da freet een et!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Fait personnel. Ech sinn ugeschwat ginn. Kann ech d'Wuert wannechgelift kréien, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Här Turmes, sidd Der d'accord, datt den Här Gloden Iech eng Fro stellt?

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, ech hu se bal provozéiert.

(Hilarité)

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Nee, den Här Turmes huet mer wierklech net nogelauschtert, well ech hu grad bei deem dote Punkt vum grenziwwerschreidende Verkéier gesot, datt d'Regierung ëmmer erëm eppes mécht. Mee mir musse weider zesummeschaffen. Ech hunn net gesot, do gëtt näischt gemaach, Här Turmes. Dir musst nolauschteren, wat den éischte Pouvoir vum Land Iech seet!

(Hilarité et exclamations)

Well ech weess, datt Der reegelméisseg do intervenéiert. Mee Fait ass haut: Mir ginn ënner am Verkéier a mir brauche méi Brécken am grenziwwerschreidende Raum. Déi Gare zu Wellen, hutt Der déi gesinn? Hutt Der gesinn, wéi déi erausgesäit? Do klëmmt keen eraus an et wëll och keen dohinnergoen. Duerfir, leet mer keng Wierder an de Mond, déi ech net gesot hunn!

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt, also mir liesen dann herno am Rapport, wéi Der dat am Ufank ausgedréckt hat.

Mir bauen och, an ech mengen, dat wësst Der och, mir sinn amgaang ze kucke fir eng Foussgänger-, Vëlosbréck vun Nëttel eriwwer op Meechtem. Dat heescht, mir maachen haut scho ganz konkreet Projeten, fir eeben de Grenzverkéier ze verbesseren. A mir schaffen och mat der Grenzregioun zesumme beim Wunnengsbau.

A vläicht nach un den Här Goergen: Dir hutt gesot, d'Regierung misst emol endlech eppes Grenziwwerschreidendes maachen. Dat hat ech gëschter hei erkläert: Mir hunn elo siwe Brécken an deem noe Grenzland, am Moment ginn déi Workshoppe gemaach an do sinn all déi Stéchwierder, déi Dir virdru gesot hutt, dat maache mer do. Dat heescht, ech schécken Iech eng Invitatioun op den nächste Workshop an der Péitenger Géigend.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landesplanungsminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Landwirtschaftsminister, Minister fir d'Entwécklung vum ländleche Raum a Wäibauminister, den Här Claude Haagen.

Une voix | Wéi vill Zäit ...?

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Zéng Minutten, Dir hutt nach u sech dann alles dat, wat Parole après-ministre war: Dat waren aacht Minutten, néng Minutte bei der Madamm Lenert an et waren dräi, véier Minutten elo beim Här Turmes. Da si mer op 40 Minutten am Ganzen. Da si mer zéng Minutte méi, wéi dat ass, an ech mengen, dann ass dat korrekt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech mengen, dat musse mer an d'Reglement setzen, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Ma nee, et war Parole après ministre, wat hei anescht war. Ech hat genau opgepasst, ech wëll dat betounen. Här Haagen, zéng Minutten.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | O! Merci, Här President. Ech kucken, fir ënnert deenen zéng Minutten ze bleiwen. Ech mengen, d'Diskussiounen iwwert de ländleche Raum sinn hei gutt gefouert ginn. Ech géif och dem Interpellant Merci soe fir déi Diskussioun, och, fir de Sujet op den Ordre du jour ze setzen. Ech géif eis just alleguerte recommandéieren, vläicht déi nächst Kéier déi Interpellatioun net dräi Woche virun de Gemengerotswalen ze maachen.

(Interruption par M. Léon Gloden)

Dat huet näischt ... Ech weess, datt se éischter ugefrot war. Dat ass kee Reproche un Iech. Mee mir wësse jo dann, wéi verschidden Dossieren hei traitéiert ginn.

Une voix | Voilà!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | An ech probéieren awer, dat an aller Objektivitéit ze kucken, well et e Sujet ass, dee wichteg ass fir d'Gemengen, am Aklang mat de Gemengen, an der Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mat de Regiounen an och mat der Regierung, quelle que soit la couleur politique. Ech mengen, dat si mer de Leit dobausse schëlleg, och wann een – an ech weess et, ech komme jo och aus dem Buergermeeschterwiesen – dann e bësse méi empfindlech ass an och ëmmer kuckt, fir seng Projeten iergendwéi ënnerstëtzt ze kréien.

Ech ginn, wéi gesot, net op vill Detailer an. Ech wäert haaptsächlech op Froen äntwerten. Et ass d'Duerfentwécklung ugeschwat ginn, déi ganz wichteg ass. De Ministère hei ass de Ministère vun der Landwirtschaft. Dat ass eleng schonn déi ländlech Entwécklung: „Land-Wirtschaft", et gëtt also gekuckt, wat mer um Land kënne wirtschaften. An dësem Fall ass dat vis-à-vis vun der Agrikultur, vun der Landwirtschaft, d'Sécurité alimentaire. A verschidde Virriedner hunn et gesot: Mir mussen oppassen, datt mer net op eemol bei der Landwirtschaft Akerland ewechhuelen, soudatt mer d'Sécurité alimentaire net méi assuréiert kréien! Och dat ass e Souci vun der Landwirtschaft. An dat ass och e Souci vun de Gemengen an et ass e Souci vun de Leit dobaussen. Dat muss also alles am Aklang sinn. Dofir ënnerschreiwen ech och déi Ausso, datt net iwwerall alles kann ugebuede ginn, well soss kënne mer dat doten net maachen, och par rapport zum Logement net.

An dat bréngt och d'Gemengen, d'Regiounen an och d'Regierung an d'Verantwortung, fir vläicht aner Konzeptiounen ze bréngen. An do si mer jo an den Diskussiounen, am Logement zum Beispill, voll dran.

D'Duerfentwécklung, d'ländlech Entwécklung, de Wäibau. Wäibau, dat heescht, do gëtt de Wäi produzéiert. Do hu mer déi selwecht Diskussioune par rapport zu der Besiidlung an och par rapport zu der Utilisatioun vun der Muselgéigend. An dann natierlech déi ländlech Entwécklung, wou mer haaptsächlech an d'Duerfentwécklung ginn, wat massiv pousséiert gëtt, och vum zoustännege Landwirtschaftsministère, dat awer ëmmer mat de ländleche Gemengen zesummen. An do ass et eeben d'Zil, fir d'Liewensqualitéit ze verbesseren, d'Zesummeliewe vun den Duerfgemeinschaften ze stäerken an och d'Wirtschaft ze diversifizéieren, natierlech am Aklang mat de Gemengen an am Aklang souwuel lokal wéi regional, mat Zoningen. An d'Zoninge sinn och hei ugeschwat ginn. Mir mussen oppassen, wou mer Zoninge setzen – dofir ass och de Plan sectoriel do –, well dat dann erëm au détriment vun der landwirtschaftlecher Produktioun oder vum Wäibau kéint goen.

Een Instrument ass de LEADER, dat heescht, den europäesche LEADER, deen am zoustännege Ministère iwwert d'nohalteg Entwécklung an déi ländlech Entwécklung ganz massiv pousséiert gëtt. Den Här Bauler hat mech gefrot, fir do e puer Zuelen ze kréien. Ech hunn déi natierlech séier nogekuckt:

Bei der Duerfentwécklung am Zäitraum 2014 bis 2022 sinn 28,4 Milliounen Euro investéiert ginn, déi momentan subventionéiert gi sinn, déi och iwwerwise gi sinn. Dat sinn 113 Projeten. Dat sinn 100 kommunal an 13 privat Projeten, Duerfplazen, Muséeën, Kinoen, Kultur, Veräiner, wou mer dat gemaach hunn. An déi Iddi vum LEADER ass jo eeben e Bottom-up, dat heescht, datt d'Bevëlkerung mat de Syndicat-d'initiativen, mat de Gemengen, mat den Associatioune kënne kucken, wat se an hirer ländlecher Gemeng brauchen.

Wa mer elo de LEADER kucken, dann hate mer 157 LEADER-Projete vun 2014 bis 2022, also Stand 31. Dezember d'lescht Joer, an deene fënnef LEADER-Regiounen, wat der och jett sinn. An Dir wësst selwer, datt mer an deene ländleche Gemengen oft do dervu profitéieren, well dann och erëm eng Dynamik kënnt, souwuel bei de Veräiner wéi bei den Awunner – och bei Leit, déi nei bäigezu sinn, dat solle mer net vergiessen – an den Uertschaften, déi dovu ganz begeeschtert sinn.

D'Landwirtschaft, an do kommen ech op verschidde Froen, ass natierlech am ländleche Raum do fir eng nohalteg an och fir eng ëmweltgerecht Produktioun vu Liewensmëttelen an natierlech och fir d'Preservatioun vun der Natur an de Kulturregiounen.

D'Madamm Gary huet mech gefrot zum Glyphosat. Dir wësst, datt par rapport zu der Landwirtschaft Glyphosat jo elo erëm erlaabt ass, dat heescht, datt dee Verbuet iwwer en Arrêt opgehuewe ginn ass an datt eng Etüd an Optrag gi ginn ass un de LIST, fir eeben ze kucken, wat d'Spezifissitéit par rapport zu deem Arrêt ass: Lëtzebuerg par rapport zu där Regioun, wou Lëtzebuerg sech situéiert. Dat ass an der Maach. Ech rechnen dermat, datt dat, kommt, mer soen, am Juni, Juli wäert kommen.

Am Juli wäert och de Rapport vun der EFSA kommen um EU-Plang par rapport zum Glyphosat, well d'Autorisatioun vum Glyphosat, mengen ech, Mëtt Dezember an der EU ausleeft. Déi ass d'lescht Joer verlängert ginn, 2022, fir ee Joer, op 2023. An elo steet an der Diskussioun an der Kommissioun, datt de Glyphosat 2023 erëm fir fënnef Joer verlängert gëtt. An déi Decisiounen, déi wäerte falen a Fonctioun vun deenen Etüden, déi ech elo grad genannt hunn, souwuel um europäesche Plang wéi och um nationale Plang. Well soss komme mer an déi selwecht Situatioun, datt mer um Niveau vum Tribunal oder der Cour administrative dee Verbuet net kënnen oprechterhalen. E muss also esou begrënnt sinn, datt en och wierkt.

Do kann ech Iech also nach net soen, wat déi Decisioune si vun der Regierung, also vun der Regierung par rapport zum Glyphosat, well mer jo déi Etüd ofwaarden. Ech kann Iech awer soen, datt mer, ier de Glyphosat verbuede ginn ass, iwwer Aidë vum Landwirtschaftsministère jo och de Wënzer an de Baueren, dem Uebstbau an och dem Geméisbau gehollef hunn, fir de Glyphosat ze kompenséieren, deenen, déi dat net huelen, déi de Glyphosat net uwennen. Do gëtt et also eng finanziell Entschiedegung. Déi hu mer och actuellement am Agrargesetz an och am PSN (ndlr: Plan stratégique national) iwwert d'Big Movers dran, nach ass et awer vläicht eng finanziell Entschiedegung dann.

Bei de Wënzer – Dir waart op där selwechter Versammlung wéi ech, bei de Privatwënzer, mengen ech, gëschter oder virgëschter –, do kéint een och op de Wee goen, fir fir de Privatwënzer oder am grousse Ganzen de Wäibau sech eng Kéier ze iwwerleeën, ob een dat net an d'AOP mécht. Mee dat ass eng Decisioun vun hinnen, déi wëll ech net ... Dat ass eng Méiglechkeet, mee déi muss dann och gewollt sinn. Ech weess och net, ob déi gedroe gëtt.

An déi mechanesch Onkrautmaschinn, Madamm Modert, do gëtt eeben deen Top-up och bezuelt am neien Agrargesetz. Ech schwätze vun deem neien Agrargesetz par rapport zum Règlement grand-ducal iwwert d'Investissementer, wat elo prett ass. Dat wäert an d'Landwirtschaftskummer goen, an da gëtt dat natierlech och mam Secteur zesumme beschwat. Dat ass och eng Méiglechkeet, fir deem entgéintzewierke par rapport zu der Utilisatioun vum Glyphosat, wa mer dat mat de Maschinne mat subventionéieren.

D'Promotioun vu lokalen a regionale Produiten ass ugeschwat ginn. „Regional, saisonal, sou frësch, sou Lëtzebuerg", dat ass eng Campagne, déi mer haten. Mir hunn d'Campagne AntiGaspi, dat wësst Der. Mir hunn d'Campagne mam Giele Band, fir eeben d'Leit drop opmierksam ze maachen, ëmmer méi lokal, regional an och Bioproduiten ze consomméieren. Mir maachen do déi néideg Publicitéit an och d'Zesummeschaffe mat deene verschiddenen Associatiounen ass do ganz gutt.

D'Modernisatioun vun de Bauerebetriber wollt ech kuerz eng Kéier uschwätzen, well dat d'Kompetitivitéit vun den nohaltege Produktiounsmethoden och fërdert. Wann een investéiert, dann hëlt een déi nei Produktiounsmethoden. Do sinn am Joer 2022 99 Projete mat iwwer 150.000 Euro pro Projet finanzéiert ginn a ronn 400 Projeten ënner 150.000 an der Period vun 2017 bis 2022. Och do hu mer e Renouvellement allkéiers bei den Investissementer. Et ass also net esou, datt do net investéiert gëtt. Do gëtt vill investéiert an do ass och eng gutt Zesummenaarbecht mat de Leit vum Secteur an och mam Ministère selwer.

D'Installatioun vu jonke Baueren, do ginn ech kuerz drop an. Mir hunn 20 nei Installatiounen 2022 a mir haten der 161 iwwert d'Period 2014 bis 2022, déi gefërdert gi sinn. Natierlech hunn och Betriber opgehalen, dat wëll ech och net verheemlechen.

Verschidde Promotioun vun nohaltege Produkter kënnt ëmmer méi am Respekt vum Klima a vun der Ëmwelt. Wa mer dat neit Agrargesetz kucken an och par rapport zum PSN, dann ass et och esou, datt mer déi Agrarëmweltmoossnamen ëmmer méi wäerte fërderen, déi zu dem Waasserschutz, dem Erosiouns- an dem Klimaschutz bäidroen, an natierlech och d'Betriber domadder iwwert déi concernéiert Fläche wäerten ënnerstëtzen. Dat Ganzt ass natierlech, fir déi ländlech Regiounen – an da kommen ech op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn – attraktiv ze halen, fir d'Awunner selwer an och fir d'Touristen. Dofir ass et och wichteg, datt mer weider an déi dote Mesüren investéieren, dat am Interêt vum ländleche Raum.

Ech ginn elo net op déi aner Froen an, déi gestallt gi si par rapport zu der Mobilitéit, do huet den Här Turmes schonn driwwer geschwat. An iwwert d'medezinnesch Versuergung huet d'Madamm Lenert geschwat.

Vläicht nach zu de Zone-d'activitéen, wat ech nogekuckt hunn: Do ass déi vun Ëlwen, wat ëm 14 Hektar sinn, déi ageweit ginn ass am Oktober 2022. Dann ass d'Zone d'activité régionale Fëschbech bei Clierf, déi, mengen ech, ëm 14 Hektar – wéi et geplangt ass – an d'Luucht geet fir 2026/2027. De PAP/Kommodo ass amgaang gekuckt ze ginn. Zu Noutem gëtt eng regional Zon gemaach mat 14 Hektar op der Décharge pour déchets inertes, wou d'Terrainsproprietéite gewiesselt ginn. An da kënnt Réiden nach mat enger Extensioun vu 6,5 Hektar, déi an der Planifikatioun ass. Dat wäert fir 2026 sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir misst elo zum Schluss kommen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo. Soudatt mer och probéieren, am ländleche Raum mat de Gemengen a Gemengesyndicaten zesummen eeben och déi Optimisatioun hinzekréie par rapport zu der Mobilitéit, par rapport zum Wunnraum a par rapport zu der industrieller voire landwirtschaftlecher Produktioun.

Ee lescht Wuert – ech mengen, dat war och ugeschwat ginn – par rapport zur Digitalisatioun, Glasfaser. Wat interessant ass, mir hunn Home connected an Home passed. Home passed, dat ass, wa ganz einfach d'Glasfaser an der Strooss verluecht ass an nach net un d'Haiser ugeschloss ass. A mir hunn dann Home connected, do sinn d'Haiser schonn ugeschloss. Do wëllt POST Lëtzebuerg bis 2025 90 % a bis 2030 100 % Couverture erreechen, fir dat Ganzt ofzesécheren, soudatt mer dann och iwwert d'Very-high-Capacity-Networks all de Menagë mat engem Gigabyte kënnen dat Digitaalt am ganze Land ubidden. Ech mengen, dat ass och eng Informatioun, déi wichteg ass, d'autant plus, datt dat och beim Teletravail ee wichtege Moyen ass. Och do si mer amgaang drun ze schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo zum Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Gloden deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gloden als Auteur.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Merci, Här President. Ech mengen, ech sinn op d'Motioun am Kader vu menger Ried agaangen. Ech stelle fest, opgrond vun deem, wat d'Kolleeginnen an d'Kolleegen zu der Debatt hei bäigedroen hunn, datt besonnesch d'DP am Fong dës Motioun misst matdroen, well mir sinn op der selwechter Linn. An ech soen da Merci fir d'Zoustëmmung vun der DP fir d'CSV-Motioun. Well wa se hei géint déi Motioun stëmmen, da si se net kohärent mat hiren Aussoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

M. Gilles Baum (DP) | Wann Dir probéiert, d'DP op Är Linn ze kréien, Här Gloden, da musst Der ganz al ginn, well dat wäert Iech net geléngen!

Plusieurs voix | O!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Da sot Der de Leit net d'Wourecht.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot. Elo fuere mer schéin der Rei no.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, ech mengen, den Här Baum wollt awer méi soe wéi dat do.

(Brouhaha)

E wollt méi soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat war en Zwëscheruff vum Här Baum.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum war kloer a prezis. Ech hat dat esou interpretéiert.

(Hilarité)

Da kritt den Här Baum d'Wuert fir d'éischt.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz kuerz. Ech soen Iech Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt. Et war jo en animéierten Debat. Ech wäert Iech elo erklären, Här Gloden, firwat mer déi Motioun hei net matdroen.

Ech ginn hei duerch Är Punkten. Beim zweeten Tiret schreift Der: „à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire".

Une voix | Voilà!

M. Gilles Baum (DP) | Souwäit ech mech erënneren, hate mer gëschter hei en ausféierlechen Debat. Elo kann een averstane si mat där Politick, déi presentéiert ginn ass, oder net. Mee dass ee seet: „une vraie politique", vun der Terminologie hier gefält dat mer elo net wierklech.

Da frot Der an den nächsten Tireten, dass mer sollen Industriezonen – kommerziell Zonen, artisanal Zonen – an de Zone-rurale maachen. Anerersäits ass de Creneau jo awer hei, dass eis Landgemenge solle Landgemenge bleiwen. Dofir hätt et fir meng Partei besser dragepasst, wann Der geschriwwen hätt, dass mer eis CDAen, eis Centres de développement et d'attraction, sollte weiderentwéckelen, och um ekonomesche Plang, an net, dass mer elo an all kleng Gemeng probéieren, Industrie- oder artisanal Zonen ze maachen. Ech soen Iech elo, zu Bäerdref oder zu Waldbëlleg kann ech mer dat do net wierklech virstellen an ech wéilt dat och net wierklech do gesinn. Déi Gemengen, déi CDA sinn, dat sinn déi, déi solle wuessen, dat sinn déi, déi sech sollen entwéckelen. An dofir wär déi Termonologie vläicht hei besser dra gewiescht.

Da frot Der „dans les meilleurs délais" – „dans les meilleurs délais" hätt Der dat gär – Ëmgeeungsstroossen an der Nordstad, zu Réimech, zu Iechternach. Awer Dir hutt vergiess, Här Gloden, dann hätt een hei och kënnen d'Stad Gréiwemaacher draschreiwen. An da wëll ech Iech soen, Dir hutt jo e puermol do uewe gesot, et géif näischt gemaach ginn, mee ech wëll Iech soen: De Contournement zu Iechternach, dat ass eng Never-ending-Story, déi huet scho mindestens 50, wann net 60 Joer! Wann een dann awer ëmmer heihinnerkënnt a deenen anere Leit seet, si hätten näischt gemaach, da géif ech Iech awer drun erënneren, dass Är Partei wärend 30 Joer zu Iechternach e Minister gestallt huet. Deen hätt sech jo da kënnen asetzen déizäit fir e Contournement vun Iechternach.

Mme Octavie Modert (CSV) | Dee Contournement, deen elo gemaach gëtt, ass vum Här Wiseler u geplangt ginn. Deen huet déi éischt Aarbechten doranner gemaach!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Dann, wou ech ganz mat Iech averstane sinn, dat ass, dass mer eis RGTRs-Reseauen ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen.

M. Gilles Baum (DP) | Den RGTRs-Reseau ass jo reorganiséiert ginn, an esou e Busreseau ze reorganiséieren, dat ass jo näischt, wat een de baguette magique mécht an da fonctionéiert dat super, mee dat si Saachen, déi probéiert ginn. Et komme Linne bäi, et komme vläicht Linnen ewech. Den Här Turmes huet eis och e bësse gesot vun der Cadence. Ech mengen, dat ass e Prozess, deen evolutiv ass an deen een déi ganzen Zäit muss am A behalen.

Dann eppes, wat mer awer ... Ech soen Iech dat éierlech, dat gefält mer awer guer net, dat ass Äre virleschten Tiret, wou Der schreift: „à organiser une vaste offre de soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales". Wann Der eis hei schreift: „de haute qualité", dann ass dat jo quasi ënnerstallt, dass mer am

Moment keng gutt Qualitéit oder eng „basse qualité" an de ländleche Regiounen hätten. An ech wëll dat awer wierklech vun der Hand weisen, well alleguerten eis Leit an de medezinnesche Beruffer, ob se Infirmier, Aide-soignant oder Dokter sinn, an de ländleche Regiounen bestëmmt, an dat weess ech, eng fantastesch, eng wonnerbar an eng extreem engagéiert Aarbecht maachen! An dofir fannen ech dat vun der „haute qualité" hei net gutt.

An dann Äre leschten Tiret: Jo, et kann een – a besonnesch an der Oppositioun an ech géif et net anescht maachen – alles fuerderen! Dir schreift hei: „de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence." Ech soen Iech et éierlech: Et ass net méiglech!

(Brouhaha et interruption)

Nee, nee, nee! Probéier dat do elo net! Nee, du probéiers dat do ëmmer.

(Interruption)

Et ass einfach net méiglech an ech mengen och net, dass et zilfürend ass, an et ass de Leit Sand an d'A gestreet, wa mer hei soen: „Mir bréngen et färdeg, fir Iech iwwerall an all Gemeng alles unzebidden." Dat ass einfach net wouer!

Wat ganz wichteg ass, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, dat ass, dass mer mussen Efforte maachen, dass mer Dokteren heihinner kréien, dass mer Dokteren ausbilden, dass mer Infirmièren ausbilden. Ech géif Iech recommandéieren – Dir sidd zwar net an der Santéskommissioun, duerfir entschëllegen ech dat –, mee de Rapport Lair nach eng Kéier ze kucken, dee mer 2018 virgestallt kritt hunn. Dat, mengen ech, ass am Gesondheetswiesen dee gréissten Challenge fir déi nächst Joren a Joerzéngten, deen op eis duerkënnt: d'Formatioun an de Rekrutement vun de Leit.

Voilà. Da wéilt ech ofschléisse mat deem, wat den Här Haagen gesot huet: Nom 11. geet et verschiddene Leit besser!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci. Den Här Baum huet elo grad och schonn d'Mobilitéit ugeschniddeen, da brauch ech net méi vill drop anzegoen. En huet gesot, d'Mobilitéit „ass e Prozess, deen evolutiv ass". Wat ech awer hei nach wëll betounen, ass, dass dee ganze Prozess schonn an engem grousse Plang drasteet, nämlech am Plan national de mobilité 2035, deen an zwee Kapitelen agedeelt ass, éischtens dat vun der Haaptstad, den Agglomeratiounen an de rurale Géigenden, wou genee déi heiten Thematik dran ass, wou awer och scho sämtlech Projeten a Pläng ze fanne sinn. Da kann een net maachen, wéi wann een elo nei Efforte misst maachen. Déi Efforte sinn elo schonn zanter zéng Joer gemaach ginn. A mir wäre frou, wann deen nächste Mobilitéitsminister gradesou äifreg géif zur Saach goen, well da kënnt dat Land hei méi séier weider.

Den zweeten Deel vum Plan national de mobilité 2035 ass op d'Multimodalitéit ausgeriicht, wou et drëms geet, Zuch, Bus, Auto a Vëlo gutt openeen ofzestëmmen. An och dat muss am ländleche Raum méiglech sinn. An dofir gräifen all déi Elementer an deem Plang openeen an aneneen. An et ass dat, wat mer all zesumme sollte fuerderen, amplaz eis hei ze verléieren an enger endloser Diskussioun iwwert den Ausbau vun der N7 op véier Spueren, wou jiddweree weess, dass dat bal net realiséierbar ass, mee dass dat, wat gemaach gëtt, genee d'Léisung ass fir den Norden, ...

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... nieft dem Ausbau vum ëffentlechen Transport an der duusser Mobilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, et ass een nom aneren, och fir Iech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech hat mech scho laang gemellt.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass ganz interessant. Et sinn och vill Punkten dran, déi eis géife gefalen. Mee et sinn awer och Punkten dra wéi Tréntengerdall, ëmmer méi Contournementen, dann d'véierspuereg N7 – wat hutt Der nach? –, d'Mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL, wou d'CFL erkläert huet, dat wär guer net esou einfach. Dofir kënne mer se leider net matstëmmen, well Der awer e bëssen ze vill vermëscht hutt.

Ech verstinn Ären Optimismus, mee esou einfach ass et awer net, mengen ech, alles, wat Der hei drageschriwwen hutt. An do sinn och e puer Saachen, déi eis – jo, mir wëllen d'Ëmwelt schützen – och net géifen esou als Projet gefalen. Dofir wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol wëll ech feststellen, dass déi heiten Interpellatioun eigentlech den Titel hätt sollen droen: „Eng Interpellatioun iwwert d'Diversifizéierung vum Gesondheetssystem." Dat anert ass an der Interpellatioun vill méi kuerz komm. Dat just als Virbemierkung.

Just zu den Erklärunge vum Interpellant, wéi si sech d'Organisatioun vun esou „soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales" virstellen. Do huet den Här Gloden gesot, d'Praxisse misste kënnen ageriicht gi mat schwéieren Apparaten. Ech fannen, dass dat eng ganz reduktiv Vue ass vun dem Virage ambulatoire, well niewent de Praxissen, de Gebaier, wou mir der Meenung sinn, dass déi net onbedéngt vu privaten Investisseure musse gestallt ginn, och d'Apparaten net, gehéiert dozou e ganze Koup méi, wouzou awer de Kolleeg Interpellant sech net geäussert huet, wéi zum Beispill:

Bleiwe mer am Rame vun deem solidaresche Gesondheetssystem, deen universell zougänglech ass? Bleiwe mer beim Conventionnement obligatoire oder komme mer op déi Etapp zréck, wou ech mech kann erënneren, dass d'CSV mol an enger Regierung war, déi den Deelkonventionnement wollt maachen? Si mer fir Continuité des soins oder si mer der Meenung, dass an esou Zenteren owes de Schlëssel kann ënnert den Teppech geluecht ginn? Si mer fir déi selwecht Aarbechtskonditiounen an déi selwecht Qualifikatioun fir dat Personal, dat an deenen Zentere schafft? Fir eis eng ganz weesentlech Viraussetzung! Si mer fir de Wildwuchs oder si mer wierklech fir d'Organisatioun, déi och eng gewësse Planung viraussetzt? Si mer fir oder géint d'Kommerzialiséierung vun der Medezinn?

(Brouhaha)

Mir hunn zu all deene Froe ganz kloer Äntwerten: Mir si fir eng Dezentraliséierung, mir si fir eng Medezinn no bei de Leit, mir si fir d'Reduktioun vun de Waardezäiten iwwerall do, wou et noutwendeg ass!

An ech wëll just dann als leschte Saz soen, op déi Boutade, déi den Här Gloden jo gebraucht huet: „30 Joer sozialistesch Gesondheetspolitick". Ech wëll just soen, dass vun deenen 30 Joer 20 Joer d'CSV derbäi war an ech mech net kann erënneren, dass se jee eng Kéier de Gesondheetsminister beusproocht hätten. Also ware se jiddefalls déizäit ganz zefridde mat der Gesondheetspolitick vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech hätt just eng kleng Suggestioun un eis Kolleege vun der CSV, an zwar, fir op der zweeter Säit an dem Alinea 10 – dat hunn ech mol gezielt – bei deene Contournementen Nordstad, Réimech, Iechternach nach Käerjeng an Hesper derbäizeschreiwen, ech mengen, dat géif awer derbäigehéieren. Dat wollt ech just als Suggestioun matginn. Dat kënne mer sou maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann huet d'Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also leider kënne mir eis och net positiv zu dëser Motioun ausloossen, well et ass fir eis wierklech e bëssen e Fourre-tout: Op där enger Säit hätte mer gären e performanten ëffentlechen Transport an dëser Motioun an op där anerer Säit baue mer awer wéi wëll nach Contournementen aus. Dat geet einfach net zesummen! Et muss ee sech wierklech decidéieren, wat ee gär hätt. A wann ee gären e performanten ëffentlechen Transport hätt, steet deen ëmmer am Géigesaz zum Auto. Wann den Auto ëmmer nach méi performant ass wéi den ëffentlechen Transport, huelen d'Leit net den ëffentlechen Transport.

An de Problem vum ëffentlechen Transport – ech mengen, ech verstinn, wat de Minister Turmes wollt soen – ass: En ass awer net gutt, nach ëmmer net! Mir kënnen eis dat hei esou schéischwätzen, wéi mer wëllen, a mir kënnen och esou vill Suen ausginn a soen, wéi vill Sue mer ausginn hunn, mee en ass nach ëmmer net gutt! En ass souguer am Süden nach ëmmer net gutt!

Ech mengen, déi Leit, déi en ëmmer huelen ... An heibannen, ech soen dat elo nach eng Kéier, sëtze leider net déi Leit, déi all Dag ëmmer erëm mam ëffentlechen Transport geplot sinn! Ech huelen e vill! Ech huelen e vill an ech kucken och heiansdo, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... wéi een an den Norde kënnt. Dat ass onméiglech, gell! An dofir, mengen ech, muss ee wierklech den ëffentlechen Transport ausbauen. Nei Brécke bauen, bon, vläicht sollt een einfach emol kucken, datt ee manner Autoen huet, déi iwwert déi Brécke fueren. Et muss een eng Kooperatioun hu mat der Grossregioun, Dir hutt et gesot.

(Interruption)

Nee, nee, ech schwätze jo net vun Iech, hei geet awer vu méi Brécke rieds. Ech mengen, den Auto ass e Luxus! Mir hu ganz vill Leit, déi hu kee Luxus. Wann Der Iech ëmkuckt – an ech muss elo meng Wierder e bësse weien –, wien an de Busser an an den Zich sëtzt ëm gewëssen Auerzäiten, da sinn dat Leit, déi net de Luxus hunn, en zweeten, en drëtten, e véierten

Auto ze hunn. Déi mussen den ëffentlechen Transport hunn. An duerfir musse mer kucken, datt deen nach méi performant gëtt, an zemools och an deenen heite Regiounen. Dat ass absolutt noutwendeg a wichteg. An duerfir kënne mir dat hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, elo kënne mer zum Vott kommen iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 22 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Max Hengel), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Fraktioun deposéiert ginn ass. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mäi ganz fläissege Fraktiounskolleeg André Bauler huet sech d'Méi gemaach, fir an d'Déift ze goe vun dëser Motioun an huet eng Recherche gemaach. An den André Bauler huet festgestallt – hei schwätze mer jo vun de Kantonalhaaptstied –, dass an all Kantonalhaaptstad eng Post ass, ausser zu Clierf, well déi ass zu Maarnech, an ausser zu Réimech, well déi ass zu Mondorf. An en huet och festgestallt, dass an all Kantonalhaaptstad eng Spuerkeess ass.

Plusieurs voix | Nee.

M. Gilles Baum (DP) | Da sot mir, a wat fir enger keng ass, wannechgelift.

M. Gilles Roth (CSV) | Majo op der Cap.

M. Gilles Baum (DP) | Ok. Da musse mer dat nach eng Kéier kucken, dann hat en ze séier ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Baum (DP) | Jo, esou kann een et natierlech och dréien. Ech wëll just an engem Saz soen, an dat wësst Der alleguerten: Mir schwätzen alleguerten hei uewe vum Digitaliséieren, vun digitale Servicer, an dat ass einfach an der Aarbechtswelt, bei der Post, bei der Spuerkeess a bei all deenen aneren ukomm! Dat ass eng Realitéit. Bon, ech hunn Iech jo elo gesot – ausser dass Der mer elo gesot hutt, et wär keng op der Cap, ausser zu Mamer –, dass an de Kantonalhaaptstied déi Servicer hei ugebuede ginn. Duerfir géif ech mengen, déi heite Motioun wär superfetatoire.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen. Ech wëll jiddereen drun erënneren, datt jiddereе seng Riedezäit, den Temps de parole, scho wäit iwwerschratt huet. Duerfir ganz kuerz.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, eng ganz kuerz Reaktioun kann ech do och ginn. Also ech verstinn, op wéi ee Punkt dass Der eraus wëllt. Mee ech hat virdrun a menger Ried jo ugedeit, dass mir éischter fir eng mobill Léisung wären oder fir gedeelt Büroen, well et däerf een an där ganzer Diskussioun jo net vergiessen, dass esou Bankagencen och mat Fraise verbonne sinn. An et si jo awer och gewësse Parteien, déi ëmmer direkt jäizen, wann d'Fraisen herno um Kont e bëssen eropgaange sinn; well déi musse jo awer och iergendzwousch dat Geld erëm eranhuelen, wann iergendzwousch eng Agence ass, wou vläicht nëmmen zwee, dräi Leit am Dag kommen. An do ass eng mobill Léisung oder e gedeelte Büro op Rendez-vous eng vill besser Solutioun, wéi wann een elo dee ganzen Dag iwwer eng Bank ophält.

An ech kann Iech soen: Dat ass net nëmmen e Problem vum ländleche Raum! Rodange krut och d'Spuerkeess zougemaach, a mir si jo bestëmmt net de ländleche Raum. Ech verstinn de Problem, mee mir wäerten eis enthalen, well mir éischter fir eng mobill Léisung sinn, fir eng méi flexibel Léisung, wéi fir un de Gebaier do festzehalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also mir fannen déi hei Motioun ganz sympathesch, well mir deelen dat, datt d'Leit, zemools eeler Leit – a mir hate virdrun eng Heure d'actualité iwwer eeler Leit, ech hunn och eeler Leit, déi ech kennen, déi mer ganz no stinn – mat der Digitaliséierung awer leider Gottes net ëmmer eens ginn. An iergendwann eng Kéier hunn déi och Problemer, mam Auto ze fueren, an da wier et awer ganz gutt, wa se zu Fouss, an enger Stad haaptsächlech, kéinten op eng Bank oder op eng Post goen.

Datt een dat vläicht regruppéiert, dat ass jo eng ganz gutt Iddi. Ech fanne wierklech, datt jo net jiddwereе muss säin eegent Gebai a säin eegene Büro an esou hunn an datt een dat kann e bëssen aneschters organiséieren. Mee am Prinzipp si mir awer derfir, datt een eigentlech déi Basisservicer misst kënnen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Jessie Thill) et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn hei am drëtten Tiret e Wuert, wat mer net gefält: Si schwätze vun enger „Violatioun vun eiser Verfassung". Bon, ech stelle fest, dass d'ADR d'Verfassung net kennt! Well wann d'ADR d'Verfassung géif kennen, da géif se wëssen, dass am Artikel 62 steet: „La Chambre des Députés représente le pays." A „le pays", dat sinn alleguerten d'Leit, déi am Land wunnen, vun null Joer bis ..., ech weess net, wéi al deen Eelsten ass, ob se d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn oder ob se déi net hunn. Ergo, dat, wat hei ugefouert gëtt, dass just vun deene walberechtegte Leit geschwat gëtt, ça ne tient pas la route, dat ass falsch. An dofir kënne mer déi hei Motioun natierlech och net matdroen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop zréckkommen, dass mer viru Kuerzem och eng Motioun hate vun der ADR, déi mer debattéiert hunn, wou mer iwwert d'duebel Mandater geschwat hunn a wou gesot ginn ass, mengen ech, effektiv vun enger Majoritéit vun den Deputéierten hei, dass mer dat doten eng Kéier op de Leescht huelen. An dat ass vläicht de Moment, wou mer da musse soen, datt mer dat heiten och mussen op de Leescht huelen. Mee laut Verfassung representéiere mir all Mënsch, deen zu Lëtzebuerg wunnt an net nëmmen déi Walberechtegt. An dofir kënne mer déi heiten natierlech, well se fautive ass, net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da freet den Här Kartheiser d'Wuert. Ech wëll em awer direkt soen, dass se am Fong hir ganz Riedezäit scho beim Discours vum Här Engelen verbraucht haten, inklusiv déi vun de Motiounen. Awer ganz kuerz.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech mengen, déi aner Parteien och, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Nee, 13 Minutten 30 hat Dir.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, mee déi aner Parteien hunn och iwwerschratt elo.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, an hirer Riedezäit net.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, mir hunn net iwwerschratt, Här Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Déi haten hir Zäit do nach net verbraucht.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, wannechgelift, bleift bei der Wourecht!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech ka kuerz sinn, Här President. Ech wéilt just den Här Baum bieden nozelauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum lauschtert ëmmer no.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt dem Här Baum soen, datt, wann et eng Partei heibanne gëtt, déi d'Verfassung gutt kennt, da si mir et!

(Hilarité générale et brouhaha)

An ech wëll Iech soen, Här Baum, ech wëll Iech soen, Här Baum, mat Ärem Argument, datt all Deputéierten d'Land vertrëtt, da gëtt et e puer Méiglechkeeten. Da kënne mer och d'Walbezierker ganz ofschafen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An da sinn déi ländlech Regiounen eeben net méi genuch vertrueden. An ech wëll Iech soen, an dat ass mäi leschte Saz, well den Här President huet mech opgefuerdert, kuerz ze sinn: Dir sidd en Deputéierten aus dem Osten an Dir plädéiert hei derfir, datt den Osten an dëser Chamber ënnerrepresentéiert ass! Ech géif dat an Ärer Plaz net maachen, dat ass e Feeler!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Här Baum?

M. Gilles Baum (DP) | D'Zuelen, wou sinn d'Zuelen? Et si keng do.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum, pour fait personnel, dat ass erleedegt. Den Här Goergen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat jo och nach Zäit iwwreg. Mee ech brauch just eng hallef Minutt. Mir wäerte se net matstëmmen, well mir éischter d'Iddi hunn, dass mer en eenheetleche Walbezierk am Land bräichten an net elo nach missten iergendzwousch un déi eenzel doktere goen. D'Iwwerleeung vun eis ass ganz einfach, dass een am Land ëmmer déi selwecht Gewiichtung vun enger Stëmm soll hunn, an dofir soll et en eenheetleche Walbezierk sinn, wou all Stëmm dat selwecht wäert ass fir d'Parlament.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir stëmme se och net mat, deelweis aus deene selwechten Argumenter wéi déi, déi den Här Baum elo gesot huet, an och, well mer et net opportun fannen, fënnef Méint virun de Walen elo eng Diskussioun iwwert de Walsystem unzefänken. E Walsystem ass eppes, wou d'Leit musse Vertrauen dran hunn, wat Stabilitéit brauch, an do fänkt ee keng Diskussioun fënnef Méint virun de Walen un.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott iwert d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour et 53 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Jessie Thill) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung, där leschter Sitzung virun de Gemengewalen, ukomm.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Déi nächst Sitzunge sinn nom 11. Juni, wou d'Gemengewale sinn, fir den 13., 14. a 15. Juni virgesinn. An ech wënsche jidderengem, dee Kandidat ass bei deene Wale vum 11. Juni, nëmmen dat Bescht.

(La séance publique est levée à 19.08 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Model European Parliament	7579	Fred Keup, Fernand Kartheiser	76
Achat de projets immobiliers privés par l'État	7627	Marc Lies	76
Accompagnement des ménages accueillant les personnes ayant fui l'Ukraine	7630	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	77
Automatisation de la conduite des trains	7631	Jeff Engelen	77
Langues parlées par le personnel du contrôle médical	7632	Jeff Engelen	78
Compensation écologique	7633	Myriam Cecchetti	78
Espionnage du Luxembourg par la Russie à travers la plateforme eSanté	7636	Sven Clement	79
Impôt foncier	7637	Marc Spautz	80
Imagerie médicale	7639	Josée Lorsché, Marc Hansen	80
Préretraite progressive	7640	Marc Spautz, Max Hengel	80
Échangeur Kirchberg	7642	Sven Clement	81
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7643	Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm	81
Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques	7644	Martine Hansen	81
Assistance judiciaire	7645	Marc Goergen	82
Réduction ponctuelle de la vitesse sur l'A6	7647	Marc Goergen	82
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7648	Gusty Graas, Claude Lamberty	83
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7650	Dan Biancalana, Lydia Mutsch	83
Connexions d'entreprises luxembourgeoises avec la Russie	7651	Marc Spautz, Laurent Mosar, Diane Adehm	83
Recyclage des batteries des voitures électriques	7652	Marc Spautz	83

Contournement de proximité d'Ettelbruck	7653	Carlo Weber	84
Formation spéciale pour secouristes	7656	Sven Clement	84
Utilisation croissante du protoxyde d'azote à des fins euphorisantes	7659	Mars Di Bartolomeo	84
Équipement informatique des élèves de certaines formations en agriculture	7664	Martine Hansen	85
Déploiement du réseau de fibre optique	7666	Francine Closener, Lydia Mutsch	85
Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg	7669	Gilles Baum, Carole Hartmann	86
Impact de la taxe CO_2	7671	Myriam Cecchetti	86
Marché du carbone	7672	Fernand Kartheiser	87
Fuite de biomasse à la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange	7673	Myriam Cecchetti	87
Foyers pour femmes	7674	Nathalie Oberweis	89
Interdiction de l'application TikTok sur les appareils professionnels des institutions européennes	7675	Marc Goergen	89
Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg	7677	Martine Hansen, Max Hengel, Claude Wiseler	86
Tarifs de rachat du biogaz	7678	Fred Keup	89
Listes des candidats pour les élections communales	7679	Sven Clement, Marc Goergen	90
Maison pour les sportifs luxembourgeois	7680	Nancy Arendt épouse Kemp	90
Règlements grand-ducaux concernant la circulation sur toutes les voies publiques	7681	Fernand Kartheiser	90
Exclusion d'athlètes des Jeux olympiques	7682	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	90
Incidents dans l'espace aérien du Benelux	7683	Mars Di Bartolomeo	91
Gestion des stocks communaux de comprimés d'iodure de potassium du plan d'urgence national « Accident nucléaire »	7684	François Benoy, Jessie Thill	91
Accidents liés à des arbres pourris	7686	Marc Goergen	92
Utilisation des tablettes dans les écoles	7687	Fred Keup	93
Aides financières attribuées à des artistes ukrainiens	7688	Fernand Kartheiser	93
Service de transport Adapto	7689	Léon Gloden	94
Avertissements taxés	7692	Nancy Arendt épouse Kemp	94
Bail à ferme	7693	Martine Hansen	94
Lits d'hôpitaux	7694	Martine Hansen	95
Modernisation des cérémonies civiles de célébration de mariage et de partenariat	7695	François Benoy, Jessie Thill	95
Assurance dépendance	7696	Sven Clement	96
Prestations de la CNS	7697	Sven Clement	97
École nationale pour adultes	7698	Sven Clement	98
Procédure de classement d'un bâtiment	7699	Marc Goergen	98
Réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie	7701	Pim Knaff	98

Model European Parliament | Question **7579** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi een an engem Artikel vu „L'Essentiel" vum 3. Februar 2023 noliese konnt (« Ils ont parlé homosexualité avec leur Premier Ministre »), huet den Här Staatsminister am Kader vum „Model European Parliament", un deem angeeblech méi wéi honnert Lycéesschüler aus zwielef Lycéeën deelgeholl hunn, geschwat.

An deem Zesummenhank hu mir follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Wéi eng Schüler waren op dës Veranstaltung invitéiert? Goufen dës Schüler no gewësse Krittären ausgewielt? Wa jo, no wéi enge Krittären?

2. Wéi vill Politiker ware bei déser Veranstaltung present? Vu wéi enge Parteien?

3. Wéi eng Politiker goufen op dës Veranstaltung invitéiert, a vu weem? Goufen dës Politiker no gewësse Krittären ausgewielt? Wa jo, no wéi enge Krittären?

Réponse (26/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Vum 1. bis den 3. Februar 2023 huet am Forum Geesseknäppchen déi national Sessioun vum Model European Parliament (LuxMEP 2023) stattfonnt. Dëst Evenement, dat traditionell vum Lycée Aline Mayrisch organiséiert gëtt, riicht sech an éischter Linn u Schoulen aus dem EPAS-Reseau (European Parliament Ambassador School); invitéiert ginn awer och aner interesséiert Schoulen. D'Schüler setzen sech mat der Europapolitick auserneen a simuléieren d'Aarbecht vum Europaparlament.

D'Schüler, déi un dësem Evenement deelhuelen, si gewéinlech déi, déi sech an hire respektive Lycéeën an Optiounen ageschriwwen hunn, an deenen se sech mat politesch relevante Sujete beschäftegen.

Fir de Lien vum Projet zur reeller Politick an der politescher Aktualitéit ze sécheren, invitéiert de Lycée Aline Mayrisch an der Reegel och een oder zwee vun de Lëtzebuerger Vertrieder am Europaparlament; am Joer 2022 waren dëst den Här Christophe Hansen an d'Madamm Isabel Wiseler-Lima, 2023 war dëst den Här Marc Angel (deen déi Woch virdrun zum Vizepresident vum Europaparlament ernannt gouf) an d'Madamm Tilly Metz (déi leider verhënnert war). Donieft huet den Organisateur fir déi lescht zwou Editiounen och Vertrieder aus der Lëtzebuerger Regierung invitéiert, déi e Lien mat der Europapolitick hunn: 2022 den Ausseminister, 2023 de Staatsminister.

Achat de projets immobiliers privés par l'État | Question **7627** (21/02/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

D'Situatioun um Lëtzebuerger Immobiliëmarché bleift ugespaant. Dat zielt net nëmme fir d'Leit op der Sich no enger abordabeler Wunneng, mä och fir Promoteuren. D'Commandebicher gi méi eidel an d'Zuel vun de Baugeneemegunge geet erof. Derbäi kommen héich Energie- a Materialkäschten.

Fir ze verhënneren, datt Promoteuren op hire Projete sëtze bleiwen an Aarbechter an de Chômage falen, huet de Wunnengsbauminister ugekënnegt, dass de Staat gewëllt wier, privat Immobiliëprojeten opzekafen. An deem Sënn géifen aktuell Diskussioune mat verschiddene Promoteure lafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Wéi eng Projete géifen a Fro kommen, fir vum Staat opkaaft ze ginn?

2. Wéi wäit sinn d'Verhandlunge mat de Promoteuren a konnte schonns Eenegunge fonnt ginn?

3. Wa jo, wat sinn d'Konditioune vun esou enger Eenegung a Bezuch op de Präis pro m^2 (Surface construite brute – SCB)?

Den Här Minister war bis haut net favorabel, fir mat der Privatwirtschaft a Bezuch op d'Promotioun vu Bauprojeten zesummezeschaffen.

4. Opgrond vun der ugespaanter Situatioun um Immobiliëmarché, ass de Minister elo bereet, de privaten Investisseur beim Bau vun abordabele Wunnengen anzebannen?

Réponse (14/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Wéi ech schonn de 6. Dezember an de 17. Januar an der Chamber konnt duerleeën, gouf et nach ëmmer d'Méiglechkeet, datt de Staat oder ee vun de Promoteur-publicken, de Fonds du logement oder d'SNHBM Wunnengen an der VEFA vu private Promoteuren opkeeft. De Staat keeft an deem Fall Immobilien, fir de Park vun den abordabele Wunnengen ze vergréisseren. Dat ass ouni Fro am Intérêt général.

Et steet also jidderengem fräi, dem Staat zu all Moment de Kaf vu fäerdege Wunnengen, vu Wunnengen an der VEFA oder vun Terrain unzebidden.

Et kënnen awer nëmme fäerdeg Wunnengen oder Wunnengsprojeten an der VEFA opkaaft ginn, déi vu vir era souwuel vun der Programmatioun, der Typologie an de Präisser kompatibel si mam Cahier des charges, deen zënter 3 Joer bei all Demande fir Aides à la pierre bei erschwéngleche Wunnengsprojete gëllt.

Dëse Cahier des charges ass um ëffentlechen Internetsite vum Ministère ënner follgender Adress ze fannen:

https://logement.public.lu/dam-assets/documents/professionnels/cahier_des_charges/20230118-cahier-des-charges.pdf

Op www.logement.lu fannen intresséiert Leit och méi Detailer zur Prozedur vun dësen Acquisitiounen:

https://logement.public.lu/fr/professionnels/acquisitiondelogementsenvefaparletat.html

Ech recommandéieren dofir allen Interessenten, fir sech am Virfeld vun hirer Offer mat dem zoustännege Service am Wunnengsbauministère a Kontakt ze setzen, fir déi néideg Informatiounen an Erklärungen zum Cahier des charges a senger Applikatioun ze kréien.

Den zoustännege Service ass ënnert follgender E-Mail-Adress ze erreechen:

foncier@ml.etat.lu

ad 2. Bei de VEFA-Acquisitiounen (wéi och beim Kaf vu fäerdege Wunnengen) analyséiert de Staat déi Offer, déi him virgeluecht gëtt. D'Verhandlunge gi just um Präis gefouert, insoufern den Objet dem uewe genannte Cahier des charges vun den Aides à la pierre gerecht gëtt.

Fir dës Analys ze maachen, gouf eng Kommissioun am Wunnengsbauministère geschaf, un där och Vertrieder vum Fonds du logement, der SNHBM an dem Finanzministère deelhuelen.

Bei dëser Analys geet et drëms ze kucken, ob den ugebuedenen Objet de Krittären an de Plaffonge vum Cahier des charges gerecht gëtt an dowéinst eng Opportunitéit fir d'Vergréissere vum Park vun ëffentlech abordabele Wunnengen duerstellt.

Déi Analyse lafen am Moment an et ass bis ewell nach kee Contrat de réservation ënnerschriwwe ginn en vue vun engem Kaf vun esou Wunnengen. Ech sinn awer zouversiichtlech, datt dëst an den nächste Woche ka passéieren.

ad 3. Ech verweisen hei op d'Äntwerten op déi viregt Froen a virun allem op de Cahier des charges. De Präis vun esou Wunnengen hänkt natierlech dovunner of, a wéi enger Regioun vum Land déi Wunnenge leien an ob et sech eventuell ëm Wunnengen handelt, déi ënnert déi 10 % erschwéngleche Wunnraum falen nom Artikel 29 vum Gesetz iwwert de kommunalen Amenagement.

Eng pauschal Äntwert ass also net méiglech.

ad 4. Et ass eng perséinlech Interpretatioun vum Här Deputéierten, deen et esou duerstellt, wéi wann ech net favorabel wier, fir mat der Privatwirtschaft a Bezuch op d'Promotioun vu Bauprojeten zesummenzeschaffen. Dat stëmmt awer net.

Et ass jo kloer, datt all Wunneng zu Lëtzebuerg vum Privatsecteur gebaut gëtt. Si ginn an der Reegel vu privaten Architekte geplangt, vun Ingenieursbüroe gepréift a schlussendlech ëmmer vu private Baufirme gebaut. Dat soll och esou bleiwen.

Am Moment investéiert de Staat ronn 200 Millioune d'Joer an den erschwéngleche Wunnengsbau. Mir hoffen, dat op 300, an esouguer op 500 Millioune d'Joer ze steigeren. Viru 6 Joer louche mer éischter bei 40–60 Milliounen. De Gros vun dëser hallwer Milliard fléissen an de Privatsecteur fir säi Bäitrag un dem erschwéngleche Wunnengsbau.

Da kënnt dobäi, datt mer mat dem neien Artikel 29 bis via Pacte Logement 2.0 e Mechanismus geschaf hunn, iwwert deen e privaten Entwéckler méi Baurecht kritt, fir erschwéngleche Wunnraum ze schafen. De privaten Entwéckler huet dann d'Méiglechkeet, an der VEFA fir d'ëffentlech Hand mat ze bauen. Iwwert dëse Wee gëtt séchergestallt, datt an neie Quartiere systematesch am ganze Land erschwéngleche Wunnraum entsteet, dee vu privaten Entwéckler mat gebaut ka ginn.

Mir hunn hei also eng Rei zousätzlech Opportunitéite geschaf, fir de Privatsecteur an d'Schafung vun erschwéngleche Wunnraum anzebannen.

Net zulescht gehéiert dozou och dat Konzept vun de Logements pour salariés, dat ech op den Assises du logement den 22. Februar präsentéiert hunn.

Accompagnement des ménages accueillant les personnes ayant fui l'Ukraine | Question **7630** (21/02/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Depuis le début de la guerre en Ukraine, des centaines de ménages au Luxembourg se sont engagés à accueillir des personnes et familles réfugiées dans leur logement privé. Environ un an après le début de l'invasion russe, il n'y a aucun signe de la fin de la guerre.

Selon nos informations, un nombre croissant de familles hôtes, ne pouvant pas s'engager dans la durée, désirent mettre un terme à la cohabitation et que d'autres solutions soient trouvées pour héberger les personnes réfugiées. Par conséquent, les personnes accueillies risquent de se retrouver sans logement. Dans un article de presse récent, une organisation de soutien des personnes ayant fui la guerre en Ukraine constate que le Luxembourg ne dispose pas de stratégie à long terme proposant des solutions durables et que les familles d'accueil ne reçoivent pas assez de soutien.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes ayant fui la guerre en Ukraine sont actuellement accueillies auprès de personnes privées au Luxembourg ? Quel est le nombre de familles hôtes ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de ménages d'accueil désirant mettre un terme à leur engagement voire l'ayant d'ores et déjà terminé ?

2) Quelle procédure est appliquée si un ménage hôte, voire les personnes accueillies, expriment leur souhait de vouloir mette un terme à une cohabitation ? De manière générale, quel est le délai endéans lequel les organisations encadrantes peuvent offrir un nouveau logement aux personnes concernées ?

3) Existe-t-il un suivi régulier et proactif des familles hôtes et des familles accueillies, qui permettrait de détecter des problèmes dans les cohabitations ? Dans l'affirmative, comment se déroule le suivi ? Si des problèmes sont détectés au sein des ménages, quel soutien est offert aux personnes concernées et endéans quel délai ?

4) Monsieur le Ministre compte-t-il renforcer l'accompagnement des personnes privées accueillant les bénéficiaires de protection temporaire, voire mettre en place une stratégie à long terme encadrant le logement des personnes réfugiées au sein des familles d'accueil ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus d'informations à cet égard ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En date du 16 mars 2023, l'Office national de l'accueil (ONA) compte 1.800 dossiers de personnes ayant fui le conflit en Ukraine accueillies auprès de personnes privées au Luxembourg et qui bénéficient des aides matérielles et pécuniaires de l'ONA.

L'ONA ne dispose pas de chiffres sur les familles qui souhaitent mettre fin à leur engagement ; les personnes en informent l'administration rarement à l'avance.

ad 2) À tout moment, les bénéficiaires de protection temporaire (BPT) hébergés en privé peuvent intégrer une structure d'hébergement de protection temporaire (SHPT) de l'ONA (24h/24 et 7j/7). Les personnes peuvent à tout moment se présenter sur le site du primo-accueil au Kirchberg où elles sont accueillies avant d'être relogées vers une SHPT.

ad 3) L'ONA ne fait pas de suivi des familles hôtes directement, mais est en charge du suivi social et de l'encadrement des BPT. Il s'agit d'entretiens réguliers selon le besoin des personnes hébergées en privé.

L'ONA intervient également en cas d'urgence et propose des permanences sociales, respectivement une permanence téléphonique pour les BPT hébergés en privé. Par ailleurs, ceux-ci sont informés des possibilités d'intégrer une structure d'hébergement de l'ONA et reçoivent les informations nécessaires en cas de problèmes avec les familles d'accueil.

ad 4) La protection temporaire, accordée dans une première phase pour une durée initiale d'une année à compter de la date d'activation du mécanisme au niveau européen, donc jusqu'au 4 mars 2023, a été prolongée jusqu'au 4 mars 2024. Ainsi, les BPT qui résident au Luxembourg se verront prolonger leur protection jusqu'au 4 mars 2024.

Dans ce contexte, et afin de soutenir l'élan de solidarité des personnes privées souhaitant accueillir chez eux un BPT, un projet entre l'ONA, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, la Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas Luxembourg, financé par le Fonds européen « Asile, Migration et Intégration » (AMIF), intitulé « Accueil en famille de bénéficiaires de protection temporaire » pour les BPT hébergés en privé, a été mis en place en 2022. Le projet visait à rencontrer des familles d'accueil potentielles pour les préparer et les sensibiliser aux implications quotidiennes de leur engagement. Outre ce volet, le projet visait également à formaliser cet accueil et à mettre en place un suivi des BPT hébergés en privé. Le projet est actuellement en cours d'analyse afin de pouvoir procéder à une 2e phase qui sera plus axée sur l'encadrement des BPT vivant au sein des familles d'accueil.

Automatisation de la conduite des trains | Question **7631** (21/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Interview, deen den 20. Februar ënnert dem Titel „Streben Verfügbarkeit von 98,5 Prozent an" am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'CFL bei der Moderniséierung vun hirem Fuerpark och no an no wëllen op Software fir automatescht Fueren ëmstellen (ATO), déi bis ewell haaptsächlech an de Metroe vu grousse Stied am Ausland agesat gëtt. De Maschinist géif dann zumindest bei den neie Modeller just nach als passiven Acteur an der Kabinn sëtzen, wärend d'Maschinn u sech computergesteiert gëtt. Aktuell beschäftegen d'CFL eng ronn 300 Maschinisten. Duerch d'Automatiséierung vun hirer Tâche gëtt aktuell d'Méiglechkeet vun enger Reduktioun vum Stroumverbrauch ëm 20 Prozent ugeholl.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi sech d'Automatiséierung vun den CFLs-Zich op der Streck mëttelfristeg op dat allgemengt Aarbechtsverhältnis- an d'Konditioune vun de Maschiniste wäert auswierken?

2. Kann den Här Minister eng Opstellung vun den Investitiouns- souwéi de Betribskäschte vun der entspriechender ATO-Software presentéieren a preziséieren, iwwert wéi een Zäitraum dës sech vis-à-vis vum Asaz vun „Humanressourcë" géif amortiséieren? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang garantéieren, datt en eventuelle Käschtendrock duerch de gratis ëffentlechen Transport net um Réck vum Personal ausgedroe gëtt?

3. Kann den Här Minister eng Opstellung vum Energieverbrauch vun der ATO-Software presentéieren a preziséieren, wéi héich d'Nettoreduktioun vis-à-vis vum duerchschnëttleche Verbrauch vun de mënschleche Maschinisten ausfält?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'CFL equipéieren hir nei Zich vun de Serien 2400 an 2450 mat ATO (Automated Train Operation) vum Niveau 2. Beim Niveau 2 ass den Zuch weiderhi mat engem Lokféierer besat. Den ATO erlaabt dem Lokféierer, automatiséiert vun engem Arrêt op deen nächsten ze fueren. Wärend der automatiséierter Faart iwwerwaacht de Lokféierer d'Conduite. Am Fall vun enger Stéierung vum ATO fiert de Lokféierer selwer den Zuch. Den ATO ass esou konzipéiert, datt dëse System de Lokféierer bei der Duerchféierung vun senger Aarbecht entlaascht. D'Aarbechtsverhältnis an d'Konditioune vun de Lokféierer bleiwen onverännert.

D'Investitiounskäschte vum ATO-Projet leie bei circa 11 Milliounen Euro. Den ATO mam Niveau 2 erlaabt keng Personalaspuerung. D'Ziler vum ATO-Projet sinn: Aspuerung vun Energie/Reduzéierung vum CO_2-Ausstouss, Verbesserung vun der Pünktlechkeet, Verbesserung vun der Sécherheet, Erliichterung vun der Aarbecht vum Lokféierer.

D'CFL schätzen, datt den ATO hinnen erlaabt, fir den Energieverbrauch ëm mindestens 15 % ze reduzéieren.

Langues parlées par le personnel du contrôle médical | Question **7632** (21/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4008 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup vum 30. Juni 2021 schreift d'Madamm Minister: „Fir all d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsministère falen, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen."

Elo ass et awer esou, dass dës Gesetzer oft net agehale ginn an datt déi jeeweileg Persounen net déi dräi administrativ Sprooche vum Land, bzw. op d'mannst zwou vun dësen administrative Sproochen, verstinn. Dat betrëfft och, sou kënnt eis reegelméisseg zu Oueren, Kontrolldoktere vum Contrôle médical (Santé a Sécurité sociale). Hei steet fir déi betraffe Patiente bzw. Salariéen oft vill um Spill, well d'Diagnos vum Contrôle médical iwwer de weidere Verlaf vun hirer Karriär entscheede kann.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Minister an un d'Madamm Minister:

1. Wéi eng Moossname gi geholl, oder wäerten an Zukunft vun der Regierung geholl ginn, fir datt d'Kontrolldoktere vum Contrôle médical sech mat de Salariéen, deenen hir berufflech Zukunft vun hinnen ofhänkt, op d'mannst an zwou vun den dräi Verwaltungssprooche vum Land ënnerhale kënnen? Ass d'Regierung gewëllt, eng Informatiounscampagne ze starten, fir d'Kontrolldokteren iwwer d'Noutwennegkeet vun enger sproochlech problemloser Kommunikatioun mat de betraffene Salariéen opzeklären?

2. Goufen et an deene leschte fënnef Joer Reklamatioune vu Salariéen, déi sech net mat hirem Kontrolldokter verstännege konnten? Wa jo, wéi vill?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Den allgemenge Manktem un Doktere mécht leider och net virum Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (CMSS) halt. Dobäi kënnt, dass d'Verdéngschtméiglechkeete fir een Dokter beim Staat vis-à-vis vun engem Dokter am Liberalen, deem säi Revenu iwwert eng Nomenclature assuréiert gëtt, dozou féiert, dass wéineg oder esouguer kee Lëtzebuerger Dokter méi beim CMSS, a global beim Staat, postuléiert. Dësen Ëmstand féiert gären zu enger Sproocheproblematik.

Et ass awer esou, datt am CMSS fir déi auslännesch Doktere beruffsbegleedend Lëtzebuergesch Coursen ugebueden an och gehale ginn.

Ausserdeem ginn déi ze kontrolléierend Persoune vun engem Kontrolldokter gekuckt, bei deem keng Sproochebarrière besteet, souwäit dat organisatoresch méiglech ass. Schlussendlech ass et och vu Fall zu Fall méiglech, een Iwwersetzer (oder eng Begleetpersoun) dobäi ze hunn.

ad 2. Beim CMSS si bis elo keng esou Reklamatiounen erakomm.

Compensation écologique | Question **7633** (21/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles instaure dans son article 17 l'interdiction de détruire ou de détériorer les habitats d'intérêt communautaire ainsi que les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable. Notamment les habitats d'espèces protégées sont concernés par cette interdiction de destruction ou de détérioration.

L'article 27 de cette loi précise le contexte dans lequel des mesures communément désignées comme mesures compensatoires pour atténuer l'incidence d'un projet, d'un plan ou d'une activité sur des espèces particulièrement protégées et sur leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos, peuvent être prescrites par le ou la ministre.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de mesures compensatoires impliquant des espèces protégées mentionnées dans l'annexe du règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points ont été réalisées ?

2) Quelles espèces figurant dans l'annexe ont été concernées et à quelle fréquence ?

3) Madame la Ministre peut-elle me fournir le détail des habitats concernés par des mesures de compensation ventilé en fonction du nombre d'éco-points total calculé pour la compensation écologique dans les habitats concernés ?

4) Madame la Ministre peut-elle me fournir le nombre de demandeurs de mesures compensatoires ventilé par type de demandeur (personnes physiques, personnes morales, État, communes, autres) ?

5) Quels types de mesures de compensation ont été réalisés ?

Le règlement précité prévoit dans son article 7 que le gestionnaire du pool ou le demandeur de l'autorisation doit soumettre un rapport d'évaluation suite à la réalisation du projet, puis tous les cinq ans.

6) Combien de rapports d'évaluation ont été reçus par votre ministère et pour quel nombre de projets ?

7) Quel est le bilan de Madame la Ministre sur la base de ces évaluations de ces mesures en termes de préservation de la biodiversité et de la conservation des espèces ? Quel type de mesures a été particulièrement bénéfique ? Quel type de mesures a donné de moins bons résultats ? Dans combien de cas une adaptation des mesures de gestion a été nécessaire ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

L'honorable Députée fait référence à deux articles de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui touchent à la thématique de la compensation écologique. Il s'agit en l'occurrence de l'article 17 qui définit un régime de protection stricte de biotopes protégés, d'habitats d'intérêt communautaire et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de l'article 27 qui prévoit la réalisation de mesures d'atténuation anticipées dans le cas où des projets de développement sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur des espèces protégées particulièrement, respectivement leurs sites de reproduction ou aires de repos (« habitats essentiels »).

Alors que la compensation de biotopes et habitats protégés en vertu de l'article 17 est réalisée principalement dans le pool compensatoire national géré par l'Administration de la nature et des forêts, les mesures d'atténuation anticipées, encore appelées mesures CEF (de l'anglais continuous ecological functionality) sont à charge de l'initiateur de la destruction initiale.

Les réponses aux questions distinguent donc entre ces deux régimes compensatoires.

Afin d'éviter et de réduire les impacts sur la nature, l'ordre suivant s'impose dans les réflexions relatives à un projet : 1) Analyse s'il n'y pas d'alternatives d'implantation ou d'alternatives techniques avec moins d'impacts, 2) Limitation des interventions au nécessaire, 3) Compensation ou réalisation de mesures d'atténuation anticipées nécessaires. La conservation de structures végétales existantes est en règle générale à favoriser à leur destruction car les structures végétales existantes (p. ex. des forêts matures sont caractérisées par une plus grande diversité d'habitats que de jeunes plantations) assurent mieux les services écosystémiques que celles nouvellement créées (p. ex. régulation du climat, pollinisation des cultures, production de nourriture et de matériaux). Les mesures de compensation « in situ » au sein des projets de plans d'aménagement particuliers nouveau quartier (PAP NQ) contribuent au maillage écologique intra-urbain, au verdissement de nos localités et à l'amélioration du microclimat.

ad 1) Au total, 411 projets impactant des espèces protégées ont été réalisés depuis le début de la comptabilisation des éco-points dans le registre national. Parmi ces projets, 384 ont détruit des habitats régulièrement utilisés par des espèces d'intérêt communautaire dont l'état de conservation a été évalué défavorable. Pour les 27 projets restants, des habitats essentiels ont été détruits, ce qui a provoqué des mesures CEF.

Par habitats régulièrement utilisés on entend les habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et qui concernent notamment des territoires de chasse d'espèces d'intérêt communautaire. Ces habitats sont fréquentés régulièrement par ces espèces sans pour autant être indispensables à leur survie immédiate. Par habitats essentiels on entend des parties du territoire d'une espèce qui remplissent des fonctions insubstituables à leur survie immédiate, à savoir des sites de reproduction et leurs alentours immédiats, des sites de repos ou d'hibernation. La perte de ces habitats risque d'hypothéquer la survie des individus concernés ou de leur progéniture.

ad 2) Concernant les habitats d'espèces d'intérêt communautaire la Sérotine commune (« Breetflillekefliedermaus »), une chauve-souris, est l'espèce la plus touchée, suivie du Rougequeue à front blanc (« Gaarderoutschwanz ») et du Milan royal (« Roude

Milan »). Le détail de l'ensemble des espèces concernées est repris à la figure 1 ci-dessous.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les 27 projets ayant déclenché des mesures d'atténuation anticipées (CEF) conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ont détruit des habitats essentiels des espèces suivantes :

– oiseaux : le Bruant jaune (« Gielemännchen »), le Serin cini (« Girrelitz »), la Linotte mélodieuse (« Fluessfénk »), le Milan royal (« Roude Milan »), le Pic vert (« Grénge Spiecht »), la Fauvette grisette (« Heckegraatsch »), le Rossignol philomèle (« Nuechtegailchen »), le Tarier pâtre (« Schwaarzbrëschtchen ») ou le Rougequeue à front blanc (« Gaarderoutschwanz ») ;
– chiroptères : le Grand murin (« Grousst Mausouer »), la Sérotine commune (« Breetflillekefliedermaus »), l'Oreillard commun (« Brongt Laangouer ») ;
– reptiles: le Lézard des murailles (« Mauereidechs »).

ad 3) Jusqu'en décembre 2022, un total de 15.501.791 éco-points a été comptabilisé pour la destruction d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire (HEICs). Les éco-points générés étaient en majorité dus à la destruction d'habitats du Milan royal (« Roude Milan ») qui se trouve dans un état de conservation défavorable. Le détail des éco-points comptabilisés par espèce est renseigné dans la figure 2 ci-dessous.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le graphique ci-dessous (figure 3) montre le nombre de projets déclenchant une obligation de compensation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ventilé par type de requérant ou de secteur d'activité.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Les projets compensatoires ont visé la restauration et création des habitats suivants :

– arbre isolé indigène, adapté au site ou arbre fruitier,
– groupes et rangées d'arbres indigènes, adaptés au site ou arbre fruitier (BK18)
– vergers plantés récemment,
– lisières et franges herbagères (sans bordures ligneuses, ainsi que prairies en jachère),
– haies des bords de champ de plain-pied ou sur les talus (BK17),
– végétation rudérale persévérante,
– peuplements de feuillus et forêts pionnières (BK13),
– hêtraies du Luzulo-Fagetum (9110),
– hêtraies de l'Asperulo-Fagetum (9130),
– prairies humides du Calthion et divers types de prairies humides extensives (BK10),
– prairies maigres de fauche de basse altitude et pâturage fauché maigre (6510),
– pelouses fleuries, gazon sur du gravier avec des espèces qui confèrent une valeur écologique,
– pentes rocheuses avec végétation chasmophytique (8220),
– cairns et murgiers (BK21),
– herbages extensives – prairies et pâturages avec herbes typiques des prairies.

ad 6) Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, en août 2018, peu de rapports sont parvenus à mes services, rapports parmi lesquels figurent une quinzaine de rapports en lien avec la réalisation de PAP NQ (PAP nouveau quartier) pour lesquels des mesures d'atténuation anticipées ont été imposées en vertu de l'article 27 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et les rapports mentionnés à la question suivante. Le temps écoulé entre l'autorisation et la réalisation et le contrôle des mesures imposées varie beaucoup et dépend e. a. de la réactivité du bénéficiaire de l'autorisation. Ainsi, les rapports ne parviennent que peu à peu à mes services. Plusieurs rapports sont actuellement en cours d'évaluation.

Les rapports de monitoring imposés dans les autorisations en vertu de la loi précitée doivent être réalisés par des personnes agréées à cette fin et doivent être fournis plus fréquemment au début de la réalisation d'une mesure et moins fréquemment par la suite. Le monitoring doit se faire en règle générale sur une période de vingt-cinq ans. Si les mesures réalisées ne respectent pas les mesures imposées ou ne garantissent pas l'objectif visé, les mesures doivent être adaptées. Tel a été le cas trois fois dans le passé sur la quinzaine de rapports susmentionnés.

ad 7) L'obligation de l'évaluation de la bonne réalisation des mesures compensatoires concerne aussi bien les mesures réalisées dans les pools compensatoires que les mesures réalisées par les maîtres d'ouvrage.

Concernant les mesures réalisées dans le pool compensatoire par l'Administration de la nature et des forêts, cinq rapports, faisant état des mesures compensatoires en lien avec quatre projets ont été soumis pour autorisation en vue de leur enregistrement au registre des mesures compensatoires selon les dispositions de l'article 66 de la loi modifiée du 18 juillet 2018. Il s'agit en l'occurrence des projets GG20 – Pettingen, GS18 – Nogemerhaff, OE32 – Neihaff, et VM24 – Turbierg Bous. Ces rapports ont su démontrer, sur base d'inventaires floristiques réalisés par un bureau agréé, la création de biotopes et habitats pour une valeur totale de 6.588.388 éco-points.

Au vu de l'introduction assez récente de ce mécanisme (2018), du nombre limité de rapports introduits et du temps nécessaire pour planifier et mettre en œuvre les mesures, il est actuellement trop tôt pour pouvoir établir un bilan définitif. Je peux néanmoins déjà dire que les mesures d'atténuation anticipées en faveur d'espèces animales protégées particulièrement, à réaliser e. a. en vertu de dispositions européennes, sont les plus critiques en ce qui concerne le succès de la mesure. Malgré de multiples études et expériences faites dans le passé, il n'est en effet jamais garanti à cent pour cent que les animaux réagissent de la manière prévue et substituent leur territoire habituel au profit des nouveaux territoires créés. L'évaluation de mesures de compensation comme les nichoirs artificiels doit également se faire par une appréciation sur plusieurs années. En effet, les animaux n'acceptent peut-être pas encore ces structures lors de la première période de reproduction, mais les acceptent par la suite. Il se peut également qu'après les avoir acceptés, ils les ignorent par la suite car ils ont entre-temps trouvé mieux ailleurs. La création des habitats énoncés à la réponse à la question nº 5, réalisés par mes services en tant que mesures compensatoires, en coopération avec e. a. des syndicats intercommunaux, se déroule bien et sans problèmes majeurs, surtout si la météo coopère. Tel est généralement le cas pour toutes les mesures nécessitant uniquement des agencements de terrain et des plantations.

Espionnage du Luxembourg par la Russie à travers la plateforme eSanté | Question **7636** (21/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Een Artikel op der Website correctiv.org bericht iwwert ee Video, an deem déi zu Lëtzebuerg usässeg Firma Gcore Verbindunge mat der russescher Regierung weist. Am Video wier ze gesinn, dass den deemolege Chef, de Shurygin, dee fir déi russesch Aktivitéite vu Gcore responsabel war, mam russesche Vizepremier Medwedew iwwert eng Ënnerwanderung vu lëtzebuergescher Software diskutéiert. Am Artikel heescht et:

„Eine neue Software für Online-Arztgespräche liefe gut an, sagt Shurygin, sie hätten sie in Luxemburg ‚eingeführt'. Die Runde lacht. Shurygin hatte einen Sprachwitz gemacht, der nur im Russischen funktioniert: ‚Eingeführt' also внедрять ‚vnedryat', ist doppeldeutig. Es kann auch als ‚eindringen' oder ‚unterwandern' verstanden werden. Sie hätten also Luxemburg unterwandert. Medwedew sagt: ‚Ich hoffe im Auftrag des Staates'. Und sie lachen nochmal."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt Gcore den E-Consult fir eSanté (oder liéiert Servicer) entwéckelt huet?

2. Wéi ass séchergestallt, datt d'Gespréicher tëschent Patient an Dokter net vum russesche Staat ofgelauschtert ginn?

3. Wéi eng Garantië ginn et, datt d'Date vun eSanté tatsächlech just zu Lëtzebuerg hebergéiert ginn? Gouf dozou schonns en Audit gemaach?

4. Wéi eng Schrëtt envisagéiert de Ministère als Suite vun dëse Revelatiounen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Beim Ausbroch vun der Covid-19-Pandemie, dat heescht tëscht Mëtt Mäerz an Ufank Abrëll 2020, huet d'Krise-Cellule vun der Lëtzebuerger Regierung d'Agence eSanté domadder beoptraagt, e medezineschen Teleconsultatiounsdéngscht op d'Been ze stellen, fir esou d'Propagatioun vum Virus an de medezinnesche Cabineten ze limitéieren.

An deem Kontext huet d'Agence eSanté eng dréngend Consultatioun vu verschiddene Firme gemaach, wouraus letztendlech eng Lëtzebuerger Firma, déi zur Lëtzebuerger Wagner-Group (https://wagnergroup.lu/) gehéiert, zréckgehale gouf. Dës Firma, d. h. „Wagner ICT", stellt an hebergéiert den E-Consultatiounsservice op Serveuren, déi hei zu Lëtzebuerg baséiert sinn.

Am Kader vun der Consultatioun an aus Transparenzgrënn huet Wagner-Group deemools uginn, datt si mat anere Firmen zesummeschaffen, deenen hire kommerziellen Ëmfang iwwer Europa ewech geet.

Dëst huet awer keen Impakt op d'Agence eSanté, wat den Hebergement an d'Dateveraarbechtung vum E-Consultatiounsservice betrëfft, déi am Aklang mat der europäescher Dateschutzreegelung (RGPD) souwéi mat der Sécherheetsnorm ISO 27001 sinn.

De Betrib Gcore huet an dësem Kontext eng kommerziell Relatioun mat der Firma Wagner ICT, fir eng technesch Komponent vum Service ze liwweren. Onofhängeg vun dëser kommerzieller Relatioun muss Gcore als Fournisseur vun dëser technescher Komponent déi gesetzlech Obligatioune vum Dateschutzgesetz (RGPD) an der ISO 27001 Norm respektéieren.

ad 2. D'Fluxen tëscht Dokteren a Patienten, déi dësen Teleconsultatiounsdéngscht benotzen, si verschlësselt an den Hebergeur, an dësem Fall d'Firma Wagner ICT, kontrolléiert am Kader vun hirer Sécherheetspolitick 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, datt d'Systemer net gehackt ginn oder gi sinn. Dës sinn iwweregens Standardprozedure fir sécherzestellen, datt d'Integritéit vum System an de Respekt vun de verschiddenen Norme respektéiert ginn.

Am Hibléck op déi éischt Kommunikatiounen, déi an Däitschland zu dësem Sujet publizéiert goufen, huet d'Agence eSanté hire Fournisseur Wagner ICT gefrot, fir iwwer déi intern bestoend Kontrollmechanismen eraus méi cibléiert ze kontrolléieren, ob d'Integritéit an d'Sécherheet vun den Donnéeën net kompromettéiert goufen.

Aus den Analysen, déi vun de Sécherheetsdéngschter vun der Agence eSanté an deene vum Wagner ICT duerchgefouert goufen, ginn et keng Elementer, déi drop hiweisen, datt dës Integritéit vun den Donnéeë gebrach gi wier.

Ausserdeem huet den interne Service CSIRT vun der Agence eSanté eng Alerte de vigilance un déi concernéiert Haaptacteure gi fir sécherzestellen, datt och déi verschidden Acteuren informéiert sinn an eventuell zousätzlech Analysen oder komplementar méi cibléiert Preventiounsmesuren huelen.

ad 3. Wagner ICT, déi dem Lëtzebuerger Wagner-Group gehéiert, ass een zu Lëtzebuerg agreéierten Hebergeur. Am Kader vu senger Zesummenaarbecht mat der Agence eSanté huet d'Agence, ewéi all Joer, och 2022 eng „Kontroll-Fournisseur" bei Wagner ICT duerchgefouert, déi am Laf vun 2023 nees widderholl gi wäert. Dës Kontroll vun der Agence eSanté ass mat den ISO-27001-Prozedure vun der Agence eSanté verbonnen a gëtt och bei anere Firmen, déi mat der Agence eSanté zesummeschaffen, duerchgefouert.

ad 4. Déi verschidde Mesuren, déi en Place sinn, hu gegraff an och eng cibléiert Analys huet keng Defaillance nogewisen.

Global ginn all méiglech Mesuren en place gesat, fir d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Donnéeën a vun de Kommunikatiounsweeër sou wäit ewéi méiglech sécherzestellen. Doriwwer eraus ginn et Protokoller, déi gräifen, wann awer e Sécherheetsrisiko detektéiert gëtt. Dofir sinn och d'Preventiounsmesurë wichteg, gradewéi déi adequat Sécherheetsprotokoller, bei der Agence eSanté ewéi och bei hire Fournisseuren, beispillsweis Firmen, déi mat der Agence eSanté schaffen.

Ewéi bei all IT-System ass et wichteg, kontinuéierlech an d'Sécherheet ze investéieren, d'Personal weiderzebilden an d'Prozesser ze optimiséieren, fir d'Risiken ze minimiséieren. Dofir kritt d'Agence eSanté och entspriechend Mëttelen zur Verfügung gestallt.

Am deem Kontext ass et och wichteg ze präziséieren, datt d'Agence eSanté mat aneren nationalen Acteuren zesummeschafft, déi an der IT-Sécherheet täteg sinn, fir e reegelméissegen Echange ze hunn, fir esou beschtméiglech opgestallt ze sinn.

Impôt foncier | Question **7637** (21/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

De Radio 100,7 huet gemellt, dass d'Gemeng Dikrech de Prozess géint 15 Besëtzer verluer huet, déi géint d'Decisioun geklot haten, d'Grondsteier op eidel stoend Terrainen ze verzwanzegfachen. Op Ufro vum 100,7 huet d'Madamm Inneministesch gesot, si wéilt net géint dat Urteel an Appell goen.

Well och aner Gemengen änlech Mesuren a puncto Grondsteier op eidel stoend Terraine getraff hunn, hunn ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch:

– Gëtt d'Decisioun vun deene Gemengen, déi d'Grondsteier op eidel stoend Terrainen och erhéicht hunn, duerch dëst Urteel annuléiert?

– Wa jo, gedenkt d'Madamm Inneministesch un eng Ännerung vun der aktueller Gesetzgeebung?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Urteel vum Verwaltungsgeriicht annuléiert e Reglement vun der Stad Dikrech an huet keen automateschen Effekt op d'Reglementer vun anere Gemengen.

Eng kuerzfristeg Upassung vum Gesetz ass net néideg, well d'Grondsteier mam Gesetzesprojet Nr. 8082 grondleeënd reforméiert gëtt.

Imagerie médicale | Question **7639** (21/02/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Les débats autour des temps d'attente importants pour bénéficier de certains types d'imagerie médicale, en particulier en ce qui concerne la mammographie et l'IRM, ne cessent de réchauffer les esprits.

Or, selon nos informations, l'équipement d'imagerie dans les hôpitaux n'est actuellement pas exploité ni en soirée ni les fins de semaine, à l'exception des urgences. Or une exploitation régulière en soirée et en fin de semaine permettrait d'augmenter d'au moins 20 % les capacités de prise en charge, sans pour autant nécessiter des investissements dans de nouvelles infrastructures et du nouveau matériel.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les équipements d'imagerie médicale en milieu hospitalier ne sont pas ou peu exploités en soirée et en fin de semaine ?

2) Quel serait le besoin en personnel supplémentaire pour faire tourner une unité IRM ou mammographie sur les plages horaires supplémentaires susmentionnées ?

3) Quel serait le coût pour le personnel supplémentaire ?

4) Existe-t-il actuellement des difficultés de recrutement pour le personnel en question ?

Réponse (08/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Les horaires d'ouverture des plateaux médico-techniques des services d'imagerie médicale sont en principe exploités de 07.00 heures jusqu'à 20.00 heures en semaine. Toutefois, les examens réalisés sur les différents équipements dépendent de la disponibilité des médecins spécialistes et du personnel soignant.

L'activité des plateaux médico-techniques est budgétisée dans le cadre du budget biennal que l'établissement hospitalier négocie avec la Caisse nationale de santé. L'enveloppe budgétaire globale relative aux établissements hospitaliers définit le cadre global du financement.

Les horaires d'ouverture du weekend ne sont actuellement pas budgétisés par la CNS. Il est toutefois envisagé dans le cadre d'un projet-pilote de prévoir une ouverture et budgétisation des plateaux IRM des quatre centres hospitaliers le samedi pendant 8 heures afin de pouvoir diminuer les délais d'attente afférents.

ad 2) Une augmentation des horaires d'ouverture des plateaux médico-techniques d'imagerie médicale requiert une budgétisation de l'activité et des ressources nécessaires. En ce qui concerne les équipements IRM, une ouverture de plages horaires supplémentaires requiert une budgétisation avec la CNS. Le cadre des examens de mammographie est plus complexe comme il nécessite également la disponibilité de médecins spécialistes en sénologie afin de réaliser les examens demandés.

ad 3) À titre d'exemple, une budgétisation de plages d'ouverture le samedi pour 8 heures sur plateaux d'IRM des 4 centres hospitaliers représente une augmentation d'activité de 8.000 examens et de 9,7 % par rapport à l'activité annuelle de 2022. Cette activité supplémentaire requiert 7 ETP supplémentaires rémunérés selon les dispositions de la convention collective de travail FHL. Comme les disponibilités et possibilités organisationnelles varient, il est difficile de généraliser le coût global de personnel supplémentaire.

ad 4) Malgré les contraintes existantes tant à Luxembourg que dans les pays limitrophes au niveau du personnel soignant hautement spécialisé, les centres hospitaliers assurent un recrutement nécessaire en fonction des besoins budgétisés. Une autosuffisance au niveau des formations assurées à Luxembourg reste un objectif à atteindre.

Préretraite progressive | Question **7640** (21/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Max Hengel** (CSV)

Laut dem Code du travail kann eng Persoun an de Genoss vun enger Préretraite progressive kommen, wann se mindestens bis zu 3 Joer virun der Pensioun geschafft huet, op d'mannst 57 Joer huet a mindestens 75 % wärend deene leschte 5 Joer geschafft huet.

Eisen Informatiounen no ginn et Fäll, wou Persounen hir Demande fir eng Préretraite progressive refuséiert kruten, well se an deene leschte 5 Joer wärend enger Zäit manner wéi 75 % geschafft hunn an dëst wéinst Raisons familiales. Et ass awer esou, dass dës Persounen, ausser wärend där besoter Zäit, de Rescht vun deene 5 Joer méi wéi 75 % geschafft hunn. Et kéim een also op eng Moyenne vu 75 %, déi se wärend deene leschte 5 Joer geschafft hunn.

De Refus géing sech op den Artikel L. 584-2 baséieren:

« Art. L. 584-2
(1) Le salarié âgé de cinquante-sept ans accomplis au moins, occupé depuis cinq années au moins sur un poste de travail comportant une durée de travail d'au moins soixante-quinze pour cent d'un poste à temps plein, qui accepte une réduction de son temps de travail, peut solliciter le bénéfice de la préretraite progressive dans les conditions et selon les modalités de l'article L. 585-1, à condition d'être occupé dans une entreprise éligible conformément aux dispositions de l'article L. 584-1. (...) »

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi ass den Artikel L. 584-2 vum Code du travail ze interpretéieren? Ginn d'Konditioune strikt gekuckt oder kann d'Moyenne vun deene leschte 5 Joer geholl ginn?

2. Wëssend, datt wärend der Covidpandemie vill Leit gezwonge waren, de Congé pour raisons familiales ze huelen, mengt den Här Minister net, datt et méi fair wier, fir d'Moyenne ze kucken?

3. Kéinten an deem Fall dës Dispositioune vum Code du travail mat engem Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié ausser Kraaft gesat ginn?

Réponse (13/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. D'Konditiounen, ënnert deenen eng Préretraite progressive ka vum Aarbechtsminister accordéiert ginn, sinn am Artikel L. 584-2 vum Code du travail opgefouert.

Laut dësem Artikel muss de Salarié:

1. mindestens 57 Joer al sinn;
2. mindestens säit 5 Joer bei enger Entreprise schaffen, déi laut Artikel L. 584-1 eligibel ass fir d'Préretraite progressive, an dat op engem Posten, dee mindestens 75 % vun engem Ganzdagsposten duerstellt;
3. spéitstens um Enn vun senger Preretraite en Urecht op eng lëtzebuergesch virgezunnen Alterspensioun oder op eng lëtzebuergesch Alterspensioun hunn.

Fir an de Genoss vun der Préretraite progressive ze kommen, muss de Salarié also zum Zäitpunkt vum Ufank vun der Préretraite progressive wärend mindestens 5 Joer duerchgoend op engem Poste vu mindestens 75 % ugestallt sinn. Et geet net riets vun enger hypotheetescher Moyenne, wou den Taux d'occupation, iwwert 5 Joer gekuckt, gläich oder méi héich wéi 75 % wier.

ad 2. De Congé pour raisons familiales gëtt accordéiert am Fall, wou e Kand am Stot krank ass, an d'Zuel vun den Deeg, déi e Salarié zegutt huet, hänkt vum Alter vum Kand of. De Fait, dass e Salarié Congé pour raisons familiales geholl huet, huet guer keen Impakt op d'Decisioun, ob eng Préretraite progressive accordéiert gëtt oder net. Dëst erkläert sech doduerch, dass déi Zäit, wou een am Congé pour raisons familiales ass, als regulär Aarbechtszäit ugesi gëtt.

ad 3. Nee, de Code du travail gesäit an deem Kontext d'Méiglechkeet net vir, dass mat engem Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié geltend Dispositioune vum Code ausser Kraaft gesat kënne ginn.

Échangeur Kirchberg | Question **7642** (22/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et ass eng Normalitéit, dass zu Lëtzebuerg zu de Spëtzestonnen d'Autobunne saturéiert sinn, grad a Proximitéit vun der Stad. Ee klassescht Beispill ass den Echangeur um Enn vun der A7, fir op de Kierchbierg ze kommen. Hei staut et bal all gudden Dag mueres an et ass ee risegen alldeeglechen Zäitverloscht fir déi Mënschen, déi den Individualverkéier notzen.

Vill Leit béie moies Richtung Kierchbierg an a Richtung A1 Rond-point Iergäertchen of, wärend manner Persounen a Richtung Sennengerbierg/Tréier ofbéien. Op dëser Plaz existéiert ee strukturelle Problem, well op der Bréck vun der A7 nach zwou Fuerspueren no riets féieren, mee dës Spueren sech duerno an eng Spuer Richtung Autobunn an eng Richtung Kierchbierg opdeelen.

Op der Bréck vun der A7 leeft dee meeschten Trafick – also op der rietser a mëttlerer Spuer. Doduerch, dass déi lénk Spuer manner genotzt gëtt, profitéiere verschidde Leit vun der lénker Spuer, fir sech ganz zum Schluss nach virzedrécken, wat zu weidere Ralentissementer féiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng alternativ Stroosseféierung kéint op dëser Plaz um Echangeur zum Asaz kommen, fir d'Virkomme vu Virdrängler ze reduzéieren?

2. Wier et eng méiglech Alternativ, d'Spueren op dëser Plaz wéi um Bild an der Annex anzezeechnen?

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Stroossebauverwaltung ass sech dëser Thematik bewosst.

Esou goufen op dëser Plaz och schonns vu menge Servicer Iwwerleeungen an Etudë gemaach, fir dës Situatioun moies an den Haaptverkéierszäite besser ze reguléieren.

Leider konnt bis elo awer nach net déi richteg Léisung fonnt ginn.

ad 2. Déi vum Här Deputéierte schematesch duergestallten Optioun ass aus geometresche Grënn leider net ëmsetzbar.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7643** (22/02/2023) de **M. Jean-Marie Halsdorf** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

No Berichter an de Medien hat d'Arméi am Hierscht 2022 en Noutfallmedezinner agestallt, deen sech an der Belsch muss wéinst falsche Covidimpfzertifikater viru Geriicht veräntwerten. Am Mee 2022 wier den Dokter ewell wéinst Fälschung, Bedruch a Steierbedruch zu 2 Joer Prisong op Bewärung verurteelt ginn. Wéi et am Artikel weider heescht, wier den Dokter zanter Dezember net méi fir d'Arméi täteg, an dat, nodeems de Conseil médical op dës Virgeschicht opmierksam gemaach hat.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

– Kann d'Regierung confirméieren, dat d'Arméi e Medezinner agestallt hat, deen an der Belsch verurteelt gouf an deen sech nach wéinst aner Virwërf muss viru Geriicht veräntwerten?

– Firwat sinn d'Reprochë géint de Medezinner net direkt bei der Astellung opgefall, mee eréischt no der Interventioun vum Conseil médical?

– Ënner wat fir engem Statut war de Medezinner bei der Arméi agestallt ginn?

Réponse (17/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

An hire Froe bezéien sech déi honorabel Deputéiert op en Artikel, deen den 21. Februar 2023 op wort.lu publizéiert gouf. Deen Artikel enthält eng Rei Feeler a falsch Behaaptungen. De Verdeedegungsminister huet direkt no der Publikatioun dorop reagéiert an eng Stellungnam gemaach. Dës gouf den 22. Februar op wort.lu veréffentlecht.

Contrairement zu de Behaaptunge vum Artikel gouf keen Dokter agestallt – et handelt sech also net ëm e Rekrutement.

D'Arméi verfüügt aktuell iwwert 1 Officier-médecin am Fonctionnairesstatut an 1 Dokter, deen als Employé agestallt ass. Fir d'Aarbecht, déi ufält, ze bewältegen, gräift d'Arméi och op extern Déngschtleeschter (prestataires de services) zeréck.

Am Hierscht 2022 huet d'Arméi eng Ausschreiwung fir e „médecin généraliste – prestataire de service" op jobs.lu a monster.lu veréffentlecht. Dës Sitte sinn net mat govjobs.lu, dem Rekrutementsportal vum ëffentlechen Déngscht, ze verwiesselen.

Doropshi krut d'Arméi 7 Kandidaturen. 2 Kandidature goufe verworf wéinst feelender Autorisation d'exercer an 1 Kandidatur gouf zeréckgezunn. Déi 4 reschtlech Kandidature goufen evaluéiert an den Dokter Diagne gouf zeréckbehalen. Säin Dossier huet all déi gefrot Informatiounen, notamment d'Autorisation d'exercer a säin Diplom, enthal. Contrairement zu der Duerstellung am éischten Artikel op wort.lu, war also keng Geneemegungsprozedur vum Collège médical um Lafen, weeder wärend dem Dr. Diagne senger Kandidatur, nach wärend senger Déngschtleeschtung fir d'Arméi. Zu deem Zäitpunkt louch dem Ministère de la Santé näischt géint den Dr. Diagne vir. De positiven Avis vum Collège médical louch scho Jore virun der Kandidatur vir a seng Autorisation d'exercer ass op 2019 datéiert.

Den 22. November huet den Dokter Diagne en Déngschtleeschtungskontrakt (contrat de prestation de service) mat der Arméi ënnerschriwwen. En Aarbechtsverhältnis mam Staat (Fonctionnaire, Employé oder Salarié) stoung zu kengem Moment zur Debatt.

Wärend bei Rekrutementer (Fonctionnaire, Employé oder Salarié) d'Consultatioun vum Casier gesetzlech virgeschriwwen ass, ass dat fir extern Déngschtleeschtungskontrakter vum Staat net de Fall. Säit dësem Joer freet d'Arméi elo och bei all Personne physique, déi fir en Déngschtleeschtungskontrakt kandidéiert, de Casier.

Am Kader vu sengem Déngschtleeschtungskontrakt huet den Dokter den 1. an de 6. Dezember wärend jeeweils 8 Stonne Consultatiounen um Härebierg a Presenz vun engem Infirmier vun der Arméi ginn.

Den 8. Dezember 2023 war den Dokter op der Plaz, wéi d'Arméi gewuer ginn ass, dass den Dr. Diagne am Mee 2022 vum Lécker Geriicht zu enger Peine de probation autonome vun 2 Joer verurteelt gouf an dass aktuell nach e Prozess wéinst Ausstelle vu gefälschte Covidcertificate géint hie leeft. Den Dokter krut direkt dee selwechten Dag matgedeelt, dass d'Arméi mat „effet immédiat" net méi op seng Servicer géif zréckgräifen. E krut den Accès op de Centre militaire gespaart a gouf erausbegleet.

Den Dokter huet den 13. Dezember en Extrait vu sengem belsche Casier eragereecht, op deem déi genannt Verurteelung net ernimmt gëtt. Dëst schéngt op dem Artikel 595 vum belsche Code d'instruction criminelle ze berouen, dee virgesäit, dass gewësse Verurteelungen net am Casier stinn. Deemno wier d'Consultatioun vum belsche Casier, éier de Kontrakt ënnerschriwwe gouf, net opschlossräich gewiescht.

No suergfälteger juristescher Iwwerpréiwung gouf de Kontrakt den 10. Januar 2023 gekënnegt.

Déi medezinnesch Zertifikater, déi den Dokter Diagne wärend deenen dräi Deeg um Härebierg ausgestallt huet, goufen nodréiglech iwwerpréift an et konnte keng Irregularitéite festgestallt ginn.

Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques | Question **7644** (22/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut der EU-Richtlinn vum 14. Dezember 2016 zur Reduktioun vun den nationalen Emissioune vu bestëmmte Loftschuedstoffer muss all Land en „nationalen Ratgeber für die gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft zur Begrenzung von Ammoniakemissionen" opstellen. Ënner anerem missten am nationale Ratgeber de Stéckstoffmanagement an d'Fidderungsstrategië behandelt ginn. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Ass den nationale Ratgeber, sou wéi an der EU-Richtlinn vun 2016 virgesinn, zu Lëtzebuerg publizéiert ginn?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

2. Wa jo:
– Wat fir Mesurë sinn an dem Dokument zréckbehale ginn?
– Wat ass beim Stéckstoffmanagement a bei de Fidderungsstrategië genau festgehale ginn?

3. Ass de Ratgeber op seng Auswierkungen op d'Reduzéierung vun den Ammoniakemmissiounen evaluéiert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Konklusioune vun dëser Evaluatioun?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. De Guide „Minderung der Ammoniakemissionen in der Landwirtschaft", dee viru Kuerzem (no Consultatioun mam landwirtschaftleche Secteur) konnt fäerdeggestallt ginn, steet aktuell an elektronescher Versioun um Landwirtschaftsportal esou wéi um Ëmweltportal (www.ma.etat.lu a www.emwelt.lu). Dëse Guide gëtt zäitno a gedréckter Versioun un all d'landwirtschaftlech Betriber verschéckt (viraussiichtlech Mëtt Abrëll).

Dat groussherzoglecht Reglement vum 27. Juni 2018, wat d'NEC-Direktiv transposéiert, gëtt déi obligatoresch Theemefelder erëm, déi iwwert de Guide mussen ofgedeckt ginn. Dës Theeme goufen alleguerten am Guide iwwerholl. De Guide enthält Mesurë betreffend d'Fidderung vu landwirtschaftlechen Notzdéieren, Aspuermoossname bei der Konzeptioun vum Stall, d'Lagerung vu Wirtschaftsdünger souwéi och d'Ausbrénge vun Düngemëttel.

ad 2. Vu dass een Opziele vun de genaue Mesuren de Kader vun dëser Fro an hirer Äntwert géing sprengen, verweise mir op déi elektronesch Versioun vum publizéierte Guide.

ad 3. Déi verschidde Mesuren, déi am Guide genannt sinn, goufe schonn zu verschiddene Momenter op d'Reduzéierung vun den Ammoniaksemissiounen evaluéiert. Si hunn all een Effekt. Dat tatsächlecht Reduktiounspotential hänkt dobäi staark vun der Participatioun of. Dofir ass et wichteg, datt de Groussdeel vun de Betriber hir Equipementer, Ställ an Aarbechtweisen upassen.

An de Virbereedungsaarbechte vum NAPCP goufen eng Rei Ofschätzungen iwwert d'Moossnamen, déi och am Guide sinn, gemaach. D'Froestellung war, wat wieren d'Emissioune gewiescht, falls scho verschidde Moossnamen 2020 realiséiert gewiescht wieren.

An deem Kontext géife mir op d'Kapitel 3.3.1 vum Projet de NAPCP verweisen, deen sech aktuell an der Enquête publique befënnt (https://enquetes.public.lu/fr/enquetes/1600/1664.html). Et gesäit een, datt d'Form vun der Ausbréngung dee gréissten Impakt op d'Reduktioun vun den Emissiounen huet.

Déi am Guide recommandéiert Moossnamen erlaben ons – mat eppes Verspéidung – d'Reduktiounszil fir 2020 ze erreechen, mee weider Ustrengunge wäerten néideg sinn, fir d'Reduktiounszil fir 2030 ze erfëllen.

Assistance judiciaire | Question **7645** (22/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

All Bierger-in hei am Land huet d'Recht, d'Justiz anzeschalten, wann e sech enger Ongerechtegkeet ausgesat gesäit. Dëst Recht ass am Artikel 47 vun der europäescher Charta vun de Grond- a Mënscherechter festgehalen an och hei zu Lëtzebuerg an der Gesetzgeebung verankert.

Am Artikel 47 vun der Charta ass iwwerdeems festgehalen, dass de Staat finanziell hëllefe muss, wa Leit net genuch Suen hunn, fir hiert Recht op een Zougang zur Justiz kënne wouerzehuelen. Déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung gesäit heifir d'Assistance judiciaire vir, déi deene Leit zeguttkënnt, déi wéineg Akommes hunn (Artikel 37 (1) vun der Loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat).

An der Realitéit ass et awer oft esou, dass Bierger-innen trotz der Assistance judiciaire keen Zougang zur Justiz hunn, well se de Krittäre vum Gesetz no ze vill Suen hätten, a Wierklechkeet awer näischt op der Säit hunn, fir en Affekot bezuelen ze kënnen. De Gesetzesprojet 7959 soll hei fir Verbesserunge suergen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fir wéi vill Affäre goufen, opgelëscht no Beräich (Top 10), an de vergaangenen 3 Joer (opgelëscht no Joer) eng Assistance judiciaire ugefrot? Wéi vill Assistancë goufen accordéiert/refuséiert?

2. Wéi vill Suen huet de Staat déi vergaangen 3 Joer fir d'Assistance judiciaire ausginn (opgelëscht no Joer)?

Réponse (17/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Betreffend déi gefroten Statistike muss een tëschent dem Barreau Lëtzebuerg (I) an dem Barreau Dikrech (II) ënnerscheeden:

I. Zuele vum Barreau Lëtzebuerg

Hei drënner sinn déi gefroten Statistike fir d'Joren 2020, 2021 an 2022 betreffend de Barreau Lëtzebuerg opgelëscht. Wat d'Oplëschtung jee no Beräich betrëfft, ass et esou, dass de Barreau Lëtzebuerg dës Statistike just bei den accordéierten Demanden am System opruffe kann. D'Tabellen hei drënner bezéien sech also just op déi Demanden, déi zeréckbehale goufen.

1. Zuele fir d'Joer 2020:

Unzuel un neien Demanden: 4.776
Unzuel un accordéierten Demanden: 4.028
Unzuel u refuséierten Demanden: 399

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Zuele fir d'Joer 2021:

Unzuel un neien Demanden: 5.369
Unzuel un accordéierten Demanden: 4.306
Unzuel u refuséierten Demanden: 400

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

3. Zuele fir d'Joer 2022:

Unzuel un neien Demanden: 6.473
Unzuel un accordéierten Demanden: 5.062
Unzuel u refuséierten Demanden: 301

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

II. Zuele vum Barreau Dikrech

De Barreau Dikrech huet ab September 2021 ugefaang, Statistike jee no Beräich ze erhiewen. De Barreau Dikrech bemierkt, dass et an der Praxis net ëmmer kloer ass, a wéi ee Beräich déi eenzel Demanden ze klasséieren sinn, well déi Demanden hiren Objet net ëmmer kloer uginn.

1. Zuele vum Joer 2020:

Unzuel un traitéierten Demanden: 770

Am Joer 2020 goufen nach keng Statistike jee no Beräich erhuewen.

2. Zuele vum Joer 2021:

Unzuel un traitéierten Demanden: 768

Am Joer 2021 goufen eréischt ab September 2021 Statistike jee no Beräich erhuewen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

3. Zuele vum Joer 2022:

Unzuel un traitéierten Demanden: 841
Unzuel u refuséierten Demanden: 4

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir d'Assistance judiciaire huet de Lëtzebuerger Staat an de leschten 3 Joer follgend Zommen ausginn:

– 2020: 6.283.583 €,
– 2021: 7.244.659 €,
– 2022: 7.877.126 € (provisoresche Betrag).

Réduction ponctuelle de la vitesse sur l'A6 | Question **7647** (22/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter 2019 ass d'Vitess op der Areler A6 bis bei d'Sortie Kierchbierg moies zu de Spëtzenzäiten tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer op 90 km/h limitéiert. Dem Mobilitéitsministère no sinn esou iwwert déi lescht véier Joer knapp 10 Prozent manner Accidenter geschitt. Allerdéngs „mierkt een awer och, datt verschidden Automobilisten de System net verstinn an awer laanscht briederen, wann et kuerz geet an dann awer e puer Honnert Meter méi wäit op d'Brems spréngt [sic]", wéi et an engem RTL-Artikel vum Direkter vun der Stroossebauverwaltung heescht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi oft goufen, zënter der Aféierung vun der Vitessreduktioun zu de Spëtzestonnen, Vitesskontrollen op der A6 duerchgefouert?
Wéi vill Kontrolle goufe punktuell (mobill Radaren) tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer gemaach?

2. Wéi vill Protokoller wéinst Geschwindegkeetsiwwerschreidunge gouf et zënter der Aféierung vun dëser Moossnam?
Wéi vill vun deene Protokoller goufen tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer geschriwwen?

Réponse (15/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Am Kader vun hiren alldeeglече Missioune fueren d'Patrulle vun der „Unité de la police de la route" déi genannte Streck, souwuel zu de Spëtzestonne wéi och am normale Verkéiersfloss, a féieren esou preventiv a repressiv mobill Kontrollen aus. Dës ginn awer net spezifesch statistesch erfaasst.

Zu de Spëtzestonnen tëscht 6.45 Auer an 9.15 Auer si statesch Kontrolle mam mobille Radar wéineg zilféierend, well et duerch de staarke Verkéier net zu Geschwindegkeetsiwwerschreidung komme kann. Och kënnen – a sollen – aus sécherheetsrelevante Grënn net vill zousätzlech statesch Kontrollen op der Autobunn ausgefouert ginn.

ad 2. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren, déi sech op esou vill Variabele bezitt, wéi se vum honorabelen Deputéierte gefrot ginn. Doduerch kënnen déi gefroten Zuelen a puncto Vitessverstéiss op dësem

bestëmmten Tronçon an engem kuerzen Zäitraum net erausgezu ginn.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7648** (22/02/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Engem Artikel no, deen haut an enger Lëtzebuerger Dageszeitung publizéiert ginn ass, soll d'Lëtzebuerger Arméi rezent en Urgentiste agestallt hunn, deen an der Belsch wéinst Bedruch virbestrooft – an och wéinst der Fälschung vu Covidzertifikater ugeklot ass.

Am Artikel gëtt präziséiert, dass den Dokter kuerz nom Virstellungsgespréich mam Rekrutéierungsjury – an deem héich Offizéier a Vertrieder vun der Personaldelegatioun sëtzen – seng Aarbecht ugefaangen huet.

Et wier eréischt dem Collège médical bei der Geneemegungsprozedur opgefall, dass den Dokter, deen du schonn aktiv war, an der Belsch virbestrooft an a weider juristesch Enquêtë verwéckelt ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Verdeedegungsminister follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo, wéi konnt et zu dëser Astellung kommen?

– Wéi kënnen esou Situatiounen an Zukunft evitéiert ginn?

Réponse (17/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7643.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7650** (22/02/2023) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

C'est avec stupéfaction que nous avons appris par la presse la nouvelle selon laquelle un médecin ayant un casier judiciaire a travaillé à court terme pour l'Armée luxembourgeoise. La relation de travail a entre-temps été résiliée.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Quelles sont les procédures d'examen et de sécurité appliquées lors de la procédure de recrutement dans le secteur public ? Dans quelle mesure ces mécanismes de contrôle diffèrent-ils entre les postes administratifs ordinaires et les postes qui se distinguent par une activité liée à la sécurité ? Quels sont les mécanismes de contrôle appliqués lors de la collaboration avec des prestataires externes et lors du recrutement dans l'armée ?

– Comment se fait-il que, lors de la procédure de recrutement, on n'ait pas remarqué que le médecin en question avait un casier judiciaire ? C'est d'autant plus étonnant que le médecin en question a déjà été inculpé de fraude en 2018 et qu'il a même fait les gros titres négatifs des médias belges en 2021.

Réponse (20/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Lors de l'engagement d'une personne auprès de l'État, y compris auprès de l'Armée luxembourgeoise, elle doit fournir un extrait de son casier judiciaire datant de moins de 2 mois.

Un candidat non luxembourgeois ayant une seule nationalité doit fournir un extrait du casier judiciaire de son pays d'origine. En effet, les infractions nationales et internationales sont regroupées dans le casier judiciaire du pays d'origine d'une personne.

Dans le cas d'une personne ayant une double nationalité, il existe plusieurs cas de figure :

– nationalité luxembourgeoise plus nationalité d'un autre État membre de l'Union européenne : il suffit de fournir le casier luxembourgeois ;
– deux nationalités d'États membres de l'Union européenne : il suffit de fournir le casier d'un seul des pays ;
– nationalité d'un État membre de l'Union européenne plus nationalité d'un État hors Union européenne : les casiers des deux pays doivent être fournis ;
– deux nationalités d'États hors Union européenne : les casiers des deux pays doivent être fournis.

Pour ce qui est des procédures suivies par l'Armée luxembourgeoise lors du recours à un prestataire externe, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire 7643. Comme indiqué dans la réponse en question, le casier judiciaire belge ne mentionnait pas de condamnations.

Connexions d'entreprises luxembourgeoises avec la Russie | Question **7651** (23/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Laut Medieberichter steet déi lëtzebuergesch Firma Gcore Labs SA am Verdacht, d'EU-Sanktioune géint Russland ënnerlaf ze hunn. Aus den Artikele geet weider ervir, datt et en Zesummenhang tëschent dëser Firma an der Agence eSanté kéint ginn, an zwar am Kader vun der Video-Spriechstonn, déi am Mäerz 2020 vun der CNS agefouert gi war. Déi lëtzebuergesch Entreprise Wagner ICT, déi deemools den Optrag kritt hat, schafft mat der Firma Gcore Labs zesummen, déi och a Russland täteg ass. Et kéint also de Risiko bestoen, datt russesch Behörden Zougang op lëtzebuergesch Patientendate kéinten hunn. Ausserdeem soll et en Ofkommes tëschent der Agence Luxinnovation an der russescher Skolkovo-Stëftung ginn, déi a Russland Start-ups finanzéiert. Gcore soll zanter 2019 um Programm vun der Stëftung deelgeholl hunn. An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press confirméieren?
– Wa jo, ass d'Sécherheet vun de Patientendaten hei zu Lëtzebuerg garantéiert?

2. Besteet eng Verbindung tëschent der Agence eSanté an der Firma Gcore Labs oder huet et an der Vergaangenheet eng Relatioun ginn?
– Wa jo, wéi gesäit dës Verbindung aus a bis wéini huet se bestanen?

3. Besteet eng Verbindung tëscht der Entreprise Wagner ICT an der Firma Gcore?

4. Wat gouf am Ofkommes vum Februar 2018 tëschent der Agence Luxinnovation an der russescher Skolkovo-Stëftung genee festgehalen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. bis 3. Fir d'Froen 1 bis 3 géife mer déi honorabel Deputéiert op d'Äntwerten an der parlamentarescher Fro N° 7636 verweisen.

ad 4. Dat Ofkommes zu grondleeënde Prinzippie vun enger Zesummenaarbecht, „Memorandum of Understanding on basic principles of cooperation" (MoU), mat der Luxinnovation gouf de 14. Februar 2018 ënnerschriwwen. Et sinn do dra just generell Méiglechkeeten a Prinzippie vun enger eventueller Zesummenaarbecht zeréckbehale ginn. Et ass kee juristesch bindend Element a kee formellt Partenariat festgehale ginn. D'Zil vun deem MoU sollt deemools déi géigesäiteg Ënnerstëtzung bei der Promotioun vun de jeeweilegen Ekosystemer mat hire Start-uppen, Betriber an Talenter sinn. De leschten Echange an deem Zesummenhang war am Abrëll 2020.

Recyclage des batteries des voitures électriques | Question **7652** (23/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Et ass allgemeng bekannt an och wëssenschaftlech beleucht, dass et technesch machbar ass, d'Batterien aus Elektroautoen ze recycléieren. Laut enger Recherche vun der „Süddeutsche Zeitung" (SZ Nr. 41 vum 18. Februar 2023) wier et awer esou, dass d'Technologie bis elo just an enger Testphas ass an de Recycling just a klengem Moossstaf gemaach gëtt. Ausserdeem ass de Krees vun enger Kreeslafwirtschaft punkto Batterië vun E-Autoen net zou, well d'Endprodukt vum Recycling nach net zur Produktioun vun neie Batterië gebraucht gëtt. Dëst stellt eng grouss Erausfuerderung fir d'Zukunft duer, an där bei gläichbleiwender Politick solle majoritär Elektroautoen op eise Stroosse fueren. Gläichzäiteg entstinn och eng Rei Opportunitéiten an eng nei Wirtschaftsfilière.

Doweinst hunn ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Minister fir Energie:

– Wéi geet d'Regierung mat der Erausfuerderung ëm, an Zukunft massiv Batterië vun Elektroautoen esou sécher an ëmweltfrëndlech wéi méiglech ze recycléieren?

– Gesäit d'Regierung am Recycling vu Batterië vun Elektroautoen eng potenziell Aktivitéit fir de Lëtzebuerger Industriestanduert, deen haut scho staark vun der Automobilindustrie gepräägt ass?

Réponse (18/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

D'Regierung suivéiert d'Entwécklungen am Beräich vun de Batterië fir Elektrogefierer vun no, souwuel wat den Technologiestand ugeet, wéi och wat de wirtschaftspolitesche Kontext ugeet.

D'Obligatioun, fir jiddwer Zort vu Batterien an eng Recyclingsschinn ze féieren, gëtt et schonn elo, dëst ass am Batteriegesetz verankert, dat den 9. Juni 2022 geännert gouf (loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs). Den Artikel 12 vun deem Gesetz leet och kloer fest, datt keng Batterie däerf enger Deponéierung oder enger thermescher Eliminatioun zougefouert ginn.

Fir dat an der Praxis ëmzesetzen, ënnerleien d'Batterien aus den elektreschen Autoen der sougenannter Produzenteverantwortungsfilière (Responsabilité élargie des producteurs). Dat heescht, datt jiddwer Acteur, deen esou eng Batterie op de Lëtzebuerger Marché bréngt, déi ganz Recyclings- respektiv Weiderbenotzungsfilière muss sécherstellen oder organiséieren. Dës Verflichtunge kënnen d'Acteuren individuell iwwert e ministeriellen Agrement erfëllen oder andeems se z. B. Member beim Organisme agréé Ecobatterien ASBL ginn. Dës Dispositioune goufen duerch déi Ännerung vun 2022 vun deem Batteriegesetz verstäerkt.

Et gëtt awer och eng weider Méiglechkeet, mat deene Batterien ëmzegoen, déi dem Offallgesetz no prioritär géigeniwwer dem Recycling ass, an zwar d'Weiderbenotzung. Oft ass et nämlech esou, datt nëmmen eng Zell vun där ganzer Batterie net méi richteg funktionéiert, an duerch hiert Ersetze kann d'Batterie weiderbenotzt ginn. Dëst gëtt och staark vum EU-Reglement iwwert d'Batterië gefuerdert, dat an deenen nächste Méint wäert a Kraaft trieden (Proposal for a Regulation of the European Parliament and the Council concerning batteries and waste batteries, repealing Directive 2006/66/EC and amending Regulation (EU) No 2019/1020).

D'EU-Parlament an de Conseil hu sech op eng Propositioun de règlement vum 18. Januar 2023 gëeenegt, déi d'Krittäre fir d'Nohaltegkeet vun neie Batterië souwéi den Ëmgang mat Batterië reguléiere wäert, déi net méi benotzt kënne ginn[1]. Dës Reglementatioun soll d'Direktiv 2006/66/EC ophiewen an dat bestoend Reglement (EU) 2019/1020 ofänneren. Nieft der Produktiounskapazitéit an der Maartaféierung vu Batterien, ginn och d'Erausfuerderunge vum Recyclage a vum Opbau vun enger Kreeslafwirtschaft fir déi betraffe Réistoffer thematiséiert. D'Batterien, och déi vun den elektreschen Autoen, sollen an Zukunft esou gestalt ginn, datt se, wann se net méi fir en Auto kënnen agesat ginn, fir aner Zwecker kënnen opbereet an esou weidergenotzt ginn. Et gëtt och iwwert de sougenannte Batterie-Pass nogeduecht fir méi Transparenz beim Uschafe vu Réistoffer an et ginn nei Prozedure fir d'Maartiwwerwaachung agefouert.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6610 vum 4. August 2022 erkläert, sinn sech d'Europäesch Kommissioun an d'Memberstaate vun der strateegescher Wichtegkeet vun enger europäescher Batterieversuergungskette bewosst a setzen eng Rei Mesuren ëm, fir dësen Zukunftssecteur vun der Industrie ze stäerken.

Am High-Level Meeting vun der European Battery Alliance vum 1. Mäerz 2023[2], un deem sech och Lëtzebuerg bedeelegt huet, gouf de Wëllen, déi europäesch Wäertschöpfungskette weiderzeentwéckelen, nach eng Kéier bekräftegt. De 16. Mäerz gouf vun der Kommissioun dann den "Net Zero Industry Act" proposéiert, wou Batterien als strateegesch "Net Zero"-Technologie opgelëscht sinn, zesumme mam Zil, d'Produktiounskapazitéit bis 2030 op 40 % vun der europäescher Demande ze héijen.[3] Dëst soll ënnert anerem duerch d'Zesummespill vu follgenden Aktiounen erméiglecht ginn:

– e verbesserten Zougang zu finanzielle Moyenen op europäeschem wéi och op nationalem Niveau
– eng kohärent international Handelspolitick a staark weltwäit Partnerschaften.

Eng Rei privat Acteuren zu Lëtzebuerg sinn a verschiddenen Deeler vun der Wäertschöpfungskette vun de Batterien, virop am Beräich vun der Mobilitéit aktiv. Weider gëtt schonn zanter Joren ëffentlech Fuerschung bedriwwen, ënner anerem am Beräich "Life Cycle Assessment" oder an der Materialtechnik.

D'Regierung ënnerstëtzt Initiativen an deem Kader mat all de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn.

1 Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council concerning batteries and waste batteries, repealing Directive 2006/66/EC and amending Regulation (EU) No 2019/1020 [COM/2020/798 final]: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52020PC0798

2 7th High-Level Meeting of the European Battery Alliance main takeaways by the Chair Maroš ŠEFČOVIČ and the Council Presidency: https://single-market-economy.ec.europa.eu/system/files/2023-03/Main%20takeaways_7th%20High-Level%20Meeting%20of%20EBA.pdf

3 https://single-market-economy.ec.europa.eu/publications/net-zero-industry-act_en

Eventuell relevant Acteuren, déi zur Beräicherung vum Ekosystem bäidroe kënnen a complementaire zum bestoenden Ekosystem zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun sinn, ginn am Kader vun de Prospektiouns- a Promotiounsaktivitéite suivéiert.

Contournement de proximité d'Ettelbruck | Question **7653** (23/02/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De Projet „Contournement de proximité" vun Ettelbréck, deen am nationale Mobilitéitsplang 2035 virgesinn ass, ass am Plan directeur sectoriel „Transports" als Prioritéit 2 agestuuft. Dëse Projet ass eent vun deene 7 sougenannte „Schlësselelementer", deen d'Mobilitéit an der Nordstad nei gestallte wäert. De Contournement wäert fir Verkéiersberouegung an der ganzer Nordstad suergen. Op meng mëndlech Fro am Februar 2022, also virun engem Joer, hat de Minister mir geäntwert, datt d'Stroossebauverwaltung um Avant-projet sommaire vum Ettelbrécker Contournement schafft.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass den Avant-projet sommaire vum Ettelbrécker Contournement well ofgeschloss?

2. Ass mëttlerweil gewosst, a wéi engem Zäitraum de Projet Contournement ka realiséiert ginn?

3. Wéi héich si bis elo d'Ausgabe fir d'Etuden a Realisatioun vun dësem Projet gewiescht? Kann den Här Minister den Objet vun dësen Ausgaben duerleeën?

Réponse (31/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den aktuelle Plan directeur sectoriel „Transports" (PST) ëmfaasst insgesamt 81 Infrastrukturprojete fir den Transport, déi jee no Prioritéit an 3 Stufen aklasséiert sinn. Am Norde gouf d'Prioritéitsuerdnung entspriechend der Entwécklung vun der zukünfteger Nordstad respektiv der geplangter funktioneller Urbaniséierung opgestallt.

Déi 81 Projete si follgendermoossen agedeelt:

– 40 Projeten uechtert d'Land stinn an der Prioritéitsstuf 1, a sollen a méi noer Zukunft ëmgesat ginn. Do sti fir den Norden ënnert anerem follgend Stroosseninfrastrukturen: d'Transversale vu Clierf, d'Securisatioun vun der N7, d'Entlaaschtungsstrooss zu Iechternach, an d'Ëmgeeungsstrooss vun Housen;
– 34 Projete sinn an der Prioritéitsstuf 2 klasséiert. Dorënner fält zum Beispill och d'Ëmgeeungsstrooss vun Ettelbréck;
– 7 Projeten hunn d'Prioritéitsstuf 3, bei deenen d'Planungen nach net verdéift sinn.

Am Joer 2021 gouf am Kader vum Plan national de mobilité 2035 (PNM35) d'Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss nei definéiert. De Projet vun enger klassescher Ëmgeeungsstrooss, déi Ettelbréck wäitleefeg ëmfiert, gouf ersat duerch e Projet vun engem Contournement de proximité, deen net nëmmen d'Agglomeratioun ëmfiert, mee och déi verschidde Quartiere matenee verbënnt.

Esou kann een, obwuel de Contournement de proximité fir Ettelbréck nach a Planung steet, scho soen, datt Waarken, d'Nordspidol an de Lycée an der Avenue Lucien Salentiny mat ugeschloss wäerte ginn. D'Etudë sinn amgaang, mee wéini genau ee Virprojet ka presentéiert ginn, kann am Moment nach net gesot ginn.

ad 2. Et ass am Moment nach net méiglech, e genaue Planning opzestellen, mee wéi schonn an der viregter Fro duergeleucht, ass virgesinn, d'Projeten an der Prioritéitsstuf 2 mëttelfristeg ëmzesetzen.

Well d'Ëmsetzung vun engem Projet vu ville Facteuren ofhänkt, kann ech zu dësem Zäitpunkt keen definitiven Datum fir d'Realisatioun vun der Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss annoncéieren.

ad 3. De Käschtepunkt fir dat gesamt Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad gëtt op ronn 1,2 Milliarden Euro geschat. Eng graff Schätzung vun de Käschte fir d'Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss läit bei iwwer 300 Milliounen Euro.

Formation spéciale pour secouristes | Question **7656** (23/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro Nr. 1800 iwwert d'Unerkennung vun der däitscher Formatioun vum Rettungssanitäter an d'medezinnesch Akten, déi Persoune mat dëser Ausbildung maachen dierfen, sot d'Ministesch 2020:

„Déi aktuell Gesetzgeebung iwwer d'Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg erlaabt de fräiwëllegen an haaptberuffleche Membere vum CGDIS zu dësem Zäitpunkt net, Akten oder Techniken duerchzeféieren, déi duerch dës Gesetzer gereegelt sinn."

Persoune mat enger Rettungsassistent/Noutfallsanitäter-Ausbildung dierfen zu Lëtzebuerg – anescht wéi an Däitschland – also och an engem Noutfall keng medezinnesch Agrëffer maachen oder Medikamenter ginn. Allerdéngs geet aus der Äntwert och ervir, dass sech dat eventuell ännere kéint, well am Kontext vun der Etüd „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vun der Madamm Lair zesumme mam CGDIS gepréift géif ginn, ob Ännerunge vum Gesetz sënnvoll kéinte sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wat koum bei den Analyse vun der genannter Etüd an de Gespréicher mam CGDIS eraus?
Sinn Erweiderunge vun de Kompetenze vun de fräiwëllegen an haaptberuffleche Membere vum CGDIS geplangt?

2. 2020 war dem Ministère net bekannt, wéi vill Persoune beim CGDIS eng Formatioun zum Rettungsassistent gemaach hunn. Ass mëttlerweil gewosst, wéi vill Persounen dës Formatioun oder d'Ausbildung zum Noutfallsanitäter gemaach hunn?
Falls jo: Wéi vill Persounen hunn dës Formatiounen (an absolutten Zuelen an a Prozent) gemaach?
Falls nee: Ass d'Ministesch net der Meenung, dass dës Zuele wichteg wieren, fir ze wëssen, wéi vill Persoune bei enger Unerkennung vum Diplom an enger Upassung vum Gesetz direkt um Terrain déi nei Akten duerchféiere kéinten?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Op Nofro beim CGDIS kann ech dem Deputéierte matdeelen, dass 52 fräiwëlleg respektiv haaptberufflech Pompjeeën den Diplom vum Rettungsassistent hunn an 2 Persounen den Diplom vum Noutfallsanitäter. Ech wéilt den Deputéierten awer och op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 7586 verweisen, an där et och ëm d'Fro ronderëm d'Unerkennung vun dësen Diplomer an déi zukünfteg Beruffsprofiller mat eventueller zousätzlecher Noutfallkompetenz beim CGDIS geet.

Utilisation croissante du protoxyde d'azote à des fins euphorisantes | Question **7659** (23/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans nos pays voisins l'utilisation croissante du protoxyde d'azote (Lachgas) à des fins euphorisantes,

surtout parmi les jeunes, a alerté les autorités compétentes. Le gaz « hilarant », normalement utilisé à des fins médicales pour ses propriétés anesthésiques et analgésiques est aussi utilisé comme gaz de pressurisation dans l'alimentation.

1) Comme ce type de gaz est facile à acquérir, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé si son mésusage à des fins euphorisantes a aussi été observé au Luxembourg.

2) Quelles sont, le cas échéant, les mesures qui ont été prises à l'encontre de ce phénomène hautement préjudiciable pour la santé des utilisateurs ?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le protoxyde d'azote, également appelé oxyde nitreux ou encore gaz hilarant, est un gaz incolore utilisé en anesthésie, chirurgie et odontologie comme adjuvant (en mélange avec de l'oxygène) pour ses propriétés anesthésiques et antalgiques. Il est dit « gaz hilarant » car euphorisant à l'inhalation, et est consommé ainsi par certains adolescents et jeunes adultes à titre récréatif pour ses propriétés psychodysleptiques.

Concernant son usage « alimentaire », le gaz est vendu sous forme de cartouches d'acier de forme ovale (pour les siphons à chantilly par exemple) ou de bonbonnes dans les commerces de proximité et sur Internet.

Malgré l'observation d'un certain regain de popularité, à l'image de ce qui s'observe dans beaucoup d'autres pays de l'Union européenne, les informations sur l'usage du protoxyde d'azote par certains jeunes, surtout dans des contextes festifs et récréatifs, dont dispose le Ministère de la Santé, laissent conclure à un usage assez marginal au Luxembourg.

ad 2) La molécule et les cartouches en question font partie des produits psychoactifs suivis par le dispositif de monitoring de nouvelles substances et tendances émergentes de consommation de la Direction de la santé.

Comme le phénomène de l'usage de protoxyde d'azote par certains jeunes n'est pas nouveau, les associations spécialisées œuvrant dans les milieux récréatifs et jeunes sensibilisent les jeunes de façon renforcée sur les effets et risques de l'usage détourné de protoxyde d'azote par les moyens et canaux appropriés et dans leurs interactions avec le public jeune.

L'évolution éventuelle de la prévalence de l'usage de protoxyde d'azote continuera par ailleurs à être surveillée de près, ensemble avec d'autres substances émergentes ou réémergentes, consommées à des fins récréatives.

Équipement informatique des élèves de certaines formations en agriculture | Question **7664** (24/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Digitalisatioun ass Deel vun der Educatioun. Et ass deemno net vun ongeféier, dass an de Lycéeën ëmmer méi Formatiounen ugebuede ginn, bei deenen d'Schüler mat informateschem Material schaffen, mat Tablet (iPad) oder Laptop, sou zum Beispill beim Projet „one2one" vum Ministère.

Bei bestëmmte Formatiounen ass bewosst de Choix geholl ginn, fir mat Laptoppen ze schaffen, well fir de Cours eng Windows-Plattform gebraucht gëtt. Mengen Informatiounen no kruten an de leschte Wochen awer bestëmmte Formatiounen – dorënner och de Beräich vun der Landwirtschaft – Bescheed gesot, dass déi entspriechend Schüler vu kommendem Joer un net méi a Fro géife kommen, fir mat Laptoppen equipéiert ze ginn. Fir déi landwirtschaftlech Formatioune bedeit dat, dass d'Inhalter aus de Programmer net méi kënne vollstänneg ëmgesat ginn, a virun allem, dass d'Ausbildung net méi un d'Entwécklung an d'Ufuerderunge vun der Praxis ugepasst ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass bestëmmte Formatiounen an Zukunft net méi fir den Equipement mat Laptoppen a Fro kommen?
– Wa jo, wat ass de Grond fir déi Decisioun?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, dass och am Beräich vun der Landwirtschaft mat sougenannte „Smart Technologies" geschafft gëtt an dass grad dës Schüler via adequat informatescht Material heizou Zougang missten hunn?

3. A wéi wäit ass am Virfeld vun der entspriechender Decisioun zugonschte vun Tabletten iwwerpréift ginn, ob doduerch fir déi betraffe Formatioune respektiv Schüler eventuell Nodeeler bei der Wëssensvermëttlung entstinn?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educatiounsministère huet am Joer 2018 den nationale Programm „one2one" agefouert. Dëse Programm ass initial an d'Liewe geruff ginn, fir kënnen alle Schülerinnen a Schüler a Klassen aus dem Enseignement secondaire an aus der Formation professionnelle een Tablet zur Verfügung ze stellen, an dëst fir den Unterrecht zäitgerecht gestalten ze kënnen, also eng Méiglechkeet ze schafen, fir ënnerschiddlech digital didaktesch Methoden anzesetzen.

Laptoppe si méi spéit an de „one2one"-Programm opgeholl ginn, dëst am Kader vu verschiddene Formatiounen, wéi zum Beispill de Smart-Technologies-Formatiounen[4] an och den Informatikformatiounen. Eng essenziell Iwwerleeung war an deem Kontext, datt de Schüler sollt autonom déi komplett Administratioun vun sengem Laptop assuréieren, net zulescht, well dëst Bestanddeel vu senger Formatioun sollt sinn.

Schoulen, déi déi concernéiert Formatioun offréieren, kréie weiderhin iwwert de „one2one"-Programm Laptoppe fir hir Klassen zur Verfügung gestallt.

ad 2. All d'Klassen aus dem Enseignement secondaire an der Formation professionnelle kënne mat Tabletten equipéiert ginn. Dës si quasi fir all Besoinen, déi an de Formatiounen opdauchen, adaptéiert.

A spezifesche Formatioune kënnen d'Schülerinnen a Schüler och Laptoppe kréien. Doriwwer eraus huet all Lycée d'Méiglechkeet, sech niewent dem „one2one"-Programm Chariote mat Laptoppen am Kader vun der järlecher Acquisitiounsprozedur unzefroen. Dës Laptoppe kënnen dann an eenzelne Klassen an den Asaz kommen, falls et Momenter gëtt, wou d'Tabletten net genuch Méiglechkeete bidden.

Esou verfüügt jiddereen an de Lëtzebuerger Lycéeën iwwert dat adequat informatescht Material, fir seng Formatioun an de beschtméigleche Konditiounen duerchlafen ze kënnen.

ad 3. Doduerch, datt all Schülerin a Schüler aus dem Enseignement secondaire an der Formation professionnelle mat engem Tablet equipéiert ka ginn an doriwwer eraus d'Lycéeë kënne Laptoppen ufroen, gesäit den Educatiounsministère net, wou do eventuell Nodeeler bei der Wëssensvermëttlung entstoe kéinten.

4 https://men.public.lu/de/grands-dossiers/formation-professionnelle/smart-technologies.html

Déploiement du réseau de fibre optique | Question **7666** (24/02/2023) de **Mme Francine Closener** | **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

De Koalitiounsaccord 2018–2023 gesäit vir, datt déi besteeënd Lacunnen am Glasfaserreseau opgeschafft ginn, fir datt en Internetaccès duerch Kabeluschloss mat ganz héijer Leeschtung („ultra-haut débit") am ganze Land ugebuede ka ginn. Aktuell, am Februar 2023, ass um Internetsite vun der Post ze liesen, datt iwwert 70 % vun de Menagen zu Lëtzebuerg un de Glasfaserreseau ugebonne sinn. Am Aktiounsplang fir digital Inklusioun (2021) ass ze liesen, dass 12 % vum Land nach net un de Breitbandkabel ugeschloss sinn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un de Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

– Wéi ass den aktuelle Stand vun der Installatioun vum Glasfaserreseau am Land? Ginn et spezifesch Regioune respektiv Gemengen, déi manner gutt verbonne sinn?

– Wäert d'Zil, dat ganzt Land un de Glasfaserreseau ze verbannen, bis Enn vun der Legislaturperiod realiséiert sinn? Wann net, wat sinn d'Grënn, firwat dëst Objektiv net kann erreecht ginn?

– Bis wéini ass virauszegesinn, datt 100 % vun de Menagen Accès op de Glasfaserreseau hunn?

– Wat ass de Pourcentage vun den Entreprisen, déi aktuell um Glasfaserreseau ugebonne sinn?

Réponse (31/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Fir d'Regierung ass et wichteg, dass souwuel d'privat Stéit wéi och d'Entreprisen eng zukunftsfäeg Connectivitéit zur Verfügung hunn, déi dem Standard vun de „Very High Capacity Networks" (VHCN), also eng Vitess vun 1 Gbps erfëllen. Nieft der Glasfaser gehéieren och de Koaxreseau (DOCSIS 3.x) a 5G Fixed Wireless Access (FWA) zu den Technologien, déi d'VHCN Ufuerderungen (Vitess vun 1 Gbps) erfëllen. Laut de leschten Zuelen aus dem ILR sengem Rapport statistique[5] hu bal 96 % vum Land e VHCN Uschloss – entweeder iwwer Glasfaser oder iwwer Koax – oder esouguer déi zwee. Den Detail zum Ausbau vun deene verschiddenen Technologië fir Reseaue mat „ultra-haut débit" sinn op der Basis vum ILR sengen Donnéeë pro Regioun a Gemeng um Geoportal[6] disponibel.

Wat den Deploiement vun der Glasfaser ubelaangt, ginn et zwou Kennzuelen: Homes Connected an Homes Passed. Bei Homes Passed gëtt gekuckt, ob Glasfaser an der Strooss verluecht ass, an domat en Haushalt an der Strooss am Prinzipp kéint ugeschloss ginn. Esou deckt d'Post praktesch 100 % of, dat heescht all Uertschaften am Land si mat der Glasfaser verbonnen. Bei Homes Connected gëtt bei all Gebai gekuckt, ob et e Glasfaseruschloss huet. Do huet POST Lëtzebuerg wëlles, bis Enn 2025 90 %, a bis 2030 bal 100 % Couverture ze erreechen.

An der Regierung hirer Stratégie ultra-haut débit vun 2021 sinn déi 5 wichtegst Ziler, wat d'Connectivitéit ugeet, resüméiert. Nieft der Disponibilitéit vun héich performanten Uschlëss ass et och wichteg, dass d'Konsumente vun de Virdeeler vun dësen neien Technologien tatsächlech profitéieren. Dofir sinn déi éischt Objektiver vun der Regierung hirer Strategie, dass all Stot – onofhängeg vun der finanzieller Situatioun oder vun aneren, z. B. geografesche Contrainten – bis

5 Rapport statistique ILR : https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-1461723625-916.pdf

6 Relevé géographique du déploiement des réseaux : https://web.ilr.lu/FR/Particuliers/Communications-electroniques/Releve-geographique-du-deploiement-des-reseaux

2025 mol sécher un e Reseau mat Minimum 100 Mbps ugeschloss gëtt.

Een anert Objektiv vun der Strategie gesäit vir, dass och den Ausbau vu VHCN Reseaue weider acceleréiert gëtt. Aktuell si schonn all Verdeelerpunkten (Points of Presence – POP) zu Lëtzebuerg un eng Glasfaser Backbone ugeschloss. Fir dass all Haus, Büro oder Appartement un e VHCN Reseau ugeschloss ka ginn, mussen awer weider Investitiounen an Infrastrukturaarbechten an enker Ofstëmmung mat de Gemengen, mat de Ponts et chaussées a mat de Reseausbedreiwer vu Waasser, Gas an Elektreschem ausgeféiert ginn an deene Regiounen oder op Plazen, déi technesch schwéier ze erreeche sinn oder wou den Uschloss immens deier gëtt. Hei spillt och de „cablage vertical", also besonnesch d'Verkabelung innerhalb vun de Coproprietéiten/vun Appartementshaiser eng wichteg Roll. Och sinn Autorisatiounen oder Koordinatioun vu Chantieren een Aspekt, deen an der Strategie adresséiert gëtt.

Wat d'Entreprisen ugeet, do sinn haut bal 100 % vun den Entreprisen un de Glasfaserreseau ugeschloss; et gi just e puer Fäll, an deenen déi néideg Geneemegunge fir d'Aarbechten nach net erdeelt gi sinn.

En ligne mat den Ziler vun der EU-Kommissioun soll all private Stot an Entreprise bis spéitstens 2030 direkt un en héchst performante Reseau ugeschloss kënne ginn, deen 1 Gbps oder méi erreecht.

Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg| Question **7669** (24/02/2023) de **M. Gilles Baum** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

La policlinique pédiatrique et les urgences pédiatriques accueillent les enfants entre 0 et 15 ans, 7 jours sur 7 à l'Hôpital au Kirchberg. Ces services existent depuis 2004 et l'équipe est composée de « pédiatres, chirurgiens pédiatriques, psychiatres juvéniles ainsi que d'autres médecins spécialisés ». En 2022, environ 20.000 enfants ayant eu besoin de soins médicaux urgents ont été traités, dont 6.500 ayant reçu des traitements chirurgicaux.

Outre ses activités régulières, le groupe assure également les services d'astreintes pour les enfants malades à la maternité de la Clinique Bohler et à la néonatologie pendant toute l'année.

En 2022, le Ministère de la Santé avait annoncé avoir signé avec la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (« FHL ») une convention garantissant l'indemnisation des gardes et des astreintes du personnel médical. Il nous revient que pour la pédiatrie de proximité de l'HRS-Kirchberg, une seule ligne de garde pour les pédiatres a été retenue. Une ligne de garde pour les chirurgiens pédiatriques fait défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Est-ce que Madame la Ministre estime qu'un service de garde par un seul pédiatre est suffisant, et que les services d'un chirurgien pédiatrique ne sont point requis pendant les heures de garde ?

– À qui devront s'adresser les parents avec leurs enfants gravement malades ou ayant besoin de soins chirurgicaux prochainement, si les gardes par des chirurgiens pédiatriques ne sont plus assurées, et que d'autres hôpitaux, tel la « KannerKlinik », atteignent régulièrement leurs limites ?

– Étant donné les chiffres de patients jeunes aux services impactés, est-ce que le Ministère de la Santé a anticipé les problèmes potentiels de capacité ?

– Comment le Ministère de la Santé veut-il garantir à l'avenir les meilleurs soins possibles aux enfants ayant besoin de soins médicaux urgents ?

Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg| Question **7677** (27/02/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Wéi aus engem rezente Bréif vu Representante vun der Chirurgie pédiatrique vum Hôpital Kierchbierg un de Chamberpresident ervirgeet, hunn d'Kannerdokteren an d'Kannerchirurge Bedenken hisiichtlech dem Accord aus dem Joer 2022 zu den Dokteschdéngschter tëscht dem Gesondheetsministère an der Fédération des hôpitaux. Aus dësem Accord geet ervir, dass fir d'Pediatrie de proximité vum HRS-Kierchbierg nëmmen nach eng Ligne de garde fir d'Kannerdoktere virgesinn ass a guer keng méi fir d'Kannerchirurgen. Dëst géif heeschen, dass d'Kanner an d'Elteren am Noutfall keng Garantie dofir hätten, dass ee Kannerchirurg bereetsteet, fir hinnen am spezifesche Fall weiderzehëllefen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Sinn d'Representante vun der Chirurgie pédiatrique am Virfeld zu dësen Erneierungen, déi aus dem Accord vun 2022 ervirginn, consultéiert ginn?
• Wa jo, wéi war d'Resonanz aus dem Secteur?

– Wat sinn d'Grënn vun der Regierung, fir just nach eng Ligne de garde fir d'Kannerdoktere virzegesinn a keng méi fir d'Kannerchirurgen?

– Wéi kann d'Regierung garantéieren, dass duerch dës Ännerungen deene klenge Patienten nach ëmmer den néidege medezinnesche Suivi garantéiert gëtt?

– Wat fir Repercussiounen huet dës Entscheedung op de Secteur?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière retient que les services pédiatriques sont organisés autour de services pédiatriques nationaux et services de pédiatrie de proximité décentralisés. Alors que les services nationaux, tels que notamment pédiatrie spécialisée et chirurgie pédiatrique, sont organisés au sein de la Clinique Pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg, les autres centres hospitaliers sont dotés d'un service de pédiatrie de proximité.

La prise en charge des enfants se fait au niveau des services d'urgence des centres hospitaliers respectifs. Toutefois, le service des urgences pédiatriques assure une disponibilité 24h/24 et 7j/7. Le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique prévoit que les enfants sont évalués par une infirmière de tri selon l'échelle européenne de tri (5 moins urgent - 1 vital) et dispose que les niveaux de sévérité 3 à 1 sont à réadresser aux services pédiatriques nationaux après une première prise en charge et stabilisation au sein des services d'urgence.

Il découle de ces principes qu'une ligne de garde d'astreinte est assurée au sein du service de chirurgie pédiatrique national.

Dans le cadre de la démarche en vue de l'élaboration d'une solution nationale pour l'indemnisation des gardes sur place et astreintes prestées par les médecins hospitaliers qui est basée sur les dispositions légales et réglementaires applicables, les discussions menées avec les représentants de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) et des directions générales des quatre centres hospitaliers (CHEM, CHdN, CHL, HRS) ont abouti au périmètre des gardes et astreintes indemnisables découlant des dispositions légales.

Alors que l'indemnisation des lignes d'astreinte n'a été prévue du lundi au vendredi que de 18 heures à 7 heures (pendant treize heures) et le samedi, dimanche et les jours fériés légaux 24 heures sur 24, ce qui correspond à l'indemnisation des astreintes en dehors des heures d'ouverture normales des cabinets médicaux, les représentants de l'AMMD ont quitté la table de négociation.

Dans une volonté de mettre en place le système d'indemnisation dès juin 2022, une convention projet pilote portant organisation d'un système national d'indemnisation pour les gardes sur place et astreintes des médecins hospitaliers a été signée en novembre 2022 entre l'État luxembourgeois et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), Fédération où tous les hôpitaux sont représentés et leurs conseils médicaux respectifs.

La méthodologie retenue se base sur les textes législatifs et réglementaires applicables et est structurée selon les services hospitaliers autorisés. L'indemnisation des gardes sur place et astreintes prestées dans le cadre de la continuité de services, c'est-à-dire la disponibilité médicale prévue dans les définitions des services hospitaliers à l'annexe 2 de la loi hospitalière et pour le service d'urgence par le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019, est visée par ladite convention.

La continuité des soins, principe retenu dans l'article 66 du Code de déontologie médicale : « la continuité des soins aux malades doit être assurée », c'est-à-dire le suivi dans la durée du séjour hospitalier des problèmes de santé d'un patient, n'est pas visée. Les prestations dans le cadre de la continuité des soins ne sont par conséquent pas indemnisées dans le cadre de la présente convention. En effet, elles sont rémunérées par la nomenclature des actes.

Comme le CHL exploite les services nationaux « chirurgie pédiatrique », « pédiatrie spécialisée », « néonatologie intensive » et « urgence pédiatrique » au sein de la Clinique Pédiatrique, le système national d'indemnisation prend en charge les lignes de garde ou d'astreinte de ces services qui ont été définis sur base de la méthodologie expliquée ci-dessus.

Le CHdN, CHEM et les HRS disposent d'une autorisation de service pour le service « pédiatrie de proximité » et selon la convention mentionnée ci-dessus, une ligne d'astreinte est prévue pour ce service hospitalier pour chaque centre hospitalier afin d'indemniser le pédiatre respectif assurant cette ligne d'astreinte.

Le suivi de l'organisation des services urgences, tant pour la prise en charge des patients adultes que pour les enfants, se fait au niveau du groupe de travail urgences qui vient de relancer ses activités post-pandémie. La synthèse des constats relatifs au secteur primaire, aux services d'urgence et l'accès aux services nationaux seront pris en compte dans le cadre de réflexions de planification.

Impact de la taxe CO_2 | Question **7671** (24/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le droit d'accise autonome additionnel dénommé « taxe CO_2 » sur les produits énergétiques a été introduit au 1er janvier 2021. D'abord fixé à 20 € par tonne,

le montant de la taxe est ensuite passé à 25 € en 2022 et à 30 € en 2023.

Le projet de loi sur le budget pour l'exercice 2021 justifiait l'introduction d'une telle taxe par le raisonnement suivant : « [...] la tarification du carbone joue [...] un rôle important dans de nombreux pays et constitue un outil supplémentaire en termes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. En ce sens, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) adopté par le Gouvernement en conseil en date du 20 mai 2020 a prévu l'introduction d'une taxe CO_2. La "taxe CO_2" sera un outil de plus visant à permettre au Luxembourg d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. »

Le PNEC précité précise sur ce point : „Luxemburg wird [...] mit der anstehenden Steuerreform einen CO_2-Mindestpreis einführen und diesen im Einklang mit den Zielen des Pariser Klimaabkommens kontinuierlich anpassen." Le prix par tonne de CO_2 émise est ainsi directement mis en relation avec le niveau de l'atténuation des émissions et l'accord de Paris qui prévoit de limiter le réchauffement climatique d'ici 2100 à 1,5° C. Dans ce sens, le montant de la taxe et son impact devraient être réévalués continuellement pour déterminer si le dispositif est effectivement à la hauteur des objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire :

1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer la contribution de la taxe carbone à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre depuis son introduction ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir évaluer la contribution de la taxe carbone à l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre par rapport aux autres outils auxquels les auteurs du projet de budget pour 2021 ont fait référence ? Dans l'affirmative, sur quelles données se base-t-il ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il commandité ou envisage-t-il de commanditer une étude scientifique pour examiner l'impact spécifique de la taxe CO_2 sur le bilan carbone du Luxembourg ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Tel qu'illustré dans le bilan définitif des émissions de gaz à effet de serre de l'année 2021 publié le 15 mars 2023, le budget d'émissions à disposition du Luxembourg pour l'année 2021 a été respecté. En légère hausse certes par rapport à 2020 (+5,5 %), année marquée par le confinement lié à la pandémie du Covid-19, les émissions de l'année 2021 se situent nettement (12,7 %) en-dessous du niveau de 2019.

Fin 2020, le Statec avait évalué l'impact de la taxe CO_2 et avait conclu que d'ici 2023 les émissions allaient baisser de 11 % par rapport à une situation sans taxe.

ad 2) Dans le cadre de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), le Statec a été chargé des travaux de modélisation pour élaborer les projections des émissions reflétant les mesures nouvelles et renforcées en matière d'atténuation. Dans ce contexte, la contribution de la taxe CO_2 a été évaluée. Les résultats de cette évaluation ont été intégrés dans l'avant-projet du PNEC révisé, qui fait l'objet d'une consultation publique suite à son adoption par le Conseil de Gouvernement, comme le prévoit la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat.

Les travaux du Statec ont mis en évidence que les objectifs tant énergétiques que climatiques ne sauront être assurés que moyennant une poursuite des majorations annuelles modérées du prix du carbone au même rythme que ces dernières années, à savoir de 5 €/t CO_2. Ainsi, les émissions de gaz à effet de serre seront réduites de près de 58 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2005, tandis qu'un scénario avec une taxe CO_2 plafonnée à 30 €/t permettrait une réduction d'à peine 47 %.

Il est par ailleurs précisé que le Gouvernement maintient que les recettes générées par la taxe CO_2 continueront d'être affectées pour moitié à des mesures de protection du climat et de transition énergétique et pour l'autre moitié à des mesures de compensation sociale pour les ménages à revenus modestes, dont une augmentation de l'allocation de vie chère et un crédit d'impôt intitulé « crédit d'impôt climat ». Pour l'année 2023, le taux de la taxe équivaut à 30 €/t CO_2 avec un crédit d'impôt correspondant de 144 €. Après 2023, le montant du « crédit d'impôt climat » sera fixé chaque année de manière visible pour le citoyen à travers la loi concernant l'impôt sur le revenu et reflétera l'évolution de la taxe CO_2.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la deuxième question, ce travail d'analyse a été confié au Statec.

Marché du carbone | Question **7672** (27/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 29. Juli 2021 ass dat europäescht Reglement (EU) 2021/1119 a Kraaft getrueden. Dëst Reglement gesäit vir, datt bis 2030 d'Kuelendioxidemissioune vun der EU ëm 55 % musse reduzéiert ginn. Fir dëst Zil ze erreechen, ass eng nei Versioun vum EU/ETS-System virgesinn, fir d'Besteierung vu verschiddenen Emissiounen an der EU ze erhéijen. Fir 2027 ass och virgesinn, datt en zweete Kuelestoffmaart (ETS2) fir Heizungen a Gebaier a sougenannt Transportkraaftstoffer, ewéi zum Beispill Diesel a Bensinn, agefouert gëtt. D'Stéit sinn dann och gezwongen, eng zousätzlech CO_2-Steier op Diesel/Bensinn an op Äerdgas oder Masutt ze bezuelen. Fir dëser Präishausse entgéintzewierken, déi duerch d'Aféierung vum ETS-System zustane kënnt, gesäit d'EU vir, e „soziale Klimafong" an Héicht vu 86 Milliarden Euro anzeriichten, deen deenen, déi als Konsequenz vum ETS-System an d'Energieaarmut fale kënnen, hëllefe soll.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. De Polish Economic Institute, a Kooperatioun mat der European Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition a Cambridge Econometrics, huet an senger Etüd mam Titel „Costs for households of the inclusion of transport and residential buildings in the EU ETS" festgestallt, datt, duerch d'Aféierung vum ETS-System op Transport a Gebaier, d'Energiekäschten ëm 429 Euro pro europäesche Stot pro Joer an d'Luucht kéinte goen. Kéint d'Regierung an deem Zesummenhang matdeelen, ëm wéi vill d'Energiekäschten zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, wann hei den neien ETS-System agefouert gëtt? Huet d'Regierung eng Energiepräisdeckelung virgesinn, wann den neien ETS-System zu Lëtzebuerg agefouert gëtt? Wéi sollen d'Stéit kompenséiert ginn a wat mécht d'Regierung, fir géint dee verschäerfte Risiko vun Energieaarmut virzegoen?

2. Kann eis d'Regierung matdeelen, ob a wéi vill Lëtzebuerg an de Social Climate Fund abezilt? Wa jo, wéi vill? Oder soll dee Fong duerch eege Ressourcë vun der Unioun finanzéiert ginn? Wa jo, duerch wéi eng Ressourcë konkreet?

3. Wéi plangt d'Regierung, déi ugekënnegt CO_2-Steier op Transport a Gebaier zu Lëtzebuerg ëmzesetzen? Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Prozent vun der verbrauchter Gesamtenergie zu Lëtzebuerg op privat bzw. ëffentlech Gebaier entfalen? Wéi ginn d'Stéit dovu betraff? Wéi vill muss e Stot un zousätzleche Steiere bezuelen, wann en doheem mat Masutt oder Gas hëtzt?

4. Fir datt d'EU hir Klimaziler erreeche kann, gëtt och d'Unzuel u Verschmotzungszertifikater erofgesat. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang matdeelen, wéi déi Lëtzebuerger Ekonomie duerch déi Moossnam betraff ass?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. D'Regierung orientéiert sech bei esou Froe grondsätzlech un den detailléierten Analysen, déi vun offizieller Stell virleien. D'Europäesch Kommissioun koum an hirer Impaktanalys, déi hir legislativ Propositioun fir d'Ausdeenung vum ETS op den Transport an d'Gebaier begleet, zur Konklusioun, datt am Duerchschnëtt d'Ausgabe vun de Stéit, wat d'Energiekäschten ugeet, ëm 0,12 Prozentpunkte vum Haushaltsakommes gesenkt kënne ginn, virausgesat, déi néideg ekonomesch effizient Investitiounen, fir de Verbrauch ze senken, gi gemaach. Mam Social Climate Fund gouf e weidert Instrument geschaf, fir geziilt déi méi vulnerabel Stéit a Mikro-Entreprisë bei dëser Transitioun ze ënnerstëtzen.

Den neien ETS, deen de Stroossentransport, d'Gebaier an déi fossill Brennstoffer a verschiddenen Industrieberäicher couvréiert, viséiert ee CO_2-Präis vu 45 €/t CO_2 ab 2027, wann en a Kraaft trëtt. Et sief bemierkt, datt Lëtzebuerg haut scho mat der CO_2-Tax, déi zanter dem 1.1.2021 a Kraaft ass, eng CO_2-Bepräisung huet. D'Recettë vun dëser CO_2-Tax, déi am Joer 2023 bei 30 €/t CO_2 läit, gi jeeweils zur Hallschent geholl, fir Moossname fir d'Klima- an Energietransitioun ze ënnerstëtze respektiv fir sozial Kompensatiounsmoossnamen en faveur vun de manner bemëttelte Stéit. D'Regierung huet wëlles, dës sozial Redistributioun och an Zukunft weiderzeféieren. Donieft gëtt et eng Rei zousätzlech cibléiert Moossnamen, fir de manner bemëttelte Stéit ënner d'Äerm ze gräifen, wéi zum Beispill en Top-Up vu bis zu 100 % vun de „Klimabonus Wunnen"-Subventiounen.

ad 2. De Social Climate Fund gëtt zum gréissten Deel duerch d'Recetten aus dem neien ETS (Transport a Gebaier) gespeist. D'Memberstaaten droen zur Ëmsetzung vun de Moossname mat hiren eegene budgetäre Moyene bäi.

ad 3. En attendant, datt déi entspriechend Texter am Journal officiel publizéiert ginn, wäert d'Regierung d'Vir- an Nodeeler vun de verschiddenen Optiounen – d'Applikatioun vun dem neien ETS an/oder d'Bäibehale vun der nationaler CO_2-Tax – studéieren.

ad 4. Den europäeschen Emissiounshandelssystem ass en Instrument, dat sech eenheetlech op déi ganz EU applizéiert. Deemno ass net mat enger Distortion de concurrence, déi géint déi Lëtzebuerger Ekonomie géif spillen, ze rechnen. Dobäi kënnt, datt duerch den neie Grenzausgläichsmechanismus (Carbon Border Adjustment Mechanism – CBAM), deen ab 2026 progressiv wäert agefouert ginn, Produkter aus Länner mat manner strenge Klimaschutzoplagen an Zukunft och engem CO_2-Präis wäerten ënnerworf ginn.

Fuite de biomasse à la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange | Question **7673** (27/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En date du 26 février 2023 votre ministère a averti le public d'une fuite importante de biomasse (digestat) sur le site de la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange. La biomasse aurait coulé dans un tuyau de la station pour se déverser dans le ruisseau Millebaach, pour rejoindre ensuite la Näerdenerbaach et le ruisseau Pall.

En novembre 2021 un accident similaire mais moins important dans la même station de biogaz avait déjà entrainé la pollution des ruisseaux précités et puis de l'Attert suite à l'absence d'une transmission des alarmes pour alerter un niveau trop élevé de digestat dans les cuves.

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 5400 votre ministère avait précisé les dispositifs de sécurité en place pour éviter ce genre d'accidents et avait également indiqué que l'opportunité de mesures supplémentaires de sécurité serait analysée par votre ministère.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) L'analyse de l'opportunité de mesures de sécurité supplémentaires a-t-elle été menée à bien ? Dans l'affirmative quelles ont été les conclusions de cette analyse ? Des mesures supplémentaires ont-elles été mises en place ?

2) La station de biogaz en question a-t-elle réalisé les travaux nécessaires au niveau de la sécurité suite à cet accident ? Des contrôles à la station ont-ils eu lieu pour vérifier la conformité de la station ? Dans l'affirmative, des défauts ont-ils été constatés lors de ces contrôles ?

3) Le manque de personnel dans les services compétents a-t-il entre-temps pu être redressé ?

Dans la réponse à la question n° 5400 votre ministère avait également communiqué sur l'impact écologique des pollutions sur les cours d'eau concernés. À l'époque votre ministère avait précisé qu'il fallait attendre les analyses réalisées dans le cadre de monitorings biologiques prévus pour 2022 pour connaître l'envergure des pollutions d'un point de vue biologique. De plus une zone Natura 2000 avait été impactée par la pollution survenue en 2021 dont l'envergure n'avait pas été prise en compte par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) au moment de la réponse à ma question en décembre 2021.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

4) Un impact écologique dans les cours d'eau, p. ex. un dépérissement de poissons a-t-il déjà pu être constaté suite à la fuite du 26 février ?

5) Une propagation de la pollution vers l'Attert a-t-elle pu être évitée ? Quels dispositifs sont en place pour endiguer la pollution ?

6) Quels ont-été les résultats du monitoring biologique des cours d'eau en question réalisé en 2022 ? Les pollutions survenues en 2021 ont-elles eu un impact négatif durable sur la qualité écologique des cours d'eau ?

7) Les projets de repeuplement mentionnés dans la réponse à la question n° 5400 ont-ils été réalisés ?

8) La qualité écologique et chimique des cours d'eau a-t-elle permis le lancement des projets envisagés par l'Administration de la gestion des eaux (AGE) visant à installer des cages avec des œufs de truites de rivière dans les cours d'eau impactés par les pollutions ?

9) Une évaluation de l'impact des pollutions survenues en 2021 sur l'état écologique de la zone Natura 2000 a-t-elle entre-temps été réalisée par l'ANF ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont pu en être tirées ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Il y a lieu de préciser que l'incident du 26 février 2023 ne peut pas être assimilé à l'incident du 7 novembre 2021, ni en ce qui concerne son origine ni en ce qui concerne les causes.

En effet, l'incident de novembre 2021 s'est produit au niveau des digesteurs de l'installation. En absence d'une transmission des alarmes pour mettre en garde contre un niveau trop élevé de digestat dans le digesteur, le digestat a débordé des cuves et s'est déversé sur le site de la société et une partie du digestat s'est écoulée le long de la route vers le cours d'eau « Millebach ».

L'incident récent s'est produit au niveau des cuves de stockage final du digestat.

ad 1) L'installation date du début des années 2000, de ce fait l'installation est équipée des systèmes de contrôle et de surveillance d'usage à l'époque. Une analyse des mesures de contrôles et de sécurité supplémentaires a été entamée suite au premier incident et les résultats de cette analyse trouveront leur retombée dans la décision ministérielle issue du dossier introduit par l'exploitant en vue de la mise à jour de ses autorisations et de sa mise en conformité (voir également la réponse à la question suivante).

Dans ce contexte, je tiens à préciser que nonobstant les adaptations spécifiques nécessaires au sein de l'installation de biométhanisation de Beckerich, l'opportunité et la faisabilité des mesures de sécurité supplémentaires n'ont pas seulement été analysées pour ladite installation, mais également pour les autres installations de biométhanisation. Dans une prochaine étape, les mesures de sécurité supplémentaires identifiées seront discutées avec le secteur et une analyse cas par cas sera faite afin de déterminer quelles mesures sont adaptées pour les divers sites.

ad 2) Suivant l'incident du 7 novembre 2021, l'exploitant a mis à jour le système de surveillance du niveau de remplissage des digesteurs de l'installation.

Outre les contrôles lors de l'incident et le contrôle administratif sur dossier, des contrôles ont été réalisés en date du 2 décembre 2021 et du 24 février 2022 par mes services.

Lors de ces contrôles, des non-conformités ont été constatées, y compris des divergences significatives par rapport aux autorisations. L'exploitant a été invité à remédier aux non-conformités constatées et à introduire des dossiers de mise en conformité. Ces dossiers ont été introduits fin 2022 et sont actuellement en cours d'instruction.

Nonobstant ces demandes et indépendamment d'une prescription dans le cadre d'une autorisation individuelle, je tiens à rappeler qu'il est interdit, en vertu de l'article 22, paragraphe 1, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, d'altérer les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surfaces et eaux souterraines. Les mesures de sécurité prescrites sont ainsi complémentaires aux prescriptions et exigences de la loi précitée.

ad 3) En ce qui concerne l'effectif du service compétent auprès de l'Administration de l'environnement le manque de personnel n'a pas pu être redressé. Il s'avère même qu'à la suite de 2 départs en retraite et d'un décès inopiné, l'effectif est actuellement plus réduit. Les démarches nécessaires pour le recrutement pour combler les vacances de poste au sein du service sont en cours.

Le service compétent auprès de l'Administration de la gestion de l'eau n'a jusqu'à présent pas augmenté les effectifs pour le contrôle des installations de biométhanisation. Le service est en cours de développement et les domaines à contrôler, qui sont multiples et diversifiés, sont couverts au fur et à mesure.

À savoir que la création de postes supplémentaires doit se faire via la gestion prévisionnelle des effectifs tout en considérant les autres besoins en personnel de l'administration pour garantir l'assurance de toutes ses missions et, bien évidemment, dans le cadre du nombre de postes accordés via le numerus clausus.

ad 4) Une comparaison des inventaires piscicoles réalisés par l'AGE immédiatement avant et après le passage de la vague de substances polluantes a clairement mis en évidence un déclin de la communauté piscicole à la station du réseau de surveillance du cours d'eau « Pall ». Cette observation était moins accentuée dans l'Attert au niveau de Reichlange, en aval de la confluence de la Pall avec l'Attert, d'une part grâce à l'effet de dilution, d'autre part grâce à l'effet des aérateurs qui ont été placés à cet endroit afin d'assurer l'équilibre en oxygène dans l'Attert.

Vu les résultats des analyses physicochimiques, notamment la teneur importante d'ammonium suite au déversement des substances polluantes, il va de soi que cette pollution a entrainé une dégradation significative au niveau des communautés aquatiques notamment la faune piscicole, qui est très sensible à l'ammoniac, produit de transformation de l'ammonium dans l'eau. Le déversement excessif de digestat lors de l'incident de février 2023 a provoqué des conditions favorables à l'accumulation d'ammoniac d'une part et d'une consommation excessive d'oxygène par activité bactérienne d'autre part ce qui entraîne inévitablement une détérioration des conditions de vie de tous les organismes aquatiques, et le cas échéant un dépérissement de poissons. En effet, un apport trop important de matières organiques, comme du digestat, engendre une activité élevée des bactéries du milieu pour dégrader le surplus en substance organique ; ces bactéries consomment pour ce faire l'oxygène dissous dans l'eau, oxygène qui n'est ainsi plus disponible pour d'autres organismes aquatiques.

De plus, l'effet de colmatage important du cours d'eau par de la matière organique telle que le digestat peut entrainer une perte de la qualité des niches écologiques ou de capacité d'accueil pour certaines espèces. La dégradation de la qualité des habitats aquatiques peut avoir un effet négatif à plus long terme, qui est d'autant plus significatif si le cours d'eau en question est fortement modifié (barrages, berges artificielles, canalisation du cours d'eau, etc.) et sa dynamique fluviale naturelle ainsi perturbée.

ad 5) Les mesures suivantes ont été prises ensemble avec l'exploitant et les autorités sur place le jour de l'incident pour lutter contre la propagation des substances polluantes vers les cours d'eau en aval du déversement, y compris le cours d'eau « Attert » :

– aspiration de la biomasse sur le site et sur la route ;
– épandage de copeaux de bois sur le bord des routes pour absorber la biomasse et freiner sa progression ;
– placement de bottes de paille dans les cours d'eau « Millebach » et « Näerdenerbach » ;
– pompage de l'eau contaminée du cours d'eau « Näerdenerbach » à plusieurs endroits en direction des champs avoisinants.

Malgré ces mesures, il n'a pas été possible d'empêcher la partie majeure du digestat déversé d'atteindre le cours d'eau « Attert » sous une forme diluée.

Suite à l'arrêt du déversement à l'origine de la pollution, la mise en œuvre des mesures susmentionnées a pu être cessée quelques jours après l'incident.

ad 6) L'étude d'évaluation d'impact écologique ordonnée par arrêté ministériel suite aux pollutions de 2021 a conclu qu'il y avait eu un impact immédiat sur la faune piscicole par ce type de pollution dû aux pressions sur l'écosystème aquatique suivantes :

– Une désoxygénation des eaux importante en raison de la suractivité des bactéries pour dégrader l'excès en matière organique. Cette désoxygénation des eaux peut provoquer une mortalité importante de la faune aquatique.
– Une production importante d'ammoniac (NH3). L'ammonium, à pH basique, se transforme, grâce à l'activité bactérienne qui consomme de grandes quantités d'oxygène, en ammoniac, gaz dissous, très toxique pour les poissons.

Par contre, l'étude d'évaluation d'impact, lancée au mois de mai 2022 suivant l'incident de pollution du novembre 2021 n'a révélé aucun impact significatif durable sur les paramètres biologiques. Il y a lieu de noter que les échantillonnages biologiques en vue d'une évaluation de l'état des populations d'organismes aquatiques sont réalisés, pour des raisons de représentativité et de comparabilité, pendant la période du début du printemps jusqu'au début d'automne. Or si une pollution survient en dehors de cette période, p. ex. lors de la période d'hiver (phase à activité métabolique réduite) des analyses biologiques devront être reportées, respectivement répétées au printemps suivant l'incident.

ad 7) Comme indiqué dans la réponse de la question n° 5400, un repeuplement piscicole compensatoire relatif à la perte piscicole (contexte de la pêche) n'a pas été réalisé pour les cours d'eau de surface « Noutemerbaach » et « Näerdenerbaach » pour les raisons déjà expliquées dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée.

Pour le cours d'eau de surface Attert un repeuplement de poissons n'a pas été recommandé dans le cadre de l'évaluation d'impact relative à la perte piscicole. Cependant, afin de compenser la perte de poissons et pour permettre aux locataires de pêche – qui subissent actuellement une perte économique – de reprendre leur activité de pêche, un programme de repeuplement compensatoire est en cours.

D'un point de vue général, il y a lieu de souligner qu'on ne peut pas restituer un biotope qui héberge une multitude d'espèces aquatiques autres que les espèces piscicoles par simple repeuplement de poissons et que ce dernier n'apporte qu'un bénéfice écologique très limité en ce qui concerne la compensation d'une perte écologique après de tels incidents dans des cours d'eau à état écologique déjà dégradé et exposé en permanence à une multitude de pressions, comme tel est le cas des cours « Näerdenerbaach » et « Pall », par exemple.

ad 8) Un repeuplement de truites de rivière issues de la pisciculture de l'État a été réalisé dans le cours d'eau « Nouthemerbaach », vu que les conditions écologiques y étaient favorables au moment du repeuplement. Pour les cours d'eau, pour lesquels un dépérissement total n'a pu être observé et où l'état du cours d'eau est passable, l'Administration de la gestion de l'eau procède, le cas échéant, à des repeuplements uniques supplémentaires suite à des incidents de pollution, en dehors des repeuplements piscicoles prévus par la loi relative à la pêche, sous condition que la pisciculture de l'État dispose d'une quantité suffisante de frai de truites de rivière, quantité qui varie en fonction du succès de reproduction de l'année en question.

D'après la littérature et des observations sur le terrain, il faut toutefois reconnaître le rendement modeste de cette mesure par rapport à son coût : en présence de conditions optimales dans un cours d'eau, le taux de survie de truites à partir d'œufs placés directement dans le milieu naturel est de moins de 10 %

ad 9) Les impacts écologiques se limitant essentiellement au milieu aquatique pour lequel des analyses ont été faites (voir ci-dessus), une évaluation supplémentaire n'a pas été jugée nécessaire.

Foyers pour femmes | Question **7674** (27/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans votre réponse à ma question parlementaire numéro 7273 du 1er décembre 2022, vous avancez que « en ce qui concerne les femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou en séjour illégal, je tiens à souligner qu'une telle situation est analysée au cas par cas ensemble avec tous les acteurs et ministères concernés ».

J'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

– Quels sont vos critères pour traiter ces cas par cas ?

– Quelles sont les différentes solutions que vous identifiez dans ce cas par cas ?

– Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'aucune femme notamment en situation de vulnérabilité ne se retrouve exclue des foyers et donc davantage en situation de risque ?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Me référant à ma réponse à la question parlementaire n° 7273, je reconfirme que toute personne confrontée à une détresse aiguë, et a fortiori les victimes de violence domestique, est en droit de demander de l'aide au Luxembourg.

En ce qui concerne la prise en charge de victimes de violence domestique ne disposant pas de titre de séjour valide ou étant en séjour illégal, il convient de souligner que ces dernières ont accès aux centres de consultation gérés par les partenaires du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (ci-après « le MEGA »), ainsi que ceux d'autres acteurs de terrain, et peuvent toujours dénoncer les faits auprès de la police.

La décision par rapport à un éventuel hébergement dans un centre d'accueil pour femmes en détresse est toujours prise en concertation avec le gestionnaire du centre et le Ministère des Affaires étrangères et européennes, et notamment la Direction de l'immigration, responsable en matière de décisions par rapport à l'entrée et le séjour de ressortissants de pays tiers.

Une fois que les questions par rapport au séjour ont été clarifiées, la victime de violences domestiques a accès aux structures prenant en charge des victimes de violence domestique ou des femmes en détresse gérées par les partenaires du MEGA.

Des victimes de violence domestique nécessitant une prise en charge urgente peuvent, sur demande d'un gestionnaire conventionné avec le MEGA, bénéficier, de manière exceptionnelle, d'un logement d'urgence temporaire dans un hôtel en cas de surpopulation des foyers existants ou d'une réorientation vers une autre structure pouvant accueillir des personnes en détresse.

Interdiction de l'application TikTok sur les appareils professionnels des institutions européennes | Question **7675** (27/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger Pressematdeelung vum 23.02.2023 vun der EU-Kommissioun heescht et:

„Zur Verbesserung der Cybersicherheit hat das Managementkontrollgremium der Kommission beschlossen, die Nutzung der Anwendung TikTok auf dienstlichen Geräten sowie auf persönlichen Geräten, die im Mobilgerätedienst der Kommission registriert sind, auszusetzen. Diese Maßnahme zielt darauf ab, die Kommission vor Cybersicherheitsbedrohungen und Cybermaßnahmen zu schützen, die für Cyberangriffe auf das Unternehmensumfeld der Kommission genutzt werden können. Die Sicherheitsentwicklungen anderer Social-Media-Plattformen werden ebenfalls kontinuierlich überprüft."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Suerge vun der Kommissioun berechtegt sinn an d'TikTok-Applikatioun eng Cybersécherheetsbedrohung duerstelle kann?

2. Plangt d'Regierung en änlecht Verbuet auszeschwätzen oder allgemeng Recommandatioune fir de Public erauszeginn?

Réponse (01/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Digitalisation | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

D'Regierung kann sech am Moment net zu de Suerge vun der Kommissioun prononcéieren, well d'Kommissioun d'Beweeggrënn vun hirer Decisioun net matgedeelt huet. D'Regierung huet iwwert d'Lëtzebuerger permanent Representatioun de 24. Februar bei der EU weider Informatioune bei der Kommissioun heizou gefrot.

Tarifs de rachat du biogaz | Question **7678** (28/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Die Sorge über die Zukunft der Biogasanlagen", deen de 27. Februar am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Bedreiwer aktuell staark ënnert deem ze niddregen Aspeisetariff leiden, well si trotz wäit méi héijen Onkäschte keng besser Präisser fir hire Gas erzilen. Zousätzlech kënnen si hir Zousazkäschten, déi als Konsequenz vun der allgemenger Präisdeierecht entstane sinn, awer och net eent zu eent un hir Fournisseure weiderginn. Besonnesch bei der Verwäertung vun ofgelafene Liewensmëttel wieren si dann net méi kompetitiv vis-à-vis vun der auslännescher Konkurrenz. En zousätzlechen Transport vun dëse Liewensmëttel an d'Ausland, fir do verwäert ze ginn, géif allerdéngs am Widdersproch zum regionalen Nohaltegkeetsgedanke vun eise Biogasanlage stoen:

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

– Wéi reagéiert den Här Minister op déi am Artikel thematiséiert Onzoulänglechkeete vun der aktueller Aspeisevergütung? Kéint den Här Minister sech virstellen, dës ze flexibiliséieren, andeems en se entweeder reegelméisseg un d'Entwécklung vun de Betribskäschten an/oder d'Steigerung vu Maartpräisser géif upassen?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

– Laut dem Règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz gi Biomethananlagen, déi am Anlageregëster agedroe sinn, mat engem Aspeisetariff iwwer 15 Joer ënnerstëtzt. Dësen Tariff ass eng geneemegt Staatsbäihëllef vun der Europäescher Kommissioun. Upassungen am lafende Betrib sinn net ouni Weideres méiglech.

Generell ass bei der Berechnung vun dësen Tariffer eng Inflatioun vun den operative Käschte vun 2 % pro Joer berécksiichtegt ginn. Eng zousätzlech Indexéierung vun den Aspeisetariffer ass momentan net virgesinn.

Wéinst der Präisdeierecht, a fir déi aktuell Hausse vun de Stroum- a Biomasskäschten ofzefiederen, gesäit d'Loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine ab dem 1. Januar 2023 speziell Bäihëllefe fir déi betraffen Anlage vir. Dës Aidë si konform mam europäesche Recht a si speziell un dës Krisenzäit ugepasst. Doriwwer eraus gëtt aktuell mam Wirtschaftsministère gekuckt, fir dësen Anlagen och réckwierkend fir d'Joer 2022 ze hëllefen.

Listes des candidats pour les élections communales | Question **7679** (28/02/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemengewale sti virun der Dier a queesch duerch d'Land komme politesch motivéiert Bierger zesummen, fir eng Kandidatelëscht an hirer Gemeng ze forméieren.

Vun enger Gemeng goufe mer gewuer, dass d'Kandidaten op enger Lëscht net als Wieler fir dës Lëscht dierften ënnerschreiwen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Dierfen d'Kandidaten op enger Lëscht och als Wieler fir dës Lëscht ënnerschreiwen?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Fro iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 228 Alinea 1, vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 iwwert d'Presentatioun vun de Kandidatelëschten an de Gemengen, déi nom Proporzsystem wielen. An deene Gemenge kënnen d'Lëschte vu 50 ageschriwwene WielerInne presentéiert ginn.

D'Presidente vun den Haaptwalbüroe vun de „chefs-lieux de circonscription" bei de Chamberwalen hu sech dofir ausgeschwat, fir bei der Praxis aus der Vergaangenheet ze bleiwen, an hu festgehalen, dass déi 50 WielerInnen, déi d'Lëscht presentéieren, net gläichzäiteg KandidatIn op där Lëscht dierfe sinn.

Ech hunn d'Gemenge per Circulaire gebieden, dës Informatioun un de President vun hirem Haaptwalbüro virunzeleeden, fir eng eenheetlech Applikatioun vum Walgesetz ze garantéieren.

Maison pour les sportifs luxembourgeois | Question **7680** (28/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An engem rezenten Interview huet den Direkter vum COSL d'Iddi vun engem Haus fir Lëtzebuerger Sportler an der Géigend vun der Coque an d'Spill bruecht, wou si kënnen dra wunnen. Dëse Virschlag wier vun de Sportler selwer komm, well si fir op den Training immens vill Zäit am Auto misste verbréngen, an si bräichten och eng Plaz fir sech zeréckzezéien. Mat sou engem Haus kéint een och vläicht verstäerkt auslännesch Trainingspartner op Lëtzebuerg kréien, ouni datt déi missten an engem Hotel logéiert ginn.

De Sportminister huet sech bereet erkläert, eng Diskussioun zum Theema ze féieren. Hie wier sech awer nach ongewëss, wat d'Plus-value vun sou engem Haus ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister stellen:

– Wat hält de Sportminister vun dëser Iddi vum Directeur technique vum COSL respektiv de Sportler?

– Kéint hien sech eng zäitno Diskussioun mat dem COSL virstellen, fir déi verschidden Aspekter vun engem Wunnraum fir Sportler unzeschwätzen?

– Wa jo, wéini kéint sou eng Diskussioun stattfannen?

– Wéini kéint d'Chamber an déi eventuell Pläng mat ageweit ginn?

Réponse (29/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

D'Madamm Deputéierten Nancy Arendt ép. Kemp referéiert sech op eng Iddi, déi den Directeur technique vum COSL viru Kuerzem an engem Interview ervirbruecht huet, wou et dorëms geet, fir een Haus fir Lëtzebuerger Sportler an der Géigend vun der Coque ze kafen a fräi zur Verfügung ze stellen.

D'Argumenter fir esou een Haus fir Athleete wieren, well si fir op den Training immens vill Zäit an hirem Auto verbrénge missten, well si eng Plaz fir sech zeréckzezéie bräichten, souwéi dann och nach hir auslännesch Trainingspartner net missten an engem Hotel logéiert ginn. Als Sportminister ass ee selbstverständlech oppe fir all innovativ Iddi, déi den Elittesport virubrénge kann.

Esou Haiser fir Athleete gëtt et natierlech méi dacks, dorënner virun allem a Flächestaaten, ewéi beispillsweis an Däitschland oder Frankräich. An dësem Kontext muss een awer korrekterweis och agestoen, datt eist Land weesentlech méi kleng ass an d'Ureesen an d'Coque um Kierchbierg, souwuel iwwert de Stroossewéi och den ÖPNV-Reseau, aus alle Gemengen aus dem Land gutt machbar ass. Als Haaptstad vum Land huet d'Stad Lëtzebuerg och eng Villzuel un ënnerschiddlechen Iwwernuechtungsméiglechkeeten, sou datt de Besoin fir esou eng Infrastruktur fir auslännesch Trainingspartner net onbedéngt ginn ass.

De finanziellen Opwand, fir esou een Haus fir Athleeten ze kafen oder ze bauen, ass bei den héije Logementspräisser zimmlech bedeitend, an dowéinst ass esou ee Projet den Ament keng Prioritéit.

Règlements grand-ducaux concernant la circulation sur toutes les voies publiques | Question **7681** (28/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Vun 1955 bis 2021 goufen no eiser Schätzung 162 Règlements grand-ducaux (RGDen), also zwee Drëttel vun deenen am Ganzen 264 RGDen, déi Vitesslimitatioune betreffen, net dem Staatsrot virgeluecht mat der Begrënnung, si missten an der Urgence geholl ginn. Dëst werft d'Fro op, ob d'Regierung hei déi respektiv legislativ Gesetzer a Prozedure respektéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi justifiéiert d'Regierung, datt vill RGDen, bei deenen objektiv keng Urgence virlouch, awer ënnert där Prozedur geholl goufen? Probéiert d'Regierung, de Staatsrot systematesch ze ëmgoen?

2. Wéi laang plangt d'Regierung déi RGDen am Viraus, déi si muss am Kader vum Stroosseverkéier huelen? Wann zwee Drëttel vun de Reglementer an deem Domän an der Urgence geholl ginn, weist dat eventuell op e Mangel u Koordinatioun oder Previsioun an dem zoustännege Ministère hin?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Verkéiersreglementer gi geholl, fir de Verkéier op den ëffentleche Stroossen a Plazen ze reegelen, an dat oft am Kader vun der Verkéierssécherheet. Dobäi ass et eng Flicht vu mengem Ministère, fir d'Verkéierssécherheet op de Staatsstroossen ze garantéieren. Ob eng Urgence bei groussherzogleche Reglementer virläit, läit an der Appreciatioun vum Groussherzog. Wat d'Verkéiersreglementer ubelaangt, gëtt d'Urgence oft vun der Regierung invoquéiert, well geféierlech Stroossesituatiounen duerch Verbueter, Restriktiounen, Gebueter respektiv Virfaartsreegele mussen entschäerft ginn. D'Zeréckgräifen op d'Urgence gëtt dann och am Kader vum Avant-projet de règlement grand-ducal vun der Regierung justifiéiert. Dës Virgoensweis minimiséiert d'Warscheinlechkeet, datt et opgrond vun der geféierlecher Stroossesituatioun zu Accidenter mat fatale Konsequenze kënnt.

De Staatsrot ass am Kader vun der legislativer a reglementarescher Prozedur ee consultatiivt Organ. Deementspriechend gesäit den Artikel 95 vun der Verfassung vir, dass de Staatsrot iwwert Gesetzesprojete Stellungname gëtt, haaptsächlech, wat d'Konformitéit vun de virgeschloene Gesetzestexter mat iwwergeuerdente Rechtsnorme betrëfft. Et geet virun allem drëm, eng juristesch Sécherheet ze garantéieren.

Verkéiersreglementer besti gréisstendeels aus standardiséierten Texter, déi op den Dispositioune vum Code de la route opbauen. D'juristesch Sécherheet vu dësen Texter gouf schonns bei viregten Texter vu Verkéiersreglementer vum Staatsrot iwwerpréift, soudatt d'Texter konform sinn. Donieft ass d'Stellungnam vum Staatsrot net bannend an d'Regierung muss deem also net Rechnung droen. D'Regierung huet awer sécher net vir, de Staatsrot ze ëmgoen.

ad 2. Am Fall vun engem Problem vun der Verkéierssécherheet ginn am Reegelfall d'Verkéiersreglementer iwwert d'Urgence geholl.

Esou Situatioune kënnegen sech net am Viraus un, soudatt relativ séier vun den zoustännegen Instanze muss gehandelt ginn. Deementspriechend gëtt op Basis vum Artikel 100 vum Code de la route an enger éischter Phas ee ministeriellt Reglement geholl, dat awer op eng Dauer vun dräi Méint limitéiert ass.

Bei permanente Gefore respektiv därer, déi iwwert ee längeren Zäitraum bestoe bleiwen, muss also dat ministeriellt Reglement duerch e groussherzoglecht Reglement confirméiert ginn. D'Preparatioun an och d'Prozedur fir e groussherzoglecht Reglement dauert awer generell méi laang wéi dräi Méint. Fir an esou Fäll d'Zäitcontrainten ze respektéieren, gëtt d'Urgence invoquéiert.

Dëst kënnt och bei Vitesslimitatioune vir, wann et sech ëm akut Problemer um Stroossereseau handelt.

Exclusion d'athlètes des Jeux olympiques | Question **7682** (28/02/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Schonn nees zirkuléieren am Virfeld vun Olympesche Spiller, déi Kéier vun deenen zu Paräis am Joer 2024, Iddie fir Boykotter oder och vum Ausschloss vu Länner.

Gläichzäiteg wiisst och d'Zuel vun Athleeten, déi un Olympesche Spiller net deelhuele kënnen, well si aus politesche Grënn vun hire respektiven nationalen Daachverbänn gespaart gi sinn.

An dësem Kontext hu mir dës Froen un den Här Sportminister:

1. Huet d'Regierung eng prinzipiell Decisioun, wat de Boykott vu Spiller oder den Ausschloss vun engem

Land vun Olympesche Spiller oder groussen internationale Sportmanifestatiounen ugeet? Ass si der Meenung, datt de Sport soll verbannen an net trennen? Deelt si déi Virstellung vun engem olympesche Waffestëllstand?

2. Vertrëtt d'Regierung, an internationale Gremien am Beräich vum Sport, an deene si vertrueden ass, de Prinzipp vun der Universalitéit vun den Olympesche Spiller an d'Iddi, datt international Sportmanifestatioune sollen dozou déngen, datt d'Länner an d'Leit sech op eng friddlech Manéier treffen a besser kenne léiere sollen?

3. Trëtt d'Regierung dofir an, datt op internationalem Niveau solle Léisunge fir Athleete fonnt ginn, déi aus politesche Grënn vun hiren nationale Sportverbänn gespaart goufen?

Réponse (29/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Op Initiativ vum Fransous Pierre de Coubertin gouf am Joer 1894 de Comité international olympique gegrënnt. Dem Pierre de Coubertin seng Iddi wor et jo, fir heimat déi national Egoismen ze iwwerwannen a fir eng international Verstännegung anzetrieden. No senger Opfaassung sollt sech „d'Jugend vun der Welt" léiwer a sportleche Competitioune moosse wéi sech um Schluechtfeld bekrichen. Dëst Leitmotiv vum olympesche Fridden ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung selbstverständlech, och wann d'Vergaangenheet gewisen huet, datt den olympesche Fridden dacks net ëmmer agehale ginn ass:

– Ofsoe wärend deenen zwee Weltkricher (also Berlin 1936, Tokio 1940 an Helsinki 1944);
– den Ausschloss vun Däitschland bei de Spiller vun 1920, 1924 an 1948;
– de Mëssbrauch vun de Summerspiller 1936 zu Berlin zu Propagandazwecker vun den Nazien;
– de Boykott vun de Spiller zu Melbourne 1956 vun den Niederlande, Spuenien an der Schwäiz, dëst als Protest géint den Néierschlag vum ungareschen Opstand duerch d'Sowjetunioun;
– d'Attentat op israeelesch Sportler duerch palästinensesch Terroriste bei de Summerspiller 1972 zu München;
– den Amarsch an den Afghanistan duerch sowjetesch Truppen huet zum Boykott vu ville westleche Länner vun de Summerspiller zu Moskau am Joer 1980 gefouert;
– idem ëmgedréint hunn d'Länner aus dem Ostblock 1984 bei den Olympesche Summerspiller zu Los Angeles gefeelt;
– 2022 huet Russland säin Iwwerfall op d'Ukrain de 24.3.2022, also dräi Deeg nom Enn vun den Olympesche Wanterspiller (20.2.2022) an deemno kuerz virun der Eréffnung vun de Wanter-Paralympics (4.3.2022) gemaach.

Den olympesche Fridde géllt eigentlech ëmmer onmëttelbar virun, wärend an direkt no de Spiller. Dëst ass am Fong eng Kommunikatiounsapproche, fir den olympesche Gedanken ze verbreeden an esou een eethesche Statement ze setzen. Wat dann elo dës méi uewen opgelëscht Boykotter genee bewierkt hunn, ass natierlech schwéier ze soen.

Am rezente Fall vu Russland huet Lëtzebuerg sech allerdéngs der gemeinsamer Erklärung vu 25 EU-Memberstaaten an 10 weidere Staaten, déi sech als Kollektiv vu gläichgesënnten Natioune bezeechnen, ugeschloss. Dës Erklärung ass vu Sportministeren aus 35 verschiddene Länner ënnerschriwwe ginn.

Well de Sport an d'Politick a Russland an a Belarus enk matenee verflecht sinn, ass ee besuergt doriwwer, fir russesch a belarussesch olympesch Athleeten als „Neutraler" bei Competitiounen deelhuelen ze loossen – dëst ass jo d'Bedéngung vum IOC, datt dës Sportler sech net mat hirem Land identifizéieren däerfen. Dëst ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well et eng Rei Sportler gëtt, déi finanziell vun hirem Staat ënnerstëtzt ginn. Da ginn awer och déi enk Verbindungen tëschent russeschen Athleeten an dem russesche Militär zerguttst Ulass sech Suergen ze maachen. Dem Kollektiv vu gläichgesënnten Natiounen ass et also zu kengem Moment ëm eng Diskriminéierung eleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen. Mee soulaang dës grondleeënd Froe souwéi och keng Kloerheet do ass zu engem ëmsetzbaren „Neutralitéits"-Modell, besteet kee Versteesdemech, fir russesch a belarussesch Athleeten u Wettkämpf zouzeloossen. Déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC op, fir säi Virschlag ze iwwerdenken. Eng weider Feststellung ass, datt Russland a Belarus et selwer an der Hand hu fir ee vollstännege Retour vun hiren Athleeten an déi international Sportgemeinschaft, dëst andeems si deem vun hinnen ugefaangene Krich schnellstens een Enn setzen.

ad 2. Bei dëser Fro muss een drop hiweisen, datt dëst esou net ganz richteg ass mat der Usiicht „Vertrëtt d'Regierung, an internationale Gremien am Beräich vum Sport, an deenen si vertrueden ass [...]".

Beim IOC beispillsweis sinn d'Membere „personnes physiques". Sou sinn dës deemno d'Vertrieder vum IOC an hire jeeweilege Länner an net d'Delegéiert vun hirem Land am IOC, sou wéi an der olympescher Charta virgesinn: « Les membres du CIO représentent et soutiennent les intérêts du CIO et du mouvement olympique dans leur pays et dans les organisations du mouvement olympique au service desquelles ils se trouvent » (Charte olympique 2004, règle 16.1.4, p. 28). Änleches gëllt och fir aner Gremien am Beräich vum Sport, wou een op internationaler Eebene de Vertrieder vu senger nationaler Federatioun ass, an net ee Regierungsvertrieder.

Als Sportminister ënnerstëtzen ech natierlech d'olympesch Beweegung, déi u sech jo d'Zil huet, fir ee Bäitrag fir eng friddlech a besser Welt ze leeschten, dëst andeems d'Jugend mat Hëllef vum Sport Valeure vermëttelt kritt. An all olympescher Sportaart gëtt op all Form vun Diskriminéierung verzicht an si gëtt am Sënn vum olympesche Geescht ausgeüübt, d. h. am Mëttelpunkt stinn dat géigesäitegt Verstoen an de Geescht vun der Frëndschaft, der Solidaritéit an dem Fairplay. Déi sportlech Betätegung ass laut Charta vum IOC ee Mënscherecht – all Mënsch muss d'Méiglechkeet hunn, no senge Bedierfnisser Sport kënnen ze dreiwen, mä duerf dat net op Käschte vun anere maachen.

ad 3. Beim Sport sollen am Prinzipp fair a chancëgerecht Competitioune fir méiglechst vill Athleete gewärleescht ginn an den Zougang zu de Sportveranstaltunge fir all Sportler sinn, déi sech no de Reegele vum Sport qualifizéiert hunn. Nëmme sou loossen sech déi interkulturell Méiglechkeete vum Sport ëmsetzen. Der Regierung hir Roll beschränkt sech allerdéngs wéinst der Autonomie vum Sport just op déi politesch Diplomatie. Eppes, wat jo am méi uewe beschriwwene rezente Fall vu Russland a Belarus gemaach gëtt. D'Entscheedungsgewalt läit ëmmer beim IOC oder de jeeweilege Weltverbänn.

Incidents dans l'espace aérien du Benelux | Question **7683** (28/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans une interview récente concernant un éventuel survol d'un ballon suspect de l'espace aérien du Luxembourg, le porte-parole du Ministère de la Défense luxembourgeoise notait : « Chaque année, une vingtaine d'incidents se produisent en moyenne dans l'espace aérien du Benelux. Cela conduit à une dizaine d'interventions d'avions de chasse qui nécessitent quatre véritables interceptions selon la Composante Air belge. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est la nature exacte de ces incidents dans l'espace aérien du Benelux ?

2) Dans combien de cas, et le cas échéant lesquels, l'espace aérien luxembourgeois était-il concerné ?

Réponse (08/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1) Les incidents concernent généralement une perte de communication avec l'aéronef, une mauvaise ou non-identification de l'aéronef ou une dérive, volontaire ou involontaire, de la route de vol prévue. À relever que le 12 novembre 2021, deux bombardiers russes qui étaient entrés dans l'espace aérien de l'OTAN dans la Mer du Nord ont été interceptés et escortés par la Force aérienne belge.

En 2022, il y a eu 17 incidents. Pour l'année en cours, il y a eu cinq incidents.

Ces incidents ont donné lieu à trois interceptions-escortes en 2022 et une interception-escorte en 2023.

ad 2) En 2022, l'espace aérien luxembourgeois était concerné dans trois cas :

– 19 avril 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol au départ de Varsovie (Pologne) et à destination de Madeira (Portugal) ;
– 4 septembre 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol au départ de Jerez (Espagne) et à destination de Cologne (Allemagne) – cet incident a donné lieu à une interception-escorte ;
– 11 septembre 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol militaire au départ de Leipzig (Allemagne) et à destination de Gao (Mali).

En 2023, aucun cas n'est à rapporter dans l'espace aérien luxembourgeois jusqu'à présent.

Gestion des stocks communaux de comprimés d'iodure de potassium du plan d'urgence national « Accident nucléaire » | Question **7684** (28/02/2023) de **M. François Benoy** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le plan d'urgence « Accident nucléaire » publié sur www.infocrise.lu couvre l'ensemble des situations d'accident nucléaire ou radiologique envisageables, quel que soit leur origine, au Luxembourg ou à l'étranger, et les administrations communales sont mentionnées comme partenaires privilégiés dans l'exécution du plan. Il y a un an, suite à l'agression militaire russe en Ukraine, la prise de contrôle par les troupes russes de la zone interdite autour du réacteur nucléaire explosé en 1986 à Tchernobyl et de l'attaque russe sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe dans le sud de l'Ukraine, de nombreuses personnes ont subitement repris conscience que les centrales nucléaires ne posent non seulement un risque « résiduel » en temps de paix, mais surtout aussi un danger transnational en temps de guerre. Force était de constater que, tout comme les citoyens, de nombreux responsables communaux se sont alors rendus compte qu'ils ignoraient l'état voire la localisation de certains de leurs stocks de comprimés d'iode devant servir à approvisionner leur

population en cas de déclenchement du plan d'urgence prémentionné.

Avec la circulaire aux administrations communales n° 4180 du 29 septembre 2022, le Ministère de l'Intérieur a tenu à informer les communes sur la mise en place d'un point de contact « Crise » afin de faciliter l'échange entre les communes et le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de l'activation du Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire. Le ministère a par ailleurs rappelé sa circulaire de 2014 et le rôle des communes, notamment en ce qui concerne la distribution des comprimés d'iode (iodure de potassium).

Ainsi, la circulaire rappelle que le PIU prévoit hors crise une distribution en continu de ces comprimés par les communes aux nouveaux habitants tout comme aux citoyens ayant perdu ou détruit leur blister de comprimés d'iode. En cas d'accident nucléaire respectivement en temps de crise, il est prévu que chaque commune dispose d'un « Plan communal de distribution de comprimés d'iode » prévoyant le dispositif organisationnel. Les communes disposent par contre d'une autonomie complète en ce qui concerne l'organisation et les lieux de distribution.

Dans ce contexte et vu le danger posé notamment par la proximité immédiate des quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Cattenom, nous voudrions avoir de Madame la Ministre de l'Intérieur les informations suivantes concernant la gestion des comprimés d'iodure de potassium et les plans communaux de distribution de comprimés d'iode :

1) Le Plan communal de distribution de comprimés d'iode doit-il être adopté par le conseil communal ?

2) Le Plan communal de distribution de comprimés d'iode doit-il être validé par le Ministère de l'Intérieur ?

3) Combien de communes ont déjà mis en place le point de contact « Crise » demandé par le ministère ?

4) Combien de communes disposent actuellement d'un Plan communal de distribution de comprimés d'iode valide ?

5) Existe-t-il des mesures ou procédures d'urgence spécifiques pour les communes luxembourgeoises les plus proches de la centrale nucléaire de Cattenom ?

6) Par quels vecteurs et dans quelles langues est-ce que la communication de crise est prévue en temps normal et en temps de crise aux niveaux du plan d'urgence national « Accident nucléaire » et des plans communaux de distribution des comprimés d'iode ?

7) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la limite d'âge recommandée pour la prise des comprimés d'iode en situation de crise est de 45 ans et non pas de 30 ans comme affirmé en date du 27 février 2023 au conseil communal de la Ville de Luxembourg et repris le lendemain par plusieurs médias ?

8) Est-ce qu'il existe des formations pour les fonctionnaires communaux assurant la distribution des comprimés d'iode afin de les doter des connaissances nécessaires pour pouvoir répondre de façon compétente aux questions que posent les citoyens lors de la remise des paquets ? Dans la négative, est-il envisagé d'en organiser et, le cas échéant, dans quel délai ?

9) Quelles sont les recommandations à l'adresse des communes pour la remise des paquets de comprimés d'iode aux citoyens qui ne s'inscrivent pas physiquement au bureau de la population de leur nouvelle commune de résidence, mais par www.guichet.lu ?

Réponse (04/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire prévoit une planification de l'évacuation dans un rayon de 15 km et une planification de la mise à l'abri et de l'absorption des comprimés d'iode stable dans un rayon de 25 km à partir de la centrale nucléaire de Cattenom. Pour ce qui concerne plus précisément les comprimés d'iode, il est rappelé que leur prise n'est pas indiquée à partir de l'âge de 45 ans.

Le plan prévoit également de pouvoir élargir les rayons mentionnés en cas de besoin suivant une stratégie générale. Un exemple de cette stratégie générale est la distribution des comprimés d'iode stable dans tout le pays. Afin d'assurer une grande disponibilité de comprimés d'iode en cas d'accident nucléaire, le plan précité prévoit une distribution préalable à la population et, en parallèle, un système de stockage proche des populations, notamment dans les communes et dans les établissements scolaires.

Dans le cadre des travaux du groupe de travail « Communes résilientes » de la plateforme interministérielle pour la réduction des risques de catastrophe, un échange sur le PIU en cas d'accident nucléaire et plus spécifiquement sur le rôle des communes dans le cadre de la distribution des comprimés d'iode a eu lieu en 2022. Suite à cet échange, la circulaire n° 4180 a été diffusée.

Comme soulevé par les honorables Députés, cette circulaire a rappelé les modalités de distribution des comprimés d'iode en temps normal ainsi qu'en temps de crise et la mise en place d'un point de contact générique « crise » entre-temps instauré par 50 communes.

En ce qui concerne le Plan communal de distribution de comprimés d'iode (PCDCI), des réflexions sont menées au niveau du groupe de travail susvisé dans l'objectif d'accompagner les communes dans la mise à jour ou la création de plans communaux de résilience. Il s'agit d'encourager les communes à établir des plans multirisques sur base d'une analyse des risques. Ces plans définiraient ainsi des mesures de prévention, de préparation des services essentiels de la commune et l'organisation des autorités communales en cas d'urgences ou de catastrophes.

Étant donné que certains éléments sont immuables, quelles que soient les circonstances, notamment l'organisation des autorités communales, il est prévu que les mesures préparatoires et nécessaires pour faire face aux différents risques, telle que la distribution de comprimés d'iode en cas d'accident nucléaire ou de masques lors d'une crise sanitaire, soient intégrées dans ce plan de résilience.

Il reviendra au conseil communal de délibérer sur les plans visés, mais ils ne sont soumis à aucune mesure de surveillance administrative relevant du Ministre de l'Intérieur.

Les communes ont été informées de leurs responsabilités en cas d'accident nucléaire et qu'il leur revient d'assurer la distribution des comprimés d'iode. Il y a encore lieu de noter que des instructions précises pour l'utilisation et la prise des comprimés d'iode sont trouvables sur le site www.infocrise.lu. La brochure d'information « Que faire en cas d'alerte nucléaire » y est également disponible en français, allemand, anglais, luxembourgeois et portugais. Des informations supplémentaires peuvent être demandées auprès de la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé.

Le Gouvernement est en mesure d'alerter la population par l'envoi d'un SMS d'alerte zonale, de messages via l'application GouvAlert et en déclenchant le réseau des sirènes, en cas d'accident nucléaire.

Les outils de communication supplémentaires en temps de crise sont le site www.infocrise.lu (disponible en français, allemand et anglais) et le compte Twitter @infocriseLU. La communication via Twitter a principalement lieu en français, mais certains messages peuvent être traduits en anglais et allemand.

Les informations sont également communiquées aux médias nationaux qui ont un rôle important de relais d'information.

Les éventuelles conférences de presse ont lieu en luxembourgeois, et, dans la mesure du possible, une traduction simultanée en français est proposée.

Accidents liés à des arbres pourris | Question **7686** (01/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An de Medie gouf bericht, dass de 27. Februar 2023 op der N10 bei der Bollenduerfer Bréck en Aascht vun engem Bam op en Auto op der Strooss an e Kand, wat do ze Fouss ënnerwee war, gefall ass. Medieberichter no soll d'Gemeng Bäerdref schonn zënter Méint gewosst hunn, dass de Bam banne faul wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kënnen de Minister oder d'Ministesch bestätegen, dass zënter Méint bekannt war, dass de Bam bannendra faul war?

2. Wiem gehéiert de Bam, vun deem den Aascht ofgebrach ass?

3. Onofhängeg dovu, wiem de Bam gehéiert, firwat hu weeder d'Gemeng Bäerdref nach Ponts et chaussées de betraffene Bam am Interêt vun der ëffentlecher Sécherheet ewechmaache gelooss?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Géigesaz zu deenen an de Medien duergestallte Fakten, war menge Servicer net bekannt, datt op där Plaz eng Gefor géif bestoen. Wa vu menge Servicer am Kader vun hire reegelméissege Kontrolle festgestallt gëtt, datt ee Stroossebam an engem schlechten Zoustand ass, ginn deementspriechend Mesurë geholl, fir d'Gefor duerch de Bam sou séier wéi méiglech ze entschäerfen.

An deem Sënn ass och ze betounen, datt et sech bei dësem Bam ëm kee Stroossebam gehandelt huet.

Déi spezialiséiert „équipe d'élagage des arbres" vun der Stroossebauverwaltung, déi den Ënnerhalt vun de Stroossebeem mécht, konnt dëst also net bemierken.

Nieft dem Ënnerhalt vun der „équipe d'élagage des arbres" ginn och reegelméisseg visuell Kontrolle vun de Cantonnieren am Kader vun hirer „police de la voirie de l'État" gemaach.

Bei dëse Kontrolle gëtt nieft diversen anere Saachen och nom Zoustand vun deenen un d'Strooss ugrenzende Beem gekuckt. Dës Kontroll beinhalt, ënnert anerem, ob de Stamm faul Plazen huet oder och wéi d'Kroun ausgesäit (zum Beispill ob se vill Blieder huet oder net).

Well d'Cantonnieren awer keng Experten an dësem Beräich sinn, gëtt am Fall vun engem Zweiwel den zoustännege Fierschter vun der Naturverwaltung geruff.

Leider konnt bei dësem Bam mam bloussen Ae näischt erkannt ginn.

Zousätzlech ass hei och ze bemierken, datt et sech hei ëm ee Lafbam gehandelt huet (eng Esch), deen am Wanter seng Blieder verléiert. Et konnt een also och net direkt un der Kroun erkennen, datt de Bam krank war.

Aus de genannte Grënn konnte vu menge Servicer keng Moossnamen ergraff ginn.

Am Fall, wou ee Bam vu baussen eng erkennbar faul Plaz huet oder anescht ze erkennen ass, datt de Bam sech an engem schlechten Zoustand befënnt, gëtt den zoustännege Fierschter vun der Naturverwaltung vun de Cantonnieren, déi fir déi Streck responsabel sinn, informéiert. Am Joer 2022 goufen eleng am Dikrecher Arrondissement 165 Ufroen („demande d'abattage d'arbre") vun de Cantonnieren, déi esou ee faule Bam erkenne konnten, gestallt.

ad 2. D'Esch, vun där den Aascht ofgebrach ass, stoung op engem Domän vum Staat.

Allerdéngs stoung dëse Bam net direkt laanscht d'Strooss, mee e bëssen den Hang erop an engem Bestand vu méi wéi 50 % Lafbamaarten, deen deementspriechend als Biotop (BK13) geschützt ass.

ad 3. Wéi schonn an der viregter Fro duergeluecht, war menge Servicer net bekannt, datt de Bam an engem schlechten Zoustand war. An Tëschenzäit ass de Bam natierlech ofgeseet ginn. Erhale gouf just nach 1,50 Meter vum Stamm, deen als Doudholz respektiv Liewensraum fir verschidden Insekten déngt.

De Bam stellt also keng Gefor méi fir d'Foussgänger an d'Automobilisten duer.

Et bleift nach ze soen, datt wéinst der Dréchent, déi elo säit fënnef Joer a Lëtzebuerg besteet, d'Esche vun der „Eschentriebfäulnis" oder dem „Eschentriebsterben" bedrot sinn. Dovu ginn d'Eschen esou geschwächt, datt ee méi heftege Wandstouss duergeet, fir se ëmfalen ze loossen.

Utilisation des tablettes dans les écoles | Question **7687** (01/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mobill Medie gehéieren haut zum Alldag vun de Schüler. Iwwer de Pro a Kontra vun der fréier Medienerzéiung am Unterrecht gëtt et reegelméisseg Diskussiounen. Vill Kannerdoktere si vu gesondheetlechen a psychologeschen Niewewierkungen iwwerzeegt (Kappwéi, ADHS, psychesch Erkrankungen). D'Schüler wieren oft iwwerfuerdert vun de quasi endlosen Informatiounen a Méiglechkeete vun den Apparater. Och d'Argument, datt et wichteg wier, fir d'Kanner sou fréi wéi méiglech un déi digital Technik erunzeféieren, fir datt si sech spéider an enger vollstänneg digitaliséierter Aarbechtswelt zurechtfannen, gesi Gesondheetsexperte kritesch. Oft wier souguer de Géigendeel festzestellen. Jee méi a jee éischter mobill Mediennotzung an der Schoul, desto gréisser d'Warscheinlechkeet, datt d'Kanner mam Liewen a mat den neie Medien net gutt eens géife ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt et fir déi physesch a séilesch Gesondheet vun de Kanner a Jugendleche wichteg wier, de Gebrauch vu mobille Medien an de Schoulen op e strikte Minimum, dee pedagogesch begrënnt muss sinn, ze reduzéieren?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir all Form vun net pedagogescher Notzung vun Tabletten an den ëffentleche Schoulen ze verbidde bzw. vun den IT-Servicer blockéieren ze loossen, sou wéi dat, eisen Informatiounen no, elo schonns an de meeschte Privatschoule gehandhaabt gëtt?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Schoul ass eng Plaz, wou Kanner a Jonker op d'Liewe virbereet ginn. Am Kader vun där Missioun ass den Asaz vu Methoden, Outilen a Programmer pedagogesch begrënnt. Well souwuel d'Léierpersonal, wéi och dat edukatiivt Personal an de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend sech absolutt bewosst sinn, datt en exzessive Gebrauch vu Bildschiermmedien net gutt fir d'Entwécklung vum Mensch ass, gëtt heirop och besonnesch opgepasst. Am Schoulalldag suergen d'Enseignanten dofir, datt d'Kanner just fir bestëmmte Léieraktivitéiten op digital Medien zréckgräifen, an zwar do, wou dës Outilen e Virdeel am Léierprozess duerstellen a Méiglechkeete bidden, déi aner pedagogesch Materialien net hunn. Et wier schued, dee Gewënn net ze notzen, mee wéi bei allem ass et eng Fro vun der Doséierung a vum Gläichgewiicht. Dofir gëtt an der Schoul ganz vill Wäert op villfälteg Methode geluecht, op Sport a Beweegung, op kreativ Aktivitéiten an op dat gemeinsaamt Léieren am Grupp.

Et gëtt eng Rei Initiativen, déi souwuel d'Enseignantë wéi och d'Eltere ganz geziilt doriwwer informéieren, wéi si mat de Kanner zesummen dofir suerge kënnen, datt d'Bildschiermzäit sënnvoll a mat Mooss genotzt ka ginn. Dëst ass just ee Volet vu villen, deen z. B. am Kader vum neie Projet Eltereforum.lu, deen den Educatiounsministère viru Kuerzem lancéiert huet, thematiséiert gëtt. D'Elterefore si Plazen, op deenen all d'Eltere sech austauschen, informéieren a begleede loosse kënnen.

Zanter ville Joren hëlleft d'Initiativ BEE SECURE vum Service national de la jeunesse (SNJ) a vum Kanner-Jugendtelefon de Kanner an den Erwuessene mat villen interessante Campagnen, ee verantwortungsvollen Ëmgang mat den digitale Medien ze entwéckelen. An deem Zesummenhang sief och nach eemol un hir Campagne „Les écrans en famille" erënnert. Doriwwer eraus ass d'Equipe vu BEE SECURE d'ganzt Joer iwwer an de Schoulen ënnerwee, fir eng ganz breet Palett vu Sensibiliséierungsaktivitéite am Beräich vun den digitale Medie mat de Schüler vun der Grondschoul an de Lycéeën duerchzeféieren.

ad 2. Neen, esou Iwwerleeunge gëtt et aktuell net, well e generellt Verbidden net de richtege Wee ass, fir Jonker staark ze maachen. Mee d'Schoule maachen sech am Kontext vun hire Profiller natierlech Gedanken, wéi si mat deem héije Mediekonsum ëmgoe sollen. Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire ass de Gebrauch vu Smartphone an Tablet fir privat Zwecker wärend dem Unterrecht verbueden. An de Schoule gëtt et Ulafstellen, z. B. am SePAS, an och aner lokal Initiativen, fir de Schüler eng Hëllef a punkto Mediekonsum unzebidden. Schlussendlech däerf een net vergiessen, datt d'Schüler och an de Coursë selwer sensibiliséiert ginn, sief et am Kader vun der Aféierung vum Coding an dem Schaffe mam Mediekompass an der Grondschoul oder nach am Cours Digital Sciences am Lycée.

Aides financières attribuées à des artistes ukrainiens | Question **7688** (01/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi een am „Luxemburger Wort" vum 27.2.2023 („Ukraine-Hilfe des Kulturministeriums") noliese kann, huet de Kulturministère eng Direkthëllef vu 35.000 Euro virgesi fir ukrainesch Kënschtler, déi trotz dem Krich an hirem Land bliwwe sinn, ze ënnerstëtzen. Dës Hëllef soll un d'„Ukrainian Cultural Foundatioun" goen. Am Kader vun der Berlinale 2023 huet d'Madamm Kulturminister doriwwer eraus un der Grënnung vum „European Solidarity Fund for Ukrainian Films" deelgeholl, engem Fong, dee mat 1 Millioun Euro dotéiert ass a vun 13 europäesche Länner gedroe gëtt, dorënner och vum Lëtzebuerger „Fonds national de soutien à la production audiovisuelle".

Wann ee sech am Gesetz vum 22.9.2014 „relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle" iwwer d'Missioune vum FNSPA informéiere wëll, liest een: (...) d'encourager la création cinématographique et audiovisuelle et de promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle au Grand-Duché de Luxembourg notamment par le biais de subventions, d'aides financières, de subsides, de bourses et de récompenses; (...) d'attribuer les aides financières sélectives à la production audiovisuelle créées par la présente loi.

Iwwer dës „aides financières sélectives" heescht et am Gesetz ausdrécklech: L'aide financière sélective au titre de la présente loi ne peut être accordée qu'à des sociétés de capitaux résidentes et pleinement imposables, qui ont pour objet social principal la production audiovisuelle et qui produisent effectivement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi enger legaler Basis ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Filmfong ukrainesch Cineasten, déi an hirem Heemechtsland bliwwe sinn a keng Attachë mat Lëtzebuerg hunn?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi mentionéiert Direkthëllef vu 35.000 Euro éischter vum Bausseministère misst deblockéiert ginn?

Réponse (07/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. De „European Solidarity Fund for Ukrainian Filmmakers", dee vun 13 europäesche Filmfongen an d'Liewe geruff gouf, huet als Missioun, Subsiden u Filmprojeten ze ginn, déi vun ukrainesche Realisatricen oder Realisateure gedroe ginn, an an Zesummenaarbecht mat Filmschaffenden aus mindestens engem vun den 13 Länner, déi un dësem Fong bedeelegt sinn, developpéiert oder postproduzéiert ginn.

De Lëtzebuerger Filmfong participéiert mat engem Apport vu 50.000 Euro un dësem Fong. Dës Contributioun kënnt direkt dem Lëtzebuerger Filmsecteur zegutt, well esou déi Lëtzebuerger Filmschaffend d'Opportunitéit kréien, mat Cineasten aus der Ukrain zesummenzeschaffen, déi eng immens renomméiert an héichwäerteg Filmindustrie hunn, an doriwwer eraus mat der ukrainescher Filmindustrie eng laangfristeg berufflech a wirtschaftlech Relatioun opzebauen, dëst op der Basis vum Chapitre 1 Art. 2 Missioun 1 vum Filmfongsgesetz vun 2014: « d'encourager la création cinématographique et audiovisuelle et de promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle au Grand-Duché de Luxembourg notamment par le biais de subventions, d'aides financières, de subsides, de bourses et de récompenses ».

Sollt ee vun de Projeten, déi mat engem Subside aus dem Solidaritéitsfong developpéiert goufen, a Produktioun goen, an de Projet deemno zu enger offizieller Koproduktioun tëschent enger Produktiounsgesellschaft vu Lëtzebuerg an enger Produktiounsgesellschaft aus der Ukrain ginn, dann däerf déi bedeelegt Lëtzebuerger Firma eng sougenannten „Aide financière sélective (AFS)" beim Filmfong ufroen, déi dann no de Reegelen, déi am Gesetz vun 2014 an dem zoustännege Règlement grand-ducal fixéiert goufen, behandelt gëtt.

ad 2. Laut dem Arrêté grand-ducal du 22 août 2022 portant constitution des ministères fält d'Politique culturelle internationale an d'Attributioune vum Kulturministère.

Service de transport Adapto | Question **7689** (01/03/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënnt et beim Adapto-Service fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit ëfters zu diverse Problemer. Déi Leit, déi an hirem Alldag op dës spezifesch Transportoffer op Demande ugewise sinn, kommen zum Beispill oft ze spéit op hir Rendez-vousen, well nach aner Clienten ofgeholl musse ginn. Bedéngt duerch dës Verspéidunge kënnen déi Concernéiert hir Rendez-vousen net wouerhuele respektiv mussen se annuléieren, an den Adapto-Service erfëllt säin Déngscht net. Da besteet eng grouss Fluktuatioun vum Fuerpersonal um Adapto-Service, an d'Chauffeure kennen sech oft net gutt aus. Des Weidere kréie Leit am Rollstull net ëmmer gehollef, fir aus dem Bus erauszeklammen. Wann een an der Zentral vum Adapto-Service urifft, geet oft keen drop an et kritt ee weeder Hëllef nach Renseignementer ugebueden.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Verspéidungen duerch den Adapto-Service sinn et am Joer 2022 ginn?
– Wéi eng Méiglechkeeten hunn déi Concernéiert an esou Fäll?

2. Ass virgesinn, dass de Chauffeur vum Adapto-Bus de Leit am Rollstull oder deenen, déi net gutt ze Fouss sinn, aus dem Bus eraushëlleft?

3. Gëtt den Adapto-Service reegelméisseg vum zoustännege Ministère evoluéiert?
– Wa jo, wéi?

4. Wéi garantéiert de Minister, dass déi concernéiert Leit an der Zentral vum Adapto-Service den néidege Support ugebuede kréien?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Callcenter ass all Dag besat, dëst an der Woch vu 6.45 Auer bis 19.00 Auer a weekends vun 9.00 Auer bis 16.30 Auer. Ausserhalb vun dësen Auerzäiten ass de Service Leetstell disponibel, fir bei Problemer zu Faarten oder Buchunge virunzehëllefen. Am Fall vun enger Verspéidung huet de Client d'Méiglechkeet, sech beim Callcenter iwwert den Openthalt vum Bus ze informéieren. Iwwer d'App kann och genau noverfollegt ginn, wéini de Bus beim Client ukënnt. Fir awer all méiglech Verspéidunge fir op Rendez-vousen ze evitéieren, ass et am sécherste, fir d'Faarte mat der Optioun „Arriver à" ze buchen. Bei dëser Optioun kann de Client déi gewënschten Zäit vun der Arrivée uginn an de Programm kann deementspriechend ausrechnen, wéini de Bus muss beim Client sinn.

D'Unzuel vu Verspéidungen ass de Moment net disponibel.

ad 2. Esou wéi och an de Conditions d'utilisation du service Adapto präziséiert ass, kann de Chauffeur de Leit an de Bus eran- an eraushëllefen. Dës Informatioune fënnt een zesumme mam Umeldeformular op adapto.lu a myguichet.lu. D'Chauffeure kréien ausserdeem déi néideg Formatiounen, fir d'Clienten am Rollstull richteg an de Bus eranzesetzen an unzestrécken.

ad 3. Dovunner ausgoend, datt éischter „evaluéiert" gemengt ass, kann ech bestätegen, dass d'Mataarbechter aus dem Service PMR wéi och dem Callcenter konstant am Echange mat de Busfirme stinn, fir déi aktuell Situatioun vum Service am Bléck ze hunn. Doduerch kann op Virfäll oder Retarde méiglechst schnell reagéiert ginn, andeems dës genau analyséiert ginn. Ausserdeem ginn all schrëftlech Reklamatiounen zur Kenntnis geholl a mat an dës Analysen afléisse gelooss, fir de Service esou wéi och de Logiciel kënne beschtméiglech ze verbesseren. Den Notzer vun der mobiller App huet och d'Méiglechkeet, an der App eng Bewäertung ze ginn.

ad 4. Wéi scho beschriwwen, ass de Callcenter, an donieft och de Service vun der Leetstell, all Dag disponibel fir d'Clienten. Iwwer d'App hu souwuel de Chauffeur wéi och de Client selwer d'Méiglechkeet, sech géigesäiteg ënnert enger anonymiséierter Nummer unzeruffen.

Avertissements taxés | Question **7692** (02/03/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7466 ervirgeet, si fir d'Joer 2022, Enn Februar 2023 21 % vun den Avertissements taxés an der Héicht vun 49 Euro an 29 % an der Héicht vun 145 Euro, nach net bezuelt gewiescht. Ausserdeem steet an der Äntwert geschriwwen, „wann nom Rappell iwwert den duebele Montant dësen AT nach ëmmer net bezuelt gëtt, kann de Parquet eng pauschal Geldbouss zum selwechte Montant ausstellen". Dat wäre fir 2022 da 26.200 Dossieren, nëmmen u Contraventioune mat engem zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier, déi un de Parquet weidergeleet gi sinn. Donieft sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2022, 40.063 Avertissements taxés u Gefierer, déi am Ausland immatrikuléiert sinn, net bezuelt ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Justizministesch, un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un de Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den Avertissements taxés, déi insgesamt 2022 ausgestallt gi sinn, sinn eréischt no engem Rappell duerch een ageschriwwene Bréif bezuelt ginn?

2. Wéi ee Suivi ass virgesi fir déi 40.063 Avertissements taxés just vun 2022, un am Ausland immatrikuléierte Gefierer, déi bis dato net bezuelt gi sinn?
– Wéi héich ass de gesamte Montant, dee fir am Ausland immatrikuléiert Gefierer opsteet, fir d'Joer 2022?

Réponse (03/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Fir d'Joer 2022 si 74 % vun den insgesamt ausgestallten Avertissements taxés direkt bezuelt ginn. Vun den iwwregbliwwene 26 %, déi e Rappell duerch een ageschriwwene Bréif kritt hunn, sinn 10,9 % nodréiglech beglach ginn.

ad 2. De Parquet decidéiert iwwert de weidere Verlaf vun den Dossieren, déi e vun der Police geschéckt kritt, wéi och iwwert de Suivi vun der „amende forfaitaire", déi net bezuelt gëtt. Dat gëllt souwuel fir déi am Ausland wéi och fir déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Gefierer.

De gesamte Montant vun den net bezuelten Avertissements taxés fir déi am Ausland immatrikuléiert Gefierer beleeft sech op 1.703.882 Euro fir d'Joer 2022.

Bail à ferme | Question **7693** (02/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'CFL verloune respektiv verpachten iwwert d'Gesellschaft CFL-Immo SA ënner anerem och Terrainen un d'Baueren. Dat landwirtschaftlecht Pachtgesetz gëllt ënner anerem net, wann de Verpiechter de Staat oder eng Gemeng ass.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un den Här Mobilitéitsminister stellen:

– Falen Notzungsverträg tëschent engem Bauer an der d'Société anonyme CFL-Immo ënnert d'landwirtschaftlecht Pachtgesetz?

– Laut eisen Informatioune verlaangt d'Société anonyme CFL-Immo eng zousätzlech Feierversécherung, wann se Parzellen un e Bauer verpacht. Kann den Här Minister dat bestätegen? Ass dat fir all d'Flächen de Fall? Ginn déi esou versécherte Risiken net d'office vun der landwirtschaftlecher Betribsversécherung ofgedeckt?

– Laut eisen Informatioune muss de Bauer nieft der Pacht bei Vertragsofschloss eng eemoleg Indemnitéit fir „frais d'instruction du dossier et de rédaction de l'autorisation domaniale" bezuelen. Kann den Här Minister eis dat bestätegen?
• Wa jo – firwat ginn dës zousätzlech Indemnitéite gefrot a wéi gëtt dës Indemnitéit berechent?
• Gëtt dat och vun anere staatleche Verwaltungen esou gehandhaabt?

Réponse (07/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Déi gestallte Froe betreffen d'Verpachtung vu landwirtschaftleche Fläche vum Fonds du rail (FdR), déi dem Staat vum Groussherzogtum Lëtzebuerg gehéieren, an dee vertruede gëtt duerch de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Laut Artikel 1 vum ëmgeännerte Pachtgesetz vum 18. Juni 1982 falen ënnert anerem ländlech Gidder, déi dem Staat gehéieren, net ënnert d'Pachtgesetz, och wa se fir d'Ausübung vun enger landwirtschaftlecher Tätegkeet un e Bauer asw. verlount ginn.

Gemäss dem Gesetz vum 6. Juni 2019 an dem Contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire, deen de 7. Mee 2009 tëschent dem Staat an dem Gestionnaire vum Eisebunnsreseau ënnerschriwwen an duerch de Règlement grand-ducal vum 6. November 2009 approuvéiert gouf, esouwéi gemäss der Convention relative à la gestion des immeubles dépendant de l'infrastructure ferroviaire, déi tëschent dem Staat an der SNCFL den 8. Oktober 2019 ënnerschriwwen an duerch de Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2020 approuvéiert gouf, gëtt de Staat vun der SNCFL als Gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire assistéiert.

D'SNCFL hirersäits huet der Societéit CFL-Immo SA, gemäss dem Artikel 3 aus der virdrun erwäänter Convention relative à la gestion des immeubles dépendant de l'infrastructure ferroviaire, eng allgemeng Vollmacht ausgestallt betreffend all Handlungen am Zesummenhang mam Ofschloss vun engem Vertrag.

Well de Bailleur de Lëtzebuerger Staat ass an net d'Societéit CFL-Immo SA, fënnt dat landwirtschaftlecht Pachtgesetz keng Uwendung op d'Autorisations domaniales, déi fir dës Terrainen ausgestallt ginn.

Aus dem Artikel 10 vun de Kontrakter (Autorisations domaniales) geet ervir, datt déi betreffend Parzellen tatsächlech versécheret musse ginn, an dëst mat deem kloren Zil, d'Baueren ze schützen: D'Schied, déi duerch een einfachen Heckebrand oder duerch Ëmweltverschmotzung a Proximitéit vun der Eisebunnsinfrastruktur kéinten entstoen, kënnen héich sinn.

Déi betreffend Versécherung gëllt fir all Flächen. Dës Fläche sinn an der Praxis relativ kleng, well se direkt laanscht d'Eisebunnsschinne verlafen.

Et ass net méiglech, dës Risike vun der landwirtschaftlecher Betribsversécherung ofdecken ze loossen, well

dës Versécherung op déi landwirtschaftlech Aktivitéit ausgeriicht ass, déi de Bauer op senge privaten Terrainen oder op deenen Terrainen, fir déi hien e Pachtvertrag ofgeschloss huet, ausüübt, am Géigesaz zu den Terrainen, déi vun der Eisebunnsinfrastruktur ofhänken, déi zum ëffentlechen Eegentum vum Staat gehéieren. Dat heescht, de Staat ass Proprietär vun dëse Flächen, déi néideg si fir d'Erbrénge vum Service public iwwert de Persounentransport iwwert d'Schinn. Dës Critèrë berouen op enger stänneger Jurisprudenz (première application relevée, voir l'arrêt du 20 décembre 2012 de la Cour supérieure de justice, publié à la Pasicrisie, tome 9, page 70 et suivantes).

Beim Ofschloss vum Vertrag muss de Bauer, zousätzlech zum Pachtzëns, eng eemoleg Indemnitéit fir d'„frais d'instruction du dossier et de rédaction de l'autorisation domaniale" bezuelen. Dës Indemnitéit fënnt hiren Ursprong an enger Propositioun vun der Commission de l'infrastructure ferroviaire an hirem Avis vum 9. Abrëll 2003. De leschten Avis zu dësem Sujet ass datéiert op den 11. Abrëll 2006 a gëtt nach ëmmer esou applizéiert.

Déi besoten Indemnitéit gëtt zum engen iwwert den Typ vun Immobilie (Gaart, Akerland, Plaz, Wunneng, Schapp) an zum aneren u senger Fläch definéiert.

Lits d'hôpitaux | Question **7694** (02/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zu Lëtzebuerg wiisst d'Populatioun all Joers ëm méi wéi 10.000 Awunner. Dowéinst gëtt et ënner anerem och ëmmer méi schwéier, an de Klinicken e Bett ze kréien. Eng virausschauend Planung ass duerfir extreem wichteg. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi ass d'Auslaaschtung vun de Better an den eenzele Klinicken am Land?

2. Gëtt et eng Berechnungsmethod fir – an Ofhängegkeet vun der Augmentatioun vun der Populatioun – déi zukünfteg gebrauchte Betterzuel festzeleeën?

3. Wa jo, wéi vill nei Better ginn an den nächsten 10 Joer pro Regioun a pro Klinick gebraucht?
– Sinn dës zousätzlech gebrauchte Better schonn a Planung?
– Op wat fir Critèrë baséiert d'Berechnungsmethod?

4. Wann neen, wéi plangt de Ministère den zukünftege Bedarf resp. wéi wëll e sécherstellen, datt och an Zukunft, mat wuessender Bevëlkerung, d'Gesondheetsversuergung nach ka garantéiert ginn?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Analys vun der Auslaaschtung vun de Better an den eenzelen Établissements hospitaliers am Land limitéiert sech op stationär Better. D'ambulant Better sinn net mat abezunn. D'Berechnung vun der Auslaaschtung vun de Better baséiert op dem Ufank an um Enn vun den Deklaratioune vun all de stationäre Prise-en-chargen[7] un d'Gesondheetskeess (CNS).

D'Auslaaschtung vun de Spidolsbetter vun de leschte Joren ass an der leschter Editioun vun der Carte sanitaire dokumentéiert ginn. Déi follgend Tabell weist d'duerchschnëttlech Auslaaschtung vun de stationäre Better am Joer 2019 (Referenzjoer ouni Covidafloss).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Spidolsgesetz gesäit an der Annex II en Total vun 3.040 Better vir. De Ministère vun der Santé huet 2019 insgesamt eng 2.754 Better autoriséiert fir d'Établissements hospitaliers, déi an der Tabell 1 genannt sinn, an d'CNS huet 2.659 Better budgetiséiert. D'Zuele vun der Auslaaschtung limitéieren sech op d'Assuréë vun der CNS.

An der Moyenne waren 2.113,5 stationär Better an der Nuecht beluecht, wat berouend op der zeréckbehalener Hypothees vun enger duerchschnëttlecher Auslaaschtung vun alle stationäre Better aus allen Établissements hospitaliers am Land vun 79,5 % vun der Beleeung am Joer 2019 entspriécht.

Follgende Graphique weist d'Unzuel vun den ambulanten a stationäre Bettebeleeunge pro Dag am Joer 2019 fir déi 4 Centres hospitaliers.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Evolutioun vun der Bettebeleeung vun de 4 Centres hospitaliers weist eng Zickzackform op mat enger méi niddereger Beleeung de Weekend, a generell manner Aktivitéit am Summer an Enn des Joers.

ad 2. Am Kader vun enger Publikatioun, dem Aperçu N° 13 „Modélisation des coûts prospectifs liés aux soins hospitaliers pris en charge par l'assurance maladie-maternité" huet d'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) eng Modelisatioun vum Besoin un de Soins hospitaliers gemaach.

An dësem Aperçu gouf de Recours vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung am Joer 2019, pro Geschlecht an Alterstranche, op déi verschidde Soins hospitaliers (déi op déi verschidde Kapitele vun der internationaler Klassifikatioun vun de Krankheeten (CIM-10) regroupéiert goufen) analyséiert an, op Basis vun der Projektioun vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung, gouf de Besoin u Soins hospitaliers vun der lëtzebuergescher Bevëlkerung bis 2050 simuléiert.

An deem Kader gouf och eng éischt Projektioun vun de Spidolsbetter op nationalem Niveau gemaach an et sief ze bemierken, dass dës Projektioun net engem eventuelle medezinnesche Fortschrëtt Rechnung dréit, well an dëser Projektioun dovunner ausgaange gëtt, dass d'Prise en charge (Dauer an d'Natur vum Spidolsopenthalt asw.) am Spidol identesch zu där am Joer 2019 bleift. Dës wichteg Facteure sinn awer an enger Projektioun vun den néidege Better an der Zukunft ze berücksichtegen.

D'Projektioun vun der Bevëlkerung pro Alter a Geschlecht ass op nationalem Niveau disponibel, net op regionalem Niveau. De Wuesstem vun der Bevëlkerung an den 3 Spidolsregiounen ass net bekannt, an dofir kann dëse Modell och net spezifesch pro Regioun ugewannt ginn.

ad 3. a 4. De Besoin u Spidolsbetter hänkt net nëmme vum Wuesstem vun der Bevëlkerung of, mee och vun hirer Altersstruktur a vum generelle Gesondheetszoustand. Déi zwee lescht Facteure spillen eng wichteg Roll souwuel bei der Bestëmmung vun de Soins, déi gebraucht ginn, wéi och bei der Dauer vun engem Spidolsopenthalt. Des Weidere muss een nieft der Auslaaschtung vu Better och d'Ursaach vun den Hospitalisatioune souwéi déi administréiert Traitementer analyséieren. Dës Informatioune ginn an der „documentation hospitalière" festgehalen, déi am Spidolsgesetz vun 2018 virgesinn ass.

Et muss een och mat a Betruecht zéien, dass déi konstant Weiderentwécklung vun de medezinneschen a chirurgesche Verfaren zu enger Verkierzung vun de Spidolsopenthalter bäidréit an et souguer méiglech mécht, verschidden Interventiounen ambulant duerchzeféieren.

All déi genannte Facteure gi berücksichtegt, fir déi an Zukunft gebrauchte Betterzuel ze berechnen.

D'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018[8] gesäit an sengen Artikelen 9 an 11 d'Prozedure fir d'Autorisatioun an och d'Verlängerung vun de Services hospitaliers vir. An deem Kader wäerten déi eenzel Spideeler souwuel d'Dispositioune vum Artikel 10 confirméieren a beleeë mussen a kënnen och eventuell Adaptatioune vun den autoriséierte Better pro Service ufroen. Fir eng Planungssécherheet ze hunn, wäerte Spideeler och déi geplangte Better ufroen, déi si am Kader vun infrastrukturelle Projets d'extension de service proposéieren ze realiséieren.

D'Auswäertung vun der Documentation hospitalière vun 2022, déi am Moment vun der Gesondheetsdirektioun gemaach gëtt, wäert bei den Erneierunge vun den Autorisations d'exploitation vun den eenzelnen Etablissementer, déi am 2. Trimester 2023 ufalen, afléissen.

Dës Adaptatioune wäerten am Prinzipp kënnen am aktuelle Kader vum Minimum a Maximum u Better pro Service hospitalier virgeholl ginn. Bei punktuellem Bedarf wäerten eenzel maximal Betterzuelen adaptéiert ginn iwwert de gesetzleche Wee, fir dem Besoin kënne Rechnung ze droen.

Méi laangfristeg wäerte weiderféierend Projektiounen op Basis vun den Donnéeë vun 2022 vum MISA an MSS an Zesummenaarbecht mat dem Observatoire de la santé, dee bis Enn 2023 d'Carte sanitaire publizéiert, erstallt kënne ginn an d'Berücksichtigung vun den uewe genannte Critèren an der Berechnungsmethod vun de Besoine sécherstellen.

Modernisation des cérémonies civiles de célébration de mariage et de partenariat | Question **7695** (02/03/2023) de **M. François Benoy** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le mariage et la déclaration de partenariat restent des actes importants dans la vie de couple et les personnes concernées aspirent généralement à une organisation plus personnalisée et moins rigide de la cérémonie civile qui gagne en importance face au déclin de la pratique religieuse. Le Gouvernement avait retenu la modernisation de la base légale afférente dans l'accord de coalition 2018-2023 et suite à l'adoption parlementaire des modifications en mai 2022, des célébrations plus modernes, flexibles et individualisées sont désormais possibles. Ainsi, chaque commune peut déterminer d'autres lieux de célébration des cérémonies civiles que la « traditionnelle » maison communale et offrir un choix aux couples concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelles communes luxembourgeoises ont déjà profité des nouvelles dispositions légales relatives aux lieux de célébration de mariage et de partenariat en ayant fixé des lieux supplémentaires de célébration des cérémonies civiles ?

2) Quels lieux de célébration – ou alternativement quels types de lieux (château, parc municipal, monument historique, centre culturel, salle des fêtes, édifice religieux désacralisé, stade municipal, ...) – chaque commune concernée a-t-elle désignés ?

3) Est-ce que Madame la Ministre a déjà refusé certains lieux désignés pour non-conformité aux critères légaux ? Dans l'affirmative, de quels lieux ou types de lieux s'agit-il ?

7 Eng Prise en charge ass stationär, wann de Patient méi laang wéi een Dag an iwwer Nuecht an der Klinick ass. Et goufen all d'Prise-en-chargen abezunn, onofhängeg vun hirem Typ („soins normaux", „soins intensifs", Maternité, Reeducatioun, Palliativfleeg, Laangzäitbetter, ...).

8 Loi du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière

4) Combien de communes offrent actuellement aux couples intéressés la possibilité de célébrer leur mariage ou partenariat en dehors des heures de bureau normales et notamment les samedis ?

5) La Ville d'Esch-sur-Alzette permet l'enregistrement audiovisuel de la célébration voire sa transmission en direct sur esch.tv. Madame la Ministre a-t-elle-connaissance d'autres communes offrant de telles possibilités de communication modernes et utiles de la cérémonie ?

La nouvelle législation permet par ailleurs au bourgmestre de déléguer plus facilement ses fonctions d'officier de l'état civil à un.e autre représentant.e du Collège échevinal ou du conseil communal aux fins de la célébration. Ceci permet à un couple de conférer leur cérémonie de mariage ou de partenariat à un membre particulier du Collège ou du conseil avec lequel ils présentent, par exemple, des liens amicaux.

6) Madame la Ministre a-t-elle prévu d'offrir une formation spécifique aux nouveaux élu.e.s issu.e.s des élections communales du 11 juin 2023 afin de les préparer et soutenir au mieux en vue de la célébration de cérémonies civiles de mariage et de partenariat, tout comme pour la cérémonie particulièrement sensible des funérailles ? Dans l'affirmative, quels seront l'envergure et le contenu de cette formation ?

Réponse (31/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Pour l'heure, 32 communes ont eu recours à l'article 29bis de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et ont, par ce fait, offert à leurs citoyennes et citoyens la possibilité de célébrer leur mariage ou partenariat civil dans un cadre plus individualisé en leur offrant un choix de lieux adaptés et conviviaux autres que la maison communale.

Parmi les lieux précités ont été choisis des centres culturels, des salles de fêtes ou encore des châteaux.

Voici une liste qui reprend les communes qui ont profité des nouvelles dispositions légales avec les lieux choisis par voie de délibération du conseil communal et que j'ai déjà approuvés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Jusqu'à présent, je n'ai pas encore refusé l'approbation de nouveaux lieux de célébration. Il convient d'ajouter que mes services sont à disposition des autorités communales pour les conseiller sur la conformité des lieux potentiels lorsque des doutes quant au respect et à l'application des critères établis par l'article 29 bis sont présents.

Pour ce qui concerne la célébration de mariages et partenariats civils en dehors des heures de bureau et les samedis, je ne dispose pas de données vérifiables sur le nombre de communes qui recourent à ces possibilités. Il en est de même pour ce qui est des célébrations qui sont transmises par voie de moyens de télécommunication, tout en supposant que ceci n'est réalisé qu'avec l'accord des couples célébrant leur union.

Finalement, il n'est pas prévu d'organiser une formation spécifique pour les nouveaux élu-e-s issu-e-s des élections communales du 11 juin 2023 afin de les familiariser avec les pratiques et usages relatifs aux cérémonies civiles. Cependant, des réflexions sur une offre adaptée pour soutenir les élu-e-s dans l'organisation et l'encadrement des cérémonies sont actuellement menées.

Assurance dépendance | Question **7696** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng fleegebedierfteg Persoun kann iwwert d'Assurance dépendance en Aidant informel fir doheem ufroen. Wann eng fleegebedierfteg Persoun den Aidant informel wëll wiesselen, da gëtt dës Persoun vun der Assurance dépendance komplett nei evaluéiert, och wann sech hiren Zoustand an hir Fleegebedierftegkeet net geännert huet. Den Dossier gëtt ganz nei gemaach, d'Persoun muss zum Beispill bei den Dokter goen, fir nei Formulairen ze kréien. D'Assurance dépendance soll beim Traitement vun den Dossieren aktuell e Retard vun ongeféier 5 Méint hunn. Den Aidant informel gëtt awer eréischt unerkannt a kann eréischt an d'Pensiounskeess ugemellt ginn, wann déi fleegebedierfteg Persoun nei evaluéiert ginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Kann den Aidant informel réckwierkend an d'Pensiounskeess ugemellt ginn?

2. Wéi laang réckwierkend kann den Aidant informel an d' Pensiounskeess ugemellt ginn?

3. Firwat muss déi fleegebedierfteg Persoun komplett nei evaluéiert ginn, just fir den Aidant informel ze änneren, och wann sech hire gesondheetlechen Zoustand guer net verännert huet?

4. An der Äntwert op d'QP Nr. 7204 huet de Minister ugekënnegt, „datt an noer Zukunft géing gekuckt ginn, fir d'Aidanten nach besser ze encadréieren an och ze entlaaschten. Zu deem Moment wäerten dann och nach eng Kéier déi eenzel Forfaiten analyséiert an eventuell ugepasst ginn."

Weess de Minister antëscht, ob d'Forfaite wäerten un déi vill Präishaussen zënter 2018 ugepasst ginn?
– Wa jo, wéini sollen dës Upassunge kommen?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den „Aidant informel", ewéi den honorabelen Deputéierten an der parlamentarescher Fro schreift, gouf mat der Reform vun der Fleegeversécherung am Joer 2018 zum formellen Aidant, deen zënterhier kloer definéiert ass an och vun der Administratioun fir d'Evaluatioun an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) evaluéiert gëtt. Dëst ass wichteg, fir d'Qualitéit vun de Leeschtungen, déi den Aidant muss erbréngen, och ze assuréieren. Dës gesetzlech Upassunge goufen och duerch zousätzlech Mesurë begleet, déi den Aidant a senger Roll sollen ënnerstëtzen.

Den Aidant kann ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Decisioun vun der Gesondheetskeess (CNS) betreffend d'Synthèse de prise en charge bei der Pensiounskeess ugemellt ginn.

ad 2. Laut Artikel 432 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gëllt beim Umelle vum Aidant respektiv dem Bezuele vun den doraus resultéierte Cotisatiounen eng applikabel Verjärungsfrist vu 5 Joer.

ad 3. Säit der Reform vun der Fleegeversécherung 2018 sinn am Artikel 350 Paragraph 7 vum CSS d'Konditioune festgeluecht ginn, ënnert deenen eng drëtt Persoun, déi an der Fleeg an Hëllef vum Fleegebedierftegen intervenéiert, kann als „Aidant" unerkannt ginn. Säitdeem schwätzt een duerfir och net méi vun „Aidant informel", mä vun „Aidant" (Fleegepersoun).

D'Gesetz gesäit vir, datt eng Persoun, déi sech reegelméisseg an op d'mannst eemol d'Woch un den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge bedeelegt, ënner gewësse Konditiounen als Fleegepersoun unerkannt ka ginn. Bei dëser Fleegepersoun kann et sech ëm eng Persoun handelen, déi der fleegebedierfteger Persoun nosteet, oder soss eng Privatpersoun, déi vun der fleegebedierfteger Persoun agestallt gouf.

Dës Fleegepersoun muss vun der AEC identifizéiert an evaluéiert ginn, fir datt d'Sachleeschtungen, déi vun engem Fleegedéngscht erbruecht ginn, duerch Geldleeschtunge kënnen ersat ginn.

D'Fleegepersoun muss present sinn, wann der AEC hire Referent dem Demandeur seng Besoinen evaluéiert. Der Fleegepersoun hir Fäegkeeten an Disponibilitéiten, fir d'Hëllefs- a Fleegeleeschtunge ganz oder zum Deel ze erbréngen, ginn och evaluéiert. Der AEC hire Referent entscheet opgrond vun dëse Krittären a senge Feststellungen, ob d'Persoun, déi sech un den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge bedeelegt, am Sënn vum Gesetz als Fleegepersoun unerkannt ka ginn. Den Demandeur an d'Fleegepersoun mussen eng Informatiounsfiche ausfëllen an ënnerschreiwen. Déi ausgewielte Fleegepersoun engagéiert sech, déi Hëllefs- a Fleegeleeschtungen, déi virgesi sinn, bis déi nächst Evaluatioun ze erbréngen. Hiren Numm steet och op der Synthèse de prise en charge bei der Decisioun.

Dës Evaluatioun vum Aidant ass wichteg fir sécherzestellen, datt den Aidant och déi Leeschtunge kann assuréieren, déi d'fleegebedierfteg Persoun laut Synthèse de prise en charge vun der AEC zegutt huet, och wat d'Qualitéit vun de Leeschtunge selwer ubelaangt.

Wann dës Persoun net als Fleegepersoun ka bestätegt ginn, ginn all d'Leeschtungen als Saach- an net als Geldleeschtunge bewëllegt. Wann dës Persoun als Fleegepersoun unerkannt gëtt, erbréngt se d'Hëllefs- a Fleegeleeschtungen eleng oder an Zesummenaarbecht mat engem Fleegedéngscht (Opdeelung vun de Leeschtungen). Der AEC hire Referent leet fest, ob d'Fleegepersoun amstand ass, all d'Hëllefs- a Fleegeleeschtungen eleng ze erbréngen oder ob se vun engem Fleegedéngscht muss ënnerstëtzt ginn. Wann d'Ënnerstëtzung duerch e Fleegedéngscht néideg ass, dann ass der AEC hire Referent dofir zoustänneg, iwwer d'Opdeelung vun den néidegen Hëllefs- a Fleegeleeschtungen ze entscheeden, fir eng beschtméiglech Prise en charge ze garantéieren.

Wann dës Fleegepersoun net méi disponibel ass, huet déi fleegebedierfteg Persoun d'Méiglechkeet, op e Fleegedéngscht vun hirer Wiel zeréckzegräifen. Falls dës Fleegepersoun duerch eng aner Persoun ersat gëtt, muss festgestallt ginn, ob dës aner Persoun d'Konditiounen erfëllt, fir am Sënn vum Gesetz als Aidant unerkannt ze ginn an ob d'Opdeelung vun den néidegen Hëllefs- a Fleegeleeschtunge muss eventuell adaptéiert ginn, dëst fir déi beschtméiglechst Prise en charge vun der fleegebedierfteger Persoun weider ze garantéieren.

Ob d'Fleegebedierftegkeet vun der betraffener Persoun sech an der Tëschenzäit och geännert huet oder net, kann ee just wëssen, wann een dëst iwwerpréift. Eventuell ass eng Verschlechterung vum Gesondheetszoustand vum Fleegebedierftegen e Grond, firwat den unerkannten Aidant net méi wëllt weider Aidant sinn a sech ersetze léisst, sief et duerch eng aner privat Persoun an/oder e Fleegedéngscht.

An deem Sënn ass et nozevollzéien an noutwendeg, dass d'Fleegesituatioun an hirer Globalitéit nei consideréiert an evaluéiert gëtt an den Dokter eventuell och nei Krankheetselementer um Formulaire R20 vun enger Demande dokumentéiert.

Wat den Délai de traitement vun engem Dossier „Aides et soins" bei der AEC ubelaangt, louch deen an der Moyenne fir d'Joer 2022 bei 68,6 Deeg. Tëschent der Receptioun vun der Demande vun der AEC an dem Rendez-vous vun der Evaluatioun vun der Fleegebedierftegkeet louchen an der Moyenne 59,8 Deeg.

ad 4. Den 9. Juni 2022 huet de Minister fir sozial Sécherheet an d'AEC der Chamberskommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a sozial Sécherheet d'Resultater vun enger Enquête virgestallt, déi och op de Rôle vum Aidant cibléiert war. Am Rapport vun där Chamberskommissiounssëtzung stinn d'Detailer vun de Resultater ewéi och d'Konklusioune mat den Echangen an der Kommissioun dran.[9]

An där Sëtzung vun der Chamberskommissioun huet de Minister fir sozial Sécherheet eng Rei Pisten opgelëscht, déi kéinte kuerzfristeg a mëttel- bis laangfristeg ëmgesat ginn.

Eng Rei Piste cibléieren den Aidant a sinn (Extrait vun der Präsentatioun):

– Formation à l'aidant : adaptation des critères d'attribution pour élargir le nombre d'aidants-bénéficiaires de la formation
– Prestations possibles pendant la nuit – analyse :
• bénéficiaires cibles/aidants
• types d'interventions/gardes de nuit
– Prestations en espèces : analyse d'un ajustement des montants
– Aidants – conciliation vie professionnelle : analyse des expériences à l'étranger (congé spécial aidant, etc.)

D'Upassung bei der Formatioun vum Aidant gouf schonn en place gesat, well dofir keng gesetzlech Ännerungen néideg waren. Hei gëtt bei der Evaluatioun vun der AEC, virun allem, wann eng Persoun fir d'éischte Kéier Aidant gëtt, méi cibléiert op déi méiglech Formatiounen higewisen, beispillsweis verschriwwen. Et steet awer natierlech dem Aidant fräi, dës an Usproch ze huelen. Bei enger Reevaluatioun gëtt dann och méi cibléiert gekuckt, ob weider Formatiounen néideg sinn.

Bei de Leeschtungen iwwer d'Nuecht leeft dëst Joer e Pilotprojet mat engem Fleegedéngscht un. Op Basis vun där Erfarung an Evaluatioun vum Pilotprojet sollen da méi spéit déi néideg legal Upassunge virbereet ginn.

Wat d'Geldleeschtungen ubelaangt, esou ass et geplangt, nach dëst Joer eng Upassung mat de betraffenen Acteuren unzeschwätzen an déi eventuell dann op den Instanzewee ze ginn (Upassung vum Code vun der sozialer Sécherheet).

Weider Moossnamen, fir den Aidant ze entlaaschten, zum Beispill de Congé Aidant, ginn och iwwerpréift a mat de betraffenen Acteuren diskutéiert. Och hei si legal Upassungen néideg.

Prestations de la CNS | Question **7697** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass et bei der CNS virkënnt, dass si Persoune fälschlecherweis Leeschtungen zoukomme léisst, op déi dës aus verschiddene Grënn keen Usproch hunn. Wa si hire Feeler bemierkt, fuerdert si dann innerhalb vun e puer Deeg déi komplett Beträg zréck, soss sträicht si de betraffene Persoune Leeschtungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi oft ass et an deene leschte 5 Joer, opgelëscht pro Joer, virkomm, dass d'CNS eng Decisioun réckwierkend geännert huet?

2. Wéi oft ass et an deene leschte 5 Joer, opgelëscht pro Joer, virkomm, dass d'CNS eng Decisioun réckwierkend geännert huet, well si festgestallt huet, dass si fälschlecherweis Leit Leeschtungen accordéiert huet, déi dës eigentlech net zegutt haten?

3. Eis si Fäll bekannt, wou Persounen innerhalb vun e puer Deeg gréisser Zomme sollten zréckbezuelen, déi si fälschlecherweis accordéiert kruten. Wann si dëser Opfuerderung net nokommen, kréien si Leeschtungen, zum Beispill beim Remboursement vu Rechnungen oder bis zu 50 % vum Kannergeld, dat eigentlech fir den Ënnerhalt vum Kand geduecht ass, gestrach. Beim Steieramt ass et esou, dass all Contribuabel d'Méiglechkeet huet, no enger Besteierung, a virun der Echeance vun dëser Besteierung, duerch eng motivéiert Demande een Délai de paiement ouni Zënsen (Délai de paiement bis zu 4 Méint) oder een Délai de paiement mat reduzéierten Zënsen (Délai de paiement tëschent 5 Méint an 12 Méint: 0,1 Prozent pro Mount, oder Délai de paiement tëschent 13 Méint an 3 Joer: 0,2 Prozent pro Mount) beim Steierbüro unzefroen (Äntwert op d'QP N° 6146). D'Héicht vun den Zënsen, déi pro Mount berechent ginn, hänkt also vun der Lafzäit vum Délai de paiement of. Firwat bitt d'CNS hiren Assuréen net déi selwecht Méiglechkeeten un, amplaz hinne Leeschtungen ze sträichen an si esou an eng prekär Situatioun ze bréngen?

4. Fir géint eng Entscheedung vun der CNS kënne Recours beim Geriicht anzeleeën, brauch eng betraffe Persoun eng sougenannten Décision présidentielle aus der Direktioun vun der CNS. Wéi laang ass aktuell d'Durée de traitement bei den Décisions présidentielles?

5. Wat war op déi lescht 5 Joer gekuckt déi längsten Durée de traitement bei den Décisions présidentielles?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt d'Recalculen net mat méigleche Feeler vun der Gesondheetskeess (CNS) oder der Administratioun fir d'Evaluatioun an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) zesummenhänken, mee éischter domadder ze dinn hunn, datt d'Donnéeën an d'Informatiounen, op deenen sech d'Decisioun baséiert, entweeder méi spéit revidéiert, ergänzt oder korrigéiert goufen. Dat kann zum Beispill doduerch bedéngt sinn, datt d'Situatioun vun enger Persoun ännert, mee déi Infoen entweeder vun der Persoun selwer oder vun engem Drëtten (Prestataire) eréischt méi spéit eragereecht oder à jour gesat ginn.

E konkreet Beispill ass, wann eng Persoun an der Fleegeversécherung (Beneficiaire) net méi doheem ka gefleegt ginn, wou en Aidant dee Moment d'Actes essentiels de la vie (AEV) geleescht huet, an de Beneficiaire kuerzfristeg an engem Etablissement huet missen ënnerkommen. Doduerch, datt dës Info net direkt disponibel ass, bezéiungsweis dat mat engem Decalage an der Zäit verbonnen ass, kritt de Beneficiaire nach ëmmer déi Geldleeschtung iwwerwisen, mee muss déi da réckwierkend un d'CNS zeréckginn, well fir déi Period d'Saachleeschtungen amplaz vun de Geldleeschtungen an Usproch geholl goufen.

En anert Beispill ass eng Oppositioun par rapport zu enger Decisioun vun der CNS, wou dee Moment op Basis vun neien oder zousätzlechen Infoen d'Evaluatioun an doduerch och d'Decisioun vun der CNS ugepasst gëtt, bezéiungsweis eng nei Decisioun geholl gëtt.

Et ass also net esou, datt d'Decisioun per se falsch ass, mee déi baséiert eeben op deenen Infoen an Donnéeën, déi zu deem Zäitpunkt disponibel sinn. Dës kann och um Niveau vun der Evaluatioun vun der AEC spillen, op deenen sech d'CNS fir hir formell Decisioun baséiert.

Wat elo déi konkreet Froe vum honorabelen Deputéierten ubelaangt, stellen d'Rektifikatiounen ënnert 1 % vun all den traitéierten Dossieren „Aides et soins" duerch d'AEC duer.

Iwwert d'Joren 2019 bis 2022 hunn 83 % vun de Rektifikatioune kee Changement op den Niveau de dépendance gehat. An deene Fäll, wou d'Rektifikatioun en Impakt op den Niveau de dépendance huet, ass dës Ännerung meeschtendeels zugonschte vum Beneficiaire.

D'AEC mécht e Monitoring vun de Rektifikatiounen, déi esouwuel de Requis vun den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge kënne betreffen, wéi awer och d'Opdeelung vun de Leeschtungen tëschent dem Aidant an dem Fleegedéngscht oder fondéiert Oppositiounen, nodeems e Recours bei der CNS eragereecht gouf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Am Allgemenge kréien déi betraffe Persounen eng Demande fir d'Restitutioun vun de Montanten, déi si ursprénglech accordéiert kruten. Falls déi gefrote Restitutioun net stattfënnt, gëtt de Leit e Rappell geschéckt a gegeebenefalls och eng offiziell Notifikatioun.

Beim Beispill vun de Geldleeschtunge gëtt d'Restitutioun bei der betraffener Persoun per Courrier ugefrot. Am Fall, wou no 6 Woche keng Reaktioun op dës Opfuerderung kënnt, gëtt eng Erënnerung erausgeschéckt, iert dono déi aner legal Moyenen, déi ernimmt ginn, a Betruecht gezu ginn.

Et ass och ze erwänen, dass d'CNS de Leit, op hir Demande hin, kann e gestaffelte Plang fir d'Réckbezuelung ubidden.

Am Fall, wou déi betraffe Persoun der Opfuerderung net nokënnt, versicht d'CNS déi fälschlecherweis accordéiert Montanten, de legalen Dispositioune vum Artikel 396 vum Code vun der sozialer Sécherheet no, ze recuperéieren, andeems op Leeschtunge vun der CNS oder aneren Institutioune vun der sozialer Sécherheet zeréckgegraff gëtt.

Wat d'Fleegeversécherung ugeet, gëtt am Fall vun enger Réckbezuelungsufro déi betraffe Persoun per Courrier ugeschriwwen an et gëtt hir systematesch e gestaffelte Réckbezuelungsplang proposéiert.

D'Gesondheetskeess fuerdert och keng Zënse fir esou Réckbezuelungen. Et mussen also just déi Montanten zeréck iwwerwise ginn, déi net geschëlt waren.

Et gëtt also ëmmer probéiert, zesumme mat der betraffener Persoun eng Léisung ze fannen, fir déi Leeschtungen, déi net geschëlt waren, de finanzielle Méiglechkeete vun der betraffener Persoun no zeréckzebezuelen, wann déi Persoun och de Kontakt mat der CNS sicht, bezéiungsweis si de Plang, dee fir d'Réckbezuelung opgestallt gouf, och anhält.

ad 4. a 5. Iwwert d'Joren 2019 bis 2023 sinn 380 Oppositiounen traitéiert ginn, woubäi den Duerchschnëtt vum Gesamttraitement, dat heescht tëschent der Receptioun vun der Oppositioun vun der CNS an der Notifikatioun vun der Decisioun, bei 75,9 Deeg läit. Den Duerchschnëttstraitement vun der AEC, dat heescht tëschent der Receptioun duerch d'AEC an dem Datum vun der Validatioun, läit bei 31,4 Deeg.

Des Weideren ass ze betounen, dass d'Decisiounen der Urgence no prioritär traitéiert ginn. D'Veraarbechtung vun enger Decisioun bréngt d'Noutwendegkeet vu verschiddenen Informatioune mat sech, wat dann och eng Auswierkung op d'Dauer kann hunn.

9 https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0132/020/264204.pdf

École nationale pour adultes | Question **7698** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Op der ENAD, der École nationale pour adultes, kann eng Persoun en neie Karriärswee aschloen an eng nei schoulesch Formatioun maachen. Wärend der Ausbildung mussen d'Leit nees d'Schoulbänk drécken a gi gläichzäiteg zum Deel schaffen. Fir dës Aarbecht ginn si awer just wéi Schüler bezuelt. Fir vill Leit geet dat awer net duer, well si dacks scho matten am Liewe stinn an nach aner finanziell Verflichtungen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Gesäit de Minister vir, eng Upassung bei de Gehälter virzehuele fir Leit, déi am Kader vun hirem zweete Karriärswee bei der ENAD ageschriwwe sinn?

2. Kéint de Minister sech virstellen, eventuell eng Zort Bourse mat engem Prêt, änlech wéi et dëst aktuell fir Studente gëtt, och fir d'Schüler vun der ENAD anzeféieren?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass richteg, datt déi familiär oder finanziell Situatioun vu verschiddene jonke Leit, déi sech an eng Formatioun an der École nationale pour adultes (ENAD) aschreiwen, dacks méi komplex ass wéi déi vun de Schüler aus engem traditionelle Lycée.

Ënnert den 623 Apprenanten, déi d'ENAD opgeholl huet, fanne sech eng gewëss Unzuel u Jonker, déi keng familiär Ënnerstëtzung méi hunn, déi heiansdo selwer fir eng Famill musse suergen, an eng onstabill Wunnsituatioun hunn.

Fir déi jonk Erwuessen, déi an der ENAD ageschriwwe sinn, gëtt et dräi méiglech finanziell Ënnerstëtzungen, jee no Formatioun, an där si ageschriwwe sinn.

Apprenanten, déi an enger Beruffsausbildung am Kader vun der Erwuessenebildung ageschriwwe sinn

Déi jonk Leit, déi an engem Apprentissage pour adultes sinn, kommen an de Genoss vun der Indemnité d'apprentissage conventionnelle plus engem Complément d'indemnité bis zum Betrag vum onqualifizéierte soziale Mindestloun. Zurzäit maachen 133 jonk Erwuessener eng Beruffsausbildung am Kader vun der Erwuessenebildung.

Fir déi nächst Joren ass et virgesinn, d'Beruffsausbildungen, déi am Kader vun der Erwuessenebildung ugebuede ginn, ze erweideren, besonnesch fir den DAP Agent sociopédagogique.

Apprenanten, déi an der Formatioun vum Éducateur en alternance ageschriwwe sinn

Fir zur Formatioun vum Éducateur en alternance zougelooss ze ginn, mussen déi op d'mannst 21 Joer al jonk Leit en Aarbechtskontrakt vu wéinstens 16 Stonnen d'Woch an engem Beruff aus dem edukativen a soziale Beräich hunn. 131 Apprenantë sinn zurzäit an der Formatioun vum Éducateur en alternance ageschriwwen.

Apprenanten, déi an net beruffsausbildende Formatiounen ageschriwwe sinn

Apprenanten, déi an der ENAD an net beruffsausbildende Formatiounen ageschriwwe sinn, kënnen an de Genoss komme vun der Aide à la formation, der Prime de formation an der Indemnité de formation, sou wéi virgesinn an der Loi du 16 mars 2007 portant création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.

Fir eligibel ze sinn, däerf de jonken Apprenant (deen op d'mannst 25 Joer al ass) zesumme mat de Persounen, déi Deel si vum Stot, an deem hie lieft, net méi verdénge wéi dat, wat virgesinn ass fir de Revenu minimum d'insertion. Fir kënnen all Mount vun enger Indemnitéit ze profitéieren, muss den Apprenant als Géigeleeschtung un op d'mannst 80 % vun alle Coursen deelgeholl hunn. Am Fall, wou déi erlaabten Absencëquot iwwerschratt gouf, gëtt d'Primm fir de lafende Mount net ausbezuelt. Zurzäit profitéieren 104 Apprenanten, déi an der ENAD ageschriwwe sinn, vun dëser Mesure.

ad 1. an 2. D'Regierung huet keng Erhéijung vun den uewe genannten Indemnitéite virgesinn; dëst gëllt och fir Boursë respektiv Prêten.

Procédure de classement d'un bâtiment | Question **7699** (02/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Adress 72, Route de Luxembourg zu Dippech (Kadasterparzell 634/2187) stoung ee Gebai, dat zanter 2019 an enger Procédure de classement war. Mindestens zanterdeem wossten d'Proprietäre vun dësem Gebai, dass si Mesures de conservation mussen huelen, fir d'Gebai net zesummefalen ze loossen.

Dozou ass et awer net komm, well de 14. Februar 2023 gouf ugefaangen, dat ganzt Gebai ofzerappen. Effektiv hat de Buergermeeschter vun der Gemeng Dippech de 6. Oktober eng Autorisation de démolition ausgestallt „sous réserve d'autres autorisations ne relevant pas de la compétence de la commune".

Haut ass d'Scheier ganz ofgerappt an den Denkmalschutz vum Gebai existéiert just nach um Pabeier. An der Äntwert op d'Fro N° 7511 hat d'Ministesch geschriwwen:

„Mat der Intentioun trieden d'Effete vum Klassement a Kraaft. Och déi concernéiert Gemeng kritt dës Intentioun a kann hiren Avis dozou ofginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wosst d'Ministesch iwwert d'Ofrappaarbechte vun dësem Gebai op Nummer 72, Route de Luxembourg zu Dippech Bescheed?
Falls jo, wéini ass si doriwwer informéiert ginn?
Wéini huet de Kulturministère reagéiert a wat gouf ënnerholl, fir d'Ofrappaarbechten ze verhënneren?

2. Géint wéi een Artikel aus dem Denkmalschutzgesetz huet de Besëtzer vun dësem Terrain verstouss a wéi eng Strofen (Artikelen 115 bis 120) missten an deem Fall applizéiert ginn?

3. Mengen Informatiounen no huet de Proprietär vum Terrain nodréiglech gefrot, fir eng Demande de régularisation beim Kulturministère eranzereechen.
Kann d'Ministesch dëst confirméieren an Detailer iwwert dës Demande de régularisation oppeleeën?
– Wat ass déi legal Basis dovun a wat stellt sou eng Regularisatioun konkreet duer?
– Ass sou eng Demande de régularisation iwwerhaapt am Aklang mat den Dispositions pénales aus dem Denkmalschutzgesetz a kënnen déi Dispositions pénales trotz enger Regularisatioun nach applizéiert ginn?

4. Wéi oft ass et an de vergaangenen 10 Joer virkomm, dass Gebaier, déi an enger Klassementsprozedur waren, trotzdeem beschiedegt, verännert oder ofgerappt goufen?
Wéi oft sinn dës Fäll iwwert eng Demande de régularisation gereegelt ginn?

5. Wéi wäert d'Ministesch op dëse flagrante Fall reagéieren a wéi eng Suite wäert d'Ministesch dësem Fall ginn, fir dass d'Dispositiounen aus dem Denkmalschutzgesetz applizéiert ginn?

Réponse (13/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Ech ginn dovunner aus, datt den honorabelen Deputéierten den ale Schapp mengt, deen nieft engem Wunnhaus op der Adress 72, Route de Luxembourg zu Dippech stoung.

Dëse Schapp war als „construction à conserver" am allgemenge Bebauungsplang (PAG) vun der Gemeng Dippech agedroen. Eng national Protektiounsprozedur gouf net ugefaangen. Op Basis vum Artikel 129 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 muss de Kulturminister awer am Virfeld iwwert all Aarbechten un esou engem kommunal geschützte Gebai informéiert ginn an dëst spéitstens am Moment, wou d'Demande de construction oder de démolition bei der Gemeng agereecht gëtt.

Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA hat uganks Februar erausfonnt, datt en Ofrappe vum Schapp imminent wier, dat well e baufälleg wier, an datt d'Gemeng Dippech aus deem Gronn engem Ofrappen zougestëmmt hätt.

An engem Bréif vum 10. Februar 2023 huet den Direkter vum INPA de Proprietär op den uewe genannten Artikel 129 opmierksam gemaach.

De 16. Februar 2023 huet de Proprietär per Bréif de Kulturministère informéiert, datt d'Demolitiounsaarbechten déi Woch virdrun ugefaangen hunn an d'Gebai entre-temps ganz ofgerappt wier. Mat dësem Bréif huet de Proprietär d'Kulturministesch net, ewéi den Artikel 129 et virgesäit, virun den Ofrappaarbechten informéiert. An deem Sënn ass et och keng „demande en régularisation", ewéi den honorabelen Deputéierte schreift.

Well den Artikel 117 Punkt 27 vum Denkmalschutzgesetz virgesäit, datt d'Netrespektéiere vum Artikel 129 eng penal Infraktioun ass an heifir och penal Strofe virgesäit, ass de Parquet heiriwwer informéiert ginn.

A seelene Fäll kënnt et bei Gebaier, déi sech an enger Klassementsprozedur befannen, zu Beschiedegungen. An de leschten 10 Joer waren dat 7 Fäll, déi dem INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux) bekannt goufen.

Fir datt den INPA bei senge villen Aufgaben och senger Kontrollmissioun vum geschützte Bauierwen nach besser kann nokommen, gëtt d'Personal vun dësem Institut bestänneg opgestockt. An de leschte 5 Joer konnt sech esou d'Equipe op iwwer 40 Leit verduebelen.

Réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie | Question **7701** (03/03/2023) de **M. Pim Knaff** (DP)

Dans le tissu urbain existant des centres-villes, de nouvelles entraves à l'ouverture de commerces sont souvent apparues au fil des ans en raison de modifications des réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie. Les bâtiments n'étant plus conformes à la législation en vigueur, les porteurs de projet ne peuvent plus utiliser l'espace commercial sans devoir procéder à des mises aux normes parfois onéreuses.

En raison des modifications législatives et en l'absence des rénovations nécessaires, les surfaces commerciales ou de restauration situées dans le tissu urbain existant perdent de leur attrait et de leur utilité par rapport aux cellules commerciales situées dans les pôles commerciaux nouvellement construits en périphérie.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée des immeubles ne peuvent souvent pas être loués à des commerçants, vu que les propriétaires d'immeubles anciens dans les centres-villes ne sont pas toujours prêts à investir dans la mise en conformité. Souvent, ce sont même les commerçants qui prennent en charge les frais de remise en état afin de trouver un espace commercial adapté. En outre, des réglementations peu claires, voire contradictoires, constituent un obstacle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Les ministres ont-ils le même point de vue à ce sujet ?

– Y a-t-il des réflexions en ce moment au sujet de l'harmonisation des règlements à l'avenir ?

– Est-ce qu'il existe actuellement un point de contact pour se renseigner à l'avance ? Dans la négative, quels sont les travaux qui devraient encore être réalisés à cet égard ?

– Le ministre est-il au courant de la fréquence de ces problèmes par l'entremise de l'ITM ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Les législations et réglementations en matière de sécurité et de prévention contre les incendies sont déjà anciennes. Pour mémoire, la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés qui détermine la procédure de commodo et incommodo et qui régit les différentes classes d'établissements soumis à autorisation de l'ITM ou du bourgmestre date de 1999 et les prescriptions relatives aux restaurants de plus de 50 couverts et aux commerces de plus de 600 m^2 de surfaces de vente ont été fixées pour les premiers en septembre 2003 et pour les seconds en octobre 1991. Pour ces mêmes établissements dont les seuils seraient inférieurs, la prescription à respecter date de décembre 2018. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) fixe les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité et prévention incendie par l'entremise de ces arrêtés d'autorisations.

De plus, la création du CGDIS au 1er juillet 2018 et l'organisation de son service prévention constituent un gage d'application cohérente des mesures de prévention dans tout le pays et avec tous les acteurs. Par ailleurs, nous ne pouvons considérer que les modifications réglementaires en la matière puissent constituer une entrave à l'ouverture de commerces. Au contraire, nous tenons à souligner que les mesures de prévention visent à garantir la pérennité des commerces en cherchant à éviter l'éclosion et la propagation d'un incendie, tout en facilitant simultanément l'évacuation du public et l'intervention des secours. Ainsi, il est aujourd'hui démontré qu'un euro investi en mesures de prévention permet d'économiser 7 euros en mesures de réparations humaines ou matérielles.

En outre, il est important de remarquer que les autorisations délivrées par le MTEESS ne sont, à quelques exceptions près, pas limitées dans le temps. Ceci signifie que si un établissement est conforme à la règlementation applicable au moment de sa mise en exploitation, c'est-à-dire est en possession d'une autorisation du MTEESS et conforme aux conditions imposées, il n'est en règle générale pas obligé de se conformer par la suite à des impositions plus nouvelles en la matière.

Les travaux d'harmonisation ont toujours existé entre l'ITM et le CGDIS (auparavant entre l'ITM et le service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg). Ils ont en effet débuté en 2000, c'est-à-dire à l'issue de la promulgation de la loi précitée du 10 juin 1999 (commodo/incommodo). Ils se poursuivent aujourd'hui sous deux formats différents : un groupe de travail entre l'ITM et le CGDIS visant à la réflexion sur l'élaboration de nouvelles prescriptions tenant notamment compte des évolutions des techniques de construction (bâtiments en bois ou avec matériaux biosourcés, parkings automatiques, installations photovoltaïques, etc.), le second à travers la mise en place de la commission consultative de prévention d'incendie, telle qu'elle est prévue par l'article 104 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. Elle regroupe les principaux ministères, administrations et utilisateurs (maîtres d'œuvre et organismes de contrôle) et donne un avis sur toutes les questions relatives à l'application du concept de prévention contre les incendies.

Concernant les points de contact aux fins de renseignements ou encore de conseils, les préventionnistes du CGDIS sont à la disposition des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre. Les coordonnées des services zonaux de prévention et de planification sont accessibles sur le site Internet du CGDIS (www.112.lu).

Quant à une éventuelle fréquence de problèmes en matière de prévention incendie rencontrés en raison de modifications des conditions d'exploitation du MTEESS, de modifications de la législation, de textes peu clairs ou d'incohérences entre les textes appliqués par l'ITM pour les commerces dans le tissu urbain, relevant du domaine de compétence du MTEESS, aucun élément pouvant laisser soupçonner de tels problèmes n'a été porté à l'attention de l'ITM.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______ Virnumm: ______

Societéit/Administratioun: ______

Adress: ______ Boîte postale: ______

Code postal: ______ Uertschaft: ______ Land: ______

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Revolutioun zu Lëtzebuerg

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799